





PRESIDENT WHITE LIBRARY,
CORNELL UNIVERSITY.

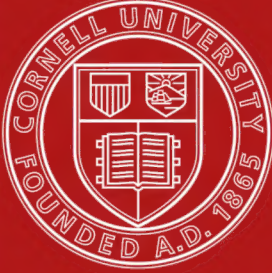
Cornell University Library
DC 91.W21

Saint Louis.



3 1924 028 156 135

clin_ove1



Cornell University Library

The original of this book is in
the Cornell University Library.

There are no known copyright restrictions in
the United States on the use of the text.

SAINT LOUIS

105

TIRAGE DES EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS :

300 sur papier vergé;
21 sur papier de Chine;
1 sur peau de vélin.

Exemplaire N° 165

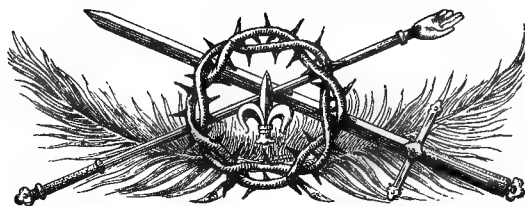


I

ART GOTHIQUE — COMMENCEMENT DU XIV^e SIÈCLE

Buste-reliquaire de saint Louis, en or repoussé, conservé à la Sainte-Chapelle de Paris et détruit en 1793. C'était l'œuvre d'un orfèvre de Philippe le Bel, nommé Guillaume, et il paraît prouvé qu'elle fut terminée en mai 1306. = Il ne nous reste d'autre représentation de ce buste qu'une gravure formant le frontispice du *Joinville* de Ducange (1668) = Avec les *Inventaires* très-détaillés de la Sainte-Chapelle conservés aux Archives nationales (LL, 625 et suiv.) et après un travail très-minutieux, on est parvenu à reconstruire, pierre par pierre, toute l'ornementation de la couronne et du collier. = Le buste reposait sur une base décorée qu'il n'a pas été possible de reconstituer. Ce soubassement était « porté sur quatre leonceaulz, et semé entre pilliers de fleurs à quatre pampes garnies de leurs esmaulz, es quels estoient figurés les rois de France ». (Voy. Viollet-le-Duc, *Dictionnaire du mobilier*, I, p. 218, et Labarte, *Histoire des arts industriels*, II, 12.)

Mis sur pierre par SANNIER,
d'après une aquarelle de Houssot.



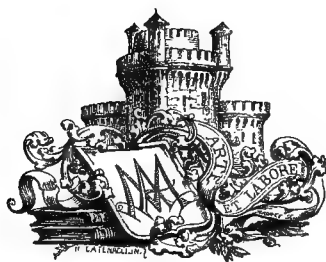
SAINT LOUIS

PAR

H. WALLON

SECRÉTAIRE PERPÉTUEL DE L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES

DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

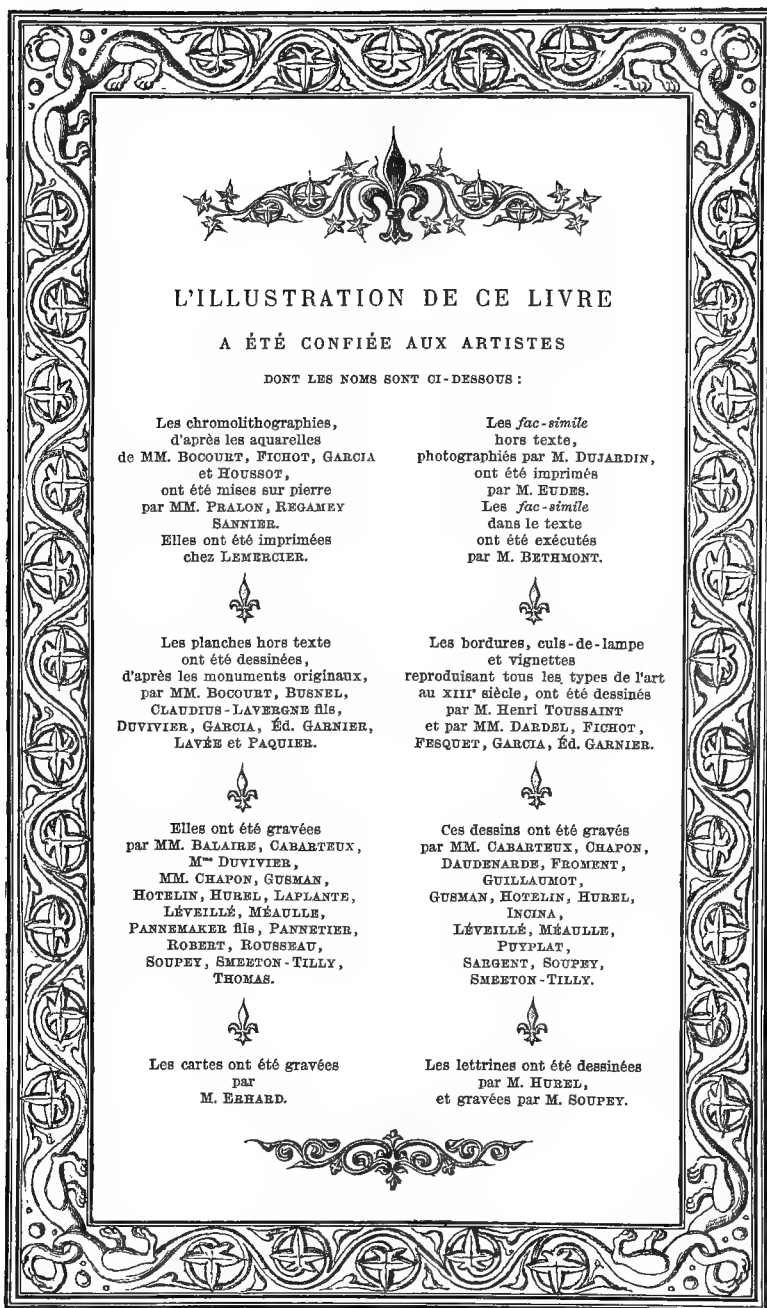


TOURS

ALFRED MAME ET FILS, ÉDITEURS

M DCCC LXXVIII





HUREL DEL.

SOUPEY SC.

Fig. 1. — D'après le « Psautier de saint Louis » conservé à la Bibliothèque nationale.
(Lat. 10,425.)

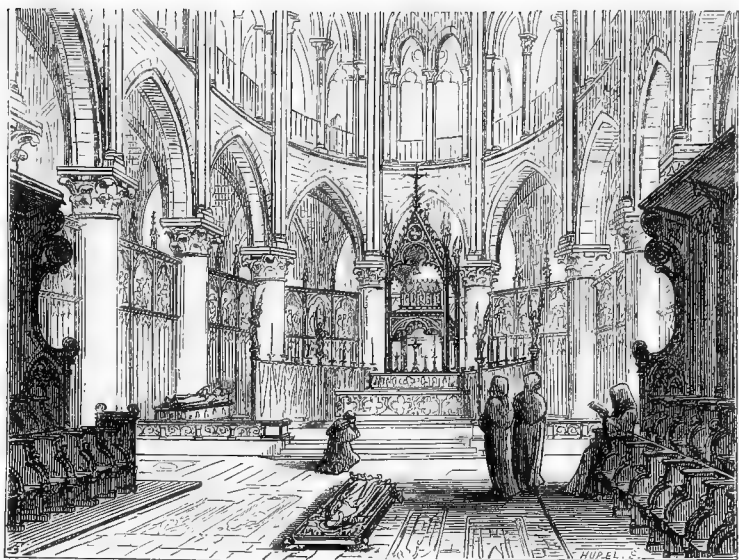


Fig. 2. — Architecture religieuse. — Sanctuaire de Notre-Dame de Paris, achevé à la fin du XIII^e siècle.
— Type de l'architecture qui a précédé directement celle du règne de saint Louis. (V. page 534.)

PRÉFACE



SAINT LOUIS ET SON TEMPS : tel était le titre des deux premières éditions de ce livre, qui est consacré à l'une des plus grandes figures de notre histoire. *Saint Louis* : tel est le titre abrégé de cette troisième édition, à laquelle on a donné la parure d'une riche et sévère illustration.

C'est l'image du saint roi que l'auteur a voulu surtout mettre en relief, non pas en l'isolant du milieu qui lui forme un cadre naturel, mais en abrégeant l'histoire étrangère, en réduisant à un simple aperçu tout ce qui

concerne l'état social et l'administration, le développement des sciences, des lettres et des arts pendant son règne, pour faire une plus large place aux représentations mêmes des choses de son temps : monuments de l'architecture religieuse, civile et militaire, statues, bas-reliefs, chapiteaux, autels, stalles, tombeaux, reliquaires, vitraux, miniatures, objets d'art ou ornements de tous genres.

Grâce à cette illustration scientifique, cette Histoire offrira encore au lecteur sous une autre forme, et sous une forme peut-être plus séduisante, « Saint Louis et son temps, » tandis que les grandes planches, intercalées d'un bout à l'autre dans ce volume, reproduiront l'idée que les meilleurs artistes se sont faite du saint roi depuis le ^{xiii}e siècle jusqu'à nos jours.

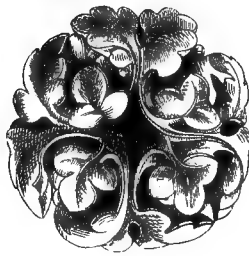




Fig. 3. — Architecture religieuse sous le règne de saint Louis. — Chevet de Notre-Dame.
— Plusieurs parties ont été achevées ou reconstruites au xiv^e siècle.

INTRODUCTION

LOUIS IX fut un saint sur le trône. Quelle influence le caractère du saint a-t-il eue sur la conduite du roi? Quelle action le gouvernement d'un tel roi a-t-il exercée sur les destinées de la France? La France, durant les siècles qu'elle a traversés, et dans la suite des dynasties qui ont régné sur elle, a vu des princes de bien des natures différentes, et, sans parler des mauvais rois, elle a compté de grands cœurs, des âmes dévouées, une ou deux fois de vrais génies. Une seule fois (en ne

comptant pas Charlemagne) elle a connu un saint. Il est donc intéressant de voir quelle figure il a faite parmi tant de noms fameux. Sa vie n'est pas seulement un exemple pour le chrétien ; elle est un sujet de méditation pour le politique. On y verra où est la grandeur, où est la force d'une nation et sa bonne renommée. On y trouvera la justification de cette parole de l'Évangile : « Bienheureux les pacifiques, parce qu'ils seront appelés les enfants de Dieu ! Bienheureux ceux qui sont doux, parce qu'ils posséderont la terre ! *Beati pacifici... beati mites, quoniam possidebunt terram.* »

Rappelons quelle était la situation du royaume et de la royauté à l'avènement de saint Louis.

La France n'était plus ce qu'elle avait été sous Charlemagne. L'Empire, échappé aux mains des Carlovingiens, avait été relevé par les princes germaniques. La royauté, dans les limites fort amoindries de l'ancienne Gaule, était échue aux Capétiens : royauté féodale, ayant ses racines dans le pays ; mais d'autres maisons, établies aussi de longue date sur le sol, pouvaient lui en disputer la possession. Entre ces rivales de la maison de France, le premier rang appartenait à celle de Normandie, qui venait de conquérir le trône d'Angleterre (1066) ; et, quand son héritage passa à la maison d'Anjou, on aurait pu se demander si cette maison n'était pas plus que les Capétiens appelée à grouper autour d'elle toute la France. Henri Plantagenet, duc d'Anjou par son père, roi d'Angleterre et duc de Normandie par sa mère, avait, par sa femme, réuni à ces provinces le Poitou, l'Aquitaine, presque tous les rivages de l'Océan,

moins la Bretagne, qu'un mariage donna à l'un de ses fils. Il occupait ainsi en France bien plus de pays qu'il n'en restait en propre à ceux qui s'en disaient les rois ; et à sa puissance territoriale s'était jointe après lui, dans sa maison, une force non moins considérable en ces temps de chevalerie : entre tous les héros de la croisade, quel prince avait brillé d'un plus vif éclat que Richard Cœur-de-Lion ? Mais une chose retenait l'ascendant aux Capétiens : c'était le titre de roi et le droit de suzeraineté qu'il emportait sur tous les autres ; et, dès le temps de Richard, il y avait sur le trône de France un prince qui, inférieur en puissance et en renom militaire, n'en devait pas moins changer la situation et ramener la prépondérance là où était le droit de suzeraineté. Je veux parler de Philippe-Auguste. Rival effacé de Richard dans l'expédition faite en commun pour la délivrance de la Terre-Sainte (troisième croisade), il sut reprendre au retour ses avantages, surtout quand à Richard succéda son frère Jean, prince cruel, bas et avide, qui voulut s'assurer tout l'héritage de sa maison en faisant périr son neveu Arthur, duc de Bretagne, et qui par là ne fit qu'y attirer l'intervention de la France. Cité devant la cour des pairs, condamné par défaut, il vit le roi de France lui enlever la plupart des provinces qui relevaient de la couronne : Normandie, Maine, Anjou, Touraine, Poitou. Il le vit même bientôt le menacer pour son propre royaume. Excommunié, puis déposé par Innocent III, il ne garda sa couronne, offerte par le pape à Philippe-Auguste, qu'en la mettant aux pieds du souverain pontife lui-même, pour la reprendre en

fief de ses mains. La France avait donc reconquis son rang sur l'Angleterre, et elle maintint son indépendance à l'égard de l'Empire, lorsque Othon, qui voulait encore se croire le suzerain des rois, vint, à l'appel de Jean, attaquer Philippe-Auguste à Bouvines (1214).

C'est l'année où naquit saint Louis.

La royauté française victorieuse avait dès lors conquis sa place dans le monde, et un moment elle faillit dominer l'Angleterre à son tour. Jean, humilié en France, odieux dans son pays, avait dû concéder la Grande Charte à ses barons révoltés (1215); mais, tirant parti de sa déchéance même, il s'en était débarrassé presque aussitôt en la faisant annuler par le pape, dont il était devenu le vassal. Les barons offrirent le trône à Louis, fils de Philippe-Auguste, et Philippe, tout en évitant de se compromettre lui-même auprès du saint-siège, souffrit que son fils acceptât (1216): on mettait en avant les droits, primés par beaucoup d'autres, que la jeune femme du prince, Blanche de Castille, tenait de Henri II, son aïeul maternel¹. Ainsi l'héritier du trône de France devenait roi d'Angleterre; et l'on pouvait prévoir le jour où les deux couronnes seraient unies sur la même tête. Cet avenir, peu souhaitable pour chacun des deux pays, ne devait pas se réaliser. La mort de Jean, qui semblait débarrasser Louis d'un rival, ne

¹ Blanche de Castille était née en 1187 d'Alfonse IX, roi de Castille, et d'Éléonore, fille de Henri II, roi d'Angleterre. Son union avec Louis, fils de Philippe-Auguste, avait été une des clauses de la paix conclue par Jean Sans-Terre avec Philippe-Auguste. Éléonore de Guyenne, aïeule de Blanche, l'amena elle-même en France, où le mariage fut célébré.

fit que lui en susciter un autre plus dangereux. Les barons anglais avaient déjà eu le temps de songer au péril qu'il y avait à mettre sur le trône un prince venu en Angleterre avec tant d'autres barons désireux de s'y établir autour de lui ; et les libertés stipulées par la Grande Charte ne leur paraissaient pas bien garanties sous un roi qui pourrait se croire roi d'Angleterre par la conquête. Le fils de Jean, un enfant, leur offrait l'avantage de maintenir leur dynastie nationale et de garder le pouvoir entre leurs mains. Aussi les défections ne tardèrent-elles pas à réduire, au profit du jeune Henri III, le parti de Louis, qui ne fut plus que le parti de l'étranger. Louis se rembarqua, restituant au prince anglais ce qu'il avait conquis en Angleterre, et promettant même d'intervenir auprès de son père pour lui faire rendre ce que Jean avait perdu en France (traité de Lincoln, 1217) : promesse qui pouvait être tenue par le prince sans qu'on pût craindre en France qu'elle fût suivie d'effet dans les conseils du roi.

A la mort de Philippe-Auguste (14 juillet 1223), la maison royale était maîtresse directement de la meilleure partie de la France du nord et du centre, et suzeraine incontestée de tout le reste, dans les bornes que lui avait marquées, en 843, le traité de Verdun : au sud, la Méditerranée et les Pyrénées (moins la basse Navarre et le Roussillon) ; à l'ouest, l'Océan ; au nord et à l'est, l'Escaut, la Meuse, la Saône et le Rhône (moins le Lyonnais et le Vivarais, où l'Empire avait étendu les prétentions qu'il gardait sur les pays situés en deçà de cette grande ligne) ; et un événement qui, sans procéder

de l'action du roi, n'en est pas moins l'un des principaux de son règne, avait préparé l'extension du domaine royal dans le Midi : je veux parler de la croisade contre les Albigeois.

Cette croisade, dans sa première période (1208-1215), avait donné à Simon de Montfort les États de Raymond Bérenger, vicomte de Béziers et de Carcassonne (1209), et une partie de ceux de Raymond VI, comte de Toulouse (1215), l'un et l'autre principaux soutiens des hérétiques. Compromise dans ses résultats par le rétablissement de Raymond VII, fils de Raymond VI, à Toulouse (1217), et par la mort du comte de Montfort (1218), elle avait été reprise par Louis VIII, comme substitué aux droits d'Amaury de Montfort, fils de Simon (novembre 1225). Le lieu de réunion de tous les croisés était fixé à Lyon. Ils descendirent par la rive gauche du Rhône (bien que ce fût terre d'Empire), la rive gauche offrant une plaine plus commode à la marche d'une armée. Ils comptaient repasser le fleuve à Avignon, qui avait consenti au passage ; mais quand la première troupe des croisés eut traversé la ville, les habitants eurent peur, et fermèrent leurs portes à tout le reste. Ils ne leur concédaient qu'un passage étroit le long du rocher sur lequel s'élève encore aujourd'hui la terrasse du palais des papes. Du pied de l'arche ils auraient dû, sans doute, gagner le tablier du pont par des échelles. Ce procédé, qui eût fait défilier l'armée sous les créneaux des murailles, et comme à la merci des habitants, ne convint pas au roi. Il voulut passer avec toute son armée par la ville, et assiégea la place (10

juin 1226). Elle finit par capituler (10 septembre). Mais on avait perdu un temps précieux, et plusieurs pouvaient regretter de s'être obligés à rester, au delà des quarante jours de leur service féodal, jusqu'à la fin de la guerre. Le jeune comte de Champagne, qui n'était pas engagé, partit sans plus attendre. Déjà, pourtant, presque tout le pays s'était soumis, depuis le Rhône jusqu'à quatre lieues de Toulouse, lorsque des maladies se déclarèrent parmi les troupes. Le roi lui-même en fut atteint, et il y succomba dans la ville de Montpensier, le 8 novembre 1226.

Quoique ayant en partie réussi, cette campagne contre les Albigeois avait été fatale à la France; elle avait détourné Louis VIII d'une guerre qu'il faisait à Henri III dans le bas Poitou; elle l'avait arrêté au milieu de ses conquêtes, lorsqu'il venait de prendre la Rochelle, et qu'il pouvait espérer de se faire ouvrir les portes de Bordeaux. Bordeaux pris, le roi ne se fût certes pas trouvé en moins bonne position pour menacer Toulouse. L'expédition fut donc dommageable à ce point de vue; elle le fut, à un autre titre encore, bien davantage, puisqu'elle coûta à la France la vie du roi. Or la mort du roi, en laissant, pour la première fois depuis Hugues Capet, le trône à un enfant, pouvait mettre en péril l'œuvre poursuivie depuis plus de deux siècles.

On trouvera dans les cartes le partage de la France entre la maison royale et les maisons féodales à l'avènement de saint Louis.

La maison de France, depuis Philippe-Auguste, n'avait pas seulement acquis par ses domaines une supériorité en rapport avec son titre; elle avait donné à ce titre toute sa valeur. Le roi avait véritablement groupé autour de lui et maintenu à leur rang, dans l'observation de leurs devoirs, les membres de la féodalité. Les seigneurs lui faisaient leur service et dans son ost et dans sa cour. C'est cette cour qui, composée plus solennellement des grands vassaux et des évêques, au nombre de douze (six laïques et six ecclésiastiques¹), avait formé la cour des pairs où le roi Jean avait été cité comme duc de Normandie et condamné faute de comparaître; et depuis, les douze pairs n'y pouvant être très-régulièrement présents, d'autres barons y avaient été appelés avec eux et maintenus, malgré quelques protestations, même quand la question touchait les grands vassaux de la couronne. Les offices de la maison du roi étaient devenus les principales charges de l'État. Ces offices étaient au nombre de cinq: sénéchal, bouteiller, chambrier, connétable et chancelier. Les baillis institués par Philippe-Auguste, quand la charge de sénéchal fut supprimée (1191), et au-dessous d'eux les prévôts, étendaient l'action de la justice et de l'administration du roi dans toutes les parties du domaine.

¹ Les six pairs laïques étaient originellement les ducs de Normandie, d'Aquitaine, de Bourgogne, et les comtes de Flandre, de Champagne et de Toulouse (les deux premières pairies appartenaient donc alors au roi d'Angleterre); les six pairs ecclésiastiques étaient l'archevêque de Reims et les évêques de Laon, de Langres, de Noyon, de Châlons-sur-Marne et de Beauvais.

Secondé par cette administration, le pouvoir royal avait pu donner plus d'activité et de suite à ses rapports avec les différents ordres. De nombreuses transactions avaient resserré les liens des seigneurs et du roi; et souvent des traités obligèrent tel ou tel d'entre eux à garantir la fidélité de quelques seigneurs du voisinage. Philippe-Auguste s'était aussi attaché l'Église en lui faisant des donations, en confirmant ses privilèges, tout en recommandant aux baillis de veiller sur les empiétements de sa juridiction. Il trouvait enfin un appui sérieux dans les populations des villes ou des campagnes, en accordant des chartes de privilèges ou de libertés, même à de simples villages, et en se montrant, en toute circonstance, favorable à l'affranchissement des serfs. Ainsi le pouvoir royal s'était plus fortement constitué, et, par la supériorité de son administration, il acquérait faveur jusqu'au delà des limites où il devait se contenir. Louis VIII, dans son règne de trois ans, n'avait pas laissé déchoir la puissance qu'il avait reçue de son père. Il l'avait accrue même, en donnant place aux grands officiers dans sa cour, à l'occasion d'un procès où les pairs prétendaient avoir seuls droit de siéger : introduction qui, sans porter atteinte à l'indépendance de la cour du roi, ne laissait point que d'y donner à l'autorité royale plus de garanties. Louis VIII avait pourtant compromis l'œuvre de Philippe-Auguste lorsque, par son testament, il distribua les principales acquisitions de la couronne en apanage à ses enfants : donnant au deuxième (Robert) l'Artois, au troisième (Jean) l'Anjou et le Maine, au

quatrième (Alfonse) le Poitou et l'Auvergne. C'était faire de la fécondité de la maison royale une calamité publique; c'était mettre en question à chaque règne la puissance de la branche régnante, et, ce qui sans doute préoccupait alors moins vivement les esprits, la formation de la nationalité. Le péril était encore éloigné, puisque ces princes n'étaient que des enfants; mais l'aîné n'était qu'un enfant lui-même. Qu'allait devenir, avec un roi mineur, l'œuvre des Capétiens? C'est ce que nous allons voir par l'histoire du prince qui va prendre le rang de Louis IX, et que nous appelons saint Louis.

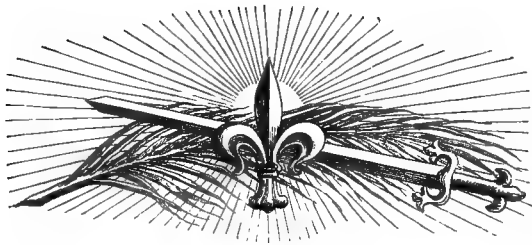




Fig. 4. — Architecture religieuse au temps de saint Louis. — Notre-Dame de Paris ;
façade occidentale, achevée vers 1235.

CHAPITRE I

RÉGENCE DE BLANCHE DE CASTILLE

I

Première éducation de saint Louis. — Sacre.

LA vie de Louis IX fut dès l'enfance la vie d'un saint ; et si le mode de son éducation n'est plus guère en usage pour les princes aujourd'hui, ce n'en est pas moins dans sa fidélité aux leçons du premier âge qu'il faut chercher le fondement de ses vertus privées et la règle de toute sa conduite. Né à Poissy, le 25 avril 1214, il justifia la parole de Salomon, que lui applique si justement un de ses historiens : « L'homme, même en vieillissant, ne s'écartera pas des voies de sa jeunesse. *Adolescens juxta viam*

suam, etiam cum senuerit, non recedet ab ea (Prov. xxii, 6). »

« Dieu, dit Joinville, le garda par les bons enseignements de sa mère, qui lui enseigna à croire en Dieu et à l'aimer, et attira autour de lui toutes gens de religion. Et elle lui faisoit, si enfant qu'il fût, toutes ses heures et les sermons faire et ouïr aux fêtes¹. »

Par ces pieuses pratiques elle voulait affermir en lui ces sentiments de foi et de piété qui le devaient garder de tout mal. Elle croyait, en effet, que rien ne manquerait à son bonheur et au bien de ses peuples s'il restait dans la grâce en se préservant de tout péché ; et elle allait jusqu'à dire qu'elle aimerait mieux le voir mourir que faire un seul péché mortel. Saint Louis ne trompa point les pieuses aspirations de sa mère, et le religieux qui pendant vingt ans l'ouït en confession lui a rendu, devant l'histoire, ce témoignage que jamais il n'a commis une faute où fût engagé le salut de son âme.

Sa mère, si appliquée à faire de lui un bon chrétien, n'était pas moins capable de lui enseigner ses devoirs de roi ; et sa déférence envers l'Église n'allait pas jusqu'à lui faire sacrifier en certaines occasions des droits dont la défense peut être aussi un devoir.

Cette énergie, dont elle avait donné la preuve dès le règne de Philippe-Auguste, dans la lutte de son mari contre Jean pour la couronne d'Angleterre, lui devint surtout nécessaire lorsque la mort de Louis VIII la laissa seule avec un fils âgé de douze ans, en présence des barons, et que femme, étrangère, elle eut à maintenir contre eux les prérogatives de la royauté au point où les avait élevées Philippe-Auguste. Sa conduite alors, et durant toute la minorité de saint Louis, ne servit pas seulement à affermir le pouvoir du jeune roi ; elle lui apprit comment, devenu majeur, il en devait user

¹ Joinville, ch. xv de l'excellente édition de M. N. de Wailly. Nous reproduisons sa traduction en cherchant quelquefois à la rendre plus littérale encore.

lui-même pour se faire respecter, au plus grand avantage de tout le royaume.

La question qui se posait à la mort de Louis VIII était nouvelle. Pendant les cinq premières générations, les successeurs de Hugues Capet ne s'étaient crus assurés de la transmission du pouvoir dans leur race qu'en faisant couronner leur fils aîné de leur vivant. Philippe-Auguste, le premier, s'était affranchi de cette précaution ; mais jusque-là des fils parvenus eux-mêmes à l'âge d'homme avaient succédé à leur père. Louis VIII laissait le trône à un enfant de douze ans. Les droits du jeune prince ne devaient pourtant pas être contestés ; à défaut du principe d'hérédité qui avait prévalu, la rivalité des barons aurait suffi pour écarter de lui tout compétiteur. Mais pendant son enfance en quelles mains devait être remis le pouvoir ? Les mêmes raisons qui excluaient du trône les femmes devaient les écarter de la régence : car c'est précisément du commandement, c'est de porter l'épée que cette coutume les jugeait incapables. Nul cependant n'était, par la virilité du caractère autant que par l'énergie du dévouement, plus capable que Blanche de tenir le sceptre au nom du jeune roi ; et Louis VIII l'avait senti quand, laissant de côté son frère Philippe Hurepel, qu'il savait hors d'état d'y suffire, et se défiant de l'ambition des barons, il avait exprimé le vœu que la tutelle de son fils restât à sa veuve. (V. la fig. 5.) Blanche résolut de prévenir toute contestation à ce sujet. Soutenue par l'Église, et notamment par le légat du pape, Romain, cardinal de Saint-Ange, elle hâta la cérémonie du sacre de son fils. Louis une fois sacré, tout se ferait en son nom. C'est à lui que l'on obéirait ; et la reine, placée près de lui, ne ferait que remplir, en le guidant, les devoirs que lui imposait la nature.

Louis VIII était mort le 8 novembre ; les évêques et les seigneurs furent invités à se rendre, dès le 29 du même mois, à Reims, où le sacre devait s'accomplir.

Cette convocation à bref délai jeta le trouble dans les ré-

Fig. 5. — Lettre de l'archevêque de Sens et des évêques de Chartres et de Beaumont attestant que Louis VIII, à son lit de mort, a laissé à sa femme Blanche la tutelle de ses enfants et la garde du royaume. (Archives nationales, Trésor des chartes, J. 401, no 1.)

Omnibus ad quos presentes littere pervenerint. S. Si miseratione Senon[is] Archiep[iscop]i. et C. Carnot[is]. et ay. Bel
uac[is] ep[iscop]i. sciat in d[omi]no. P[ro]p[ri]e v[est]ra q[uod] nos suum apud obsecram[us]. q[uod] illust[ri]s et k[ing]s d[omi]ni
nost[ri] a[nt]y franc[us] suis felix recordationis. in lecto sue egritudinis presentib[us] nobis et audientib[us]. in bona
delib[er]atione et sana mente. voluit et disposuit q[uod] filius eius qui in regno succedet cu[m] ip[s]o regno et
p[ri]us ipsius abis[us] esset sub ballo sue tutela k[ing]e d[omi]ni n[ost]re. B. regine genitricis eor[um] donec ad etate[m] legiti-
mam pervenerit. si disponere d[omi]no. in illa egritudine contingeret humanit[er] de ip[s]o d[omi]no n[ost]ro regere. Ad nos presen-
tib[us] restitua[m] litteris sigillor[um] nostror[um] appensione munitis. Actus anno gr[ati]e d[omi]ni millesimo sexcentimo.

Omnibus ad quos presentes littere pervenerint, G[alterius]. Dei miseratione
Senonensis archiepiscopus et G[alterius]. Carnotensis et M[ilo] Belvacensis
episcopi, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod nos fuimus apud
Montem-Pancerii, quando illustris et karissimus dominus noster rex Francie,
Ludovicus, felix recordationis, in lecto sue egritudinis, presentibus nobis et
audientibus, in bona deliberatione et sana mente, voluit et disposuit quod filius

eius qui ei in regno succederet, cum ipso regno et pueris ipsius aliis, essent sub
ballo sive tutela karissime domine nostre B[lanche] regine, genitricis eorum,
donec ad etatem legitimam pervenirent, si, disponente Domino, in illa egritu-
dine contingeret humanius de ipso domino nostro rege. Quod nos presentibus testi-
ficamur litteris, sigillorum nostrorum appensione munitis. Actum anno gr[ati]e d[omi]ni millesimo sexcentimo.

solutions des barons. Ils agirent donc sans entente préalable. Le plus grand nombre demandaient qu'avant le sacre on mît, selon un vieil usage, les prisonniers en liberté, et notamment Ferrand, comte de Flandre, et Renaud, comte de Boulogne, retenus en prison depuis la bataille de Bouvines. D'autres réclamaient des terres. Quelques-uns, sans faire encore leurs conditions, croyaient bon de se tenir sur la réserve, et, prétextant le deuil où les plongeait la mort du dernier roi, ils s'excusaient de se rendre aux fêtes de l'avènement de son successeur.

Le sacre n'en eut pas moins lieu au jour dit. Blanche fit si bien, qu'elle y réunit encore une imposante assistance, et, dans le nombre, elle sut y attirer plusieurs de ceux sur qui les dissidents comptaient le plus. Elle n'y fit point paraître le comte de Flandre, qu'elle avait sous la main : c'eût été céder à des injonctions; mais la comtesse de Flandre y fut, ayant la promesse que son mari lui serait rendu après le sacre. On n'y vit pas non plus le comte de Boulogne, compagnon de captivité de Ferrand; mais son gendre, Philippe Hurepel, devenu comte de Boulogne à sa place, y était, et la présence de ce prince avait une grande importance. En le faisant venir au sacre, Blanche ôtait aux mécontents le chef sur lequel ils devaient jeter les yeux, si, après le couronnement, ils voulaient mettre en question la régence. Enfin, comme les comtes Ferrand et Renaud, le comte de Champagne aussi, quoique libre, était absent. Il se tenait à l'écart, irrité des menaces que lui avait faites Louis VIII, lorsqu'il l'abandonna devant Avignon, à l'expiration des quarante jours de son service féodal; mais la comtesse sa mère était là, et elle disputa même à la comtesse de Flandre le droit de porter l'épée, comme l'eussent pu faire les deux seigneurs : dispute que Blanche trancha en remettant l'épée à son beau-frère Philippe, comte de Boulogne. Au nombre des présents se trouvaient encore le duc de Bourgogne, les comtes de Dreux, de Blois, de Bar

et les trois frères de Coucy ; parmi les absents il faut signaler le comte de la Marche, beau-père du roi d'Angleterre, le comte de Saint-Pol et Pierre Mauclerc, qui gardait les pouvoirs et le titre de comte de Bretagne, bien qu'il ne fût que *bail* ou régent de ce comté, au nom de son fils, âgé de neuf ans.

Le siège de Reims étant vacant, ce fut l'évêque de Soissons, le premier évêque de la province, qui officia. Après la cérémonie, le roi se fit prêter serment de fidélité par le clergé et par les seigneurs présents ; et, selon un auteur, Blanche elle-même reçut leurs hommages, comme étant chargée de l'administration du royaume. Point de fêtes, d'ailleurs, ni à Reims ni à Paris, où le jeune prince fut ramené le lendemain. La coutume dut le céder à la vérité de la situation. On ne pouvait se réjouir de l'avènement du nouveau roi, quand le deuil était si grand de la mort de son père.

II

Révoltes des barons. — Traité de Vendôme (1227). — Traité de Paris ou de Meaux (1229).

Un premier point était acquis par le sacre du roi. Mais la position était grave encore, car on en voulait moins à la couronne de saint Louis qu'à son pouvoir, retenu par sa mère ; et les adhésions que Blanche avait obtenues étaient peu de chose auprès de celles qui lui manquaient encore. Elle avait obtenu, nous l'avons vu, l'adhésion du nouveau comte de Boulogne, oncle du roi, adhésion capitale sans doute, mais qui n'était pas bien assurée, quoiqu'elle lui cédât pour l'obtenir le château de Mortain, Lillebonne et l'hommage du comté de Saint-Pol (1^{er} décembre 1226). Elle pouvait compter davantage sur Ferrand, comte de Flandre, qu'elle mit en liberté, en se faisant d'ailleurs donner plusieurs garanties de sa fidélité à la cause royale ; mais elle avait tout

à craindre de plusieurs seigneurs dont nous signalions tout à l'heure l'absence au sacre, et qui figuraient parmi les plus puissants de France : le comte de Champagne, rejeté parmi les mécontents par la défiance même que l'on avait de lui autour du roi (on l'accusait, sans aucun fondement, d'avoir empoisonné Louis VIII); le comte de la Marche, rattaché par sa femme aux intérêts du roi d'Angleterre, dont elle était la mère; le comte de Bretagne, Pierre, qui était surnommé Mauclerc, non pas seulement comme mauvais au clergé, mais comme mauvais compagnon pour quiconque avait affaire à lui. Ajoutez qu'il n'y avait ni paix ni trêve avec l'Angleterre, et qu'Henri III pouvait profiter des embarras d'une minorité en France pour tâcher d'y reprendre des provinces dont l'abandon n'avait jamais été consenti par sa maison, depuis que Philippe-Auguste les avait confisquées. Joignez enfin à ces arrière-pensées du roi d'Angleterre les dispositions du comte de Toulouse, qui, dépouillé en partie par la guerre des Albigeois, et tout récemment attaqué par Louis VIII, trouvait dans sa mort imprévue une si belle occasion de relever la tête.

Une ligue se forma donc, et, pour y intéresser plus généralement les barons, on mettait en avant la violation de leurs privilèges et la nouveauté du gouvernement d'une femme. Mauclerc donna le signal de la révolte. La régente ayant refusé de rendre des terres réclamées par ce seigneur, il fortifia Saint-Jacques de Beuvron en Normandie, et Bellesme dans le Perche, deux places que Louis VIII lui avait récemment données en garde. Le comte de Champagne, le comte de la Marche, étaient prêts à l'appuyer, et Richard, frère de Henri III, qui était à Bordeaux, pouvait entrer dans la lice après eux avec des troupes et de l'argent qu'il avait reçus d'Angleterre.

Blanche de Castille, par sa rapidité, déconcerta pourtant leurs desseins. Rassurée du côté du nord par l'appui du comte de Flandre et le concours personnel du comte de Boulogne,

elle marcha vers la Loire, où les conjurés voulaient se réunir. Sommés de venir au parlement ou à la bataille, ils perdirent confiance. Le comte de Champagne s'était laissé ébranler le premier. On peut même croire que c'est dans la pensée de ramener les autres à la soumission envers le roi qu'il les vint rejoindre à Thouars, avec un sauf-conduit de la régente. Au moins est-ce du consentement des comtes de la Marche et de Bretagne qu'il négocia personnellement avec saint Louis une trêve jusqu'au 25 avril 1227 : trêve qui laissait à ces deux comtes eux-mêmes le temps de se reconnaître ; car elle ne devait courir qu'après que l'armée royale se serait retirée au delà de Chartres ou d'Orléans.

Le roi venait d'atteindre Vendôme, et la trêve n'était pas expirée, quand les deux seigneurs, se rendant à une troisième citation, vinrent lui faire leur hommage (16 mars). Richard, laissé seul, dut signer de son côté, sous la réserve du consentement de son frère, une prorogation de la trêve entre la France et l'Angleterre (22 mars).

Mais cette réconciliation avait été trop brusquement opérée pour qu'on la pût croire sincère et durable.

Les barons rougissaient d'avoir si facilement cédé la victoire à une femme, à une étrangère ; et un peu après Pâques 1228, ils résolurent de trancher la question en lui enlevant le roi. Saint Louis revenait d'Orléans vers Paris. Ils s'assemblèrent à Corbeil pour le prendre au passage. Le jeune roi et sa mère, arrivés à Montlhéry, virent bien que leur petite troupe n'était pas en mesure de leur tenir tête. Blanche fit savoir le péril du roi aux Parisiens, et, à son appel, les bourgeois de la ville, les seigneurs même des environs accoururent au-devant de lui et lui firent une escorte contre laquelle les conjurés de Corbeil se trouvèrent impuissants. « Il me conta, dit Joinville, que depuis Montlhéry le chemin étoit tout plein de gens en armes et sans armes jusques à Paris, et que tous crioient à Notre Seigneur qu'il lui donnât bonne et longue vie, et le défendît et gardât contre ses





ennemis. Et Dieu le fit ainsi que vous l'entendrez bientôt (ch. xvi). »

Les barons avaient compris que, pour ruiner l'autorité de Blanche, il fallait avoir quelqu'un à mettre à sa place, et le seul homme qu'ils pussent produire avec une apparence d'autorité, c'était l'oncle du roi, le comte de Boulogne : prince faible, qui avait adopté tout d'abord la situation faite à Blanche par le vœu de Louis VIII, et abandonné ses prétentions pour quelques châteaux. On réveilla son ambition ; on lui remontra ses droits ; on le pressa de reprendre le rang dont il était dépossédé par une étrangère ; et en même temps qu'on répandait contre Blanche d'atroces calomnies, qui, en la flétrissant comme femme et comme veuve, la montraient indigne de gouverner son fils, on proclamait les titres du frère de Louis VIII à la régence. On dit même (mais cela est moins croyable) qu'en le mettant en avant, les barons avaient un autre dessein ; qu'ils ne voulaient pas seulement un autre régent, mais un autre roi pris parmi eux, comme jadis Hugues Capet, et moins porté à oublier son origine. On nomme le sire de Coucy.

La reine, dans ce péril, avait pour elle le comte de Flandre, qui ne l'avait jamais abandonnée, et le comte de Champagne, qui lui était revenu. Le comte de Champagne, objet de toutes les défiances de la reine à la mort de Louis VIII, était devenu odieux aux barons comme s'étant le premier rallié à son parti. On l'accusait d'avoir, par cet abandon, dissous la ligue et forcé les seigneurs à une première reconnaissance de l'état de choses qu'ils attaquaient. On rapportait son attachement pour le roi à un sentiment de toute autre nature à l'égard de la reine, et, après tout, on pourrait croire à ce sentiment sans admettre pour cela qu'il eût été partagé. Le jeune comte de Champagne était poète, et l'on a signalé une de ses pièces où il semble trahir cet amour qu'il n'ose avouer. On s'appliqua donc à tourner contre Blanche ce rapprochement de la Champagne, où

elle fondait ses espérances, en y montrant une cause criminelle.

La reine et le comte sont dès lors unis dans la haine et dans les accusations des barons. Les barons, ne voulant pas se déclarer tout d'abord contre le roi, se tournèrent contre Thibaut. Il avait de nombreux ennemis parmi ses pairs : il en avait parmi ses propres vassaux, qui l'accusaient de préférer la bourgeoisie à la noblesse. On entra sur ses terres ; mais ce ne fut qu'un prélude : rien de décisif ne pouvait sérieusement s'engager si l'on n'avait pour soi le roi d'Angleterre. Pierre Mauclerc le décida en lui faisant espérer le recouvrement de la Normandie, et, dès qu'il en eut reçu un premier secours, il se mit, sans autre déclaration, à porter le ravage sur les terres de France.

Blanche, par sa résolution, sut encore déconcerter la ligue. Elle avait invité les communes à prêter serment de fidélité au roi : c'était grouper le peuple autour du trône, et, par cette manifestation, tenir déjà les seigneurs en échec. Ayant appris que le comte de Bretagne, rejoint par Richard, à défaut de Henri, avait recommencé ses ravages, elle mena le roi contre lui. Elle avait sommé les seigneurs qui attaquaient le comte de Champagne de suspendre cette guerre privée pour faire leur service auprès du roi. Ils n'osèrent refuser ; ils auraient forfait (perdu) leur terre en ne se rendant pas à son appel ; seulement ils vinrent dans le moindre équipage, chacun amenant avec soi deux chevaliers. Mais le comte de Champagne, rendu libre, en amenait trois cents ; en dégageant le comte, c'est un appui considérable que Blanche venait de s'assurer, et plusieurs autres barons avaient d'eux-mêmes rejoint avec empressement la bannière du roi.

Blanche dirigea ses premiers coups contre le château de Bellesme, position avancée que Pierre Mauclerc, grâce à la libéralité de Louis VIII, occupait aux portes de la Normandie, et qu'il avait fortifiée avec un soin extrême.

On était au mois de mars (1229), la saison était rude encore, et le froid très-intense. Le jeune roi, sous l'œil de sa mère, brava toutes les rigueurs du temps, et la garnison, vivement pressée, n'étant pas secourue, capitula au bout de quelques jours.

Cet événement produisit un grand effet. Richard, qui était venu en France croyant trouver tous les seigneurs en armes, s'en exprima avec amertume auprès du comte de Bretagne, et ce n'était pas sans raison. De tous ces barons, Mauclerc seul avait paru prêt ; ceux qui attaquaient le comte de Champagne s'étaient rendus à la première sommation du roi, et Pierre lui-même laissait prendre la seule place d'où il pût sérieusement menacer la Normandie. Est-ce de cette sorte qu'il y devait mener les Anglais ? Richard s'en retourna en Angleterre.

L'Angleterre se retirait donc de la lutte, et, au midi, le comte de Toulouse, n'ayant plus à compter sur elle, faisait sa paix avec la France, terminant par les concessions les plus larges le différend né de la guerre des Albigeois.

Il vint à Meaux, où s'étaient réunis les prélats qui le devaient réconcilier à l'Église, et ce fut là que, sous la médiation et par les conseils du comte de Champagne, il se déclara prêt à faire la volonté du roi et du légat. Aux termes du traité qui fut conclu à Paris, le 12 avril 1229 (voy. la fig. 6), il gardait son comté, et sa fille devait épouser un frère du roi de France : mariage inscrit en première ligne parmi les avantages faits au comte de Toulouse, mais dont la maison de France devait recueillir tout le profit ; car la fille du comte était et devait rester son unique héritière : le traité déshéritait par avance tout autre fils ou fille qu'il pourrait avoir ; et si le fils du roi, si la fille du comte mouraient sans enfant, Toulouse et toute la circonscription du diocèse n'en devaient pas moins faire retour au roi ou à ses héritiers. Le comte n'était plus que l'usufruitier des seigneuries qui lui étaient laissées, et il s'obligeait à n'en rien aliéner : tant il est vrai

que la propriété en était désormais assurée à la maison de France. Ajoutez les indemnités dont on le chargeait et les garanties qu'on exigeait de lui : murs de Toulouse et de trente villes qui sont énumérées, à raser ; château de Toulouse à remettre pendant dix ans aux mains du roi ; serment de ses sujets de se révolter contre lui s'il manquait à sa parole ; obligation de poursuivre les hérétiques ou les seigneurs qui ne se réconcilieraient pas comme lui, et promesse d'aller,

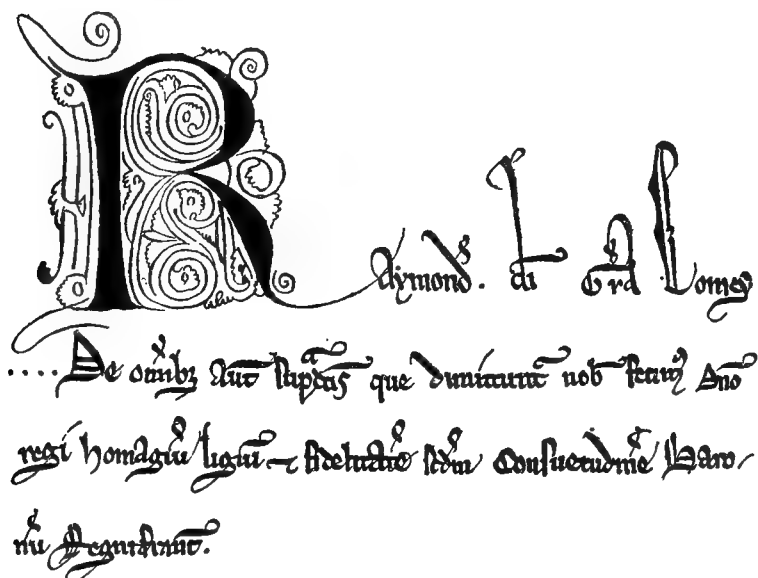


Fig. 6. — Traité entre Raymond, comte de Toulouse, d'une part, et de l'autre l'Église romaine et le roi de France. (Archives nationales, Trésor des chartes, J, 305, 60.)

Raymondus, Dei gratia, comes [Tolosanus].... De omnibus autem supradictis, que dimittuntur nobis, fecimus domino Regi homagium ligium et fidelitatem secundum consuetudinem baronum regni Francie.

dans les deux ans après son absolution, combattre pendant cinq années en Palestine.

Raymond accepta tout.

Amené devant l'autel, en chemise et nu-pieds, il fut réconcilié à l'Église le jour du vendredi saint (13 avril) ; il reçut la croix des mains du légat, fit hommage au roi de son comté ; puis il alla se constituer prisonnier au Louvre, tandis que le roi et le légat députaient en Languedoc pour procé-

der à l'exécution du traité. La fille du comte, âgée de neuf ans, fut amenée à Carcassonne et remise aux commissaires du roi, comme fiancée de son frère ; et un peu après, le comte ayant eu permission de retourner à Toulouse, le légat y vint aussi pour y tenir un concile. Ce concile donnait contre les fluctuations de Raymond deux autres garanties : il établissait l'inquisition à Toulouse, et y créait une université.



Fig. 7. — Sculpture religieuse au temps de saint Louis. — Le Christ de la cathédrale d'Amiens communément appelé le « Bon Dieu d'Amiens ».



II

ART GOTHIQUE — XIII^e SIÈCLE

Vitrail de la Sainte-Chapelle, représentant la translation solennelle des Reliques de la Passion. = Exécuté du vivant de Louis IX, ce vitrail peut aider, comme la Porte-Rouge de Notre-Dame (planche III), à nous donner quelque idée de sa physionomie. Cf. plus bas (p. 285) le bas-relief, restitué par M. Viollet-le-Duc, du tombeau de Louis, fils aîné du saint roi.

Mis sur pierre par REGAMEY,
d'après une aquarelle de FICHOT.



Fig. 8. — Architecture religieuse. — La Sainte-Chapelle de Paris achevée en 1248.

CHAPITRE II

MARIAGE DE SAINT LOUIS

I

Nouveaux troubles : le comte de Champagne secouru.
 — Le comte de Bretagne soumis. — Trêve avec l'Angleterre. —
 Mariage de saint Louis.

L'ÉCHEC de Bellesme, la retraite des Anglais, la soumission du comte de Toulouse, n'intimidèrent pas Mauclerc. La prise de Bellesme ne l'atteignait pas au cœur de sa puissance; Toulouse était bien loin, et les Anglais trop engagés dans le royaume pour n'y pas revenir dès qu'on leur en offrirait une meilleure occasion. Pierre donc, au lieu de se rendre auprès du roi, comme il l'avait promis, reprit les armes. Attaqué par le roi sur la Loire, il chercha à l'arrêter

encore par des députations. Mais en même temps il négociait avec le roi d'Angleterre, et lui-même, se rendant à Portsmouth, il lui fit hommage pour la Bretagne.

En faisant cet hommage, Pierre Mauclerc oubliait deux choses : c'est que le comté n'était pas à lui, mais à son fils, et que personne en Bretagne ne se souciait de devenir Anglais. On n'était pas beaucoup mieux disposé à le soutenir dans sa guerre contre saint Louis. Les états de Bretagne, convoqués dans ce dessein à Redon, répondirent à sa demande de secours en réclamant l'abolition de diverses ordonnances.

Le retard des Anglais à venir et l'opposition de la Bretagne auraient pu le mettre dès ce moment dans un grand embarras, si une diversion puissante n'était venue à son aide.

Le comte de Champagne, par sa conduite dans la dernière campagne, s'était rendu plus que jamais odieux aux barons. Ils résolurent de se venger. Ils reprenaient contre lui l'accusation d'avoir empoisonné Louis VIII. Ils accusaient la reine d'une sorte de complaisance à l'égard du coupable, sinon du crime, pour n'avoir pas voulu qu'on recourût au duel judiciaire afin de le prouver. Ils parlaient des droits d'Alix, reine de Chypre, fille aînée de l'ancien comte Henri II, à l'héritage de la Champagne.

Mais Blanche, au risque de donner plus de force encore aux calomnies dont elle était l'objet, ne pouvait pas laisser succomber Thibaut ; car c'est pour la cause du roi qu'il s'était compromis. Elle mena saint Louis à Troyes, et c'est de là qu'usant tout à la fois et du prestige que la présence du roi n'avait pas perdu, et d'un habile système de concession, elle décida les barons à se retirer.

Pour la plupart ce n'était qu'une trêve. Mais une circonstance ajourna encore leur dessein.

Le plan du comte de Bretagne s'exécutait. Henri III, selon qu'il en était convenu, avait réuni une armée. Il avait

pris terre à Saint-Malo, où Pierre Mauclerc l'avait reçu avec de grands honneurs : quelques seigneurs de Bretagne y vinrent aussi lui faire hommage ; et de Saint-Malo il se rendit à Nantes, où il comptait voir se rassembler les grandes forces qu'on lui avait promises. Cette menace donnait à saint Louis le droit de convoquer tous ses barons. Les ennemis du comte de Champagne durent se rendre comme les autres à cet appel, et on les trouve avec Thibaut dans l'armée que le roi conduisit sur la Loire. Saint Louis vint à la Flèche, à Angers, à Ancenis : là, sur le sol même de la Bretagne, il déclara, dans une assemblée de barons bretons, Pierre Mauclerc déchu de ses droits, et reçut d'eux le serment de ne faire ni paix ni trêve soit avec les Anglais, soit avec leur comte, sans qu'il y consentît (juin 1230).

Ce n'est pas sur cela que Henri III, arrivant en Bretagne, avait compté. Privé de tout moyen d'agir, il alla de Nantes par le Poitou dans sa terre de Gascogne, et revint à Nantes, où il resta dans l'inaction, attendant vainement les forces qu'on lui avait fait espérer. Le roi de France lui-même n'avait pas pu aller plus loin. Les alliés secrets du comte de Bretagne ne l'avaient suivi que malgré eux et pour ne pas perdre leur fief ; mais, les quarante jours du service féodal expirés, ils lui avaient demandé congé ; et le roi, ne pouvant le leur refuser, avait dû aussi faire retraite. Les barons, rendus à eux-mêmes, reprirent donc leur projet contre celui dont ils étaient les compagnons naguère ; et deux armées menacèrent à la fois la Champagne : l'une au nord, comprenant les comtes de Boulogne, de Guines et de Saint-Pol ; l'autre au sud, formée par le duc de Bourgogne et les seigneurs de cette région. Avant d'entrer dans le pays, le comte de Boulogne, oncle du roi, envoyait, selon le thème reçu dans la ligue, deux de ses chevaliers défier Thibaut, comme empoisonneur de son frère. Les droits de la reine de Chypre étaient l'autre prétexte mis en avant. Le comte de Champagne, battu des deux côtés, ne songea plus à lutter

par lui-même, et, abandonnant son pays à la discrétion des ennemis, il courut à Paris implorer le secours du roi.

La résistance de Troyes, qui, pour mieux se défendre, appela dans ses murs le sénéchal Simon, sire de Joinville, père de l'historien, donna au roi le temps d'arriver. Dès que l'armée royale, qui comptait dans ses rangs le duc de Lorraine, fut à quatre lieues de Troyes, Blanche envoya sommer les barons d'apporter, s'ils avaient à se plaindre du comte, leur requête aux pieds du roi. Ils lui répondirent avec mépris qu'ils ne plaideraient point devant elle, ajoutant, par une grossière insulte, que les femmes n'avaient que trop l'habitude d'accorder leurs préférences à celui qui avait tué leur mari ! Mais ce mépris pour la reine n'empêchait pas qu'ils ne respectassent la royauté. Ils voulaient tout combattre sauf le roi. Ils le priaient de se retirer de sa personne, offrant de livrer bataille au comte de Champagne, au duc de Lorraine, à tout le reste de l'armée royale, avec trois cents chevaliers de moins qu'ils n'en auraient devant eux. Le roi fit réponse qu'ils ne combattraient pas ses troupes sans qu'il fût là. Alors, voulant le désarmer, ils proposèrent un arrangement au nom de la reine de Chypre, cause apparente de leur intervention dans le pays. Mais le roi répondit fièrement qu'il n'entendrait à nulle paix ni ne souffrirait que le comte de Champagne y prêtât l'oreille, tant qu'ils n'auraient pas vidé le comté de Champagne. Cette ferme déclaration ébranla les alliés. Le comte de Boulogne céda le premier. La reine, dit-on, lui avait fait savoir que les barons se jouaient de lui en le flattant de la régence ; qu'il s'agissait, non d'un autre régent, mais d'un autre roi, et qu'en restant près d'eux il ne faisait que servir de masque et même d'instrument à leur projet de déposséder sa propre race. Le comte déclara dans le conseil sa résolution de revenir au roi, et, quittant le camp des alliés, il se présenta à saint Louis, qui le reçut avec honneur dans sa tente. Les autres n'osèrent pas garder leur position devant Troyes. Ils

allèrent se loger à Isle, où l'armée royale les suivit, puis à Jully, et, craignant qu'elle ne les y suivît encore, à Chaource et enfin à Laignes, qui était au comte de Nevers.

Le roi, les ayant mis hors de la Champagne, ne demandait plus qu'à les accorder avec Thibaut. Les préliminaires de la paix furent arrêtés le 25 septembre, et diverses conventions l'établirent avant le mois de décembre suivant. Le roi d'Angleterre n'attendit pas qu'elle fût définitivement conclue. Dès le mois d'octobre, quand il vit les barons de France se rapprocher, il regagna son île, laissant une petite troupe en Bretagne : triste résultat d'une campagne où il n'avait obtenu des Anglais tant d'argent qu'en leur faisant espérer la conquête de la Normandie !

Mauclerc pouvait maintenant voir le péril où il s'était jeté par sa politique remuante. Le roi dont il s'était fait le vassal était parti, et il se voyait de plus en plus délaissé de ses propres vassaux. Doublement dégagés et par l'acte de Pierre et par la déclaration de saint Louis, les barons de Bretagne faisaient hommage au roi de France jusqu'à ce que le fils de Mauclerc, leur vrai comte, eût ses vingt et un ans. Saint Louis n'avait plus qu'à se présenter en Bretagne pour prendre, à ce titre, possession du pays : rien n'était capable de lui faire obstacle. Mais le pape voulait prévenir toute cause nouvelle de conflit entre la France et l'Angleterre, et saint Louis, par nature, désirait la paix. La médiation du comte de Dreux, frère de Pierre et malgré cela fidèle dès l'origine à la cause du roi, lui fit obtenir une trêve (juillet 1231) qui donna du repos au pays jusqu'en 1234.

Dès l'année 1232 on l'avait pu croire fort compromise. Le comte de Champagne, en 1231, avait perdu Agnès de Beaujeu, sa seconde femme. On eut l'idée de lui faire épouser Yolande, fille du comte de Bretagne : alliance qui, vu la nature des deux personnages, devait avoir pour résultat d'entraîner Thibaut dans le parti du comte de Bretagne bien plutôt

que de ramener Pierre Mauclerc dans celui du roi. Blanche, justement effrayée, obtint de Grégoire IX une bulle qui interdisait ce mariage pour cause de parenté. Toutes choses étaient convenues. Pierre Mauclerc avait amené sa fille à l'abbaye de Valsecret, où les noces allaient se célébrer. On n'attendait plus que Thibaut, et il partait pour s'y rendre, quand il fut rejoint par le messenger du roi. Le roi lui faisait dire que s'il épousait la fille d'un homme dont la couronne avait tant à se plaindre, tout ce qu'il avait en France serait confisqué. Thibaut s'en revint à Château-Thierry.

Ce fut un coup sensible pour Pierre Mauclerc et pour les membres et les alliés de sa maison, qui comptaient parmi les premiers de France; et leur colère fut extrême lorsque trois mois après, comme pour mieux consommer cette rupture, Thibaut épousa Marguerite, fille d'Archambaud de Bourbon.

Le comte de Bretagne et les barons de son parti ne reprirent pas les armes contre la France, mais ils firent revenir celle dont le nom avait déjà été mis en avant par eux dans leurs précédentes luttes avec le comte de Champagne, la reine de Chypre, Alix; et sa présence dans le pays pouvait lui rallier tous ceux qui avaient à se plaindre de Thibaut. Heureusement pour Thibaut, il trouvait appui dans le saint-siège, qui contestait la légitimité du mariage d'où Alix était issue, et qui défendit à la reine de faire valoir, et à tout autre de reconnaître ses prétentions au comté de Champagne, avant que cette question eût été décidée. Dans cette situation, la reine de Chypre avait tout intérêt à transiger, et d'autres causes devaient l'y porter encore: en la même année 1234, elle voyait mourir le comte de Boulogne, son principal soutien comme ennemi de Thibaut, et Thibaut lui-même, réconcilié avec ses principaux ennemis, arriver par la mort de son oncle Sanche au trône de Navarre.

La reine de Chypre renonça donc à tout ce qu'elle pouvait prétendre en Champagne (septembre 1234), agréant les

offres des représentants de Thibaut : 2,000 livres tournois de rente (40,527 fr. 64 c.) en fonds de terre, et 40,000 livres (810,552 fr. 80 c.) une fois payés¹; et Thibaut n'ayant pas ces 40,000 livres, saint Louis les donna en sa place pour prix de la mouvance des comtés de Blois, de Chartres, de Sancerre et de la vicomté de Châteaudun, pays qui dès ce jour entrèrent dans le domaine de la couronne (novembre 1234).

Avant la conclusion de cet acte, un autre de la plus grande importance pour la vie et pour le règne même de saint Louis venait de s'accomplir.

Saint Louis avait épousé Marguerite, fille aînée du comte de Provence.

Ce mariage, qui fit le bonheur du roi, n'était pas moins heureux pour le royaume. La Provence relevait encore officiellement de l'Empire; mais sa position et ses rapports habituels la rapprochaient de la France; et si ce n'était pas encore l'union, c'était un lien de plus entre les deux pays. La maison de Provence y trouvait elle-même honneur et profit à la fois. Il ne lui était pas indifférent de s'allier de la

¹ La livre était une monnaie de compte qui se payait en espèces d'or ou d'argent; et comme le rapport de l'or à l'argent n'était pas le même au temps de saint Louis que de nos jours (l'or valait 12 fois et 2/10 son poids d'argent; il le vaut 15 fois 1/2 aujourd'hui), dans tous les cas où il n'est pas dit en quelle matière le paiement est fait, il y aurait incertitude : 1 liv. tournois valant en argent 17 fr. 84 c., en or 22 fr. 67 c. C'est pour cette raison que M. de Wailly a proposé de prendre pour la valeur de la livre un nombre moyen entre ces deux valeurs.

D'après ces principes, la livre tournois et la livre parisienne étant entre elles dans le rapport de 4 à 5, on arrive à ces évaluations :

Denier tournois	0 fr. 08 c.	443
Sol tournois.	1 01	382
Livre tournois.	20 26	382
Denier parisien.	0 10	554
Sol parisien.	1 26	649
Livre parisien.	25 32	978

Pour offrir au lecteur des analogies moins exactes, mais plus familières, le sou tournois valait à peu près notre franc, et le sou parisien le schelling anglais; la livre tournois, notre pièce de 20 francs, et la livre parisienne la livre sterling ou guinée anglaise. On peut faire couramment la conversion sur ces bases.

sorte au roi de France, arbitre naturel de ses démêlés avec le comte de Toulouse ; et l'honneur seul qu'il en retirait était un avantage qui n'avait pas échappé à l'habile Romée, conseiller tout-puissant de Raymond Bérenger. Comme il le pressait de donner à Marguerite une grosse dot, une dot qui paraissait au comte dépasser ses moyens (car il avait quatre filles à marier) : « Comte, laissez-moi faire, lui



Fig. 9. — Sceau de Blanche de Castille.

dit-il ; si vous établissez hautement votre aînée, vous marierez plus facilement les autres. »

Le comte donna à Marguerite 10,000 marcs ¹. Il est vrai que 2,000 seulement étaient payés en 1238, et que les 8,000 autres restaient dus à saint Louis en 1266.

Marguerite fut amenée à Sens avec une suite où l'on comp-

¹ On taillait 58 sous au marc d'argent : la valeur du marc, calculée sur la valeur moyenne du sou tournois, serait donc de 58 fr. 80 c. 156, et les 10,000 marcs feraient 588,015 fr. 60 c.

tait six troubadours et le ménestrel du comte de Provence. Le mariage y fut célébré le 27 mai 1234, et le lendemain, jour de l'Ascension, la jeune princesse fut couronnée dans la cathédrale. Puis le roi l'emmena à Paris, où son entrée se fit au milieu des acclamations populaires. Des tournois, des réjouissances publiques ajoutèrent à la solennité de ce jour.

Marguerite apporta la joie dans l'intérieur de saint Louis,



Fig. 10. — Sceau de Marguerite de Provence.

joie qui ne fut pas sans trouble et sans traverses : non pas que les deux époux aient jamais été l'un à l'autre une cause d'affliction ; mais la jeune reine avait pris dans le cœur du roi une place que la reine Blanche avait jusque-là occupée sans partage, et l'amour maternel ne se résignait pas volontiers à cette sorte de déchéance. Blanche eût volontiers disputé aux jeunes époux ce que leur devoir ne leur réservait pas absolument. On sait par Joinville à quelles ruses innocentes ils recouraient pour étendre les limites de cette

vie intime, et avec quelle peine ils en dérobaient les chastes épanchements à la jalouse surveillance de la reine mère.

« Les duretés que la reine Blanche fit à la reine Marguerite furent telles, dit-il, que la reine Blanche ne vouloit pas souffrir, autant qu'elle le pouvoit, que son fils fût en compagnie de sa femme, si ce n'est le soir quand ils alloient se coucher. Les logis là où il plaisoit le mieux de demeurer, pour le roi et la reine, c'étoit à Pontoise, parce que la chambre du roi étoit au-dessus et la chambre de la reine au-dessous. Et ils avoient ainsi accordé leur besogne, qu'ils tenoient leur parlement dans un escalier tournant, qui descendoit d'une chambre dans l'autre; et ils avoient leur besogne si bien arrangée, que quand les huissiers voyoient venir la reine dans la chambre du roi son fils, ils frappoient la porte de leurs verges, et le roi s'en venoit courant dans sa chambre pour que sa mère l'y trouvât; et ainsi faisoient à leur tour les huissiers de la chambre de la reine Marguerite quand la reine Blanche y venoit, pour qu'elle y trouvât la reine Marguerite. Une fois le roi étoit auprès de la reine sa femme, et elle étoit en très-grand péril de mort, parce qu'elle étoit blessée d'un enfant qu'elle avoit eu. La reine Blanche vint là, et prit son fils par la main, et lui dit : « Venez-vous-
« en, vous ne faites rien ici. » Quand la reine Marguerite vit que sa mère emmenoit le roi, elle s'écria : « Hélas! vous
« ne me laisserez voir mon seigneur ni morte ni vive. » Et alors elle se pâma, et l'on crut qu'elle étoit morte; et le roi, qui crut qu'elle se mouroit, revint, et à grand peine on la remit à point (ch. cxix). »



III

ART GOTHIQUE — XIII^e SIÈCLE

« Saint Louis à genoux, devant le Christ et la Vierge », d'après le tympan de la Porte-Rouge à Notre-Dame de Paris. = Cette partie de la grande cathédrale aurait été, d'après M. de Guilhermy, achevée vers 1257 : la statue ci-contre a donc été exécutée du vivant de Louis IX et, sans être un portrait, reproduit peut-être la physionomie générale du saint roi. = C'est, d'ailleurs, le seul élément de cette planche qui soit emprunté au bas-relief du XIII^e siècle. Le reste de la composition est l'œuvre de M. Bocourt, qui s'est inspiré fort exactement de l'ornementation de la Porte-Rouge. (V. l'ensemble du bas-relief, ci-dessous, p. 249).

Dessiné par BOCOURT,
gravé par MÉAULLE.

II

Fin des guerres de barons. — Affaires intérieures : l'Université.

Avant de résigner ses pouvoirs, Blanche eut encore l'honneur de mettre fin pour toujours à ces guerres de barons qui avaient eu pour objet de les lui disputer.

La trêve conclue avec la Bretagne était expirée ; le jeune roi avait repris les armes. Mauclerc n'avait qu'à se soumettre, si le roi d'Angleterre ne venait le secourir : il obtint de saint Louis une suspension d'armes jusqu'à la Toussaint. Si le roi d'Angleterre ne venait en personne, il promettait de remettre toute la Bretagne aux mains du roi ; et il lui abandonnait dès ce moment trois places en garantie de sa parole (août 1234).

Il n'y avait pas de temps à perdre. Pierre se rendit immédiatement en Angleterre, afin de plaider lui-même sa cause. Mais, n'obtenant rien qui le satisfît, il repassa le détroit, résolu à se mettre à la merci du roi. Dépouillé de la tutelle de son fils par l'arrêt de 1231, il vint acquiescer au jugement qui l'en privait ; le roi la lui rendit pour qu'il l'exercât jusqu'à la majorité du jeune comte. Mauclerc devait alors passer en Palestine pour y combattre les infidèles pendant trois ans. Par un autre acte, daté de Paris, il prêtait serment au roi et à sa mère, reconnaissant ainsi la régence de Blanche au moment où elle allait finir. Enfin, comme gage de sa fidélité et en satisfaction de tant de révoltes, il cédait au roi Bellesme, Saint-Jacques de Beuvron et la Perrière en Perche (novembre 1234).

Pierre s'était réconcilié avec le roi ; restait à régler ses rapports avec ceux de ses barons qui étaient en querelle avec lui : comme il s'était engagé à se soumettre, pour tous ces différends, à l'arbitrage de saint Louis, le roi fit faire partout des informations. Diverses transactions particulières

montrent avec quelle sollicitude il s'enquit des droits de chacun et s'efforça de tout apaiser.

Plusieurs de ces actes se rapportent au gouvernement personnel de saint Louis, qui accomplit ses vingt et un ans le 25 avril 1235. Mais jusque-là, bien que son nom figure généralement seul dans les titres, il y faut voir la main de sa mère, puisqu'elle avait de droit le gouvernement ; et l'on a vu avec quelle habileté elle l'avait exercé, et quels résultats elle avait obtenus : l'autorité royale affermie contre les prétentions des barons ; ceux qui la défendaient soutenus eux-mêmes et agrandis, ceux qui l'attaquaient humiliés : témoin d'une part le comte de Champagne et de l'autre le comte de Bretagne ; et le roi d'Angleterre, qui espérait tant de ces troubles, ne venait en France que pour mieux constater, par cette intervention stérile, son impuissance à y rien changer. La France non-seulement n'avait rien perdu pendant cette période critique, mais elle avait gagné. Elle avait gagné au traité de Paris (1229) l'héritage du comte de Toulouse pour un des frères du roi, héritage qu'il ne devait recueillir que pour le transmettre bientôt après à la couronne ; et cette grande succession allait consommer d'une manière paisible cette union du midi et du nord de la France, commencée sous de si sanglants auspices par la guerre des Albigeois. Elle avait, en dernier lieu, tout en maintenant le comte de Champagne dans son pays et l'aidant à prendre possession de la Navarre, obtenu de lui la mouvance de quatre comtés qui arrondissaient le domaine royal au cœur même de la France. Mais là ne s'était point bornée l'action de Blanche, et sa politique, à l'intérieur comme au dehors, avait montré tout à la fois une énergie et une modération qui préludaient dignement au gouvernement personnel de saint Louis.

Au dehors, la querelle de Grégoire IX et de Frédéric II, sur laquelle nous aurons à revenir, n'altéra pas les bons rapports qu'elle avait avec ces deux puissances. Reprenant

des négociations déjà engagées par Louis VIII, elle traitait avec Frédéric, quoique excommunié, et obtenait de lui la promesse qu'il ne laisserait aucun prince allemand faire alliance avec le roi d'Angleterre contre la France (1232). Elle se maintenait dans les meilleurs termes avec Grégoire IX, et fit si bien que le pape finit par consentir (1234) à restituer au comte de Toulouse les terres que ce dernier avait possédées au delà du Rhône et cédées au saint-siège par le traité de Paris (marquisat de Provence).

A l'intérieur, tout en respectant les privilèges du clergé, elle n'avait jamais souffert qu'il les outre-passât; quand il s'éleva des conflits, ce n'est pas elle qu'on pourrait accuser d'avoir laissé l'un des pouvoirs abdiquer devant l'autre. Un regrettable incident avait marqué les premières années de sa régence. En 1229, quelques écoliers ayant maltraité, un jour de mardi gras, des habitants du faubourg Saint-Marcel, le doyen de Saint-Marcel avait porté plainte à l'évêque et au légat, qui s'en remirent à la justice royale; et les archers, envoyés pour arrêter les coupables, s'étaient jetés sur les premiers qu'ils rencontrèrent, frappant, tuant, comme s'il suffisait à la justice que du sang fût versé pour le sang qui avait été répandu. Les régents se plaignirent, et, leur plainte n'ayant pas été accueillie, ils résolurent de suspendre leurs cours; puis, n'obtenant rien de plus, ils se dispersèrent, maîtres et écoliers. Les suites menaçaient d'être désastreuses. L'université de Paris était dissoute; Reims, Angers, Orléans, Toulouse, l'Angleterre même, l'Espagne et l'Italie en recueillirent les débris. Les peines décrétées contre les absents, soit par le roi, soit par les évêques, étaient impuissantes à les ramener. Blanche en revint aux moyens de conciliation, et le pape seconda entièrement ses vues. Les maîtres, cédant à cette autorité, reprirent le chemin de Paris. Le roi les reçut avec bonté. Il leur assura les réparations qui leur étaient dues; il garantit la paix et la sécurité du côté des bourgeois; mais on ne les dispensa pas

de satisfaire eux-mêmes pour le mal dont les bourgeois avaient eu à souffrir.

Tant que Blanche de Castille a tenu les rênes de l'État, nous avons laissé saint Louis sur l'arrière-plan, n'attirant vers lui l'attention que dans les cas où il payait de sa personne, comme il faisait dans ces guerres de barons qui venaient de prendre fin. Maintenant que son âge fait remettre le pouvoir entre ses mains, il convient de faire un peu plus connaissance avec lui-même, et de voir comment s'étaient développées dans son âme, comment se manifestaient dans sa conduite les vertus qui allaient présider à son gouvernement.



Fig. 11. — Sculpture religieuse. — La Vierge et les anges (cathédrale d'Amiens).



Fig. 12. — Architecture religieuse. — Cloître de l'abbaye de Royaumont fondée en 1228.

CHAPITRE III

VERTUS CHRÉTIENNES DE SAINT LOUIS

I

Piété de saint Louis.



N a vu l'enfance de saint Louis et les sentiments dans lesquels sa mère l'avait élevé. C'était elle qui l'avait nourri de son lait; c'était elle qui avait veillé à sa première éducation, l'entourant d'hommes religieux capables d'affermir, par leurs leçons et par leurs exemples, la foi et l'amour de Dieu en son âme. Quand il fut plus grand, elle plaça auprès de lui un maître qui, non-seulement le dirigeait dans ses études, mais le suivait dans ses

promenades et dans ses jeux : étrange maître, s'il est vrai, comme le rapportait, dit-on, saint Louis, qu'il le battît quelquefois pour lui apprendre la discipline. Saint Louis âgé de quatorze ans, saint Louis roi battu par son maître ! On ne saurait en vérité qu'admirer le plus de l'humilité du prince ou de la brutalité du pédant. La piété naturelle de saint Louis ne fit que grandir avec l'âge. Sa vie chrétienne, ou, pour la ramener au cadre le plus simple, sa journée de chrétien, qui édifia son siècle, peut bien choquer le nôtre. Mais ce serait user de faux ménagements et manquer à l'histoire que de passer sous silence ou de réduire à quelques vagues indications ce qui a tenu une si grande place dans sa vie. Ne cherchons donc pas à nous faire un saint Louis au goût de notre époque. Rien n'est beau que le vrai. La vérité que le saint roi a recherchée en toute chose est seule digne de retracer l'image qui doit rester de lui.

Au rapport de ses plus intimes historiens, du chapelain qui l'accompagna dans l'une et dans l'autre croisade, du confesseur qu'il eut près de lui pendant vingt ans, du confesseur de sa femme Marguerite, il semblait ne vivre que pour Dieu. Les offices étaient célébrés à la chapelle du roi presque comme dans celle d'un couvent ou comme au chœur d'une cathédrale. Il se faisait chanter les heures canoniales et il y faisait ajouter l'office des morts ; il entendait deux messes, quelquefois trois et quatre ; et comme les grands murmuraient de le voir passer tant de temps aux messes et aux sermons, il disait que s'il en perdait deux fois plus au jeu ou à la chasse on ne s'en plaindrait pas, réflexion qui n'imposait guère silence aux murmures : les barons ne se seraient pas plaints de perdre là leur temps avec lui. Il étudiait l'Écriture sainte et les Pères. Il se faisait allumer, dit le confesseur de Marguerite, une chandelle de trois pieds ou environ : tant qu'elle durait, il lisait la Bible ! A table même il avait volontiers des personnes pieuses avec lesquelles il pût parler de Dieu. Aussi, ajoute l'historien, mangeait-il

rarement avec ses barons. Sa journée terminée, après complies, quand son chapelain allait se reposer, il se mettait en oraison, et si longuement qu'il ennuyait fort, dit le naïf auteur, les gens de son service, obligés de l'attendre à la porte. Parlerai-je de ses génuflexions, que le confesseur de sa femme paraît avoir comptées? Il demeurerait si longtemps à genoux que quelquefois son esprit et sa vue se troublaient, et que, se relevant tout étourdi, il disait : « Où suis-je? » On le ramenait à sa chambre, et il se couchait alors; mais à minuit il était debout et se faisait chanter matines par ses chapelains (ce n'était pas une sinécure que d'être chapelain du roi en ce temps-là). Il aurait voulu pourtant laisser à ses gens le repos qu'il se refusait à lui-même. Il se levait si doucement, que plusieurs fois ils ne l'entendaient pas, ou, réveillés trop tard, ils couraient après lui sans avoir le temps de se chausser. Après matines, il restait encore longtemps en prières, soit dans la chapelle, soit devant son lit; s'il n'était jour, quelquefois il se recouchait, et encore il remettait à ses gens un petit bout de chandelle en leur recommandant de le réveiller dès que la chandelle serait usée, car il lui fallait assister à primes : c'était le commencement d'une nouvelle journée.

Je disais que la prière remplissait, pour saint Louis, presque tout le jour : c'est le jour et la nuit qu'il faudrait dire. Ici pourtant ne peut-on soupçonner d'exagération les récits de ses historiens? Ils vivaient avec lui, ils sont sincères, mais portés à l'exalter. Or la dévotion était son principal titre à leurs yeux : « Ses actions, ses manières d'être étaient non-seulement d'un roi, mais d'un moine, *non solum regales, sed regulares*, » s'écrie Guillaume de Chartres, et par ce jeu de mots, que le français ne rend pas, il croyait faire son plus bel éloge. Il n'est pas douteux que saint Louis ait fait autre chose que lire et prier : toute sa jeunesse si mêlée, nous l'avons vu, aux guerres que lui firent les barons, toute sa vie si occupée du bien public en fournissent

assez la preuve. Cette tendance involontaire à l'exaltation du saint dans le roi se trouve d'ailleurs établie, sur ce point, par le contrôle des chroniques avec plusieurs documents officiels. Un de ses historiens, le moine anonyme de Saint-Denis, dit qu'à vingt ans, laissant tous les jeux, il ne s'occupa plus de chiens ni d'oiseaux et renonça aux vêtements précieux pour prendre des habits simples. Or plusieurs comptes de dépenses prouvent qu'en 1239 il se livrait encore aux plaisirs de la chasse ; qu'on achetait pour lui et qu'on entretenait des chevaux et des faucons à son usage ; ils montrent qu'en certaines circonstances il se servait encore de drap d'or, d'écarlate et de soie. En cette seule année, les étoffes et les fourrures achetées pour vêtements d'apparat coûtèrent quatre cent soixante et une livres dix sous parisis, soit onze mille six cent quatre-vingt-dix francs de notre monnaie, représentant une dépense de près de soixante mille aujourd'hui. Geoffroi de Beaulieu est d'accord avec Joinville pour reporter après la croisade de 1248 la réforme que saint Louis apporta dans sa manière de se vêtir. Il y a donc quelques réserves à faire en accueillant le récit de ces historiens ; mais, le lecteur ainsi bien averti, on ne peut se dispenser de placer sous ses yeux la suite de leurs témoignages.

On n'a vu encore que la journée ordinaire du saint. Il trouvait dans le cours de l'année des occasions plus particulières de satisfaire sa dévotion. Il célébrait les fêtes avec un appareil qu'il était loin de rechercher pour lui-même ; il aimait surtout d'entendre dans ces solennités la parole de Dieu, et non-seulement dans les jours solennels, mais toutes les fois qu'il pouvait avoir un religieux pour prêcher devant lui. Si c'était dans un couvent, pour que ses sergents d'armes assistassent plus volontiers au sermon, il les faisait manger dans la salle, tout en leur donnant l'indemnité qui leur était allouée pour manger au dehors. Il n'allait pas seulement aux sermons ; quand il était dans un couvent et que la cloche sonnait pour appeler les moines aux écoles, il allait avec

eux. Il allait particulièrement aux écoles des frères prêcheurs, et s'asseyait humblement sur un carreau à terre devant celui qui professait.

Il se confessait tous les vendredis, et, après la confession, il se faisait donner par son confesseur la discipline ; sa discipline se composait de cinq petites chaînes de fer, qu'il serrait dans une boîte d'ivoire et portait avec lui. Il avait fait faire d'autres boîtes semblables et semblablement garnies, qu'il donnait en présents à ses enfants, à ses amis, avec le conseil de s'en servir. Lorsque son confesseur frappait trop mollement, il lui disait de faire plus fort. Cet avis ne fut pas toujours nécessaire. Il eut un confesseur si plein de zèle (*sollicitus sibi*), qu'il le frappait à coups redoublés, en telle sorte que sa peau, qui était extrêmement tendre, en était fort maltraitée. Saint Louis se taisait alors ; il n'en dit rien tant que vécut ce confesseur, mais plus tard il en parla en riant à un autre.

Ses confesseurs, il faut le dire, n'avaient pas communément ce zèle, et ils le blâmaient d'austérités qui compromettaient sa santé délicate ; ils le pressaient d'y suppléer par des aumônes, que le roi, du reste, n'épargnait pas, et ils finirent par le faire renoncer au cilice qu'il portait durant l'avent, le carême et aux vigiles de certaines fêtes ; il ne laissa pas que de mettre encore quelquefois sur sa chair une ceinture de crin. Il observait tous les jeûnes de l'Église et s'en imposait à lui-même qui n'étaient pas d'obligation, la veille de certaines fêtes et toute l'année le vendredi. Ses abstinences n'étaient pas moins rigoureuses que ses jeûnes ; il faisait maigre (outre le vendredi et le samedi) le mercredi, quelquefois même le lundi, mais il y dut renoncer à cause du délabrement de sa santé. Il trouvait encore le moyen de raffiner sur l'abstinence : les vendredis d'avent et de carême il s'abstenait de poisson et de fruits. Il regrettait de ne pouvoir faire ce qu'il avait appris d'un religieux : ce moine, la première fois qu'on lui offrait du fruit nouveau, en prenait

pour rendre grâces à Dieu et s'en abstenait le reste de l'année ; mais il sut l'imiter en faisant tout le contraire. Quand on lui apportait du fruit nouveau , il s'en abstenait pour en offrir à Dieu les prémices, et par la suite il en mangeait comme les autres. Son confesseur fait encore la remarque que personne n'a plus noyé son vin dans l'eau, et le confesseur de Marguerite, pour qui rien de tout cela n'est puéril, ajoute qu'il trompait l'habileté de ses cuisiniers en mettant de l'eau dans les sauces pour en ôter la saveur. Il dit aussi que le vendredi il s'abstenait de rire. Dans l'usage ordinaire, il faisait porter aux pauvres les mets les plus délicats de sa table, gardant pour lui les plus communs. Les pauvres avec lui apprenaient à être difficiles. Un jour qu'il avait donné à l'un d'eux une écuelle remplie de pâte grasse, ce personnage, en ayant goûté, n'en voulut pas. Saint Louis se la fit rendre et en mangea, non par forme de reproche, mais par humilité, comme si personne n'y eût touché.

Sa dévotion envers le saint Sacrement était extrême. Il communiait, dit le confesseur de Marguerite, au moins six fois par an, aux fêtes de Pâques, Pentecôte, Assomption, Toussaint, Noël, Présentation de Notre-Seigneur. Après s'être purifié par des ablutions, il s'avancait à genoux vers l'autel, et là il disait lentement le *Confiteor* avec soupirs et avec larmes. Il aimait aussi à adorer le Sauveur dans les instruments de sa passion. Le vendredi saint, il allait nu-pieds visiter les églises : afin de garder les apparences, il portait des chaussures dont la semelle était enlevée. Pour l'adoration de la croix, il déposait ses vêtements supérieurs, ne conservant que son garde-corps et sa cotte ; les pieds nus, le chef découvert, il s'avancait un petit espace sur ses genoux, s'inclinait et priait, puis s'avancait encore, et à la troisième fois, arrivé à la croix, il se prosternait comme en croix lui-même, et la baisait, versant des larmes. Il souhaitait le don des larmes. Dans les litanies, quand on chantait le verset : « Donnez-nous une fontaine de larmes, *Ut fontem*

lacrymarum nobis dones, » il disait : « Seigneur, je n'ose vous demander une fontaine de larmes, mais quelques gouttes seulement, pour rafraîchir mon cœur sec et aride ! »

II

Simplicité. — Pureté. — Bonté. — Humilité. — Charité.

Tous ces détails, qui auront provoqué peut-être le sourire et la pitié de plus d'un lecteur, sont-ils la marque d'un esprit faible, ou témoignent-ils, au contraire, d'une âme forte qui s'apprend à se maîtriser soi-même en soumettant ses sens au joug le plus dur ? On ne juge bien des choses que par leurs effets : « Vous les connaîtrez par leurs fruits, a dit Jésus : *A fructibus eorum cognoscetis eos*. » Or si, laissant à l'écart ces choses tout extérieures, on pénètre dans l'âme de saint Louis, tout y exhale l'odeur des plus exquis vertus. « Il y avait en lui, dit son chapelain, comme une vertu divine : il rendait le calme aux esprits les plus troublés ; il édifiait les plus saints. » Parlons d'abord de son admirable simplicité de langage et de cœur. Il ne détestait rien tant que les bouffonneries et les paroles dissolues, les médisances et le mensonge. Pour sa part, jamais il n'usa de gros mots envers personne, fût-ce même le dernier de ses serviteurs, à moins qu'une faute grave n'exigeât une réprimande. Point de jurement. Sa seule manière d'affirmation plus solennelle était : « En nom de moi. » Et encore, repris un jour par un religieux, il s'en abstint et se contenta d'affirmer selon le précepte de l'Évangile : « Oui, non ; cela est, cela n'est pas. » Tout cela sans roideur ni sécheresse. Dans les matières difficiles, nul ne jugeait avec plus de perspicacité que lui, et ce qu'il concevait bien, il l'exprimait avec autant de mesure que de grâce : « La grâce était répandue sur ses lèvres, dit avec l'Écriture son historien : *Diffusa erat gratia in labiis ejus*, et, comme tout vrai sage, il savait en parlant se rendre

aimable. » L'enjouement n'était point banni de sa conversation. Une pointe de sel relevait la saveur de ses discours, et il était si gracieux de toute sa personne, que rien qu'à le voir on ne pouvait s'empêcher de l'aimer.

La simplicité de son langage et son aversion pour toute parole équivoque et grossière témoignaient bien de la pureté de son cœur. Il ne détestait pas seulement la licence qui régnait dans les poésies de ce temps-là, il répugnait aux chansons mondaines, et recommandait fort naïvement à l'un de ses écuyers qui les chantait d'apprendre plutôt l'*Ave maris stella*. Sa pudeur était extrême : « Pour ce qu'il sentait bien qu'honnêteté est agréable aux anges, dit le confesseur de Marguerite, il vécut tout le temps de sa vie en très-honnête manière : car toute honnêteté fut en lui, si bien que monseigneur Pierre de Laon, qui fut fait son chevalier et demeura trente-huit ans avec lui, remplissant la charge de chambellan et couchant à ses pieds, qui le déchaussait et l'aidait à se mettre au lit, comme font les sergents des nobles seigneurs, par quinze ans ou environ ne put voir sa chair, sauf les pieds et les mains ; quelquefois seulement jusqu'au gros de la jambe, quand il lui lavait les pieds, ou la jambe, quand elle était malade, et le bras, quand il se faisait saigner. »

Jamais la moindre familiarité ne jeta d'ombre sur la pureté de sa jeunesse, et le mariage ne fit que mieux ressortir encore sa chasteté. Aussi voulait-il que tout fût honnête dans sa maison, et il en bannissait sans merci quiconque blessait une vertu si chère à son cœur.

Sa bonté, d'ailleurs, et sa patience étaient inaltérables. On en abusait quelquefois autour de lui. Un jour, étant sorti de sa chambre pour ouïr ceux qui venaient lui exposer leurs causes, il voulut rentrer : sur seize chambellans et valets il ne s'en trouva pas un pour le servir. Ils revenaient fort confus d'avoir été mis en défaut, et n'osaient plus se présenter devant lui, quand le roi, retournant à ses plaids et les voyant :

« Eh bien ! dit-il, venez-vous ? N'en puis-je trouver aucun qui me serve, quand un seul suffirait ? » Et il n'ajouta pas autre chose. Les plaids finis, il revint en sa chambre ; et les chambellans hésitaient encore à se montrer devant lui. Un religieux qui était dans la familiarité du roi et à qui ils s'étaient ouverts de leurs craintes, ayant dit au prince qu'ils n'osaient venir en sa présence s'il ne les faisait appeler, il les fit entrer, et prenant un visage souriant : « Venez, venez, dit-il, vous êtes tristes parce que vous avez mal agi ; je vous le pardonne, gardez-vous de faire ainsi désormais. » Il savait se contenir, même en des cas où l'impatience serait bien excusable. Un jour qu'il souffrait d'une enflure à la jambe et qu'il la voulait examiner de plus près, un vieux serviteur, nommé Jean, qui l'éclairait, laissa tomber une goutte de cire ardente sur le membre malade : « Ah ! Jean ! » s'écria le roi ; et voyant le vieux serviteur tout ébahi : « Jean, lui dit-il, mon aïeul vous donna congé pour moindre chose. » Philippe-Auguste l'avait renvoyé de son hôtel pour avoir mis au feu du bois qui petillait ! Inutile de dire que le vieux Jean continua de servir saint Louis. Il n'endurait pas seulement les maladresses de ses serviteurs, il supportait leurs incartades. Un jour que le roi causait avec quelques chevaliers, il lui arriva de finir sa phrase en disant : « Et je m'y tiens. » Ses chambellans entraient alors. L'un d'eux, relevant ce mot, sans savoir d'ailleurs de quoi il s'agissait, se mit à dire : « Eh ! si vous vous y tenez, toujours n'êtes-vous qu'un homme non plus qu'un autre. » Cette parole fut vivement reprise par un de ses compagnons, et un colloque eut lieu à part, où le premier soutint son propos. Le roi l'avait entendu la première comme la seconde fois ; il le regarda, laissant son discours, et ne lui dit rien, ni jamais ne l'en réprimanda. Un autre jour que le parlement siégeait à Paris, une femme, qui avait peut-être perdu sa cause, se tenant au pied des degrés par où descendait saint Louis, s'écria : « Fi ! fi ! devrais-tu être roi de France ? Bien mieux vaudrait

qu'un autre le fût : car tu n'es que de la troupe des frères mineurs et des frères prêcheurs, des prêtres et des clercs ! C'est grand dommage que tu es roi, et c'est grand merveille que tu ne sois bouté hors du royaume. » On la voulait battre et chasser. Le roi s'y opposa ; il la fit approcher, et, l'ayant écoutée tant qu'elle voulut, il lui répondit en souriant : « Certes, vous dites vrai, je ne suis pas digne d'être roi, et, s'il eût plu à Notre-Seigneur, c'eût été mieux qu'un autre fût à ma place, qui sût mieux gouverner le royaume. » Et il lui fit donner de l'argent.

L'humilité de saint Louis se peint au naturel dans cette scène. Elle se manifestait en mille autres occasions, à l'église d'abord, et non pas seulement dans l'accomplissement de ses devoirs religieux (devant Dieu il ne pouvait pas s'estimer plus que le moindre des hommes), mais aussi dans ses rapports avec les religieux et les prêtres ; car servir Dieu était un honneur qu'il plaçait au-dessus de tous les autres. Son confesseur était si bien pour lui le représentant de Dieu quand il siégeait au tribunal de la pénitence, qu'il ne se bornait pas à obéir à sa parole en tant que confesseur : s'il arrivait à ce dernier de souhaiter que la porte ou la fenêtre fût ouverte, le pieux roi se levait aussitôt pour satisfaire à son désir ; et si l'autre s'en fâchait comme d'une marque de déférence qui ne lui était pas due, il lui répondait simplement : « N'êtes-vous pas le père et moi le fils ? » Dans les couvents, lorsqu'il assistait à un sermon, il allait s'asseoir sur une botte de paille au pied de la chaire, tandis que les moines, à leur grande confusion, siégeaient haut dans leurs stalles. Les pierres même des monastères étaient pour lui sacrées, et il tenait à honneur de travailler personnellement à leur édification. Lorsqu'il fit bâtir Royaumont ¹, on le voyait porter avec un moine des matériaux sur une civière, et il en faisait faire autant à ses chevaliers et à ses frères. Comme

¹ Voy. la fig. 12, en tête du présent chapitre.

ses frères en eussent au moins volontiers fait un jeu, parlant et riant dans le travail : « Les moines, leur disait-il, gardent ici le silence ; nous les devons imiter ; » et lorsqu'à la fin, un peu las, ils se voulaient reposer en route : « Les moines ne se reposent pas ; vous ne devez pas vous reposer non plus. » Dans ses rapports avec les hommes du siècle, il ne montrait pas un sentiment moins humble de lui-même. Outre son confesseur, il avait plusieurs amis qu'il avait chargés de lui dire s'ils voyaient ou apprenaient qu'il eût fait quelque chose de mal, et il recevait volontiers leurs avertissements comme admonition charitable. Il en eût fait de même envers quiconque l'eût averti de la sorte, même sans en être prié.

Mais jamais cette vertu, que la religion seule a enfantée, ne se montre avec plus de relief en saint Louis que dans l'exercice de cette autre vertu, la vertu chrétienne par excellence : je veux dire la charité. Sa charité, en effet, était sans bornes. Il avait pour maxime qu'il faut aimer les hommes parce qu'ils sont bons, ou pour qu'ils le soient. S'il avait quelque préférence, c'était pour les faibles, pour les délaissés. Et comme, selon la parole du Sauveur et les touchantes leçons des Pères de l'Église, il voyait Jésus-Christ dans les pauvres, sa sollicitude, sa tendresse, ses abaissements même envers leur personne n'avaient d'égal que sa foi et sa piété. On serait tenté de l'accuser d'avoir oublié ce qu'il devait à son rang et ravalé la dignité royale dans ces œuvres, si l'on n'y voyait, au contraire, une intention si haute d'user de ce contraste pour humilier l'orgueil, consoler la misère et enseigner à chacun, au milieu des différences de naissance, de position, de fortune, l'égalité de tous, souvent même le renversement de l'ordre du monde devant Dieu. Chaque jour le roi faisait chercher cent vingt-deux pauvres, et on leur donnait deux pains valant un denier parisis (10 c. 1/2), une mesure de vin, de la viande ou du poisson selon le temps, et un denier parisis ; et si, dans cette troupe, il y avait quelque femme ayant un ou plusieurs enfants, on lui

remettait autant de pains qu'elle avait d'enfants pour sa peine, et un pain à chaque enfant. Soixante autres pauvres recevaient leur pain en argent, à savoir quatre deniers chacun, deux fois la semaine. Tous les pauvres, de quelque part qu'ils vinssent, avaient la desserte de la table : l'aumônier avait ordre d'y ajouter autant de pain qu'il était nécessaire pour que personne ne se retirât les mains vides ; et ses aumônes croissaient avec la cherté du pain et la misère. Quand il allait en Berri, en Normandie ou en quelque autre lieu où il n'allait pas d'habitude, c'est aux pauvres qu'il songeait encore tout d'abord. Il en faisait réunir jusqu'au nombre de trois cents à la fois pour leur faire l'aumône ; et l'on pouvait aussi dire de lui : « Il a passé, bien faisant, *pertransiit bene faciendo*. » Quelquefois même, s'il voyageait, c'était pour aller voir et nourrir les pauvres. Il disait à son entourage : « Allons visiter les pauvres de tel pays, et les repaissons. »

Les jours de fête, il réunissait deux cents pauvres dans son palais, et les servait lui-même à table. Les mercredis, vendredis et samedis de l'avent et du carême, et les mercredis et vendredis en toute saison, il en faisait venir treize dans sa chambre ou dans la pièce voisine, et leur donnait à manger de sa main, sans se rebuter de leur malpropreté. Si, dans le nombre, il y avait quelque aveugle, le roi lui mettait le morceau de pain dans une main, et portait l'autre vers l'écuelle où était sa pitance. Si c'était du poisson, il en tirait les arêtes, trempait le morceau dans la sauce, et le lui mettait dans la bouche. Avant le repas, il leur donnait à chacun douze deniers ou plus, selon le besoin ; quand parmi eux était une femme avec son enfant, il y ajoutait pour l'enfant. Le samedi, il prenait trois de ces pauvres les plus misérables, les plus infirmes, et les menant dans sa garde-robe, où l'on avait disposé trois baquets pleins d'eau avec du linge, il leur lavait les pieds ; il essuyait et baisait dévotement ces pieds, quelque difformes qu'ils fussent, usés comme ils l'étaient au frottement journalier de la terre ; puis, à genoux,

IV

ART GOTHIQUE — COMMENCEMENT DU XIV^e SIÈCLE

Miniature connue sous le nom de « Portrait de saint Louis ». (Archives nationales, JJ, 57; manuscrit exécuté vers 1316.) En réalité, c'est une image, et non pas un portrait. = L'encadrement est emprunté au manuscrit de la Bibliothèque nationale, fr. 2616 (f° 1^{re}), qui est également du xiv^e siècle.

Mis sur pierre par PRALON,
d'après une aquarelle de GARCIA.



il leur présentait l'eau pour l'ablution des mains, il leur donnait quarante deniers, et leur baisait la main. Ce n'est pas tout ; chaque jour, en tout temps, il faisait venir treize autres pauvres : et de ces treize il en choisissait trois, les plus rebutants, qu'il faisait asseoir à une table dressée tout près de lui. Il leur donnait quarante deniers, et, se faisant apporter trois écuelles, lui-même prenait le soin de faire leur soupe ; il tranchait les viandes et les poissons qu'on mettait devant lui, et leur en envoyait. Bien plus, comme pour mieux confondre notre délicatesse, il se faisait rapporter de ces viandes qui leur étaient servies, et en mangeait après eux. Un jour entre autres, parmi ces trois pauvres gens, il vit un vieux qui ne mangeait pas bien. Il fit mettre devant lui l'écuelle remplie de viande qu'on avait apportée, et après que « le vieux bonhomme en eut mangé comme il lui plut, il se la fit rapporter pour en goûter après lui : honorant Jésus-Christ dans ce pauvre vieillard, et estimant assez bon pour lui-même ce qu'il avait laissé ».

Ce devoir du lavement des pieds que le Sauveur lui-même avait rendu à ses disciples dans la Cène, il aimait à le pratiquer, accomplissant à la lettre la parole divine : « Si donc je vous ai lavé les pieds, moi votre Seigneur et votre Maître, vous devez aussi vous laver les pieds les uns aux autres ; et je vous ai donné l'exemple, afin que vous fassiez comme je vous ai fait. »

Un samedi, à Clairvaux, comme il assistait au lavement des pieds des moines après vêpres, il eût voulu remplir lui-même cet office ; il ne s'en abstint que parce qu'il y avait avec lui plusieurs seigneurs qui n'étaient pas de son intimité, et qu'il eût craint d'affecter trop d'humilité devant eux. Mais le jeudi saint, autorisé par l'exemple du Sauveur, il ne craignait pas de le faire devant sa cour. En ce saint jour, il lavait les pieds à treize pauvres, et leur donnait quarante deniers. Plus tard, lorsque ses fils étaient près de lui, il leur faisait faire de même. Et ce n'était point, comme

nous le voyons encore dans le rituel de cette fête aujourd'hui, une pure cérémonie : une douzaine de pauvres parfaitement lavés (je n'y trouve point à redire), des enfants quelquefois, choisis pour recevoir du prêtre une ablution dont ils n'ont plus besoin. Un jour un de ces vieillards, prenant fort au sérieux l'office dont le roi s'acquittait, et voulant profiter de l'occasion, lui fit remarquer que les doigts de ses pieds n'étaient pas propres à l'intérieur, et le pria en toute simplicité de les nettoyer. Ceux qui étaient là s'indignaient contre ce malotru, qui demandait au roi un tel service. Mais le pieux roi, faisant droit à sa requête, fit humblement ce qu'il souhaitait, lava les doigts, les essuya et y joignit le baiser de charité.

Il se plaisait aussi à donner à ceux qui s'étaient donnés à Dieu : aux frères mineurs, aux frères prêcheurs surtout, deux ordres qu'il aimait plus particulièrement, comme animés encore du pur esprit de leur institution. Il donnait aux religieux qui ne possédaient rien ; il donnait aussi à ceux qui possédaient ¹, comme pour leur rappeler le devoir de l'aumône, et qu'un monastère étant un lieu de charité, rien ne peut s'y amasser que pour être répandu sur les pauvres de Dieu.

C'est donc à sa charité autant qu'à sa foi que l'on doit rapporter tant de fondations ou d'accroissements de monastères et de lieux de refuge : fondation des Hôtels-Dieu de Pontoise, de Vernon, de Compiègne, accroissement de l'Hôtel-Dieu de Paris (nous aurons à revenir sur ces fondations et d'autres encore). Quand l'Hôtel-Dieu de Compiègne fut achevé, ce fut le roi de France et le roi de Navarre, avec les deux fils aînés de saint Louis, qui portèrent, sur un drap de soie, le premier pauvre qui fut mis au lit. Il consacra à ces œuvres plus de 200,000 livres tournois (3,569,748

¹ V. notre *fac-simile* hors texte, n° 1, qui reproduit une donation du roi à l'abbaye de Saint-Denis. (Archives nationales, K, 31, n° 11.)

francs), valeur intrinsèque; et quand on lui reprochait de tant dépenser en fondations et en aumônes, il répondait : « Dieu m'a donné tout ce que j'ai, je n'en saurais faire un meilleur emploi¹. »

S'il visitait les pauvres dans leurs tristes réduits, il les allait voir plus volontiers encore dans ces asiles ouverts à leurs souffrances. Ses gens étaient incommodés de l'odeur infecte de ces salles. Pour lui, il ne semblait pas s'en apercevoir. Il servait les malades à genoux, pansait leurs plaies, quelque horribles qu'elles fussent, et leur rendait les soins les plus rebutants. Les pieux historiens de saint Louis, dans leurs récits, se feraient scrupule de ne point oser dire ce que le roi ne répugnait point à faire : qu'on me pardonne de me borner à y renvoyer le lecteur. Quand il venait à Vernon, avant de se rendre à son palais, il allait à l'Hôtel-Dieu, et souvent il faisait porter aux convalescents les viandes que ses cuisiniers avaient apprêtées pour lui-même. Accompagné de ses fils, qu'il voulait former aux œuvres de charité, il allait au lit des malades, s'informait de leurs souffrances, de ce qui leur serait bon, les servait de sa main, les essuyant s'ils étaient en sueur et les recouvrant s'ils étaient mal couverts. Une sœur de cet hôpital, étant un jour malade, dit qu'elle ne prendrait rien que de la main du roi. Le bon roi, l'ayant su, vint aussitôt et lui mit, comme elle le désirait, les morceaux dans la bouche. A Compiègne, ayant su qu'un malade était mort à l'Hôtel-Dieu, il demanda qu'on l'attendît pour l'ensevelir, et il lui vint rendre ce devoir.

Il faisait plus que d'ensevelir les morts, il s'approchait des

¹ Confesseur de Marguerite, p. 94. Il ajoute : « Et comme il vint une fois par la ville de Châteauneuf-sur-Loire, à l'entrée de la ville, hors du château, une pauvre vieille femme qui étoit à l'huis de sa maisoncelle (petite maison) et avoit du pain en sa main, dit au benoît roi ces paroles : « Bon roi, de ce pain « qui est de ton aumône est soutenu mon mari qui gît malade. » Et donc le benoît roi prit le pain en sa main et dit : « C'est un pain bien dur; » et quand le saint roi sut et apprit que le malade y étoit, il entra en ladite maisonnette pour visiter le malade. » (*Ibid.*, p. 98-99.)

lépreux, ces excommuniés de la vie civile au moyen âge, ces morts vivants qui pouvaient communiquer aux vivants la même mort. A l'abbaye de Royaumont, qu'il avait fondée avec tant de magnificence, il y avait un moine qu'on avait dû séparer des autres, comme lépreux. Lorsque le roi y allait, il le voulait servir de ses propres mains. Il s'agenouillait devant lui, rompait les morceaux, et les lui mettait dans la bouche, l'exhortant par de pieuses paroles à souffrir son infirmité pour l'amour de Dieu. Un jour de vendredi saint qu'il était à Compiègne, et visitait nu-pieds les églises, distribuant de l'argent aux pauvres sur le chemin, un lépreux se rencontra sur son passage, de l'autre côté de la rue, et il agita vivement sa crécelle pour que le roi prît garde et s'écartât de lui. Mais saint Louis, au contraire, traversant l'eau boueuse et froide du ruisseau, vint au pauvre lépreux, lui donna l'aumône, et lui baisa la main. Et ceux qui étaient là se signaient, disant : « Voyez ce qu'a fait le roi ! il a baisé la main d'un lépreux ! » Les témoins disent même qu'à Royaumont il lava les pieds du lépreux, les essuya avec soin, selon sa coutume, et les baisa dévotement.

Voilà le chrétien dans saint Louis ; voilà du moins les traits principaux que l'on peut recueillir dans les chroniques pour recomposer sa figure. Mais comment reproduire cette parfaite harmonie où ils se confondaient, et surtout cette incomparable expression que leur communiquait sa belle âme ? Ceux qui ont vécu avec saint Louis en ont gardé un sentiment qui donne à leurs tableaux, quelle que soit l'inhabileté de l'auteur, un charme inimitable. Ils y reconnaissent eux-mêmes comme un effet de la vertu divine. « La vertu divine, dit Guillaume de Chartres, son chapelain, lui avait conféré cette grâce spéciale : sa vue, sa voix, portaient le calme dans les esprits les plus troublés. Les plus religieux ne pouvaient le voir et l'entendre sans revenir édifiés. » Par certains côtés, il n'aurait pas conquis aujourd'hui de la même sorte tous les

suffrages. Il nous est difficile d'ailleurs de replacer sa figure dans le milieu où il la faut voir pour le bien juger ; il nous est plus difficile encore de nous mettre au point de vue où il faut être pour la bien voir. L'historien moderne en est quelquefois réduit à plaider les circonstances atténuantes pour les saints : car les saints, et saint Louis parmi eux, ont encore cette conformité avec le Sauveur, qu'en plus d'un cas ils pourraient dire comme lui : « Bienheureux est celui qui n'aura pas été scandalisé en moi. »



Fig. 13. — Sculpture religieuse. — Ange du portail de Reims.



Fig. 14. — Architecture religieuse. — La « Sainte-Chandelle » à Arras, démolie en 1791.
— Premier quart du XIII^e siècle d'après MM. Didron et de Linas.

CHAPITRE IV

GOUVERNEMENT PERSONNEL DE SAINT LOUIS. — LA QUERELLE
DU SACERDOCE ET DE L'EMPIRE. — LES CROISADES

I

Soumission des comtés de Champagne et de Bretagne. — Mariages
féodaux. — Affaires ecclésiastiques (Beauvais et Reims).



ous avons reproduit les traits de la figure de saint Louis tels que les donnent les témoins les plus intimes de sa vie ; nous avons averti que ce qui choque le plus les idées de notre siècle dans ce tableau est ce qui était le plus admiré du leur ; et ainsi il n'est pas impossible qu'ils aient involontairement plus insisté sur ces points que la réalité ne le comporte. Mais, au fond, c'est bien là saint Louis : sa simplicité, son humilité, sa pureté de cœur, son amour de Dieu

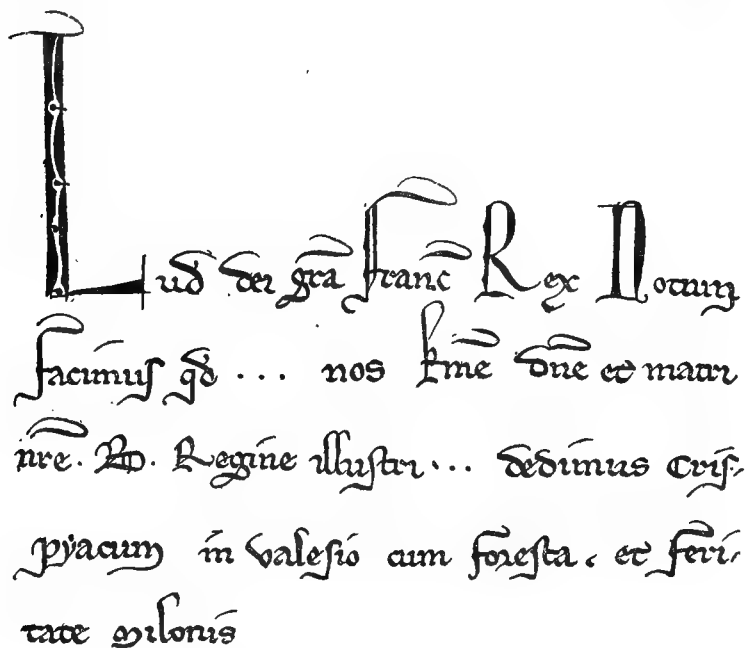
et du prochain, son zèle pour la vérité et la justice. On ne le peut mieux connaître que par ces pratiques de sa vie intérieure, et cette connaissance n'est pas moins nécessaire pour bien juger de sa vie publique. On ne comprendrait pas ses résolutions aux époques décisives de son règne, si l'on ne savait aussi bien les sentiments qui l'animaient. On aurait



Fig. 15. — Sceau de saint Louis.

une idée moins exacte de l'énergie de ses convictions, on apprécierait moins la fermeté de sa conduite en certaines occasions où il eut à défendre les droits du pouvoir civil devant le clergé et le saint-siège lui-même, si l'on ne savait jusqu'où allait sa vénération pour les plus humbles ministres de l'Église, et, dans l'ordre spirituel, sa soumission à la moindre de ses lois.

Du gouvernement de Blanche à celui de saint Louis il n'y a pas de transition bien marquée. Saint Louis se plut jusqu'à la fin à suivre les conseils de sa mère. Il lui cédait volontiers



Lud dei gra Franc Rex Notum
facimus qd ... nos lme dne et matr
nre. Ro. Regine illustr... dedimus Cris
pyacum in Valesio cum foresta, et feri
tate Milonis

Fig. 16. — Lettre de saint Louis, en date de 1240, ayant pour objet d'augmenter le douaire de sa mère Blanche. (Archives nationales, Trésor des chartes, J, 189.)

Ludovicus, Dei gratia, Francorum rex. Notum facimus quod... nos karissime domine et matri nostre B[lanche] regine illustri... dedimus Crispyacum in Valesio cum foresta et feritate Milonis.

le pas dans les assemblées les plus solennelles ; le pape, les barons s'adressaient de préférence à elle quand ils voulaient obtenir quelque chose. Le prince lui abandonnait une telle part d'action que des rapports, même sur des faits de guerre, sont encore, en 1240, adressés à elle et non au roi, et l'on trouve le nom de Blanche joint au sien dans les actes, à une époque où il était certainement majeur.

Le gouvernement de saint Louis faillit même commencer comme celui de Blanche. Il fut un moment menacé d'une guerre pareille à celles qui avaient troublé le temps de sa jeunesse : et c'est le seigneur qui, au commencement, avait

suscité la première ligue contre la régente, celui dont le concours lui avait été ensuite le plus assuré, c'est le comte de Champagne qui parut vouloir se tourner contre le roi.

Rien ne faisait prévoir un pareil changement. Le comte de Champagne n'avait pas reçu de saint Louis moins de secours qu'il ne lui en avait donné; et tout récemment (1234) c'est avec l'appui de la France qu'il avait recueilli la succession de la Navarre à la mort de son oncle Sanche VII. C'est encore à la médiation de saint Louis qu'il avait dû le règlement de son différend avec la reine de Chypre pour la possession de la Champagne elle-même. Tout à coup on apprend que Thibaut, sans prendre l'aveu de saint Louis, comme il s'y était engagé, marie sa fille à Jean, comte de Bretagne, fils de Mauclerc. C'était renouveler sous une autre forme, et avec tous ses périls, l'alliance qui avait failli se conclure lorsque le comte Thibaut lui-même avait été sur le point d'épouser la fille de Mauclerc dans l'abbaye de Valsecret; car le jeune comte de Bretagne était encore sous la tutelle et sous la main de Mauclerc, son père.

Saint Louis ne s'y trompa point. Il somma Thibaut de lui remettre les trois places qu'il avait promis de lui donner en garantie, s'il mariait sa fille sans l'aveu du roi de France; et il se mit en mesure de prendre ce qu'on lui refuserait. Thibaut, en effet, ne paraissait pas disposé à céder : il traitait avec le comte de la Marche, qui s'obligeait, ainsi que sa femme, la mère du roi d'Angleterre, à le soutenir contre tous, « en suivant les conseils de Pierre, duc de Bretagne, » et lui-même faisait des armements.

Saint Louis ne lui laissa pas le temps de les achever; il appela ses frères, il convoqua ses chevaliers à Vincennes. Thibaut avait pour résister une protection puissante : il venait de prendre la croix (1235); et les croisés, jusqu'au retour de leur expédition, étaient sous la sauvegarde de l'Église. Le pape écrivit à saint Louis pour lui défendre de l'attaquer. Mais Louis ne fut pas retenu par cette interven-

tion; et Thibaut, apprenant la marche du roi, n'entreprit pas de résister. Il s'empessa d'envoyer vers lui des messagers qui lui offraient Bray et Montereau; puis comme le prince ne trouvait pas la satisfaction suffisante, il vint lui-même et mit tout le comté de Champagne à sa discrétion. Il savait bien qu'il ne s'en dépouillait pas. Blanche, qui l'avait engagé à cette démarche, était sa caution auprès du roi, et saint Louis n'était pas de nature à décourager les soumissions. Thibaut en fut quitte pour renoncer à tout ce qu'il pouvait prétendre encore sur les seigneuries vendues par lui à saint Louis en 1234; et afin de donner un gage à la paix, il promettait de demeurer sept ans hors de France, soit en Navarre où était son trône, soit en Orient où l'appelait son vœu (1236).

Un peu après, saint Louis obtenait, pour la tranquillité publique, une autre garantie : Pierre Mauclerc, ayant remis à son fils, devenu majeur, le comté de Bretagne (1237), vint à Pontoise confirmer la cession de Bellesme, de Saint-Jacques de Beuvron et de la Perrière au Perche qu'il avait faite au roi, et un peu plus tard le jeune comte ou duc (c'est ce dernier titre qu'il prend) ratifiait en son propre nom cet abandon par un acte où il reconnaissait en même temps la suzeraineté de saint Louis (avril 1238). Pierre, qui avait pris la croix, devait accompagner bientôt le roi de Navarre outre-mer.

Dans l'intervalle, le roi lui-même, comme étant le chef redouté des Francs, avait failli tomber victime du fanatisme oriental.

En 1236, le cheik des Assassins, le vieux de la Montagne, avait eu, dit-on, la pensée de faire périr saint Louis, et il avait envoyé en France deux de ses sectaires pour le poignarder. Mais les templiers, l'ayant su, lui dirent qu'en vain ferait-il tuer le roi de France, puisqu'il avait trois ou quatre frères pour le remplacer; et le cheik, revenant sur sa résolution, s'était empressé d'envoyer au roi deux émirs

pour l'avertir de se tenir en garde. Les émirs, heureusement, arrivèrent en France avant les deux envoyés. Le roi s'entoura d'une garde d'hommes armés de masses d'airain ; mais le plus sûr était de trouver les Assassins et de les désarmer. C'est à quoi réussirent les émirs, qui revinrent, pour les trouver, jusqu'à Marseille. Ils les ramenèrent à Paris, comme pour mieux assurer le roi que le contre-ordre avait été reçu, et que désormais il n'avait plus à craindre. Le roi les congédia les uns et les autres avec des présents, et les chargea d'en porter de plus riches encore à leur cheik en signe d'amitié.

Par les dernières transactions avec les comtes de Champagne et de Bretagne, saint Louis venait de consolider l'œuvre de la régence. Le pouvoir royal était affermi, et il ne s'affaiblit pas entre les mains qui venaient de le recueillir. Il ne faudrait pas croire, en effet, que l'esprit d'abnégation et le désintéressement chrétien de saint Louis lui fît négliger les moyens naturels d'affermir et d'accroître son ascendant ; car c'était l'instrument légitime du bien qu'il voulait faire. Il fortifia l'action de la royauté ; il lui donna un cours plus régulier et une sphère de plus en plus étendue. Louis VIII avait eu le tort de partager les provinces du domaine royal entre tous ses fils. Saint Louis n'alla pas contre la volonté de son père. Il remit à ses frères leur part, à mesure qu'ils arrivaient à l'âge d'en être pourvus ; mais il les retenait groupés autour de son trône par les liens du devoir, que l'affection rendait plus forts, prévenant ainsi les inconvénients actuels du partage. Il travailla même à augmenter leur puissance, mais cette fois sans dommage pour le royaume, en leur procurant des mariages avantageux. Par là, chacun d'eux allait contribuer à étendre les rapports de la maison royale, à lui préparer des droits de succession qui, tôt ou tard, devaient lui ramener, avec les provinces détachées d'elle, les provinces acquises par ces alliances. Blanche avait fait épouser à son fils Alphonse la fille unique

du comte de Toulouse. Saint Louis maria son frère Robert à la fille du duc de Brabant (1237), et plus tard Charles à la seconde fille du comte de Provence, qui devint son héritière.

Il veillait avec sollicitude à ce que ses espérances ne fussent pas trompées; par exemple, quand le comte de Toulouse voulut se remarier au grand péril de la succession promise à sa fille. Il ne veillait pas moins à ce que les princes ou les princesses qui relevaient de lui ne fissent pas d'alliances qui eussent pu compromettre la sécurité du royaume. Nous l'avons vu à propos du comte de Champagne; on le peut voir encore à propos de la comtesse de Flandre, Jeanne, qui, veuve de Ferrand, eut un jour la pensée de s'unir à Simon de Montfort. Saint Louis connaissait trop bien l'esprit remuant de ce seigneur, le plus ambitieux des fils du chef de la croisade contre les Albigeois, pour le voir sans crainte à la tête d'une province comme la Flandre. Il y fit opposition, et Jeanne épousa Thomas de Savoie. Quant à Simon de Montfort, il s'en consola en épousant la sœur du roi d'Angleterre (1238). Il avait déjà reçu de Henri III le comté de Leicester, dont son père avait été dépouillé par le roi Jean, et le titre de sénéchal de Gascogne, toutes choses qui le rattachaient de plus en plus à la cour d'Angleterre. Le roi d'Angleterre n'eut pas lieu de s'en applaudir; mais le pays n'y perdit rien, puisque c'est à Simon de Montfort (il n'en faut pas faire honneur à l'amour du fier baron pour les droits populaires) qu'il dut le vrai complément de sa constitution : l'entrée des communes au parlement. Saint Louis ne négligeait donc rien pour affermir son autorité, et il pouvait d'autant mieux prétendre à la faire reconnaître qu'il maintenait plus religieusement lui-même les droits des autres : droits de l'Église, des seigneurs, des communes. C'est le principe qui le guidait parmi les conflits dont il était l'arbitre : à chacun son droit ; c'est le résultat qu'il obtint pour lui-même. Nous en avons vu déjà quelque chose dans ses rapports avec les barons. Des faits qui se rapportent au temps

où nous sommes arrivés le montrent de même dans ses rapports avec l'Église.

Saint Louis respectait tous les droits de l'Église : il respectait ses droits au spirituel en fils soumis ; il respectait ses droits au temporel, mais non pas sans contrôle ; car son devoir était d'en prévenir les abus.

L'Église possédait comme tout autre. C'était la garantie de son indépendance au moyen âge, et un peu en tout temps : si on ne possède, on risque fort d'être possédé. Mais le saint roi n'admettait pas qu'elle possédât à d'autre titre qu'un autre. L'Église avait des privilèges, comme il y en avait un peu partout aussi en ce temps-là ; mais il y avait des obligations et des limites qu'elle devait accepter ; et saint Louis était trop scrupuleux observateur des devoirs de sa charge pour n'y pas tenir la main. C'est l'exemple que la reine Blanche lui avait donné durant sa minorité, non sans quelque roideur ni excès, peut-être, dans ses conflits avec l'archevêque de Rouen, avec l'évêque de Beauvais. C'est la règle qu'il suivit avec autant de fermeté dans des occasions semblables ; par exemple, à propos d'une excommunication prononcée par l'archevêque de Reims contre les bourgeois de cette ville, pour la défense de droits qu'ils avaient violés.

L'archevêque de Reims avait au fond ici raison, et saint Louis le reconnut. Mais était-il bon de recourir même en pareil cas à l'interdit ? et les évêques n'usaient-ils pas trop souvent de ce moyen pour appuyer leurs prétentions ? C'était le sentiment général. Les seigneurs leur reprochaient vivement l'emploi trop peu mesuré d'une arme contre laquelle leurs armes étaient impuissantes. En 1235, dans une assemblée tenue à Saint-Denis devant le roi, assemblée où figuraient le duc de Bourgogne, les comtes de Bretagne, de la Marche, de Montfort, de Vendôme, de Ponthieu, de Chartres, de Saint-Pol, et beaucoup d'autres comtes ou barons, ils rédigèrent en commun une plainte qu'ils adressèrent au pape.

Ils y disaient que les prélats refusaient de reconnaître la cour du roi pour les biens de leurs églises. Ils accusaient les ecclésiastiques en général de s'attribuer de nouveaux droits au préjudice des barons. Ils déclaraient qu'ils voulaient conserver les anciens droits de l'Église, mais priaient en même temps le pape de les maintenir, eux et le roi, dans ceux qui leur avaient toujours été reconnus. En outre, ne se croyant pas obligés à faire dépendre leurs résolutions de la décision du souverain pontife sur ces points, ils arrêterent : 1° que leurs vassaux n'auraient pas à répondre en matière civile aux ecclésiastiques, ni aux vassaux de ces derniers, devant le tribunal ecclésiastique ; 2° que si le juge ecclésiastique les excommunierait pour ce sujet, on le contraindrait, par la saisie de son temporel, à lever l'excommunication ; 3° que les ecclésiastiques et leurs vassaux seraient tenus de se soumettre à la justice des laïques dans toutes les causes civiles touchant leurs fiefs, mais non leur personne (septembre 1235).

Il n'est pas dit que cet arrêt ait été rendu au nom du roi, et l'on ne trouve ni le nom ni le sceau de saint Louis au bas de la lettre que nous avons citée. Mais on peut croire qu'il ne l'a pas désavouée, puisqu'elle fut l'expression des sentiments de l'assemblée tenue en sa présence ; et pour l'arrêt, il n'était que l'application du droit existant. Saint Louis, d'ailleurs, ne manqua jamais de contraindre par les voies légales, c'est-à-dire par la saisie du temporel, les églises à s'acquitter de leurs obligations civiles envers lui ; et il ne voyait pas avec moins de peine l'abus des excommunications. En 1237, il s'en plaignit lui-même au pape, et le pape manda aux évêques d'en user avec plus de ménagement.

C'est par cet esprit de modération et de justice que saint Louis voulait établir l'ordre public et faire régner la paix dans son royaume. La paix, c'était le grand objet qu'il se proposait en toute chose. Il était chrétien avant d'être roi,

et, à ce titre, il devait détester la guerre. La guerre, par un côté au moins, et souvent par les deux à la fois, est chose antichrétienne. Elle naît de l'ambition, de la convoitise du bien d'autrui, du ressentiment, de la vengeance, et elle procède par le meurtre et la destruction, elle engendre et nourrit la haine. Saint Louis ne voulait ni faire la guerre de lui-même, ni souffrir qu'on la fît lorsqu'il pouvait l'empêcher. Diviser pour régner est une maxime qu'il ne connut pas. Il chercha toujours, au contraire, à effacer les divisions, à prévenir les conflits, à réconcilier les cœurs, dût-il même y mettre du sien et faire des sacrifices ; mais par cet oubli de soi-même, par ce désintéressement, par ce sincère amour du bien, par cette large application de la pensée chrétienne à la politique, il acquit à la France le plus grand et le plus légitime ascendant que jamais elle ait exercé parmi les peuples européens.

II

La querelle du sacerdoce et de l'Empire : Innocent III,
Othon IV et Frédéric II. — Les croisades de 1217 et de 1228.
Honorius III, Grégoire IX et Frédéric II.

Saint Louis ne voulait pas seulement maintenir la paix dans son royaume ; il voulait aussi qu'elle régnât dans la chrétienté ; or, à cet égard, il avait beaucoup à faire, car cette époque était un temps singulièrement troublé, et le pouvoir auquel ce rôle de pacificateur semblait naturellement dévolu était jeté dans des luttes d'où il avait grand'peine à se tirer.

On en était à la dernière période de la querelle du sacerdoce et de l'Empire, querelle si acharnée qu'il semblait que l'une des deux puissances dût y périr, sans que l'on pût dire laquelle des deux succomberait.

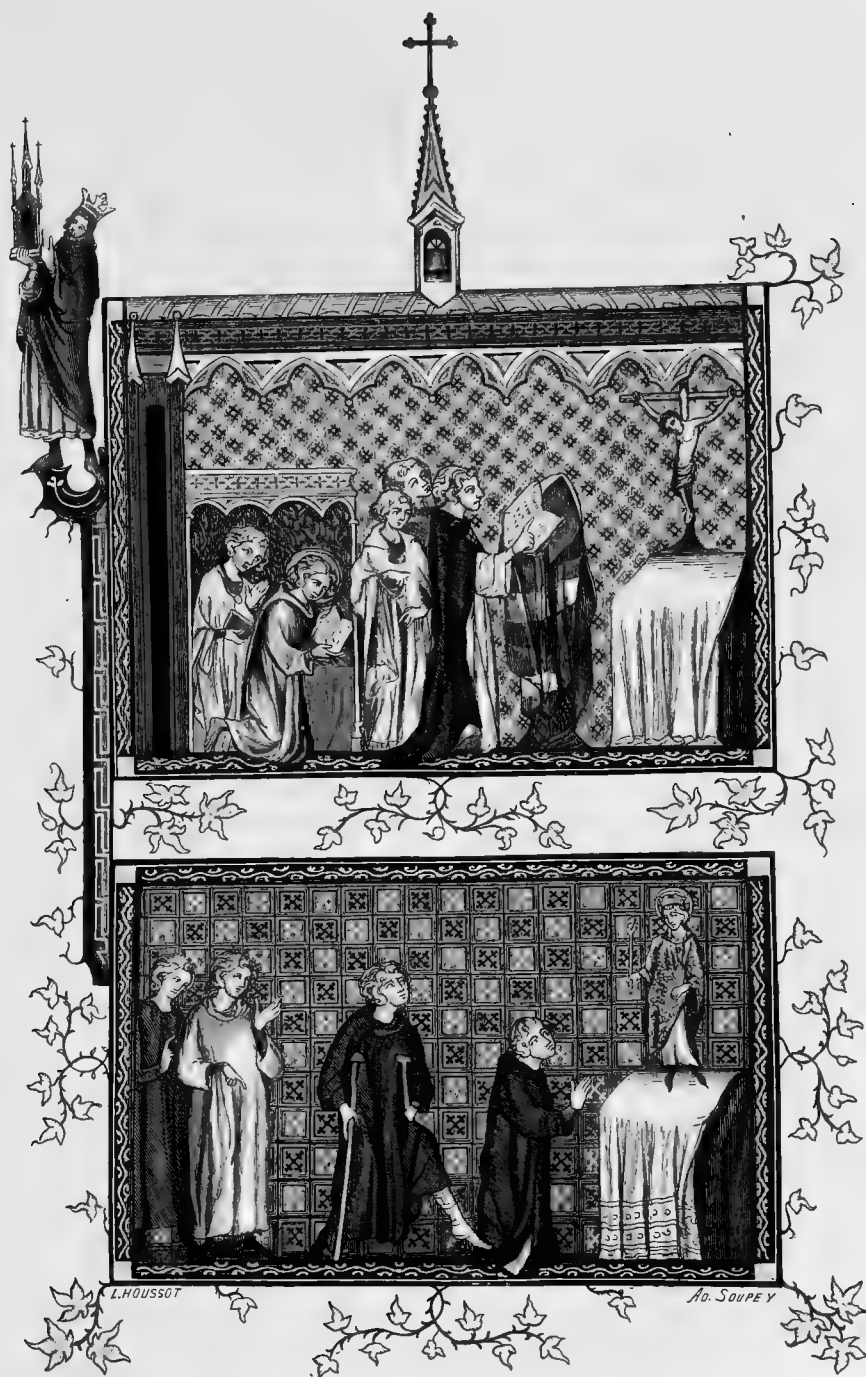
Le pape Innocent III, qui avait porté au plus haut degré

V

ART GOTHIQUE — COMMENCEMENT DU XIV^e SIÈCLE

« Saint Louis assistant aux Heures. » — « Malades et infirmes devant la statue du saint roi et venant demander leur guérison par son intercession. » = Ces deux miniatures sont tirées du manuscrit de la Bibliothèque nationale, fr. 5716 (Confesseur de la reine Marguerite) qui a été exécuté vers 1320.

Dessiné par Houssor,
gravé par SOUPEY.



L. HOUSNOT

Ad. SOUPEY

la domination du saint-siège, avait lui-même aidé à l'élévation du prince devant lequel la papauté allait être réduite à fuir de Rome et de l'Italie. Il n'avait pas méconnu le péril dont la maison des Hohenstaufen menaçait le saint-siège et l'Italie elle-même, depuis que Henri VI, ayant épousé l'héritière de la Sicile, avait pris possession de l'héritage. Si la couronne impériale restait avec la couronne de Sicile dans cette maison, la papauté, menacée par le Nord et par le Midi, était hors d'état de résister, et c'en était fait de toute indépendance nationale en Italie. Aussi avait-il cherché par tout moyen à rompre cette union des deux pays sous la même main. Il n'avait soutenu Frédéric II, fils de Henri VI, contre Othon IV, en Allemagne, qu'en lui faisant prendre l'engagement de céder, quand il serait empereur, le royaume de Sicile à son fils. Mais il mourut (1216) au moment où il voyait sa cause triompher en Allemagne, et Frédéric, vainqueur, se regarda comme affranchi de ses obligations.

La papauté se trouvait donc dans cette situation périlleuse : enveloppée de tout côté par la domination d'un prince qui venait bien recevoir du pape la couronne impériale, mais qui aussi prétendait retenir sur Rome un droit plus ou moins explicite de souveraineté comme héritier des Césars. Une seule espérance restait au saint-siège : c'est que Frédéric, ayant pacifié l'Allemagne et ne trouvant plus de résistance en Italie, fît servir cette grande puissance à la défense de la chrétienté en Orient. Or les circonstances étaient alors fort pressantes.

Les États musulmans d'Égypte, de Palestine et de Syrie, divisés après la mort de Saladin, s'étaient reconstitués sous son frère Malec-Adel, pour se diviser encore entre les fils de ce dernier. Une croisade, dirigée à l'origine par le roi de Hongrie André II et par Jean de Brienne, avait enlevé Damiette à Malec-Camel, l'un d'eux (1219), et l'on avait compté sur le concours de Frédéric pour aller jusqu'au Caire. Mais Frédéric, bien qu'il eût pris la croix, ne vint

pas; et les croisés, surpris par l'inondation, périrent ou tombèrent aux mains des infidèles (1221). Frédéric, couronné empereur par Honorius III, avait renouvelé sa promesse de croisade (1222, 1223); il épousa Isabelle, fille de Jean de Brienne, et héritière de Jérusalem (1225); c'était donner son propre intérêt pour gage de l'accomplissement de son vœu. Cette fois il avait pris terme pour partir sous peine d'excommunication; mais le terme expiré, comme il ne paraissait pas disposé à le faire, le nouveau pape, Grégoire IX, l'excommunia; ce fut le moment qu'il prit pour aller en terre sainte (1228).

Une croisade faite en de telles conditions devait difficilement réussir. Elle aboutit pourtant à la restitution de Jérusalem. Le sultan d'Égypte, Malec-Camel, menacé par un de ses frères, la céda à Frédéric par un traité (18 février 1229). Mais ce traité, malgré ses avantages (on y stipulait une trêve de dix ans), acheva de rendre suspect, même en Palestine, un prince que le pape avait excommunié; et Frédéric, menacé par une croisade d'un autre genre dans le royaume de Naples, revint en Italie. Il eut bientôt repris possession de son royaume, et fit sa paix avec le pape (1230).

III

Les Tartares. — Constantinople et la Terre-Sainte. — Nouvelle excommunication de Frédéric II (1239).

Il était bien important que la paix s'affermît au sein de la chrétienté; car en Orient le péril était extrême.

Les croisades avaient donné aux chrétiens deux grandes positions en Orient : la Syrie et la Palestine d'une part, et de l'autre Constantinople (1204). Mais on a vu à quoi leurs possessions en Palestine et en Syrie se trouvaient réduites; et l'empire de Constantinople était lui-même fort compromis

entre les Bulgares, anciens ennemis de l'empire, et les princes grecs, tout disposés à faire alliance avec eux pour reconquérir leur capitale. Ce n'est pas tout. Au delà de Constantinople et de la Palestine, au fond de l'Orient, apparaissait un peuple qui menaçait de ruiner en même temps et musulmans et chrétiens, les Tartares de Genghis-Khan (1205-1227).

Rien n'échappait à ces hordes redoutables; c'était une trombe qui promenait le ravage sur toute la surface de la terre. La Chine fut d'abord visitée et saccagée (1210-1214); puis, au retour, l'empire des Karismiens, qui s'étendait de l'Indus à l'Iaxarte (1217-1224); puis les régions voisines de la Caspienne et les plaines de la Russie; et la mort de Genghis (1227) ne ralentit pas la marche du torrent dévastateur. Il semblait qu'avec ses fils il ne se fût divisé que pour se répandre davantage.

Leurs traits, leur manière de vivre rappelaient les anciens compagnons d'Attila : tête énorme, corps à peine dégrossi, toujours à cheval et infatigables; mais jamais Attila lui-même n'avait tant effrayé le monde. La terreur était partout en même temps. Les Sarrasins d'Asie envoyaient une ambassade aux rois de France et d'Angleterre pour les prier de se joindre à eux contre l'ennemi commun. Le Vieux de la Montagne, en particulier, qui naguère avait eu la pensée de faire assassiner saint Louis, implorait son secours contre les Tartares, et en ce moment même l'effroi de leur nom avait gagné jusqu'aux extrémités de l'Europe. En 1238, les pêcheurs de Gothie et de Frise n'osaient aller, selon leur habitude, pêcher le hareng sur les côtes de l'Angleterre, de peur d'abandonner leurs familles aux Tartares.

Sous la menace de cette invasion, qui d'un jour à l'autre pouvait fondre tout à coup sur l'Europe, il n'en fallait pas moins pourvoir aux besoins des postes les plus avancés, et la croisade avait dû être, en quelque sorte, perpétuelle, comme l'était le péril. En 1235, elle fut prêchée en France,

en Angleterre et en Allemagne. Le roi de Navarre, comte de Champagne, le duc de Bourgogne, puis l'ancien comte de Bretagne, Pierre Mauclerc, et longtemps avant eux le comte de Toulouse, s'étaient obligés au voyage ; aucun d'eux n'était parti encore, et l'on se demandait où aller de préférence : à Jérusalem ou à Constantinople ? Jérusalem avait naturellement le plus d'attrait, mais la trêve conclue par Frédéric durait encore ; et Constantinople était dans la situation la plus critique.

Jean de Brienne, pris pour empereur pendant la jeunesse de Baudouin, son gendre, héritier naturel du trône, et qui lui devait succéder, avait sauvé la ville de la double attaque des Grecs de Thessalonique et des Bulgares ; mais sa mort (1237) avait tout remis en question, et l'on pouvait juger de la détresse de cet empire, quand on voyait celui qui en devenait le chef, le jeune Baudouin, parcourir l'Europe en quête de secours, donnant ou engageant, pour obtenir de l'argent, ce qu'il estimait le plus précieux trésor et comme la sauvegarde de l'empire, la sainte couronne d'épines. Elle avait été livrée aux Vénitiens comme garantie d'une somme assez considérable. L'empereur, dans son voyage en France, la donna à saint Louis, à la charge de la dégager. La sainte couronne, transportée de Constantinople à Venise, fut apportée en France, où le roi la reçut avec des honneurs extraordinaires. De Sens, où il était, il vint à sa rencontre jusqu'à Villeneuve-l'Archevêque (à cinq lieues de là), avec l'archevêque de Sens, Gautier Cornu, qui en fit la relation, Bernard, évêque du Puy, et ce qu'il avait de barons et de chevaliers autour de lui. Il la rapporta processionnellement dans la ville (11 août 1239), au milieu d'un grand concours de peuple : lui-même et son frère Robert, pieds nus et vêtus d'une simple cotte, portaient sur leurs épaules la châsse où l'insigne relique était renfermée. Le lendemain, le roi prenait le chemin de Paris. Pour satisfaire au pieux empressement de la population, la sainte couronne fut d'abord exposée

sur une estrade que l'on éleva dans la plaine, hors des murs, près de l'église Saint-Antoine. Les prélats, le clergé des églises l'entouraient en grande pompe, ayant pris avec eux, pour lui faire honneur, les reliques des saints qu'ils possédaient, et la châsse sacrée était offerte à la vénération des fidèles. Après cette exhibition solennelle, le vendredi qui suivit l'Assomption, le roi et son frère la reprirent pour l'introduire dans Paris, contrastant ici encore, par leur humble appareil, avec les splendeurs déployées alentour; et ils vinrent ainsi, avec un nombreux cortège de prélats, de clercs, de moines, de chevaliers, nu-pieds comme eux, jusque dans Notre-Dame, où des actions de grâces furent rendues à Dieu et à sa sainte mère. Puis ils emportèrent leur précieux trésor au palais, où ils le déposèrent dans la chapelle Saint-Nicolas, qui ne tarda pas à faire place à la Sainte-Chapelle.

Le souverain pontife, que sa paix avec Frédéric laissait libre alors d'aviser à la défense de la chrétienté, insistait surtout pour que l'on se rendît à l'appel du jeune empereur. Il comprenait qu'il y aurait avantage à porter sur un seul point tous les efforts; et celui-là était, sans le moindre doute, le plus important. Si, pour prix des croisades, Constantinople fût restée aux Latins, peut-être alors son union étroite avec les peuples d'Occident aurait-elle suffi à la défendre de l'invasion des Turcs; et quelles suites incalculables pour les destinées du monde! L'histoire des temps modernes, des temps présents, des temps à venir, en serait complètement changée.

Grégoire IX ne pressentait pas ces périls lointains et ces conséquences. Mais le danger présent parlait assez haut : qu'il s'agit de se défendre ou d'attaquer, Constantinople était, en face de l'Asie, la tête de l'Europe. C'est à Constantinople qu'il fallait courir. Il était cependant difficile de détourner entièrement vers Constantinople le courant qui se portait plus naturellement vers la Palestine. Ceux qui

avaient fait vœu de visiter les lieux saints ne pouvaient pas s'en croire dégagés par cette campagne, ou ne voulaient pas de la commutation que le pape en offrait. Il fallut donc diviser les secours. Baudouin partit, emmenant à Constantinople une armée que l'on porte à soixante mille hommes, mais qu'il avait surtout formée par recrutement. Le roi de Navarre et plusieurs de ceux qui avaient paru d'abord disposés à suivre Baudouin, comme Pierre Mauclerc et le duc de Bourgogne, se résolurent à passer en Palestine. Pierre Mauclerc engagea pour cela son château de Chantoceaux à saint Louis, à la condition qu'il le lui rendrait un an après son retour. Jean, son frère, vendit au roi le comté de Mâcon, qui resta à la couronne. Saint Louis, du reste, n'entendait pas seulement gagner ainsi à la croisade. N'y allant pas, il s'y fit représenter, et voulut que son connétable, Amaury de Montfort, y parût en son nom; il lui donna de l'argent et lui fit prendre ses armes. L'empereur promettait davantage : il faisait espérer qu'il s'y rendrait lui-même, et comme on lui offrait le commandement, il ne refusa pas, et disait hautement que, s'il n'y allait lui-même, il y enverrait son fils. Mais avant le terme marqué pour le départ le pape avait rompu irrévocablement avec Frédéric II.

C'est encore l'Italie qui en était la cause.

Les Guelfes, qui avaient formé, en 1226, la ligue lombarde contre l'Empereur, avaient trouvé un allié dans le jeune Henri, qui, en Allemagne, voulait se faire indépendant de son père (17 décembre 1234). Mais le fils rebelle, abandonné de ses partisans, était tombé aux mains de Frédéric, et l'Empereur, victorieux sans combat en Allemagne, était revenu en Italie. Il avait gagné sur les Milanais la bataille décisive de Corte-Nuova, et il déclarait qu'il ne traiterait avec eux qu'au prix de la dissolution de la ligue et de la révocation du traité de Constance, c'est-à-dire au prix des libertés italiennes que le saint-siège avait fait

reconnaître par Frédéric Barberousse. Grégoire IX, qui avait fait tous ses efforts pour prévenir la lutte, s'y trouva par là entraîné. Provoqué par l'Empereur, qui, ne ménageant plus rien, avait donné le royaume de Sardaigne à son fils naturel Enzo, contrairement aux droits ou aux prétentions du saint-siège, il lança contre lui une nouvelle excommunication (20 mars 1239).

L'excommunication lancée par le pape contre Frédéric plaçait le roi de France dans une situation délicate. Mais sa conscience et sa droite raison lui marquèrent la ligne dont il ne se départit point. Il laissa les évêques publier, selon l'ordre du pape, l'excommunication dans leurs églises, les dimanches et fêtes, au son des cloches et à la lueur des cierges. Il laissa le pape lever de l'argent sur les ecclésiastiques; mais lui-même refusa de s'engager et déclina même, au nom de son frère, la dignité impériale que lui offrait le pontife. Malgré l'ombrage que pouvaient donner à la France, et l'Empire par ses prétentions sur la vallée de la Saône et du Rhône, et Frédéric en particulier par ses derniers rapports avec l'Angleterre¹, il accueillit, aussi bien que les lettres du pape, les déclarations de l'Empereur, et il envoya en Italie deux messagers, l'évêque de Langres et un membre de son conseil, pour adoucir l'esprit de Grégoire IX et trouver quelque voie d'accommodement entre lui et Frédéric II.

Saint Louis faillit pourtant intervenir plus directement dans la querelle.

La force matérielle était évidemment pour Frédéric. L'Italie, occupée en partie par lui-même et divisée pour le reste entre les Guelfes, ses ennemis, et les Gibelins, ses partisans, ne pouvait pas longtemps lui résister, et, dans cette situation, l'indépendance du pape était fort compromise. L'Empereur ne se contentait plus de la péninsule : il voulait

¹ Ayant perdu sa femme Isabelle de Brienne, il avait épousé une autre Isabelle, sœur de Henri III.

Rome, et dans ses lettres il ne prenait plus la peine de dissimuler ses projets.

Le pape n'était donc pas aveuglé par la passion quand il accusait Frédéric de vouloir asservir l'Église du Christ, de couvrir ses attaques du masque de la religion, s'entourant « de prophètes apostats » (il nomme entre autres Élie, l'ancien chef de l'ordre des Frères mineurs); quand il le montrait « se transformant en ange de lumière et méprisant les clefs du Christ et le privilège de Pierre, pour se mêler irrévérencieusement aux choses divines ». Quoiqu'il en soit du projet qu'il lui prête de prendre pour lui les pouvoirs du sacerdoce, ce n'est pas sans raison qu'il lui impute de vouloir séduire les Romains, « ces fils tout particuliers de l'Église, » et renverser le siège de saint Pierre (fin de février 1240).

Frédéric, excommunié, avait fait appel à un concile. Le pape résolut d'accepter la lutte sur ce terrain. Ayant pris l'avis des cardinaux, il se déclara prêt à réunir une de ces grandes assemblées de l'Église, où les princes seraient invités à envoyer des représentants pour négocier et conclure la paix. Mais l'appel au concile ne fut souvent qu'une arme de guerre ou une fin de non-recevoir. Tel qui l'invoque le repousse quand il est accordé. C'est ce que fit l'Empereur. Il déclara qu'il refusait le concile tant que le pape serait son ennemi; et, pour ne point paraître opposé à tout accord, il dit qu'il accepterait une trêve; mais il en excluait les Lombards.

C'était mettre le pape en demeure de les lui abandonner. Le pape convoqua le concile (9 août 1240), et toute l'activité de Frédéric tend dès lors à prévenir l'accomplissement d'un acte dont il a senti toute la portée. Ce n'est plus seulement le pape, c'est la chrétienté qui va s'élever contre lui. Il faut qu'il la détourne de se rendre à cet appel, et, si elle s'y rend, qu'il l'arrête. Il écrit à saint Louis et au roi d'Angleterre qu'il ne souffrirait pas que le concile se réunît, et en même

temps il travaillait, par ses intrigues, à faire qu'on n'eût ni le moyen de s'y rendre ni le temps d'y songer.

Grégoire IX, âgé alors de quatre-vingt-dix-huit ans, montra une énergie qui n'a jamais fait défaut à la papauté en pareille circonstance. Quoique vivement pressé dans Rome et menacé d'un jour à l'autre d'en être chassé, il convoque le concile; et son appel retentit dans toutes les parties de la chrétienté. En France, le légat tint un synode particulier à Meaux, où il renouvela l'excommunication contre Frédéric, et pressa les évêques de le suivre au concile.

Il n'était pas facile d'obéir à son ordre, ou du moins de l'accomplir jusqu'au bout. Frédéric gardait les passages de l'Italie, et il avait confié à son fils naturel Enzo une flotte qui devait arrêter comme de bonne prise tout vaisseau porteur de prélats. Nombre d'évêques et d'abbés anglais et français vinrent jusqu'à Marseille; mais ils n'y trouvèrent ni les moyens de transport ni l'escorte qu'on leur avait promis. Frédéric ne leur refusait pas tout passage. Il les pressait même de venir vers lui, promettant de leur donner toutes les explications qu'ils voudraient; c'est lui qui eût tenu le concile! Les évêques ne l'entendaient pas ainsi. Mais que faire? Plusieurs s'en retournèrent chez eux; d'autres se hasardèrent à se rendre par mer de Nice à Gênes, ville entièrement dévouée au pape. Les Génois avaient mis leur flotte au service d'une cause qui était la leur et celle de toutes les villes libres de Lombardie. C'est là que se fit la réunion; et, sous la protection de cette république, les légats de France et d'Angleterre, avec tous les évêques venus de ces deux royaumes, mirent à la voile. Mais la flotte impériale battit la flotte génoise (3 mai 1241). Quelques évêques périrent dans le combat; un petit nombre réussirent à fuir; presque tous furent faits prisonniers.

Cet événement, qui suivait de quelques jours la prise de Faenza, dont Frédéric faisait le siège depuis plus d'un an,

semblait résoudre la querelle à son avantage. Il se voyait déjà maître de Rome. La lettre où il mande cette victoire à ses comtes annonce qu'il y marche, dans un langage où l'enivrement du triomphe ne lui fait ménager aucune marque de mépris aux vaincus (fin mai 1240). Il écrit au sénat de Rome qu'il arrive pour faire la paix avec le pape, s'il est possible, et il exhorte les habitants à se lever à sa voix, leur montrant les Tartares à combattre. Dieu était avec lui; car il voyait, ou du moins il voulait montrer au monde dans sa victoire comme un jugement de Dieu : « On saura, disait-il dans sa lettre au roi d'Angleterre, que Dieu est avec nous siégeant sur son trône et jugeant selon l'équité : Dieu qui a voulu que le monde fût gouverné non par le sacerdoce seulement, mais par l'empire et par le sacerdoce (18 mai 1241). » Et pourtant la chose dont il avait si grande joie est ce qui devait tourner les esprits contre lui, et dans un autre concile décider de sa perte.

Saint Louis ne pouvait pas rester insensible à la captivité de ses évêques : car Frédéric, après les avoir pris, les gardait; il les avait distribués entre les divers châteaux où il avait garnison, et les traitait même d'une manière assez dure. Saint Louis écrivit donc à l'Empereur, réclamant leur mise en liberté. Mais Frédéric répondit qu'il n'avait fait qu'user du droit de la guerre; que les évêques venaient pour le condamner; qu'ils étaient donc ses ennemis; et il donnait libre cours à ses invectives contre le pape. Le roi n'accepta point de pareilles explications. Il lui écrivit une seconde fois, et sur un ton qui ne comportait plus d'autre débat que par les armes. Frédéric, ne voulant point rompre avec saint Louis, mit en liberté les prélats; et d'ailleurs il n'avait plus intérêt à les garder. Le concile projeté n'était plus à craindre. Le vieux Grégoire IX n'avait survécu au désastre qui avait détruit ses plans que pour témoigner une dernière fois de l'énergie de ses résolutions, quand Frédéric vainqueur menaçait Rome sans effrayer davantage la ville

vraiment digne du pontife. Il mourut presque centenaire, le 21 août 1241. Le nouveau pape que les cardinaux réduits à huit avaient, après une première tentative d'élection, réussi à nommer, l'évêque de Sabine, Célestin IV, mourut lui-même au bout de seize à dix-huit jours; et l'Empereur sut si bien multiplier les obstacles, accroître la division, que pendant dix-huit mois le saint-siège resta vacant. Il triomphait donc, plus qu'il n'eût dû l'espérer, de l'ennemi qui avait cru l'abattre, et les deux puissances qui, au nom de la chrétienté, auraient pu s'unir pour lui demander compte de ce triomphe, la France et l'Angleterre, se trouvaient engagées dans une guerre qui les occupait entièrement.



Fig. 17. — Sculpture religieuse. — Saint Siméon (cathédrale de Reims).

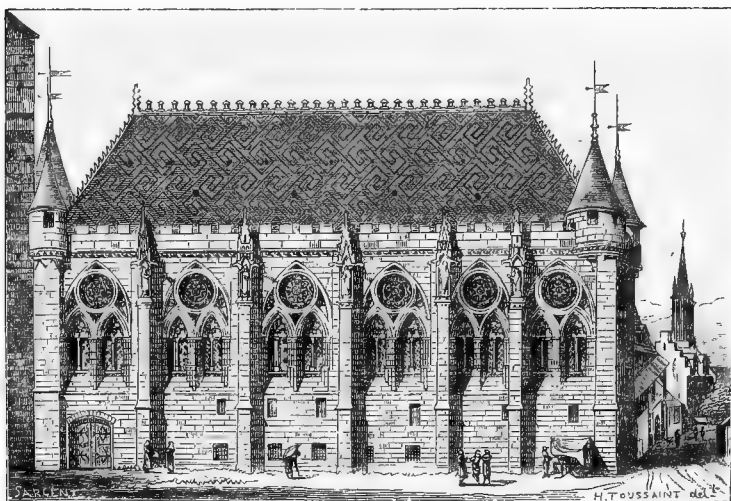


Fig. 18. — Architecture religieuse. — Salle synodale de Sens.

CHAPITRE V

LIGUE DE PLUSIEURS SEIGNEURS ET DU ROI D'ANGLETERRE CONTRE SAINT LOUIS

I

Complot du comte et de la comtesse de la Marche.



On a vu avec quel scrupule saint Louis exécutait à l'égard de chacun de ses frères le testament de Louis VIII. Il avait investi son frère Robert du comté d'Artois, à l'époque de sa majorité. En 1241, son frère Alfonse ayant atteint ses vingt et un ans, il le fit chevalier et le mit en possession des comtés de Poitou et d'Auvergne. Il avait, à cette occasion, tenu cour plénière à Saumur (24 juin). Le roi de Navarre, le comte de Toulouse, beau-père d'Alfonse, le comte de la

Marche et beaucoup d'autres seigneurs et prélats s'étaient rendus à son appel. Il les reçut dans un festin d'apparat que Joinville, présent pour la première fois à la cour du roi, décrit avec complaisance. Le festin se donnait dans les halles de Saumur, bâties à la manière des cloîtres de l'ordre de Cîteaux. Le roi siégeait vêtu d'une cotte de satin bleu avec un surcot et un manteau de satin vermeil fourré d'hermine, ayant sur la tête un chapeau de coton qui lui seyait mal, dit l'historien, parce qu'il était alors jeune homme. A sa table, auprès de lui, était le comte de Poitiers, le héros de la fête; près du comte de Poitiers, le comte de Dreux, qui venait aussi d'être fait chevalier; puis le comte de la Marche, puis le « bon comte Pierre de Bretagne », comme l'appelle Joinville. Le comte d'Artois servait le roi, et le comte de Soissons tranchait du couteau. Autour faisaient la garde Imbert de Beaujeu, qui devint connétable de France, Enguerrand de Coucy, Archambaud de Bourbon, et derrière eux trente de leurs chevaliers en cotte de drap de soie, et un grand nombre de sergents, vêtus aux armes du comte de Poitiers. Devant la table du roi mangeait le roi de Navarre, en cotte et en manteau de satin; et Joinville, son sénéchal, tranchait devant lui. A la paroi du cloître où mangeait le roi, il y avait encore une table qui réunissait vingt archevêques ou évêques, et de l'autre côté, la table de la reine Blanche, qui avait pour la servir le comte de Boulogne, son neveu, depuis roi de Portugal, le comte de Saint-Pol, et un jeune Allemand de dix-huit ans, fils de sainte Élisabeth de Hongrie. On disait, rapporte Joinville, que la reine Blanche le baisait au front par dévotion, parce qu'elle croyait que sa mère l'y avait mainte fois baisé. Au bout du cloître, de l'autre côté, étaient les cuisines, les bouteilleries, les paneteries et les dépenses, où se préparait le service de la table. Dans les autres ailes et dans le préau du milieu mangeaient les chevaliers, en si grand nombre que Joinville ne sut les compter, et l'on convenait que l'on n'avait jamais vu tant de surcots et d'autres

vêtements de drap d'or à une fête. On estimait qu'il y eut là trois mille chevaliers.

Après cette fête, le roi mena le jeune comte à Poitiers pour y reprendre ses fiefs, c'est-à-dire pour y recevoir l'hommage de ses vassaux.

Au nombre de ces vassaux était Hugues de Lusignan, comte de la Marche. Il vint à Poitiers comme il était venu à Saumur ; mais ce ne fut pas sans un dépit extrême que ce seigneur, et surtout sa femme, veuve de Jean, mère de Henri III, se voyaient réduits à reconnaître le frère de saint Louis comme maître d'un comté, ancien patrimoine de la reine Éléonore et de ses fils les rois d'Angleterre.

Quoi qu'en ait dit Guillaume de Nangis, le comte de la Marche fit hommage au comte de Poitiers : l'acte peut se voir aux archives, scellé de son sceau ; et la paix ne fut pas si mauvaise que Joinville l'avait entendu dire : car, dans les conventions faites à cette occasion, Hugues de Lusignan restituait à Alfonse Saint-Jean-d'Angely et l'Aunis, qui avait été confisqué sur le vicomte de Thouars et donné par la reine Blanche au comte lui-même par le traité de Vendôme ; mais cela même ne fit que précipiter la rupture.

La comtesse de la Marche ou la reine Isabelle, comme on la nommait toujours, ne se consolait pas de ce qu'elle appelait l'humiliation de son mari. Eût-il tout obtenu, ce n'était rien tant qu'il était vassal d'un vassal du roi de France. Elle manifesta son dépit dans une scène qu'une lettre écrite à la reine Blanche, et retrouvée tout récemment en original, nous a racontée ; on y trouve dépeints, sous les traits les plus vifs, les deux personnages qui vont être, l'un, la cause réelle, l'autre, l'instrument des troubles dont nous avons à parler ici.

Le roi et ses frères avaient couché au château de Lusignan. La dame de la Marche y vint après eux, furieuse ; et, comme pour y effacer la trace de leur séjour, elle en fit enlever les draps et les coffres, les matelas, les sièges, les

vases et tous les objets d'usage ou d'ornements, grands et petits, sans plus ménager une image de la sainte Vierge, les draps de l'autel et les ornements de la chapelle, qu'elle fit emporter avec elle à Angoulême : « A cette vue, continue l'auteur, le comte, fort affligé, lui demanda d'un ton humble et soumis pourquoi elle dépouillait si indignement le château ; qu'elle pouvait acheter autant et d'aussi beaux meubles à Angoulême, et qu'il les payerait volontiers. — « Fuyez, « lui dit-elle, et ne restez plus en ma présence, vous qui « avez fait honneur à ceux qui vous déshéritent : je ne vous « verrai plus désormais. » Il la suivit pourtant au bout de deux jours à Angoulême, et entra dans la ville ; mais il ne put avoir accès dans le château où elle était : pendant trois jours entiers il dut manger et coucher dans la maison du Temple, aux portes du château. Alors enfin, par la médiation d'une personne, il obtint de lui parler. Quand il arriva, tout d'abord elle fondit en larmes, afin que ses pleurs et bientôt ses paroles servissent à l'émouvoir, puis elle dit : « O le plus mauvais des hommes, n'avez-vous pas vu à « Poitiers, où j'ai dû attendre trois jours pour donner satisfaction à votre roi et à votre reine, n'avez-vous pas vu « qu'au moment où je parus devant eux dans la chambre, « le roi siégeait d'un côté du lit et la reine de l'autre, avec « la comtesse de Chartres et sa sœur l'abbesse (de Fontevrault), et qu'ils ne m'ont pas même invitée à m'asseoir « avec eux, le faisant à dessein pour m'avilir devant tout le « monde ? Car c'était m'avilir que de me laisser là comme « une folle à gage debout parmi tout ce peuple devant eux ; « et ni à mon entrée, ni à ma sortie, ils ne se sont levés si « peu que ce fût, me méprisant comme vous-même, ainsi « que vous l'avez pu voir. Mais la douleur et la honte étouffèrent ma voix. Cette douleur, cette colère, plus encore que « la perte de cette terre dont ils nous ont si méchamment « dépouillés, me tuera, si, Dieu aidant, ils n'ont à s'en repentir et à s'en affliger, et ne perdent du leur. Ou je per-

VI

ART GOTHIQUE — XIV^e SIÈCLE

« Prise de Damiette, » d'après le manuscrit de la Bibliothèque nationale, fr. 13568. — Cette miniature a été reproduite par la gravure dans le *Joinville* de M. Natalis de Wailly. (Didot, 1874, p. 88.) C'est la première fois qu'elle est reproduite en couleurs.

Mis sur pierre par PRALON,
d'après une aquarelle de GARCIA.

toute le feu dont dieu
le gart a petit pont.

Or disons dont q
quant grace nous
fist dieu le tout puillat
quant il nous deffen
*Et deuse comment da
miete fu prinse*



Quant grace
nous fist
nostre seig-
neur de da-

di de mort et de peril a la
uier la ou nous auua-
mes a pie et courumes
sus a nos ennemis q
qui estoient a cheual.

miete que il nous de-
liura. La quele nous
ne deussions pas auoir
prie sanz affamer. Et

prétend aussi que Frédéric, intéressé par ses relations avec la papauté à occuper saint Louis en France, avait écrit aux comtes de la Marche et de Toulouse pour les pousser en avant.

La rupture se fit avec éclat. Aux fêtes de Noël, Alfonse avait invité le comte de la Marche à venir, ainsi que les autres vassaux, à Poitiers, où il tenait sa cour. Hugues avait eu d'abord la pensée de faire comme les autres, le moment d'agir n'étant pas venu encore. Mais, presque à la veille, sa femme lui fit honte de s'incliner encore devant Alfonse. Il vint à Poitiers avec elle, et, se présentant devant le comte, il le défia publiquement et lui déclara qu'il cessait de le reconnaître pour seigneur. Puis, écartant avec ses hommes d'armes ceux qui lui fermaient le passage, il alla, comme pour consommer irréparablement la rupture, mettre le feu à la maison où il avait logé, et partit au galop, monté sur son cheval de bataille.

II

La guerre de Poitou. — Journée de Taillebourg et de Saintes.

— Soumission du comte de la Marche.

Alfonse s'empressa d'aller informer le roi de cette insulte. Il lui raconta le défi de Hugues et son départ. Saint Louis, bien qu'il y pût voir une déclaration de guerre, essaya encore des voies de paix. Il somma Hugues de revenir au devoir et de faire satisfaction à son seigneur. Mais Hugues s'y refusant, il tint un parlement, déféra sa conduite au jugement de ses pairs, et, sur leur décision, se prépara à se saisir de ses fiefs.

Hugues s'y attendait : déjà il avait mis ses places en défense. Il fit appel à ses alliés, pressant tout particulièrement celui qui, par sa position et ses forces, était le plus en mesure de le secourir : le roi d'Angleterre. Richard,

frère de Henri III, revenait de la croisade, et il avait été reçu dans Londres comme en triomphe. C'était un puissant auxiliaire pour la cause du comte de la Marche, car Richard avait reçu du roi son frère le comté de Poitou. Aussi les Poitevins du parti anglais comptaient-ils sur lui pour hâter et faire aboutir les résolutions du roi. Henri, du reste, n'avait guère besoin d'être stimulé. Il convoqua ses grands à Londres, et, sans attendre leur réunion, il prit jour pour passer en France, et envoya de l'argent au comte de la Marche : la comtesse lui avait fait savoir, sous le nom de son mari, que, s'il en apportait, il trouverait en Poitou et en Gascogne assez d'hommes pour combattre. Les barons d'Angleterre furent très-irrités de ce procédé. Ils disaient que le comte avait fait fi de l'armée anglaise, et ne se servait du roi que comme d'un courtier, puisqu'il ne lui demandait que de l'argent. Ils s'engagèrent entre eux, sous peine d'anathème, à n'en point accorder ; et, appelés au parlement, ils tinrent parole.

Le roi n'en partit pas moins. Son parlement lui refusant tout subside, il sut, par des moyens à lui trop connus, se procurer d'ailleurs de l'argent, et, avec l'argent, des hommes. Il quitta Londres le 21 avril 1242, s'embarqua à Portsmouth le jeudi 15 mai. Son frère Richard, sept autres comtes et trois cents chevaliers avaient suivi sa fortune, et il emportait avec lui, pour accroître sa troupe, suivant le plan du comte de la Marche, trente tonneaux remplis de sterlings. Le samedi 17 mai, il abordait à l'abbaye de Saint-Matthieu, à l'extrémité du Finistère ; il arrivait le 20 à Royan.

Saint Louis était déjà en campagne. Instruit des préparatifs du roi d'Angleterre, il avait réuni quatre-vingts vaisseaux à la Rochelle pour garder les rivages du Poitou, et Henri n'essaya pas, en effet, d'y descendre. Il avait convoqué sa noblesse ; il avait demandé à ses communes des armes et des vivres. Au mois d'avril, il se trouvait au rendez-vous qu'il avait donné aux seigneurs à Chinon. Il y compta

bientôt quatre mille chevaliers, vingt mille écuyers, des gens d'armes et des arbalétriers; et de nouveaux renforts lui arrivaient de tout côté.

Il n'avait plus de ménagements à prendre. Les partisans du comte de la Marche dans le Poitou avaient commencé la guerre dès avant Pâques, en ravageant les terres du roi. Quand ils le virent si bien accompagné, ils comprirent leur péril, et, ne cherchant plus de salut que derrière leurs murailles, ils se mirent à ravager leurs propres champs, pour faire le désert devant l'armée royale, labourant les prairies, détruisant les fruits de la terre, coupant les arbres, comblant les puits, empoisonnant même les fontaines.

Saint Louis ne se laissa pas arrêter par ces dévastations. Il entra dans le pays, s'attaqua aux villes, et en prit plusieurs, entre autres la forte place de Vouvant. Ce fut alors, dit-on, que la comtesse de la Marche, désespérant de vaincre saint Louis, tenta de le faire empoisonner avec ses frères. Selon quelques chroniques, des gens pourvus de poison furent surpris dans les cuisines du roi. Mais le fait n'est pas bien établi, et encore moins la complicité d'Isabelle.

Ce qui n'est pas douteux, c'est que le comte de la Marche était perdu, si ses alliés, et surtout le roi d'Angleterre, le seul qui fût à proximité, ne tentaient en sa faveur un suprême effort.

Le roi d'Angleterre ne s'était pas encore officiellement déclaré : « Il se rendait chez lui, allant en Guyenne. » Il envoya d'abord des messagers au roi, et eut l'audace de lui demander pourquoi il violait la trêve. Saint Louis répondit avec une sérénité parfaite que jamais il n'avait eu la pensée de le faire, et que, loin de la rompre, il était tout prêt à la prolonger encore, même au prix de nouvelles concessions. Le roi d'Angleterre n'avait voulu que se donner un prétexte par ce message, et au retour de ses envoyés il chargea quelques hospitaliers d'aller défier le roi de France.

Les progrès de saint Louis n'en furent pas arrêtés. Il as-

siégeait Frontenay, dont le comte de la Marche avait tout récemment accru les défenses et où il avait mis une forte garnison commandée par son fils. Les assiégés résistèrent avec vigueur. Le comte de Poitiers fut même blessé au pied d'un coup de pierre. Mais la place fut enlevée, et le fils du comte de la Marche amené avec plus de quarante chevaliers et toute la garnison devant le roi. Plusieurs voulaient qu'on les fit pendre, pour l'exemple ; mais le roi, prenant leur défense : « Ce jeune homme, dit-il, n'a pas mérité la mort pour avoir ainsi obéi aux ordres de son père, ni ses hommes pour avoir fidèlement servi leur seigneur ; » et il les fit mettre en lieu de sûreté.

La prise de Frontenay jeta l'alarme partout aux environs. Depuis que le roi était entré en Poitou, nul effort n'avait été fait pour l'arrêter, nul secours envoyé aux villes qu'il attaquait. Toute place assiégée était prise. Les capitaines qui avaient en garde les châteaux du voisinage s'empresèrent d'en venir apporter les clefs aux pieds du roi. Le roi rasa les plus faibles, fortifia davantage les plus forts, y mettant garnison, et, de la sorte, il restait maître de tout le pays qu'il avait parcouru.

Le roi d'Angleterre n'avait su encore commencer les hostilités qu'en ordonnant aux magistrats des Cinq-Ports¹ de courir sus à tout vaisseau français : ordre qui fut exécuté avec empressement ; et les pirates anglais n'épargnaient même pas ceux des leurs qu'ils rencontraient en mer. Mais, à cet égard, ils eurent bientôt des auxiliaires : car saint Louis écrivit au comte de Bretagne et aux marins des rivages bretons, à ceux de la Rochelle, de Normandie, de Wissant, de Calais, d'user de représailles ; et les marins des Cinq-Ports furent bientôt contraints d'aviser eux-mêmes à leur salut. Quant au roi d'Angleterre, il venait enfin d'entrer en campagne. De Royan il était allé à Pons, où les barons de

¹ Douvres, Sandwich, Hythe, Hastings et Romney.

Saintonge le vinrent recevoir. De là il se rendit à Saintes, qui était, comme tout ce pays, au comte de la Marche, et il poussa jusqu'à Tonnai sur la Charente, où il fit des chevaliers, distribua des terres et des pensions. Mais alors, comme s'il s'était déjà trop avancé, il revint sur ses pas, remontant la rive gauche du fleuve, et s'arrêta devant Taillebourg, qui est sur la rive droite, relié par un pont à l'autre bord.

Saint Louis, l'apprenant, marcha aussitôt sur Taillebourg. Les Anglais gardaient bien le pont, mais ils avaient négligé d'occuper la ville. Les habitants en profitèrent pour ouvrir leurs portes à saint Louis, qui s'y logea avec les principaux de son armée et fit camper les autres alentour.

On s'attendait à la bataille pour le lendemain. Le roi de France avait près de lui ses deux frères les comtes d'Artois et de Poitiers; son cousin Alfonse de Portugal, comte de Boulogne; Pierre Mauclerc, qui tant de fois avait été d'un autre côté, et plusieurs autres grands seigneurs. Le roi d'Angleterre voyait auprès de lui le comte Richard, son frère; Simon de Montfort, devenu son beau-frère; le comte de la Marche, les comtes de Salisbury, de Norfolk, de Gloucester: mais les forces, de part et d'autre, étaient inégales. Les Anglais avaient seize cents chevaliers, six cents arbalétriers et vingt mille hommes de pied. On en donne un beaucoup plus grand nombre à saint Louis.

Ce qui compensait l'infériorité du nombre c'était la difficulté du passage. La Charente, à Taillebourg, est une rivière profonde, non guéable. On ne la pouvait traverser que par ce pont fort étroit, dont les Anglais étaient maîtres, ou sur des bateaux. Selon Joinville, les Français passèrent sur des bateaux ou des ponts volants, « et le combat commença fort et grand, » et le péril fut d'abord extrême: quand saint Louis, le voyant, vint s'y jeter avec les autres, les Anglais pouvaient être encore vingt contre un; mais son arrivée les mit en déroute. Selon les autres historiens, Henri III n'entreprit pas de défendre le passage. Il rappela même ceux

qui gardaient le pont, et se retira à deux traits d'arbalète de la rivière : non qu'il se fit scrupule, comme le dit Vincent de Beauvais, « d'attaquer son roi, » mais plus probablement par la pensée de l'attirer dans la plaine et de le battre avant qu'il eût assez de monde pour mettre les chances de son côté. Saint Louis, en effet, voyant le pont abandonné, y jeta cinq cents hommes avec des arbalétriers, et il ordonnait à l'armée de suivre, quand Henri III, se défiant de son stratagème et renonçant à le battre, chercha quelque autre moyen de l'arrêter. Richard, son frère, dépouilla ses armes, et, prenant le bâton de pèlerin, il vint au-devant des Français et demanda le comte d'Artois (20 juillet 1242). Richard était fort honoré des deux côtés comme revenant de combattre les infidèles, et il avait particulièrement des droits aux égards de la France, pour avoir stipulé, dans le traité avec le sultan d'Égypte, la mise en liberté des prisonniers, la plupart Français. Le comte d'Artois le mena à saint Louis, et le roi lui accorda une trêve de vingt-quatre heures : c'était dimanche ; il se serait fait scrupule de lui refuser en pareil jour le repos qu'il sollicitait, et d'ailleurs, même dans la guerre, il ne souhaitait rien tant que les conclusions les plus pacifiques. « Seigneur comte, seigneur comte, lui dit-il au départ, d'après Matthieu Paris, je vous accorde une trêve pour ce jour-ci et la nuit suivante, afin que vous ayez le temps de délibérer, à part vous, sur ce qu'il vous reste de mieux à faire désormais, car la nuit porte conseil. » On n'attendit même pas jusqu'à la nuit. Richard, plus assuré que jamais de l'inégalité des deux armées, dit à Henri qu'il n'avait d'autre parti à prendre que de gagner Saintes. Les Anglais employèrent le jour à plier bagage, et partirent assez confusément dès que le soir fut venu. « Le roi d'Angleterre, dit Matthieu Paris, qui avait éprouvé déjà la fidélité ou plutôt l'infidélité des Poitevins, opéra honteusement sa retraite, et il accéléra sa marche en jouant des éperons. Toute l'armée le suivit, non sans grand dommage pour les chevaux

et pour les hommes ; car la plupart des troupes n'avaient point mangé, et les chevaux étaient à jeun et épuisés. Le roi, qui était emporté par un cheval très-rapide, n'arrêta sa course que lorsqu'il fut arrivé à Saintes. »

Saint Louis, averti de leur départ, employa le reste de la nuit et une partie de la journée suivante à faire passer son armée sur l'autre bord ; et le lendemain mardi, il se remit à leur poursuite. Les fourrageurs qui le précédaient coururent jusque sous les murs de Saintes, où les Anglais s'étaient retirés. Le comte de la Marche voulut châtier leur témérité : il sortit avec ses trois fils et quelques soldats anglais et gascons, ayant à cœur de venger sa réputation par quelque exploit qui ne fût partagé avec personne. Mais le bruit du combat se répandit dans la ville, et le roi d'Angleterre en voulut être. L'occasion était belle pour prendre sa revanche : la proportion était plus que renversée ; on était trente contre un. Les fourrageurs, tout en soutenant le choc, firent connaître leur péril au comte de Boulogne, et celui-ci à saint Louis. Les deux armées se retrouvèrent bientôt en présence, plus tôt que Henri III même ne l'eût voulu. Les Anglais montrèrent une extrême vigueur. Simon de Montfort, Salisbury, Norfolk, se signalèrent parmi les plus braves ; mais il fallut céder au nombre, et leur roi leur en avait donné l'exemple. Les Français les poursuivaient avec tant d'ardeur, que saint Louis jugea prudent de les arrêter, craignant quelque embuscade. Plusieurs entrèrent dans Saintes après les Anglais, et y furent pris (22 juillet 1242).

Les Anglais avaient perdu vingt-deux chevaliers et un assez grand nombre de fantassins faits prisonniers, sans compter ceux qui avaient péri dans la bataille ou dans la déroute. Mais ce qui fut plus grave, c'est l'impression même causée par leur échec. La ligue formée contre saint Louis en fut frappée au cœur.

Le roi d'Angleterre, qui avait cru reconquérir la Normandie, voyait le roi de France vainqueur aux portes de

la Guyenne. Il s'en prenait au comte de la Marche, qui lui avait promis tant de soldats, et il eut à ce propos avec lui une explication très-vive, soit à Saintes, le soir de la bataille, soit même le jour de l'affaire de Taillebourg. Le comte de la Marche était bien plus justement inquiet pour son pays, qui se trouvait déjà presque tout entier entre les mains du roi. Lui, qui avait été le principal auteur, et, on le peut dire, la raison de la ligue, ne songeait plus qu'à s'en tirer en se soumettant à saint Louis aux meilleures conditions, et il y employa son ancien allié, Pierre Mauclerc, qui était maintenant dans le camp du roi de France.

Sa soumission rendait bien plus périlleuse encore la position des Anglais. Henri occupait Saintes, et il semblait qu'il voulût s'y défendre; car, après être allé visiter Pons, il y était revenu. Mais un chevalier français, ancien croisé de Palestine, qui devait à Richard sa liberté, vint l'avertir que saint Louis, réunissant toutes ses forces, se proposait d'envelopper les Anglais et de les contraindre à se rendre tous; que le comte de la Marche traitait avec le roi, et que les seigneurs poitevins allaient suivre son exemple. Presque au même moment, un message de Hugues, fils aîné du comte de la Marche et demi-frère de Henri, fit savoir à ce dernier que, s'il ne partait cette nuit même, il serait pris; car saint Louis allait investir la place, et les habitants avaient secrètement fait leur paix avec lui.

Le faible prince fut saisi d'une telle peur, que, sans se donner le temps de goûter au repas qui lui était préparé, il partit, faisant mettre le feu à la ville. Il courait de toute la vitesse de son cheval, sans se préoccuper autrement des siens, et il ne s'arrêta qu'à Blaye. Les seigneurs, les soldats, laissant à leur tour les mets à demi cuits, s'enfuirent à jeun (c'est un grief que l'historien anglais ne manque pas de faire ressortir), et gagnèrent, les uns de toute la vitesse de leurs chevaux, les autres dans l'embarras de leurs charrois et la confusion de leurs bagages, le lieu où le roi les avait précé-

dés. Bien des objets restèrent en route. Le roi y perdit sa chapelle, c'est-à-dire les ornements sacerdotaux et tout l'appareil des offices que l'on célébrait devant lui, sans compter les reliques. Saint Louis entra à Saintes, où il fut reçu avec grand honneur par les habitants et le clergé, et se mit sans retard à la poursuite du roi d'Angleterre. Mais Henri ne l'attendit pas, et, laissant une garnison à Blaye, il mit la Gironde entre son adversaire et lui, et s'en vint à Bordeaux.

Saint Louis était à peine sorti de Saintes, que le sire de Pons vint lui remettre son château. Le fils aîné du comte de la Marche arriva ensuite et conclut, au nom de son père, le traité qui lui avait été ménagé par Pierre de Bretagne. Le lendemain, le comte vint lui-même avec sa femme, cette fière reine d'Angleterre, et ses deux autres fils que le roi d'Angleterre venait de faire chevaliers; et tous les quatre, se jetant aux pieds de saint Louis, ils implorèrent humblement leur grâce. Saint Louis les fit relever et leur pardonna aux conditions qui avaient été arrêtées. Les villes qu'il avait prises au comte de la Marche devaient appartenir au comte de Poitiers. Hugues reprenait le reste de sa terre, et il en faisait hommage : au roi, pour le comté d'Angoulême, les châteaux de Cognac, de Jarnac, de Merpins, d'Aubeterre et de Villebois; au comte de Poitiers, pour Lusignan et le comté de la Marche; mais lui-même renonçait, au profit du roi, à divers hommages, et remettait encore entre ses mains trois châteaux pour servir de garantie au traité. Lui, sa femme et ses enfants juraient d'y être fidèles et de faire exactement le service de leurs fiefs (1^{er} août 1242).

Joinville rapporte à cette occasion un trait qui est bien dans les mœurs du temps. Un seigneur qui avait reçu un grand outrage du comte de la Marche avait juré sur des reliques que jamais il ne se ferait tondre à la façon des chevaliers, et qu'il porterait ses cheveux en bandeaux comme les femmes, tant qu'il ne s'en verrait vengé, soit par lui,

soit par autrui. Quand il vit le comte de la Marche, sa femme et ses enfants agenouillés devant le roi et lui criant merci, il fit dresser un tréteau pour être mieux vu de tous, ôta ses bandeaux et se fit couper les cheveux en présence du roi, du comte et de toute l'assemblée. Son vœu était rempli.

Les seigneurs du parti du comte de la Marche ne pouvaient que suivre son exemple, et il fut imité par plusieurs de ceux qui tenaient leurs châteaux même du roi d'Angleterre. Quelques-uns le firent, dit-on, d'une manière peu honorable. Au témoignage de Matthieu Paris (il est ici plus que suspect), Guillaume, surnommé l'Archevêque, seigneur de Parthenay, députa vers Henri, en protestant que jusqu'à la mort il serait fidèle aux Anglais, et témoignant une aversion toute particulière pour les Français, qui, « lorsqu'ils sentaient leur pouvoir affermi, foulaient aux pieds leurs sujets comme la boue des rues. » Il le pria donc, comme « son naturel et indivisible seigneur, de lui envoyer des hommes et de l'argent pour l'aider à se défendre ». Henri le crut ; mais Guillaume, chassant les hommes et retenant l'argent, fit la paix avec le roi de France : trahison si odieuse, qu'elle lui valut le mépris des Français. Bien différente fut la conduite de Hertold, capitaine du château de Mirebeau. Abandonné comme les autres, il voulut tenter un dernier effort auprès de Henri lui-même. Il vint le trouver et lui demanda s'il pouvait le secourir ou s'il lui fallait subir une domination que ses prédécesseurs avaient toujours repoussée. Le roi lui avoua son impuissance et le péril où il était lui-même : « J'ai voulu, dit-il, m'appuyer sur un roseau : il s'est rompu et m'a blessé en se brisant ; » et il le laissa libre de pourvoir lui-même à son salut. Hertold alors vint trouver saint Louis. Il ne lui dissimula point qu'il ne quittait son ancien maître que par force. Il lui avoua sa douleur : son attitude, ses cheveux en désordre, ses yeux rougis par les larmes en témoignaient assez ; et il lui remit son château. Le roi, loin d'être blessé de ses hésitations et de ses regrets, le loua de sa manière

d'agir. Il lui déclara qu'il le prenait, lui et tous les siens, sous sa protection; et assuré qu'un homme si fidèle envers son ancien seigneur ne le serait pas moins envers lui-même, il reçut son serment et lui rendit son château.

Avant de presser davantage les Anglais, saint Louis voulut leur enlever tout appui sur le continent. Il avait le Poitou, il les menaçait en Guyenne par le nord; il résolut de leur fermer aussi le sud en barrant le chemin au comte de Toulouse et au roi d'Aragon. Le comte de la Marche lui-même et Pierre Mauclerc furent chargés d'aller soutenir les officiers que le roi avait dans ces contrées.

III

Trêve avec l'Angleterre. — Soumission des seigneurs du Midi.
— Paix de Lorris.

On a vu que les seigneurs du Midi s'étaient montrés fort disposés à se jeter dans le mouvement dont le comte de la Marche avait donné le signal. Le comte de Toulouse, retardé d'abord par une maladie, et cédant enfin aux instances du comte de Foix, avait pris les armes; le vicomte de Narbonne l'avait devancé; l'archevêque de Narbonne, fidèle à la cause française, avait dû fuir; Trencavel était revenu. Le comte de Foix opérait de son côté, et le pays de Carcassonne avait été en partie enlevé aux officiers du roi. Mais cela était bien loin du principal théâtre des événements, et la nouvelle de la bataille de Saintes, même avant l'annonce de la prochaine attaque du comte de la Marche et du comte de Bretagne, avait jeté le trouble dans les rangs des rebelles. Dès ce moment, ils ne songèrent plus qu'à prévenir les suites d'une équipée sans espérance; et le roi d'Aragon, qui ne s'était pas encore mis en campagne, eut grand soin de se tenir en paix. Le roi d'Angleterre demeura donc de ce côté sans appui. Il ne reçut de ces provinces d'autre auxiliaire que la com-

tesse de Béarn, femme d'une grandeur et d'une grosseur extraordinaires, dit Matthieu Paris, qui vint avec son fils et soixante chevaliers pour se mettre à son service, et ne fit que lui manger de l'argent. Henri se voyait isolé en France, et il ne recevait d'Angleterre aucun secours. Un convoi qu'on lui avait envoyé fut dissipé par la tempête; et les marins des Cinq-Ports, même avec les renforts qu'ils avaient sollicités des autres parties du rivage, ne pouvaient tenir contre les Français, qui restaient maîtres de la mer.

La position devenait fort critique pour Henri. Le peuple anglais, qui avait blâmé son entreprise, devait être plus irrité encore du résultat. Non-seulement il se sentait atteint dans son légitime orgueil, il souffrait aussi dans ses intérêts les plus chers. Son commerce était compromis. La mer lui était presque interdite, et sur terre même saint Louis avait fait arrêter tous leurs marchands trouvés dans le royaume : acte pour lequel Matthieu Paris l'accuse d'avoir porté atteinte à l'ancienne renommée de la France, qui a toujours ouvert un asile aux fugitifs, aux exilés, et assuré toute franchise aux pacifiques, selon le sens du nom que sa conduite, dit-il, lui a valu; mais les dates prouvent qu'en cela le roi ne faisait qu'user de représailles. Saint Louis espérait bien pousser plus loin ses succès. Il voulait aller jusqu'à Bordeaux, et ôter ainsi à l'Angleterre la dernière possession qu'elle eût en France. Malheureusement une maladie grave l'arrêta près de Blaye. La dysenterie s'était mise dans son armée. Les troupes ne vivaient que de ce qu'elles trouvaient dans le pays, et, sans exagérer ce que disent les historiens du dégât fait par les habitants sur leurs terres, on peut croire que la présence seule de tant d'hommes dans un même lieu avait rendu les approvisionnements difficiles. Le manque de vivres et aussi les chaleurs de la canicule avaient donc répandu une sorte d'épidémie parmi les Français; quatre-vingts bannerets et vingt mille hommes, dit-on, y succombèrent. Saint Louis lui-même faillit en mourir.

Dans cette situation, on était plus disposé à la trêve demandée par les Anglais. Au dire d'un historien de cette nation, les barons français ne souhaitaient pas eux-mêmes chasser de France le roi d'Angleterre, trouvant avantageux pour l'un ou pour l'autre pays de pouvoir, en cas de violence, chercher auprès de l'un des deux rois un refuge contre l'autre. Il est plus naturel de croire que saint Louis, ami de la paix, même dans la guerre, et répugnant par nature à pousser à bout un ennemi, agréa les propositions qu'on lui fit. On convint d'une trêve pour cinq ans (12 mars 1243), à partir de la Saint-Benoît qui suivait jusqu'à la Saint-Michel (21 mars 1243-29 septembre 1248). Il fallut du temps encore pour la notifier; les hostilités ne furent pas absolument suspendues sur terre, encore moins sur mer, où il était bien difficile d'arrêter les courses de nos marins. Même après qu'elle fut rendue publique, le comte de Bretagne, feignant de l'ignorer, continuait ses pirateries. Il fallut les injonctions les plus menaçantes de saint Louis pour le contraindre à y mettre fin.

Saint Louis, ayant ajouté aux fortifications de Saintes, revint à Chinon, puis à Tours et de là à Paris (28 septembre), où il acheva de se rétablir; et toutefois sa constitution frêle et délicate reçut de cette secousse un ébranlement dont elle se ressentit toujours. Quant à Henri, il demeura quelque temps en Guyenne, prenant encore quelques châteaux qu'il dut rendre l'année suivante, lorsqu'on en vint à la ratification de la trêve, car c'est contre la trêve qu'il s'en était emparé. Il achevait ainsi de manger en pure perte l'argent et les vivres qu'il s'était fait envoyer pour son expédition. Ceux qui l'accompagnaient s'en lassèrent les premiers, et, sans prendre congé de lui, ils obtinrent de saint Louis des sauf-conduits pour s'en retourner par la France. Saint Louis les leur accorda à la condition de ne plus revenir; et comme on le blâmait de cette condescendance: « Puissé-je, dit-il, voir tous mes ennemis s'éloigner de moi sans retour! »

Richard lui-même se refusa à demeurer plus longtemps dans cette oisiveté. Il s'en retourna, mais par mer; et, assailli par la tempête, il eut grand'peine à gagner les rivages de Cornouailles. Henri restait toujours, pressurant les Anglais pour se laisser piller par les Gascons. L'Angleterre en était excédée. Les barons avaient pris le parti de lui refuser tout; les moines, sur lesquels il se rejetait, ne lui voulurent plus donner que des prières. Il se décida enfin à revenir. Il ordonna qu'on lui envoyât une flotte pour protéger son passage, et qu'on se préparât à le recevoir avec joie. Après de nouveaux retards occasionnés par les Gascons, qui perdaient trop à le laisser partir, il mit à la voile et arriva en Angleterre, où il fut reçu avec des ovations dont il avait, pour plus de sûreté, réglé lui-même tout l'appareil (octobre 1243).

Saint Louis aurait eu plus de raison de triompher. Comme il avait fait reculer l'étranger, il avait achevé de désarmer la rébellion qui l'avait introduit dans le royaume. Il n'avait fait la guerre de sa personne que dans le Poitou; mais la bataille de Saintes avait frappé de stupeur tous ceux qui, dans le Languedoc, s'étaient alliés au comte de Toulouse. Ils s'arrêtèrent au milieu des succès de détail qu'ils avaient pu avoir sur quelques garnisons isolées, et l'arrivée des troupes du comte de la Marche et du comte de Bretagne les réduisait à songer eux-mêmes à leur sûreté. La division éclata entre eux, et c'était le comte de Toulouse qu'elle devait mettre surtout en danger.

Au commencement de sa révolte, deux inquisiteurs et plusieurs prêtres de leur compagnie avaient été massacrés à Avignonet (24 mai 1242), et on l'avait soupçonné d'y avoir eu part. Le travail de l'hérésie semblait donc se lier à son mouvement, et il apprenait que saint Louis, revenu à Paris, obtenait du clergé un subside pour faire la guerre aux Albigeois. Il était exposé à voir ses États assaillis par une nouvelle croisade; et les seigneurs du Languedoc, compromis eux-mêmes, offraient au roi, pour gage de soumission, de se

déclarer contre lui s'il ne se soumettait. Le comte de Foix qui l'avait le plus poussé à la guerre avait, dès le mois d'octobre, traité avec saint Louis, en s'obligeant à le servir contre son ancien allié. Raymond avait à la cour un appui considérable dans la reine Blanche, dont il était le cousin par sa mère. Comptant sur elle, il se mit à la discrétion du roi. Le roi accueillit sa prière. On fit une trêve, pour laquelle le comte de Toulouse donna au roi toute sûreté (30 novembre 1242) : il s'engageait à le venir trouver à Lorris pour renouveler son serment; et, en attendant, il renonçait à tous les hommages qu'il avait reçus, il rendait toutes les places qu'il avait prises pendant la guerre. Il vint, en effet, à Lorris au commencement de l'année suivante (janvier 1243), se mit, lui en personne, ses terres et ses vassaux à la merci du roi, et renouvela expressément le traité de 1229, promettant d'y obliger par serment, devant ceux que le roi désignerait, tous ses sujets depuis l'âge de dix-neuf ans. Il s'obligeait à lui donner en garde trois forteresses, outre Penne d'Agen qu'il lui avait livrée déjà, et à détruire à son premier commandement tous les forts ou retranchements élevés pendant la guerre. Le roi, toujours plus porté à se gagner un ennemi qu'à l'accabler, accepta sa soumission, reçut son hommage et lui rendit ses terres et ses droits. Il garda seulement pour lui l'hommage de Roger, comte de Foix, pour les terres que ce comte tenait de Raymond, ne voulant pas que Roger redevînt l'homme de celui dont il s'était séparé pour rentrer dans le devoir; mais les termes du traité impliquaient que cet hommage reviendrait après Raymond à son successeur dans le comté de Toulouse, et du reste il ne renvoya pas les deux comtes sans les avoir réconciliés.

Plusieurs actes complétèrent l'acte principal qui s'était accompli par la réconciliation du comte de Toulouse. Le comte envoya immédiatement l'ordre de remettre à exécution la paix de Paris ou de Meaux, faisant connaître les con-

VII

ART GOTHIQUE — XIV^e SIÈCLE

« Bonne de Luxembourg à genoux devant saint Louis. » (Bonne mourut en 1349.)
= D'après un beau manuscrit du XIV^e siècle, faisant partie de la collection de
M. le baron Pichon, à Paris.

Mis sur pierre par PRALON,
d'après une aquarelle de GARCIA.



ditions nouvelles auxquelles il s'était soumis, et avant de quitter Lorris, pour témoigner de sa reconnaissance à la reine Blanche, il s'obligea personnellement envers elle à poursuivre les hérétiques et à les chasser de ses terres. Amaury de Narbonne, venu aussi à Lorris, se replaça, lui et sa ville, sous la domination du roi de France, et il prit de même l'engagement de détruire à sa première réquisition les forteresses construites dans ses fiefs à l'occasion de la guerre. Les consuls et les citoyens de Toulouse, le comte de Comminges et un très-grand nombre de seigneurs et de villes firent, dans les trois mois suivants, le serment d'observer la paix de Paris.

« A partir de cette époque, dit Guillaume de Nangis en parlant de la soumission du comte de Toulouse, les barons de France cessèrent de rien entreprendre contre leur roi, le christ du Seigneur, voyant manifestement que la main du Seigneur était avec lui. »¹ tandis que le roi d'Angleterre avait épuisé son royaume pour se faire battre dans sa malencontreuse entreprise, saint Louis avait obtenu ce résultat sans aucune souffrance pour son pays. « Dans cette expédition contre le roi d'Angleterre et contre les barons, dit Joinville, le roi donna de grands dons, ainsi que je l'ai ouï dire à ceux qui en revinrent. Mais ni pour les dons, ni pour les dépenses que l'on fit dans cette expédition ou d'autres en deçà de la mer ou au delà, le roi ne requit ni ne prit jamais d'aide dont on se plaignît, ni de ses barons, ni de ses chevaliers, ni de ses bonnes villes. Et ce n'étoit pas merveille, car il faisoit cela par le conseil de la bonne mère qui étoit avec lui, par le conseil de qui il opéroit, et par celui des prud'hommes qui lui étoient demeurés du temps de son père et du temps de son aïeul (ch. xxiii¹).

¹ C'est par l'appui de la reine Blanche que Baudoin II, empereur de Constantinople, qui n'avait d'espoir que dans la France, cherchait à faire tourner à son profit la paix rétablie dans le royaume par ces événements. Il écrit à Blanche pour la féliciter de cette paix, et, pour mieux la gagner, il se défend du

La paix se trouvait donc rétablie à l'intérieur comme au dehors (le roi d'Aragon, qui avait consenti à la ligue, n'ayant pas pris part à la guerre, n'avait pas eu besoin de traiter en son nom), et cette guerre, en soumettant saint Louis à une nouvelle épreuve, avait affermi son influence : car elle l'avait montré aussi résolu à combattre l'ennemi en armes que disposé à le ménager dans sa soumission ou sa défaite. On apprenait à le craindre, et on ne cessait pas de l'aimer.

reproche qu'elle lui a fait d'agir par l'influence de deux Grecs ; loin de s'en fâcher, il l'en remercie comme d'une preuve de sa sollicitude ; il affirme, d'ailleurs, qu'il suit les conseils des nobles et braves gens de France qu'il a près de lui ; s'il y a quelque chose de mieux à faire, il la prie de le lui indiquer, il se conformera à ses avis ; mais il la conjure d'avoir pitié de lui « car, dit-il, toute notre confiance et notre espoir résident uniquement dans la faveur de notre seigneur le roi, votre fils, et dans la vôtre. » (Constantinople, 5 août 1243. Teulet, *Layettes du trésor des chartes*, t. II, n° 3123.)



Fig. 19. — Sculpture religieuse. — Tête d'apôtre (cathédrale de Reims).

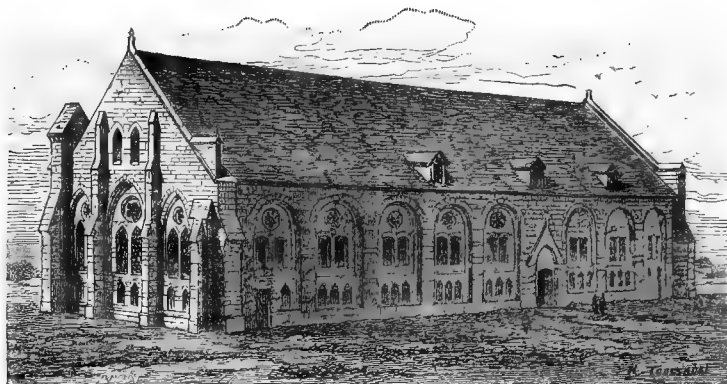


Fig. 20. — Architecture religieuse. — Hôpital d'Ourscamps

CHAPITRE VI

PÉRILS DE LA CHRÉTIENTÉ A L'INTÉRIEUR ET AU DEHORS
— INNOCENT IV ET FRÉDÉRIC II. — CONCILE DE LYON

I

Les Tartares et les Karismiens. — Prise de Jérusalem.
— Saint Louis prend la croix.

SAINTE Louis avait donné la paix au royaume. Pour la rendre durable, il s'efforçait de la faire régner dans les cœurs. La dernière guerre était presque une guerre civile, et il n'en est pas qui laisse après soi plus de ressentiments. Le comte de la Marche, qui l'avait provoquée, était, depuis sa défaite, l'objet de maintes représailles. Un chevalier l'accusa de crime au tribunal du comte de Poitiers et du roi, ou plutôt du comte de Poitiers d'abord, dont Hugues était le

vassal, et, comme il niait, il lui présenta son gant, s'engageant à prouver par les armes, devant la cour du roi, la vérité de l'accusation. Jamais cette sorte de preuve ne s'était produite dans des circonstances plus choquantes : le chevalier était jeune et renommé par sa bravoure ; le comte vieux déjà, et, fût-il innocent, hors d'état de triompher sans un miracle, et pourtant, sous peine de s'avouer coupable, il dut accepter le défi. Le fils aîné du comte, l'apprenant, se récria contre l'inhumanité de ce duel inégal ; il demandait à prendre la place de son père. Mais Alfonse, dont la victoire n'avait pas désarmé la haine, s'y refusa, disant : « Il combattra pour lui-même, afin qu'il soit prouvé qu'il n'est pas moins souillé de crimes que chargé d'ans. » Le jour et le lieu furent désignés ; heureusement, dans l'intervalle, les seigneurs s'interposèrent, et l'on put croire que saint Louis, qui devait plus tard abolir cette sorte de duel, ne fut pas le dernier à ménager à cette querelle un autre dénouement : car on dit que le comte quitta la cour avec joie, et fut plus que jamais attaché à la souveraineté de la France.

Mais cette paix que saint Louis avait ramenée et qu'il raffermissait en France, elle était ébranlée partout ailleurs. La chrétienté était déchirée à l'intérieur, menacée au dehors, et ce double mal, dont nous avons signalé dans les années précédentes le funeste concours, allait prendre des proportions plus larges. La lutte de l'Empire et de la Papauté se réveillait avec le caractère d'une guerre d'extermination, et la chute de Jérusalem allait présager la fin de la domination des chrétiens en Orient.

Nous avons vu l'impression d'effroi qu'avait produite la première apparition des Tartares. Elle n'avait fait que s'accroître avec le progrès de leurs dévastations. Après avoir parcouru et saccagé la Russie dans toutes les directions, menacé Novogorod au nord, pris Kiew, Kaminiac et Vladimir à l'ouest, ils avaient pénétré en Pologne (1240), brûlé Lublin, Cracovie. Vainqueurs de Henri, duc de Breslaw,

près de Liegnitz, ils avaient ravagé la Silésie, la Moravie, puis, franchissant les Carpathes, ils s'étaient jetés sur la Hongrie. Ils avaient remporté sur les Hongrois une victoire qui leur livra tout le pays au nord du Danube ; l'hiver suivant, passant le fleuve sur la glace, ils avaient forcé la ville de Gran ou Strigonie (mars-avril 1241), et, selon leur coutume, massacré les habitants. L'Allemagne leur était ouverte ; en France, on la voyait déjà traversée, et saint Louis, résolu au combat, ne se dissimulait pas quelles en pouvaient être les suites. Comme sa mère se faisait auprès de lui l'écho des terreurs qui régnaient dans le pays : « Que les consolations célestes nous soutiennent, ô ma mère ! lui dit-il : car si cette nation vient sur nous, ou nous ferons rentrer ces Tartares, comme on les appelle, dans leurs demeures tartariennes d'où ils sont sortis, ou ils nous feront tous monter au ciel. »

On se préparait donc à les recevoir de pied ferme ; mais l'Europe occidentale eût été fort compromise, si les Tartares n'avaient disparu tout à coup, rappelés par quelque révolution aux frontières de la Chine.

Tandis que ces hordes ravageaient et menaçaient l'Europe, d'autres s'étaient répandues dans l'Asie occidentale ; ils avaient pris et saccagé Erzeroum, Arzingham, recevant les habitants à capitulation pour les massacrer plus à l'aise. Ils ne distinguaient ni race ni religion, et l'on avait vu dans ce commun péril les musulmans implorer les secours des chrétiens. Les Turcs d'Iconium s'étaient adressés à Constantinople : vain appel, car Constantinople n'avait pour soi que sa position, et elle tremblait elle-même derrière ses murailles. Les Turcs de Syrie, de Palestine et d'Égypte n'avaient pas moins redouté que ceux d'Asie Mineure l'attaque de ces nomades, et la nouvelle des derniers événements leur avait fait craindre à eux-mêmes que leur tour ne fût venu. Saleh-Ayoub, l'ancien prince de Damas, devenu sultan d'Égypte, se rapprocha même d'Ismail, qui lui avait enlevé

Damas, oubliant ses griefs personnels pour opposer une digue plus forte à l'invasion. Mais le péril paraissant ajourné par la retraite des Tartares, il était revenu à la pensée de regagner ce qu'il avait perdu, et prétendait rétablir l'ancienne union de l'Égypte et de la Syrie. Les princes de Syrie se trouvaient tous intéressés à le combattre, et, pour s'assurer du concours des chrétiens, ils leur rendirent (1243) Jérusalem et toutes les places reperdues par eux depuis l'expiration de la trêve conclue avec Frédéric.

Cette restauration fut bien éphémère : le sultan d'Égypte répondit à la ligue par un acte qui allait ravir à jamais aux chrétiens les saints lieux. Il s'unit, non pas aux Tartares, mais aux Karismiens, dont les Tartares avaient, dès leurs premières courses en Asie, détruit l'empire ; qui s'étaient relevés et qui, chassés une seconde fois de leur pays, erraient sur les bords de l'Euphrate, portant le ravage à leur tour dans le pays des autres. Les Karismiens, séduits par l'offre de s'établir en Palestine, vinrent au nombre de vingt mille cavaliers, emmenant leurs femmes et leurs enfants, et entraînant après eux d'autres populations qui s'attachaient à leur fortune. Ils arrivèrent aux frontières du petit royaume de Jérusalem, sans que l'on se doutât de l'invasion, enlevèrent Saphet et Tibériade, et marchèrent sur la ville sainte. Les chrétiens, trop peu nombreux pour résister, firent appel à leurs alliés de Damas et de la Chamelle, et, ce secours même n'arrivant pas, ils prirent le douloureux parti de quitter la ville qu'ils ne pouvaient défendre. Tandis qu'ils fuyaient vers Jaffa, emmenant leurs familles, les Karismiens entraient à Jérusalem. Mais ceux-ci ne se résignèrent pas à perdre la proie qui leur échappait : maîtres de la ville, ils arborèrent au haut des tours les étendards mêmes des chrétiens, pour faire croire aux fugitifs que, par quelque miracle, le peu d'habitants restés dans la place avaient pu la sauver de l'invasion. Les chrétiens se laissèrent prendre au piège. Ils revinrent pour la plupart à Jérusalem ; à peine

y étaient-ils entrés que les Karismiens, se montrant tout à coup, les enveloppèrent dans leurs propres murailles. Les chrétiens s'y défendirent quelques jours encore, et quand il devint impossible de tenir plus longtemps, ils tâchèrent d'échapper à la faveur des ténèbres, en gagnant les montagnes. Reçus en ennemis par les Sarrasins qui les habitaient encore, ils furent poursuivis et rejoints par les Karismiens, qui les taillèrent en pièces. Après cela les Karismiens revinrent à Jérusalem, et achevèrent leur œuvre en égorgeant les enfants, les vieillards, les infirmes et les femmes, qui avaient cru trouver un refuge dans l'église du Saint-Sépulcre (1244).

Tous les chrétiens n'étaient pas dans Jérusalem. La perte de la ville sainte, la mort d'un si grand nombre de frères, victimes de la perfidie et de la cruauté de l'ennemi, demandaient vengeance. Templiers et hospitaliers s'unirent cette fois à la voix du patriarche; et les princes musulmans, dont plusieurs avaient déjà eu à souffrir du voisinage des Karismiens, avaient intérêt à ne pas laisser s'établir au milieu d'eux ces dangereux alliés de l'Égypte. Mais les Égyptiens vinrent à leur secours, et furent vainqueurs à Gaza. Ils prirent en leur propre nom Ascalon, Jérusalem, et, traversant sans résistance toute la Palestine, ils vinrent assiéger Damas, qui dut se rendre, malgré l'appel d'Ismaïl au calife de Bagdad.

L'Égypte prévalait donc encore. Quant aux Karismiens, ces redoutables auxiliaires dont elle s'était servie pour battre en brèche l'alliance des chrétiens et des princes de Syrie, ils n'étaient sûrs pour personne. Abandonnés par les Égyptiens, battus par le prince d'Émèse, ils disparaissent en 1247 de la Palestine, exterminés pour la plupart, ou, s'ils en sortent, c'est en si petit nombre qu'on ne les signale plus en aucun lieu.

Ce peuple, qui s'évanouit si vite, avait, dans son rapide passage, porté à la chrétienté un coup qui retentit jusqu'aux extrémités de l'Occident. Quand la nouvelle de la prise de

Jérusalem parvint en France, saint Louis était malade, et son mal, dont le principe remontait à son expédition de Saintonge, prit bientôt un caractère si grave qu'on désespéra de le sauver. Le deuil était universel. On rassemblait le peuple dans les églises, on faisait des processions, on exposait les plus précieuses reliques des saints, et notamment les corps de saint Denis et de ses compagnons, comme protecteurs des rois de France. Et aucun signe de mieux ne se manifestait dans l'état de l'auguste malade. Un instant même on le crut mort, et l'une des deux femmes qui le gardaient voulait lui tirer le drap sur la face. Mais les larmes de sa mère, les prières de tout son peuple, obtinrent du Ciel la prolongation d'une vie en laquelle reposaient tant d'espérances. Il poussa un soupir, remua les bras et les jambes, et reprenant la parole : « Par la grâce de Dieu, dit-il, l'Orient m'a visité d'en haut et m'a rappelé d'entre les morts. » Un peu après, il demanda l'évêque de Paris, qui vint avec l'évêque de Meaux : « Seigneur évêque, dit-il, je vous prie de me mettre sur l'épaule la croix du voyage d'outre-mer. » Les deux évêques tâchèrent de l'en détourner par les raisons les plus graves ; sa mère, sa femme, le priaient à genoux d'attendre au moins qu'il fût guéri : mais il protesta qu'il ne prendrait rien avant d'avoir reçu la croix ; et l'évêque, requis de nouveau, la lui donna en versant des larmes. Sa mère n'en eut pas moins de peine que si elle l'avait vu expirer ; tous pleuraient : il leur semblait que ce bon roi qu'ils avaient pensé perdre leur fût ravi pour cette fois à jamais. Saint Louis, au contraire, avait la joie peinte sur la figure ; il baisa la croix, la mit sur sa poitrine, et dit que dès ce moment il était guéri.

II

Innocent IV et Frédéric II.

En ce temps où les Francs d'Orient avaient tant besoin de secours, l'Europe était bien peu en mesure de leur en donner.

La lutte de l'Empire et de la papauté arrivait, je l'ai dit, à son moment le plus décisif. Quand nous avons quitté cette histoire il semblait que l'Empire eût triomphé. Frédéric II l'avait emporté à la fin sur Grégoire IX. Le concile que Grégoire IX avait convoqué avait été dispersé avant même de se réunir ; les prélats qui le devaient former, enlevés en mer, jetés en prison ; et le vieux pape n'avait guère survécu à cette ruine de ses espérances. Un conclave ne s'était tenu que grâce à Frédéric, qui mit deux cardinaux en liberté sous condition. Or le pape élu n'avait vécu que dix-huit jours ; et après lui nulle réunion de cardinaux ne fut plus possible : le saint-siège demeurait vacant. L'Empereur restait donc seul ; mais il craignit que cet état de choses, dont il s'accommodait pour lui-même, ne soulevât contre lui toute la chrétienté. On voyait trop la main qui suscitait les obstacles. Il laissa donc les cardinaux se réunir. Il acceptait un nouveau pape, à la condition toutefois de le faire, et il choisit à cette fin un ami dont il se croyait sûr, Sinibald de Fiesque, cardinal-prêtre du titre de Saint-Laurent *in Lucina*. Son protégé ne lui cacha point que, s'il était élu, il deviendrait son ennemi. Mais Frédéric ne voulut point croire à ses déclarations, et Sinibald fut élu le 24 juin 1243, sous le nom d'Innocent IV.

Il devait tenir, et au delà de toute attente, ce qu'il avait promis.

Ses premiers actes sont d'une âme qui sent sa faiblesse en présence d'une telle charge. Il écrivit au chapitre de Cîteaux pour demander les prières des moines. Il témoigna

qu'il voulait user en tout d'indulgence. A la prière de saint Louis, il écrivit à son légat de donner l'absolution au comte de Toulouse, et il révoqua lui-même par une bulle l'excommunication que les inquisiteurs avaient prononcée contre lui, comme fauteur d'hérésie. Il mandait en outre aux inquisiteurs de France de procéder avec moins de rigueur et de recevoir ceux qui abjureraient volontairement l'hérésie, sans leur imposer aucune peine, ni publique ni secrète.

Frédéric espérait bien que le pape ne serait pas plus sévère à son égard. Il lui demanda donc de le relever des sentences portées contre lui. Mais la question n'était pas aussi simple. Il ne s'agissait pas seulement de doctrines ; il s'agissait des droits que Frédéric, comme empereur et roi des Romains, prétendait avoir et sur Rome et sur les villes de la Couronne de fer. Or Innocent IV, et comme pape et comme Génois, n'était pas disposé à accueillir sur ce point ses réticences et ses réserves. Les négociations pouvaient donc difficilement aboutir, et Frédéric ne tarda point à jeter le masque.

Innocent IV vit alors que le débat ne se résoudrait qu'au prix d'une lutte nouvelle. Mais comme l'Empereur avait la force, que l'Italie entière était sous sa main, et que, dans ces conditions, Rome même n'était point pour la papauté un asile assuré, il en sortit, et s'enfuit sous un déguisement à Civita-Vecchia, où des vaisseaux génois l'attendaient pour le mener à Gênes (28 juin 1244) ; puis, comme Gênes même pouvait être bloquée, il en partit secrètement pour gagner Asti, d'où il passa en Savoie, se dirigeant vers la France. Il s'arrêta à Lyon, ville libre située aux frontières de la France et de l'Empire. Il voulait, comme l'avait voulu Grégoire IX, soumettre le débat à la décision d'un concile, et il entendait le réunir en un lieu où il ne serait pas si facile à Frédéric de lui faire obstacle ou de le disperser. Lyon lui offrait cet avantage ; car si la ville n'appartenait pas à la France, elle en était assez proche pour que le pape eût l'assurance d'y être sous la protection des Français.

VIII

ART ITALIEN — ÉCOLE FLORENTINE — XV^e SIÈCLE

« Saint Thomas d'Aquin montrant à saint Louis le couronnement de la Vierge par le Verbe incarné. » Ces deux personnages sont tirés du *Couronnement* de Fra Angelico (1387-1455), qui est conservé au Musée du Louvre. = On avait cru longtemps que le personnage couronné était Charlemagne : M. Cartier n'a pas eu de peine, en son « Histoire de Fra Angelico, » à montrer que cette figure est celle de saint Louis.

Dessiné par BOCOURT,
gravé par CHAPON.



III

Concile de Lyon. — Déposition de Frédéric II.

C'est vers ce temps qu'arrivait en Europe le bruit du désastre des Francs en Palestine. Sous l'impression de cette fatale nouvelle, une même pensée réunit d'abord le pape et l'Empereur. Frédéric II écrivit à tous les princes chrétiens pour leur représenter la situation de la Terre-Sainte. Roi de Jérusalem et empereur, il avait un double titre pour en embrasser vivement la cause. Innocent IV en fit le premier objet du concile qu'il convoqua pour le 24 juin 1245 à Lyon. Il est vrai qu'il y en avait un autre : l'affaire de Frédéric ; et les deux objets étaient loin de se prêter un mutuel appui. Ses lettres de convocation ne s'adressaient pas seulement aux prélats, mais aussi aux rois et aux princes de la terre. Pour Frédéric, il ne l'invitait pas à y assister : il le sommait de comparaître, et même, pour répondre à de nouvelles injures, il le dénonçait à la chrétienté entière comme excommunié, déclaration qu'il fit publier dans les églises durant le carême.

L'Empereur aurait assurément tout fait pour empêcher le concile de se réunir cette fois comme jadis ; mais cela n'était plus en son pouvoir, et il n'y avait pas moyen de le récuser à l'avance. Il tint une diète à Vérone (juin 1245), où il décida qu'il enverrait des orateurs avec pouvoir de le représenter au concile ; et il avait déjà chargé le patriarche d'Antioche de reprendre la suite des négociations. Mais l'heure en était passée. Pour le pape, il ne s'agissait plus que de conclure.

Le concile se réunit au temps marqué. Innocent IV, sans attendre que tous les prélats fussent arrivés, l'ouvrit le mercredi 28 juin 1245, dans le réfectoire de l'abbaye de Saint-Just. Le pape, résumant l'ensemble des questions qu'il devait soumettre aux délibérations des Pères, dit qu'il avait cinq

grands sujets de douleur : 1° les désordres des prélats et de leurs subordonnés ; 2° l'insolence des Sarrasins ; 3° le schisme des Grecs ; 4° les cruautés des Tartares ; 5° la persécution de Frédéric.

La réforme de l'Église mise à part, les quatre autres points se réduisaient à deux : la croisade et l'Empereur. Pour la croisade, les patriarches de Constantinople et d'Antioche faisaient le tableau du triste état des chrétiens en Orient ; et l'évêque de Béryte (Baïrouth) lut la lettre que les prélats de Palestine adressaient à leurs frères d'Occident sur le triomphe des infidèles, afin d'implorer leur secours. Quant à l'Empereur, il avait envoyé Thaddée de Suesse pour le représenter, et ce dernier, répondant aux griefs du pape, déclara que son maître était disposé à faire tout ce qu'on pouvait souhaiter de lui. Mais le pape savait quel fond on devait faire sur ces promesses précédées de telles excuses : il fallait plus que des paroles, il fallait des actes ; et l'absence de l'Empereur ôtait par avance tout crédit au langage de son envoyé.

Il y avait contre l'Empereur un grief qui devait être sensible à toute l'assemblée. C'est la violence dont il avait usé envers les prélats convoqués au concile par Grégoire IX. Ici le fait était patent, et il était difficile de répondre à la plainte que plusieurs évêques de l'Espagne en exprimèrent à la deuxième session (séance), le mercredi 5 juillet. Thaddée, l'ayant voulu faire, eut tout le monde contre lui. Les dispositions du concile s'accusaient donc de plus en plus ; et l'envoyé de l'Empereur sentait qu'il ne lui restait qu'un parti à prendre : gagner du temps. Il demanda un ajournement : il annonçait l'intention d'inviter l'Empereur à venir en personne ; et le pape, devant les manifestations des ambassadeurs d'Angleterre et de France, qui cherchaient des voies d'accommodement, agréa un délai de douze jours. Ce dernier terme expiré (17 juillet), Frédéric n'était pas venu, et tout le monde savait qu'il était inutile de l'attendre. La troisième session s'ouvrit

donc, et le concile y résolut les diverses questions qui avaient été posées au début par le pape et traitées par les Pères dans l'intervalle : notamment ce qui concernait les chrétiens d'Orient. Le pape montrait, dans les diverses mesures qu'il présenta au concile, la même sollicitude pour Constantinople et pour la Terre-Sainte. Mais l'affaire capitale était celle de Frédéric II. Il n'était pas venu. Il annonçait seulement l'envoi de trois fondés de pouvoirs : l'évêque de Frisingen, le grand maître teutonique et Pierre de la Vigne, son chancelier. Or ces envoyés mêmes n'arrivaient pas, et il était trop évident que le concile n'allait pas les attendre. Devant l'imminence de la condamnation, Thaddée recourut à un moyen désespéré. Il en appela au pape futur et à un concile plus général. Mais quel concile plus général attendre, puisque les princes comme les évêques y avaient été appelés, et que ceux-là seuls étaient absents que Frédéric avait empêchés de venir ? C'est ce que remontra le pape, et, après un long discours où il rappelait l'affection, les ménagements qu'il avait eus longtemps pour Frédéric, il reprit l'énumération de ses griefs et prononça la sentence.

Par cette sentence, il le déclarait rejeté de Dieu : il le dépouillait de ses honneurs, dégageait ses sujets de leur serment de fidélité, leur défendant de lui obéir comme empereur, comme roi de Sicile, ou à tout autre titre. Il déclarait également excommunié quiconque lui viendrait en aide, autorisait les prince de l'Empire à élire un autre empereur, et se réservait à lui-même de pourvoir au royaume de Sicile.

La sentence lue, le pape se leva, entonna le *Te Deum*, et le concile se sépara.

Ainsi le concile de Lyon avait répondu à la double attente d'Innocent IV. De l'aveu des Pères assemblés, l'excommunication avait frappé Frédéric, et la croisade était prêchée contre les infidèles. De ces deux choses l'une ne pouvait qu'entraver l'autre. Pour que les mesures décrétées en faveur des chrétiens d'Orient portassent leur fruit, il fallait

que toutes les forces de l'Europe agissent de concert ; mais le péril le plus grand était , aux yeux du pape , celui qui menaçait la chrétienté à l'intérieur. Il fallait vaincre l'ennemi qu'elle avait dans son sein pour qu'elle pût recouvrer le plein exercice de sa force et l'employer contre l'étranger. C'est la pensée qu'il avait fait prévaloir à Lyon et qui devait dominer la suite des événements.



Fig. 21. — Sculpture religieuse. — Le jugement dernier ; les damnés (cathédrale d'Amiens).

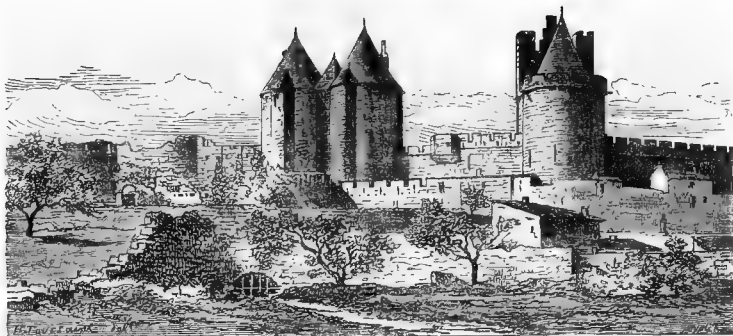


Fig. 22. — Architecture militaire. — Les fortifications de Carcassonne.

CHAPITRE VII

SUITES DU CONCILE DE LYON

I

Situation de l'Europe après le concile de Lyon.



DES deux guerres dont le concile de Lyon avait donné le signal, guerre contre l'Empereur, guerre contre les infidèles, l'une, par son caractère, devait bien plus que l'autre exciter les passions et, par la force des choses, attirer à soi l'attention des peuples européens. Comment songer à Jérusalem, quand il s'agissait de savoir si l'Empire demeurerait à Frédéric ou Rome au pape ? L'Italie et l'Allemagne étaient trop intéressées à la question pour avoir le loisir de s'occuper d'autre chose. Restaient l'Angleterre et la France. Mais saint Louis ayant pris la croix, Henri III en fut d'autant moins disposé à le faire. La trêve entre la France et l'Angleterre allait finir, et le roi d'Angleterre espérait peut-

être trouver dans l'éloignement du roi de France quelque occasion d'en profiter.

Saint Louis devait donc être seul à supporter le poids de cette expédition. Il n'en fut pas ébranlé. Sur sa demande, le pape lui avait envoyé, à titre de légat, le cardinal de Tusculum, Eudes de Châteauroux, pour prêcher la guerre sainte. Le roi tint à cette occasion un parlement à Paris, dans l'octave de la Saint-Denis. Le légat s'y trouvait avec grand nombre de prélats et de seigneurs, et plusieurs des plus considérables prirent alors la croix : les trois frères de saint Louis ; Pierre Mauclerc et le comte de Bretagne son fils ; le comte de la Marche et son fils aîné ; le duc de Bourgogne ; le duc de Brabant ; Marguerite, comtesse de Flandre, et ses deux fils ; les comtes de Saint-Pol, de Bar, de Rethel, de Soissons, et, entre beaucoup d'autres seigneurs, le sire de Joinville, l'incomparable historien de la croisade.

Le nombre des croisés alla s'augmentant chaque jour. Le roi aidait lui-même aux prédicateurs, en faisant leur office ; et voici le pieux stratagème dont il aurait usé, au dire de Matthieu Paris, pour prendre les plus récalcitrants dans ses filets :

« Aux approches de l'illustre fête de la naissance du Seigneur, jour où les grands ont coutume de distribuer aux gens de leur maison des habits neufs de rechange que nous appelons vulgairement robes nouvelles, le seigneur roi de France, qui portait, pour ainsi dire, le drapeau de la croix, remplit d'une façon tout extraordinaire l'office de prédicateur et de procureur de la croisade. Il fit confectionner en drap très-fin des capes et tout ce qui en dépend, en bien plus grand nombre qu'il n'avait coutume de le faire, les fit orner avec des fourrures de vair, ordonna qu'à l'endroit des capes qui couvre l'épaule on cousît des fils d'or très-déliés en forme de croix, et veilla prudemment à ce que ce travail se fit en secret et pendant la nuit. Le matin, quand le soleil n'était pas encore levé, il voulut que ses chevaliers, revêtus des

capas qu'il leur donnait, parussent à l'église pour y entendre la messe avec lui. Ceux-ci obéirent, et, pour ne pas être accusés de somnolence ou de paresse, se rendirent de grand matin à l'église où l'office devait se célébrer ; mais, lorsque les rayons de l'astre brillant eurent rendu la couleur aux objets, et comme, selon le proverbe de Perse, « la besace est mieux vue par derrière, » chacun s'aperçut que le signe de la croisade était cousu sur l'épaule de son voisin. Alors l'étonnement fut joyeux, et tous comprirent que le seigneur roi s'était pieusement joué d'eux et les avait trompés, remplissant ainsi un rôle nouveau et inouï de prédicateur, et prêchant plutôt en actions qu'en paroles. Or, comme il leur paraissait indécemment honteux et même indigne de rejeter ces habits de croisés, ils se mirent à rire, mais sans se moquer, en versant des larmes abondantes et joyeuses, et ils appelèrent le seigneur roi de France, à cause de ce stratagème, chasseur de pèlerins et nouveau pêcheur d'hommes. »

Les chevaliers disaient vrai de leur roi ; et saint Louis connaissait bien les Français.

La difficulté n'était pas d'entraîner les Français ; elle était, comme je l'ai dit, dans la situation de l'Europe et dans les troubles que la sentence de Lyon avait pu faire prévoir.

II

Continuation de la lutte d'Innocent IV et de Frédéric II.

— Entrevue de Cluny. —

Mariage de Charles d'Anjou. — Nouvelle démarche de Frédéric II.

Le pape, en déclarant Frédéric déchu du trône, avait fait appel à l'insurrection, et Frédéric avait accepté le défi. A la nouvelle de sa condamnation, il ne put maîtriser sa fureur. « Le pape dans son concile m'a privé de ma couronne, s'écria-t-il ; d'où lui vient tant d'audace ? » Et mêlant l'ironie à la colère : « Où sont les coffres qui contiennent mon trésor ? »

On les lui apporta, il les ouvrit, et montrant ses couronnes : « Voyez si je les ai perdues, » dit-il. Il en prit une, se la mit sur la tête, et, se levant ainsi couronné : « Je n'ai pas encore perdu ma couronne et je ne la perdrai point, soit par les efforts du pape, soit par ceux du concile, sans un sanglant combat. »

Dans le premier élan de sa colère, il écrivit à tous les princes une lettre où, leur montrant leur propre dignité ravagée en sa personne, il cherchait à son tour à les entraîner par un sentiment d'intérêt commun dans sa lutte contre l'Église. Les princes, s'ils n'étaient pas disposés à le soutenir, n'étaient pas non plus d'humeur à le combattre. Mais qu'allait faire saint Louis? Frédéric avait compris combien il lui importait de gagner son suffrage et son appui moral en pareille circonstance. Il ne se borna pas à lui adresser une lettre comme aux autres; il lui députa Gautier d'Ocre et Pierre de la Vigne, son chancelier. Il voulait remettre, tant il avait confiance dans sa haute justice, l'affaire entière entre ses mains, s'engageant à faire à l'Église toutes les satisfactions que lui et les barons de France estimerait dues. Il promettait que, la paix une fois assurée, il irait en Orient, ou y enverrait son fils Conrad, soit avec saint Louis, soit sans lui, si le roi de France préférerait demeurer en Occident pour mieux garantir la paix qu'il aurait faite. Il affirmait que la Terre-Sainte n'y perdrait rien, et s'engageait à ne point poser les armes qu'il n'eût reconquis tout ce qui avait jamais été au royaume de Jérusalem.

Ces promesses étaient assurément de nature à séduire saint Louis. La paix dans la chrétienté, la protection des saints lieux, c'est tout l'objet qu'il se proposait; et la démarche de Frédéric pouvait faire croire à sa sincérité. Il ne lui eût pas été aussi facile de manquer à ses engagements, quand il se serait lié non plus seulement envers le pape, mais envers le roi de France pris par lui comme arbitre au débat. Mais il exigeait deux choses : que le pape révoquât au

préalable sa condamnation, et qu'il lui abandonnât les Lombards : or, le dernier point surtout, qui était l'origine de la querelle, il ne pouvait guère se flatter de l'obtenir.

Cette lutte recommença donc plus implacable. Saint Louis voulut pourtant encore essayer d'opérer la conciliation. Des messages eussent indéfiniment prolongé le débat. Il résolut d'en conférer avec le pape personnellement et l'invita à se rendre à Cluny. Innocent IV y était depuis quinze jours, quand arriva le roi, accompagné de sa mère, de ses trois frères, de sa sœur Isabelle et d'un très-grand cortège (novembre 1245). Le pape lui-même n'était pas moins magnifiquement escorté : le jour de la Saint-André (30 novembre), lorsqu'il dit la messe devant le roi, il avait autour de lui douze cardinaux, les patriarches d'Antioche et de Constantinople, et dix-huit évêques qui n'avaient pas encore pris possession de leurs sièges. Plusieurs autres princes avaient voulu se trouver à cette rencontre du pape et du roi ; et tous avec leur suite avaient pu se loger dans l'abbaye, sans que les religieux eussent besoin de quitter les lieux qu'ils habitaient.

Saint Louis y conféra quinze jours avec Innocent IV. La conférence fut très-secrète. Mais on peut supposer que le roi ne négligea point de travailler à la réconciliation du pape et de Frédéric. Matthieu Paris dit même qu'avant de se séparer ils convinrent d'une autre conférence à laquelle ils tâcheraient de faire que Frédéric assistât.

Pendant tout ce séjour, le roi traita le pape avec les plus grands honneurs ; avant de le quitter, il reçut de lui une absolution générale en vue de son départ pour la croisade. C'est à cette guerre qu'il eût voulu entraîner tout le monde, et déjà il travaillait à préparer le royaume à son absence, à prévenir les périls qui en pouvaient provenir. Les barons de France et d'Angleterre se ressentaient encore de leur origine commune ; ils avaient dans l'un et dans l'autre pays des terres qui leur imposaient, en cas de lutte, des obligations contradictoires. Dès l'an 1244, saint Louis les avait invités à

choisir entre l'un ou l'autre royaume, rappelant la maxime : « Nul ne peut servir deux maîtres; » et ces renonciations réciproques lui donnèrent, sans aucun doute, le moyen d'assurer à chacun des compensations.

Il termina alors une affaire qui, en ajoutant à la grandeur de sa maison, préparait celle de la France.

Le comte de Provence, nous l'avons vu, avait quatre filles. L'aînée, Marguerite, avait été mariée à saint Louis; la seconde, Éléonore, à Henri III; la troisième, Sancie, menée récemment en Angleterre par sa mère, y avait épousé Richard, frère de Henri III. Restait la quatrième, Béatrix, et c'est à elle que le comte, jaloux de laisser son pays indépendant, voulait transmettre tout son héritage.

Le comte de Toulouse, qui recherchait tant un mariage dont les suites eussent pu ravir son comté aux espérances de la maison de France, trouvait là une excellente occasion d'agrandir son domaine, en attendant qu'il lui assurât un autre héritier. Il avait rencontré le comte de Provence à Lyon pendant le concile, et le pape avait promis les dispenses; mais le comte de Provence mourut avant que le projet se réalisât (19 août 1245). Sa mort allait changer complètement la situation. Saint Louis, comme ayant épousé l'aînée des filles de Raymond Bérenger, aurait pu revendiquer sa succession en totalité ou du moins en partie; mais sa conscience lui eût reproché de s'adjuger toute une province dont l'héritage n'avait pas été assuré à sa femme quand il l'épousa, et la politique s'opposait à l'idée d'y introduire les princes anglais par un partage. Il entra donc dans les vues des Provençaux, qui souhaitaient de rester indépendants. Seulement il voulait que l'héritage échût avec l'héritière, non au comte de Toulouse, mais à son propre frère Charles d'Anjou.

La conduite des affaires en Provence était aux mains de Romée de Villeneuve, le principal conseiller de Raymond Bérenger. Il comprit bien que pour garder l'indépendance

du pays avec Béatrix, il ne fallait pas lui faire contracter un mariage qui eût été un défi porté au roi de France. Il accueillit toutes les vues de saint Louis ; il dissimula avec le comte de Toulouse, qui, trompé dans son espoir, aurait pu recourir à la violence, et le pressa de venir en diligence et sans troupes, comme pour éviter de donner l'éveil à personne. Le comte vint vite ; mais on trouva mille raisons pour traîner en longueur. Sur ces entrefaites, le pape, sollicité par les trois sœurs de Béatrix en même temps, refusait les dispenses : l'entrevue de Cluny, qu'il avait eue dans l'intervalle avec saint Louis, avait sans doute ainsi changé ses résolutions. Avec le comte de Toulouse, il y avait encore le roi d'Aragon, qui, seigneur de Montpellier, convoitait pour son fils l'héritière de Provence ; et il vint, dit-on, à Aix avec une armée pour donner plus de force au jeune prétendant ; mais saint Louis envoya en Provence une partie des troupes qu'il avait amenées à Cluny, et le roi d'Aragon n'insista pas. Toute contrainte étant ainsi écartée, la jeune princesse fut remise par sa mère aux mains des députés de saint Louis, et Charles, agréé pour époux, prit le chemin de la Provence.

Le comte de Toulouse espérait encore, et il députait auprès de la reine Marguerite pour qu'elle l'appuyât, quand son envoyé rencontra Charles qui venait épouser la princesse. C'était encore un mariage manqué. On dit qu'après avoir échoué tant de fois auprès des filles des seigneurs de France, il vint en Espagne, et que, rencontrant à Saint-Jacques de Compostelle une dame étrangère, il eut dessein de l'épouser. Mais cela ne se fit pas davantage, et « ainsi, dit Tillemont, il parut que Dieu ne voulait point qu'il eût d'autres héritiers que Jeanne, femme d'Alphonse » (frère de saint Louis).

Charles apportait en Provence des lettres par lesquelles saint Louis consentait que le comté demeurât sans aucun partage à la princesse dont il allait faire sa femme. Le ma-

riage fut célébré le 31 janvier 1246, en présence de la mère et des trois oncles maternels de la fiancée (Amédée, comte de Savoie, Thomas, l'ancien comte de Flandre, et Philippe, archevêque de Lyon), au milieu de la joie de tout le peuple, heureux de voir maintenue et consolidée par là son indépendance. Charles amena la jeune comtesse en France, et, le jour de la Pentecôte (27 mai), saint Louis tint à Melun un parlement où il le fit chevalier. Un trait prouva en cette circonstance l'humeur altière de Charles d'Anjou. On dit qu'il se plaignit à sa mère qu'on n'eût point, en cette occasion, déployé autant d'appareil qu'au mariage du roi son frère, puisqu'il était fils de roi et de reine, et que saint Louis ne l'était pas. Comme il était né depuis que son père était monté sur le trône, il se faisait de cette circonstance un avantage qu'il opposait au droit d'aînesse de saint Louis.

Au milieu de ces soins, le pieux roi ne perdait pas de vue la médiation où il s'était engagé entre le pape et l'Empereur; car c'était là le point capital pour l'Europe et pour la Terre-Sainte; et malheureusement les choses de ce côté ne s'amélioreraient pas. Saint Louis avait envoyé au pape les évêques de Senlis et de Bayeux pour lui offrir ses bons offices. Le pape dans sa réponse (c'est par elle que l'on connaît la démarche du roi), après leur avoir rappelé tout ce qu'il avait fait pour ramener Frédéric avant le concile de Lyon, se déclarait prêt encore à le recevoir, s'il revenait à l'unité de l'Église. Que pouvait-il faire davantage? et pourtant Frédéric prenait cette réponse pour un refus, et de son côté il remontrait à saint Louis que, ses envoyés n'ayant rien obtenu de la cour de Rome dans la poursuite du but que l'un et l'autre se proposaient, cette commune injure devait les unir plus étroitement pour le maintien de leurs droits temporels (fin novembre 1246).

Cette invitation n'était pas de nature à entraîner le roi; mais une lettre écrite par Frédéric aux barons de France avait eu plus d'effet sur leurs esprits. Matthieu Paris raconte

qu'un grand nombre de seigneurs se réunirent, et firent serment de ne souffrir qu'aucun laïque fût ajourné devant les cours ecclésiastiques, sauf les cas d'hérésie, de mariage et d'usure. Des fonds étaient faits pour soutenir cette ligue, et quatre seigneurs des plus grands de France, chargés d'y tenir la main : Pierre de Bretagne, le duc de Bourgogne, le comte d'Angoulême, fils aîné du comte de la Marche, et le comte de Saint-Pol. L'acte, en effet, subsiste, rédigé en français, en termes un peu différents ; il fut aussi publié dans la langue de l'Église, et l'effet en fut considérable. Le pape s'en plaignit comme d'une diversion tentée par la noblesse de France en faveur de Frédéric ; mais il ne songea point à en accuser saint Louis, qui y fut complètement étranger.

III

Nouvelle intensité de la lutte en Allemagne et en Italie :
Henri Raspon ; — Guillaume de Hollande.

La lutte avait pris une violence qui ne pouvait plus aboutir qu'à la ruine de l'un ou de l'autre. Le pape s'était gagné des adhérents jusque dans la cour et dans le conseil de Frédéric ; il avait soulevé la Sicile ; il avait trouvé en Allemagne un prince disposé à accepter l'Empire, Henri Raspon, landgrave de Thuringe et beau-frère de sainte Élisabeth, élu roi des Romains le 17 mai 1244, et après lui Guillaume, comte de Hollande (3 octobre 1247). Conrad, fils de Frédéric, combattait en Allemagne ces prétendants ; en Italie, c'était l'Empereur lui-même qui soutenait la lutte. Il avait pour principale troupe, dans le Midi, les Sarrasins, qu'il avait transférés à Lucera : il y en avait là soixante mille, dont le tiers était voué au métier des armes, excellente milice pour la guerre qu'il faisait dès lors sans ménagements à la puissance pontificale. Au nord, sur le principal champ de

bataille, il avait trouvé un nouvel auxiliaire contre les derniers soutiens de l'indépendance italienne : Amédée, comte de Savoie (naguère allié du pape), qui avait déjà pris pied de ce côté des Alpes par quelques possessions. Grâce à ce concours, Frédéric songeait même à venir forcer le pape dans Lyon, au siège du concile qui l'avait condamné. Il est vrai qu'il n'annonçait pas une intention si menaçante. Il voulait, disait-il, venir trouver le pontife pour se justifier devant lui, comme le pape l'y avait invité. C'est ce qu'il écrivait aux barons de France, notamment au comte de Saint-Pol, l'un des quatre barons élus par leurs pairs, l'année précédente, pour défendre les droits de la noblesse contre le clergé. Mais saint Louis ne s'y trompait point, et il déclara hautement que si l'Empereur marchait sur Lyon, lui-même avec ses trois frères prendrait les armes pour le combattre.

Frédéric n'alla pas au delà de Turin ; et le pape, sûr d'un appui qui ne lui ferait pas défaut, put, dans sa lettre de remerciement à saint Louis, l'inviter à ne pas se mettre en route, et à attendre que lui-même l'appelât.

Un événement qu'Innocent IV avait peut-être des raisons de prévoir allait mettre Frédéric, n'eût-il pas redouté saint Louis, dans l'impossibilité d'aller plus avant.

Les parents du pape, que l'Empereur avait chassés de Parme, réussirent à y rentrer et à rester maîtres de la ville. Frédéric craignit de voir l'insurrection s'étendre dans toute la Lombardie. Il vint assiéger Parme. Lui-même, dans une lettre à saint Louis, déclare que cette révolte l'empêchait de se rendre à Lyon, où il venait, disait-il, sur l'invitation du pape, afin de se justifier de ce dont il était accusé. Il espérait que cela ne le tiendrait pas longtemps. La ville ne faisant pas mine de se rendre, il éleva à ses portes, comme pour lui ôter tout espoir, une place qu'il avait nommée par avance « la ville de la Victoire ». Toutes les villes gibelines du voisinage étaient pressées d'y envoyer des hommes pour hâter le succès. Les habitants de Parme, en proie à la famine, avaient

plusieurs fois sollicité une honorable capitulation. Mais le désespoir les servit mieux : dans une sortie, ils enlevèrent « la ville de la Victoire » ; et Frédéric se vit forcé à fuir jusqu'à Crémone, laissant entre leurs mains son camp et les trésors qu'il y emportait toujours avec lui (18 février 1248).

IV

Préparatifs de la croisade.

L'échec de Frédéric éloignait le péril qui menaçait la papauté, et rendait à saint Louis toute sa liberté pour son grand voyage. Il n'avait pas cessé de s'y préparer. Dès 1246, il achetait du vin et du blé, qu'il envoyait en Chypre. L'île de Chypre, enlevée aux Grecs par Richard Cœur-de-Lion, en 1191, et cédée par lui à Gui de Lusignan, était le seul endroit de l'Orient vraiment à l'abri des entreprises ennemies ; elle avait été dès lors choisie par saint Louis pour le dépôt de ses approvisionnements. Les villes maritimes d'Italie, Venise et Gênes surtout, aidaient à ses transports, et Frédéric n'y mettait point obstacle. Saint Louis ayant envoyé des messagers à Gênes, en 1246, pour préparer son passage, l'Empereur lui fit porter l'assurance que, nonobstant la guerre, il pourrait faire tout ce qu'il voudrait, fréter des galères, lever des hommes, selon ses besoins ; et pourtant, lorsque Frédéric eut vu la grande quantité de vaisseaux et le nombre de Génois réunis pour cette expédition, il eut peur. Il craignait que ces Génois n'eussent envie de faire, en passant, une descente en Sicile, et il réunit des forces sur terre et sur mer pour se mettre à l'abri de ce péril. Mais pour tout ce qui n'était que de la guerre sainte, il s'y prêtait volontiers ; il y aidait même : il avait trop besoin de ménager le roi de France. C'était le moment où saint Louis envoyait au pape les évêques de Senlis et de Bayeux pour tâcher de le fléchir envers l'Em-

pereur; et il était doublement de son intérêt que la croisade suivît son cours en Palestine. Elle pouvait lui ôter des adversaires en Occident, et de plus servir en Orient les intérêts de sa maison: car le royaume de Jérusalem, dont Frédéric avait porté le titre au nom de sa femme, fille de Jean de Brienne, appartenait, comme héritage de cette princesse, à leur fils Conrad; et saint Louis prenait l'engagement de respecter ses droits. L'Empereur avait donc écrit à ses officiers en Sicile de laisser saint Louis acheter et transporter au dehors des chevaux, des armes et des vivres pour tout le temps de sa campagne. Il y mettait seulement pour condition qu'on ne les fit pas servir au secours, soit des habitants d'Acre, qui avaient rejeté sa domination et chassé son lieutenant, soit de ses autres ennemis (novembre 1246), condition que saint Louis acceptait; mais le saint roi l'invitait à prendre lui-même toute garantie à cet égard, ne pouvant répondre de tous les marchands qui viendraient à cette occasion faire des achats en Sicile.

Saint Louis n'entendait pas se contenter de ces secours qu'il tirait de la marine étrangère. Il voulut avoir un port à lui. Il fit choix d'Aigues-Mortes, lieu fort mal famé, sans doute, pour ses eaux croupissantes au milieu des lagunes du Languedoc¹: tous les pèlerins préféraient Marseille, mais la Provence était au duc d'Anjou; et saint Louis tentait de

¹ « La géologie, d'accord avec l'histoire, dit M. Ch. Martins, prouve que depuis six siècles, époque de la fondation d'Aigues-Mortes, la configuration de la côte n'a guère changé. La mer ne s'est pas retirée, et, *sur ce point*, le delta du Rhône n'a pas progressé; car le bras du fleuve qui l'a formé est éteint depuis le seizième siècle, et les cours d'eau secondaires, le Vistre et la Vidourle, déposent leurs apports dans les étangs qu'ils comblent peu à peu. En partant pour ses deux croisades, saint Louis n'est pas monté à Aigues-Mortes même sur le vaisseau qui devait le conduire vers les côtes d'Afrique, mais sur une embarcation d'un faible tirant d'eau. Traversant les étangs de la Marette et du Repausset, il a rejoint la flotte qui l'attendait, mouillée dans le golfe d'Aigues-Mortes, en face du Grau, aujourd'hui fermé, qui porte encore le nom de *Grau-Louis*. » (*Comptes rendus de l'Acad. des sciences*, t. LXXVIII, n° 25, p. 1750; 22 juin 1874.

IX

ART GOTHIQUE — XV^e SIÈCLE

« Saint Louis justicier et miséricordieux. » = Cette miniature est tirée d'un beau manuscrit des *Chroniques de Saint-Denis* qui est conservé à la Bibliothèque nationale, fr. 2609, f^o 230. Elle peut passer pour un type exact de la miniature en France au xv^e siècle.

Mis sur pierre par PRALON,
d'après une aquarelle de GARCIA.



mettre directement le royaume en communication avec la mer que la réunion d'une partie du Languedoc lui avait rouverte. Il y fit bâtir une tour et des défenses contre l'ennemi et contre les vents, pour la protection des pèlerins ou des marchands qui s'y porteraient ; et il chercha à y attirer des habitants par de nombreux privilèges.

Toutes ces dispositions exigeaient de l'argent. Saint Louis en reçut des différentes villes du royaume : de Paris, 10,000 livres ; de Laon, 3,000 ; de Beauvais, 3,400, etc. ; mais il en demanda surtout au clergé, qui, de tout temps, avait été spécialement requis de contribuer aux guerres saintes. Le pape avait accordé à cette fin un dixième pendant trois ans, et saint Louis le fit lever par les ministres du saint-père, afin que la perception comme l'octroi du subside se trouvât, à l'égard de l'Église, sous le couvert de la même autorité. Les plaintes, en effet, ne manquèrent point de s'élever, il y eut des résistances : mais la contrainte ne venait pas du roi ; et, contre les exacteurs, le clergé ne pouvait pas recourir à ses moyens ordinaires de défense. L'excommunication, cette fois, frappa, non ceux qui levaient l'impôt, mais ceux qui refusaient de le payer. Ils avaient, du reste, à payer et pour le roi et pour le pape aussi : car le concile de Lyon avait alloué à Innocent IV un vingtième pour le secours de la Terre-Sainte, et un autre subside pour Constantinople. En 1247, le malheureux Baudouin venait encore à Paris et à Londres solliciter des secours, sans lesquels son empire était à la veille de succomber. A cela se joignait la contribution que réclamait le pape pour sa croisade contre Frédéric ; mais pour celle-ci, saint Louis s'y opposa. Les plaintes du clergé étaient donc très-vives. Il prétendait que les charges des laïques n'étaient rien au prix des leurs ; et, pour comble de misère, ils voyaient précisément en cette année les laïques faire comme une levée en masse pour combattre leurs privilèges de juridiction : démonstration qui provoqua et les plaintes du clergé et les menaces du pape. Sur ce point, la querelle devait se

prolonger jusqu'après le départ de saint Louis, et même après son retour.

Il y avait d'autres difficultés graves que saint Louis aurait voulu résoudre avant de partir : et d'abord celles qu'il avait avec l'Angleterre. La trêve allait expirer. Saint Louis demandait qu'elle fût prorogée : c'est une sûreté qu'il souhaitait pour son royaume pendant son absence. Mais le roi d'Angleterre, qui ne se croisait pas, et que le départ de saint Louis rassurait, n'eût pas été fâché de mettre à profit l'inquiétude qu'il pouvait causer à la France. Il marchandait donc son adhésion ; et, sans toucher au chapitre des restitutions, il demandait, au nom de sa femme, une partie de la Provence. Saint Louis, au dire de Matthieu Paris, eût été disposé à rendre à l'Angleterre quelques provinces, comme il le fit plus tard, mais à la condition qu'il s'agit de paix : une simple trêve n'exigeait pas tant de sacrifices ; car, après tout, Henri III se fût singulièrement compromis lui-même aux yeux de l'Europe, en attaquant les États d'un roi placé sous la sauvegarde de la chrétienté tout entière par le signe de la croisade. Saint Louis laissa donc la question en suspens, et la trêve se prolongea de fait.

Il était un autre point qui pouvait, comme la suite le montra, provoquer des troubles plus sérieux, et que saint Louis fut appelé à régler avant de partir : c'était la succession de Flandre et de Hainaut.

Jeanne, comtesse de Flandre, était morte le 5 décembre 1244, et Marguerite, sa sœur, lui avait succédé. Marguerite s'était mariée deux fois : d'abord avec Bouchard d'Avesnes, qui avait reçu les ordres, et l'avait épousée sans se faire relever de ses vœux ; puis, ce mariage étant cassé, avec Guillaume de Dampierre. Or des enfants étaient nés de ces deux mariages. Les d'Avesnes avaient le droit d'aînesse ; les Dampierre prétendaient avoir seuls la légitimité. Ce débat, d'où dépendait la succession des comtés de Flandre et de Hainaut, s'agitait du vivant même de la mère. Les d'Avesnes

s'étaient pourvus auprès du pape pour faire maintenir la légitimité de leur naissance, l'union dont ils étaient sortis, bien qu'annulée plus tard, ayant été contractée de bonne foi ; et c'est en ce sens que la cour de Rome jugea en 1249. Mais dès ce moment les uns et les autres convinrent de faire résoudre, abstraction faite du point de légitimité, la question d'héritage, et ils s'en remirent à saint Louis, assisté du légat. Il était admis que le jugement pourrait réunir ou séparer les deux comtés ; et, quelle que fût la décision de l'Église sur la question d'état, nulle des parties ne devait s'en prévaloir pour obtenir au delà de son partage.

Ce compromis ayant été ratifié par Marguerite elle-même, saint Louis reçut aussi les engagements de ses enfants, des seigneurs et des villes intéressés dans la querelle ; et, de concert avec le légat, il adjugea le Hainaut à Jean d'Avesnes et la Flandre à Guillaume de Dampierre, pour en jouir après la mort de leur mère, à la charge de faire, chacun dans son propre lot, la part de ceux de sa ligne, selon les coutumes du pays. Cette sentence équitable fut bien accueillie des princes, et encore plus volontiers des peuples, qui espéraient échapper au fléau des guerres de succession ; mais leur espoir devait être trompé.

Cette question de succession ne regardait saint Louis que pour la Flandre. Le Hainaut relevait de l'Empire. On aurait donc pu tout aussi bien s'adresser à Frédéric. Mais il aurait été difficile de réunir en ce moment Frédéric au légat, et on n'en eut même pas la pensée. L'esprit d'équité et de modération de saint Louis le désignait à tous pour arbitre. On savait qu'en toute chose il ne voulait que la justice et la paix, une paix dont il cherchait la garantie dans l'observation de la justice.

L'équité de saint Louis envers tous et le respect qu'elle lui attirait était un premier gage pour la sécurité du royaume en son absence. Il en chercha un autre dans la foi du serment. Lui qui était si ferme dans sa parole était porté à

croire à celle des autres. Il avait réuni vers la mi-carême (mars 1247) un parlement pour y fixer l'époque de la croisade. Il déclara qu'il était résolu de partir au plus tard à la Saint-Jean de l'année suivante. Il le jura et obtint des autres le même engagement ; puis il leur demanda à tous de lui renouveler leur hommage et de jurer foi et loyauté à ses enfants, si quelque chose advenait de lui dans le voyage.

Joinville, à qui il le demanda aussi, refusa de le faire, comme n'étant pas son homme. Il ne relevait que du comte de Champagne, et le roi ne songea pas même à prendre mal ce refus ; il ne s'en souvint que pour s'attacher ce fidèle serviteur, en le prenant un peu plus tard à ses gages. Joinville, en effet, avait reçu aussi la croix ; et un grand nombre de seigneurs avaient donné à saint Louis cette autre garantie de sécurité, en le suivant dans son entreprise. Dans le nombre il faut compter surtout le comte de Toulouse, qui, par ses projets de mariage, avait donné tant de souci à la cour de France. Il ne songeait plus à se marier, et il voulait accomplir cette fois ce vœu d'aller en Terre-Sainte, qu'il avait formé depuis longtemps.

Saint Louis trouvait donc en France tout motif de sécurité. Ceux qu'il aurait pu redouter le plus, ou se croisaient avec lui, ou lui donnaient toute assurance. De son côté, le saint roi ne voulait point partir sans avoir fait toute réparation à qui de droit. Il ne se préparait pas seulement à son voyage, comme à une guerre lointaine, par des mesures de prévoyance et de sûreté ; il s'y préparait comme aux choses de Dieu par les bonnes œuvres, répandant les aumônes, multipliant les pieuses fondations, et, ce qui est la première loi de la charité, se disant qu'avant de donner du sien, il faut être sûr de n'avoir rien des autres. Il résolut donc de faire un grand examen de conscience sur toutes les parties de son administration, et donna à cet effet, dès l'automne 1247, des instructions à ses baillis, afin qu'ils provoquassent les réclamations dans leur ressort. De plus,

pour recueillir les plaintes que les baillis ne provoqueraient pas, il forma des commissions d'enquête, chargées d'aller par toute la France s'informer des injustices que par lui-même, à son insu, ou par ses agents, il avait pu commettre. Il choisit à cette fin des moines jacobins ou cordeliers, dont il estimait le plus l'intégrité et le jugement, également étrangers à la flatterie ou à la crainte. Ces sortes d'enquêtes furent poursuivies dans toute la France. Les comptes du roi, à l'Ascension 1248, indiquent les frais qu'elles occasionnèrent en diverses villes, à Paris, à Orléans, à Amiens, à Tours et en beaucoup d'autres lieux.

Ces enquêtes ne se faisaient pas en secret : le roi voulait que ceux qui avaient à se plaindre fussent avertis, ne craignant rien tant que de laisser sans satisfaction un sujet de plainte légitime. Il y eut donc autant de réclamations et plus peut-être qu'on n'en aurait vu sous un mauvais roi moins disposé à s'amender : les rapports de ces enquêteurs, consignés dans des registres récemment mis en lumière, en sont la preuve. Le bruit en alla jusque hors du royaume, et le roi d'Angleterre crut que le moment était propice pour se faire rendre ce que la fortune de la guerre ne lui avait pas fait recouvrer. Le comte Richard, venu en France, ne demandait pas moins que la restitution de toutes les provinces prises à Jean, en commençant par la Normandie. Mais le roi ne pouvait pas toucher à ces points sans le conseil de ses barons. Or les barons n'étaient pas disposés à de pareilles concessions ; et les déclarations des évêques de Normandie rassuraient d'ailleurs pleinement la conscience du roi. Il répondit que ce n'était pas au moment de partir pour la croisade qu'il pouvait traiter de pareilles questions, et Henri III n'eut garde d'en faire un cas de guerre.

On s'apprêtait, en effet, au départ ; et, malgré les obstacles que nous avons vus, il venait des croisés même des pays étrangers. Il en venait d'Angleterre, et même de la parenté du roi : comme, par exemple, Guillaume Longue-

Épée, fils d'un bâtard de Henri II, et cet autre seigneur, Français d'origine, devenu Anglais et beau-frère de Henri III, je veux parler de Simon de Montfort, comte de Leicester. Un roi étranger s'était aussi résolu à partir pour la Terre-Sainte : Haquin, roi de Norwége, dont le pape avait voulu faire un empereur pour l'opposer à Frédéric. Selon Matthieu Paris, qui prête volontiers aux autres ses sentiments et son esprit, il aurait répondu à Innocent IV qu'il était prêt à combattre tous les ennemis de l'Église, mais non du pape. Saint Louis lui envoya un messenger pour l'inviter à faire ce voyage de concert avec les barons de France, lui offrant, comme il était habile aux choses de la mer, le commandement de la flotte. Mais Haquin s'en excusa, disant que ses peuples étaient impétueux et incapables de rien souffrir, et que les Français avaient la réputation d'être fiers et insolents; qu'avec cette humeur ils pourraient bien ne pas s'accorder, et qu'ainsi mieux valait ne pas faire ensemble la traversée. Ils ne se rencontrèrent ni sur la route, ni sur les champs de bataille. Haquin n'était pas encore parti vers la fin de 1252, quand les Français, excepté saint Louis, étaient déjà revenus.

En France, au printemps de 1248, le mouvement se produisait sur tous les points. A la fête de Pâques, Joinville avait réuni ses hommes et ses vassaux dans sa terre. La veille de la fête, un fils lui était né. La moitié de la semaine se passa en réjouissances. Le vendredi, Joinville, entrant dans les sentiments de celui qu'il allait prendre pour chef, réunit tout ce monde, et leur dit : « Seigneurs, je m'en vais outre-mer, et je ne sais pas si je reviendrai. Or avancez : si je vous ai de rien méfait, je vous le repaierai l'un après l'autre. » Et il leur fit réparation, au jugement de tous les habitants de sa terre : afin de n'exercer sur leur esprit aucune influence, il avait quitté le conseil, et en reçut les décisions sans débat. Pour faire les frais de son expédition, il était allé à Metz, et avait mis une grande partie de sa terre

en gage ; et , quoiqu'il n'eût encore que peu de bien , il trouva moyen de prendre dans sa compagnie neuf chevaliers et trois bannerets. Il s'entendit avec le sire d'Apremont , comte de Sarrebruck , qui avait le même nombre de gens , et de concert ils louèrent à Marseille un vaisseau pour le voyage (ch. xxv).

Ces mesures prises , Joinville fit venir l'abbé de Cheminon , que l'on tenait pour le plus vénérable de l'ordre de Cîteaux , et reçut de lui l'écharpe et le bourdon ; puis , en habit non pas seulement de pèlerin , mais de pénitent , à pied , sans chaussure et en chemise , il quitta sa demeure pour n'y plus rentrer avant son retour de la guerre , allant d'abord visiter les abbayes et honorer les reliques du voisinage , à Blécourt , à Saint-Urbain. « Et pendant que j'allois à Blécourt et à Saint-Urbain , dit-il , je ne voulus onques retourner mes yeux vers Joinville , de peur que le cœur ne m'attendrît du beau château que je laissois et de mes deux enfants (ch. xxvii). »

Ce que Joinville raconte de lui se répéta en bien d'autres lieux de France , et c'est ce que d'autres historiens nous disent aussi de saint Louis. Après avoir mis ordre aux affaires de l'État , achevé ses préparatifs , célébré avec une grande pompe la dédicace de la Sainte-Chapelle , cette merveille de l'architecture gothique , élevée en moins de cinq ans , ayant placé son palais sous la sauvegarde des reliques de la Passion (v. fig. 23 , 24 et 25) , il visita plusieurs lieux sacrés , entre autres l'abbaye de Saint-Victor , et il alla le vendredi après la Pentecôte (12 juin) à Saint-Denis , où il reçut , avec l'oriflamme , l'écharpe et le bâton du pèlerin de la main du légat. De là , revenant à Paris , il se rendit nu-pieds à Notre-Dame pour y visiter une dernière fois , avant de partir , la grande basilique , et y entendre la messe ; puis , toujours nu-pieds et en habits de pèlerin , il sortit de Paris , au milieu d'un immense concours de peuple , avec l'escorte des processions de toutes les églises , et il alla ainsi jusqu'à

l'abbaye de Saint-Antoine. Après avoir fait ses dévotions dans l'abbaye et s'être recommandé aux prières des religieux, il prit congé du peuple, monta à cheval et partit.

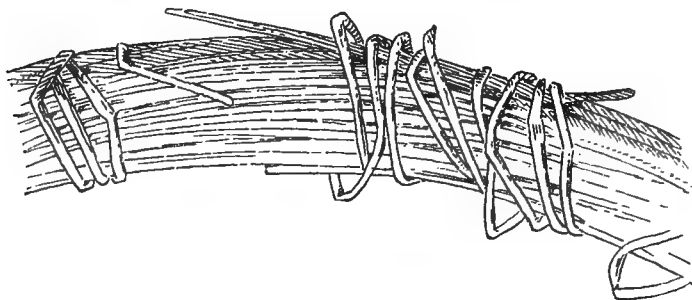


Fig. 23. — La sainte Couronne d'épines jadis conservée à la Sainte-Chapelle. Fragment.

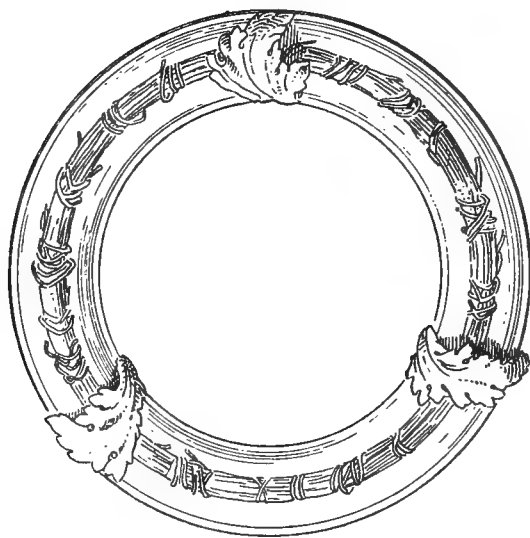


Fig. 24. — La sainte Couronne d'épines jadis conservée à la Sainte-Chapelle. Vue d'ensemble.

Chef de la croisade, il reprenait les insignes du chevalier et du roi, sans déposer d'ailleurs l'esprit du pèlerin. Depuis son départ de Paris, il renonça aux habits d'écarlate et de pourpre, aux riches et rares fourrures. Il n'usait plus que

d'étoffe commune ou sans éclat, ou des peaux les plus grossières. Plus d'ornements d'or ni d'argent dans son harnais, non plus que dans sa parure. Le concile de Lyon avait recommandé la modestie dans les habits : il en voulut donner

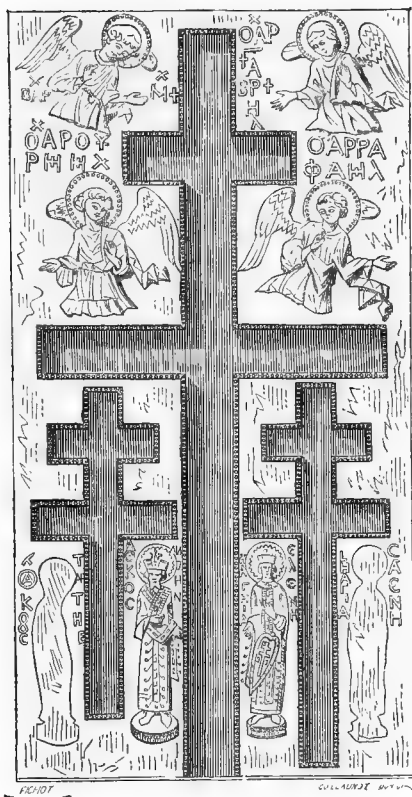


Fig. 25. — Reliquaire de la vraie Croix donné à saint Louis par l'empereur Bandouin II, et appelé « Reliquaire de Bandouin ».
(D'après les *Reliques de la Passion* de M. Rohaut de Fleury.)

l'exemple à tous les siens ; et Joinville rend témoignage que pendant toute la croisade les chevaliers imitèrent sa simplicité. En proscrivant le luxe, on ménageait pour la Terre-Sainte des ressources qui se seraient dissipées sans fruit dans ces folles dépenses.

A Corbeil, où le roi s'arrêta le jour même qu'il était sorti de Paris, il prit ses dernières mesures pour le gouvernement du royaume en son absence. Il en confia les rênes à des mains dont le pays avait pu apprécier déjà l'habile direction et la fermeté. Il rendit à sa mère le titre de régente : depuis qu'elle lui avait remis ses pouvoirs, elle n'avait pas d'ailleurs cessé d'être de ses conseils. Il lui donnait pour auxiliaires les hommes sages qui avaient coutume de l'assister. Le roi poursuivit son voyage en s'arrêtant dans les abbayes, au couvent de Sens, par exemple, où le franciscain Salimbene le vit arriver, « non dans la pourpre royale, mais en habit de pèlerin, ayant l'escarcelle et le bourdon de pèlerin au cou, digne ornement des épaules royales, » dit le bon frère ; et après avoir assisté à sa réception il le rejoignit dans sa marche vers la Provence : « Il me fut facile de retrouver le roi, ajoute-t-il, parce qu'il s'écartait souvent du grand chemin pour aller aux ermitages des frères mineurs et autres religieux établis çà et là, à droite et à gauche, afin de se recommander à leurs prières ; et il suivit cette conduite jusqu'à ce qu'il arrivât à la mer et s'embarquât pour la Terre-Sainte. »

Dans ce voyage à travers son royaume, le pieux roi s'occupait encore d'autres soins. Il poursuivait lui-même l'enquête qu'il avait confiée à des religieux, cherchant partout des accommodements, et ne négligeant aucune occasion pour transiger sur les points qui n'étaient pas réglés encore. C'est ainsi qu'il finit à Corbeil son débat avec l'église de Beauvais, et à Fleury-sur-Loire un différend avec cette célèbre abbaye. Des compositions de cette sorte signalent, par les noms de ville et les jours dont les actes sont datés, les différentes étapes de saint Louis dans sa marche vers le lieu de son embarquement.

Il y avait un bien plus gros différend que le roi eût été surtout heureux de terminer avant son départ ; mais, pour celui-là, il ne suffisait pas qu'il y mît du sien : c'était le dif-

férend du pape et de l'Empereur. Saint Louis se proposait bien de tenter un dernier effort. Il avait pris son chemin par la Bourgogne, et devait passer par Lyon, qui était d'ailleurs le rendez-vous d'un grand nombre de croisés. A Lyon, l'on trouvait cette grande voie du Rhône qui se chargeait de porter sans efforts au lieu d'embarquement hommes et bagages. C'est à Lyon que Joinville, ayant escorté, avec ses grands destriers, son harnais le long de la Saône, s'embarqua lui-même pour gagner Arles, d'où il vint à Marseille. Saint Louis avait donc écrit à Frédéric de lui envoyer des messagers à son passage à Lyon, et il avait probablement aussi préparé le pape à la négociation de l'affaire. Arrivé à Lyon, il y reçut, avec l'agrément du pontife, les messagers de Frédéric, auxquels il avait donné rendez-vous dans cette ville, et se fit le médiateur de leurs propositions auprès du saint-père. Mais les formes respectueuses dont elles étaient enveloppées ne changèrent rien au fond des choses. Frédéric faisait alors la guerre aux villes lombardes avec une ardeur accrue encore par le sentiment de sa défaite. Il ne voulait rien sacrifier de ce côté; et le pape pouvait savoir que ses vues ne se bornaient pas à l'asservissement de l'Italie. Innocent IV ne se laissa donc pas toucher. Plus de paix avec Frédéric qu'il ne cesse d'être empereur et roi.

Il n'y avait plus rien à faire pour saint Louis quand la question était maintenue sur ce terrain. Il reçut la bénédiction du souverain pontife et prit congé de lui avec tristesse. Il sentait que ni le pape ni l'Empereur n'auraient le loisir de le seconder dans cette campagne provoquée par l'Église elle-même, mais où il serait seul à défendre les intérêts de la chrétienté.

Saint Louis, quittant le pape, descendit le Rhône, et sur sa route le délivra d'une entrave qui en gênait la navigation : c'était une roche (la roche de Glun) surmontée d'un château dont le seigneur rançonnait impitoyablement quiconque passait par là. Il força le château en quelques jours,

le démolit en partie et eut la fort grande bonté de le rendre à son maître, en l'obligeant d'ailleurs à restituer ce qu'il avait pris et à donner caution de ne plus rien exiger par la suite. Un peu après, laissant une partie des croisés se diriger vers Marseille, il prit lui-même le chemin d'Aigues-Mortes.

Saint Louis emmenait avec lui la reine Marguerite sa femme, et ses frères les comtes d'Artois et d'Anjou¹. Il avait laissé le comte de Poitiers derrière lui, jugeant prudent qu'il restât avec Blanche, pour se mettre au besoin à la tête des hommes d'armes, la trêve avec l'Angleterre touchant presque à son terme (29 septembre) sans avoir été renouvelée. La comtesse d'Artois, qui était près d'accoucher, retourna en France pour revenir avec lui l'année suivante. Saint Louis aurait bien voulu aussi que sa femme demeurât; mais il aurait fallu qu'elle restât avec Blanche : c'était pour elle une trop bonne fortune que de s'en aller avec saint Louis sans que Blanche fût là.

Trente-huit grands vaisseaux étaient réunis dans la baie d'Aigues-Mortes, déjà fournis des approvisionnements, et n'ayant plus à recevoir que les hommes, les chevaux et le reste des bagages. Il y avait plus d'hommes que saint Louis n'en pouvait embarquer. Il dut laisser entre autres des archers italiens, si toutefois on peut induire ce fait du récit

¹ Il laissait sous la garde de sa mère plusieurs enfants. Il en avait eu cinq jusque-là : Blanche, née le 12 juillet 1240, et qui mourut à moins de trois ans; Isabelle, née le 18 mars 1242, qui fut reine de Navarre; Louis, né le 25 février 1244, qui mourut au commencement de 1260; Philippe, né le 30 avril 1245, qui fut son successeur, et Jean, né en 1247, mort le 10 mars 1248. Il en eut six autres par la suite; trois nés pendant la croisade : Jean Tristan, comte de Nevers, né au mois d'avril 1250 à Damiette; Pierre, comte d'Alençon, né à Châtel-Pèlerin, près d'Acre, en 1251; Blanche, née à Jaffa, en 1253, qui épousa Ferdinand, fils d'Alfonse X, roi de Castille; et trois après son retour : Marguerite, conçue en Palestine, née en 1254, épouse de Jean, duc de Brabant; Robert, comte de Clermont, né en 1256, qui fut la tige de la maison de Bourbon, et Agnès, la dernière, épouse de Robert II, fils du duc de Bourgogne. Voyez Tillemont, t. V, p. 241-245.

exagéré et malveillant de Matthieu Paris touchant le départ du roi de France. Les seigneurs, du reste, pourvoyaient eux-mêmes à leur embarquement et trouvaient des ports plus commodes qu'Aigues-Mortes. Nous avons vu que Joinville avait frété un vaisseau à Marseille. C'est aussi à Marseille que le comte de Toulouse, qui vint visiter saint Louis à Aigues-Mortes, devait prendre la mer. Il y faisait venir par Gibraltar un beau vaisseau construit pour lui sur les côtes de Bretagne. Mais le vaisseau se fit attendre : quand il arriva, il n'était plus temps de s'embarquer ; et quand le temps en revint, le comte était mort.

Saint Louis mit à la voile le 25 août 1248.



Fig. 26. — Sculpture religieuse. — Les élus dans le sein d'Abraham (cathédrale d'Amiens).

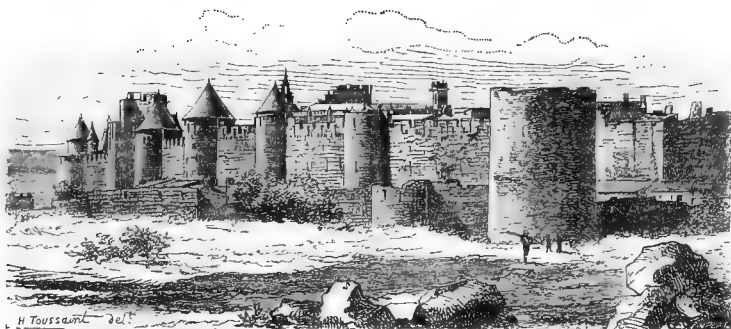


Fig. 27. — Architecture militaire. — Les fortifications de Carcassonne : porte Narbonnaise.

CHAPITRE VIII

PREMIÈRE CROISADE DE SAINT LOUIS

I

Saint Louis en Chypre.

LA première croisade de saint Louis fut malheureuse, et ce malheur aurait été prévenu peut-être par un plan mieux conçu et exécuté avec plus de décision. Mais, si la conduite de cette campagne peut accuser l'habileté militaire du saint roi, il y montra un si grand caractère, — énergie dans les revers et les souffrances, dignité dans la captivité, dévouement à ses compagnons de guerre et d'infortune, — qu'il en sortit plus grand et plus glorieux : gloire peu goûtée, encore moins enviée du jeune et fameux général qui a fait la critique de cette expédition avec une autorité pleinement justifiée par l'éclat de ses victoires sur le même théâtre ¹, mais qu'on

¹ *Mémorial de Sainte-Hélène.*

ne peut louer de la même sorte, quoi qu'il dise, pour la pensée qui le jeta dans cette aventure et pour la façon dont il en sortit. A ce double point de vue le vaincu de Mansourah peut soutenir la comparaison avec le vainqueur des Pyramides et d'Aboukir.

Le but de la croisade était l'Égypte. Depuis l'expédition manquée de Philippe-Auguste et de Richard Cœur-de-Lion, on était dans la pensée que, pour avoir Jérusalem, il fallait la reconquérir au siège même de la puissance qui l'avait ravie aux chrétiens. C'est en Égypte que le roi titulaire de Jérusalem, Jean de Brienne, avait conduit les croisés pour se rouvrir le chemin de sa capitale; c'est par un traité avec l'Égypte que Frédéric II se l'était fait remettre, et qu'il put s'y couronner roi. Jérusalem, après les nouvelles vicissitudes que nous avons signalées, étant retombée aux mains des Égyptiens, c'est par une campagne en Égypte que saint Louis la voulait rendre aux chrétiens, avec des gages qui la leur assurassent désormais.

Une telle entreprise demandait de grands efforts. La campagne pouvait être longue. Saint Louis avait choisi pour base d'opération l'île de Chypre, et, ne comptant pas trop sur les ressources que lui offrirait le pays où il portait la guerre, il avait, durant deux années, fait transporter dans cette île du vin, du blé et toutes sortes de provisions.

Saint Louis débarqua en Chypre dans la nuit du 17 au 18 septembre 1248. Il aurait voulu n'y rester que le temps de rallier sa flotte, éprouvée dans la traversée par une tempête, et ceux qui, des divers ports, avaient dans le même temps mis à la voile pour faire la campagne avec lui. Mais un plus grand nombre se disposaient à le suivre, qui n'étaient point partis encore. Les princes et les barons le décidèrent, par leurs instances, à les attendre. C'était une faute. On fut amené par là à passer l'hiver en Chypre. La difficulté de retrouver des vaisseaux (on ne les avait qu'en location et pour la traversée) fit qu'on ne fut pas en mesure de re-

partir quand il l'eût fallu, dès le commencement de l'année. D'autres retards s'ajoutant à celui-là, l'expédition, déjà compromise, fut décidément ruinée.

Le roi de Chypre, Henri I^{er}, qui prenait alors, de l'aveu du pape et avec l'assentiment des barons, le titre de roi de Jérusalem, reçut avec grand honneur saint Louis et le fit demeurer à Nicosie, sa capitale. Jamais on n'avait vu en Chypre prince d'Occident si bien accompagné.

Saint Louis cherchait moins à frapper l'imagination des hommes qu'à les gagner à lui et à les tourner au bien; et ce temps passé en Chypre, si fatalement pour le succès de l'expédition, ne fut point perdu pour toute chose. On y ressentait autour de lui la bonne influence qui émanait comme naturellement de sa personne. Il allait faire la guerre aux infidèles : mais il y avait guerre, il y avait au moins des haines et des rivalités qui pouvaient aboutir à la guerre parmi les fidèles qu'il venait défendre : rivalité entre les Grecs et les Latins, rivalité entre les princes chrétiens de l'Orient, et même et surtout entre les ordres religieux de Palestine.

Saint Louis s'efforça de supprimer les causes de cette irritation, et de faire trêve à ces discordes, plus funestes aux chrétiens que toute la puissance de leurs ennemis. Déjà Innocent IV s'était inquiété de cette oppression des Grecs par les Latins, et son légat venait de faire appeler en Chypre l'archevêque grec, qui en avait été banni; il rentrait en promettant obéissance à l'Église romaine. Selon une ancienne chronique, ce fut saint Louis qui fit cesser le schisme; on peut croire au moins qu'il contribua beaucoup à adoucir ce qu'il pouvait y avoir de froissement encore dans ce rapprochement, que l'état des choses, plus que la disposition des esprits, avait amené. Il travailla aussi à réconcilier les templiers et les hospitaliers; et, pour ramener l'unité dans la direction de la guerre, unité si souvent rompue par les négociations séparées des deux ordres avec les musulmans, un

jour que le grand maître du Temple lui faisait savoir qu'un envoyé du sultan d'Égypte l'était venu trouver pour s'enquérir si le roi voulait faire la paix, saint Louis s'en indigna (on disait que les templiers avaient eux-mêmes provoqué cette ambassade), et il écrivit au grand maître pour lui défendre de recevoir aucun messenger sans son exprès commandement.

Sa présence eut au moins pour effet de ramener les deux ordres rivaux à une action commune. Il reçut aussi les ambassadeurs du roi d'Arménie et du prince d'Antioche. Sur la demande du premier, il s'entremet pour rétablir la paix entre eux; et le prince d'Antioche aurait eu mauvaise grâce de lui résister: car il avait sollicité de lui des secours contre les Turcomans, et saint Louis lui avait donné six cents arbalétriers. Le roi lui rendit un plus grand service en l'amenant à faire avec son rival une trêve qui reportait tous leurs efforts contre les musulmans.

L'union des chrétiens d'Orient, ainsi rétablie par saint Louis, aurait pu relever leur fortune: car l'ennemi à qui ils avaient affaire était lui-même divisé.

Le sultan ou soudan d'Égypte, Saleh-Ayoub, avait triomphé de la ligue des princes de Syrie et des chrétiens, grâce à la diversion des Karismiens; et à la suite de la bataille de Gaza, il avait reconquis la Palestine, Damas et une partie de la Syrie. Mais les princes syriens s'étaient relevés, et Saleh-Ayoub venait de recommencer la guerre contre le prince d'Alep, lorsqu'il apprit l'arrivée de saint Louis en Chypre. Il s'arrêta, se croyant menacé. Quand il sut que saint Louis se proposait d'hiverner dans cette contrée, il continua sa marche, voulant contraindre le prince d'Alep à se joindre à lui contre les chrétiens, ou s'en débarrasser. Il vint avec une puissante armée à Gaza, traversa Jérusalem, et se dirigea vers la Syrie. Les difficultés qu'il rencontra au siège de la Chamelle, peut-être l'intervention du calife, et sans doute aussi une maladie et la nécessité d'en finir, pour aller tenir tête à saint Louis, le décidèrent à s'accommoder

avec son rival à des conditions probablement moins favorables qu'il ne l'avait espéré.

Tandis que les musulmans sentaient le besoin de s'unir contre le roi de France, les Tartares lui envoyaient une ambassade : ambassade qui fit grand bruit alors, et dont plus tard on contesta l'origine, et, si je puis dire, l'authenticité, mais qu'il convient d'admettre en la réduisant à ses vraies proportions. Ce ne fut pas le successeur de Gengis-Khan, mais ce fut, selon toute apparence, un de ses officiers en Asie, qui, apprenant l'expédition des Francs contre les Turcs, ennemis communs des deux races, lui envoya, comme au nom de Khan, une députation pour former avec lui des relations amicales. Il lui mandait qu'il était prêt à l'aider à conquérir la Terre-Sainte et à délivrer Jérusalem des mains des Sarrasins. Il était d'ailleurs de l'intérêt des Tartares, au moment où ils s'apprêtaient à porter un coup mortel au califat de Bagdad, de voir ses sectateurs d'Égypte et de Syrie retenus par l'invasion de saint Louis. Il n'est pas impossible que cet officier, nestorien peut-être, ait flatté saint Louis de l'espoir de convertir sa nation : sur ce chapitre, on était assuré de trouver le roi prêt à tout dans son zèle trop crédule. Ce qui n'est pas douteux, c'est que saint Louis répondit avec empressement à cette démarche. Il envoya de son côté des ambassadeurs au khan des Tartares ; il lui faisait porter par eux, à titre de présents, une tente faite en guise de chapelle, d'écarlate fine, et par conséquent d'un grand prix. Afin de les attirer à notre croyance, il y avait fait tailler en image l'Annonciation et les principales scènes du Nouveau Testament ; il y avait joint des calices, des livres, et tout ce qu'il fallait pour chanter la messe, avec deux frères prêcheurs pour leur enseigner ces mystères. Les messagers restèrent deux ans en route, et leur voyage, au moins, put donner des Tartares une idée plus juste qu'on n'en avait alors.

Le roi reçut, vers ce temps-là, une autre visite encore :

c'était l'impératrice de Constantinople, qui venait solliciter son appui contre les ennemis dont cette grande ville était environnée. Arrivée à Baffe (Paphos), elle avait mandé à Joinville et à Érard de Brienne de l'y venir prendre ; et notre historien nous raconte la détresse où il la trouva. Après son débarquement, le vent avait rompu les ancres de son vaisseau, qui avait été poussé vers Acre, et l'impératrice était restée sur le rivage, n'ayant de tout son harnais que la chape dont elle était vêtue et un surcot de table. Joinville la présenta au roi et à la reine à Limassol ou Limisso, et le lendemain il lui envoya du drap et de la fourrure de vair, dont elle se pût faire un vêtement plus convenable, et du cendal (taffetas) pour le doubler. La princesse ne pouvait pas espérer qu'elle détournerait saint Louis de son expédition ; pourtant elle fit si bien, qu'elle obtint d'une centaine de chevaliers, et notamment de Joinville, l'engagement de se rendre à Constantinople, si le roi, à son retour d'outre-mer, y voulait envoyer trois cents chevaliers. L'impératrice partit pour la France quand saint Louis fut en Égypte.

Ces chevaliers, qui se montraient si prompts à aider cette grande infortune, avaient, du reste, eux-mêmes besoin d'être secourus. Saint Louis, pendant son séjour en Chypre, dut prêter de l'argent à plus d'un seigneur pour les aider à acquitter les engagements contractés au départ. Plusieurs avaient épuisé déjà les ressources qu'ils s'étaient procurées, et durent s'adresser à saint Louis ; témoin Joinville. C'est en raison de ce prêt, constituant une sorte de fief, que Joinville devint dès lors l'homme du roi.

Au mois de février 1249, saint Louis songea (il en était grand temps) à entrer en campagne. Pour cela, il fallait retrouver des vaisseaux : il envoya au port d'Acre, où il y en avait toujours ; mais ce n'était pas chose si facile que de les décider à se louer pour son entreprise. Les marchands de Venise, de Gênes et de Pise ne consentaient point à suspendre pour si peu leurs affaires : comme s'ils n'avaient pas

intérêt plus que personne à sauver des musulmans ces ports où ils faisaient, grâce aux croisades, un commerce si lucratif ! Il y avait de plus des querelles entre ces Italiens et les gens du pays, querelles qui allaient jusqu'à des luttes à main armée : le consul de Gênes y fut tué, et cette agitation, qui dura trois semaines, ne permit pas de rien conclure. Le 19 mars, saint Louis et le légat députèrent d'autres personnages pour calmer la sédition et obtenir des vaisseaux. On comptait partir vers le milieu d'avril (c'était bien tard déjà), et, en attendant, saint Louis, ne voulant pas manquer aux formes d'usage entre peuples civilisés, écrivit au sultan d'Égypte pour lui déclarer qu'il s'apprêtait à marcher contre lui, s'il ne se soumettait et ne lui faisait hommage.

Les musulmans ne pouvaient prendre cette démarche que pour une insulte. Le sultan en pleura, et ce qui ajoutait à sa douleur, c'est l'impuissance où sa maladie le réduisait personnellement. On disait que le prince d'Alep, attaqué par lui, avait gagné un de ses serviteurs pour l'empoisonner. Le sultan avait un ulcère à la jambe : le serviteur aurait enduit de poison une natte où le prince venait s'asseoir chaque jour pour jouer aux échecs ; et le venin, touchant sa chair au vif, se serait insinué dans ses veines. On soupçonnait volontiers les Orientaux de crimes de ce genre. On assurait même que le sultan d'Égypte avait cherché à faire périr le roi et les principaux de l'armée chrétienne par le poison : des émissaires arrêtés en Chypre avouèrent, disait-on, qu'on les avait chargés d'empoisonner les vivres. Joinville et les principaux historiens de saint Louis n'en disent rien, et quant au sultan, comme on rapporte que le poison lui ôta « tout mouvement de la moitié du corps », on pourrait croire qu'il fut simplement frappé de paralysie. Quoi qu'il en soit, tout malade qu'il était, il ne laissa pas de quitter Damas pour regagner l'Égypte : il expédia l'ordre de mettre Damiette en défense, se souvenant que dans la croisade de Jean de Brienne c'était là que les chrétiens avaient porté

leur attaque. Il chargea l'émir Fakhr-eddin, qui avait commandé au siège de la Chamelle, de former un camp devant la ville. Mais les chrétiens pouvaient aussi se tourner vers Alexandrie, et le bruit courait à Damiette que c'est de ce côté que saint Louis voulait diriger ses efforts. On y envoya également des troupes et des munitions.

II

Prise de Damiette.

Saint Louis avait enfin des vaisseaux amenés d'Acre ou recrutés dans l'Archipel ; plusieurs seigneurs qui avaient passé l'hiver dans quelqu'une des îles de ces parages, ralliaient le gros de la flotte. Les provisions furent embarquées ; on embarqua même des instruments aratoires : mesure dont le sultan se moqua, promettant bien de ne pas laisser au roi de France le temps de recueillir le blé qu'il aurait semé. Mais, s'il paraissait constant que la Terre-Sainte ne pouvait être gardée sans qu'on eût l'Égypte, la précaution n'était pas si mauvaise, et elle semble indiquer la pensée de s'établir dans le pays. On avait voulu s'embarquer à la mi-avril ; on ne le put faire que le 13 mai au soir, jour de l'Ascension. Le roi de Chypre accompagnait saint Louis. Jamais flotte plus considérable ne s'était montrée dans ces mers. Elle comptait cent vingt gros vaisseaux, sans les galères et les embarcations de moindre tonnage ou les bateaux plats construits en Chypre pour aborder sur la plage de l'Égypte. A les comprendre toutes, il n'y avait pas moins de seize à dix-huit cents voiles, portant deux mille huit cents chevaliers et un nombre proportionné d'autres gens.

Jusqu'à l'embarquement, le secret avait été gardé sur le point où l'on devait descendre ; on disait même généralement que l'on irait à Alexandrie, et la nouvelle, nous l'avons vu, s'en était répandue en Égypte. Lorsqu'on fut en mer,

X

ART GOTHIQUE — XV^e SIÈCLE

« Saint Louis roi et cordelier. » Le roi de France portait une affection particulière à l'ordre de saint François, et, depuis longtemps, les Tertiaires de cet ordre se sont crus autorisés à le considérer comme une de leurs gloires. (Helyot, *Histoire des ordres monastiques*, VII, p. 223.) = D'après une miniature du manuscrit fr. 22297 de la Bibliothèque nationale.

Dessiné par Édouard GARNIER,
gravé par CHAPON.



l'ordre fut donné de se diriger sur Damiette. Mais le vent se montrait contraire ; on n'était pas à la hauteur de Paphos, qu'il fallut revenir à Limassol. Le samedi 22, on se remit en route : la mer, presque à perte de vue, était couverte de voiles ; mais le lendemain, jour de la Pentecôte, il s'éleva une tempête qui en dispersa la plus grande partie. Plusieurs furent chassés jusque vers Acre ; saint Louis était rentré au port, et il dut attendre encore huit jours avant de trouver un vent favorable. Enfin, le jour de la Trinité, 30 mai, la flotte put remettre à la voile, et, le vendredi 4 juin, après une nuit qui ne fut pas sans péril, on se trouva en vue du rivage de Damiette.

Le roi réunit le conseil de ses barons, et plusieurs étaient d'avis d'attendre qu'il eût rallié un plus grand nombre de vaisseaux ; car il n'avait pas, disaient-ils, le tiers de ses gens. Mais saint Louis pensa tout autrement. Il lui parut qu'attendre c'était laisser croire à l'ennemi qu'on hésitait, qu'on avait peur ; et puis il n'y avait là aucun port où l'on pût se réfugier en cas de mauvais temps ; et l'on avait assez éprouvé les effets des vents contraires pour n'en plus courir l'aventure.

Ceux de Damiette étaient sur leurs gardes. Quatre galères, à l'apparition de la flotte du roi, avaient été envoyées à la découverte. On les avait enveloppées, et trois furent coulées à fond par les machines ; mais la quatrième, s'échappant, était venue annoncer à la ville que l'on avait devant soi le roi de France. Aussitôt on sonna la cloche, et tout le monde courut au rivage pour s'opposer au débarquement.

La ville de Damiette s'élevait entre la mer, au nord, qui en était à environ une demi-lieue, et, à l'ouest, le bras du Nil qui porte son nom. Elle était donc plus sur le fleuve que sur la mer. Elle était jointe à l'autre rive par un pont de bateaux ; et deux chaînes, dont les extrémités se rattachaient à deux tours, l'une tenant à la ville, l'autre au bord opposé, interceptaient à volonté l'accès du fleuve. Les Français je-

tèrent l'ancre devant la rade ; elle était bordée de vaisseaux et couverte de cavaliers et de soldats qui faisaient retentir les airs du son de leurs cors et de leurs nacaires ou grosses timbales.

On résolut de débarquer au lieu où était descendu Jean de Brienne, en 1218, c'est-à-dire sur la rive du Nil opposée à Damiette, ou plus exactement dans une île formée de ce côté par une dérivation du fleuve. L'ordre en fut donné pour le lendemain matin. Pendant la nuit, on se garda de toute surprise en allumant grand nombre de flambeaux ; les arbalétriers, disposés tout alentour, devaient repousser ceux qui tenteraient d'attaquer ou d'incendier la flotte. Le matin, on leva l'ancre et on se dirigea vers l'île ; mais les Sarrasins s'y portèrent, prêts à repousser le débarquement en quelque lieu qu'on voulût l'opérer. Les grands vaisseaux ne pouvant s'approcher du bord, on se jeta dans les galères et dans les plus légères embarcations, pour avancer le plus loin possible vers la grève. Le roi descendit lui-même dans une barque avec le légat, qui portait devant lui l'image de la vraie croix, comme on faisait jadis aux rois de Jérusalem dans les batailles. Devant, dans une autre barque, était l'oriflamme ou bannière de Saint-Denis. Les frères du roi et un grand nombre de barons et de chevaliers armés, ayant leurs chevaux auprès d'eux dans leurs barques, lui faisaient cortège ; et ils étaient eux-mêmes entourés d'arbalétriers qui, par leurs carreaux, devaient tenir l'ennemi à distance et favoriser le débarquement.

Joinville nous a laissé une vivante peinture de cette scène, en décrivant comment lui-même s'y comporta. On lui avait promis une galère pour le débarquement ; mais il n'en put avoir, et il dut se contenter, pour tous les hommes contenus dans son gros vaisseau, d'un vaisseau plus petit qu'il tenait de M^{me} de Baruth, sa cousine, et où étaient ses huit chevaux. Le transbordement ne se fit pas sans péril. Ses gens s'étaient jetés dans la chaloupe « qui plus plus, qui mieux

mieux », c'est-à-dire en confusion, et les mariniers remon-
tèrent au plus vite sur le gros vaisseau, croyant que le frêle
esquif allait sombrer. On le déchargea, et on procéda par
ordre; en trois fois, tous passèrent sans encombre. Quant à
Joinville, revenu à son vaisseau, il mit dans sa petite cha-
loupe un écuyer, qu'il fit chevalier, Hugues de Vaucouleurs,
et deux très-vaillants bacheliers, Villain de Versey et Guil-
laume de Dammartin, qui avaient grande haine l'un contre
l'autre. Joinville les fit se pardonner leur rancune et s'em-
brasser; mais il ne l'obtint qu'en faisant serment sur des
reliques de ne les point mener à terre s'ils n'abjuraient leur
ressentiment. Ils s'avancèrent alors, et passèrent près de la
barque où était le roi. Les gens du roi crièrent après eux,
parce qu'ils allaient plus vite, leur enjoignant d'aborder à la
bannière de Saint-Denis; mais chacun avait été laissé libre
de prendre terre où il voudrait et comme il pourrait. Join-
ville donc passa outre, et fit aborder devant un gros corps
de Turcs.

La bannière de saint Louis atterrissait à peu près en
même temps, au milieu d'une grêle de traits lancés de part et
d'autre. Il fallait la soutenir. On eût voulu retenir le roi sur
son vaisseau jusqu'à ce qu'on pût voir ce que ferait sa cheva-
lerie qui allait à terre. Si elle succombait dans l'attaque, le
roi, demeuré à bord, pourrait renouveler l'entreprise autre-
ment. Mais le légat et les autres eurent beau dire, le roi n'y
voulut rien entendre; il sauta dans la mer tout armé, ayant
de l'eau jusqu'aux aisselles, l'écu au col, le heaume en tête,
la lance au poing, et fut des premiers à terre. Il aurait couru
sans plus attendre sur les Sarrasins, si ses « prud'hommes »,
qui étaient avec lui¹, n'eussent jugé plus sage d'attendre
qu'on fût en nombre pour faire l'attaque avec plus de succès.

La première chose à faire était de se maintenir au rivage.

¹ C'étaient cinq ou six hauts personnages, le connétable, etc., qui formaient sa principale escorte.

C'était vaincre déjà que de résister aux assaillants. Les cavaliers turcs se précipitaient sur chaque groupe à mesure qu'ils en voyaient se former. C'est ainsi qu'une troupe d'environ six mille hommes, piquant des éperons, se porta sur le point où Joinville venait de débarquer ; mais Joinville et ses compagnons, fichant la pointe de leurs écus dans le sable et y appuyant aussi le fût de leurs lances, leur opposèrent un mur solide tout hérissé de fer. Les cavaliers, voyant ces piques prêtes à leur entrer dans les flancs, tournèrent bride.

Les groupes se multipliaient sur tous les points. Le comte de Jaffa, entre autres, avait abordé près de Joinville, posté fièrement sur sa galère, qui était peinte dedans et dehors d'écussons à ses armes ; trois cents rameurs, dont la place était marquée par une targe et un pennon également à ses armes, fendaient l'onde en cadence. Il semblait que la galère volât ; il semblait que la foudre chût des cieux au bruit des pennons agités, des timbales, des tambours et des cors sarrasins, qui retentissaient sur la galère. La galère ainsi lancée s'enfonça dans le sable, et le comte avec ses chevaliers, sautant dehors, vint se ranger près de Joinville, qui était un peu son parent, et dressa ses pavillons. A ce bruit, à cette vue, les Sarrasins, donnant des éperons, voulurent renouveler leur attaque ; mais, se voyant aussi bien attendus, ils revinrent en arrière.

C'était enfin pour les chrétiens l'heure d'aller en avant. Leurs petits groupes commençaient à se rallier : Baudouin de Reims venait d'envoyer son écuyer à Joinville, pour le prier de l'attendre, et bientôt les chevaliers de Joinville arrivaient avec lui. Saint Louis put donc marcher contre les Sarrasins. Un combat assez vif s'engagea. Mais l'ennemi, qui n'avait su accabler les chrétiens dans le désordre du débarquement, n'était pas en état de supporter leur choc. Plusieurs émirs succombèrent, entre autres le gouverneur de Damiette. Fakhr-eddin et les autres regagnèrent la rive

droite du Nil par le pont de bateaux. Les chrétiens les auraient poursuivis au delà, si leurs chefs n'eussent redouté une embuscade; car la nuit était noire. Ils restèrent donc maîtres de toute la rive occidentale du Nil, et en même temps leur flotte avait forcé l'entrée du fleuve en repoussant les vaisseaux des Sarrasins qui la gardaient.

Les ennemis avaient perdu beaucoup de monde; les chrétiens, au contraire, eurent peu de tués. Parmi les blessés, on compta Hugues de la Marche, qui se montrait toujours au premier rang comme pour effacer par l'éclat de sa valeur les souvenirs de sa révolte. Il succomba à ses blessures.

Saint Louis avait établi son camp sur le champ de bataille, théâtre de sa victoire. Il voulait avant tout achever le débarquement de ses troupes; et il y fut aidé par les chrétiens échappés des prisons de Damiette. Ils avaient profité de ce que tout le monde était sorti contre les Francs, pour sortir comme les autres et aller se mettre à leur service: par la connaissance qu'ils avaient des lieux, ils purent guider les mariniers vers les endroits qui se prêtaient le mieux à l'acostage.

Les hommes et les chevaux mis à terre, saint Louis ne songeait qu'à tout préparer pour le siège de Damiette, et l'entreprise n'était pas facile. La ville, protégée par le Nil, était défendue par plusieurs enceintes de murailles: deux vers le Nil, trois vers la terre; et ces murailles étaient comme hérissées de tours. Les chrétiens jadis l'avaient tenue assiégée du 24 août 1218 au 5 novembre 1219, et ne l'avaient réduite qu'à l'aide de la famine et de la peste: or depuis ce temps on avait ajouté à ses fortifications. Mais les habitants étaient comme frappés de terreur par l'audace de ce débarquement, et tout secours leur semblait refusé. Depuis que la flotte chrétienne avait apparu, on en avait, par trois fois, envoyé la nouvelle par des pigeons messagers au sultan, que l'on disait arrivé de Damas à Achmoun, et nulle réponse n'était venue. On le savait malade, on le crut mort; et

Fakhr-eddin, laissant à Damiette, avec les habitants, le corps des Kénana, tribu arabe célèbre par sa vaillance, partit pour se rendre, avec le reste de ses troupes, au lieu où l'on avait à décider du sort de l'empire. Mais les Kénana le suivirent, et les habitants, qui en tout autre temps auraient pu se défendre, s'effrayèrent en se voyant, après une défaite, abandonnés des troupes qui les devaient protéger. Ils tuèrent, en leur écrasant la tête, ceux des prisonniers chrétiens qui ne s'étaient point échappés de leur prison, et partirent après avoir mis le feu au quartier marchand, pour ôter à l'ennemi les richesses que l'on ne pouvait emporter. Grand dommage! « il advint de cette chose comme si quelqu'un demain (dont Dieu le garde) butoit le feu au Petit-Pont. » Deux captifs échappés au massacre en apportèrent la nouvelle au roi. Il envoya un chevalier, qui trouva, en effet, la ville déserte et pénétra jusqu'aux maisons abandonnées. Le roi fit chanter le *Te Deum*, et, montant à cheval, il dressa son pavillon auprès du pont que les Sarrasins avaient négligé de détruire. On en rétablit les abords, et les troupes furent envoyées dans la ville, le roi restant près du pont, afin de soutenir les siens en cas d'embuscade. Mais il n'y avait pas d'embuscade; tous les Sarrasins étaient vraiment partis, ne laissant que des morts. On éteignit le feu, on purifia la ville, et le roi, rapportant à Dieu ce triomphe inespéré, entra dans la place non en vainqueur, mais en pénitent, processionnellement, avec le légat, le patriarche de Jérusalem, les prélats, les religieux, tous pieds nus; les barons et le reste de l'armée complétaient le cortège (6 juin).

Dès son entrée, il se rendit à la mosquée déjà consacrée à Dieu, sous l'invocation de la sainte Vierge, lors de la prise de Damiette, en 1219. On y chanta le *Te Deum*; puis l'ancienne église, réconciliée et purifiée, fut rendue au culte, et saint Louis y établit un évêque avec des chanoines, comme pour prendre au nom du Seigneur possession de la ville qu'il lui avait livrée.

III

Séjour de saint Louis à Damiette.

La fuite des habitants avait été trop précipitée pour qu'ils eussent pu détruire entièrement ce qu'ils étaient forcés de laisser après eux. Malgré l'incendie, une quantité considérable de vivres était restée dans Damiette, et beaucoup d'objets de valeur. Le roi réunit son conseil pour savoir ce qu'on en devait faire. Le patriarche de Jérusalem, qui parla le premier, fut d'avis que l'on gardât les vivres pour les besoins de la ville, et que le reste fût remis au légat pour qu'il fit le partage. Chacun devait, sous peine des censures de l'Église, lui rapporter ce qu'il avait pris. Plusieurs s'en abstinrent sans doute. Les divers objets portés chez le légat ne furent pas estimés au delà de 6,000 livres. Il fut décidé que le légat les garderait, et donnerait l'argent pour être partagé d'une manière plus commode ; et le roi fit venir un brave chevalier, Jean de Valery, qu'il chargea de cette distribution. Mais il s'en excusa :

« Sire, dit-il, vous me faites grand honneur, merci à vous ! mais cet honneur et cette offre que vous me faites, je ne l'accepterai pas, s'il plaît à Dieu, car je déferois les bonnes coutumes de la Terre-Sainte, qui sont telles, que quand l'on prend les cités des ennemis, des biens que l'on trouve dedans, le roi doit en avoir le tiers et les pèlerins en doivent avoir les deux tiers. Et cette coutume le roi Jean (de Brienne) la tint bien quand il prit Damiette ; et, ainsi que les anciens le disent, les rois de Jérusalem qui furent avant le roi Jean tinrent bien cette coutume. Et s'il vous plaît que vous me veuillez bailler les deux tiers des froments, des orges, du riz et des autres vivres, je m'entremettrai volontiers pour les partager aux pèlerins. »

« Le roi, ajoute Joinville, ne se décida pas à le faire,

et l'affaire demeura ainsi ; d'où maintes gens se tinrent pour mal satisfaits de ce que le roi défit les bonnes coutumes anciennes (ch. xxxvi). »

Le sultan, que l'on avait cru mort, était vivant, et Fakhr-eddin le trouva furieux d'une fuite qui avait livré à l'ennemi les portes de l'Égypte. Fakhr-eddin était trop puissant et trop nécessaire dans l'état de santé où était le sultan pour subir le châtement de sa faute : mais les émirs inférieurs payèrent pour lui. Les chefs des Kénana furent pendus au nombre de cinquante. Après quoi le sultan se fit porter à Mansourah, cette ville élevée en 1221 par Malec-Camel, son père, contre l'invasion des premiers vainqueurs de Damiette. Il voulait y défendre à son tour le chemin de sa capitale, si le roi de France tentait d'y aller. Il l'envoya même défier pour le 25 juin. Saint Louis répondit qu'il le défiait, lui, pour tous les jours, à moins qu'il ne se fît chrétien : ce que le pieux roi voulait toujours espérer des infidèles, et ce qu'il eût regardé comme la plus précieuse des conquêtes.

En assignant bataille à saint Louis pour le 25 juin, le sultan comptait sur un auxiliaire qui lui devait arriver à jour fixe, le Nil ; le Nil, dont la crue commence alors, et qui n'eût pas tardé à ôter aux chrétiens tout moyen de reculer comme de marcher en avant. Saint Louis, grâce à sa fatale résolution de passer l'hiver en Chypre, à la nécessité de renvoyer ses vaisseaux, à la difficulté d'en retrouver et au temps qu'il avait fallu pour reprendre la mer ou opérer le voyage, était arrivé en Égypte au moment où il lui était impossible d'entrer en campagne. Après avoir volontairement passé l'hiver en Chypre, il se voyait donc forcé de passer l'été à Damiette.

Il y aurait eu pourtant quelque chose à faire pendant l'inondation et à la faveur même de l'inondation.

On avait, au début, hésité si l'on irait prendre Damiette ou Alexandrie ; et l'on s'était prononcé pour Damiette, comme la plus rapprochée de la Terre-Sainte, et pouvant le mieux

servir, entre les mains des chrétiens, à protéger la Palestine contre les Turcs d'Égypte. Maintenant on avait à décider si l'on marcherait sur Alexandrie ou sur le Caire. Mais l'attaque du Caire étant impossible, en raison de l'inondation, rien ne semblait plus naturel que de se tourner contre Alexandrie. L'impression de la chute de Damiette devait se faire sentir dans cette ville, et l'inondation devait rendre plus difficile les secours qu'elle pouvait attendre de l'intérieur du pays. Rien ne portait à croire que la prise d'Alexandrie aurait plus coûté que celle de Damiette, et les chrétiens eussent ainsi possédé les deux principales portes de l'Égypte sur la mer : l'une du côté de la Terre-Sainte, l'autre du côté de l'Occident. Saint Louis aima mieux rester à Damiette, pour attendre son frère Alfonse et les secours qu'il devait amener de France; il se borna à fortifier la ville qu'il avait occupée.

La reine s'y était logée avec la garnison destinée à protéger la place. Saint Louis s'était établi dans un camp, au voisinage, avec le reste de l'armée. On n'y était pas sans alerte. Le sultan avait à son service des Bédouins du désert, qui rôdaient alentour et pénétraient pendant la nuit sous les tentes, décapitant les soldats endormis : on leur donnait deux besants d'or par tête ; ou bien encore ils se cachaient dans la campagne, et surprenaient ceux qui s'aventuraient au dehors. Après la Saint-Jean, il y eut même une tentative d'attaque plus générale. Le sultan avait envoyé ses troupes contre le camp des chrétiens. Saint Louis s'arma avec ce qu'on appelait ses bons chevaliers, ou, comme nous dirions, son état-major : c'étaient, on l'a vu, sept ou huit chevaliers, parmi lesquels Geoffroi de Sargines, Philippe de Montreuil et Imbert de Beaujeu, connétable de France. Pour ne rien compromettre, on avait interdit aux barons toute escarmouche ; et Joinville, qui en était venu demander la permission au roi, fut rudement repoussé par Jean de Beaumont. Jean de Beaumont lui enjoignit de ne pas sortir de sa tente qu'il n'en eût reçu le signal.

Un chevalier qui enfrenait la défense n'eut point à s'en louer : c'était un seigneur de la maison de Châtillon, nommé Gautier d'Autresche. Par une étrange bravade, il se fit armer dans sa tente, et quand il fut à cheval, l'écu au col, le heaume en tête, il fit lever les pans de son pavillon, et, piquant des éperons, se précipita tout seul sur les Turcs, au cri de « Châtillon ! » poussé par ceux de sa maison. Mais, avant qu'il arrivât à l'ennemi, son cheval le renversa, et, avant qu'il pût se relever, quatre Turcs, se jetant sur lui, l'accablèrent de leurs masses d'armes. On accourut du camp royal. Le connétable et plusieurs sergents relevèrent le blessé, et le reportèrent jusqu'à son pavillon. On le saigna des deux bras ; mais tous les secours de l'art ne purent le ramener à la vie ; et le roi, l'apprenant, affecta de ne point le plaindre. Il déclara qu'il n'en voudrait pas avoir mille pareils, qui voulussent agir contre son commandement.

Ce n'était pas seulement de cette indiscipline devant l'ennemi que saint Louis avait à gémir : l'inaction où les soldats demeuraient généralement ne leur était pas bonne. Les seigneurs dépensaient leur argent en festins magnifiques ; le peuple et des chevaliers aussi, sans doute, s'abandonnaient à des désordres encore plus coupables. Quand le pieux roi était parti de France, il avait dit à ses gens qu'ils se mettaient en campagne pour le service de Dieu ; qu'ils devaient donc mener une vie chaste, et que s'ils n'en avaient pas la force, ils le dissent : il était prêt à leur donner congé. Tous promirent, tous ne tinrent point parole. Il y avait des lieux de débauche à un jet de pierre de la tente du roi. Le roi d'ailleurs n'était pas maître en toute chose au milieu des siens. Plusieurs seigneurs avaient un droit de juridiction qu'ils entendaient exercer à leur manière ; et les gens mêmes du roi commirent des excès dont l'armée devait se ressentir par la suite. Au lieu d'user de débonnairété envers les marchands à Damiette, ils leur louèrent les boutiques à tel prix, que, le bruit s'en étant répandu au loin, les étrangers

XI

ART GOTHIQUE — XV^e SIÈCLE

« Charlemagne et saint Louis, » d'après un tableau conservé au Palais de justice de Paris et qui a été faussement attribué à Van Eyck. = Le tableau original renferme une scène centrale, qui est le Crucifiement, et quatre personnages : saint Louis, saint Jean-Baptiste, saint Denis, Charlemagne.

Dessiné par Bocourt,
gravé par LÉVEILLÉ.



s'abstinrent de venir, n'y trouvant plus leur avantage. Autre chose regrettable : l'expédition se composait principalement de Français, mais des hommes d'autre race s'y étaient joints ; car ce n'était pas une entreprise exclusivement nationale, c'était un acte de la chrétienté, une croisade. Les Anglais, qui avaient encore tant de relations étroites avec la France, s'y étaient surtout associés. Au mois d'août, Guillaume Longue-Épée, sire de Salisbury, avec plusieurs barons et une suite de deux cents chevaux, avait rejoint saint Louis à Damiette, et le prince les avait accueillis avec joie ; mais des querelles se mirent entre les seigneurs des deux nations. L'historien anglais prétend que les Français étaient jaloux de ses compatriotes pour un exploit qu'il est seul à raconter (les Français s'en sont-ils tus aussi par jalousie ?). Il ajoute qu'un autre jour, les Anglais ayant pillé une caravane, le comte d'Artois leur enleva leur butin, sous prétexte qu'ils étaient sortis sans permission. Il prétend même que, sur la plainte de Guillaume, saint Louis, tout en gémissant de cette violence, lui avoua qu'il n'avait pas assez d'autorité pour la réprimer, craignant une sédition. Ce n'était pas la façon d'agir de saint Louis en pareil cas, surtout à l'égard de ses frères. Tout ce récit est donc suspect ; mais ce qui ressort des faits, c'est la mauvaise intelligence des Anglais et des Français dans cette vie commune. Guillaume, en effet, quitta l'Égypte pour se rendre en Palestine, où il espérait être rejoint par d'autres pèlerins de sa nation et accomplir avec eux quelque exploit dont ils eussent tout l'honneur ; mais le roi d'Angleterre s'opposa à de nouveaux départs, et Guillaume, sur l'appel de saint Louis, finit par lui revenir au moment où l'armée française s'avança dans l'intérieur de l'Égypte.

Ce ne devait pas être avant l'arrivée d'Alfonse de Poitiers, qu'attendait saint Louis ; et dès ce temps même Alfonse préparait tout pour son départ. Le pape, l'Empereur, bien qu'alors au plus fort de leur lutte, y prêtaient également la

main. Le pape avait mis à sa disposition les sommes payées par les croisés pour le rachat de leur vœu et tout l'argent laissé par testament en France pour de bonnes œuvres dont l'objet n'était pas spécifié ; et l'Empereur, à qui il avait écrit pour obtenir la permission d'acheter des vivres en Sicile , s'était empressé de la lui accorder. Il lui fit même présent de cinquante chevaux et d'une certaine quantité de provisions , protestant qu'il en aurait envoyé à saint Louis , qu'il lui aurait fait passer des troupes , qu'il les aurait amenées lui-même , sans les troubles que lui suscitait le pape. Alfonse s'embarqua au jour anniversaire de l'embarquement de saint Louis , le 25 août ; et , comme il ne voyait rien d'urgent à faire en Égypte dans cette saison , il fit voile pour Acre , d'où il vint à Damiette , le 24 octobre.

Il n'y serait point venu , sans doute , et ne serait point parti de France si son départ avait été plus différé. Le 27 septembre était mort son beau-père Raymond VII , comte de Toulouse , engagé aussi à la croisade , mais qui , n'ayant pu partir avec saint Louis , s'était laissé , dit-on , détourner , lui , l'ancien ami de Frédéric , vers une croisade intérieure contre le comte de Savoie et d'autres soutiens de l'Empereur. Il ne fit ni l'une ni l'autre , et mourut après avoir renvoyé , tant à Blanche qu'au pape , l'argent qu'il avait reçu pour les deux expéditions.

Sa mort laissait vacante cette grande succession que Blanche , par le traité de Meaux ou de Paris et le mariage de son fils Alfonse avec la fille du comte , avait assurée à la maison de France. Il n'est pas téméraire de supposer , comme nous le faisons tout à l'heure , qu'Alfonse , s'il s'était trouvé en France , aurait cru devoir y rester pour aller prendre possession de cet héritage. Mais son absence ne compromettait pas ses droits ; car sa mère était là pour recueillir en son nom ce qu'elle avait semé à son profit , et sa présence en Égypte allait enfin mettre saint Louis en mesure d'agir.

A l'arrivée d'Alfonse , on mit de nouveau en délibération

si l'on irait attaquer le Caire ou Alexandrie ; et plusieurs, notamment Pierre Mauclerc, se prononçaient encore pour Alexandrie, donnant d'excellentes raisons, qui auraient dû être décisives quand l'inondation ne permettait pas de songer au Caire. Mais, puisqu'elles avaient été alors sans effet, il était difficile qu'elles prévalussent maintenant que la route du Caire était ouverte. Le comte d'Artois l'emporta donc sans grand'peine, en disant qu'il fallait aller au Caire parce que c'était le chef-lieu de l'Égypte, et que qui veut tuer tout d'abord le serpent, lui doit écraser le chef. On ne lui répondit pas qu'on ne lui écrase pas toujours la tête et qu'il arrive bien aussi que le serpent mord au talon. Saint Louis se décida pour le Caire. On disait qu'une autre raison, qui ne fut pas dite au conseil, le détermina en ce sens : c'est qu'il avait des intelligences dans la place, et que le gouverneur ou l'un des principaux de la ville, pour venger son frère mis à mort par le sultan à la suite de l'abandon de Damiette, promettait de la lui livrer.

On partit le 20 novembre 1249.

La nouvelle en fut portée rapidement à Mansourah, où le sultan était mourant. On dit que, dans cette extrémité, il essaya d'arrêter la marche de saint Louis par les propositions les plus avantageuses. Il lui offrait de lui livrer tout ce que les rois de Jérusalem avaient jamais possédé, de mettre les prisonniers chrétiens en liberté, de lui abandonner une somme énorme d'or et d'argent, pourvu qu'il rendit Damiette et fit la paix. D'autres disent même, ce qui est plus incroyable, qu'il lui eût laissé Damiette et son territoire ; d'autres (car on ne s'arrête pas dans cette voie) que le sultan et les principaux des Sarrasins, en traitant avec saint Louis, avaient résolu de se convertir. On a reproché vivement à saint Louis d'avoir rejeté, je ne dis pas ces dernières propositions, mais les premières ; et rien, en effet, n'eût été plus à regretter si elles avaient été faites, ou si, étant faites, elles avaient eu quelque chance d'être exécutées ; mais en

aucun cas saint Louis n'y pouvait avoir foi. Le sultan allait mourir : évidemment celui qui lui succéderait ne se serait point cru lié par sa parole, et l'on aurait perdu, pour de vaines espérances, un temps qu'il était urgent de mieux employer. La suite le montra bien. A la mort du sultan, l'émir qui tint sa place rompit toutes les négociations engagées.

L'armée chrétienne se mit donc en marche à travers le Delta.



Fig. 28. — Sculpture religieuse. — Un des personnages du grand portail à la cathédrale d'Amiens.

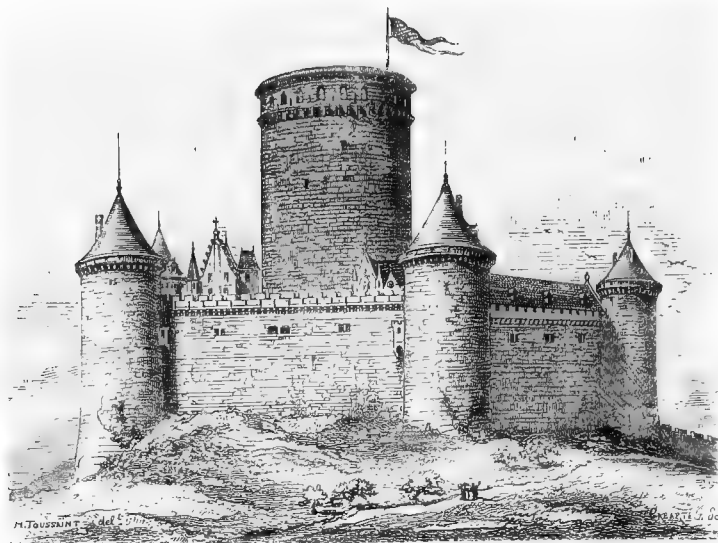


Fig. 29. — Architecture militaire. — Château de Coucy. — Vue partielle (côté nord).

CHAPITRE IX

BATAILLE DE MANSOURAH

I

Départ de Damiette. — Le Nil. — Le canal d'Achmoun.



N quittait le rivage, on allait entrer dans le véritable domaine du Nil. Pendant les six mois que l'on avait passés à Damiette, on avait déjà pu voir les merveilles qu'y accomplit la nature, et il ne faut pas s'étonner si le fleuve, en qui l'Égypte des Pharaons adorait un dieu, garde sur l'imagination des hommes du moyen âge quelque chose de l'empire qu'il exerçait sur ses anciens adorateurs. Le Nil, pour Joinville, qui nous reproduit naïvement les

sentiments de ses compagnons d'armes, n'est pas un fleuve comme un autre : s'il n'est pas une divinité, au moins vient-il du paradis, et ses phénomènes sont vrais miracles de Dieu.

« Il nous convient, premièrement, de parler du fleuve qui vient par Égypte du paradis terrestre. Ce fleuve est différent de toutes autres rivières; car plus les autres rivières viennent en aval, plus il y tombe de petites rivières et de petits ruisseaux; et en ce fleuve il n'en tombe aucune; au contraire, il advient ainsi qu'il vient par un seul canal jusques en Égypte, et alors il fait sortir de lui ses branches, qui se répandent parmi l'Égypte. »

Il décrit ses inondations et la merveilleuse fécondité qu'elles donnent au pays :

« Et l'on ne sait pas, ajoute-t-il, d'où cette crue vient, sinon de la volonté de Dieu; et si elle ne se faisoit, nul bien ne viendrait dans le pays à cause de la grande chaleur du soleil, qui brûleroit tout, parce qu'il ne pleut jamais dans le pays. Le fleuve est toujours trouble; aussi ceux du pays qui en veulent boire prennent de l'eau vers le soir et écrasent quatre amandes ou quatre fèves, et le lendemain elle est si bonne à boire que rien n'y manque. Avant que le fleuve entre en Égypte, les gens qui sont accoutumés à le faire jettent leurs filets déployés dans le fleuve au soir; et quand on vient au matin, ils trouvent en leurs rets les denrées qu'ils vendent au poids, que l'on apporte en cette terre, c'est à savoir gingembre, rhubarbe, bois d'aloès et cannelle. Et l'on dit que ces choses viennent du paradis terrestre, que le vent abat des arbres qui sont en paradis ainsi que le vent abat dans les forêts de ce pays le bois sec. »

Ainsi, même les épices que le commerce apportait de l'Inde aux ports de la haute Égypte ou de la Nubie étaient regardés, venant par le Nil, comme un don du fleuve et une importation du paradis. On ne devait pas s'étonner si les explorations tentées pour remonter aux sources du Nil

n'avaient point abouti; et ce que l'on rapportait de la vallée supérieure, des cataractes, des animaux qui peuplaient ces contrées, fournissait encore un thème assez riche à l'imagination populaire :

« Ils disoient au pays, dit Joinville, que le soudan de Babylone avoit maintes fois essayé de savoir d'où le fleuve venoit, et qu'il y envoyoit des gens qui emportoient une manière de pains que l'on appelle biscuits parce qu'ils sont cuits par deux fois; et ils vivoient de ce pain jusqu'à ce qu'ils revinssent près du soudan. Et ils rapportoient qu'ils avoient remonté le fleuve, et qu'ils étoient venus à un grand tertre de roches à pic, là où nul n'avoit pouvoir de monter. De ce tertre tomboit le fleuve; et il leur sembloit qu'il y avoit grand foison d'arbres sur la montagne en haut; et ils disoient qu'ils avoient trouvé merveilles de diverses bêtes sauvages et de diverses façons, lions, serpents, éléphants, qui les venoient regarder de dessus la rive du fleuve, pendant qu'ils alloient en amont. » (Ch. XL.)

Joinville pouvait parler plus pertinemment du Delta; et toutefois il ne faudrait pas admettre sa description sans contrôle pour les parties qu'il n'a pas vues lui-même.

On connaît la configuration de cette région de l'Égypte, formée par le Nil et comprise entre ses diverses branches. On comptait dans l'antiquité sept bouches du Nil, et les principales étoient les deux extrêmes : celles de Péluse et de Canope; dans les temps modernes et dès le temps de saint Louis, c'étaient déjà deux des bouches intérieures, celles de Damiette et de Rosette. Saint Louis remontait la branche de Damiette sur la rive droite et devait, avant d'arriver au Caire ou à Babylone, comme on disait, rencontrer vers leur naissance plusieurs canaux. De ce côté étoient les anciennes branches de Mendès, de Tanis et de Péluse, qui vont se jeter à l'orient dans le lac Menzaleh. La plus au nord étoit celle de Mendès; mais, avant la branche de Mendès, il y avoit un canal, le canal d'Achmoun, appelé par quelques historiens

le Tanis et pris par eux peut-être pour la branche tannique.

Le canal d'Achmoun, le premier grand cours d'eau qui coule de la branche de Damiette à l'orient vers la mer, était donc la première ligne de défense contre un ennemi qui occupait Damiette. C'était derrière ce retranchement naturel que Malec - Camel s'était établi lors de la croisade de Jean de Brienne; c'est là aussi et dans Mansourah même, « la ville de la Victoire, » bâtie ou relevée alors par ce sultan au point où le canal sort du fleuve, que son fils Saleh-Ayoub s'était fixé. Son armée campait dans la plaine qui s'étend de Mansourah le long du canal, et elle en protégeait les abords.

Saint Louis partit de Damiette et vint camper à Farescour. Toujours appliqué à éviter le mal que la guerre, même la plus légitime et la plus sainte, peut entraîner après soi, il avait ordonné d'épargner autant que possible les populations que l'on allait traverser. Il défendait qu'on tuât les femmes et les enfants, voulant qu'on leur donnât le plus grand bien qu'il leur sût procurer, le baptême; il recommandait même de ne pas tuer les hommes et de les faire plutôt prisonniers.

Au delà de Farescour on rencontrait un canal destiné aux irrigations et qui barrait la route. Pour le passer, on le mit presque à sec en le fermant à son point de départ par une levée de terre. Le légat avait accordé des indulgences à qui y travaillerait; et saint Louis voulut y mettre la main comme les autres.

On poursuivit la route au milieu des escarmouches des Sarrasins. Ils tombaient sur les fourrageurs, mais ne se montraient nulle part assez nombreux pour être sérieusement inquiétants. Une fois, il s'en présenta cinq cents qui annoncèrent l'intention de se joindre aux Français contre le sultan, dont ils se disaient mécontents. Saint Louis les reçut, mais en les observant : car on savait la perfidie de leur race; et, en effet, le 6 décembre, pendant la marche, ils

se jetèrent sur une troupe qui cheminait en avant ; mais les templiers, qui étaient au voisinage, fondirent sur eux, et les tuèrent ou les poussèrent dans le Nil.

A cette époque, le sultan Saleh-Ayoub n'était déjà plus. Sentant sa fin prochaine, il avait mandé son fils, Tourân-Chah, surnommé Malec - Moaddem (*le prince magnifique*), qui gouvernait alors Haran, Édesse et ses autres possessions en Mésopotamie ; et pour maintenir les troupes en obéissance, il avait ordonné de cacher sa mort jusqu'à ce que le jeune prince fût revenu. L'une des femmes de Saleh, nommée Chedjer-eddor (*le Rameau de perles*), Turque ou Arménienne de naissance, qui avait captivé le sultan par ses charmes et n'était pas moins capable de s'imposer aux autres par son énergie et sa fermeté, prit sur elle d'accomplir les desseins du mourant. Elle se concerta avec l'émir Fakhr-eddin, le principal de l'armée. Le corps du sultan fut embaumé et emporté secrètement de Mansourah, où il était mort, au château bâti dans l'île de Rauda, tout près du Caire. Des blancs seings, laissés par lui, permettaient d'expédier les affaires en son nom alors qu'il n'existerait plus. Les émirs et les officiers tant de l'armée que du reste de l'Égypte reçurent l'ordre, comme au nom du sultan, de prêter serment à Tourân-Chah et de reconnaître, jusqu'à son arrivée, Fakhr-eddin pour général en chef et gouverneur du pays. Mais la mort du sultan avait été connue de trop de monde pour qu'il fût longtemps possible de la tenir secrète ; et Fakhr-eddin était assez nécessaire pour qu'il la pût rendre publique sans compromettre son autorité. Il la déclara donc, et donna des ordres en son propre nom sans rencontrer de sérieuse résistance, la préoccupation générale étant d'arrêter les Français.

Saint Louis, après un séjour à Charماش, était arrivé aux bords du canal d'Achmoun, en face du camp des Turcs et de Mansourah. Il établit et fortifia son camp en s'appuyant sur l'une et l'autre rivière, le front vers le canal, la droite

vers le Nil, et de ce côté sa flotte concourait à sa défense. Mais les Sarrasins avaient aussi leur flotte avec eux. Ils étaient au milieu de leurs approvisionnements et en mesure d'intercepter les convois des chrétiens, et ils prenaient l'offensive tant sur terre que par eau : car Fakhr-eddin ayant fait passer le canal à quelques troupes vers Charmasah, elles vinrent attaquer le camp le jour de Noël, au milieu même de la journée. Elles furent repoussées par les templiers; mais ces attaques se renouvelaient incessamment, et les Français ne pouvaient pas s'éloigner du camp sans s'exposer à rencontrer quelque embuscade.

On n'était pas venu là pour s'y fixer, mais on était fort empêché d'aller plus loin; car la rivière d'Achmoun était profonde, fort encaissée, et l'ennemi en gardait la rive opposée. On résolut de recourir une seconde fois au moyen employé déjà pour le premier canal : c'était de couper la rivière par une chaussée qui retînt l'eau dans la partie supérieure et la fit refluer dans le Nil, laissant la partie inférieure presque à sec ou du moins en état d'être traversée. On se mit donc à cet ouvrage, et, pour protéger les travailleurs, on construisit des galeries couvertes, munies d'une tour d'où les arbalétriers pouvaient accabler de leurs carreaux l'ennemi qui se montrerait sur l'autre rive; ces machines doubles s'appelaient d'un double nom : *chats-châteaux*. Cette fois l'entreprise devait échouer. On avait réussi au premier canal en le fermant à la sortie du Nil. La brèche comblée, le bord se continuant sans ouverture, l'eau suivait tout naturellement le lit du fleuve. Mais ici on ne pouvait prendre le canal dès l'origine : car il sortait du Nil à Mansourah, et suivait d'abord, à peu de distance, le grand fleuve sur une longueur de trois à quatre kilomètres. On avait donc dû choisir un point plus éloigné où le travail fût moins périlleux et le passage d'ailleurs plus praticable. Or à ce point, que Joinville place à une demi-lieue de l'origine du canal, on ne le pouvait barrer sans avoir une masse d'eau considé-

nable à soutenir. De plus, les Sarrasins ne se bornaient pas à inquiéter les travailleurs. Ils travaillaient eux-mêmes en sens contraire et contre-minaient, pour ainsi dire, ce que faisaient les chrétiens : ils creusaient des trous en face de la jetée commencée, rendant à la rivière, de leur côté, ce qu'on lui enlevait sur l'autre bord, et détruisant, dit Joinville, en un jour ce qui avait coûté aux chrétiens trois semaines d'efforts et de fatigues.

Enfin, si les chrétiens trouvaient une défense dans leurs chats-châteaux, les Sarrasins avaient un moyen d'attaque bien plus terrible, moyen de destruction auquel ces châteaux étaient exposés plus que rien au monde : le feu grégeois. Ils avaient établi des pierrières sur leur bord, devant les machines des chrétiens, et lançaient leurs feux incendiaires comme on lance des pierres.

Joinville a raconté naïvement la terreur qu'en ressentaient les croisés.

« Un soir, dit-il, là où nous faisions le guet de nuit près des chats-châteaux, il advint qu'ils nous amenèrent un engin qu'on appelle *pierrière*, ce qu'ils n'avoient pas encore fait, et qu'ils mirent le feu grégeois en la fronde de l'engin. Quand monseigneur Gautier du Cureil, le bon chevalier, qui étoit avec moi, vit cela, il nous dit ainsi : « Seigneurs, nous sommes dans le plus grand péril où nous ayons jamais été ; car s'ils brûlent nos châteaux et que nous demeurions, nous sommes perdus et brûlés ; et si nous laissons nos postes qu'on nous a baillés à garder, nous sommes honnis ; c'est pourquoi nul ne nous peut défendre de ce péril, que Dieu. Je suis donc d'avis et vous conseille que toutes les fois qu'ils nous jetteront le feu, nous nous mettions à coudes et à genoux et priions Notre Seigneur qu'il nous garde de ce péril. » Sitôt qu'ils jetèrent le premier coup, nous nous mîmes à coudes et à genoux, ainsi qu'il nous l'avoit enseigné. Le premier coup qu'ils jetèrent vint entre nos deux chats-châteaux, et tomba devant nous sur la place que

l'armée avoit faite pour boucher le fleuve. Nos éteigneurs furent appareillés pour éteindre le feu ; et parce que les Sarrasins ne pouvoient tirer sur eux à cause des deux ailes des pavillons que le roi y avoit fait faire, ils tiroient tout droit vers les nues, en sorte que les traits leur tomboient tout droit vers eux. La manière du feu grégeois étoit telle qu'il venoit bien par devant aussi gros qu'un tonneau de verjus, et la queue du feu qui en sortoit étoit bien aussi grande qu'une grande lance. Il faisoit tel bruit en venant, qu'il sembloit que ce fût la foudre du ciel ; il sembloit un dragon qui volât par l'air. Il jetoit une si grande clarté, que l'on voyoit parmi le camp comme s'il eût été jour, pour la grande foison du feu qui jetoit la grande clarté. Trois fois ils nous jetèrent le feu grégeois ce soir-là, et ils nous le lancèrent quatre fois avec l'arbalète à tour. Toutes les fois que notre saint roi entendoit qu'ils nous jetoient le feu grégeois, il se revêtoit sur son lit, et tendoit ses mains vers Notre Seigneur et disoit en pleurant : « Beau sire Dieu, gardez-moi mes gens ! » Et je crois vraiment que ses prières nous rendirent bien service dans le besoin. Le soir, toutes les fois que le feu étoit tombé, il nous envoyoit un de ses chambellans pour savoir en quel point nous étions, et si le feu ne nous avoit point fait dommage. L'une des fois qu'ils nous le jetèrent, il tomba près le chat-château que les gens de monseigneur de Courtenay gardoient, et frappa sur la rive du fleuve. Alors voilà un chevalier qui avoit nom l'Aubigoiz : « Sire, me dit-il, si vous ne nous aidez, nous sommes tous « brûlés, car les Sarrasins ont tant lancé de leurs traits « qu'il y en a tout comme une grande haie qui vient brû-
« lant vers notre château. » Nous nous élançâmes et allâmes là, et trouvâmes qu'il disoit vrai. Nous éteignîmes le feu, et, avant que nous l'eussions éteint, les Sarrasins nous chargèrent tous de traits qu'ils lançoient au travers du fleuve. » (Ch. XLIII.)

Un jour, les frères du roi faisaient le guet, et Joinville

XII

ART DE LA RENAISSANCE. — ÉCOLE VÉNITIENNE
— COMMENCEMENT DU XVI^e SIÈCLE

« Saint Louis, sainte Anne, saint Joachim, sainte Ursule. » — Tableau de Vittore Carpaccio, portant la date de 1515 et aujourd'hui conservé à l'*Accademia delle belle arti*, à Venise. = Carpaccio, né en 1450, mourut en 1522.

Dessiné par Édouard GARNIER,
gravé par CABARTEUX.



Ed. GARNIER del.

V. CARPACCI p.

1855

les devait relever le soir ; car le roi avait disposé que quand le duc d'Anjou remplissait le jour cet office , Joinville devait lui succéder pendant la nuit.

« Ce jour-là, dit notre historien, nous étions en grand mésaise de cœur, parce que les Sarrasins avoient tout fracassé nos chats-châteaux. Les Sarrasins amenèrent la pierrière de grand jour, ce qu'ils n'avoient encore fait que de nuit, et lancèrent le feu grégeois sur nos chats-châteaux. Ils avoient approché leurs engins si près des chaussées que l'armée avoit faites pour boucher le fleuve, que nul n'osoit aller aux chats-châteaux, à cause des engins qui jetoient de grandes pierres sur la voie. D'où il advint que nos deux châteaux furent brûlés, et le roi de Sicile ¹ en étoit si hors de sens qu'il se vouloit aller jeter au feu pour l'éteindre. Mais, ajoute naïvement l'auteur, s'il en fut courroucé, moi et mes chevaliers nous en louâmes Dieu : car si nous eussions fait le guet le soir, nous eussions été tous brûlés. » (Ch. XLIV.)

Saint Louis voulut réparer ce désastre dont Joinville faisait si facilement son deuil. Il envoya querir tous les barons et les pria que chacun donnât du bois de ses vaisseaux pour refaire une nouvelle machine ; car il n'y avait pas d'autre bois dont on se pût servir. Chacun s'exécuta, et quand la machine fut faite, le roi décida qu'on ne la mènerait pas sur la chaussée jusqu'au jour où le duc d'Anjou devait faire le guet : il voulait lui donner le moyen de venger le malheur qu'il n'avait pu prévenir à sa dernière garde.

« Ainsi qu'on l'avoit réglé, ainsi fut fait : car sitôt que le roi de Sicile fut à son guet, il fit pousser le *chat* jusques au lieu où les deux autres chats-châteaux avoient été brûlés. Quand les Sarrasins le virent, ils arrangèrent que tous leurs seize engins tireroient sur la chaussée où le *chat* étoit venu.

¹ Nous n'avons pas besoin de rappeler que Joinville ici donne ce titre à Charles d'Anjou par anticipation. Le prince ne devint roi de Sicile qu'en 1266. Mais Joinville écrivait de 1305 à 1309.

Et quand ils virent que nos gens redoutoient d'aller au *chat* à cause des pierres des engins qui tomboient sur la chaussée par où le *chat* étoit venu, ils amenèrent la pierrière, et lancèrent le feu grégeois sur le *chat* et le brûlèrent tout. »

On a vu que quand le duc d'Anjou faisait le guet le jour, Joinville le faisait la nuit; aussi ne doit-on pas s'étonner qu'il s'écrie en racontant ce nouveau désastre :

« C'est grande courtoisie que Dieu fit à moi et à mes chevaliers; car nous eussions le soir fait le guet en grand péril, ainsi que nous eussions fait à l'autre guet dont je vous ai parlé ci-devant. » (Ch. XLIX.)

II

Bataille de Mansourah. — Première journée (mardi avant les Cendres).

Après plusieurs semaines passées à ce travail inutile, un Bédouin vint dire qu'il y avait un gué un peu plus bas; il demandait cinq cents besants d'or¹ payés à l'avance pour le faire connaître. On les lui donna sans marchander. Il fut convenu que le duc de Bourgogne et les riches hommes (barons) d'outre-mer qui étaient dans le camp y resteraient pour le garder de tout dommage. Le roi et ses trois frères devaient passer au gué.

Le jour de carême-prenant (mardi gras, 8 février), dès l'aube du jour, tout était prêt pour le passage. On mit les chevaux à l'eau : ils eurent à nager d'abord avant de trouver le fond, qui ne se rencontrait que vers le milieu de la rivière; et l'abordage ne fut pas facile, car la pente était roide et glissante. Les chevaux retombaient sur ceux qui suivaient, et il y eut des seigneurs qui se noyèrent, entre autres Jean

¹ Le besant d'or équivalait à une demi-livre, soit pour 500 besants 5063 fr. 95 c.

d'Orléans ; de plus, il y avait sur la rive quelques troupes de Sarrasins qui cherchaient à en repousser les assaillants. Il avait été ordonné que les chevaliers du Temple, plus habitués à les combattre, feraient l'avant-garde, et que le comte d'Artois formerait le second corps de bataille. Mais, dès qu'il eut passé, il oublia toute discipline et s'élança à la poursuite des Turcs qu'il avait mis en fuite. Les templiers cherchaient à le retenir. Ils lui représentaient qu'il leur faisait affront en prenant leur place ; ils la réclamaient au nom du roi, qui la leur avait assignée. Mais le comte d'Artois avait auprès de lui, à la bride de son cheval, un brave chevalier qui n'entendait rien des réclamations des templiers (il était sourd), et, ne voyant que les Turcs, criait à tue-tête : « Or à eux ! or à eux ! » Et le comte d'Artois n'était peut-être pas beaucoup plus disposé à les entendre. Il continua donc la poursuite ; et les templiers, se croyant déshonorés s'ils le laissaient aller devant, piquèrent des éperons pour reprendre le rang qui leur appartenait.

Selon un autre récit, le comte d'Artois aurait surexcité l'ardeur des templiers par une sanglante injure. Comme le grand maître du Temple lui remontrait le péril d'être entouré et le pressait d'attendre le roi, ainsi que le comte l'avait promis à son frère :

« Ah ! ah ! vraiment, dit le jeune prince, on dit bien vrai : il y aura toujours en templiers du poil de l'ours. »

Allusion sanglante à ces rapports avec les musulmans qui rendaient les templiers suspects parmi les nouveaux venus de la croisade.

« Eh bien ! dit le grand maître, chevauchez où vous voudrez, nous vous suivrons : car, s'il plaît à Dieu, vous ne pourrez reprocher trahison aux templiers. »

Et, piquant des éperons, ils se jetèrent sur l'ennemi.

Rien ne résista à cette foudroyante attaque. Fakhr-eddin, qui était au bain, occupé, dit-on, à se faire teindre la barbe, sortit tout éperdu au bruit de la bataille. Sans prendre le

temps de revêtir ses armes, il sauta à cheval, et, suivi de quelques soldats ou serviteurs, il courut pour rejoindre son armée et pourvoir au danger. Mais il fut enveloppé par une troupe de Français et périt en combattant avec courage. Les Français, chassant tout devant eux, arrivèrent ainsi pêle-mêle avec les Turcs jusque dans Mansourah, et au delà, jusque sur le chemin du Caire. Des fuyards allèrent jusqu'au Caire, annonçant que tout était perdu. Il n'en était pas ainsi. Quand nos chevaliers, las de la poursuite, revinrent dans la ville qu'ils croyaient être à eux, ils se trouvèrent assaillis dans ces rues étroites par les habitants, qui leur lançaient des poutres et autres matériaux du haut des maisons. Le comte d'Artois, le sire de Coucy, Guillaume Longue-Épée, avec les Anglais de sa suite, et jusqu'à deux cent quatre-vingts chevaliers du Temple, y périrent.

Le corps de bataille du roi n'était venu au gué qu'après le comte d'Artois et tous ceux qui faisaient l'avant-garde. Quand le roi l'eut passé et qu'il eut gravi la rive du canal, il s'étonna de ne pas voir son frère dans la plaine, et eut un triste pressentiment. D'autres chevaliers se montraient çà et là dans cette plaine, et plusieurs étaient en grand péril. Joinville, qui paraît avoir passé parmi les premiers, s'était jeté avec ses compagnons sur le camp évacué par l'ennemi, pour n'être pas surpris dans l'embarras des bagages. Mais, quand il l'eut franchi, il trouva six mille Turcs rangés en bataille, qui, voyant ce petit groupe d'assaillants, se mirent en devoir de les punir de leur témérité. Hugues de Trichastel, seigneur de Conflans, fut tué. Joinville, jeté par-dessus la tête de son cheval, se releva l'écu au col, l'épée à la main; et comme il cherchait à gagner, avec Érard de Siverey, une mesure en ruine pour y attendre le roi, une nouvelle troupe de Turcs vint le heurter, le jeta par terre et passa par-dessus. Érard de Siverey le releva; ils atteignirent ensemble les murs de la maison ruinée, où d'autres chevaliers les rejoignirent. Mais les Turcs les y vinrent attaquer; et à

peine si l'on peut dire que ces ruines leur fussent une défense : car plusieurs des ennemis, entrant dans la maison, leur portaient des coups de lance du haut des murs. Il fallut que les chevaliers de Joinville, mieux en état de combattre, lui donnassent les chevaux à tenir par la bride, afin d'être plus libres de faire tête aux assaillants. Érard de Siverey fut frappé au visage d'un coup d'épée qui lui abattit le nez sur les lèvres. Le bon Joinville invoquait monseigneur saint Jacques. Érard, mis hors de combat par sa blessure, mais ne songeant qu'à son honneur à lui et à la vie de Joinville son seigneur, lui dit : « Sire, si vous pensiez que ni moi ni mes héritiers n'en eussions de reproches, je vous irois querir du secours au comte d'Anjou, que je vois là au milieu des champs. — Messire Érard, lui répondit Joinville, il me semble que vous vous feriez grand honneur si vous nous alliez querir de l'aide pour sauver nos vies ; car la vôtre est bien en aventure. » Érard ne s'en tint pas encore pour autorisé suffisamment. Blessé à mort, il craignait qu'on ne l'accusât de fuir le péril. Il consulta les autres chevaliers, et, sur leur avis, il reprit son cheval à Joinville et s'en vint au comte d'Anjou, qu'il avertit du danger de son seigneur. L'approche du comte fit fuir les Sarrasins.

Un peu après, le roi arriva avec tout son corps de bataille, à grands cris et à grand bruit de trompettes et de cymbales, et il s'arrêta sur un chemin en chaussée. « Jamais, dit Joinville, encore dans l'émotion de la délivrance, je ne vis si beau chevalier : car il paroissoit au-dessus de toute sa gent, les dépassant à partir des épaules, un heaume doré en son chef, une épée d'Allemagne à la main. »

Quand il fut là, ses bons chevaliers (son état-major) et plusieurs des chevaliers de son corps de bataille se lancèrent au milieu des Turcs : « Et sachez, dit l'historien, que ce fut un très-beau fait d'armes : car nul n'y tiroit d'arc ou d'arbalète, mais c'étoit un combat de masses d'armes et

d'épées entre les Turcs et nos gens, qui étoient mêlés (Ch. XLVII). »

Un écuyer de Joinville lui avait ramené un de ses chevaux, et il s'était placé auprès du roi.

A ce moment Jean de Valery, chevalier de grande expérience, vint au roi et lui conseilla de se porter à main droite sur le canal, pour avoir l'aide du duc de Bourgogne et de ceux qui gardaient le camp, et donner aux troupes le moyen d'aller boire : car la chaleur étoit déjà grande. Le roi fit rappeler ses bons chevaliers de la mêlée, et, sur leur avis, il ordonna ce mouvement. A peine l'avait-on commencé que le comte de Poitiers, son frère, le comte de Flandre et d'autres seigneurs l'envoyèrent prier de ne pas bouger ; car ils étoient vivement pressés par les Turcs et ne le pouvaient suivre. Il s'arrêta. Mais, sur les instances de Jean de Valery, il reprit bientôt sa marche vers la rivière. Au même instant arrive le connétable Imbert de Beaujeu. Il lui dit que le comte d'Artois se défendait dans une maison de Mansourah, qu'il fallait le secourir. Il n'y avoit point à hésiter. « Connétable, dit saint Louis, allez devant et je vous suivrai. » Et Joinville dit au connétable qu'il irait avec lui. Mais, comme ils avoient déjà pris de l'avance, la masse des Turcs se jeta entre eux et la troupe du roi, et le roi dut s'arrêter à les combattre : grand péril pour le connétable et ses compagnons. Que faire ? Ils étoient six et ne pouvaient songer à percer à travers les Turcs. Il y avoit dans la plaine un ruisseau qui, dérivé du Nil, au voisinage de Mansourah, peut-être à Mansourah même, coulait dans une direction soit parallèle, soit un peu inclinée au canal d'Achmoun. Joinville dit au connétable : « Sire, nous ne pouvons aller au roi à travers ces gens ; mais allons en amont et mettons ce fossé que vous voyez devant nous entre nous et eux, et ainsi nous pourrons revenir au roi. »

Le connétable suivit son conseil. Cette marche hardie donna le change aux Turcs, qui ne firent pas attention à eux

ou les prirent pour quelques-uns des leurs, et un peu après ils purent repasser le ruisseau et se diriger vers le gros de l'armée.

Comme ils revenaient ainsi entre le ruisseau et le canal, ils virent que le roi s'était porté lui-même sur le canal et que les Turcs y ramenaient les autres corps de bataille, à grands coups de masses d'armes et d'épée, les refoulant sur le corps du roi. Plusieurs se jetaient à cheval dans l'eau pour repasser à la nage du côté du duc de Bourgogne ; mais les chevaux, fatigués, ne savaient point lutter contre le courant. La rivière roulait les lances, les écus, les montures et les corps même de ceux qui s'y noyaient. Joinville, arrivant à un petit pont qui était sur le ruisseau, proposa au connétable de s'y établir pour le garder contre les assaillants qui pourraient venir de l'autre bord : « Car si nos gens, disait-il, sont attaqués des deux parts, ils pourront bien ne pas résister. » La presse était grande, en effet, et Joinville rapporte qu'au jugement de plusieurs l'armée était perdue si le roi n'avait payé de sa personne. Six Turcs s'étaient jetés sur son cheval et croyaient le tenir, quand il se dégagea tout seul à grands coups d'épée. Son exemple raffermait les courages, et plusieurs, renonçant à passer la rivière, se portèrent à son secours.

Pendant que Joinville gardait le petit pont, il vit arriver, revenant de Mansourah, de par delà le ruisseau, Pierre de Bretagne blessé d'un coup d'épée au visage, en sorte que le sang lui coulait dans la bouche. « Il était sur un cheval bas, bien membré. Il avait jeté les rênes sur l'arçon de sa selle et le tenait des deux mains, de peur que ses gens, qui étaient derrière et le pressaient fort, ne le jetassent hors de la voie du petit pont. Il maugréait contre les Turcs, et chaque fois qu'il crachait du sang de sa bouche : « Eh bien ! s'écriait-il, « par le chef-Dieu ! avez-vous vu de ces goujats ? » Ils passèrent donc le ruisseau, rejoignant le gros de l'armée ; et les Turcs, voyant aux abords du pont des gens qui les regar-

daient en face, n'osèrent les poursuivre au delà. A l'arrière du corps de bataille de Pierre de Bretagne étaient le comte de Soissons, dont Joinville avait épousé la cousine, et Pierre de Neuville, qui avait déjà reçu force coups dans cette journée. Joinville les engagea à rester à ce poste avec lui pour contenir les Turcs et empêcher que le roi ne fût attaqué par derrière comme par devant. Ils acceptèrent, ayant reçu de lui l'assurance qu'il y demeurerait avec eux ; et le connétable, comptant sur leur fermeté, les quitta pour aller chercher de quoi renforcer une position dont il avait pu apprécier toute l'importance.

Dans ce poste, ils se trouvaient eux-mêmes exposés à l'attaque des Sarrasins répandus dans la plaine. Un d'eux, accourant des environs du corps de bataille du roi, et ainsi par derrière, frappa le seigneur de Neuville d'un coup de masse qui le coucha sur le col de son cheval ; puis, s'élançant à travers le pont, il rejoignit ceux des siens qui étaient au delà. Ceux-ci, voyant que Joinville et ses compagnons ne quitteraient pas le petit pont, passèrent le ruisseau sur un autre point, s'établissant aussi entre le ruisseau et le canal ; et nos croisés durent leur faire tête, prêts à fondre sur eux, selon qu'ils tenteraient ou de marcher contre le roi, ou de leur disputer le pont. Les cavaliers sarrasins avaient amené avec eux des fantassins qui lançaient contre les hommes de Joinville des mottes de terre¹, et, ce qui était plus redoutable, du feu grégeois. On leur lançait aussi une grêle de traits, dont ils se garantissaient comme ils pouvaient, et nécessairement assez mal. Joinville se félicite d'avoir trouvé en cette occurrence une veste rembourrée d'étoupes, appelée *gamboison*, dont il se fit un écu avec grand profit, nous dit-il : « Car je ne fus blessé de leurs traits qu'en cinq endroits, et mon roussin en quinze. » Lorsque les Turcs seraient de trop près les sergents, nos chevaliers fondaient

¹ Mottes de terre durcies au soleil de l'Égypte et équivalant à des pierres.

sur eux et les faisaient fuir ; et le comte de Soissons, trouvant encore à plaisanter, disait à Joinville : « Sénéchal, laissons huer cette canaille ; car, par la coiffe-Dieu ! (c'est ainsi qu'il jurait) encore parlerons-nous de cette journée dans la chambre des dames (Ch. XLIX). »

Le soir, au soleil couchant, le connétable amena à nos braves chevaliers les arbalétriers du roi, qui se rangèrent devant eux, et les Sarrasins n'attendirent pas qu'ils eussent bandé leurs arbalètes pour s'enfuir. Le passage était dès lors suffisamment gardé, et le connétable renvoya Joinville à saint Louis, lui disant de ne le plus quitter jusqu'à ce que le roi eût regagné son pavillon.

Les Turcs avaient cédé sur tous les points. Le roi pouvait s'établir dans le camp même qu'ils avaient abandonné. Il s'y porta, remettant à Châtillon la conduite de l'arrière-garde. Mais cet avantage (et qu'était-il au fond ?) avait été chèrement payé.

Le roi n'avait rien appris de certain sur son frère le comte d'Artois ; il savait seulement qu'il avait eu à se défendre dans Mansourah. Qu'était-il devenu ? Voyant venir alors le prévôt de l'Hospital, frère Henri de Ronnay, qui avait passé le canal avec lui, il lui demanda s'il pouvait enfin lui en donner des nouvelles. « Oui, lui répondit-il ; car il est certain qu'il est au paradis. » Et voyant le saint roi ému de cette funèbre annonce : « Hé, Sire, dit-il, ayez-en bon réconfort ; car si grand honneur n'advint jamais à un roi de France que celui qui vous est advenu : car pour combattre vos ennemis, vous avez passé une rivière à la nage, et les avez déconfits et chassés du champ de bataille, et pris leurs engins et leurs tentes là où vous coucherez encore cette nuit. » — « Et le roi, continue Joinville, répondit que Dieu fût adoré pour ce qu'il lui donnoit, et alors les larmes lui tombaient des yeux bien grosses (Ch. L). »

Cette journée, au dire de Joinville, ne fut pas honorable pour tout le monde : « En cette bataille, dit-il, il y eut des

gens de grand air qui s'en vinrent très-honteusement fuyant par le ponceau dont je vous ai parlé avant, et ils s'enfuirent à grand effroi, et jamais nous n'en pûmes faire rester aucun près de nous; j'en nommerois bien, desquels je m'abstien-drai de parler, car ils sont morts. » Mais il mentionne tout particulièrement avec honneur Gui Mauvoisin, qui s'en re-vint de Mansourah fièrement par la rive du ruisseau où il était le plus exposé à l'ennemi. « Et ce ne fut pas mer-veille, ajoute-t-il, si lui et sa gent se montrèrent bien en cette journée, car on me dit que toute sa bataille (ba-taillon), ou ne s'en falloit guère, étoit toute de chevaliers de son lignage et de chevaliers qui étoient ses hommes liges. »

III

Le roi campe sur le champ de bataille. — Deuxième journée
(vendredi 11 février).

Le roi s'était établi dans le camp des Sarrasins. Les che-valiers n'y avaient guère trouvé que les tentes dressées; car les Bédouins, après la retraite des troupes régulières, s'y étaient jetés en pillards et y avaient fait place nette.

Les Français n'étaient point tellement vainqueurs, ils ne s'étaient pas si bien rendus maîtres du camp des Sarrasins, qu'ils n'eussent encore à s'y défendre. Les Sarrasins s'étaient logés un peu en arrière: pendant la nuit leurs gens de pied fondirent sur les hommes préposés à la garde des machines, qu'ils avaient abandonnées, et les rejetèrent jusque dans la ligne des tentes. Joinville et ses compagnons, tout blessés qu'ils étaient, les repoussèrent, et saint Louis envoya à leur aide Gaucher de Châtillon; celui-ci s'établit devant eux, faisant face à un corps de cavaliers turcs, qui était comme la grand'garde de l'armée ennemie campée derrière. Joinville raconte encore un épisode curieux de cette nuit de la

XIII

ART DE LA RENAISSANCE. — ÉCOLE FRANÇAISE
— PREMIER TIERS DU XVI^e SIÈCLE

« Saint Louis; sainte Catherine; un donateur à genoux »; belle miniature d'après le manuscrit lat. 907 de la Bibliothèque nationale (f° 342). Elle a été exécutée en 1531.

Mis sur pierre par PRALON,
d'après une aquarelle de GARCIA.



Pralon lith

Imp Lemarcier et C^{ie} Paris

bataille. Huit des principaux de la cavalerie turque placée en observation devant les Français étaient descendus de cheval, et se faisant, de pierres de taille qu'ils trouvaient là, un retranchement pour se mettre à l'abri des arbalétriers, ils tiraient à leur aise dans le camp des chrétiens. Joinville et les siens avaient résolu de se jeter ensemble sur cette embuscade et d'enlever ces pierres pendant la nuit. Mais son chapelain, Jean de Voyssei, qui avait été du conseil, n'attendit pas tant.

« Il partit de notre camp tout seul, dit Joinville, et se dirigea vers les Sarrasins, ayant vêtu son gamboison (veste rembourrée), son chapeau de fer sur la tête, sa lance (dont le fer traînoit) sous l'aisselle pour que les Sarrasins ne l'aperçussent pas. Quand il vint près des Sarrasins, qui le méprisoient parce qu'ils le voyoient tout seul, il tira sa lance de dessous l'aisselle et leur courut sus : il n'y en eut aucun des huit qui se mît en défense, mais ils prirent tous la fuite. Quand les Sarrasins à cheval virent que leurs seigneurs s'en venoient fuyant, ils piquèrent des éperons pour leur venir en aide, et il sortit bien de notre camp jusques à cinquante sergents ; et les Sarrasins à cheval vinrent piquant des éperons et n'osèrent engager le combat avec nos gens de pied, mais gauchirent devant eux, et nos sergents emportèrent les pierres. Dorénavant, mon prêtre fut bien connu dans le camp, et on se le montroit l'un à l'autre, et on se disoit : « Voici le prêtre de monseigneur de Joinville, qui a déconfit « les huit Sarrasins (Ch. LI). »

Des choses plus graves se préparaient. Fakhr-eddin étant mort, il fallait un chef à l'armée. Chedjer-eddor, qui avait conservé tout son crédit sur les Turcs, fit choisir l'émir Bibars-Bondocdar, qui venait particulièrement de se signaler en accablant les chrétiens dans Mansourah. Ce succès compensait aux yeux des Sarrasins les pertes qu'ils avaient faites sur le champ de bataille. On annonça au Caire, par les pigeons que l'on gardait toujours pour de semblables usages,

que les chrétiens étaient vaincus ; Bibars, ayant ramassé du milieu des morts la cotte d'armes du comte d'Artois, semée de fleurs de lis, fit croire aux siens que le roi était mort, et disposa tout pour une attaque générale contre les chrétiens. Saint Louis s'y était préparé. Maître des deux rives du canal par le combat du 8, il s'était empressé d'y jeter un pont de bois et d'établir plusieurs ponts de bateaux pour relier ses troupes à celles qui gardaient son camp : les machines des Sarrasins, mises en pièces, avaient servi à entourer sa position de barricades.

La journée (vendredi 11 février) s'annonçait bien plus terrible que celle du mardi. Les Français n'attaquaient plus : ils étaient attaqués. Bibars avait commencé par investir complètement de troupes à cheval et à pied la position des chrétiens ; lui-même, monté sur un petit cheval, en parcourait la ligne tout entière, et selon qu'il voyait que leurs bataillons étaient plus forts en tel ou tel lieu, il y renforçait les corps de bataille opposés aux nôtres. Il avait de plus jeté trois mille Bédouins de l'autre côté du canal pour inquiéter le duc de Bourgogne dans le camp et l'empêcher de venir au secours du roi, ou même pour forcer le roi d'envoyer à son aide.

Quand il eut tout disposé à son aise, vers midi, il fit battre les tambours et assaillit l'armée de saint Louis. Le comte d'Anjou, qui était le plus en avant, fut aussi attaqué le premier. « Ils vinrent à lui, dit Joinville, de la manière que l'on joue aux échecs ; » les piétons commençant l'attaque avec le feu grégeois et les cavaliers venant ensuite. Ils le pressèrent tellement qu'ils mirent le désordre parmi les siens. On le dit au roi, qui, piquant des éperons, se lança au milieu des troupes de son frère, l'épée au poing, et s'engagea si avant parmi les Turcs, qu'ils couvrirent de feu grégeois la croupière de son cheval. Cette vive riposte sauva le comte d'Anjou et rejeta les Turcs hors du camp. Gui d'Ibelin et Baudouin son frère, qui commandaient les barons

d'outre-mer, puis Gautier de Châtillon, rangés dans l'ordre où nous les nommons, avec leurs corps de bataille, à la droite du comte d'Anjou, soutinrent, sans se laisser entamer, le choc des Turcs. L'attaque fut vive surtout au lieu où Guillaume de Sonnac, grand maître du Temple, s'était barricadé derrière les débris des engins des Sarrasins avec ce qui lui restait de frères. Les Turcs incendièrent ces barricades de leur feu grégeois, et se jetèrent au travers sans même attendre que les flammes fussent éteintes. Le maître du Temple, qui avait perdu un œil à la journée de Mansourah, y perdit l'autre et la vie, car il succomba à ses blessures ; mais il avait repoussé les assaillants : « Et sachez, dit Joinville, qu'il y avoit bien un journal de terre derrière les templiers qui étoit si chargé des traits lancés par les Sarrasins, que l'on n'y voyoit plus la terre (Ch. LIV). »

Gui Mauvoisin, qui venait après les templiers, tint comme eux ; mais ce ne fut qu'à grand'peine qu'on éteignit le feu grégeois dont il était couvert. Joinville suivait ; mais il était moins exposé à l'attaque. A partir du corps de bataille de Mauvoisin, l'enceinte du camp descendait vers le canal jusqu'à un jet de pierre, et de là se redressait pour envelopper le corps du comte Guillaume de Flandre, puis s'étendre jusqu'au Nil. Les Sarrasins ne pouvaient s'engager dans cet angle sans se placer entre deux ennemis ; Mauvoisin ayant résisté, Joinville se trouva couvert. « En quoi, dit-il, Dieu nous fit grande courtoisie ; car moi ni mes chevaliers n'avions ni hauberts, ni écus, parce que nous étions tous blessés de la bataille du jour de carême-prenant. » Mais ils ne laissèrent pas d'avoir leur part à cette journée. Comme les Sarrasins attaquaient le campement du comte de Flandre, de l'autre côté de l'angle dont nous avons parlé, les arbalétriers de notre sénéchal, les prenant en flanc, les mirent en fuite, et une sortie des gens du comte acheva de les disperser.

Les Sarrasins avaient été plus heureux d'abord contre la

bataille qui venait ensuite : c'était celle du comte de Poitiers, frère du roi. Il était seul, à cheval, au milieu de ses gens, quand les Turcs, fondant sur eux, les dispersèrent et l'emmenèrent lui-même prisonnier : mais les bouchers et autres hommes du camp et les femmes qui vendaient les denrées, l'ayant appris, poussèrent le cri d'alarme, et à l'aide de Dieu ils secoururent le comte et chassèrent les Turcs. Joinville parle encore du sire de Brancion, brave chevalier qui avait été à trente-six combats d'où il avait remporté le prix de vaillance : il était venu avec le comte de Poitiers en Égypte, et occupait la place la plus voisine de lui dans le camp. Lui aussi avait fait mettre ses chevaliers à pied, restant seul à cheval avec son fils et un autre jeune seigneur, parce que tous les deux étaient encore enfants. Plusieurs fois les Turcs firent plier ses hommes d'armes ; mais chaque fois qu'ils les poursuivaient, Brancion fondait sur eux par derrière et ramenait à lui les assaillants. Il aurait perdu tout son monde et succombé lui-même, si les arbalétriers, restés au camp avec le duc de Bourgogne, n'eussent tiré sur les ennemis par-dessus la rivière. Ce brave seigneur, après une campagne qu'il avait jadis faite en France avec Joinville, ayant chassé les Allemands d'une église qu'ils saccageaient, s'était agenouillé devant l'autel, disant à Dieu : « Sire, je te prie qu'il te prenne pitié de moi, et que tu m'ôtes de ces guerres entre chrétiens, là où j'ai vécu si longtemps, et m'octroies que je meure à ton service, par quoi je puisse avoir ton royaume de paradis. » Son vœu, ajoute Joinville, fut exaucé, car il mourut des suites des blessures qu'il reçut en cette rude journée.

Les Turcs étaient repoussés. Le roi, réunissant ses barons, voulut tourner leurs cœurs vers celui dont il tenait la victoire. « Nous devons, dit-il, grandes grâces à Notre-Seigneur de ce qu'il nous a fait deux fois en cette semaine un tel honneur, que mardi, le jour qui précède le carême, nous les chassâmes de leur camp là où nous sommes logés ; et que

le vendredi suivant, qui vient de passer, nous nous sommes défendus contre eux, nous à pied, eux à cheval. »

« Et il leur dit, ajoute Joinville, beaucoup d'autres belles paroles pour les reconforter (Ch. LV). »

IV

Souffrances de l'armée. — Arrivée du jeune sultan.

— Premières négociations. —

Progrès de l'épidémie et de la disette.

Après de telles victoires, ils avaient, en effet, besoin d'encouragement. Ils avaient tenu bon : mais c'était peu de résister, leur rôle était d'aller en avant ; et leurs pertes avaient été si grandes en ces rencontres, qu'ils n'étaient plus en mesure de le faire. Le roi garda donc ses positions sur les deux rives du canal, et bientôt commencèrent les grandes misères de l'armée. Les corps de ceux qui avaient péri flottaient dans la rivière et, comme le tablier du pont touchait à l'eau, ils s'y arrêtaient. Le canal était couvert de morts d'une rive à l'autre, à la distance en longueur du jet d'une menue pierre. On fut huit jours à le débayer. Les corps des Sarrasins étaient rejetés de l'autre côté du pont au cours de l'eau ; ceux des chrétiens, recueillis et inhumés dans de grandes fosses. Autre circonstance : on était en carême, et l'armée faisait maigre. On n'avait à manger que les barbotés du Nil. Or ces poissons se nourrissaient des cadavres. On y vit une des causes de la maladie qui bientôt décima nos croisés. « La chair de nos jambes séchoit, dit Joinville, toute la peau de nos jambes devenoit tachetée de noir et de couleur de terre ainsi qu'une vieille botte ; et à nous qui avions telle maladie, il venoit de la chair pourrie aux gencives, et nul ne réchappoit de cette maladie : mais il lui en falloit mourir ; le signe de la mort étoit tel que quand le nez saignoit il falloit mourir (Ch. LVIII). »

Le roi, au milieu de cette affliction, levait les yeux au ciel et bénissait la main qui le frappait ; il allait visiter les malades pour les consoler et les soigner, quoiqu'on lui remontrât qu'il pouvait lui-même gagner la maladie. Il savait que sa vue seule leur faisait du bien. Un de ses chambellans, frappé du mal commun, dit qu'il ne mourrait pas content que le roi ne fût venu le voir : et le roi se rendit à son désir. Il ne cessa que quand lui-même fut atteint et que ses forces trahirent son zèle. Joinville aussi était tombé malade vers la mi-carême, et il raconte qu'il se faisait chanter la messe devant son lit, sous sa tente, par son prêtre, malade comme lui.

« Or il avint, dit-il, qu'en faisant la consécration il se pâma. Quand je vis qu'il vouloit cheoir, moi qui avois vêtu ma cotte, je sautai de mon lit tout déchaux, je le pris dans mes bras, et lui dis qu'il fît tout à loisir et tout bellement son sacrement, que je ne le laisserois pas qu'il ne l'eût fait. Il revint à soi et fit son sacrement, et parchanta sa messe tout entièrement, ne oncques puis ne chanta (Ch. LX). »

Dans cette situation, l'armée était perdue s'il ne lui venait des secours de Damiette. Or les Turcs (et les chrétiens n'en savaient rien encore) leur avaient fermé le chemin de Damiette. Ils avaient fait démonter les galères, qu'ils transportèrent par pièces à dos de chameaux, et ils les reconstruisirent plus bas sur le Nil, de manière à intercepter tous les convois qui viendraient au camp des Français. Quatre-vingts bateaux furent ainsi capturés et leurs équipages mis à mort, sans qu'on en sût rien à l'armée du roi. On l'apprit enfin par une petite embarcation du comte de Flandre qui réussit à forcer le passage, ou plus vraisemblablement qui sut se dérober à la vue de l'ennemi. Les Turcs n'avaient pas seulement enlevé au roi le chemin de Damiette ; ils avaient fait venir des vaisseaux d'Alexandrie et d'autres ports, afin de garder la mer et d'empêcher que Damiette même ne reçût des secours de l'Occident. Ainsi ils étaient entièrement maîtres

du Nil inférieur, et les caravanes les plus nombreuses ne parvenaient pas à s'ouvrir un passage. Une première fois cinquante-deux vaisseaux, une autre fois, le 8 mars, trente-deux tombèrent en la puissance des ennemis. De pareilles prises ne s'opéraient pas sans combat : dans la première rencontre, il y eut un grand carnage, et les Turcs firent encore mille prisonniers ; dans les deux rencontres toutes les munitions et les vivres furent entièrement perdus.

Le but de la campagne était manqué : saint Louis à son tour dut faire des propositions de paix à l'ennemi.

Le jeune soudan était arrivé en Égypte, et le 22 février il avait pris possession du royaume ; mais dès son retour on aurait pu prévoir que sa domination aurait du mal à s'affermir. Il avait ôté aux officiers de son père, que Joinville appelle le sénéchal et le connétable, les verges d'or, insignes de leur autorité, pour les donner à ceux qu'il ramenait avec lui. Il avait donc froissé par là les émirs et s'exposait aux effets de leur ressentiment. Or ces émirs étaient puissants, et ils avaient autour du sultan des intelligences redoutables.

Les sultans d'Égypte s'étaient donné pour gardes une troupe formée d'enfants achetés par eux, élevés par eux et portant les armoiries d'or du maître avec une *différence* ou pièce accessoire qui était le signe particulier de chacun d'eux. Lorsque le sultan était au camp, ils étaient logés comme gardes du corps autour de sa tente. On les nommait *bahriz*, et leur troupe *la Halca*. Le maître de la Halca était celui qui donnait l'ordre du sultan à l'armée ; les « chevaliers » de cette milice, selon qu'ils se distinguaient dans les batailles, étaient faits émirs et placés à la tête de compagnies de deux cents et de trois cents chevaux. Ils pouvaient parvenir à tout ; mais il fallait que leur puissance, œuvre de leur maître, n'allât point jusqu'à lui inspirer des craintes : or la puissance est facilement suspecte dans ces cours d'Orient, et les soupçons ne se dissipent que par la mort du suspect. Quand

plus tard les émirs qui avaient vaincu le roi d'Arménie allèrent saluer Bibars-Bondocdar, fiers de leur exploit et comptant sur une récompense, il leur dit : « Je ne vous salue pas ; » et il leur fit couper la tête.

Les émirs d'Égypte s'alarmèrent donc de l'attitude du jeune sultan à leur égard. Ils lui avaient rendu de trop grands services en son absence, et ils savaient combien il y a péril quelquefois à trop obliger : ils se rappelaient comment son père avait traité ceux qui avaient pris le comte de Bar et le comte de Montfort dans la précédente expédition des chrétiens. Il s'entendirent donc avec ceux de la Halca, et se tinrent prêts à prévenir le coup qu'ils redoutaient.

Les chrétiens n'en pouvaient rien savoir ; et, l'eussent-ils su, il ne leur eût pas été plus facile de se dire ce qu'ils y avaient à perdre ou à gagner. Ce qui leur importait, c'était de s'entendre avec l'ennemi qu'ils avaient devant eux, quel qu'il fût, pour se tirer de la position fâcheuse où ils étaient. Makrisi dit que, dès après la perte du convoi, le 8 mars, saint Louis avait envoyé demander une trêve au sultan, et deux émirs furent désignés pour s'entendre avec les députés du roi. Saint Louis offrait de rendre Damiette, pourvu qu'on lui rendit Jérusalem et les ports qui complétaient l'ancien royaume. Il paraît que le sultan était lui-même tellement sensible à la perte de Damiette, qu'il aurait accepté cet échange, proposé, dit-on, jadis par son père, si l'on avait pu s'entendre sur les garanties. Le roi offrait de donner ses frères en otage ; le sultan voulait avoir le roi lui-même. Saint Louis n'y eût pas fait difficulté ; mais les Français eussent regardé cet abandon de leur roi comme une tache irréparable à leur honneur. Ils aimaient mieux se faire tuer jusqu'au dernier.

La négociation en resta là, et la détresse ne faisait qu'augmenter dans le camp. Au temps de Pâques (27 mars), un bœuf y valait quatre-vingts livres ; un mouton, un porc, trente livres ; un œuf, douze deniers ; un muid de vin, dix

livres¹ ; et la maladie augmentait avec la misère. « La maladie commença à empirer en l'ost de telle manière qu'il falloit que les barbiers ôtassent la chair morte des gencives pour que l'on pût mâcher la viande et l'avalier. Grand pitié étoit, continue Joinville, d'ouïr braire les gens parmi l'ost, auxquels on coupoit la chair morte ; car ils brayoient ainsi que femmes qui travaillent d'enfants. » (Ch. LX.)

Saint Louis dut se décider à un premier pas en arrière. Il prit ses dispositions pour reporter toutes ses troupes sur la rive gauche du canal. Il construisit une sorte de réduit en tête du pont pour le défendre, et quand ce boulevard fut élevé, il fit prendre les armes à tous ses gens. Les Turcs, croyant le moment favorable, assaillirent le camp ; mais ils furent contenus. Le roi garda ses positions jusques à tant que tous les bagages furent portés outre. Alors il opéra la retraite avec ordre, Gautier de Châtillon commandant l'arrière-garde. Érard de Valery, au moment d'entrer dans le réduit, arracha des mains des Turcs son frère, qu'ils emmenaient prisonnier. Le péril était surtout pour ceux qui, postés dans ce fortin, avaient à protéger la retraite, car les défenses n'en étaient pas très-élevées. Les Turcs à cheval tiraient sur eux à découvert ; les gens à pied leur jetaient des mottes de terre au visage. Ils étaient tous perdus, si le comte d'Anjou, par un retour vigoureux, n'était allé les délivrer. Assez d'autres étaient restés au delà qui ne devaient jamais revenir. Joinville raconte à cette occasion un trait qui se rapporte à la veille du passage et de la première bataille. Un de ses barons portant bannière était mort, et le corps gisait en bière dans la chapelle ; le prêtre célébrait l'office. Six des chevaliers de Joinville étaient là aussi, causant si haut, que Joinville leur vint dire de se taire, ajoutant que c'était mal à des chevaliers et gentilshommes de

¹ Rappelons que la livre tournois (valeur intrinsèque) valait 20 fr. 26 c. de notre monnaie.

parler ainsi pendant que l'on chantait la messe. Ils se prirent à rire, et dirent à Joinville qu'ils s'occupaient précisément du mort et lui remariaient sa femme. « Je les réprimandai, dit Joinville, et leur dis que de telles paroles n'étoient ni bonnes ni belles, et qu'ils avoient bientôt oublié leur compagnon. Dieu, ajoute-t-il, en fit telle vengeance, que le lendemain, à la grande bataille de carême-prenant, ils furent tués ou blessés à mort : d'où il arriva que leurs femmes se remarièrent toutes les six. » (Ch. LIX.)

De l'autre côté du canal, l'armée française était un peu plus à l'abri des attaques des Sarrasins ; mais sa situation n'en était guère meilleure. La mort était dans le camp ; ceux qui avaient bravé l'ennemi étaient désarmés contre cette sorte d'attaque. Le vide se faisait dans tous les corps de bataille ; souvent les valets devaient prendre les armes et les chevaux de leurs maîtres pour faire la garde à leur place.

V

Retraite par terre et par eau. — Le roi fait prisonnier.

Il fallait prendre une résolution définitive et regagner Damiette à tout prix. Saint Louis n'hésita plus : et c'est dans ce désastre qu'il allait montrer ces vertus héroïques qui font sa gloire au ciel et sur la terre, comme pour accomplir cette parole de l'Apôtre : « Quand je suis faible, alors je suis puissant : *Quum infirmor, tunc potens sum.* » Il fit placer les malades sur les vaisseaux avec les autres personnes sans armes ; il ne garda de vivres que pour huit jours et fit jeter le reste, même les provisions réservées pour sa propre maison, afin d'avoir plus de bateaux à mettre au service des malheureux. Des chevaliers, placés sur des bâtiments légers, devaient défendre les bateaux de transport ; d'autres, à cheval, leur faisaient encore une

XIV

ART DE LA RENAISSANCE — ÉCOLE FRANÇAISE — XVI^e SIÈCLE

« Sacre de saint Louis. » Vitrail de la chapelle du château de Champigny (Indre-et-Loire). = Les verrières de cette admirable chapelle, qui sont attribuées à Robert Pinaigrier, reproduisent toute l'histoire du saint Roi.

Mis sur pierre par PRALON,
d'après une aquarelle de BOCOÛRT.





COMENT
ANS FVT
DE SOISSÛS
PRESENS

LE ROY SAINT
SACRE EN L'EGLISE
LE SIEGE ARCHI
LES PERS ET PRICES

LOYS EN LAAGE DE
DE REINS PAR
EPISCOPAL DE REINS
DE FRANCE

TREZE
LEVESQVE
VACANT

escorte sur la rive, afin de chercher à leur venir en aide quand ils arriveraient aux passages gardés par les vaisseaux ennemis. Lui-même aurait bien pu monter avec les malades sur les vaisseaux ; car il avait en même temps plusieurs maladies : « fièvre double, tierce, dyssenterie très-forte, maladie de l'armée (la maladie épidémique) dans la bouche et dans les jambes. » Son conseil voulait qu'il le fit ; on n'alléguait pas seulement son état de faiblesse, on lui disait que s'il arrivait malheur à ses gens, sauvé lui-même, il les pourrait tirer de captivité. Le légat insistait tout particulièrement et lui prêcha d'exemple, exemple sûr, puisqu'il arriva sans encombre à Damiette ; mais saint Louis n'en voulut croire personne : il dit « qu'il ne laisseroit pas son peuple, et feroit telle fin comme ils feroient ». Joinville se mit avec ses gens et les deux seuls chevaliers qui lui restaient dans une petite barque qui était à lui. Il ne devait pas en retirer avantage.

Le départ, tant par terre que par eau, se fit le soir du mardi après la *Quasimodo*, 5 avril 1250. On n'avait pas pu s'y préparer sans que les Sarrasins s'en aperçussent. Dès la veille, le sultan avait distribué des armes et de l'argent pour mettre tout ce qu'on pourrait trouver de soldats et d'Arabes à la poursuite des chrétiens ; et, avant même qu'on fût parti, une troupe de Sarrasins se jeta dans le camp, tuant les malades qui attendaient encore leur embarquement sur la rive : ce qui fit que les mariniers, effrayés, coupèrent les cordes des ancres pour gagner le large ; mais le roi leur commanda de s'arrêter et d'achever de prendre les malades. On partit donc, sans rien laisser que les bagages dont on ne pouvait s'embarasser ; mais on partit toutefois, quoi que le roi pût faire, en telle confusion, qu'on négligea de rompre, comme il l'avait prescrit, les attaches du pont de bateaux ; de sorte que, en s'éloignant, les Français laissaient à l'ennemi toute facilité pour les poursuivre.

Saint Louis, quittant son corps de bataille, qui devait

marcher au milieu de l'armée, vint, avec Geoffroy de Sargines, se placer à l'arrière-garde, conduite par Gaucher de Châtillon. Il était bien difficile qu'ils soutinssent l'effort des assaillants. L'armée, selon Matthieu Paris, ne comptait plus que deux mille trois cents bons chevaux et quinze mille hommes de combat, la plupart malades; d'autres disent même que, de trente-six mille hommes, elle était réduite à six mille. Dès le matin, elle fut environnée d'une nuée de Sarrasins, qui en tuèrent un fort grand nombre. Plusieurs, pourtant, vendirent chèrement leur vie; il en est un qui courut au-devant de la mort : c'est Gui de Castel, ou plutôt de Château-Porcien, évêque de Soissons. Il ne se consolait pas de cette retraite. « Quand il vit que nos gens s'en revenoient vers Damiette, lui qui avoit grand désir d'aller à Dieu, il ne s'en voulut pas revenir en la terre dont il étoit né. Il piqua des éperons, et s'attaqua tout seul aux Turcs, qui le tuèrent de leurs épées, et le mirent en la compagnie de Dieu au nombre des martyrs. » (Ch. LXXVII.)

Dans la position que saint Louis avait prise, il devait être un des premiers en péril. Geoffroy de Sargines se tenait près de lui, « le défendant contre les Sarrasins, ainsi que le bon valet défend la coupe de son seigneur contre les mouches. » Il avait mis sa pique près de l'arçon de sa selle, et toutes les fois que les Sarrasins l'approchaient, il la prenait, et, la mettant sous son aisselle, recommençait à leur courir sus et les repoussait d'auprès du roi. Il mena ainsi le roi jusqu'à un village, où on le recueillit dans une maison; et on le coucha comme mort « au giron (sur les genoux) d'une bourgeoise de Paris ». On croyait qu'il ne passerait pas la journée; et il ne semblait pas qu'il dût même, en ce peu d'heures qui lui étaient réservées, échapper aux Sarrasins. Le village n'avait qu'une rue, et elle était cernée. Gaucher de Châtillon se multipliait pour en dégager les abords. Il s'y tenait, l'épée au poing, et quand il voyait les Turcs y pénétrer, il se précipitait sur eux et les jetait dehors; puis, reve-

nant tout couvert des flèches qu'ils lui avaient lancées en fuyant, il s'en débarrassait, remettait sa cotte de mailles, et, droit sur ses étriers, il s'écriait, l'épée haute : « Châtillon, chevalier ! où sont mes prud'hommes ? » Et comme les Turcs rentraient par l'autre bout, il courait à eux et les chassait encore. Il refit ce manège par trois fois ; mais il dut succomber à la peine. Un des chevaliers menés captifs à Mansourah vit un Turc monté sur le cheval du brave Châtillon. Il lui demanda ce qu'il avait fait du cavalier ; et l'autre lui dit qu'il lui avait coupé la tête sur son cheval même : la croupière ensanglantée du cheval donnait créance à son récit.

Ceux qui environnaient saint Louis avaient reconnu l'inutilité de la résistance. Philippe de Montfort, voyant l'émir avec qui il avait auparavant négocié une trêve, obtint du roi l'autorisation d'aller à lui pour la renouveler. Le Sarrasin avait déjà ôté la toile qui lui couvrait la tête, et retiré de son doigt son anneau, en signe d'acceptation, quand un sergent de Paris, nommé Marcel, un traître, dit Joinville, plus probablement un de ces imprudents dont le faux zèle ne fait pas moins de mal, s'écria : « Seigneurs chevaliers, rendez-vous, le roi le commande. Ne faites pas tuer le roi ! » Il craignait que la résistance, se prolongeant sans chance de réussir, n'entraînât le massacre du roi comme des autres. Les chevaliers déposèrent les armes ; et l'émir, les voyant amenés prisonniers, jugea qu'il n'y avait plus lieu de faire trêve. Philippe de Montfort, couvert par son titre de parlementaire, fut le seul qui gardât sa liberté (6 avril 1250)¹.

¹ Joinville, ch. LXII. Cf. Cont. de Guill. de Tyr, ch. LXVII, p. 612. — On lit encore dans les Chroniques de Saint-Denis (ch. LVII) : « Devant le roy estoit un sergent d'armes que l'on apeloit Guillaume de Bourc-la-Royne, qui tenoit entre ses poins une grant hache et faisoit si grant abateiz et si grant occision que tuit li Sarrasin estoient eshahis de sa grant force. Le roi li commença à crier à haute vois qu'il se rendist ; car il se doutoit (*craignoit*) que si bon sergent feust ocis. Et ne pourquant (*néanmoins*) jà n'en feust eschapelé, se ne feust un crestien renoïé qui li dist en anglois qu'il se rendist, et il li sauveroit la vie. » (*Histor. de Fr.*, t. XXI, p. 114.) Au moins ce renégat, qui combattait parmi les ennemis du roi, n'était pas un Français.

Le roi s'était rendu à l'eunuque Gemal-eddin ; ses frères et tous les grands seigneurs qui l'accompagnaient furent pris de même. La partie de l'armée qui ouvrait la marche avait pu, grâce à la résistance de l'arrière-garde, s'avancer jusqu'à Farescour ; mais les Sarrasins ne lui laissèrent pas gagner Damiette. Après un combat très-vif, elle fut battue aussi, et tous ceux qui ne périrent pas, faits prisonniers ; l'oriflamme tomba, avec le reste des étendards, aux mains du vainqueur.

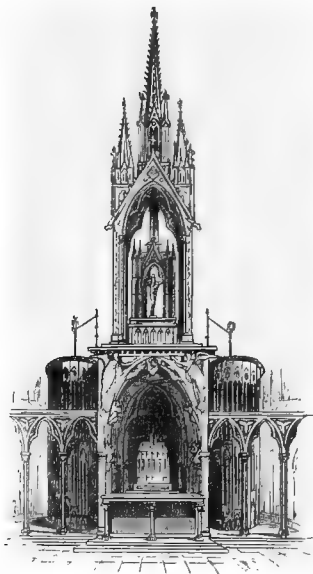


Fig. 30. — Sculpture architecturale. — Autel de la Sainte-Chapelle.

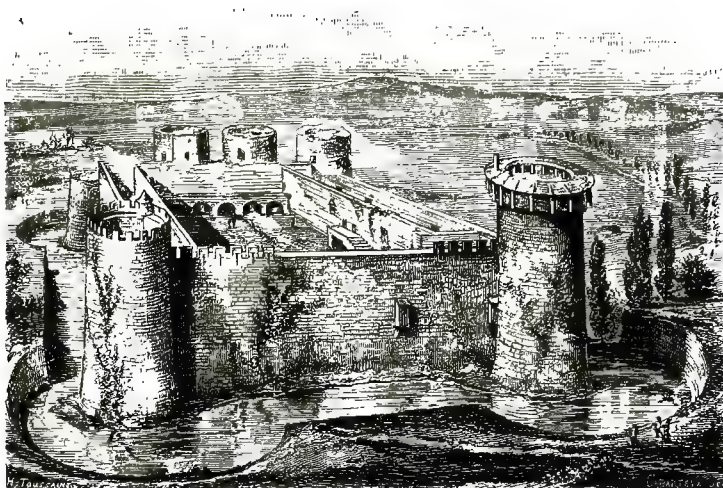


Fig. 31. — Architecture militaire. — Château de Villandraut, près Bazas.

CHAPITRE X

LA CAPTIVITÉ DE SAINT LOUIS

I

La reine sauve Damiette. — Le roi ramené à Mansourah.
— Joinville pris avec ceux qui faisaient retraite par eau. —
Sort des prisonniers.



La nouvelle de la prise du roi produisit chez les musulmans et chez les chrétiens une impression profonde. Le sultan avait annoncé sa victoire à son lieutenant de Damas. Ce fut partout chez les musulmans des réjouissances et des blasphèmes contre le Dieu qui n'avait pas su défendre le roi puissant armé pour sa cause. Ils fouettaient la croix en présence des chrétiens sur les places publiques, et la foulaient aux pieds. Le sultan avait même eu, dit-on, la pensée d'en-

voyer le roi au calife, et de le faire servir de jouet aux Sarasins ; mais il y renonça par espoir de rançon, et aussi par crainte de représailles. Parmi les chrétiens, la consternation était extrême. En France, on en était encore à la prise de Damiette par saint Louis, et l'on parlait de son entrée victorieuse au Caire, lorsque arriva la nouvelle que le roi et l'armée entière étaient captifs ! Les premiers qui l'apportèrent furent condamnés à être pendus comme propagateurs de fausses nouvelles, dit Matthieu Paris. Mais bientôt il ne fut plus possible de douter de la vérité, et la douleur fut immense. Les Anglais eux-mêmes la partagèrent. Le pape et l'Empereur se rencontrèrent pour la première fois dans le même sentiment.

A Damiette, la nouvelle faillit avoir les effets les plus désastreux. Ce fut une terreur pareille à celle qui, chez les Turcs, avait fait abandonner la ville au débarquement de saint Louis. Les Pisans et les Génois, qui composaient la flotte, et tout le petit peuple ne songeaient qu'à fuir. C'était perdre sans remède le roi et tous les prisonniers : car, Damiette rendue, pas de rançon possible. La reine, que le roi avait laissée dans la ville, venait d'y mettre au monde un fils qui fut nommé Jean et qu'on appela Tristan, en souvenir des tristes circonstances où il était né. Le lendemain même, elle fit venir devant son lit tous les gens de la ville, et sa chambre en fut pleine. « Seigneurs, leur dit-elle, pour l'amour de Dieu, ne laissez pas cette ville ; car vous voyez que monseigneur le roi serait perdu et tous ceux qui sont pris avec lui, si elle était perdue. Si ce n'est pas votre plaisir, ayez au moins pitié de cette chétive créature qui est ici gisante, et attendez que je sois relevée. » Et comme ils alléguaient la crainte d'être affamés dans Damiette, elle se fit fort de leur procurer des vivres, et les retint tous aux gages du roi. Ils finirent par y consentir ; et la reine fit acheter tous les vivres qui se trouvaient dans la ville (car on n'en manquait pas), et les nourrit, sans qu'il leur en coûtât rien.

Elle y dépensa elle-même trois cent soixante mille livres et plus, dit Joinville¹.

Cette habile intervention sauva le roi. A ces mêmes circonstances se rattache une anecdote qui montre dans la reine, sous des traits bien naïfs, la femme et la chrétienne. La nouvelle de la captivité du roi était arrivée trois jours avant qu'elle accouchât. « Elle en fut si effrayée, dit Joinville, que toutes les fois qu'elle s'endormoit dans son lit, il lui sembloit que toute sa chambre fût pleine de Sarrasins, et elle s'écrioit : « A l'aide ! à l'aide ! » Et de peur que l'enfant dont elle était grosse ne pérît (par suite de ses frayeurs), elle faisoit coucher devant son lit un vieux chevalier de l'âge de quatre-vingts ans, qui la tenoit par la main. Toutes les fois que la reine crioit, il disoit : « Madame, n'ayez pas peur : je suis ici. » Avant qu'elle accouchât, elle fit sortir tout le monde de sa chambre, excepté le chevalier, et, s'agenouillant devant lui, elle lui requit une grâce : le chevalier lui en fit le serment. « Je vous demande, dit-elle, par la foi que vous m'avez baillée, que si les Sarrasins prennent cette ville, vous me coupiez la tête avant qu'ils me prennent. — Madame, dit le vieux chevalier, soyez tranquille ; je le ferai de tout mon cœur, car j'y avois déjà pensé. »

Saint Louis et les barons pris avec lui avaient été ramenés captifs à Mansourah, dans cette ville dont il avait espéré faire la conquête. Comme roi, il eut le privilège d'être enchaîné d'une chaîne de fer avec ses frères et quelques autres, dont on tenait d'autant plus à s'assurer qu'ils étaient de plus grande importance. Mais il pouvait leur échapper d'une tout autre manière. C'est à peine s'il lui restait un souffle de vie. La maladie avait fait en lui les plus affreux ravages : la chair de ses gencives était livide ; les dents lui branlaient dans la bouche ; la dysenterie l'épuisait. Il était si maigre, que les

¹ Ch. LXXVIII. Cela ferait 7 294 975 fr. de notre monnaie. Tillemont, trouvant avec raison cette somme énorme, propose de lire 36 000 livres : 729 497 fr. 50 c. (T. III, p. 336.)

os de l'épine dorsale lui perçaient la peau ; si faible, qu'il le fallait porter à toutes ses nécessités ; et il n'avait gardé auprès de lui que son chapelain et son cuisinier : l'un lui était d'un plus grand secours que l'autre.

Les Sarrasins, du reste, ne tardèrent point à se préoccuper de sa situation ; sa vie leur était trop précieuse. Le soudan le fit traiter par ses propres médecins, et comme ils étaient plus experts dans ces sortes de maux, ils le mirent bientôt hors de danger : en telle sorte que sa captivité peut être regardée comme un bienfait de la Providence à son égard. Abandonné aux siens, il aurait pu ne pas guérir. Le soudan ne cessa plus de l'entourer de soins ; il ordonna qu'on lui fournît tout en abondance et qu'on pourvût chaque jour à ce qui lui était nécessaire. Quand le royal prisonnier était arrivé à Mansourah, il avait, dit-on, à peine de quoi se vêtir. Un pauvre homme lui donna sa casaque, et il s'en couvrit jusqu'à ce qu'on lui eût envoyé de l'étoffe de Damiette. Le soudan lui fit faire deux robes de taffetas noir, fourrées de vair et de gris, avec des boutons d'or : magnificence que saint Louis n'eût pas déployée s'il eût été libre. Il portait encore, quand il arriva à Saint-Jean-d'Acre, cette livrée de sa captivité.

Dans les rigueurs des premiers moments, dans les souffrances de la maladie, comme dans cet état meilleur, le saint roi avait gardé la même sérénité d'âme, vivant simplement sa vie de tous les jours. Il disait avec son chapelain les heures, selon l'usage de l'Église de Paris. Il avait perdu son bréviaire : c'était peut-être ce que le roi regrettait le plus, et assurément ce dont les Sarrasins se souciaient le moins. On le retrouva, et les contemporains en font presque un miracle. Cette placidité, cette force, cette douceur, émurent vivement les disciples de Mahomet. Ils n'avaient connu que le roi, le guerrier : ils avaient devant eux le saint, et cette vertu divine subjuguait leur esprit. Saint Louis ne perdait pas l'occasion de leur expliquer sa foi ; il usait de la captivité

pour travailler à conquérir des âmes ; et s'il est vrai que plusieurs, touchés de la grâce qui était en lui, se convertirent et reçurent le baptême, le saint roi dut bénir ses fers ; car ils lui procuraient le triomphe dont il fut toujours le plus jaloux.

Saint Louis, à peine arrivé à Mansourah, avait vu bientôt se grossir le nombre de ses compagnons d'infortune. Ceux, en effet, qui avaient pris la voie du fleuve n'avaient point, pour la plupart, évité le sort commun. Le péril était évident. En descendant le cours du Nil, on rencontrait nécessairement les galères que les Sarrasins avaient amenées entre Damiette et Mansourah, pour couper les communications de la ville à l'armée. Il n'y avait guère que les grands vaisseaux qui eussent chance de forcer le passage. La double escorte par terre et par eau donnée aux malades courait donc risque de n'y pas suffire, et pour les petites barques, c'était merveille si elles parvenaient à se faire un chemin à la faveur des ténèbres ou de la confusion. Les mariniers de Joinville tremblaient de s'y aventurer. On arriva un peu avant le lever du jour au passage redouté ; mais les Sarrasins veillaient, et ils jetèrent sur les vaisseaux, et sur ceux qui les escortaient le long de la rive, une telle quantité de feu grégeois, que l'on eût dit une pluie d'étoiles. Les bâtiments légers, chargés par le roi de défendre les malades, ne songeant plus qu'à leur propre salut, s'enfuirent vers Damiette ; un vent contraire s'était élevé ; sur les deux rives du fleuve on ne voyait que petits vaisseaux qui ne pouvaient poursuivre leur route. Les Sarrasins s'en emparaient, tuaient et jetaient les gens à l'eau, et prenaient les bagages.

Joinville, pendant cette rencontre, s'était revêtu d'un haubert de tournoi pour se défendre des traits qui tombaient sur sa barque. Il était resté au milieu du Nil, voyant le sort réservé à ceux qui croyaient trouver un refuge au rivage, quand ses gens lui crièrent : « Sire, sire, vos mariniers vous veulent mener à terre. » Les Sarrasins, impatients de

se saisir de cette proie, menaçaient de mort ses mariniens, s'ils ne venaient s'y rendre. Joinville tira l'épée, et dit qu'il les tuerait s'ils faisaient mine de leur obéir ; et ceux-ci se déclarèrent tous prêts à faire ce qu'il voulait. On ancrâ donc ; mais Joinville lui-même n'avait que le choix du péril. Il tombait infailliblement aux mains des Sarrasins du rivage s'il y abordait, de ceux des galères s'il restait sur le fleuve : quatre galères s'avançaient pour s'emparer de sa barque. Dans cette extrémité, il tint conseil : tout bien considéré, on préféra se rendre aux galères du soudan. Là, au moins, ils avaient chance de rester ensemble, au lieu d'être dispersés et vendus aux Bédouins. Il n'y en eut qu'un qui s'écria : « Ce n'est pas mon avis — Et quel est-il ? — Je suis d'avis que nous nous laissions tous tuer, afin d'aller tous en paradis. » — « Mais nous ne le crûmes pas, » ajoute Joinville. (Ch. LXVIII.)

A l'approche de l'ennemi, Joinville voulait au moins lui dérober ce qu'il avait de plus précieux ; il prit ses bijoux et ses reliques, et les jeta à la rivière. Alors un de ses mariniens lui dit : « Sire, si vous ne me laissez dire que vous êtes le cousin du roi, on vous occira tous, et nous avec. » Joinville lui en donna la permission, et cela suffit à peine pour lui sauver la vie. Quand les hommes du premier vaisseau l'abordèrent, un Sarrasin, qui était de la terre possédée par Frédéric II en Orient, vint à la nage jusqu'à sa barque, et, le prenant au corps, lui dit : « Sire, vous êtes perdu, si vous n'y mettez de la résolution ; car il vous faut sauter de votre vaisseau sur la pointe de la quille de cette galère ; ils ne vous verront pas, occupés comme ils sont au pillage de votre embarcation. » On lui jeta une corde, et il sauta non sans péril ; car si le Sarrasin, sautant après lui, ne l'eût soutenu, il tombait à l'eau. Mais là, nouveau danger. Il y avait sur cette galère deux cent quatre-vingts de leurs gens qui se ruèrent sur lui, et, le terrassant, le voulaient égorger. Par deux fois ils le renversèrent, et le malheureux che-

valier sentit la pointe du couteau à la gorge ; il n'eût pas évité la mort, sans le Sarrasin, qui, le tenant toujours embrassé, criait : « Cousin du roi ! » Il put ainsi se tirer de leurs mains et être mené au pavillon, où se tenaient les chefs des ennemis.

« Quand je vins au milieu d'eux, continue Joinville, ils m'ôtèrent mon haubert, et, pour la pitié qu'ils eurent de moi, ils jetèrent sur moi une mienne couverture d'écarlate, doublée de menu vair, que madame ma mère m'avoit donnée ; et l'un d'eux m'apporta une courroie blanche, et je me ceignis par-dessus ma couverture, où j'avois fait un trou, et que j'avois vêtue ; et l'autre m'apporta un chaperon, que je mis sur ma tête. Et alors, pour la peur que j'avois, je commençai à trembler bien fort, et pour la maladie aussi. Et alors je demandai à boire, et l'on m'apporta de l'eau en un pot, et sitôt que je la mis dans ma bouche pour l'avaler, elle me jaillit dehors par les narines. Quand je vis cela, j'envoyai querre ma gent, et leur dis que j'étois mort, que j'avois un apostume dans la gorge. Et ils me demandèrent comment je le savois, et sitôt qu'ils virent que l'eau me jaillissoit par la gorge et par les narines, ils se prirent à pleurer. Quand les chevaliers sarrasins qui étoient là virent ma gent pleurer, ils demandèrent au Sarrasin qui nous avoit sauvés pourquoi ils pleuroient ; et il répondit qu'il pensoit que j'avois un apostume dans la gorge ; c'est pourquoi je ne pouvois échapper. Et alors un des chevaliers sarrasins dit à celui qui nous avoit sauvés, qu'il nous réconfortât ; car il me donneroit quelque chose à boire, avec quoi je serois guéri dans deux jours : et ainsi fit-il. » (Ch. LXIV.)

Avec lui étoit un des chevaliers, Raoul de Wanou, qui, à la grande bataille, avait eu les jarrets coupés. Les ennemis surent honorer le courage malheureux. « Et sachez, dit Joinville, qu'un vieux Sarrasin chevalier, qui étoit en la galère, le portoit aux chambres privées, suspendu à son col. » (*Ibid.*)

L'émir qui commandait la flotte, apprenant la captivité de Joinville, le fit venir, et lui demanda s'il était vrai qu'il fût parent du roi. « Non, » répondit-il; et il lui conta pourquoi le marinier l'avait dit. Il répondit qu'il avait fait que sage; car, sans cela, on les eût tués tous. Il lui demanda encore s'il tenait en rien au lignage de l'empereur Frédéric; et, apprenant que Joinville lui était un peu parent par sa mère, il lui dit qu'il l'en aimait d'autant mieux. Joinville ajoute ici un trait qui peint bien naïvement les mœurs du temps. Comme il mangeait, on fit venir devant lui un bourgeois de Paris, qui s'écria : « Sire, que faites-vous? — Que fais-je donc? dit Joinville. — En nom Dieu, fit-il, vous mangez chair le vendredi! » A ce mot, Joinville s'empressa de rejeter son écuelle; et l'émir, ayant su pourquoi il le faisait, répondit que Dieu ne lui en saurait pas mauvais gré, puisqu'il ne l'avait pas fait sciemment. Le légat ne lui en parla pas autrement quand il fut hors de prison. Mais Joinville ne laissa pas de jeûner tous les vendredis du carême suivant, au pain et à l'eau, pour expier cette faute involontaire.

Le dimanche d'après, l'amiral le fit descendre au rivage du fleuve avec tous les autres qui avaient été pris sur l'eau, ainsi que lui. Comme on tirait « monseigneur Jean », son bon prêtre, hors de la soute de la galère, il s'évanouit; on le tua et on le jeta dans le Nil¹. Son clerc s'étant pâmé aussi par l'effet de la maladie, on lui lança un mortier sur la tête, et on jeta son corps à la rivière. A mesure que l'on faisait descendre des galères les autres malades, il y avait là des Sarrasins, l'épée nue, qui les tuaient et les jetaient à l'eau. Joinville s'en indigna, et leur fit dire par son Sarrasin, celui à qui il devait la vie, que c'était mal, et contraire aux enseignements de Saladin; car Saladin disait qu'on ne devait

¹ C'est celui qui avait si vigoureusement attaqué seul et mis en fuite une troupe embusquée de huit Sarrasins. Voy. p. 169.

XV

ART DE LA RENAISSANCE — ÉCOLE FRANÇAISE — XVI^e SIÈCLE

« Départ de saint Louis pour la croisade. » Vitrail de la chapelle du château de Champigny (Indre-et-Loire), attribué à Robert Pinaigrier.

Mis sur pierre par PRALON,
d'après une aquarelle de BOCOURT.



tuer nul homme, après qu'on lui avait donné à manger de son pain et de son sel. Mais l'amiral lui répondit que c'étaient des hommes qui ne valaient rien, attendu qu'ils ne pouvaient plus se tenir debout par suite de leurs maladies. Il lui fit amener ses mariniers, et lui dit qu'ils avaient tous abjuré. Joinville lui conseilla de ne point se fier à eux ; car « de la même manière qu'ils nous ont laissés, dit-il, ils vous laisseront dès qu'ils trouveront temps ou lieu pour le faire. » Et l'amiral dit qu'il pensait bien comme lui ; que Saladin disait « qu'on ne vit jamais nul devenir de bon chrétien bon Sarrasin, ni de bon Sarrasin bon chrétien. » (Ch. LXV.)

Il fit monter Joinville sur un palefroi, et l'emmena avec lui à Mansourah, où le roi et sa gent étaient prisonniers. Des scribes du sultan écrivirent son nom, et on le fit entrer dans un grand pavillon où étaient les barons « et plus de dix mille personnes avec eux », dit-il ; et les barons témoignèrent une grande joie de le voir, car ils le croyaient perdu.

On les fit passer dans un autre pavillon, où ils purent être témoins de la façon dont les Sarrasins traitaient leurs captifs, malades ou non. Le sultan, qui en était embarrassé, avait donné ordre à l'émir Sayf-eddin-Youssof de s'en défaire peu à peu. On les avait renfermés dans une cour close d'un mur de terre. On les en tirait les uns après les autres, et on leur demandait : « Veux-tu renier ? » Ceux qui ne le voulaient pas étaient mis d'un côté et décapités ; ceux qui reniaient, mis de l'autre. C'était un premier triage. On avait d'abord réservé les artisans et les gens de métier, pour tirer profit de leur industrie ; mais ensuite on les fit mourir comme les autres. Chaque jour un émir en prenait ainsi trois à quatre cents, et, s'ils ne reniaient, leur faisait couper la tête.

Quand on les crut suffisamment émus par ce spectacle, le sultan leur envoya ses conseillers ; et Pierre de Bretagne

(Mauclerc) ayant été désigné pour répondre en leur nom, on lui dit par les drogmans : « Sire, le soudan nous envoie à vous pour savoir si vous voudriez être délivrés ? — Oui, dit le comte. — Et que donneriez-vous pour votre délivrance ? — Ce que nous pourrions faire et souffrir par raison. — Donneriez-vous quelques-uns des châteaux des barons d'outre-mer ? » Le comte répondit qu'il n'en avait pouvoir ; car on les tenait de l'empereur d'Allemagne (roi de Jérusalem). « Et des châteaux du Temple ou de l'Hôpital ? » Cela ne se pouvait pas davantage ; « car en y mettant des capitaines, on leur fait jurer sur reliques que, pour délivrance de corps d'hommes, ils ne les rendront pas. » — « Il nous semble bien, dirent les envoyés, que vous n'avez pas envie d'être délivrés ; mais nous allons vous envoyer des gens qui joueront de l'épée avec vous comme ils ont fait aux autres. »

Dès qu'ils s'en furent allés, les barons virent se précipiter dans la salle une troupe de jeunes Sarrasins, l'épée au côté ; avec eux était un vieillard aux cheveux blancs, qui fit demander aux prisonniers si c'était vrai qu'ils crussent en un Dieu pris et mis à mort pour eux, et ressuscité le troisième jour. « Oui, » dirent les barons. Ils pensaient avoir prononcé eux-mêmes leur sentence. « Ne vous découragez donc pas, dit le vieillard, si vous avez souffert ces persécutions pour lui ; car encore n'êtes-vous pas morts pour lui comme il est mort pour vous ; et s'il a eu pouvoir de ressusciter, soyez certains qu'il vous délivrera quand il lui plaira. » Et il sortit, suivi de sa bande, « ce dont je fus fort aise, dit Joinville ; car je croyois qu'ils nous venoient trancher la tête. » (Ch. LXVI.)

C'est après cette cruelle épreuve qu'ils apprirent que le roi avait traité de leur libération.

II

Traité de saint Louis avec le sultan.

— Meurtre du sultan. — Le roi devant les conjurés maîtres du pouvoir. —

Renouvellement du traité.

Les conseillers du sultan avaient éprouvé le roi comme les seigneurs, pour tâcher d'obtenir de lui quelque château du Temple, ou de l'Hôpital, ou des seigneurs de Palestine; et le roi leur avait répondu comme ses barons. Ils le menacèrent de le mettre aux bernicles : c'était une sorte d'en-traves qui se composait de deux pièces de bois armées de dents, et rentrant l'une dans l'autre; on y introduisait les jambes du patient, et le poids d'un seul homme assis sur cette machine suffisait pour les rompre à plusieurs places. Au bout de trois jours, on renouvelait l'expérience sur les membres enflés et meurtris. Le roi dit qu'il était leur prisonnier, et qu'ils pouvaient faire de lui leur volonté.

Quand ils virent qu'on ne le pourrait vaincre par les menaces, on en revint aux propositions : on lui demanda combien il voudrait donner d'argent, outre Damiette, qu'il aurait à rendre. Il répondit que si le soudan se contentait d'une somme raisonnable, il demanderait à la reine qu'elle la payât pour la délivrance des prisonniers. « Mais comment n'en prenez-vous pas l'engagement? — Je ne sais si la reine le voudra faire, car elle est la maîtresse. » C'est à elle qu'il avait confié Damiette; c'est elle, le roi étant pris, qui, restée libre, avait à décider. Les conseillers en parlèrent au soudan, et revinrent dire, en son nom, que si la reine voulait payer un million de besants d'or, valant cinq cent mille livres, il le délivrerait¹. Saint Louis demanda si le soudan

¹ Joinville évalue le million de besants à 500000 liv. en nombre rond; et c'est par suite de la même façon de compter qu'il parle plus bas et des 100000 liv. (200000 besants) remis par le sultan au roi, et du paiement qui fut fait de la moitié de la rançon avant le départ, 10000 livres par 10000 liv.

s'y engageait, et quand les conseillers lui en eurent rapporté l'assurance : « Je vous donnerai, dit-il, les cinq cent mille livres pour mes gens, et Damiette pour ma personne; car je ne suis pas tel que je me dusse racheter à prix d'argent. » Quand le soudan en fut informé : « Par ma foi, dit-il, il est large, le Franc qui n'a pas marchandé sur une si grande somme de deniers; » et pour ne point paraître moins généreux : « Allez lui dire, ajouta-t-il, que je lui donne cent mille livres pour payer la rançon. »

On se mit en devoir d'exécuter le traité. Le roi et les principaux seigneurs furent placés en quatre galères, qui reprirent le chemin de Damiette. Dans celle que montait Joinville étaient les comtes Pierre de Bretagne, Guillaume de Flandre, Jean de Soissons, le connétable de France, Imbert de Beaujeu, Baudouin d'Ibelin et Gui son frère. On arriva le jeudi avant l'Ascension (28 avril 1250) à un campement clos de treillis et de toiles, où était le sultan, sur les bords du Nil, auprès de Faescour. Une tour en charpente, revêtue de toile, en occupait l'entrée; à l'intérieur on trouvait un pavillon où les émirs, admis auprès du sultan, déposaient leurs armes; de là on entrait dans la salle, où le prince les recevait, puis on rencontrait une tour semblable à la première, qui était la porte de la chambre de Tourân-Chah. Au delà était un préau, et au milieu du préau une tour plus haute que les autres, d'où le sultan inspectait le camp et tout le pays. Du préau partait une allée qui menait au fleuve, en un lieu où le prince s'était fait tendre un autre pavillon pour s'y baigner. Le roi fut déposé dans un pavillon proche du camp. Le surlendemain il devait rendre Damiette et être remis en liberté.

Un tragique événement allait mettre ces conventions en péril.

Tourân-Chah, à son retour de Syrie, avait fait entrer dans son conseil les jeunes émirs qu'il avait ramenés avec lui. C'étaient eux qui l'avaient pressé de traiter, au plus vite,

aux conditions que l'on a vues. Ils lui représentaient qu'il n'avait de sultan que le nom ; que l'ambitieuse Chedjer-eddor et les émirs en retenaient tous les pouvoirs, à cause du besoin qu'il avait d'eux ; qu'il fallait à tout prix amener les Français à rendre Damiette et à quitter l'Égypte, et qu'alors il ne serait plus esclave de ses troupes, et pourrait chasser qui lui semblerait bon. Le jeune prince n'était que trop accessible à ces conseils. Deux jours après la captivité de saint Louis, il avait ôté le gouvernement du Caire à Jesam-eddin, un de ceux qui l'étaient allés chercher à Caïfa (près du Tigre), et le père de cet officier, ayant sollicité pour lui, avait été lui-même frappé de disgrâce. Selon Makrisi, il avait même enjoint à Chedjer-eddor de lui rendre compte des trésors de l'État. Cette femme, indignée, lui répondit qu'elle les avait employés à la guerre qui avait sauvé son trône, et elle se plaignit de cet affront aux mamlouks bahrites. Il refusait à Farès-eddin-Actaï, chef de ces mamlouks, une faveur qu'il lui avait promise ; il laissait de côté tout ménagement, toute précaution : et le soir, quand il s'était enivré, on le voyait prendre plaisir à abattre de son sabre des têtes de chandelles de cire, disant : « Voilà comme je ferai aux mamlouks ; » et il les nommait chacun par son nom.

Les émirs menacés résolurent de le prévenir. Actaï les y excitait : soixante entrèrent dans le complot.

Ils ne s'étaient pas mépris sur la raison du traité si brusquement conclu ; et le soin qu'avait pris le sultan de doubler sa garde était un autre indice dont le sens paraissait assez clair. Tout était à craindre le jour où enfin il serait maître de Damiette. Ils voulurent ne pas lui laisser le temps d'y arriver. Le traité avait été définitivement conclu le 1^{er} mai ; le 2, le sultan réunit dans un banquet ses principaux officiers. Il avait pris congé d'eux et allait rentrer dans sa chambre, quand les conjurés se jetèrent sur lui, l'épée à la main. Le premier qui le frappa fut Rocn-eddin-Beïbars (Bibars-

Bondocdar), qui portait alors son épée. Le sultan, qui sans doute voulait parer le coup, eut les doigts tranchés et la main fendue jusqu'au poignet. Il crut à une trahison de ses gardes et s'enfuit au milieu du désordre, jurant de n'en pas laisser un seul en vie : c'était les jeter tous dans la révolte. Tandis que les timbales sonnaient, que l'on publiait la prise de Damiette et que l'on ordonnait aux troupes, comme au nom du sultan, de marcher en hâte après lui, les cinq cents hommes de sa garde, abattant ses pavillons, l'assiégèrent dans la tour où il avait cherché un refuge, lui criant de descendre ; et, comme il demandait sûreté, ils dirent qu'ils sauraient bien l'y contraindre, qu'il n'était pas dans Damiette ; et ils lui lancèrent du feu grégeois, qui embrasa en un instant le frêle édifice de sapin et de toile. « Jamais, dit Joinville, je ne vis feu si beau et si droit. » Tourân-Chah s'était précipité de la tour. Il vit Actaï : il se jeta à ses genoux, lui demandant protection ; mais Actaï le repoussa. Il s'enfuit alors vers le fleuve, appelant à son aide, ne demandant que la vie et criant qu'il ne voulait plus être roi. On le poursuivit à coups de flèches ; un mamlouk même l'atteignit de sa lance, qui lui resta dans le côté. Il put fuir encore, la traînant après soi jusqu'à la rivière, où il se jeta tout éperdu. Mais on l'y suivit encore, et on l'acheva à coups de sabre. Actaï, sans pitié pour son cadavre, lui arracha le cœur.

Les chrétiens avaient assisté aux sanglantes péripéties de ce drame. Un instant ils purent craindre d'en être eux-mêmes les victimes. Les Sarrasins se jetèrent dans les vaisseaux où ils étaient retenus, l'épée à la main, la hache danoise au cou, et poussant des cris de mort.

« Il y avoit, dit Joinville, tout plein de gens qui se confessoient à un frère de la Trinité, qui avoit nom Jean, et qui étoit au comte Guillaume de Flandre. Mais à mon endroit, il ne me souvint pas de péché que j'eusse fait ; mais je réfléchis que plus je voudrois me défendre ou m'esquiver, et pis cela me vaudroit. Et alors je me signai et m'agenouillai

aux pieds de l'un d'eux, qui tenoit une hache danoise à charpentier, et je dis : « Ainsi mourut sainte Agnès. » Messire Gui d'Ibelin, connétable de Chypre, s'agenouilla près de moi, et se confessa à moi ; et je lui dis : « Je vous absous, avec tel pouvoir que Dieu m'a donné. » Mais quand je me levai de là, il ne me souvint plus de chose qu'il m'eût dite ou racontée. » (Ch. LXX.)

Le roi n'avait pas été moins en péril que les autres. Actaï entra sous sa tente, les mains ensanglantées, et lui demanda ce qu'il lui donnerait pour avoir tué son ennemi ; mais saint Louis ne lui dit pas un mot. Actaï lui demanda de le faire chevalier : c'était, comme on le sait, parmi les plus nobles chez les chrétiens une sorte d'initiation à la vie militaire. Les musulmans, dans leurs rapports avec eux, y avaient plus d'une fois aspiré ; et Frédéric II avait fait chevalier l'émir Fakr-eddin, qui était naguère le plus puissant entre les chefs des Égyptiens. Actaï croyait peut-être, en recevant du roi des Francs cette marque d'honneur, s'en faire aussi un titre entre tous les autres dans cette révolution où il avait joué un des principaux rôles ; et, comme le roi restait impassible, il agitait son épée sanglante comme pour l'en percer, disant qu'il était maître de sa personne et que, selon qu'il rejetterait ou accueillerait sa demande, il lui ôterait la vie ou lui rendrait la liberté. Tous ceux qui étaient autour de lui le pressaient de le faire : mais la chevalerie était une cérémonie chrétienne. Saint Louis, plus scrupuleux que Frédéric en cette matière, protesta qu'il n'y admettrait pas un infidèle, ajoutant que, s'il se voulait faire chrétien, il le ferait chevalier et lui conférerait beaucoup d'autres honneurs. C'était laisser en péril sa liberté et sa vie même : mais c'était obéir à sa conscience, et nulle force humaine n'avait empire sur ce domaine-là.

Bientôt arrivèrent en tumulte les autres Sarrasins, l'épée nue, les mains teintes de sang, poussant des cris de rage, « comme des ours ou des lions en fureur. » On croyait qu'ils

venaient achever cette terrible tragédie en massacrant le roi après le sultan. Mais à sa vue ils furent comme transformés : ils le saluèrent à la mode des Orientaux , en portant les mains sur leurs têtes ; ils lui dirent de ne pas s'effrayer de ce qui était arrivé ; qu'ils avaient dû tuer un tyran dont le dessein était de le mettre à mort dès qu'il serait maître de Damiette , sans épargner les chrétiens davantage , et le prièrent d'accomplir le traité fait avec Tourân-Chah , lui promettant de le mettre en liberté , lui et tous les siens , dès qu'il aurait rendu Damiette.

Les chrétiens se sentaient par là soulagés d'un grand poids. Un traité n'était censé valable qu'entre ceux qui l'avaient signé : c'était par une sorte de réaction contre la convention de Tourân-Chah et de saint Louis que le complot avait éclaté : les chrétiens avaient donc tout lieu de craindre pour leur liberté et pour leur vie ; et ceux qui avaient été si brusquement assaillis sur les galères , bien qu'épargnés pour le moment , n'en étaient guère plus rassurés. On les avait jetés à fond de cale ; et ils croyaient que c'était uniquement pour ne les pas tuer tous à la fois. Ils y restèrent toute la nuit , entassés les uns sur les autres , « au point , dit Joinville , que mes pieds étoient contre le bon Pierre de Bretagne , et les siens étoient contre mon visage. » Le matin enfin on les en tira , non pour les tuer , mais pour les envoyer aux émirs , afin de renouveler les conventions. (Ch. LXX.)

Dans ce temps que les chrétiens avaient passé au milieu de si vives angoisses , la sanglante révolution qu'ils avaient traversée s'était elle-même réglée. Tourân-Chah laissait des enfants ; mais ils étaient en Mésopotamie , et nul d'ailleurs ne songeait à remettre sa succession à qui voudrait venger sa mémoire. On décida que Chedjer-eddor aurait l'autorité , que tout se ferait en son nom , et qu'un émir prendrait , avec le titre d'atabek , le commandement des troupes. Ce titre , offert à l'émir Hassam-eddin , puis à Schehab-eddin , fut , sur leur refus , donné à l'émir Aïbek , surnommé Eizz-eddin ,

(*l'honneur de la religion*), et appelé aussi le Turcoman, parce qu'il avait été le mamlouk d'un autre émir, Turcoman d'origine; et ce fut Hassam-eddin qui fut chargé de reprendre les négociations avec les chrétiens. Le traité fut renouvelé. Il fut convenu que, dès qu'on aurait rendu Damiette aux musulmans, ils remettraient le roi et les autres seigneurs : car, pour le menu peuple, tous ceux qui n'avaient point été mis à mort, le sultan, contrairement au traité, les avait fait mener à Babylone (le Caire). Le roi devait jurer de remettre deux cent mille livres avant de quitter le fleuve, et deux cent mille dès qu'il aurait gagné Acre. Les Sarrasins s'obligeaient à garder ses malades et à tenir en réserve ses approvisionnements, ses armes et ses machines jusqu'à ce qu'il pût les envoyer querir.

Les émirs jurèrent le traité sous la sanction des imprécations les plus fortes que comportait leur loi : s'ils y manquaient, ils voulaient être aussi honnis que le Sarrasin qui, pour son péché, fait le pèlerinage de la Mecque, la tête nue, ou qui reprend sa femme après l'avoir répudiée, ou qui mange de la chair de porc ! Ils comptaient bien lier saint Louis par de semblables imprécations, et, dit Joinville, ils s'étaient fait dresser par un apostat une formule d'exécration qu'ils estimaient d'une force sans pareille. On faisait dire au roi que, s'il ne tenait pas les conventions, il voulait être aussi honni que le chrétien qui renie Dieu et sa mère, et privé de la compagnie des douze apôtres et de tous les saints. Cela fut accepté; mais, comme on ajoutait : « Aussi honni que le chrétien qui, en mépris de Dieu, crache sur la croix et marche dessus, » il s'y refusa absolument. On ne voit pas bien pourtant quelle différence il pouvait faire entre ces deux formules, et l'on est tenté de préférer la version de l'Anonyme de Saint-Denis, de Guillaume de Nangis et du Confesseur de la reine Marguerite : selon ces chroniqueurs, on lui faisait jurer dans la formule qu'il renierait le Christ, s'il manquait à sa parole. Il ne s'agissait plus seulement de déshonneur à

encourir, mais d'apostasie à faire : la seule supposition en révoltait sa conscience, il refusa ; et, comme on lui disait que les Sarrasins en étaient furieux ; que, s'il ne jurait pas, ils lui feraient couper la tête à lui et à ses gens, il dit qu'ils en pouvaient faire leur volonté ; qu'il aimait mieux mourir bon chrétien que de vivre dans la haine de Dieu et de sa mère.

Auprès du roi se trouvait alors le patriarche de Jérusalem, vieillard de quatre-vingts ans, qui s'était rendu au camp avec un sauf-conduit de Tourân-Chah pour aider le roi à traiter de sa libération ; mais la mort du sultan avait, selon la coutume suivie alors par les musulmans et les chrétiens, annulé le sauf-conduit, et le prélat, venu pour délivrer le roi, était retenu lui-même comme prisonnier. Un des émirs s'en prit à lui de la résistance du roi. « Si vous voulez me croire, dit-il aux autres, je ferai jurer le roi ; car je veux faire voler dans son giron la tête du patriarche. » Et il brandissait son sabre. — On n'alla pas jusque-là ; mais on saisit le vieillard, et on l'attacha à un des pieux du pavillon si étroitement, que ses mains en étaient grosses comme la tête et que le sang lui jaillissait des ongles. Le patriarche criait au roi : « Sire, jurez en toute sûreté, car je prends sur mon âme le péché du serment que vous ferez, puisque vous êtes résolu à le tenir. » Et, en effet, le roi devant tenir le serment, il pouvait admettre, au cas contraire, toutes les suppositions sans encourir le blâme de l'impiété ou du blasphème. On parvint sans doute à concilier les demandes des Sarrasins avec les scrupules de sa conscience ; car les émirs se tinrent pour satisfaits du serment qu'il prêta.

Ils allaient donc le remettre en liberté. Le bruit courut même qu'ils avaient songé à l'élever au trône d'Égypte. Si l'ascendant que le saint roi, par sa vertu, par son calme et par sa fermeté, exerçait autour de lui avait pu leur inspirer cette idée, bien des raisons, et celle même qui lui donnait tant d'autorité parmi eux, auraient suffi à la faire écarter. Saint Louis en parla plus tard à Joinville, lui demandant

XVI

ART DU XVII^e SIÈCLE — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis en prière, » par Charles Le Brun (1619-1690), d'après l'excel-
lente gravure d'Edelinck.

Dessiné par BOCOURT,
gravé par CHAPON.



E. BOCCONI.

L. CHAPON.

s'il croyait qu'il eût accepté cette proposition ; et Joinville lui répondit qu'il eût agi en fol, attendu qu'ils venaient de tuer leur seigneur. Mais le roi répondit « que vraiment il ne l'eût pas refusé ». Prendre pour roi saint Louis, c'eût été faire un premier pas vers la religion chrétienne : c'est pour cela que saint Louis eût accepté la couronne, et que les Sarrasins n'eurent garde de la lui offrir.

III

Exécution du traité.

Il fut convenu qu'on mettrait les seigneurs en liberté le lendemain de l'Ascension, 6 mai 1250, et qu'aussitôt que Damiette serait livrée aux émirs, on relâcherait le roi et ceux qui étaient avec lui. En conséquence, le jeudi au soir, jour de l'Ascension, les galères qui portaient les prisonniers vinrent ancrer au milieu du fleuve, près du pont de Damiette, et l'on tendit devant le pont un pavillon où le roi descendit.

Au soleil levant, Geoffroi de Sargines alla dans la ville et la fit rendre aux émirs. On avait, au préalable, fait monter sur les vaisseaux la reine et ceux qui étaient avec elle à Damiette, excepté les malades. Aux termes du traité, les malades devaient rester sous la sauvegarde des Sarrasins avec les approvisionnements mêmes et les machines, jusqu'à ce que le roi eût pu les faire reprendre. Mais rien de tout cela ne fut respecté. Dès que les enseignes du sultan furent arborées sur les murailles, les Sarrasins se jetèrent sur la ville, tuèrent les malades, mirent en pièces les machines, burent le vin, et, plus respectueux ici de la loi du Prophète, s'abstenant de manger du porc, ils brûlèrent en tas toutes les salaisons, faisant des couches alternatives des engins brisés, des porcs et des cadavres : le feu dura trois jours. (Ch. LXXII.)

Damiette rendue, le traité serait-il mieux observé à l'égard des prisonniers ? La chose était douteuse. Un des Sarasins qui avaient pris part au massacre des malades était venu sur la galère où était Joinville, et montrait son épée sanglante, se vantant d'avoir tué pour sa part six chrétiens. « Ce jour-là, dit Joinville, nous ne mangeâmes pas du tout, ni les émirs non plus ; mais ils furent en dispute tout le jour. » Ceux-ci disputaient s'ils tueraient ou non les autres. Un émir soutenait fortement l'opinion qu'il leur fallait tuer le roi et les seigneurs. C'était, disait-il, se donner, vu l'âge de leurs enfants, la sécurité pour quarante ans. « Mais, disait un Mauritanien, si nous tuons le roi après que nous avons tué le soudan, on dira que les Égyptiens sont les plus mauvaises gens et les plus déloyaux du monde. » L'autre confessait que l'on avait méchamment agi en tuant le soudan ; car Mahomet commande que l'on garde son seigneur comme la prune de ses yeux ; mais il y a un second commandement : « En l'assurement de la foi, tue l'ennemi de la loi. » Ce nouveau meurtre rachetait l'autre. La résolution en fut presque prise. Déjà un des émirs, qui était de cette opinion, était venu sur les bords du fleuve, et, en agitant son turban, avait donné aux commandants des galères le signal de rebrousser chemin. Ils levèrent l'ancre, et remontèrent le fleuve vers le Caire d'une grande lieue. Les seigneurs se croyaient perdus, « et il y eut, dit Joinville, maintes larmes versées. » (Ch. LXXIII.) Ces appréhensions n'étaient pas vaines. Les historiens arabes confirment, à cet égard, le récit de Joinville. Aboul-Mohasser dit que l'émir Hassam-eddin, ce sage émir qui avait refusé la succession du sultan et reçu la mission de reprendre les conférences avec les chrétiens, proposa lui-même, contre le traité dont il avait été le négociateur, de retenir le roi, vu qu'il était le prince le plus puissant de la chrétienté, et qu'il y avait danger à renvoyer un homme qui avait pénétré dans le secret de leur gouvernement. Ce fut le nouvel atabec, Aïbec,

et les autres émirs, qui défendirent contre Hassam-eddin le respect de la foi jurée, et l'historien le regrette : il ne croit pas au sentiment d'honnêteté qui fit prendre cette résolution. « L'avis d'Hassam-eddin était, dit-il, sans contredit le plus sage, et si les mamlouks le rejetèrent, ce fut par esprit d'intérêt, ne voulant pas être frustrés de la rançon qu'on leur avait promise. » Vers le soir donc l'avis contraire prévalut. Les galères descendirent le Nil, et abordèrent au rivage ; les prisonniers demandaient à rejoindre les leurs au plus vite ; mais on leur dit qu'on ne le ferait pas sans leur avoir donné à manger ; que ce serait une honte pour les émirs s'ils paraient à jeun des prisons ; et on leur apporta des beignets de fromage rôtis au soleil, et des œufs durs qu'en leur honneur on avait fait peindre de diverses couleurs. (Ch. LXXIV.)

On les mit enfin à terre, et ils allèrent à la rencontre du roi, qu'on ramenait de la rive. Vingt mille Sarrasins, l'épée au côté, lui faisaient cortège. Les Français avaient envoyé pour le recevoir une galère de Gênes ; un seul homme s'y montrait. Mais quand il vit le roi au bord du fleuve, il donna un coup de sifflet, et aussitôt quatre-vingts arbalétriers s'élancèrent sur le pont, armés de toutes pièces et le carreau sur l'arbalète. Sitôt que les Sarrasins les virent, ils s'enfuirent tous comme des brebis, dit Joinville (il peut bien avoir peint leur retraite sous les couleurs que lui donnait la joie de sa délivrance). On jeta une planche à terre pour recevoir le roi sur la galère. Le comte d'Anjou, son frère, Geoffroi de Sargines, Philippe de Nemours, maréchal de France, le maître de la Trinité et Joinville y montèrent avec lui. Le comte de Poitiers était gardé comme otage jusqu'au paiement des deux cent mille livres que le roi devait donner pour la rançon avant de partir d'Égypte.

Ils étaient libres. Plusieurs pensèrent qu'ils n'en seraient pas bien assurés tant qu'ils n'auraient pas revu la terre de France. Le comte de Soissons et quelques autres vinrent donc dès le lendemain (samedi 7 mai) prendre congé du

roi. Le roi leur dit qu'il lui semblait qu'ils feraient bien d'attendre que le comte de Poitiers fût délivré : c'est pour eux qu'il était encore prisonnier, c'est d'eux tous qu'il était l'otage. Mais ils dirent qu'ils ne le pouvaient pas ; que leurs galères étaient tout appareillées ; et ils partirent, emmenant Pierre de Bretagne, qui était venu expier, avec saint Louis, dans la guerre sainte, les guerres civiles dont il avait été le principal auteur durant sa minorité. Gravement atteint de la maladie épidémique, il mourut en mer trois semaines après son départ.

Saint Louis ne se regardait point comme libre, tant qu'il n'aurait point rempli tous ses engagements. Il aurait bien eu cependant le droit de s'en tenir affranchi par la conduite des Sarrasins à Damiette. Le roi n'avait pas attendu jusque-là pour protester contre le massacre des malades. Dès qu'il l'eut appris, il envoya frère Raoul vers Actaï pour lui exprimer son étonnement et lui porter sa plainte sur cette sanglante violation du traité. « Frère Raoul, répondit Actaï, dites au roi qu'à cause de ma loi je n'y puis remédier, et cela me pèse ; mais dites-lui de par moi de ne faire nul semblant qu'il en soit irrité tant qu'il est entre nos mains ; car ce serait un homme mort. » Il ne lui refusait pas le droit de s'en souvenir quand il serait à Acre. Lorsque le roi fut tiré de leurs mains, son frère y était encore. Il dut donc renoncer à poursuivre une satisfaction impossible, et pour sa part exécuter les conventions.

On commença à faire le paiement le samedi matin, et on le continua toute la journée du dimanche. On payait à la balance, dix mille livres à la fois. Comme il manquait trente mille livres, Joinville donna au roi le conseil de les demander aux templiers. Le grand maître était mort ; c'est au commandeur et au maréchal du Temple que Joinville, par ordre du roi, s'adressa à défaut du grand maître. Mais ils objectèrent qu'ils n'avaient d'argent qu'en dépôt, et qu'ils faisaient serment de ne le donner qu'à ceux dont ils l'avaient reçu.

Les templiers ne pouvaient rien prêter de cet argent ; mais on pouvait le leur aller prendre. Joinville s'en chargea. Il s'en vint à la maîtresse galère du Temple, et descendit dans la cale où était le trésor, invitant le maréchal à le suivre pour voir ce qu'il prendrait. Le maréchal s'y refusa, disant qu'il se bornerait à constater la violence. Joinville descendit donc, et demanda au trésorier de lui donner les clefs d'une huche qui était devant lui ; l'autre le rebuta. Qui était cet homme maigre et décharné, encore couvert de l'habit de sa prison ? Il ne daignait même pas s'en enquérir. Mais Joinville, ramassant une cognée, dit qu'il en ferait la clef du roi. Sur ce mot, le maréchal, le prenant par le poing, lui dit : « Sire, nous voyons bien que c'est violence que vous nous faites. » Sa conscience était dès lors à couvert ; il lui fit remettre les clefs. La huche renfermait un dépôt de Nicolas de Choisy, sergent du roi. On en tira tout ce qu'elle contenait d'argent. Joinville le reçut sur le vaisseau qui l'avait amené, et, quand il revint à la galère du roi : « Sire, dit-il, regardez comme je suis garni ; » et le saint homme, ajoute-t-il, me vit bien volontiers et en eut grande joie. » (Ch. LXXV.)

Le paiement put ainsi s'achever. Il y eut difficulté encore. L'argent pesé, les Sarrasins ne voulaient pas rendre le comte de Poitiers avant que les sacs fussent dans leur demeure. Les seigneurs voulaient que le comte revînt avant que l'argent fût emporté. Saint Louis ordonna de le remettre, puisqu'il l'avait promis, ajoutant que pour eux ils verraient s'ils voulaient manquer à leurs promesses. Un trait marque encore la délicatesse de saint Louis envers des gens qui pourtant avaient déjà faussé leur foi. Philippe de Nemours dit avec un malin plaisir au roi que les Sarrasins s'étaient laissés tromper d'une pesée de dix mille livres. Saint Louis se fâcha, et dit qu'il voulait qu'on leur rendît ces dix mille livres, puisqu'il en avait promis deux cent mille avant de quitter l'Égypte.

« Alors, dit Joinville, je marchai sur le pied de monsei-

gneur Philippe, et dis au roi qu'il ne le crût pas, parce qu'il ne disoit pas vrai ; car les Sarrasins étoient les plus habiles compteurs qui fussent au monde. Et monseigneur Philippe dit que je disois vrai, car il ne le disoit que par moquerie. Et le roi dit qu'une telle moquerie étoit malencontreuse. « Et « je vous commande, dit-il à monseigneur Philippe, sur ma « foi, que vous me devez comme mon homme que vous êtes, « si les dix mille livres ne sont pas payées, que vous les fassiez payer. » (Ch. LXXVI.)

Pendant que l'on faisait ce paiement, d'où dépendait la mise en liberté du comte de Poitiers, saint Louis montra par un autre exemple combien sa conscience étoit incapable de tout compromis. Un Sarrasin de fort bonne mine et richement vêtu vint lui offrir un présent, faisant en français son hommage. Le roi lui demanda où il avait appris le français, et cet homme lui apprit qu'il avait été chrétien. « Allez-vous-en, lui dit saint Louis ; je ne vous parlerai plus ; » et il le congédia ainsi, au risque de provoquer une inimitié fatale à la liberté de son frère. Joinville, qui étoit plus porté aux accommodements, tira ce personnage à part, et lui demanda quelle étoit sa position. Il lui dit qu'il étoit né à Provins, et venu en Égypte avec le roi Jean de Brienne ; qu'il s'y étoit marié, et comptait parmi les grands seigneurs. « Mais, dit Joinville, choqué lui-même de cette apostasie, ne savez-vous pas bien que, si vous mouriez en ce point, vous iriez en enfer ? — Oui, répondit l'autre, car il ne méconnoissoit pas l'excellence et la vérité de la loi des chrétiens, mais je redoute, si je retournois chez vous, la pauvreté et le reproche. Toujours on me diroit : « Voilà le renégat ; » et j'aime mieux vivre riche et tranquille que de me mettre dans cette situation. » Joinville lui dit qu'au jour du jugement, là où chacun verrait son péché, le reproche serait bien plus grand, et il ajouta beaucoup d'autres bonnes paroles qui guère ne valurent. « Il se départit de moi, continue-t-il, et jamais depuis je ne le vis. » (Ch. LXXVII.)

Saint Louis, du reste, était loin de rejeter les renégats. Il fit un édit pour défendre qu'on leur reprochât leur faute, de peur que cette note d'infamie n'en détournât plusieurs de revenir à la religion chrétienne, comme on l'avait vu par cet exemple.

Le paiement achevé, le roi donna le signal d'aller rejoindre son vaisseau, qui l'attendait en mer : car jusque-là, fidèle à sa promesse, il s'était refusé à quitter le fleuve, quelque péril qu'il y courût de la mauvaise foi des Sarrasins au milieu de leurs vaisseaux. On navigua l'espace d'une lieue en silence. On pensait au comte de Poitiers, qui était encore aux mains des Sarrasins ; mais Philippe de Montfort, monté sur un vaisseau plus léger, vint annoncer au roi qu'il arrivait en vue. Le roi ordonna d'illuminer ; le bonheur de le revoir jetait quelque rayon de joie sur le deuil de ce grand désastre.

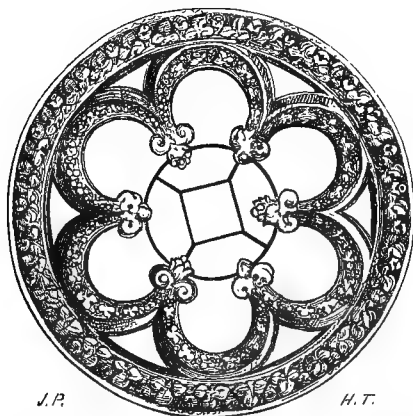


Fig. 92. — Sculpture architecturale. — Rose de Saint-Martin-des-Champs.



Fig. 33. — Architecture civile. — Maison de Montréal (Yonne).

CHAPITRE XI

SAINT LOUIS EN PALESTINE (1250-1251)

I

Arrivée à Saint-Jean-d'Acre. — Question du retour. — Départ
des frères du roi. — Message de Frédéric II.



RIEN n'était prêt pour recevoir saint Louis quand il arriva sur son vaisseau. Telle était la détresse (car on ne peut accuser la négligence de ses gens et encore moins celle de la reine), qu'il dut, jusqu'à ce qu'il eût gagné Acre, coucher sur le matelas que lui avait procuré le sultan d'Égypte, et porter l'habit qu'il lui avait donné. On n'avait encore mis en liberté que le roi et les principaux seigneurs ; le menu peuple, conduit au Caire, restait à délivrer, comme il restait à payer

deux cent mille livres sur la somme convenue. Pour faire ce paiement et pour attendre cette libération, le roi devait aller à Saint-Jean-d'Acre, où était son trésor. On mit à la voile dans cette direction, et pendant les six jours que l'on fut en mer, Joinville, malade et toujours assis auprès du roi, eut tout le temps d'apprendre de lui les circonstances dont il n'avait pas été le témoin. Saint Louis lui racontait comment il avait été pris, et s'enquérail de ce qui lui était arrivé à lui-même sur le Nil; et, tirant de toute chose un texte d'enseignement, il lui disait qu'il devait savoir grand gré à Notre-Seigneur, qui l'avait délivré de si grands dangers. Il exprimait sa peine de la mort du comte d'Artois, se plaignait de l'indifférence du comte de Poitiers, qui ne le venait pas voir sur son vaisseau, et de celle du comte d'Anjou, qui, logé dans le même navire, négligeait de lui tenir compagnie. Il ne comprenait pas davantage qu'on eût le cœur au jeu le lendemain de pareils malheurs. Un jour, ayant appris que le jeune comte était avec Gautier de Nemours, jouant aux tables, il vint à lui, tout chancelant par suite de sa maladie, prit les dés et les tables, et les jeta à la mer. « Mais monseigneur Gautier, ajoute Joinville, en fut le mieux payé; car il jeta en son giron tous les deniers qui étoient sur les tables (dont il y avoit grand foison), et les emporta. »

Lorsque le roi débarqua au port d'Acre (vers le 12 mai 1250), de toutes les églises on vint en procession à sa rencontre. Ce n'étoit plus le souverain dans sa puissance, comme il étoit parti des rivages du Languedoc; mais, même sous ce triste appareil de roi vaincu, sortant de prison, les chrétiens voyaient en lui le seul homme qui se fût intéressé à leur sort; c'étoit pour eux qu'il avait souffert. Dans sa visite, il y avait encore un témoignage de sympathie, et pour la Terre-Sainte une espérance. L'image de la patrie absente apparaissait au milieu d'eux pour les consoler et les soutenir.

Le premier soin du roi fut de songer à retirer des mains des musulmans ceux qu'il avait laissés derrière lui. Il envoya

un ambassadeur en Égypte, avec des vaisseaux pour les ramener, et sans doute aussi les deux cent mille livres qui complétaient le prix de leur délivrance. Mais déjà les Sarrasins avaient achevé les malades à Damiette, et ils avaient de même mis à mort ou forcé à l'apostasie plusieurs de ceux qu'ils avaient emmenés au Caire. Les ambassadeurs, après avoir été longtemps retenus dans l'attente, ne purent obtenir que quatre cents prisonniers sur douze mille qu'on supposait encore détenus, et encore ces quatre cents étaient de ceux qui avaient pu payer eux-mêmes leur rançon. En telle sorte que les envoyés gardèrent leur argent, sans trop d'espoir de recouvrer jamais ceux dont ils avaient voulu payer la délivrance.

Saint Louis avait compté que le traité serait exécuté par les Sarrasins, qui l'avaient imposé, comme par lui, qui l'avait dû subir. Ses compagnons délivrés, il aurait pu reprendre le chemin de la France : car, d'une part, la trêve dont il était convenu pour dix ans lui ôtait toute faculté d'agir, et donnait aux chrétiens de Palestine le temps de se remettre en défense ; et d'autre part sa mère, ignorant même sa captivité, le pressait de revenir : elle alléguait que depuis son départ la trêve avec l'Angleterre, étant expirée, laissait le royaume en péril. La mauvaise foi des Sarrasins remettait tout en question. Le roi pouvait-il partir, laissant derrière lui tant de Français exposés encore à l'abjuration ou à la mort entre les mains des Sarrasins, et les chrétiens de Palestine sous le coup de sa défaite ? Ses dispositions ne pouvaient pas être douteuses ; mais il ne suffisait pas qu'il restât seul ; et d'ailleurs, en cas si grave, il voulait avoir l'avis de ses barons.

Le dimanche 19 juin, il réunit ses frères et les principaux seigneurs, et il leur exposa la situation. La reine sa mère le presse de revenir en France, disant que le royaume est en péril ; mais, d'autre part, ceux de Palestine lui disent que, s'il s'en va, ce pays est perdu : car nul ne se résoudra à rester

dans Acre avec si peu de monde. Il les invitait à réfléchir sur cette double considération, et leur donnait huit jours pour lui en dire leur avis. Plusieurs étaient en mesure de le lui exprimer dans l'heure même : le légat, par exemple. Avant le jour fixé, il vint trouver Joinville, et lui dit qu'il ne comprenait pas comment le roi pourrait demeurer ; et il lui offrait de le prendre sur son vaisseau. Joinville s'en fût bien volontiers allé avec lui ; mais il se rappelait une parole que lui avait dite son cousin de Bourlemont (ou Boulaincourt) avant son départ : « Vous vous en allez outre-mer ; or prenez garde au revenir ; car nul chevalier ne peut revenir sans être honni, s'il laisse aux mains des Sarrasins le menu peuple de Notre-Seigneur, en compagnie duquel il est allé. » Il l'opposa au légat, qui s'en fâcha et qui lui dit qu'il n'aurait pas dû refuser.

Le dimanche (26 juin) on se réunit, comme il était convenu, devant le roi. Les frères de saint Louis et les seigneurs avaient chargé Gui Mauvoisin de lui exprimer leur opinion commune. C'était qu'on ne pouvait demeurer plus longtemps en Palestine avec honneur pour le roi et son royaume ; « car, disait-il au roi, de tous les chevaliers qui vinrent en votre compagnie, et dont vous en amenâtes en Chypre deux mille huit cents, il n'y en a pas en cette ville cent de reste. Aussi vous conseillent-ils, Sire, que vous vous en alliez en France, et vous procuriez gens et deniers, avec quoi vous puissiez promptement revenir en ce pays vous venger des ennemis de Dieu qui vous ont gardé en prison. »

Le roi ne s'en voulut pas tenir à ce qu'avait dit Gui Mauvoisin. Il interrogea encore le comte d'Anjou, le comte de Poitiers, le comte de Flandre et plusieurs autres seigneurs ; et tous s'accordèrent avec le préopinant. Près d'eux était assis le comte de Jaffa : son opinion pouvait être de grand poids, puisqu'il était de Palestine ; et c'est au nom de l'intérêt de la Palestine que les seigneurs avaient conseillé le départ. Le légat lui demanda ce qu'il en pensait. Le comte

refusa de donner son avis, disant que son château était sur la frontière, et que son conseil pourrait ne point paraître désintéressé. Mais, comme le roi insistait pour l'avoir, il lui dit que, s'il se trouvait en état de tenir la campagne pendant un an, il se ferait grand honneur à rester.

Ceux qui venaient après appuyèrent l'avis de Mauvoisin, jusqu'à Joinville, qui, interrogé comme les autres par le légat, n'hésita point à répondre qu'il était d'accord avec le comte de Jaffa. « Et comment, dit le légat tout courroucé, le roi pourrait-il tenir la campagne avec si peu de troupes qu'il a? — Je vais vous le dire, répondit Joinville sur le même ton. On dit que le roi n'a rien dépensé encore que sur les deniers du clergé (l'argent de la croisade); qu'il prenne du sien; qu'il envoie chercher des chevaliers en Morée et outremer: quand on entendra dire qu'il paie bien et largement, les chevaliers lui viendront de toutes parts, et il pourra tenir la campagne pendant un an, s'il plaît à Dieu. En demeurant, il fera délivrer les pauvres prisonniers qui ont été pris au service de Dieu et au sien, et qui jamais n'en sortiront si le roi s'en va. » — « Il n'y en avoit aucun là, continue Joinville, qui n'eût de ses proches ainsi en prison: aussi nul ne me reprit; mais tous se mirent à pleurer. »

Guillaume de Beaumont, maréchal de France, qui vint après Joinville, l'approuva; mais cela n'alla pas plus loin; et quand il allait exposer ses raisons, son oncle, Jean de Beaumont, qui voulait retourner en France, l'apostropha avec injure, s'écriant: « Orde longaigne (sale ordure), que voulez-vous dire? Rasseyez-vous tout coi! — Messire Jean, dit le roi, vous faites mal; laissez-le dire. — Non, » reprit Jean. Et le maréchal dut se taire. Il n'y eut plus de l'avis de Joinville que le sire de Châtenay.

Le roi les remercia, et remit à huit jours pour leur dire ce qu'il aurait résolu.

On se sépara, et Joinville se vit exposé à mille assauts. « Le roi serait bien fou, sire de Joinville, lui disait-on iro-

niquement, s'il ne vous croyait contre tout le conseil du royaume de France. » La table mise, le roi le fit asseoir auprès de lui, comme il faisait toujours quand ses frères n'étaient pas là; mais, contrairement à son habitude, il ne lui dit pas un mot de tout le repas; et le sénéchal croyait qu'il était fâché contre lui pour cette parole : « qu'il n'avait encore rien dépensé de ses deniers, » quand en réalité il en usait largement. Tandis que le roi entendait les grâces, il s'en vint à une fenêtre grillée, qui était vers le chevet du lit de saint Louis, et il tenait les bras passés par les barreaux de la fenêtre, pensant en lui-même que si le roi retournait en France, il s'en irait vers le prince d'Antioche (qui le tenait pour parent, et l'avait envoyé querir), jusqu'à ce qu'une autre croisade vînt au pays, qui permit de délivrer les prisonniers, selon le conseil du sire de Bourlemont.

« Au moment où j'étois là, continue-t-il, le roi se vint appuyer à mes épaules, et me tint ses deux mains sur la tête. Et je crus que c'étoit monseigneur Philippe de Nemours, qui m'avoit causé trop d'ennui ce jour-là pour le conseil que j'avois donné au roi, et je dis ainsi : « Laissez-moi en paix, monseigneur Philippe ! » Par aventure, en faisant tourner ma tête, la main du roi me tomba au milieu du visage, et je reconnus que c'étoit le roi à une émeraude qu'il avoit au doigt. Et il me dit : « Tenez-vous tout coi; car je veux vous demander comment vous, qui êtes un jeune homme, vous fûtes si hardi que vous m'osâtes conseiller de demeurer, contre tous les grands hommes et les sages de France, qui me conseilloyent de m'en aller. — Sire, fis-je, si j'avois une mauvaise pensée dans le cœur, je ne vous conseillerois à aucun prix de l'exécuter. — Dites-vous, fit-il, que je ferois une mauvaise action si je m'en allois? — Oui, Sire, fis-je; que Dieu me soit en aide! » Et il me dit : « Si je demeure, demeurerez-vous? » Et je lui dis : « Oui, si je puis, ou à mes frais, ou aux frais d'autrui. — Or soyez tout aise, me dit-il; car je vous sais bien bon gré de ce

que vous m'avez conseillé ; mais ne le dites à personne toute cette semaine. » — « Je fus plus à l'aise de cette parole, continue Joinville, et je me défendois plus hardiment contre ceux qui m'assailloient. On appelle les paysans du pays poulains ; et messire Pierre d'Avallon, qui demouroit à Sur, ouït dire que l'on m'appelloit poulain parce que j'avois conseillé au roi de demeurer avec les poulains. Aussi monseigneur Pierre d'Avallon me recommanda que je me défendisse contre ceux qui m'appeloient poulain, et que je leur disse que j'aimois mieux être poulain que roussin fourbu, ainsi qu'ils l'étoient. »

Le dimanche venu (3 juillet), les seigneurs se rendirent chez le roi. Quand il les vit autour de lui, il se signa sur la bouche, comme pour invoquer le Saint-Esprit sur ses paroles, et leur dit :

« Seigneurs, je remercie beaucoup ceux qui m'ont conseillé de m'en aller en France, et je rends grâces aussi à ceux qui m'ont conseillé de demeurer. Mais je me suis avisé que, si je demeure, je n'y vois point de péril que mon royaume se perde ; car Madame la reine a bien des gens pour le défendre ; et j'ai regardé aussi que les barons de ce pays disent que, si je m'en vais, le royaume de Jérusalem est perdu, et que nul n'osera y demeurer après moi. J'ai donc regardé qu'à nul prix je ne laisserois perdre le royaume de Jérusalem, lequel je suis venu pour garder et pour conquérir ; ainsi ma résolution est telle que je suis demeuré quant à présent. Aussi vous dis-je à vous, riches hommes qui êtes ici, et à tous autres chevaliers qui voudront demeurer avec moi, que vous veniez me parler hardiment ; et je vous donnerai tant, que la faute n'en sera pas à moi, mais à vous, si vous ne voulez demeurer. »

« Il y en eut beaucoup, dit Joinville, qui ouïrent cette parole, qui en furent ébahis, et il y en eut beaucoup qui pleurèrent. » (Ch. LXXXV.)

Cette résolution était grande, généreuse et sage en même

temps. On a vu les deux raisons capitales qui devaient déterminer saint Louis. Rentrer dans son royaume, c'était abandonner, sans espoir de délivrance, ceux de ses compagnons qui survivaient encore dans les prisons de l'Égypte; c'était laisser la Palestine exposée à toutes les conséquences de sa défaite, en présence d'un ennemi que la victoire avait exalté. Tout le retenait en Orient, et rien n'exigeait impérieusement son retour dans ses États. Sa mère y veillait, et quel ennemi eût osé l'attaquer, profitant de son absence? Si la croisade était pour tous une sauvegarde, ses malheurs mêmes le rendaient plus sacré encore, et assuraient une inviolabilité absolue à son domaine. Il pouvait donc et il devait rester. Il resta, et ne pensa à l'Occident que pour en réclamer des secours qui lui permissent de continuer son œuvre. C'est le cri qui s'échappe de son cœur dans cette lettre si belle qu'il écrivit alors aux prélats et aux barons de France, lettre où, après avoir raconté avec la même simplicité ses premiers succès et ses derniers revers, il sait se féliciter des uns sans s'excuser des autres, s'humiliant pour le tout devant Dieu. Il expose pourquoi il s'est décidé à rester, et fait appel à tous pour qu'on vienne le rejoindre :

« Courage donc, soldats du Christ ! armez-vous, et soyez prêts à venger ses affronts et ses outrages. Prenez exemple sur vos devanciers, qui se distinguèrent entre les autres peuples par leur dévotion, par la sincérité de leur foi, et qui remplirent du bruit de leurs belles actions l'univers. Nous vous avons précédés dans le service de Dieu ; venez vous joindre à nous. Quoique vous arriviez plus tard, vous recevrez du Seigneur la récompense que le père de famille de l'Évangile accorda indistinctement aux ouvriers qui vinrent travailler à sa vigne à la fin du jour, comme aux ouvriers qui étaient venus au commencement. Ceux qui viendront, ou qui enverront du secours pendant que nous serons ici, obtiendront, outre les indulgences promises aux croisés, la

XVII

ART DU XVII^e SIÈCLE — ÉCOLE FRANÇAISE

“ Saint Louis enlevé au ciel, „ par Simon Vouet (1590-1649).

Dessiné par BOCOURT ,
gravé par LAPLANTE.



faveur de Dieu et celle des hommes. Faites donc vos préparatifs, et que ceux à qui la vertu du Très-Haut inspirera de venir ou d'envoyer du secours, soient prêts pour le mois d'avril ou de mai prochain. Quant à ceux qui ne pourraient pas être prêts pour ce premier passage, qu'ils soient du moins en état de faire celui qui aura lieu à la Saint-Jean. La nature de l'entreprise exige de la célérité, et tout retard deviendrait funeste. Pour vous, prélats et autres fidèles du Christ, aidez-nous auprès du Très-Haut par la ferveur de vos prières; ordonnez qu'on en fasse dans tous les lieux qui vous sont soumis, afin qu'elles obtiennent pour nous, de la clémence divine, les biens dont nos péchés nous rendent indignes.

« Fait à Acre, l'an du Seigneur 1250, au mois d'août. »

Le roi ordonna que ses frères retourneraient en France. Était-ce à leur requête ou par sa volonté? Joinville ne se prononce pas. Ses frères devaient souhaiter de repartir, et le roi pouvait aimer de les mettre à la disposition de sa mère dans son royaume. Mais, restant lui-même, il avait besoin de recomposer autour de lui sa compagnie; et ce n'était pas sans quelques difficultés : car, le plus grand nombre voulant partir, ceux qui se montraient disposés à demeurer élevaient haut leurs prétentions. Un mois s'était écoulé, que les négociations n'avaient pas encore abouti. Joinville seul se montrait plus accommodant; mais ce qu'il demandait paraissait encore si considérable aux principaux officiers du roi, qu'ils n'osaient le lui donner; et ils le déclarèrent à saint Louis. Le roi dit : « Appelez-moi le sénéchal. » Joinville s'approcha et s'agenouilla devant le roi. Le roi le fit asseoir, et lui dit : « Sénéchal, vous savez que je vous ai toujours beaucoup aimé; et mes gens me disent qu'ils vous trouvent dur. — Comment est-ce, Sire? dit Joinville; je n'en puis mais; car vous savez que je fus pris sur l'eau et qu'il ne me demeura rien. » Le roi lui demanda ce qu'il voulait avoir. Il réclamait deux mille livres pour les huit

mois qui restaient à courir jusqu'à Pâques. Il s'était assuré de trois chevaliers bannerets, moyennant quatre cents livres chacun. Le roi compta sur ses doigts. « Ce sont, dit-il, douze cents livres que vos nouveaux chevaliers coûteront. — Or regardez, Sire, repartit Joinville, s'il ne me faudra pas bien huit cents livres pour m'é monter, m'armer, et donner à manger à mes chevaliers ; car vous ne voulez pas que nous mangions dans votre hôtel. » Le roi dit à ses officiers : « Vraiment, je n'y vois rien d'excessif ; » et à Joinville : « Je vous retiens. » (Ch. LXXXVI.)

C'est alors que les frères du roi, et les seigneurs qui devaient retourner en France, prirent congé de saint Louis (commencement d'août 1250). Le comte de Poitiers, toujours généreux, emprunta des bijoux à ceux qui partaient avec lui, pour en donner à ceux qui restaient. Les deux frères du roi ne le quittèrent pas sans recommander à Joinville de veiller sur sa personne. Le comte d'Anjou montra en partant une douleur qui surprit tout le monde, et principalement sans doute ceux qui le connaissaient. Peu après leur départ arrivèrent des envoyés de Frédéric. Ils disaient que l'Empereur les avait envoyés pour travailler à la délivrance du roi, et montrèrent les lettres qu'il écrivait au sultan, dont il ignorait la mort. Tout ce que faisait Frédéric était suspect. Plusieurs pensèrent qu'il n'eût pas été bon que les messagers trouvassent encore le roi prisonnier, soupçonnant qu'ils étaient envoyés dans la pensée bien moins de le tirer de prison que de l'y retenir, soupçon qui ne paraît pas fondé. Saint Louis s'était toujours montré empressé à réconcilier le pape et l'Empereur. Frédéric n'avait d'autre espoir qu'en lui. Le saint roi, revenant de la croisade avec l'auréole des souffrances endurées pour la cause de Jésus-Christ, eût été bien plus fort dans sa médiation auprès du saint-siège. C'est un appui que Frédéric, au milieu des périls d'une lutte qui menaçait de tourner contre lui, avait intérêt à se ménager.

II

Saint Louis en présence des musulmans d'Égypte et de Syrie.

— Il fortifie Saint-Jean-d'Acre. —

Message du Vieux de la Montagne. — Délivrance des prisonniers d'Égypte.

— Lutte des Égyptiens et des Syriens.

On aurait pu croire saint Louis dans l'impuissance de rien faire au sortir d'une campagne où il avait essuyé de tels revers. Il n'en fut rien ; et les circonstances semblaient donner raison à la résolution généreuse qu'il avait prise de rester en Palestine, pour le salut de ses compagnons captifs et de ces chrétiens d'outre-mer, si près eux-mêmes de leur ruine.

La révolution accomplie en Égypte avait amené une séparation plus grande entre ce pays et les États de Syrie. Le sultan d'Alep, Nacer-Youssof, y trouva même une occasion naturelle de s'étendre. Damas, si longtemps disputé entre Alep et l'Égypte, appartenait alors à l'Égypte. Les émirs qui l'occupaient refusèrent le serment qu'on leur demandait au nom des mamlouks et de Chedjer-eddor, et ils se donnèrent à Nacer-Youssof, qui vint à Damas et y transféra le siège de son empire (13 juillet 1250). Nacer n'en resta pas là ; il prit quelques autres places qui appartenaient aux Égyptiens en Syrie, et, à l'appel de quelques émirs, il songeait même à envahir l'Égypte, qui était encore agitée et troublée, malgré sa victoire, par les suites de sa révolution. Pour cette entreprise, il eut l'idée de faire alliance avec saint Louis, et il lui envoya des ambassadeurs. Ainsi la rivalité des musulmans relevait le roi vaincu et en faisait presque l'arbitre de leur querelle. En s'y mêlant, il y trouvait du moins l'occasion de stipuler des garanties en faveur des chrétiens.

Saint Louis avait toute raison de se croire dégagé à

l'égard des Égyptiens. Ils avaient tué ses malades ; ils avaient gardé, s'ils n'avaient tué aussi, le plus grand nombre de ses prisonniers : c'était plus qu'il n'en fallait pour être autorisé à rompre la trêve qui avait été conclue. Néanmoins, avant d'accepter les offres de Nacer, il voulut savoir si les Égyptiens étaient disposés à revenir aux conditions qu'ils avaient acceptées. Ceux-ci, en présence du péril dont ils étaient menacés, avaient voulu mettre un homme à leur tête : à Chedjer-eddor ils avaient substitué Aïbek Eïzz-eddin, le Turcoman qu'ils avaient naguère élevé à la dignité d'atabek ; ils le proclamèrent sultan ; mais bientôt, craignant de s'être amoindris eux-mêmes en répudiant la race d'Ayoub, ils donnèrent ce titre à l'ayoubite Moussa, sous le nom de Malec-Achref (*le prince très-noble*) : Aïbek, redevenu atabek, n'en restait pas moins le maître de toute chose. Ce changement de personne pouvait suffire à leurs yeux pour les dégager de toute promesse. Le roi envoya donc tout à la fois Jean de Valenciennes au nouveau sultan en Égypte pour lui poser la question, et à Nacer un jacobin breton, frère Yves, pour suivre les négociations entamées.

Dans l'attente des résultats de ces ambassades, résultats qui devaient décider de sa conduite, il employait son temps à mettre le pays en défense. Il ajoutait aux fortifications de Saint-Jean-d'Acre ; il entourait de murs un quartier de la ville, le mont Musard, qui en était dépourvu. Il réparait de la même sorte l'enceinte de Caïphas, située au pied du Carmel, et de quelques autres châteaux. Il y travaillait de ses mains pour gagner les indulgences attachées à ces labeurs et en donner l'exemple aux autres. Il s'efforçait aussi de rétablir le bon accord et la discipline parmi les chrétiens, chose qui n'importait pas moins que l'autre à leur sûreté. Il voulait qu'on oubliât même la faute de ceux qui avaient renié la foi, lorsqu'ils y étaient revenus, et défendit, nous l'avons vu, qu'on leur reprochât leur faiblesse. Sa bonne influence, là comme en Égypte, se faisait sentir sur les infidèles. Des

émirs, attirés par sa réputation, venaient le voir, voulaient faire amitié avec lui, et plusieurs (ce qu'on n'a guère vu depuis), touchés de sa sainteté, se laissaient gagner à sa religion et reçurent le baptême. Ce fut pendant ce séjour à Saint-Jean-d'Acre qu'il reçut les messagers du Vieux de la Montagne. La scène racontée par Joinville met en une vive lumière la terreur que cet étrange despote répandait dans le monde par les aveugles exécuteurs de ses commandements, et l'ascendant que nos ordres religieux et militaires, bravant la mort aussi, mais pour d'autres croyances, savaient prendre sur le chef même de ces fanatiques. Saint Louis était bien digne de le mettre aussi à ses pieds.

Il reçut ces messagers au sortir de la messe. Ils se présentèrent devant lui dans cet ordre : en tête, un émir richement vêtu ; derrière lui, un assassin tenant trois couteaux fichés l'un dans l'autre ; la lame du second dans le manche du premier, et celle du troisième dans le manche du second. Symbole de mort inévitable : au premier exécuter devait succéder un second, et au second un troisième, jusqu'à l'accomplissement de l'arrêt ; c'était en même temps le signe du défi qui était porté au roi, et du sort qui l'attendait en cas de refus. Derrière celui-ci venait un autre, qui portait un linceul entortillé autour de son bras, comme pour ensevelir celui que le poignard de son compagnon aurait frappé.

Le roi invita l'émir à parler : « Mon seigneur, dit l'émir, m'envoie vous demander si vous le connaissez. — Non, répondit tranquillement saint Louis, puisque je ne l'ai jamais vu ; mais j'ai entendu parler de lui. — Puisque vous avez entendu parler de lui, reprit l'émir, je m'étonne que vous ne lui ayez pas envoyé du vôtre assez pour le retenir comme ami, ainsi que font chaque année l'empereur d'Allemagne, le roi de Hongrie, le sultan de Babylone et les autres, certains qu'ils ne peuvent vivre qu'autant qu'il plaira à mon

seigneur. Si vous ne le voulez pas, faites-le au moins acquitter du tribut qu'il doit à l'Hôpital et au Temple. »

Ce farouche potentat, devant qui le monde tremblait, payait, en effet, tribut à l'Hôpital et au Temple : que pouvait-il sur des ordres dont le grand maître, tué, était aussitôt remplacé par un autre ? C'eût été en pure perte envoyer les assassins à la mort.

Le roi répondit à l'émir de se représenter dans l'après-dinée.

Quand il revint, il trouva le roi assis entre le maître de l'Hôpital et le maître du Temple ; et le roi lui dit de répéter ce qu'il lui avait dit le matin. L'émir répondit qu'il ne voulait le faire que devant ceux qui, le matin, étaient avec le roi. Mais les deux maîtres : « Nous vous commandons de le dire. » Il obéit ; et les deux maîtres lui dirent de leur venir parler le lendemain à l'Hôpital.

Il y vint. Les deux maîtres lui dirent que son seigneur avait été bien hardi de faire entendre au roi de telles paroles. « N'eût été pour l'amour du roi, ajoutèrent-ils, nous vous aurions fait noyer tous les trois dans la sale mer d'Acre, en dépit de votre seigneur. Et nous vous commandons que vous vous en retourniez vers lui, et que, dans la quinzaine, vous soyez ici de retour, apportant de votre seigneur telles lettres et tels joyaux que le roi en soit satisfait. »

Dans la quinzaine, les messagers revinrent, apportant en présent la chemise du Vieux de la Montagne : « Comme la chemise est de tous les vêtements le plus près du corps, ainsi, disaient-ils, le Vieux voulait tenir le roi plus près dans son amour que nul autre roi. » Le cheik lui envoyait du reste d'autres symboles de son amitié avec d'autres présents : un anneau d'or très-fin où son nom était écrit, en signe qu'il épousait le roi et voulait être désormais tout un avec lui ; un éléphant et une girafe en cristal, des pommes de diverses espèces en cristal, des jeux de tables et d'échecs : et toutes ces choses étaient fleurettées d'ambre,

et l'ambre était lié au cristal par de belles vignettes de bon or fin.

Le roi, content de cet acte de soumission, ne voulut pas se laisser vaincre en générosité. Il envoya au Vieux de la Montagne des joyaux, des draps d'écarlate, des coupes d'or et des freins d'argent. Il lui députa aussi frère Yves, un Breton qui savait la langue du pays, le même qu'il avait naguère envoyé en ambassade auprès du sultan de Damas. Ce n'était probablement pas dans la pensée de convertir le chef des assassins. Si ce bon frère l'essaya, comme Joinville paraît l'indiquer, il en fut pour sa peine, et il n'y devait pas encourager les autres par le tableau qu'il fit de cette étrange cour. Quand le Vieux chevauchait, il avait devant lui un héraut qui portait une hache danoise à long manche, manche tout couvert d'argent et hérissé de couteaux; et le héraut criait : « Détournez-vous de devant celui qui porte la mort des rois entre ses mains. »

Les émirs d'Égypte avaient compris le péril dont ils étaient menacés, si le roi de France acceptait le secours du sultan d'Alep pour tirer vengeance de sa défaite. Puisque saint Louis se montrait disposé à s'en tenir au traité, ils avaient tout intérêt à y revenir eux-mêmes. Ils lui envoyèrent immédiatement quelques prisonniers, entre autres Guillaume de Châteauneuf, grand maître de l'Hôpital, et trente de ses frères d'armes, avec des ambassadeurs pour renouveler les conventions. Mais saint Louis déclara qu'il ne ferait pas de nouvelle trêve avant qu'on lui eût rendu les têtes des chrétiens exposées sur les murs du Caire depuis 1239, et tous ceux qui avaient été pris enfants et contraints d'abjurer. Il demandait de plus, en raison des infractions faites par les musulmans au traité, la remise de deux cent mille livres restant à payer sur la somme convenue. Jean de Valenciennes fut renvoyé avec les ambassadeurs pour faire cette déclaration aux émirs et en recueillir les effets. (Ch. xcii.)

Les émirs d'Égypte ne s'y refusaient pas; mais l'exécution

de ces articles n'était pas toujours facile. Plusieurs des captifs avaient été vendus à des particuliers : il les fallait rechercher dans le pays où ils étaient dispersés. Saint Louis n'y ménagea ni peine ni argent. Les Égyptiens laissaient à ses députés toute la liberté de parcourir leur contrée pour les retrouver et les racheter. Cela demandait du temps, et les émirs n'en étaient point fâchés sans doute, puisque, durant tout ce temps, saint Louis ne pouvait songer à se joindre à leur ennemi. Mais à la fin, le pieux roi obtint un résultat complet; et les historiens témoignent qu'il délivra, selon qu'il en avait marqué l'intention au traité, non-seulement ceux qui avaient été pris en combattant avec lui (autant du moins qu'il en restait), mais ceux mêmes qui étaient demeurés captifs en Égypte depuis le traité de Malec-Camel avec Frédéric, en 1229.

Ces malheureux, en arrivant à Saint-Jean-d'Acre, trouvaient encore dans la charité de saint Louis ce qui pouvait subvenir à leur dénûment. Quelques-uns entrèrent au service du roi dans des conditions avantageuses. Au nombre de ceux que Jean de Valenciennes ramena de sa première mission, il y avait quarante chevaliers de la cour de Champagne, que Joinville habilla lui-même et présenta à saint Louis, en le priant de les retenir avec lui. Le roi demanda ce qu'ils exigeaient, et quand ils l'eurent dit, il gardait le silence. La somme paraissait excessive, vu la pénurie du trésor, et un chevalier du conseil en reprit vivement Joinville. Mais Joinville lui répondit que la Champagne avait déjà perdu à la croisade trente-cinq chevaliers, tous portant bannière; que le roi ferait mal de le croire, vu le besoin qu'il avait de chevaliers; et sur cela il fondit en larmes. Le roi lui dit qu'il se tût; qu'il lui donnerait tout ce qu'il avait demandé; et il mit les chevaliers dans son corps de bataille. (Ch. xcii.)

Les chrétiens restaient donc neutres, mais la guerre se poursuivait entre le sultan d'Alep et les Égyptiens. Nacer,

avec ou sans le roi de France, espérait bien faire la conquête de l'Égypte.

Après une première tentative dirigée par ses lieutenants, il partit de Damas vers le milieu de décembre, emmenant avec lui les autres princes de la famille d'Ayoub, qui étaient en Syrie, entre autres l'ancien prince de Damas, Saleh-Ismaïl, fils de Malec-Adel, Malec-Achref, l'ancien prince d'Émèse, etc. Il vint à Gaza, d'où les Égyptiens s'étaient retirés, et entra en Égypte. L'atabek Aïbek et les émirs réunirent les Turcs et les mamlouks, firent des levées parmi les Bédouins et les Arabes, et, laissant Achref-Moussa au Caire, ils vinrent à Salehiya (26 janvier 1251). Les deux armées se rencontrèrent, le jeudi 2 février, dans le voisinage d'Abassa. Les Égyptiens plièrent d'abord, et les Syriens se mirent à leur poursuite. Mais Aïbek avait tenu bon avec un petit nombre de Bahrites, et, voyant le prince d'Alep demeuré en arrière, il fondit sur lui et le força à fuir; puis, revenant sur les Syriens qui poursuivaient le gros des Égyptiens, il s'empara de leur général et lui fit sur-le-champ couper la tête. Saleh-Ismaïl, Malec-Achref et deux fils du grand Saladin furent au nombre des prisonniers. Les premiers bataillons des Syriens vainqueurs étaient déjà parvenus à Abassa, ne doutant pas de l'entière défaite des ennemis. Quand on apprit ce qui s'était passé, les uns furent d'avis de marcher sur le Caire : on y arrivait à la suite des fuyards, et on pouvait surprendre la ville dans le trouble qu'ils y avaient porté; les autres, cédant à leur tour au sentiment de leur isolement, opinèrent pour que l'on regagnât la Syrie, et c'est le parti qui l'emporta.

Ce fut une grande joie au Caire, où l'on croyait tout perdu; et tout y était perdu, en effet, si les Syriens avaient suivi leur première résolution; car Aïbek n'aurait plus eu assez de troupes pour leur livrer bataille. On y attendait le sultan d'Alep, on s'y était à peu près résigné. Ce jour-là, au Caire et dans le château de la Montagne, la prière publique

se fit en son nom. Aïbek usa cruellement de la victoire. Saleh-Ismaïl, à qui il avait fait rendre, le premier jour, de grands honneurs, fut étranglé, et plusieurs autres chefs tombèrent aussi victimes de ses vengeances. Il aurait surtout voulu atteindre le rival qui lui avait échappé. Le djamdar Actaï entra par son ordre en Palestine, s'empara de Gaza, et vint camper à Naplouse. Mais Nacer, malgré sa défaite, disposait encore de forces considérables. Actaï dut revenir à Gaza, et de Gaza en Egypte.

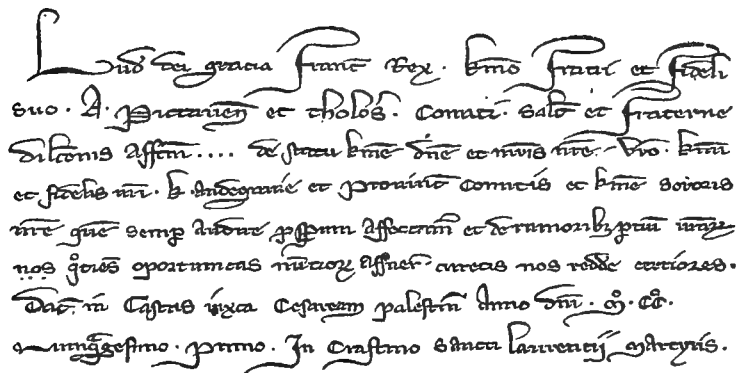
III

Saint Louis à Césarée. — Sa conduite en Palestine.

Cette guerre avait donné pendant toute une année sécurité entière à saint Louis. Les routes étaient libres, et des vaisseaux, entretenus par le roi, protégeaient les rivages contre les pirates. Durant ce repos forcé, le roi n'oubliait pas les obligations du pèlerin. Privé d'aller dans la ville où Jésus-Christ était mort, il voulut visiter au moins celle où il s'était incarné pour nous ; et la veille de l'Annonciation (24 mars 1251) il partit de Sephora (l'ancienne Diocésarée), où il avait couché, et prit la route du mont Thabor et de Nazareth. De si loin qu'il put voir le lieu sacré, il descendit de cheval, et, se mettant à genoux, il adora ; puis il se rendit à pied dans l'humble et sainte ville, entra dans le lieu consacré par le souvenir de l'Incarnation, y fit célébrer avec grande pompe la solennité du jour, et le lendemain y communia.

Il sut employer d'une autre façon encore ses loisirs. Le 29 mars 1251, au retour de son pèlerinage, il partit d'Acre pour se rendre à Césarée. Il voulait, selon le conseil des templiers et des hospitaliers, rendre à cette ville, autrefois la métropole de la Palestine, son ancienne force. Il campait

aux abords et en faisait relever les murailles, mettant lui-même la main à l'œuvre et portant la hotte, comme il l'avait fait pour Acre et les châteaux voisins. C'est à ce séjour à



Lud[ovicus] Dei gracia Franc[orum] Rex. Karissimo fratri et fidei suo A[lfonso], Pictavensi
suo. A. pictaven[si] et tholose. comiti. salu[m] et fraternu[m]
dilectionis affectu[m].... De statu karissime domine et ma-
tris nostre, vestro, karissimi et fidelis nostri K[aroli] Andegavie et Provincie comitis et
karissime sororis nostre, quem semper audire prosperum affectamur, et de rumoribus partium
nostrarum, quotiens oportunitas nuntiorum affuerit, curetis nos reddere certiores.
Data in castris iuxta Cesar[eam] Palestin[am] anno d[omi]ni. m. cc. lxxviii. primo.
In crastino sancti Laurentii martyris.

Ludovicus, Dei gracia, Francorum rex, karissimo fratri et fidei suo A[lfonso], Pictavensi et Tholose comiti, salutem et fraternae dilectionis affectum... De statu karissime domine et matris nostre, vestro, karissimi et fidelis nostri K[aroli] Andegavie et Provincie comitis et karissime sororis nostre, quem semper audire prosperum affectamur, et de rumoribus partium nostrarum, quotiens oportunitas nuntiorum affuerit, curetis nos reddere certiores. Data in castris juxta Cesaream Palestine, anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo primo, in crastino sancti Laurentii martyris.

Fig. 34. — Lettre de saint Louis à son frère Alphonse, comte de Poitiers, pour lui demander des nouvelles de sa mère et de ses frères et sœur. (Césarée de Palestine, 11 août 1251.)

— L'original est aux Archives nationales, Trésor des chartes, J, 303, n° 17.

Césarée que se rapportent plusieurs anecdotes racontées par Joinville (ch. xcviij-xcix), où le roi est en scène, ainsi que son historien, et où l'on voit, parmi divers traits de mœurs, avec quelle simplicité et quelle fermeté en même temps saint Louis agissait, soit à l'égard de ses barons, soit envers les deux ordres puissants de l'Hôpital et du Temple. (Ch. xcviij-cl.)

Ce fut un peu après, pendant son séjour à Jaffa, qu'il reçut la visite du jeune prince d'Antioche, Bohémond VI; et il en profita pour prévenir entre le fils et la mère, chargée de la tutelle, une querelle dont les populations chrétiennes auraient été les premières à souffrir. « Le roi, dit Joinville,

lui fit grand honneur, et le fit chevalier très-honorablement. Son âge n'étoit pas de plus de seize ans ; mais jamais je ne vis un enfant si sage. Il requit au roi de l'ouïr parler devant sa mère. Le roi l'ouït bien volontiers, et il négocia de tout son pouvoir avec sa mère pour qu'elle lui baillât autant que le roi put tirer d'elle. Sitôt qu'il quitta le roi, il s'en alla à Antioche, là où il se fit très-bien venir. Du gré du roi, il écartela ses armes, qui sont vermeilles, des armes de France, parce que le roi l'avait fait chevalier. » (Ch. ci.)

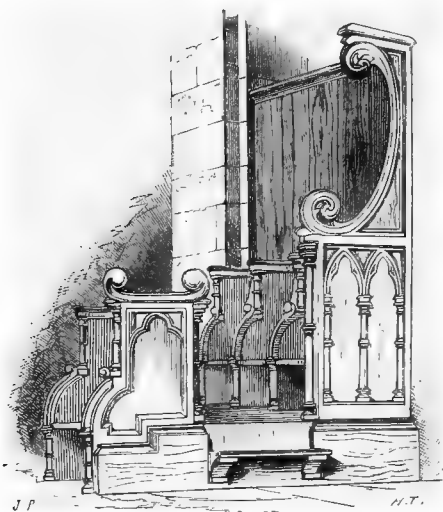


Fig. 85. — Sculpture architecturale. — Stalles de Notre-Dame-de-la-Roche (Seine-et-Oise).



Fig. 36. — Architecture civile. — Rue couverte à Montpazier (Dordogne).

CHAPITRE XII

SAINT LOUIS EN PALESTINE (1251-1254)

I

Dispositions de l'Occident à l'égard de la croisade. — Fin de la lutte d'Innocent IV et de Frédéric II. — Les pasteureaux.

LA guerre des deux puissances musulmanes rendait de nouvelles espérances à saint Louis, s'il pouvait recevoir des secours d'Occident ; et dans les premiers moments on avait partout montré beaucoup de zèle. Le pape, annonçant aux évêques de France la prise et la délivrance du roi, leur ordonnait de faire prêcher la croisade. Il faisait prescrire à ceux qui avaient déjà pris la croix en France de se mettre à la disposition de Blanche ; il pressait de même

le départ des croisés d'Allemagne, de Frise et de Norvège. Ferdinand, roi de Castille, avait promis à la reine Blanche d'aller en Orient au secours de saint Louis; et le roi d'Angleterre, après avoir solennellement demandé pardon aux habitants de Londres des torts qu'il leur avait faits, soit par lui, soit par ses officiers (sans rien restituer pourtant), prit la croix, « soit pour piller plus librement ses sujets, soit pour quelque meilleur dessein, » ajoute charitablement le moine chroniqueur. C'est surtout l'Empereur qui, par l'Italie et la Sicile, pouvait secourir efficacement saint Louis; mais il était au plus fort de sa guerre contre le pape, et cela même faisait que les manifestes du pape en faveur de la croisade, quelque pressants qu'ils parussent être, devaient avoir moins d'effet.

Depuis le départ de saint Louis pour la croisade, les deux adversaires étaient entièrement à une lutte qui touchait à sa crise suprême. Frédéric ne pouvait plus se dissimuler que c'était une guerre à mort entre lui et le saint-siège. Le pape ne voulait plus ni de lui ni de sa race, soit dans l'Empire, soit en Italie; et la fortune tournait décidément contre l'Empereur. A son échec de Parme s'était joint un autre échec non moins grave pour sa cause et douloureux pour lui : son fils, son lieutenant Enzo, avait été battu par les Bolonais à Fossalta et fait prisonnier (26 mai 1249). Il se roidit contre ces revers, et poussa la guerre avec une sorte de désespoir tant en Allemagne qu'en Italie. Son fils Conrad résistait en Allemagne à Guillaume de Hollande. Plusieurs chefs gibelins combattaient les villes guelfes dans le nord de l'Italie, entre autres Eccellino di Romano, dont le caractère féroce répondait à l'humeur de Frédéric, poussé à bout. Il s'apprêtait à prendre part personnellement à la lutte, quand il mourut (fin décembre 1250). Étrange personnage, admirablement doué, appelé par son génie, autant que par sa naissance, à tenir le premier rang dans le siècle de saint Louis, mais dont les qualités éminentes, n'ayant pour guide

ni les mœurs ni la foi, devinrent pour les peuples soumis à sa puissance un véritable fléau, et pour sa maison, comme pour lui-même, un principe de perdition.

La mort de Frédéric semblait mettre fin à cette guerre intérieure de la chrétienté, et rendre libres les forces que réclamait la lutte contre les musulmans. Mais il n'en fut rien. La guerre se prolongeait contre sa maison, et Innocent IV continuait de lui donner le caractère et d'y attacher les effets d'une véritable croisade, attirant ainsi vers l'Italie ceux qui, par zèle religieux, auraient pu aller rejoindre saint Louis. Le roi, voyant tout ce qu'il pourrait faire en Palestine s'il était aidé, avait écrit à sa mère et à ses frères de lui envoyer de l'argent et des hommes. Dans sa lettre au comte de Poitiers, après un exposé rapide de la lutte des deux puissances musulmanes, lutte dont la Palestine avait été pour une partie le théâtre, et qui venait de se terminer, vers la fin de juillet 1251, par la retraite des Égyptiens, il parle des démarches faites auprès de lui de part et d'autre, et de la trêve qu'il pourrait obtenir, soit de l'une, soit de l'autre, peut-être même de toutes les deux, s'il lui arrivait des secours d'Occident (11 août 1251).

La France pouvait-elle rester sourde à cet appel ? La reine Blanche réunit les barons pour en délibérer. Ceux-ci en prirent occasion de s'élever contre la prédication qui, appelant les fidèles à se croiser contre Frédéric II, venait à la traverse des désirs du saint roi. La reine, partageant leurs sentiments, l'interdit, et, compensant les indulgences du saint-siège par des rigueurs, elle menaça de la confiscation de leurs biens ceux qui s'engageraient dans cette funeste guerre. Mais, si les barons avaient murmuré d'une concurrence qui pouvait ôter à saint Louis des auxiliaires, eux-mêmes n'étaient pas plus disposés à reprendre la croix.

Dans cet abandon de la noblesse, ce sont les petits et les simples qui entreprirent de venir au secours du saint roi.

Une nouvelle croisade surgit tout à coup, une croisade qu'après celle de Pierre l'Ermite et de saint Bernard on aurait dû croire impossible, remuant le pays tout entier, entraînant les hommes, les enfants et les femmes. Un tel mouvement ne peut se produire s'il n'a son principe dans un sentiment populaire; mais pour qu'il se produise il faut qu'un homme lui donne la première impulsion et lui ouvre le chemin. Lorsqu'il eut échoué, on n'y voulut voir qu'une illusion du démon, et le chef qui la dirigea parut volontiers aux chroniqueurs comme un suppôt du diable. On disait que c'était un apostat, Hongrois de nation, qui, après avoir apostasié, avait appris à Tolède, auprès des musulmans, la science des sortilèges. Esclave et disciple de Mahomet, il avait promis au soudan de Babylone (Égypte) de lui amener et de mettre entre ses mains une infinité de chrétiens, afin que, la France étant dépourvue d'hommes et veuve de son roi, il lui fût plus facile de réduire la chrétienté en sa puissance. L'imposteur, qui parlait avec la même facilité le français, l'allemand, le latin, s'était donc mis à errer par le monde, prêchant sans l'autorisation du pape ni le patronage d'aucun prélat, et disant qu'il tenait sa mission de la Vierge Marie. Il s'adressait aux bergers et aux gens de la campagne; c'était à eux, disait-il, que le Ciel avait accordé d'arracher la Terre-Sainte et les chrétiens captifs des mains des infidèles, et de réparer, dans l'humilité et la simplicité de leurs cœurs, ce que l'orgueil des chevaliers avait perdu. Il s'en allait tenant la main fermée, comme s'il y portait l'ordre même qu'il avait reçu de la sainte Vierge, et il rassemblait autour de lui tous les pâtres, qui laissaient leurs troupeaux et le suivaient, sans prendre congé de leurs parents ou de leurs maîtres, ni songer même à la nourriture du lendemain. On disait que c'était lui qui, quarante ans plus tôt, avait déjà provoqué en France cette autre croisade, où l'on avait vu les enfants échappant à leurs mères, sans plus se soucier des menaces que des caresses, courir aussi, au mépris de tous les obstacles,

XVIII

ART DU XVIII^e SIÈCLE — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis montant au ciel, » par H. F. B. Gravelot († 1773), d'après la gravure de Le Mire en 1758. (*Joinville*, de Caperonnier, p. XVIII.) = Composition médiocre et peu chrétienne que nous reproduisons pour montrer jusqu'où l'art était descendu dans la représentation des sujets religieux. A ce point de vue, comme à beaucoup d'autres, le XIX^e siècle est une Renaissance.

Dessiné par GARCIA,
gravé par SMEETON-TILLY.



à la délivrance des saints lieux. Si ce n'était le même homme, c'était évidemment la même pensée.

Ce mouvement, à ses origines, ne fut pas aussi mal vu qu'il fut jugé par la suite. On se disait avec l'Apôtre que Dieu fait souvent choix des faibles pour confondre les forts ; et la reine Blanche elle-même put croire qu'il allait par là susciter dans son peuple les vengeurs que saint Louis n'avait pas trouvés parmi ses barons. Ce fut vers la Flandre et la Picardie qu'ils commencèrent à s'assembler, un peu après Pâques 1251. Ils étaient trente mille quand ils vinrent à Amiens, où ils furent reçus avec honneur ; et leur chef, vénéré comme un homme de Dieu dans cette patrie de Pierre l'Ermite, obtint des habitants tout ce qu'il voulut. Leur nombre alla croissant ; bientôt on les comptait par cent mille. Ils avaient des étendards tout comme les seigneurs ; sur l'étendard du chef était figuré un agneau portant bannière : l'agneau en signe d'innocence, et la bannière, marquée d'une croix, en symbole de victoire par la vertu de Jésus-Christ.

Mais cette troupe, formée d'abord d'hommes fervents et simples, n'avait pu se grossir ainsi sans ramasser bien des impuretés sur la route ; des vagabonds s'y joignirent, des fugitifs, des aventuriers, des voleurs même, des gens qui, indifférents au but, ne s'inquiétaient que de ce qu'ils pourraient prendre sur le chemin. Il fallait vivre, et une telle masse savait bien prélever dans le pays ce qu'elle ne recevait point suffisamment de la charité publique. On vit donc en France ce que l'Allemagne et la Hongrie surtout avaient vu au passage des premières grandes croisades populaires, avec un redoublement d'excès provenant d'un mélange bien plus impur. La troupe ne revendiquait pas seulement les droits du soldat et les privilèges du croisé : les chefs, par une étrange infatuation, prétendaient même exercer les pouvoirs du prêtre. Ils mariaient et rompaient les mariages, ils confessaient et absolveaient ; ils prêchaient, et Dieu sait quelle

était leur orthodoxie ! mais si quelqu'un y voulait contredire, ils répondaient les armes à la main. Leur chef ne montait en chaire qu'entouré de gens bien pourvus de ces moyens de réplique. Le clergé alors s'alarma et voulut sévir ; mais le chef de ces bandes était déjà en mesure de se défendre et de prendre l'offensive. Il réprouvait tous les ordres religieux, particulièrement les frères prêcheurs et les frères mineurs, qu'il appelait hypocrites et vagabonds ; les moines de Cîteaux, à son jugement, étaient des accapareurs ; les moines noirs, des gloutons et des superbes ; les chanoines, des mangeurs de chair. Les évêques n'étaient pas plus épargnés, comme ne sachant qu'amasser de l'argent et vivre dans les délices ; quant à la cour romaine, elle était la plus maltraitée de tous : « et le peuple, dit Matthieu Paris, en haine et par mépris du clergé, prêtait l'oreille à ces invectives et y applaudissait avec faveur. »

Ils vinrent à Paris, et leur chef prêcha à Saint-Eustache en habit d'évêque et y donna l'eau bénite : quelques prêtres qui le trouvèrent mauvais furent massacrés ; et il fallut fermer les ponts pour sauver du même sort les écoliers de l'Université, suspects aux pastoureaux par ce caractère de clercs qui, en tout autre temps, faisait leur garantie. Ils sortirent de Paris, où l'on ne tenta pas de les retenir ; mais on ne les avait pas combattus, et ils se faisaient un titre de cette impunité comme d'une approbation obtenue dans la ville qui était la source de toutes les sciences. On les vit dès lors plus audacieux à exercer partout leurs ravages, entrant dans les villages, forçant les villes, sans épargner les laïques plus que les clercs. Ils n'avaient plus besoin d'être unis pour s'imposer ; ils se partageaient donc en troupes qui s'en allaient au hasard, portant en plus de lieux la dévastation et le pillage. Le chef vint à Orléans (11 juin 1251), où il fut reçu par les habitants, malgré les anathèmes de l'évêque. Il ne ménagea pas plus ses hôtes, pillant les maisons, tuant les clercs ; toutefois les clercs de l'université d'Orléans ne se

laissèrent pas attaquer sans résistance : plusieurs des pasteurs périrent dans la lutte, et le chef crut prudent de sortir au plus tôt.

Leurs premiers succès n'avaient pu tenir qu'à la surprise. On savait maintenant à qui on avait affaire. La reine mère vit comme elle s'était trompée en croyant trouver en eux des secours pour la Terre-Sainte : c'étaient des brigands dont il fallait sauver le pays ; et les laïques, attaqués comme les autres, songèrent partout à prêter leur concours aux sentences qui les frappaient. Leur dernière étape fut Bourges, où, malgré les défenses de l'évêque, le petit peuple les reçut encore : à défaut des prêtres, qui s'étaient cachés, ils tombèrent sur les juifs ; puis le chef prétendit réunir la population pour qu'elle entendît son sermon et fût témoin de ses miracles. Mais on ne fut pas plus dupe de ses jongleries que de ses discours ; et les actes de ses compagnons n'avaient probablement pas servi à gagner à leur cause ceux mêmes qui l'avaient reçu. A peine furent-ils sortis de la ville, qu'on se mit en armes à leur poursuite. Le maître de Hongrie fut rejoint et mis à mort entre Morthomiers et Villeneuve-sur-Cher. Un boucher lui fendit la tête d'un coup de hache, et on jeta son corps aux chiens. Tous ceux de ses compagnons que le prévôt de Bourges put saisir furent pendus comme coupables de maléfice. L'alarme était partout donnée ; on les traquait, on les tuait comme des chiens enragés. Quelques-uns arrivèrent jusqu'aux ports du Midi ; mais leur réputation les avait précédés. On en saisit, on en pendit à Marseille, à Aigues-Mortes. Plusieurs de ceux qui étaient entrés dans ce mouvement de bonne foi trouvèrent moyen de s'en tirer et de regagner leur pays. Quelques-uns, en expiation, prirent même vraiment la croix et allèrent, selon la pensée qu'ils en avaient eue, grossir le nombre des derniers compagnons de saint Louis.

II

Conventions avec l'Égypte faites et rompues. — Saint Louis à Jaffa.

— Mort de Blanche de Castille. —

Mission de Rubruquis chez les Tartares.

Cependant la guerre des sultans d'Égypte et d'Alep se continuait de plus en plus vive, et Aïbek, craignant que saint Louis ne finît par se joindre aux Syriens, se résolut à répondre à ses avances en acceptant les conditions que le roi lui avait offertes. La trêve était conclue pour quatre ans entre l'Égypte et les chrétiens. De plus saint Louis devait s'allier aux émirs égyptiens contre Nacer, et, pour prix de ce concours, Aïbek s'engageait à lui délivrer tous les chrétiens captifs (c'est une clause sans laquelle saint Louis ne voulait rien entendre), à lui faire la remise des sommes qui restaient dues pour leur libération, et enfin à rendre aux chrétiens le royaume de Jérusalem, à l'exception de Gaza, de Daron et de deux autres châteaux. A peine de nullité du traité, saint Louis devait se rendre à Jaffa au milieu du mois de mai suivant, et les Égyptiens à Gaza, d'où les émirs viendraient à Jaffa, pour donner aux conventions une consécration nouvelle. Le roi, les seigneurs et eux s'y obligeaient en même temps par serment (commencement de 1252).

Ce traité donnait aux chrétiens vaincus tout ce qu'ils auraient pu attendre de la victoire. Quand la nouvelle en arriva en Occident, elle y causa une grande joie. Jérusalem était délivrée, et l'on voyait déjà son plus redoutable ennemi, le sultan d'Alep, vaincu par la ligue de saint Louis et des Égyptiens. Vain espoir ! Nacer était bien résolu à ne pas laisser les choses en venir là. Pour mieux éviter les conséquences du traité, il voulut faire qu'il n'eût pas même un commencement d'exécution. Il envoya vingt mille hommes entre Césarée et l'Égypte, pour empêcher la rencontre des

Égyptiens et de saint Louis. Saint Louis n'en vint pas moins, comme il s'y était engagé, à Jaffa ; mais les émirs n'osèrent se rendre à Gaza. Ils ne surent que donner au roi une preuve qu'ils voulaient accomplir le traité en lui envoyant par mer les têtes des chrétiens exposées au Caire et les enfants retenus prisonniers ; ils y joignaient un éléphant, que saint Louis envoya depuis, comme une rareté, en France. Ils s'excusaient encore de ne pas venir eux-mêmes, et demandaient qu'il leur fixât un autre jour. Mais ils ne vinrent pas davantage au rendez-vous. Ils avaient renoncé à y venir : car de musulmans à chrétiens il y avait des inimitiés de religion et de race ; de sultan à sultan c'étaient querelles d'ambition que les peuples ne partageaient pas. Ceux-ci pouvaient fort bien se tourner contre le prince qui, en traitant avec les chrétiens, aurait sacrifié à un intérêt particulier un intérêt si capital ; et Aïbek, élevé au pouvoir par une révolution, était plus exposé qu'un autre à ce péril. Sous la médiation du calife de Bagdad, les deux États se rapprochèrent ; et saint Louis, qui, un moment, avait pu espérer les vaincre l'un par l'autre, se trouva plus que jamais exposé aux efforts de tous les deux réunis (fin d'avril 1253).

Jérusalem échappait encore aux chrétiens. Plus d'espoir de l'affranchir, plus d'autre moyen d'y entrer qu'en pèlerin et sous le bon plaisir des infidèles. Nacer, dit-on, n'aurait pas été éloigné d'accorder cette satisfaction au pieux roi, et saint Louis ne se fût pas cru déshonoré en venant dans cet humble appareil aux lieux où le Sauveur avait souffert ; mais on l'en détourna. On lui dit qu'aller ainsi à Jérusalem, c'était reconnaître le droit des infidèles ; c'était l'y affermir : car si lui, qui était le plus grand roi des chrétiens, faisait son pèlerinage dans la ville sainte, sans la délivrer des ennemis de Dieu, combien plus par la suite les autres princes se tiendraient-ils dégagés de leur vœu, en visitant la ville sans s'inquiéter de l'affranchir ! Et on lui citait l'exemple de Richard Cœur-de-Lion, ce héros légendaire de la croisade,

l'épouvantail des musulmans. Quand, la retraite du duc de Bourgogne lui ôtant l'espoir de reconquérir les lieux saints, il en était réduit à se retirer lui-même, un de ses chevaliers lui dit : « Sire, Sire, venez jusqu'ici, et je vous montrerai Jérusalem. » Mais Richard, se voilant la face et pleurant : « Beau sire Dieu, dit-il, ne souffre pas que je voie ta sainte cité, puisque je ne la puis délivrer des mains de tes ennemis. » (Ch. cviii.)

Saint Louis ne la vit pas non plus ; mais sa mission ne lui semblait point finie en Palestine ; et, s'il ne pouvait plus rendre Jérusalem aux chrétiens, il voulait au moins les mettre en mesure de garder ce qu'ils possédaient encore. Il s'occupa de fortifier Jaffa comme il avait fait Césarée. La place n'était qu'un château dans une presqu'île ; il mit en défense le bourg groupé au pied du château, en lui construisant une enceinte munie de trois grandes portes, et flanquée de vingt-quatre tours. Le légat y avait fait bâtir pour sa part une des portes et le pan de mur attenant ; et il disait que ce travail lui avait coûté 30 000 livres (607 914 fr. 60 c.) : qu'on juge par là des dépenses que le roi avait supportées.

Un grave événement vint surprendre saint Louis au milieu de ces soins : Blanche, sa mère, était morte.

Tant que Blanche avait vécu, le saint roi avait pu, en toute sécurité, s'en rapporter à elle du gouvernement du royaume. Sa fermeté était connue. Elle avait suffi seule, pendant la minorité du prince, à tirer le pays des difficultés les plus graves ; elle avait tenu tête en même temps aux barons révoltés et aux entreprises de l'Angleterre ; et, depuis qu'elle avait remis à saint Louis la direction des affaires, elle n'avait jamais cessé d'avoir place et influence dans ses conseils. Il lui avait donc été facile de maintenir intacte l'autorité si bien affermie par le gouvernement du roi, et de continuer dans le royaume les bons effets de son gouvernement. Elle avait même, dans cette nouvelle régence, eu l'occasion de déployer

son énergie par un acte où l'on pouvait voir qu'autant elle respectait l'Église, autant elle était résolue à sévir contre ceux de ses membres qui la déshonoraient par leur violence ou leur cupidité.

Le chapitre de Notre-Dame de Paris avait fait prendre les hommes de Châtenay et de quelques villages placés sous sa juridiction, et les avait fait jeter dans ses prisons, sans même leur y donner de quoi vivre. On en fit des plaintes à la reine, qui intercédâ pour eux d'abord auprès du chapitre, demandant qu'on les mît en liberté sous caution : mais le chapitre répondit qu'ils étaient ses hommes ; qu'il avait droit de les traiter comme il voulait ; et, par une sorte de défi à l'intercession de la reine, il fit prendre encore les enfants et les femmes et les entasser dans cette geôle, en telle sorte que plusieurs, dit-on, y périrent, soit par la presse, soit par la faim.

La reine alors ordonna à la noblesse et aux bourgeois de Paris de prendre les armes : elle les mena devant la prison du chapitre, et leur commanda d'en briser les portes ; et, pour qu'on n'eût pas peur d'encourir les censures de l'Église, elle les frappa la première d'un bâton qu'elle tenait à la main. La prison fut forcée, et les malheureux se jetèrent, hommes, femmes et enfants, aux pieds de la reine, invoquant sa protection.

La reine n'y manqua point. Elle fit saisir les revenus du chapitre jusqu'à ce qu'il lui eût donné satisfaction ; et, pour prévenir toutes représailles, elle le contraignit à affranchir les paysans pour la redevance qu'ils lui payaient annuellement.

La santé de la reine était déjà fort affaiblie. Elle n'avait vu qu'avec une peine extrême le départ du roi ; et son affliction avait été sans mesure, quand elle apprit en même temps la mort du comte d'Artois et la captivité de saint Louis et de ses autres fils. Elle avait vu revenir les comtes de Poitiers et d'Anjou ; mais saint Louis était resté en Palestine,

et l'on disait qu'il y voulait achever sa vie. Cela ne lui semblait pas impossible, et, le bruit fût-il faux, elle savait le roi au milieu des musulmans, avec si peu de forces, toujours exposé à de nouveaux dangers. Elle ne fit plus dès lors que dépérir. Atteinte plus gravement à Melun, elle se fit transporter à Paris, où elle s'éteignit pieusement vers la fin de novembre 1252.

Cinq ou six jours avant sa mort, elle avait voulu prendre l'habit de Cîteaux ; elle fit profession et reçut le voile comme religieuse de l'abbaye de Maubuisson, qu'elle avait fondée. Elle donna elle-même aux prêtres qui l'assistaient le signal des prières de l'agonie, et, couchée sur la paille, elle rendit l'âme, ayant près d'elle l'abbesse qu'elle avait prise pour mère, et les religieuses dont elle avait voulu être la sœur.

Saint Louis était encore à Jaffa quand la nouvelle en arriva en Palestine. Le légat, l'ayant reçue le premier, prit avec lui l'archevêque de Tyr et Geoffroi de Beaulieu, confesseur du roi, et, venant trouver le prince, il lui dit qu'il lui voulait parler en secret. Le roi, voyant à son air grave qu'il avait quelque chose de triste à lui dire, les mena tous trois de sa chambre dans sa chapelle, qui tenait à sa chambre, en ferma les portes et s'assit près de l'autel, et eux avec lui. Alors le légat lui rappela tous les bienfaits dont Dieu l'avait comblé dès son enfance, et surtout quand il lui avait donné une mère si vigilante à l'élever dans la foi, si sage, si dévouée dans l'administration de son royaume ; et, après une pause, il lui dit en sanglotant qu'elle n'était plus. Le roi poussa un cri de douleur et n'essaya pas de contenir ses larmes. Il se prosterna les mains jointes devant l'autel, et dit : « Sire Dieu, je vous rends grâces et merci de ce que par votre bonté m'avez prêté si longuement ma chère mère, et par mort corporelle l'avez prise et reçue par votre bon plaisir à votre part. Il est bien vrai, beau très-doux père Jésus-Christ, que j'aimois ma mère par-dessus toute créa-

ture, car elle l'avoit bien mérité; mais, puisqu'il vous vient à plaisir qu'elle est trépassée, béni soit votre nom. »

Il demeura deux jours enfermé sans que personne pût lui parler. Le premier qu'il reçut fut Joinville; il l'envoya chercher, et quand il le vit : « Ah ! sénéchal, s'écria-t-il, j'ai perdu ma mère. — Sire, je ne m'en étonne pas, lui dit Joinville, car elle devoit mourir; mais je m'étonne que vous, qui êtes un homme sage, ayez montré un si grand deuil; car vous savez que le sage dit que quelque chagrin que l'homme ait au cœur, rien ne lui en doit paraître au visage; car celui qui le fait en rend ses ennemis joyeux et en chagrine ses amis. » Quel fut l'effet de ce sermon philosophique? L'auteur ne le dit pas; mais le lecteur sera moins sensible à la remontrance de Joinville qu'à la douleur de saint Louis.

La reine Marguerite ne témoigna pas moins d'affliction que le saint roi. Joinville, qui avait été prié de la venir consoler, ne put pas s'empêcher de lui en témoigner son étonnement. « Il avoit bien raison, » lui dit-il sur ce ton familier qu'il avait pris dans l'intimité de saint Louis, « il avoit bien raison, celui qui dit que l'on ne doit femme croire; car c'étoit la femme que vous haïssiez le plus, et vous en menez tel deuil! » Marguerite lui avoua qu'elle pleurait, non pas tant pour la reine que pour la peine qu'en avait le roi, et pour sa fille, qui, privée de la reine Blanche, demeurait en la garde des hommes. (Ch. cxix.)

La France entière devoit s'associer au deuil de saint Louis, et les contemporains, en parlant de la mort de Blanche, lui ont payé leur tribut d'éloges : « Femme magnanime, portant un cœur d'homme; — la dame des dames, gardienne et tutrice de la France, etc. » Tous rendent témoignage à l'habileté et à la fermeté de sa conduite dans le gouvernement, à la pureté de sa vie, à sa dévotion, à sa justice, à sa charité. Ils rappellent à l'envi comme elle craignoit Dieu et aimait l'Église, comme elle le prouvait par sa sollicitude à l'égard des religieux, par ses aumônes, par ses pieuses

fondations. Et Grégoire IX a fait lui-même l'éloge de sa piété et de sa foi ; Innocent IV vante son zèle à soutenir l'Église dans ses nécessités : témoignages qui honorent les pontifes autant que la reine Blanche, quand on se rappelle la fermeté de la reine en quelques circonstances où son respect pour le caractère sacerdotal et l'habit religieux ne l'a pas empêchée de résister à des violences et de réprimer des abus. Si elle mit quelquefois plus de roideur et d'âpreté qu'on ne le voudrait pour elle-même dans ses conflits avec le clergé, ces attestations générales prouvent qu'en somme les souverains pontifes appréciaient la sincérité de son dévouement et la droiture de ses intentions.

Saint Louis se voyait privé de l'appui qui avait protégé sa jeunesse et soutenu son âge mûr ; de la main qu'il avait toujours sentie près de la sienne au gouvernail de l'État, et à qui il n'avait pas craint de le confier encore pendant sa croisade et jusque après les revers de son expédition. Les conseils de Blanche lui allaient faire défaut, et cette tendresse qui rend toujours si douce la direction d'une mère. Avec elle il perdait plus que tout au monde, et il devait se sentir plus que jamais dégoûté d'un pouvoir qu'elle ne partageait plus. Mais il comprenait aussi que son devoir lui commandait d'en prendre la charge tout entière, et cela devait décider la question de son retour.

Cependant la situation de la France n'exigeait pas qu'il y revînt immédiatement. Ses frères, les comtes de Poitiers et d'Anjou, entourés de sages conseillers, avaient pris en main la conduite des affaires, et la défense de la Palestine réclamait de lui quelques jours encore. Saint Louis put donc agir sans précipitation. Il envoya à ses deux frères des pouvoirs pour proroger la trêve avec les Anglais, et lui-même tournait les yeux vers l'Orient. On a vu les rapports qu'il avait entretenus, dès son arrivée dans l'île de Chypre, avec des officiers de l'empire des Tartares. Le bruit qu'un prince tartare, Sartach, fils de Batou, petit-fils de Genghis-Khan,

XIX

ART DU XIX^e SIÈCLE — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis. » Vitrail de la « Chapelle royale » de Dreux, d'après un carton
de M. Ingres († 1867).

Dessiné par BOCOURT,
gravé par HOTELIN.



s'était fait chrétien ayant pénétré en Palestine, saint Louis, au moins autant dans la pensée de répandre la foi parmi ses tribus que de s'en faire un auxiliaire contre les musulmans, lui écrivit des lettres de paix et d'amitié ; et nous devons au moins à cette tentative le voyage de Rubruquis, ou Ruysbroek, cordelier de Terre-Sainte, Français d'origine, qui, envoyé de Sartach à Batou, de Batou à Mangou, eut l'occasion de traverser tous les pays occupés par les Tartares, du Volga à Caracarrum, et de nous donner sur ces peuples les notions les plus précises dont la géographie et l'histoire se soient enrichies pour ce temps-là.

III

Saint Louis à Sour et à Sidon.

De Jaffa, saint Louis se dirigea vers Sidon, appelée alors Sayette, pour achever les travaux de défense qu'il y avait fait commencer (29 juin 1253). Il campa devant Arsur, et aurait volontiers, en passant, délogé les Sarrasins de Naplouse, l'ancienne Samarie : mais les templiers et les hospitaliers furent d'avis qu'il n'y allât point en personne, et il y renonça. Il était sur la plage d'Acre, lorsque arriva une troupe de pèlerins de la Grande-Arménie qui allaient en pèlerinage à Jérusalem, en payant un tribut aux Sarrasins. La renommée de saint Louis était répandue dans tout l'Orient. Ils firent prier Joinville de leur montrer « le saint roi ». Joinville le vint trouver comme il était en un pavillon, assis contre le mât du pavillon, sans tapis, sur le sable. « Sire, lui dit-il, il y a là dehors une grande troupe de la Grande-Arménie qui va en Jérusalem, et ils me prient que je leur fasse voir le saint roi ; mais je ne désire pas encore baiser vos os (vos reliques). » Le roi en rit aux éclats, et dit à Joinville de les aller chercher ; les pèlerins virent donc le

roi, et ils se quittèrent, se recommandant mutuellement à Dieu. (Ch. cx.)

Le lendemain le roi alla camper devant Sour, l'ancienne Tyr; et ce fut là qu'il apprit le sort fatal des hommes chargés par lui de commencer les travaux de Sidon. Selon Joinville, les troupes syriennes ramenées des frontières de l'Égypte, à la suite de la paix conclue entre Aïbek et Nacer, avaient tenté quelques escarmouches contre l'armée du roi, campée alors devant Jaffa (6 mai 1253); puis elles avaient passé devant Acre, sans s'y arrêter davantage, frappées de la bonne tenue de ses défenseurs, et elles s'étaient portées sur Sidon. Comme les murs n'en étaient pas encore relevés, les arbalétriers que le roi avait envoyés pour protéger ses travailleurs durent se retirer dans le château, qui était très-fort par sa position, mais très-étroit. Le capitaine n'y put donc recevoir que fort peu de monde avec ses troupes; et les Sarasins, se jetant sur la ville, y tuèrent plus de deux mille de nos gens, pillèrent les maisons, et en emportèrent le butin à Damas. D'autres rapportent la prise et le sac de Sidon aux Turcomans établis à Bélinas, l'ancienne Césarée de Philippe: bandes de pillards qui portaient la désolation partout aux environs; et il est possible qu'au moins ils y aient pris part. Ce massacre venait de s'accomplir, quand saint Louis arriva à Sour. Le roi voulait marcher tout d'abord contre Bélinas. On fut d'avis qu'il envoyât son corps de bataille sans y aller lui-même, et Joinville a raconté cette courte campagne, dont il fut, non sans y courir quelque danger. Saint Louis s'était rendu directement à Sidon. Les restes de ceux qui avaient été massacrés gisaient encore sans sépulture et répandaient l'infection alentour. Le roi songea tout d'abord à leur rendre les derniers devoirs. Il fit bénir un cimetière; on y creusa de grands fossés, et, pour que personne ne reculât devant le dégoût et le péril de l'entreprise, lui-même recueillait les cadavres et les déposait dans les tapis que l'on cousait pour les charger sur les chameaux, ou les chevaux, et les porter

dans les fosses. Plusieurs de sa maison le suivaient, sans avoir le cœur d'en faire autant, se bouchant le nez, tandis que le roi continuait simplement son office, sans paraître sensible aux émanations infectes de ce lieu. La putréfaction était telle que, lorsque l'on prenait le mort par le bras ou la jambe, le membre restait dans la main. Le roi ramassait jusqu'aux entrailles répandues sur le sol. Ce travail dura quatre à cinq jours. Chaque matin, après la messe, le pieux roi se remettait à l'ouvrage, disant aux autres : « Retournons ensevelir nos martyrs ; » et quand plusieurs ne paraissaient pas s'y porter volontiers, il ajoutait : « Ils ont souffert la mort, nous pouvons bien souffrir ; » et encore : « N'ayez pas abomination de ces corps, car ils sont martyrs et en paradis. » Auprès des fosses se tenaient pour l'inhumation l'archevêque de Tyr, l'évêque de Damiette et un autre évêque, récitant l'office des Morts, et le roi avec eux ; ces trois prélats se préservaient autant qu'ils le pouvaient de ces odeurs pestilentielles, mais non le roi. L'archevêque de Tyr mourut trois jours après, et les deux autres évêques furent grièvement malades. On dit, et on le peut croire, que ce fut des suites de cette infection.

Ce devoir était rempli, quand Joinville et ceux que le roi avait envoyés contre Bélinas vinrent le rejoindre. Le roi leur avait assigné lui-même leur place ; il avait marqué le logis de Joinville auprès de celui du jeune comte d'Eu, ayant su qu'il aimait sa compagnie ; et Joinville, après quelques traits consacrés à la scène ci-dessus reproduite, trouve encore le loisir de raconter les espiègleries que le jeune prince lui faisait. (Ch. cxiii.) Le travail entrepris à Sidon dura longtemps. Le roi voulait donner à la ville une forte enceinte munie de tours. Il faisait quelquefois des excursions aux environs, et Joinville nous en rapporte un trait qui peint bien saint Louis. Un jour que le roi avait pris avec lui le sénéchal pour aller aux champs, il lui montra une chapelle élevée au lieu où l'on disait que Jésus-Christ avait guéri la

filles de cette Chananéenne ou Syrophénicienne dont il est parlé en saint Matthieu et en saint Marc ; il y entra pour entendre une messe qui y était commencée. Quand on en vint à donner la paix, Joinville fut effrayé de l'aspect de celui qui l'apportait : il était grand, noir, maigre et hérissé. Le bon sénéchal se dit que c'était peut-être un assassin qui, en s'approchant du roi pour lui faire baiser la plaque sacrée, pourrait bien lui donner la mort. Il s'en vint la lui prendre, et la porta lui-même au roi. Le roi fut sensible à cette sorte d'affront faite au clerc. Quand ils furent remontés à cheval, ils trouvèrent le légat dans les champs, et le roi lui dit : « Je me plains à vous du sénéchal, qui m'apporta la paix, et ne voulut pas que le pauvre clerc me l'apportât. » Joinville expliqua pourquoi il l'avait fait, et le légat dit qu'il avait eu raison. « Vraiment non, » dit le roi ; et il soutint longtemps son dire, ne voulant pas que pour la sûreté même de sa personne on affligeât un de ces pauvres gens ¹.

Ce fut à Sidon aussi que la reine le vint rejoindre, relevant de ses couches. Après le fils qu'elle avait mis au monde à Damiette en de si tristes circonstances (Jean Tristan), Marguerite, pendant ce long séjour de saint Louis en Palestine, lui avait donné un autre fils, Pierre ; et elle venait d'enfanter à Jaffa une fille, que saint Louis nomma Blanche, en souvenir de sa mère. Joinville, ayant appris son arrivée,

¹ Ch. cxv. Ici se place une ambassade que le roi reçut de Trébizonde et dont Joinville parle en ces termes : « Tandis que le roi fermoit (fortifiait) Sayette, vinrent à lui les messagers d'un grand seigneur du fond de la Grèce, lequel se faisoit appeler le grand Comnène et sire de Trébizonde. Ils apportèrent au roi divers joyaux en présent ; entre autres ils lui apportèrent des arcs de cormier, dont les coches entroient au moyen de vis dans les arcs, et quand on les en tiroit, on trouvoit qu'elles étoient dehors très-bien tranchantes et très-bien faites. Ils demandèrent au roi qu'il envoyât une princesse de son palais à leur seigneur, qui la prendroit pour femme. Et le roi répondit qu'il n'en avoit amené aucune d'outre-mer, et il leur conseilla d'aller à Constantinople vers l'empereur, qui étoit cousin du roi, et de lui demander qu'il leur baillât pour leur seigneur une femme qui fût du lignage du roi et du sien. Et le roi fit cela pour que l'empereur eût alliance avec ce grand et riche seigneur contre Vatace, qui étoit alors empereur des Grecs. » (Ch. cxvi.)

quitta le roi pour aller à sa rencontre et l'amener au château. Quand il revint à la chapelle, le roi lui demanda si la reine et les enfants se portaient bien. Joinville lui dit que oui. « Je savois bien, reprit le roi, quand vous vous levâtes devant moi, que vous alliez au-devant de la reine; et pour cela j'ai fait attendre après vous pour le sermon. » Joinville semble insinuer que le roi aurait fait mieux encore de retarder le sermon pour voir les enfants et la reine; mais assurément rien ne justifie le reproche de froideur qu'il veut fonder sur le silence où le roi demeurait avec lui touchant sa propre famille. (Ch. cxvi.) L'anecdote même qu'il a citée sur saint Louis et sur Marguerite protesterait contre cette imputation.



Fig. 37. — Sculpture d'ornement. — Chapiteau de la Sainte-Chapelle.



Fig. 38. — Sculpture religieuse. — Tympan de la Porte-Rouge à Notre-Dame de Paris.
(Saint Louis et sa femme Marguerite à genoux devant Notre-Seigneur et la sainte Vierge.

CHAPITRE XIII

RETOUR DE SAINT LOUIS

I

Dernier temps du séjour du roi en Palestine. — Départ.



SAINT Louis ne pouvait pourtant pas ajourner indéfiniment son retour. La France était en paix, et l'on ne pouvait pas croire qu'aucun prince osât profiter de l'absence du roi pour l'attaquer lorsqu'il était absent pour une telle cause ; mais il y avait aux frontières des guerres qui pouvaient avoir leur contre-coup dans le royaume. Au midi, il y avait en Gascogne des troubles où les Anglais et les Castillans étaient mêlés ; le roi d'Angleterre y était venu, et

il avait contracté une alliance qui pouvait un jour tourner contre la France, en faisant épouser à Édouard, son fils aîné, Éléonore, sœur d'Alphonse X, roi de Castille. D'autre part, à la frontière du nord, une guerre acharnée, une guerre parricide avait éclaté entre les d'Avesnes et Marguerite de Flandre, leur mère, qui voulait assurer tout son héritage aux enfants de son second mariage, les Dampierre; et le plus jeune frère du roi, Charles d'Anjou, venait d'intervenir, en faveur de la comtesse, dans cette lutte qui ouvrait de nouvelles perspectives à son ambition. On écrivait donc de France au roi pour hâter son départ, et un mot qu'il dit à Joinville lui fut un premier indice de ses dispositions en ce sens.

Joinville voulait profiter de son séjour en ces contrées pour aller en pèlerinage à Notre-Dame de Tortose, lieu très-vénéré, comme le premier où un autel ait été élevé en l'honneur de la mère de Dieu. Le roi le lui permit, et lui dit en plein conseil de lui acheter cent pièces de camelin (étoffe de laine) de diverses couleurs, pour donner aux cordeliers quand on retournerait en France. « Alors, dit Joinville, mon cœur se calma, car je pensais bien qu'il ne demeurerait guère. » Quand le sénéchal revint, passant par Tripoli, ses chevaliers lui demandèrent ce qu'il voulait faire de ces camelins; mais il se plaisait à les intriguer : « Peut-être, disait-il, les ai-je dérobés pour gagner. » Le jeune comte de Tripoli (Boémond VI, comte de Tripoli, prince d'Antioche) lui fit grande fête et voulait lui offrir de grands présents; mais il n'accepta de lui que des reliques dont il fit part à saint Louis.

Cela peut-être donna lieu à l'aventure qu'il s'est plu à raconter. Il avait destiné à la reine quatre pièces de camelin. Un de ses chevaliers les lui porta enveloppées dans une toile blanche. « Quand la reine, ajoute-t-il, le vit entrer dans sa chambre, elle s'agenouilla devant lui, et, à son tour, le chevalier s'agenouilla devant elle. « Levez-vous, lui dit la reine,

sire chevalier ; vous ne vous devez pas agenouiller, vous qui portez les reliques. — Madame, dit le chevalier, ce ne sont pas reliques, mais camelins, que monseigneur vous envoie. » A ces paroles, la reine et ses demoiselles se prirent à rire, et la reine dit au chevalier : « Dites à votre seigneur que mal jour lui soit donné, quand il m'a fait agenouiller devant ses camelins. » (Ch. cxviii.)

La reconstruction des murs de Sidon touchant à sa fin, le roi pouvait songer au départ. Mais il ne voulait rien résoudre sans invoquer les lumières d'en haut. Il fit faire plusieurs processions et demanda au légat des prières, afin que Dieu lui donnât d'agir selon sa volonté. La résolution fut comme on la pouvait attendre. Après les processions, un jour que Joinville était assis avec les seigneurs du pays, saint Louis le fit appeler, et le légat lui dit : « Sénéchal, le roi se loue beaucoup de votre service, et pour mettre, me dit-il, votre cœur à l'aise, il me charge de vous dire qu'il a arrangé ses affaires pour aller en France à cette Pâque prochaine qui vient. — Dieu, dit Joinville, lui en laisse faire sa volonté ! » (Ch. cxx.)

Le légat qui lui transmettait cette bonne nouvelle avait souhaité jadis qu'on partît bien plus tôt. Si on l'eût cru, le roi n'aurait fait que prendre terre à Saint-Jean-d'Acre, au retour de l'Égypte, et serait revenu en France avec ses frères et les premiers seigneurs. On se rappelle ses vives interpellations à Joinville, qui était d'avis contraire, et son désappointement après la décision du roi. Et maintenant qu'après un séjour de trois ans et plus on allait partir, il ne devait pas être de ce voyage tant désiré. Quand il eut fait cette annonce à Joinville, il le pria de le suivre en son hôtel ; il s'y enferma dans sa chambre avec lui, et, lui prenant les mains entre ses mains : « Sénéchal, dit-il, je suis très-joyeux, et je rends grâces à Dieu de ce que le roi et les autres pèlerins échappent du grand péril là où vous avez été en cette terre ; et je suis en grand chagrin de cœur de ce qu'il me faudra

laisser votre sainte compagnie, et aller à la cour de Rome, au milieu de ces déloyales gens qui y sont. Mais je vous dirai ce que je pense à faire : je pense encore à tant faire que je demeure un an après vous ; et je désire dépenser tous mes deniers à fermer (fortifier) le faubourg d'Acre, de sorte que je leur montrerai tout clair que je n'emporte point d'argent ; alors ils ne me courront pas à la main (ils ne courront pas après des mains vides). » (Ch. cxx.)

Il ne se faisait point d'ailleurs illusion sur l'avenir du pays auquel il voulait se consacrer encore. Un jour que Joinville lui parlait des désordres qu'un sien prêtre lui avait dénoncés : « Nul ne sait autant que moi, dit-il, les péchés que l'on fait ici ; c'est pourquoi il faut que Dieu les venge de telle manière que la cité d'Acre soit lavée dans le sang de ses habitants, et qu'il y vienne après d'autres gens qui y habiteront. » — « La prophétie du prudhomme est avérée en partie, dit Joinville, qui écrit après avoir vu périr les derniers établissements des chrétiens ; car la cité est bien lavée dans le sang de ses habitants ; mais ceux-là n'y sont pas encore venus qui y doivent habiter ; et que Dieu les y envoie bons selon sa volonté ! » — On a cessé de les attendre.

Saint Louis eût regretté de partir sans l'aveu des barons d'outre-mer. Ils se réunirent avec le patriarche, et lui dirent : « Sire, vous avez fortifié la cité de Sidon, celle de Césarée et le bourg de Jaffa, ce qui est d'un grand profit pour la Terre-Sainte ; et vous avez renforcé beaucoup la cité d'Acre par les murs et les tours que vous y avez faits. Nous ne pensons pas que votre séjour puisse servir davantage au royaume de Jérusalem. C'est pourquoi nous vous conseillons d'aller en Acre au carême qui vient, et de préparer votre passage pour retourner en France après Pâques. » Cet avis ôtait au roi ses derniers scrupules. Il avait déjà fait partir sa femme et ses enfants pour Tyr, sous l'escorte de Joinville. Il les y vint rejoindre, et partit avec eux pour Acre, à l'entrée du carême. (Ch. cxxi.)

Tout le carême fut employé à réunir et à équiper les vaisseaux qui, au nombre de douze ou quatorze, devaient l'emmener lui et les siens. Il ne se proposait de laisser derrière lui que cent chevaliers pour garder la ville d'Acre, sous les ordres de Geoffroi de Sargines, brave seigneur, éprouvé dans les circonstances les plus périlleuses de l'expédition, et qui, comme lieutenant du roi, et bientôt comme sénéchal de Jérusalem, soutint glorieusement jusqu'à la fin en Orient le nom de la France. Saint Louis s'embarqua le 24 avril 1254, avec sa femme, qui était grosse, et les trois enfants nés pendant la croisade; le légat, les barons et tout le peuple l'accompagnèrent jusqu'au rivage, le comblant de bénédictions¹.

II

Périls et incidents du voyage.

On mit à la voile le lendemain, 25 avril, jour de la Saint-Marc. Le roi fit remarquer à Joinville que c'est à pareil jour qu'il était né. « Et aujourd'hui vous êtes rené, dit Joinville; car c'est bien naître une deuxième fois que d'échapper aux périls de cette terre. » (Ch. cxxi.)

La vie du roi, dans la traversée, fut ce qu'elle était dans toutes les positions où le plaçait la Providence. La prière, les bonnes œuvres, l'édification du prochain remplissaient ses journées. Il avait obtenu du légat la permission d'avoir le saint Sacrement sur son navire. Il lui avait fait ériger, au lieu le plus honorable, un tabernacle; devant s'élevait un autel où l'on faisait tous les jours les offices : les reliques

¹ Après le départ de saint Louis, la révolution commencée en Égypte à l'époque de sa captivité se compléta. Aïbek fit périr son ancien compagnon, le *djamar* Actaï, et, ne rencontrant plus d'obstacle, il prit le titre de sultan et relégua Achref-Moussa en Syrie (1254-1255). C'est la fin de la dynastie des Ayoubites en Égypte. (Aboulféda : *Historiens arabes des Croisades*, t. I, p. 133.)

qu'il rapportait y étaient déposées. Après la messe il allait visiter les malades ; car il y avait sur son vaisseau tout un peuple : Joinville y compte huit cents personnes de toute condition. Il les faisait soigner, et ne veillait pas moins au bien-être de leur âme. Trois fois la semaine il y avait sermon ; quand une mer calme donnait aux mariniers plus de loisir, il faisait prêcher pour eux ; il les exhortait lui-même, et toute sa manière d'être était la prédication la plus éloquente : plusieurs apprirent à son exemple à être chrétiens de fait comme de nom.

Avant de quitter pour toujours les côtes de la Palestine, il avait fait une dernière visite au Carmel. Le lendemain de son départ, dimanche 26 avril, il s'y était fait descendre, et il y entendit la messe. Les carmes, établis sur la montagne, le vinrent visiter ; il en emmena quelques-uns avec lui, et depuis établit leur ordre à Paris, au lieu où furent les célestins. On se remit en mer, et le samedi suivant on était en vue de l'île de Chypre ; mais une brume s'étant élevée, on se crut plus loin de la terre qu'on ne l'était en réalité, et les matelots déployèrent toute voile pour y arriver avant la nuit. Ils ne savaient où ils couraient ; le vaisseau, ainsi lancé, heurta contre un banc de sable, et la secousse fut telle, que tout le monde se croyait perdu : on s'attendait à voir d'un moment à l'autre les flancs du navire s'entr'ouvrir, et l'on n'entendait partout que des cris de désespoir. Le roi, dans cette alarme universelle, alla se prosterner devant le saint Sacrement, implorant de Dieu miséricorde pour tout le monde. Joinville s'était levé en toute hâte. Un de ses chevaliers, plein de sollicitude, lui apporta un surcot fourré qu'il lui jeta sur les épaules : « Et qu'ai-je à faire de votre surcot, s'écria-t-il, quand nous nous noyons ? » Les matelots eux-mêmes désespéraient. Frère Remond, templier, qui était le capitaine, avait fait jeter la sonde ; et, en voyant ce qu'elle donna, il s'écriait : « Hélas ! nous sommes à terre ! »

XX

ART DU XIX^e SIÈCLE — ÉCOLE FRANÇAISE

« Bataille de Taillebourg en 1242 », par Eugène Delacroix († 1863); musée de Versailles. « Le Roi se mit dans le peril avec les autres; car, pour un homme que le roi avait, les Anglais en avaient bien vingt. Toutefois il advint, ainsi que Dieu le voulut, que, quand les Anglais virent le Roi passer, ils se deconfirent. » (Joinville, traduction de Natalis de Wailly, Didot, 1874, p. 59.)

Dessiné par DUVIVIER,
gravé par HUREL.



On voulait au moins sauver le roi, et les mariniers s'écrièrent : « Ça la galère ! » Il y en avait quatre au voisinage, mais pas une n'approcha. « En quoi, dit Joinville, elles firent sagement ; car il y avait bien huit cents personnes dans le vaisseau, qui toutes eussent sauté dans les galères pour sauver leur vie, et ainsi les eussent coulées à fond. »

Cependant la sonde, jetée une seconde fois, fit reconnaître que le vaisseau ne touchait plus. Frère Remond le vint dire au roi, qui était toujours en prière devant le saint Sacrement. On avait échappé au péril immédiat, et, le jour venu, on put reconnaître de quel danger plus grand on avait été préservé par cet accident même. Au delà du banc, il y avait des roches à fleur d'eau, où le navire se fût brisé sans remède s'il n'eût trouvé ce banc qui l'arrêta. Restait à savoir quels avaient été les effets de ce choc, et ce qu'on en devait craindre. Sur l'ordre des maîtres nautoniers, quatre plongeurs allèrent au fond des eaux examiner les basses œuvres du navire, et leur rapport constata qu'il avait perdu trois toises de la quille sur laquelle il était construit.

Le roi alors réunit les maîtres nautoniers, et leur demanda ce qu'ils conseillaient de faire. Après s'être consultés, ils lui dirent qu'ils lui conseillaient de monter sur un autre vaisseau ; les ais du sien étaient comme disloqués par le choc, et il y avait à craindre que, revenant dans la haute mer, il ne pût soutenir le coup des vagues. Ils citaient l'exemple d'un bateau qui, ayant touché ainsi et poursuivi son voyage, se rompit en pleine mer avec perte de tout l'équipage, à l'exception d'une femme et d'un enfant. Le roi demanda à ses principaux officiers et à Joinville quel était leur avis, et ils lui répondirent qu'on devait croire ceux qui en savaient le plus. « Nous vous conseillons donc, ajoutèrent-ils, de faire ce que les nautoniers vous conseillent. » Le roi dit alors aux nautoniers : « Je vous demande, sur votre honneur, si le vaisseau était à vous et qu'il fût chargé de vos marchandises, en descendriez-vous ? » Ils répondirent tout d'une

voix que non, aimant mieux mettre leur corps en danger de se noyer que d'avoir à acheter un vaisseau de quatre mille livres et plus. « Et pourquoi donc me conseillez-vous de descendre? — Parce que le jeu n'est pas égal; car ni or ni argent ne peut valoir le prix de votre personne, de votre femme et de vos enfants qui sont ici : c'est pourquoi nous vous conseillons de ne pas vous mettre en aventure. » Le roi reprit : « Seigneurs, j'ai ouï votre avis et celui de ma gent; je vais maintenant vous dire le mien. Si je descends du vaisseau, il y a ici cinq cents personnes et plus qui demeureront dans l'île de Chypre par peur du péril de leur corps; car il n'y a personne qui n'aime sa vie comme je fais la mienne, et par aventure jamais ils ne rentreront dans leur pays. Donc j'aime mieux mettre en la main de Dieu ma personne, ma femme et mes enfants que de causer tel dommage à un si grand peuple qu'il y a céans. » (Ch. II, cxxii et cxxiii.)

Grande parole et grand acte en même temps! Ce n'était point par simple fiction qu'il se réputait le père de son peuple.

On sortit avec précaution de ces écueils; on gagna aux avirons et à la voile l'île de Chypre; on y resta le temps de reprendre de l'eau fraîche et de faire les réparations les plus urgentes; puis on continua le voyage. Un seigneur, Olivier de Termes, brave à la guerre autant que personne, mais qui n'osa affronter le péril où se mettait le roi, confirma les appréhensions de saint Louis par son exemple. Tout riche qu'il était, il fut dix-huit mois sans pouvoir regagner la France. Que serait-il donc arrivé de tant de malheureux laissés sur ce lointain rivage, sans avoir même le moyen d'acheter de quoi se nourrir?

Le voyage ne se fit pas sans nouvel incident. De ce premier péril, d'où l'on avait échappé par la grâce de Dieu, on tomba dans un autre. Le vent, qui les avait portés en Chypre, les poussait à la côte, et avec tant de violence qu'il fallut

jeter cinq ancres et abattre la cloison de la chambre du roi qui donnait prise à la bourrasque. Nul n'y pouvait tenir. Le roi recourut à ce qui était sa force dans le péril ; il alla se jeter, sans autre vêtement qu'une simple cotte, devant l'autel. La reine, qui le venait chercher dans sa chambre basse, n'y trouva que Joinville, et elle lui dit qu'elle venait prier le roi de vouer à Dieu ou à ses saints quelque pèlerinage, car les matelots disaient qu'on était en péril de se noyer. « Madame, lui dit Joinville, promettez le voyage à M^{sr} Saint-Nicolas de Varangeville (Saint-Nicolas-du-Port, près de Nancy), et je vous suis garant pour lui que Dieu vous ramènera en France, vous, le roi et vos enfants. — Sénéchal, dit-elle, vraiment je le ferois volontiers ; mais le roi est de telle humeur que, s'il savoit que je l'eusse promis sans lui, il ne m'y laisseroit jamais aller. » Joinville lui conseilla de vouer au saint un vaisseau d'argent de 5 marcs (294 francs). Elle le fit, et le sénéchal atteste que c'est lui-même qui fut chargé de le porter à Saint-Nicolas. (Ch. VII et CXXIV.)

Ce n'était point assez pour le roi d'échapper au péril ; il y voyait des leçons qu'il s'appliquait à lui-même, et dont il voulait faire profiter les autres. Un jour, dans la suite de cette longue traversée, assis sur le bord du vaisseau, il fit placer Joinville à ses pieds, et lui dit : « Sénéchal, notre Dieu nous a bien montré son grand pouvoir ; car un de ces petits vents, non pas le maître des quatre vents, a failli noyer le roi de France, sa femme, ses enfants et toute sa compagnie. Nous lui devons donc bien rendre grâces pour le péril dont il nous a tirés. Sénéchal, ajouta-t-il, quand de telles tribulations, maladies ou persécutions arrivent, les saints disent que ce sont menaces de Notre-Seigneur. Or nous devons regarder à nous, qu'il n'y ait chose qui lui déplaise à cause de quoi il nous ait ainsi épouvantés ; et si nous trouvons chose qui lui déplaise, il faut que nous le mettions dehors ; car si nous faisons autrement après cette menace, il frappera sur nous ou par mort, ou par quelque

autre grand malheur, au dommage des corps et des âmes. »
(Ch. cxxv.)

On s'arrêta à Lampedouse, où l'on trouva un ermitage bâti au milieu de jardins. L'eau d'une fontaine coulait à travers les jardins ; l'olivier, le figuier, la vigne et d'autres arbres y donnaient leurs fruits à l'ordinaire ; mais les habitants ne s'y montraient nulle part. Le roi, avec les seigneurs, parcourut ces lieux enchantés ; il entra dans l'ermitage, pénétra sous une première voûte, puis sous une seconde ; deux squelettes, tournés vers l'Orient, les os des mains sur la poitrine, c'était tout ce qui restait des solitaires qui avaient vécu là. Au moment de s'embarquer, il se trouva qu'un des matelots manquait ; on crut que peut-être il était demeuré pour se faire ermite. On laissa trois sacs de biscuits sur le rivage pour subvenir à ses premiers besoins. (Ch. cxxvi.)

En continuant, on vint en vue de l'île de Pantalaria, peuplée de Sarrasins qui dépendaient du roi de Sicile (Conrad, fils de Frédéric II) et du roi de Tunis. La reine pria le roi d'y envoyer trois galères, afin d'y prendre du fruit pour ses enfants. Il y consentit. Les galères avaient ordre de rejoindre le vaisseau du roi quand il passerait devant l'île. Mais quand le vaisseau passa devant le port, nulle galère n'en sortit. Les mariniers commençaient à murmurer entre eux, et quand le roi leur demanda ce qu'ils pensaient de cette aventure : « Nos gens et nos galères, dirent-ils, auront été pris par les Sarrasins ; mais nous vous conseillons, Sire, de ne pas les attendre, car vous êtes entre le royaume de Sicile et le royaume de Tunis, qui ne vous aiment guère ni l'un ni l'autre : laissez-nous naviguer, nous vous aurons encore cette nuit tiré du péril, car nous aurons passé ce détroit. — Vraiment, dit le roi, je ne laisserai pas mes gens entre les mains des Sarrasins sans tout risquer pour les délivrer, et je vous commande que vous tourniez vos voiles et que nous leur allions courir sus. » La reine se désolait. « Hélas ! s'écriait-

elle, c'est moi qui ai fait cela ! » Mais comme on tournait les voiles, on vit les galères sortir de l'île. Quand elles furent à proximité du roi, il s'enquit auprès des mariniers des causes de ce retard. Ce n'était pas leur faute. Il y avait parmi eux six enfants de Paris qui s'étaient mis à manger les fruits des jardins. Les mariniers ne les pouvaient avoir et ne les voulaient pas laisser. Le roi résolut de châtier sévèrement cette malencontreuse gourmandise. Il fit mettre les coupables dans la chaloupe : c'était où l'on mettait, durant la traversée, les meurtriers et les larrons. Nos Parisiens eurent beau le supplier, offrir pour rançon tout ce qu'ils avaient, afin que l'on ne pût pas leur reprocher cette note d'infamie : le roi fut inflexible. Ils y demeurèrent pendant le reste du voyage, fouettés par les vagues, qui leur passaient par-dessus la tête quand la mer était grosse. « Et ce fut à bon droit, dit Joinville ; car leur gloutonnerie nous fit tel dommage que nous en fûmes retardés de huit jours. » (Ch. cxxvii.)

Après quelques aventures encore dont Joinville nous a fait le récit, on aborda à un port à deux lieues du château d'Hyères. Hyères était au comte d'Anjou et de Provence, frère du roi ; et toutefois le roi n'y voulait point débarquer : il annonça l'intention de ne pas descendre de son vaisseau qu'il ne mît le pied sur sa terre à Aigues-Mortes. Il persista dans cette résolution durant deux jours. Alors il appela Joinville, et lui dit : « Sénéchal, que vous en semble ? — Sire, répondit Joinville, il seroit bien juste qu'il vous en advînt comme à M^{me} de Bourbon, qui ne voulut pas descendre en ce port, mais se remit en mer pour aller à Aigues-Mortes : elle demeura sept semaines en mer. » Le roi réunit son conseil, et l'on fut d'avis qu'il débarquât sans plus attendre ; car il ne ferait pas que sage s'il mettait sa personne, sa femme et ses enfants en aventure de mer, après y avoir échappé. (Ch. cxxx.) Le roi céda, et la reine en fut très-joyeuse.

III

Débarquement de saint Louis. — Le roi à Saint-Denis; à Paris.

— Résultats de la croisade.

Saint Louis, débarqué à Hyères, reçut une visite un peu intéressée de l'abbé de Cluny, et fit prêcher devant lui un cordelier, qui lui parla avec beaucoup de force de ses devoirs de roi, et ne s'éleva pas avec moins de vigueur contre les religieux dont il voyait un trop grand nombre à la cour. Le roi aurait voulu l'y retenir, charmé de ce qu'il avait dit sur lui-même; mais c'eût été pour le cordelier se contredire trop ouvertement sur le chapitre des religieux à la cour : il se refusa à toutes ses instances.

Le roi s'en vint par la Provence jusqu'à la ville d'Aix, où l'on disait que gisait le corps de Marie Madeleine. Il visita même la grotte où l'on prétendait qu'elle avait vécu en solitaire pendant dix-sept ans. Puis il vint à Beaucaire, où il était sur son propre domaine; c'est là que Joinville le quitta pour s'en revenir dans son pays, en visitant sur son passage la dauphine du Viennois, sa nièce, le comte de Châlon, son oncle, et le comte de Bourgogne, fils de ce dernier. Pour le roi, il continua son chemin par le Languedoc, par l'Auvergne et le Bourbonnais, reçu partout avec des acclamations inouïes; et il arriva, le 5 septembre 1254, à Vincennes. Comme sa dernière visite, au départ, sa première visite, à son arrivée, fut pour Saint-Denis, où il alla rendre grâces à son saint patron de l'heureuse issue de son voyage; et, le lundi 7 septembre, il fit son entrée dans Paris, au milieu de l'enthousiasme du peuple entier, qui se pressait en habits de fête pour le recevoir. Les feux, les réjouissances publiques et les danses se continuèrent pendant plusieurs jours. Le saint roi ne trouva pas d'autre moyen de les arrêter que de s'en retourner à Vincennes. (Ch. CXXXII.)

La croisade était bien loin d'avoir donné les résultats qu'on en avait attendus. On s'était proposé d'occuper la Terre-Sainte, et un instant saint Louis, maître de Damiette, aurait pu du moins, au prix de ce gage, obtenir du soudan la restitution de Jérusalem. Mais ce triomphe d'un jour avait été suivi de la plus complète catastrophe. Le roi, l'armée presque tout entière, étaient tombés aux mains des infidèles. Damiette n'avait servi de rançon qu'au roi prisonnier, et il avait dû rester quatre ans en Palestine pour achever de délivrer ses compagnons et mettre les villes qui restaient aux chrétiens en état d'échapper au contre-coup de ce désastre.

Ainsi le revers avait été le plus grand qu'aucune croisade ait jamais vu ; et pourtant saint Louis, au retour, avait été reçu comme en triomphe ! C'est qu'enfin il était rendu à son pays, et cela seul était un bien immense ; c'est que, d'ailleurs, loin d'être amoindri par son échec, il revenait plus grand : plus grand par ses souffrances et par les vertus qu'il avait montrées dans ces épreuves, dévouement aux autres, oubli de soi-même, soin de sa dignité jusque dans les fers, vertus de chrétien et de roi portées jusqu'à l'héroïsme ; ce n'était pas seulement un saint, c'était un confesseur, l'égal d'un martyr.

Voilà la cause de cet accueil enthousiaste que l'amour et la piété du peuple faisaient au saint roi ; et la suite allait montrer que son ascendant n'avait fait que s'accroître et s'étendre. Son autorité ne pouvait plus être contestée par ses vassaux. Ceux qui l'avaient accompagné à la croisade, témoins de ses actes, sauvés par sa fermeté et sa constance, lui étaient liés par la reconnaissance et l'admiration ; ceux qui n'y avaient pas été n'auraient pas osé lever la tête. Et c'était le sentiment de la chrétienté tout entière, en telle sorte que le prince qui ne l'aurait pas éprouvé de lui-même en aurait dû subir les effets. Ainsi, au dehors comme au dedans, l'influence de saint Louis fut accrue, loin d'être

ébranlée par les résultats de la croisade ; car elle ne procédait pas de la force des armes : elle résidait tout entière dans le sentiment universel de ses mérites et de ses vertus. La paix, qu'il aimait par-dessus tout, lui était donc facile à obtenir pour lui-même, et, selon Guillaume de Nangis, on pouvait dire de lui ce que l'Écriture disait de Salomon : « De toutes parts il avait la paix dans l'enceinte de son royaume. »

Cette paix, il en voulait faire goûter les bienfaits à ses peuples par de bonnes institutions, et il en usa lui-même surtout pour se consacrer à la réforme de l'administration de son royaume. C'est le moment de rappeler ce qu'elle était à l'époque de saint Louis, et comment s'y fit sentir l'heureuse influence que son esprit de justice et de droiture exerçait autour de lui.

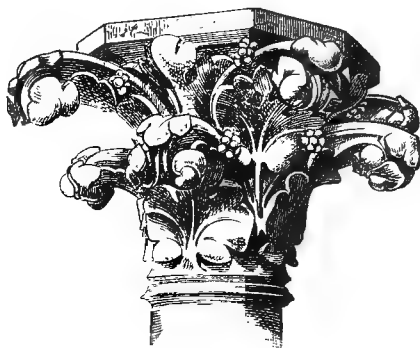


Fig. 39. — Sculpture d'ornement. — Chapiteau du réfectoire de Saint-Martin-des-Champs.

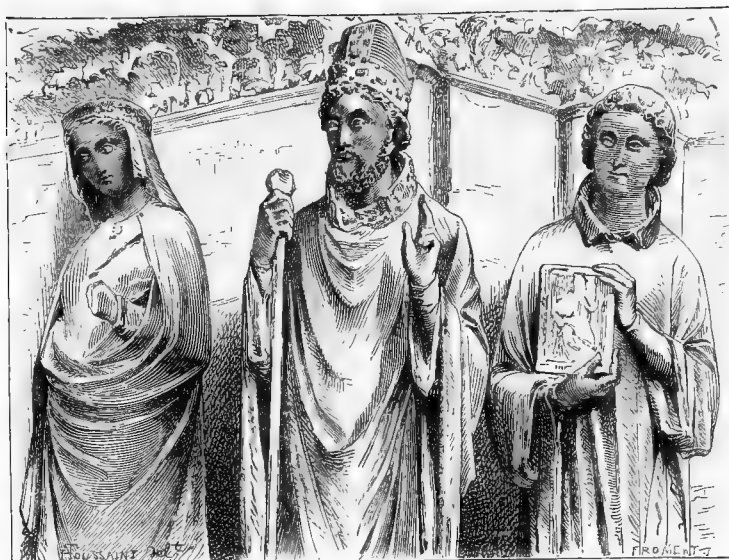


Fig. 40. — Sculpture religieuse. — Trois personnages du grand portail de la cathédrale de Reims.

CHAPITRE XIV

GOUVERNEMENT DE SAINT LOUIS. — LA SOCIÉTÉ FÉODALE

I

La royauté et le clergé.



'EST sous le règne de saint Louis que les institutions du moyen âge acquirent le plus d'éclat; et cependant, au milieu même de leur triomphe, on voit poindre et grandir l'esprit nouveau qui va les transformer. La féodalité domine; mais à sa tête est la royauté, qui semble en faire le couronnement et s'en rendre la maîtresse; et à sa base des populations d'où elle tire ses ressources et ses moyens de vivre, mais qui, villes ou villages, travaillent à se constituer isolément et à s'affranchir de sa domination.

La royauté, devenue féodale, restait donc au sommet de la féodalité. Les ducs, les comtes avaient pour vassaux les divers seigneurs établis dans le ressort de leurs duchés, de leurs comtés, et pour arrière-vassaux, les vassaux de ces seigneurs ; mais ils avaient pour suzerain le roi. Cette hiérarchie, principe d'ordre et de bonne organisation pour la féodalité, pouvait bien aussi lui être un péril. Que le chef de qui elle relève devienne assez puissant pour imposer sa volonté, elle est fort compromise. Or cela arriva sous les Capétiens ; ces rois se rencontrèrent au ^{xiii}^e siècle : ce sont, à deux générations d'intervalle, Philippe-Auguste, saint Louis et Philippe le Bel. Chacun d'eux sut imprimer à cette œuvre la marque de son caractère personnel ; c'est la même œuvre qu'ils accomplissent, et quand ils diffèrent le plus dans les moyens d'exécution, c'est, qu'ils le sachent ou non, à la même fin qu'ils conspirent.

Voyons quelle fut dans ce travail commun la part de saint Louis, et pour cela suivons-le dans ses rapports avec le clergé, la noblesse, et ce qui n'était ni le clergé ni la noblesse, je veux dire les habitants des villes et des campagnes, cette troisième classe qu'on appellera plus tard le tiers état ; nous verrons ensuite par quelles améliorations apportées à toutes les parties de l'administration publique il étendit sa bienfaisante influence sur tout le royaume.






L'Église formait une société séparée par le caractère de ses membres et par son organisation, mais une société comprenant tout le monde par sa juridiction spirituelle, et rattachée d'ailleurs au monde féodal par les conditions mêmes de son existence. Tout, en effet, rentrait forcément dans le cadre de la féodalité au moyen âge : il fallait posséder ou être possédé. L'Église possédait, et la protection qu'elle recevait des rois pour ses biens avait créé différents droits à leur profit : droit de présentation pour les bénéfices qui relevaient de leurs domaines ; droit de régale, c'est-à-dire jouissance des revenus du bénéfice pendant la vacance, jusqu'à la con-

**CARTE
DE LA FRANCE
AU XIII^E SIÈCLE
PAR PROVINCES ECCLÉSIASTIQUES
ET DIOCÈSES**
dressée
par Auguste Longnon
1878

Echelle de 5.000.000

0 25 50 75 100 200 Kil.

Légende

-   Provinces ecclésiastiques
 Limites de diocèses
 Sièges épiscopaux
 Sièges archiepiscopaux



firmation et à la consécration du nouvel élu, tant pour les évêchés que pour les abbayes de fondation royale ou placées sous le patronage du roi; droit d'amortissement sur les biens acquis par l'Église à titre gratuit ou onéreux.

Saint Louis usa avec les plus grands ménagements de ces droits. Il conférait des bénéfices, et présentait aux charges ecclésiastiques, dans les cas où il était appelé à le faire par son droit de seigneur; mais, en exerçant sa prérogative, il y apportait un scrupule extrême.

Pour ce qui est des biens, tout en jouissant des droits de régale et d'amortissement, il aida à dégager le droit d'acquérir, reconnu à l'Église, des entraves qu'on y avait mises, et à rétablir la propriété ecclésiastique contre les usurpations qu'elle avait subies. Il savait d'ailleurs se montrer généreux lorsqu'il ne s'agissait que de son bien. Quand on voit les nombreuses donations qu'il fit à l'Église, les couvents et les hôpitaux qu'il fonda, les biens ou revenus qu'il affecta aux établissements déjà existants, on ne peut mettre en doute que la libéralité la plus large ne présidât en ce point à ses rapports avec le clergé. Nous reviendrons plus loin sur ces diverses fondations.

L'Église ne se rattachait pas seulement au monde par la propriété, elle y tenait par la juridiction : non-seulement par cette juridiction spirituelle qui est l'exercice naturel de son autorité, mais par cette autre juridiction que lui avaient conférée sur la société même le droit impérial, la coutume du moyen âge, et le rang qu'elle avait pris dans la féodalité.

En cette matière, et par suite de cette association de deux droits différents, la confusion était facile, les empiétements possibles, et les conflits par conséquent à redouter.

Saint Louis maintint au clergé tous ses droits légitimes. Il lui maintint ceux que l'usage lui reconnaissait, même au delà des limites où il paraîtrait naturel de les restreindre : ainsi, dans les questions de famille, de mariage, de testa-

ment, dans les crimes d'usure, etc. ; mais il s'opposa aux usurpations, et soutint ses barons dans la résistance qu'ils y voulurent faire, en 1235, en 1246. En résumé, respect des droits de l'Église, non-seulement spirituels, mais temporels ; sollicitude pour tous les intérêts, empressement à faciliter les acquisitions qu'elle voulait opérer et les restitutions qu'on lui voulait faire ; abandon, quant à lui, de ce qu'il pouvait tenir de cette origine, et concession gratuite du plus net des revenus royaux ; respect de son autorité ; protection à sa juridiction, même civile en un très-grand nombre de cas : voilà les règles constantes qu'il observa à son égard. Mais il ne souffrit pas qu'elle étendit ses prétentions au delà des limites où l'autorité royale eût été entamée, et il sut défendre, en matière temporelle, les droits du pouvoir civil contre ses menaces, quelque redoutables qu'elles fussent à un chrétien si plein de foi.

Le clergé avait pour se défendre une arme terrible : l'excommunication ; et c'est à l'autorité civile qu'il demandait appui pour l'exécution de ses sentences. Saint Louis ne le refusait pas ; mais il n'entendait pas se faire l'instrument aveugle de toute exécution. Tout le monde a dans la mémoire la curieuse anecdote que Joinville avait entendu raconter et qu'il raconte lui-même. Un jour l'évêque d'Auxerre, abordant le roi au nom de plusieurs autres prélats :

« Sire, fit-il, ces archevêques et ces évêques qui sont ici
« m'ont chargé de vous dire que la chrétienté déchoit et se
« perd entre vos mains, et qu'elle décherra encore plus si
« vous n'y avisez ; parce que nul ne craint aujourd'hui une
« excommunication. Nous vous requérons donc, Sire, de
« commander à vos baillis et à vos sergents qu'ils con-
« traignent les excommuniés qui auront soutenu la sentence
« un an et un jour, afin qu'ils fassent satisfaction à l'Église. »
Et le roi leur répondit seul, sans conseil, qu'il commande-
roit volontiers à ses baillis et à ses sergents de contraindre
les excommuniés, ainsi qu'ils le requéroient, pourvu qu'on

lui donnât la connaissance de la sentence, pour juger si elle étoit juste ou non. Et ils se consultèrent, et répondirent au roi qu'ils ne lui donneroient pas la connaissance de ce qui afféroit au for ecclésiastique. Et le roi leur répondit à son tour qu'il ne leur donneroit pas la connaissance de ce qui lui afféroit, et ne commanderoit point à ses sergents de contraindre les excommuniés à se faire absoudre, qu'ils eussent tort ou raison : « car, si je le faisois, j'agirois contre « Dieu et contre le droit. Et je vous en montrerai un exemple « qui est tel, que les évêques de Bretagne ont tenu le « comte de Bretagne bien sept ans en excommunication, « et puis il a eu l'absolution par la cour de Rome ; et si je « l'eusse contraint dès la première année, je l'eusse contraint « à tort. » (Ch. cxxxv.)

Saint Louis, tout en servant l'Église, resta donc à son égard dans une respectueuse indépendance, et maintint la séparation des deux pouvoirs. Il soutint la noblesse contre les empiétements de la justice ecclésiastique, sans s'associer d'ailleurs à la vivacité de ses récriminations. Il tint la même conduite dans ses rapports avec la cour de Rome.

On a donné, comme un exemple éclatant de cette manière d'agir envers l'Église, un acte dont on rapportait la date à la fin de son règne, et qui serait ainsi comme son dernier mot en cette matière : la pragmatique sanction de saint Louis. Mais, comme les raisons les plus fortes tirées, soit du contexte même de la pièce, soit des faits de l'histoire, tendent à établir que l'acte est faux, il n'y a pas lieu de s'en occuper ici.

II

La noblesse.

Au ^{xiii}^e siècle, Philippe de Beaumanoir, rédigeant les coutumes de Beauvoisis, marquait dans l'état des personnes trois conditions, qui se retrouvaient partout : les *gentils*, ou *nobles*, tenant leur condition de leur père ; les *francs*, ou *libres*, tenant leur condition de leur mère ; et les *serfs*, sous la double forme qui les retient aux confins de l'esclavage ou les rapproche de la liberté. Ces trois états se trouvaient d'ailleurs en relation étroite avec la terre ; car, au moyen âge, c'est surtout la terre qui détermine la condition des personnes : qui la possède est libre ; qui lui appartient est serf. Mais parmi les libres il y avait, comme le marquait Beaumanoir, une distinction, et cette distinction se retrouvait encore dans les conditions auxquelles la terre était possédée. Celui qui tenait la terre en fief, sans autre obligation que le service militaire et l'*assistance* judiciaire, était noble. Celui qui la tenait en censive, moyennant redevance, soit en argent ou en produits, soit en travail, était roturier.

Il y avait bien encore ceux qui possédaient la terre en toute franchise, à titre de *franc-aleu* ; mais le cas était rare : les détenteurs de franc-aleu ayant trouvé plus d'avantage à se *recommander* d'un plus puissant, à lui remettre leur terre en propriété pour la reprendre à de certaines conditions de dépendance ; et, dans ce cas, leur rang était déterminé selon ces conditions. Celui qui l'avait reprise aux conditions du fief, service militaire, assistance judiciaire, était noble ; celui qui l'avait reprise aux conditions des terres censives, c'est-à-dire moyennant redevance en argent, en produits, ou en travail, était roturier. Il y avait aussi ceux qui ne

possédaient ni n'étaient possédés, comme les habitants de certaines villes. Ceux-là, nous l'avons dit, n'avaient échappé à la loi générale que grâce à leur agglomération et à des privilèges respectés au temps de la conquête ; ou bien ils en avaient été affranchis postérieurement par des chartes concédées à nouveau, et ils avaient nécessairement leur place parmi les roturiers.

Parlons d'abord des nobles.

Le régime féodal présente dans son ensemble bien des complications, comme un état dont la loi n'a pas été écrite, et qui s'est formé et étendu par la coutume ; mais, au milieu de cet enchevêtrement de droits et de devoirs, il y a un principe qui domine, c'est le fief, et, dans la condition du feudataire ou seigneur, un double rapport : 1° avec les gens de son domaine comme maître, impliquant des droits sur les personnes ou sur les biens ; droits analogues à ceux du maître sur l'esclave, déjà transformés dans l'empire romain par l'extension du colonat, plus limités et de plus en plus adoucis aux temps suivants dans le servage ; 2° avec son vassal comme suzerain, ou avec son suzerain comme vassal ; rapport essentiellement libre, qui tenait à la possession du fief, et qui, en raison de ce fief, entraînait entre le seigneur et le vassal un échange de droits et de devoirs.

J'ai dit que les principaux devoirs du vassal envers le suzerain étaient de se mettre à sa disposition pour faire la guerre et rendre la justice. Il lui devait, de plus, une aide extraordinaire en trois cas : 1° quand le seigneur armait son fils aîné chevalier ; 2° quand il mariait sa fille aînée ; 3° quand il avait été fait prisonnier, pour payer sa rançon ; à quoi s'ajouta, depuis Louis VII, une 4° aide : quand il allait à la croisade. En outre il lui devait un droit de relief ou de mutation, quand le fief passait en d'autres mains par succession ou autrement.

Les grands feudataires, ayant les droits corrélatifs à ces obligations, se trouvaient par là presque souverains dans les

limites de leurs États; et s'ils étaient tenus des mêmes devoirs envers le roi leur suzerain, la manière dont ils s'en acquittaient dépendait beaucoup du plus ou moins de force que pouvait avoir le roi pour les y contraindre.

Le droit de guerre, le principal attribut de la puissance publique, les seigneurs pouvaient l'exercer, non-seulement entre eux, mais même contre le roi. Si le roi refusait justice à un baron, celui-ci avait le droit de recourir aux armes; et le vassal du baron était contraint à le suivre, sous peine de perdre son fief. Les *Établissements* ne mettent à ce droit extrême qu'une condition: c'est que le vassal du baron vienne au préalable trouver le roi et s'enquérir si, en effet, justice a été refusée.

Quant au droit de guerre privée, ce droit qui, le plus souvent, consistait à se passer de la justice, il avait reçu de la coutume certaines règles qui ne faisaient que le confirmer. Il s'appliquait aux parents des deux parties en cause; et, chose assez singulière, c'est au droit canonique lui-même qu'il avait emprunté ses moyens de délimitation. L'obligation de participer à la guerre s'étendait jusqu'au degré où l'Église trouvait le lien de parenté assez étroit encore pour faire obstacle au mariage. Ce qui n'empêchait pas qu'au delà de ces termes, et en dehors de toute promesse, chaque partie ne pût se chercher des auxiliaires, ou volontaires, ou acquis à prix d'argent.

Cette coutume, digne de l'époque mérovingienne, avait été combattue par Charlemagne. Elle n'avait jamais cessé de l'être par l'Église, dépositaire des saines notions du droit aux temps barbares; et l'Église, se voyant impuissante à la supprimer absolument, lui avait fait au moins accepter quelques entraves. La guerre était interdite du mercredi soir au lundi matin chaque semaine, et dans l'année pendant tout l'avent et de Noël à l'Épiphanie, tout le carême et de Pâques à la Pentecôte, le jour et même la vigile des principales fêtes. Quand la royauté se releva un peu plus forte au sein

de la féodalité, c'est à ce droit, destructeur de tout ordre public, qu'elle dut aussi s'attaquer avant tout. Elle n'essaya pas de le nier tout d'abord, mais elle voulut lui poser des limites.

Philippe-Auguste avait établi : 1° la *quarantaine le roi*, c'est-à-dire un délai de quarante jours entre la déclaration et le commencement des hostilités ; 2° l'*assurance*, c'est-à-dire sécurité pour celui qui, dans un délai de quarante jours, réclamait garantie contre toute attaque.

Cette suspension momentanée et cette suppression conditionnelle ne suffisaient point à saint Louis. Il supprima la guerre privée partout où il pouvait commander en maître, c'est-à-dire dans son domaine ; et les termes de son ordonnance expriment les sentiments d'humanité dont il était animé à l'égard de tant d'innocents qui, sans avoir à faire la guerre, avaient toujours à en souffrir : je veux parler des pauvres paysans, premières victimes des dévastations et des incendies, qui étaient la principale manière de se combattre dans ces vengeances privées. En dehors de son domaine, il ne pouvait, sans porter atteinte aux droits des seigneurs, supprimer ainsi le droit de guerre. Mais là, il renouvelait, avec des prescriptions plus étroites, la double institution de son aïeul : la quarantaine le roi et l'assurance ; et les légistes, animés de son esprit, travaillaient à la même fin en multipliant les restrictions et en poursuivant les infractions avec plus de rigueur.

III

Les villes et les campagnes.

Des trois mots qui représentent pour nous l'ancien régime dans sa composition : clergé, noblesse, tiers état, le premier était exact dès l'origine ; le second l'est à peine, appliqué à la féodalité ; le troisième est faux au temps de saint Louis ;

car il supposerait qu'au-dessous du clergé et des seigneurs il y avait un troisième corps ayant son organisation propre et sa place dans le droit public. Or cela ne commença à être vrai que quand ceux qui n'étaient ni clercs ni seigneurs eurent quelque part, je ne dis pas au gouvernement du pays, mais à la chose publique dans les états généraux. Sous saint Louis, ce n'étaient encore que les membres, et je dirai plutôt les éléments épars d'un corps en voie de formation. Le caractère propre de ce qui n'était ni du clergé, ni de la classe des seigneurs, était de se trouver dans la dépendance des autres.

Il faut, pour apporter quelque clarté à l'examen des conditions diverses comprises dans cet état, reprendre l'homme dans ses rapports avec la terre.

Le seigneur investi d'un grand fief avait pu faire plusieurs parts de son domaine. Il avait pu, gardant pour lui la meilleure, distribuer le reste entre ses hommes aux mêmes conditions qu'il avait reçu lui-même le tout, service militaire, assistance judiciaire : ce sont les arrière-vassaux. Il avait pu, en outre, sur cette part réservée qui est son domaine propre, donner quelque portion, à titre de redevances ou de services, à d'autres hommes de condition libre : — ce seront ses tenanciers, — et retenir le reste pour le faire exploiter à son profit par des hommes attachés à la terre : ceux-là sont les serfs.

Beaumanoir a signalé la double condition des serfs au ^{xiii}^e siècle : les uns tenant encore, sauf leur qualité d'hommes et leurs droits de famille, à l'esclavage, appartenant d'ailleurs au maître, corps et biens ; les autres gardant, dans une certaine mesure, la disposition de leurs biens et de leur personne, n'étant tenus qu'à des redevances ou à des services envers le seigneur, mais ne pouvant ni transmettre leurs biens à leurs enfants, ni se marier hors de la seigneurie ou en dehors de leur condition.

L'Église donna l'exemple dans ses domaines, et hâta par-

tout ailleurs le progrès d'une transformation qui, après avoir fait passer l'homme de l'esclavage au servage, l'éleva du servage à la liberté.

Ce progrès fut sensible sous le règne de saint Louis. En Normandie même, dès avant le siècle précédent, il n'y avait plus de serfs. Alfonse de Poitiers, frère de saint Louis, donna par testament la liberté à tous les serfs du Languedoc, moyennant un cens annuel. Un peu après, Philippe le Bel abolit la servitude sur toute terre de cette province appartenant à la couronne, et l'on connaît l'ordonnance de son fils Louis X, qui donna la liberté à tous les serfs du domaine royal, en des termes dignes de l'inaugurer dans toute l'étendue du pays des Francs (3 juillet 1315).

La classe libre était donc déjà très-nombreuse en France dès le temps de saint Louis : ce sont des hommes libres que l'on trouve désignés sous les noms de *rustici*, *villani*, *hospites*, gens dont le principal caractère est d'avoir la pleine et entière disposition de leur personne et de leurs biens. Mais, tout libres qu'ils étaient, ils ne laissaient pas que d'être soumis à des redevances, à des services, à des servitudes de toutes sortes.

Ces divers genres de servitudes et de services étaient quelquefois rachetés au prix, non d'une somme une fois payée, mais d'une rente. Ces rachats se faisaient le plus souvent par les individus, chacun pour soi ; quelquefois par des agglomérations, on pourrait dire déjà, à ce titre, des communautés : car les villages faisaient parfois communauté pour certains intérêts communs. Ce fut surtout dans les villes que ces libérations partielles furent obtenues, d'abord parce que l'agglomération y était plus compacte et plus forte, et puis parce que, dans leur sein, il y avait déjà des espèces de communautés particulières : je veux parler des corps de métiers.

Les corporations, du reste, n'avaient leurs privilèges qu'au prix de bien des charges. Indépendamment de la taille,

charge commune aux hommes de métier comme aux paysans, il y avait des charges spéciales à l'industrie et au commerce. Souvent il fallait acheter le métier, c'est-à-dire le droit de fabriquer ; il fallait acheter le droit de vendre. Il fallait payer pour avoir le droit de transporter des marchandises, soit par terre, soit par eau ; les péages étaient non pas seulement comme une contribution à l'entretien des routes, mais comme le prix de leur sécurité et la rançon du brigandage. Il fallait payer non-seulement pour entrer dans les villes, pour avoir une place dans les halles, les foires et les marchés (cela se fait encore), mais pour se servir des poids et des mesures dont les seigneurs s'étaient fait aussi un monopole. Il fallait payer pour la protection qu'on recevait des seigneurs ; et pour la juridiction qu'ils exerçaient sur les métiers.

A Paris, la plupart des métiers étaient sous la juridiction du prévôt du roi ; et c'est à ce titre qu'Étienne Boileau, investi de ces fonctions par saint Louis, fit enregistrer les coutumes des différents corps de métier, et en composa le *Livre des métiers*, ou *Règlements sur les arts et métiers de Paris*, où l'on retrouve des détails si curieux sur l'organisation de ces corps et sur la vie industrielle et commerciale de Paris au ^{xiii}^e siècle.

La grande corporation des *marchands de l'eau*, héritiers de la plus ancienne corporation parisienne, des *navitæ Parisiaci* de l'empire romain, ne relevait ni d'un officier du roi, ni d'un maître étranger ; elle avait son prévôt à elle, qui était devenu comme elle une puissance. Elle avait le monopole du commerce par eau sur la haute et la basse Seine, dans les limites de la banlieue de Paris, banlieue étendue jusqu'à Mantes ; et elle ne se renfermait même pas dans les termes de ce genre de commerce. Par suite de ces progrès, où les rois d'ailleurs trouvaient leur profit, et vu l'importance du commerce de rivière pour Paris comparativement à tout autre, la corporation des marchands de l'eau se trou-

XXI

ART DU XIX^e SIÈCLE — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis au ciel dans le groupe des Confesseurs. » (Saint Dominique , saint François d'Assise, saint Ferdinand , saint Pierre Nolasque , saint Antoine de Padoue.)—Peintures murales d'Hippolyte Flandrin († 1864) à l'église Saint-Vincent-de-Paul , de Paris.

Dessiné par LAVÉE,
gravé par THIRIAT.

S. DOMINICUS	S. FRANCISCUS	S. BERNHARDUS	S. IUDOVICUS	S. PETRUS	S. ANTONIUS
ASSISIENS		HESSPACH	REX	NOBILISS	PATAVIENS



vait être, ou peu s'en fallait, la communauté des marchands; ses scabins et son prévôt, sous le nom de prévôt des marchands, formèrent une sorte de corps municipal; et le lieu de leurs réunions, le *parloir aux Bourgeois*, transféré du voisinage du Châtelet au faubourg Saint-Jacques, et, plus tard (1257), du faubourg Saint-Jacques à la Grève, devint l'hôtel de ville. Les armes de la corporation, un vaisseau avec cette devise : *fluctuat nec mergitur*, sont devenues les armes de la ville de Paris.

La hanse parisienne nous donne donc l'exemple d'une association de marchands qui arrive à former le corps municipal, et l'on peut dire que partout les corporations eurent une influence considérable dans la constitution des villes : soutenant la vieille organisation du municipe dans celles où cette forme d'administration les avait précédées; ailleurs devançant, préparant et faisant même les communes : car, ayant leurs réunions et leurs fêtes, elles devaient avoir leur administration et leur budget; et elles offraient ainsi un modèle sur lequel la communauté générale des habitants pouvait se régler. De plus elles étaient, par leur organisation même au sein des villes, une force qui aida puissamment à leur libération dans celles où la commune s'imposa par la révolte; une force avec laquelle, même sans qu'on en vînt à la révolte, la puissance seigneuriale avait jugé utile de transiger.

Nous n'avons pas à faire ici l'histoire de l'institution des communes et des causes diverses qui concoururent à les faire naître et à les affermir. On sait que les rois de France y furent généralement favorables depuis Louis le Gros, et que, sous Philippe Auguste, grand nombre d'actes multiplièrent ces privilèges. Saint Louis en confirma plusieurs; il n'établit guère, à proprement parler, qu'une commune nouvelle, celle d'Aigues-Mortes, dont il voulait faire le principal centre des relations entre la France et la Terre-Sainte. Mais, à défaut de chartes communales, des privi-

lèges de diverses sortes avaient été acquis par les villes, soit dans le Midi, où les traditions des municipes romains étaient restées plus vivaces, soit dans le Nord, sous l'influence du mouvement communal. Les villes formées autour des châteaux ou des abbayes, et sous leur patronage, n'avaient pas moins obtenu de leurs libres concessions : ce fut même par l'attrait de ces privilèges que plusieurs s'accrurent, au commun profit des habitants et de leur protecteur ; et plusieurs cités, tant en deçà qu'au delà du Rhône, Avignon et Nîmes, Marseille et Montpellier, surtout avant la guerre des Albigeois, faisaient presque de petites républiques.

Ces privilèges furent accordés non-seulement à des villes, mais à de simples villages, sous forme plus ou moins complète. La coutume de Lorris fut comme un type de constitution pour les villages, fort souvent appliqué. Mais il y avait entre ces villes ou bourgs et les communes une différence capitale : c'est que les communes étaient administrées par leurs propres magistrats élus dans leur sein, tandis que les autres villes, même privilégiées, étaient régies par les prévôts ou officiers, soit du roi, soit des seigneurs ; de là plus tard le nom de villes prévôtales, genre de villes qui finit par être dominant, et où se perdit, parmi les immunités de diverses sortes, le véritable esprit municipal : car cet esprit ne peut se passer du droit de s'administrer soi-même.

Il ne faudrait pas croire, du reste, que ce droit de s'administrer soi-même assurât aux villes tous les bienfaits de la liberté. Plus d'une fois les populations n'avaient fait par là que tomber d'un despotisme dans un autre. Il s'était formé au sein des communes une sorte d'aristocratie bourgeoise. Certaines familles s'étaient mises en possession des honneurs municipaux, et se partageaient sans pudeur tous les profits de la cité. Beaumanoir fait le tableau de ce nouveau genre de tyrannie, et montre combien il serait bon que les seigneurs vinssent à leur tour en aide au petit peuple opprimé.

Saint Louis ne pouvait manquer de remplir ce devoir à l'égard des communes qui se trouvaient dans son domaine. Par une ordonnance rendue en 1256, il établit des règles pour l'élection des maires dans toutes les bonnes villes de France, et pour le compte à rendre de leur administration. Dans les communes de Normandie, le roi nommait le maire sur trois candidats qui lui étaient présentés (1256) : combinaison qui conciliait encore avec la prérogative royale le droit d'élection. Quant aux villes directement soumises au roi ou aux seigneurs et régies par un prévôt, il y avait pour elles un autre péril : c'est que, la charge de prévôt étant vénale, le magistrat n'était plus qu'un homme d'affaires, cherchant à tirer le meilleur parti possible de cette ferme urbaine qui lui était adjugée.

La principale réforme du roi pour Paris consista dans la réduction des pouvoirs du prévôt. Pour qu'il fût plus entièrement à l'administration municipale, le roi le déchargea du soin des revenus du domaine. Le prévôt de Paris ne fut plus un traitant, il devint un fonctionnaire à gages ; et l'homme choisi par saint Louis put ainsi se consacrer surtout à l'administration de la justice et à la police. Comme juge, son tribunal était au Châtelet : c'est là qu'il vidait les procès avec des assesseurs choisis par lui. Comme chef de police, il avait sous ses ordres deux guets : le guet du roi, comprenant vingt sergents à cheval commandés par un chevalier du guet ; et le guet des métiers, sorte de garde urbaine, pris parmi les bourgeois.

Dans la décadence des communes jurées, dans l'effacement des anciennes chartes municipales devant les progrès de la royauté, on voit se développer, sous l'influence du pouvoir royal, une sorte de privilège qui ne s'adresse plus à la communauté, mais à l'individu, et qui ne pouvait pas manquer d'être préféré, par ceux qui l'obtenaient, à la part de droits dont ils auraient pu jouir dans leur commune. Je veux parler du privilège de bourgeois du roi, privilège que l'on

obtenait par l'admission dans une ville royale, moyennant paiement du droit de *jurée*. Le bourgeois d'une commune n'avait de garantie que dans la commune; au dehors il n'en emportait rien, et, s'il s'établissait sur la terre d'un seigneur, il pouvait retomber à l'état de serf. Le bourgeois du roi gardait partout son caractère; il l'opposait à la juridiction du seigneur sur les domaines duquel il vivait. Aussi, dès le temps de saint Louis, les hommes libres s'empressaient-ils de s'avouer bourgeois du roi; et c'est ainsi que la bourgeoisie, grâce à la protection royale, échappa presque partout à l'empire de la féodalité.

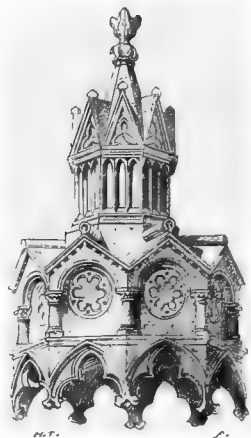


Fig. 41. — Sculpture d'ornement. — Dais au porche de l'église de Saint-Père-sous-Vezelay.

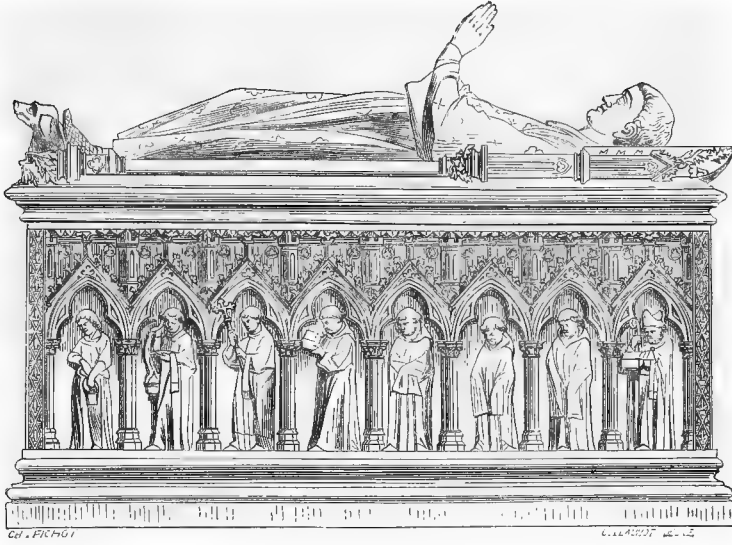


Fig. 42. — Sculpture religieuse. — Tombeau de Louis, fils aîné de saint Louis, mort en 1260.

CHAPITRE XV

ADMINISTRATION DE SAINT LOUIS. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE FINANCES

I

Agents de l'administration : grands officiers, baillis, sénéchaux
et prévôts.



ous les pouvoirs étaient aux mains du roi, en tant que seigneur dans son domaine. Il était tout à la fois chef militaire (ce fut toujours l'apanage du souverain); législateur, ayant le droit de faire la loi, de lever l'impôt et de disposer de son domaine; grand justicier, pouvant rendre personnellement la justice, et alors ne relevant que de sa conscience, n'étant tenu d'aucune loi, puisque sa volonté était la loi. Ce pouvoir absolu chez lui n'était limité qu'au

dehors, parce que là il rencontrait d'autres seigneurs ayant mêmes droits chez eux, droits qui pourtant se trouvaient de plus en plus réduits par les progrès de l'autorité royale; et ces empiétements du suzerain sur les vassaux leur étaient d'autant plus à craindre, qu'aucun droit écrit n'y faisait obstacle. Ces pouvoirs, il ne les exerçait pas tous par lui-même; il y employait les grands officiers et les barons dont il formait sa cour; il les déléguait aussi à des officiers inférieurs. Mais c'est ici que se manifestait surtout la différence du moyen âge avec les temps modernes. Aux temps modernes, le principe qui domine dans le gouvernement d'un peuple, c'est la division des pouvoirs. Au moyen âge, ils restaient réunis dans la même main. De même que le roi, ses délégués, aux divers degrés de la hiérarchie, en accomplissaient les fonctions dans des circonscriptions plus restreintes. Indiquons la hiérarchie de ces agents, et nous verrons ensuite par quelles mesures saint Louis travailla à régler les pouvoirs dont ils étaient investis dans les différentes branches de l'administration.

Les grands officiers de la couronne étaient le bouteiller, le chambrier, le connétable et le chancelier : le bouteiller, intendant des vins, chargé des comptes de la dépense; le chambrier, qui avait le service de la chambre et la garde du trésor royal; le connétable, *comte de l'écurie*, principal chef de la chevalerie, c'est-à-dire des armées; le chancelier, garde du sceau. Leurs principales attributions les retenaient dans la maison du roi. L'administration du royaume appartenait surtout à ceux que Philippe Auguste avait établis pour suppléer le sénéchal et qui le remplacèrent : les baillis, créés alors au nombre de quatre, et dont le nombre s'accrut beaucoup sous saint Louis. Sans parler de Paris, dont la prévôté valait bien un bailliage, Senlis, le Vermandois, Amiens, Arras, Saint-Omer, Gisors, Mantes, Rouen, le pays de Caux, Verneuil, Caen, Bayeux, le Cotentin, Sens, Mâcon, Étampes, Orléans, Tours, Bourges, l'Auvergne, avaient chacun leur

bailli. La charge de bailli était comme un dédoublement, un diminutif, si l'on peut dire, de celle du sénéchal ; et le titre de sénéchal était resté à des officiers qui remplissaient les mêmes fonctions dans plusieurs grands fiefs. Il resta avec les mêmes attributions que celles des nouveaux baillis dans les provinces acquises par la couronne au midi de la France. C'est ainsi que la réunion d'une partie du Languedoc, au traité de Paris (1229), fit créer les sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne. Saint Louis y joignit celles du Périgord, de la Rochelle et du Quercy.

Les bailliages et les sénéchaussées formaient donc le cadre de l'administration royale, et les prévôtés en étaient les subdivisions. Les bailliages comprenaient la France entière, et les grands fiefs eux-mêmes, quelque indépendants qu'ils fussent réellement, étaient répartis entre les bailliages. Quant aux pouvoirs attachés à ces charges, ils s'étendaient en même temps à la guerre, à la justice et aux finances : connexité qui favorisait bien des abus ; et, pour le bailli ou sénéchal en particulier, ces excès pouvaient être, en raison de son autorité, plus grands encore que pour le prévôt. Saint Louis leur traça des règles de conduite dans l'ordonnance de Beaucaire, rendue au retour de la croisade. Ces règles ont été généralisées pour les baillis et les sénéchaux par les ordonnances de 1254 et de 1256, résumées en une par Joinville, dans le texte emprunté à la chronique française dont il fait usage. (Ch. cXL.)

II

Finances. — Droits féodaux et droits royaux.

Les revenus du roi se composaient de ce qu'il retirait comme seigneur de son domaine et comme roi du royaume.

Les revenus qu'il retirait de son domaine comme seigneur étaient les plus considérables, et constituaient, à proprement

parler, ses recettes ordinaires. C'étaient le cens, qui frappait toutes les terres ; la taille, tout ce qui n'était point (terres ou personnes) couvert du privilège de la noblesse ; les aides, payées par les nobles comme par les roturiers, droit généralement proportionnel au relief du ténement.

Le seigneur percevait encore d'autres droits, soit sur ses vassaux nobles, soit sur les roturiers.

Parmi les redevances féodales, citons le droit de rachat ou de mutation, quand le fief passait en d'autres mains ; le droit de garde sur les enfants mineurs ; le droit d'amortissement, quand le fief était acquis par un roturier qui ne pouvait plus remplir les devoirs de chevalier, ce qui diminuait (*abrégéait*) le fief, et donnait lieu à une indemnité ou redevance pécuniaire. Mais c'est surtout le roturier qui était frappé. L'impôt l'atteignait dans sa personne, dans son avoir, dans son travail, dans tous les actes de sa vie civile et même religieuse. L'énumération qu'il en faudrait faire excéderait les bornes de cet aperçu.

Ces droits, que le seigneur avait chez lui, appartenaient au roi dans son domaine, et lui créaient des ressources d'autant plus considérables, que le domaine royal s'était agrandi. Mais, de plus, les rois avaient gardé certaines attributions de la puissance royale telle qu'elle existait sous les Carlovingiens ; et ces droits, qui avaient surtout tendance à s'accroître, devaient ajouter beaucoup aux revenus du trésor : la taille levée sur les terres des seigneurs, les décimes payés à diverses occasions par le clergé, etc.

L'administration des revenus du roi était, avec la justice et la guerre, la principale attribution des officiers mis à la tête des grandes divisions du royaume, baillis et sénéchaux, et de leurs délégués : les prévôts dans le Nord, les bayles dans le Midi.

Les prévôts et les bayles n'étaient, au fond, que des fermiers de revenus ; ils payaient leur fermage au bailli ou sénéchal, de qui ils relevaient. Chaque dépense était généra-

lement imputée sur un revenu particulier. Quand il y avait à faire une dépense extraordinaire en province, l'ordre en était expédié au bailli ou sénéchal, qui la prenait sur ses recettes, et la déduisait de son compte lorsqu'il venait le rendre à Paris. L'excédant des recettes était envoyé par les baillis ou sénéchaux au trésor. On tenait tant au scrupuleux accomplissement de leur devoir en ce point, qu'on leur enjoignait de l'envoyer en la monnaie qu'ils avaient reçue, même lorsqu'elle n'avait point cours à Paris. On se défiait des profits qu'ils auraient pu chercher sur le change.



Fig. 43. — Sculpture d'ornement. — Piédouche à la Sainte-Chapelle de Paris.

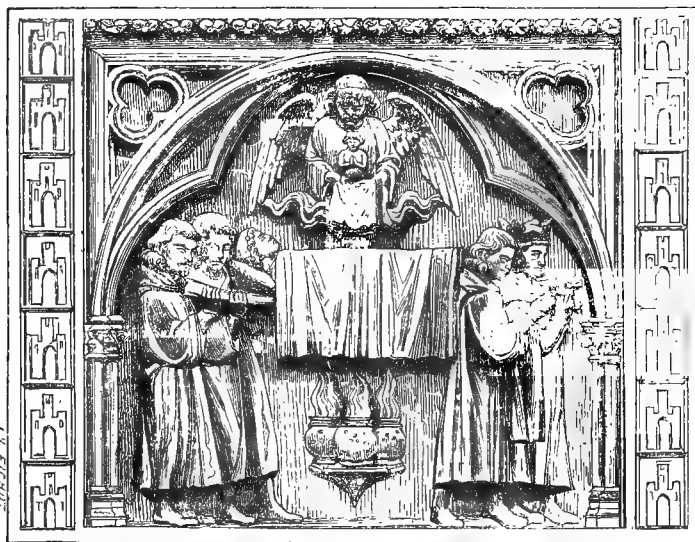


Fig. 44. — Sculpture religieuse. — Tombeau de Louis, fils aîné de saint Louis.
— Bas-relief du petit côté, d'après la restitution de M. Viollet-le-Duc.

CHAPITRE XVI

ORGANISATION MILITAIRE

I

Milice : service féodal ; armée du roi.

AL'ORIGINE, les rois pouvaient appeler aux armes tous les sujets du royaume. C'était le droit au temps de Charlemagne ; mais ce droit tomba en désuétude à la fin du ix^e et au x^e siècle, quand la souveraineté s'attacha à la terre, et que la royauté n'eut plus qu'un pouvoir nominal sur les seigneurs devenus maîtres chez eux. Comment donc se reformèrent les armées royales dans les conditions de la féodalité ? En montrant ce qu'était

le service militaire sous le régime des fiefs, nous aurons fait comprendre ce que la royauté dut en tirer.

Le service militaire était la première obligation du fief. Tout seigneur pouvait exiger de ses vassaux qu'ils le servissent à leurs frais, pendant un temps fixé à quarante jours. C'est à cette condition que le fief passait du père au fils; c'est pour cela que l'héritier n'en pouvait être investi avant l'âge militaire, et que l'héritière ne pouvait se marier sans le consentement du seigneur, intéressé à ce que le fief ne fût point porté en des mains inhabiles à ce service; pour cela, enfin, que, lorsque le fief était acquis, non par un homme d'armes, mais par un roturier, incapable, comme tel, de le desservir, un droit était dû au seigneur et même au suzerain, pour compenser le dommage qu'il en éprouvait.

Le service, quoique essentiellement personnel, se rattachait à la terre, et par conséquent entraînait plus ou moins d'obligations, selon l'importance du fief. Nous en avons parlé plus haut.

Le fief que l'on pourrait prendre pour unité en cette matière, c'était le fief de chevalier, dit aussi fief de *haubert*. Le chevalier qui tenait par plein fief de haubert, servait à cheval avec armure complète : pour armes défensives, en premier lieu, le haubert, cotte de mailles, avec capuchon de mailles recouvrant le cou et la tête, et manches terminées par des gantelets de même tissu, l'écu ou bouclier, le heaume ou casque; pour armes offensives, la lance ou glaive, l'épée longue, tranchante et pesante, comme il fallait pour défoncer un heaume ou briser les mailles d'un haubert, et le coutelas, porté à la ceinture de l'autre côté que l'épée. Il avait sous la cotte de mailles un pourpoint, long gilet à manches rembourré et piqué (on l'appelait *gamboison*), et au-dessus une seconde cotte, ou robe sans manches et fendue sur les côtés, appelée cotte d'armes : sur la cotte d'armes, le plus souvent, comme sur le bouclier, étaient

peintes les armoiries, qui primitivement avaient pour objet de le faire reconnaître. Ce lourd appareil ne lui permettait pas de servir seul. Il lui fallait des aides, soit pour l'armer, soit pour le mettre à cheval, et surtout pour l'y remettre, s'il était désarçonné. C'est pourquoi il menait avec lui un écuyer, un page et un ou deux sergents, à cheval comme lui; et, indépendamment de son grand cheval de bataille, un cheval de main, ou palefroi, qu'il montait lorsqu'il cheminait dégagé des pièces dont il pouvait se décharger sur un autre.

On ne naissait pas chevalier; on le devenait quand on avait atteint l'âge d'homme (vingt et un ans), à la suite de cérémonies moitié religieuses, moitié militaires; mais on était tenu de le devenir quand on possédait un fief qui comportait ces obligations. Si le fief était plus considérable, s'il comprenait lui-même dans sa dépendance plusieurs fiefs de haubert, le seigneur s'appelait chevalier banneret, et réunissait plusieurs chevaliers sous sa bannière; à un degré supérieur était le baron, groupant autour de lui plusieurs bannerets; plus haut encore, le comte ou duc, de qui relevaient tous les barons, bannerets, ou simples chevaliers ayant fief dans le territoire du comté ou duché. Si, au contraire, le fief n'était point assez grand pour que le possesseur fût chevalier, il était écuyer, servant auprès du chevalier avec des armes moins complètes; et quand le fief était partagé, les obligations se réduisaient dans la mesure de la part de chacun.

Le service féodal était dû en deux cas, et se renfermait dans un temps déterminé. Les deux cas différaient moins par leur nature que par leur importance: c'étaient la *chevauchée*, quand la prise d'armes se bornait à une excursion de peu de durée, et l'*ost*, quand il s'agissait d'une guerre; non pas uniquement d'une guerre générale, mais d'une guerre même de simples seigneurs, selon le droit qu'ils en avaient. Quant au temps, il se réduisait à quarante jours

pour tous les feudataires, ou à un nombre proportionné de jours pour ceux qui ne possédaient que la moitié ou le tiers d'un fief. Les femmes y étaient astreintes comme les hommes, en raison de leur tenure : car c'est la terre qui était obligée ; elles fournissaient un homme à leur place pour le service et pour le temps voulus. Il y avait, du reste, des conditions plus spéciales qui pouvaient modifier la nature ou le temps du service : par exemple, l'obligation de garder le château du seigneur, l'*estage*, comme on disait. Cette garde était due, selon les cas, pour un mois, pour deux mois, pour l'année, aux frais, le plus souvent, du feudataire, quelquefois du seigneur.

Le roturier, quoique incapable de desservir un fief, n'était pas exempté de tout service dans le domaine où il vivait. Placé sous le patronage du seigneur, il était tenu de le défendre. Il n'y avait de différence que dans la nature des armes : la lance et l'épée, comme le haubert, le heaume et l'écu, étant réservés aux nobles, l'arc, l'arbalète et la masse, abandonnés aux roturiers ; mais pourtant il faut distinguer entre les roturiers : au ^{xiii}^e siècle, l'armement des riches de leur classe ne s'éloignait pas sensiblement de celui des gentilshommes. Il n'y avait d'exemption que pour ceux qui n'auraient pas eu le moyen de s'entretenir en campagne (car le service était, en général, aux frais du combattant), comme aussi pour les ouvriers, et pour les marchands durant les foires de Champagne. Il y avait aussi exception pour ceux qui, ayant le moyen d'aller à la guerre, faisaient agréer du seigneur, soit un homme à leur place, soit une somme d'argent équivalente à leur service ; et les seigneurs, en beaucoup de cas, favorisèrent la conversion du service personnel en argent. Il y avait, d'ailleurs, pour le roturier d'autres services que l'ost, au point de vue de la défense : il y avait le guet, comme pour le noble la garde ; il y avait, de plus, la réparation du château.

Le service féodal obligeait donc, sauf les exceptions indi-

quées, tous ceux qui tenaient ou habitaient le fief. L'Église elle-même, étant entrée dans la féodalité, en partageait les droits et les devoirs. Les prélats, les abbés, qui avaient des vassaux et des sujets, exigeaient d'eux les mêmes services, et les remplissaient à leur tour envers leur suzerain, sinon par eux-mêmes (quelques-uns le firent avec un entrain plus conforme à leur naissance qu'à leur dignité), au moins par d'autres en leur nom.

Les villes, enfin, doivent être comptées dans l'énumération des forces militaires aux temps féodaux. Quand elles étaient érigées en communes, elles avaient leur milice, milice permanente, soit pour se protéger, — et, sous prétexte de protection, il leur arrivait aussi de prendre l'offensive, — soit pour servir dans les conditions fixées par la charte communale. Quand elles n'étaient pas communes, elles avaient au moins ordinairement des chartes particulières qui réglaient leurs obligations en hommes ou en argent.

Ce tableau de la milice sous le régime de la féodalité nous montre déjà quels étaient les premiers éléments de l'armée royale.

Le roi, comme seigneur, avait, dans les conditions que nous venons de dire, le concours des seigneurs, des églises, des villes et des roturiers de son domaine : celui qui avait un fief servait de sa personne ; celui qui en avait deux venait avec un autre chevalier. Comme roi et suzerain de tous les grands seigneurs, il pouvait aussi réclamer leurs services ; mais seulement quand l'intégrité du royaume était menacée, ou s'il s'agissait d'une guerre défensive, quand on proclamait le ban et l'arrière-ban.

Celui des grands officiers de la couronne qui, depuis la suppression de la charge de sénéchal, avait le commandement des armées du roi, c'était le connétable (*comes stabuli*), chef naturel des chevaliers. Mais ce pouvoir, auquel se rattachaient des prérogatives considérables, ne s'exerçait qu'en temps de guerre. Au-dessous du connétable, et en dehors

de son autorité en temps de paix, étaient les deux maréchaux institués par Philippe-Auguste. Ils étaient à vie et toujours en exercice. A côté des deux maréchaux, bien qu'à un moindre rang, était le maître des arbalétriers, établi par saint Louis. Il commandait tout ce qui ne faisait point partie des compagnies de cavalerie : sergents, arbalétriers à pied et services accessoires, ingénieurs, charpentiers, mineurs, maîtres de l'artillerie. Ce dernier mot, dès le ^{xiii}^e siècle, comprenait tous les engins de guerre.

A un degré inférieur étaient les officiers que nous avons trouvés à la même place dans l'administration générale : les baillis ou sénéchaux, et les prévôts. La convocation des hommes qui devaient le service féodal s'appelait le ban ; celle des hommes qui étaient appelés dans les levées générales, l'arrière-ban. Les troupes de l'arrière-ban étaient particulièrement sous la conduite des baillis et des sénéchaux.



Fig. 45. — Gravure des sceaux. — Sceau de Robert, comte de Dreux.

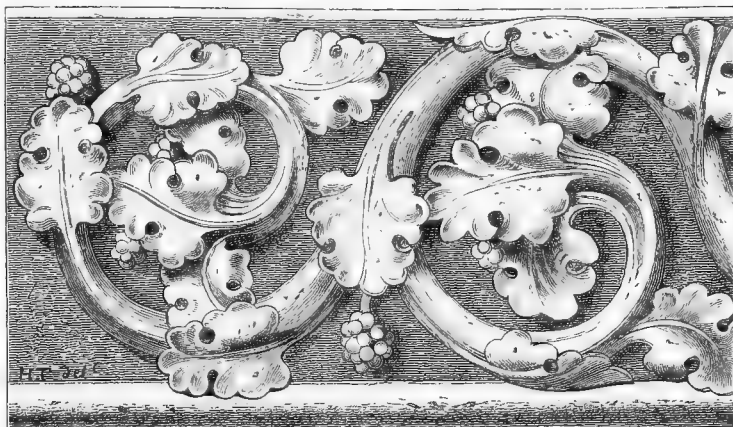


Fig. 46. — Sculpture d'ornement. — Rinceau à Notre-Dame de Paris.

CHAPITRE XVII

ADMINISTRATION DE SAINT LOUIS. — JUSTICE

I

Jurisdiction de première instance.

POUR rendre compte de l'organisation judiciaire qui existe chez nous, il faudrait partir des tribunaux qui jugent en première instance, s'élever de là aux cours d'appel, et finir par la cour de cassation. L'organisation de la justice était toute différente au moyen âge : il n'y avait rien qui ressemblât à cet ensemble dont toutes les parties, quoique distinctes, semblent fondues comme d'un seul jet. Chaque juridiction garda, dans ses transformations, la trace de ce qu'elle avait été à l'origine. Au fond, toute justice résidait dans le roi et émanait de lui. Le roi pouvait donc toujours la rendre lui-même à tout venant, sans intermédiaire. A son défaut, il faisait entendre les parties, soit par quelques-uns des

hommes de sa cour, soit par les baillis ou sénéchaux qui le représentaient dans les principales divisions du royaume, soit par les prévôts ou vicomtes mis à la tête des subdivisions des bailliages ou des sénéchaussées. A tous ces degrés, prévôts ou vicomtes, baillis ou sénéchaux, membres de la cour du roi, comme le roi lui-même, jugeaient en première instance. Cependant il était naturel qu'après le jugement la partie qui se croyait lésée en appelât du premier juge à celui qu'elle voyait au degré supérieur : du prévôt ou vicomte, au bailli ou sénéchal ; du bailli ou sénéchal, à la cour du roi ; de la cour du roi, au roi lui-même ; et ainsi le droit d'appel remontait aux divers degrés de cette hiérarchie. Mais cette mission de juger en appel ne supprimait pas celle de juger en première instance, qui était la première attribution de tout juge.

Nous avons nommé au degré inférieur les prévôts ou les vicomtes ; au-dessus d'eux les baillis ou sénéchaux, et au degré supérieur la cour du roi.

Nous avons dit les attributions du prévôt, comme fermier de l'impôt et agent militaire. Comme juge, sa juridiction s'étendait à la plupart des causes de peu d'importance ; mais, comme il affermaient les amendes, défense lui fut faite de juger dans les cas où la peine était pécuniaire. Dans ces cas, le jugement appartenait à des jurés qu'il se bornait à présider ; et c'étaient ces jurés qui, seuls aussi, étaient juges en matière criminelle.

Le bailli ou sénéchal, qui avait autorité sur les prévôts, avait lui-même, avons-nous dit, juridiction en première instance. Il tenait des assises deux jours au moins par mois, au chef-lieu de chaque juderie ou prévôté ; et c'est dans ces assises qu'il publiait les ordonnances, donnait les *vidimus*, etc. Cette juridiction, qui recevait l'appel de tout juge inférieur, trouvait plus d'une occasion d'empiéter sur la justice seigneuriale. En plus d'un cas aussi, grâce à l'insuffisance du contrôle, elle foula aux pieds toute justice ; d'où

ces mesures de la loi et ces recommandations des jurisconsultes, toutes inspirées par la pensée de la contenir dans le devoir.

Avec les baillis, les prévôts et les juges (ces derniers auxiliaires en sous-ordre du sénéchal, dans le Midi), il faut aussi compter au premier degré de juridiction les magistrats municipaux. Ici il y aurait plus de distinctions à faire. Dans la plupart des villes, les officiers municipaux, consuls et autres, n'avaient qu'une juridiction de police. Mais, à côté des petites communes, il y avait de grandes cités où cette magistrature avait aussi plus d'importance et une juridiction plus large. C'était une véritable justice municipale en présence de la justice seigneuriale, justice spéciale, d'ailleurs, pour la bourgeoisie. Il fallait que l'une des deux parties fût un bourgeois, et l'étranger pouvait en décliner la compétence.

La juridiction de premier degré, en matière civile, appartenait donc presque exclusivement aux juges dans le Midi, aux prévôts dans le Poitou, la Saintonge, et en général dans le Nord; aux baillis et aux sénéchaux, selon les lieux; et de plus, par exception, aux magistrats municipaux pour quelques grandes cités: cette juridiction, partout ailleurs, se bornant à la simple police. En matière criminelle, il en était autrement. Ici, la juridiction municipale s'était fort étendue, par une sorte d'usurpation, surtout dans le midi de la France. Le droit d'être jugé par ses pairs était redevenu dominant. Les rachimbours mérovingiens, qui étaient un jury, remplacés par les scabins, ou juges permanents de Charlemagne, reparaissaient dans le droit féodal. Seulement les jurés, au lieu d'être des hommes de même loi, étaient des hommes de même condition, des pairs. Mais, en plusieurs lieux, les consuls se substituèrent aux bourgeois en qualité de jurés, et c'est ainsi qu'ils s'érigèrent en juges criminels. La justice municipale en général alla, du reste, plus en déclinant qu'en s'accroissant; et l'une des causes

fut l'appel auquel elle était nécessairement soumise. Les fortes amendes dont le parlement frappait les villes, quand leurs échevins avaient rendu des sentences réformées en appel, contribuèrent à les dégoûter de l'exercice de cette juridiction.

La procédure était compliquée; mais il y avait au moyen âge une forme de preuve qui la simplifiait singulièrement : c'était un usage fondé sur le même principe que les guerres privées, le combat judiciaire. A la différence des guerres privées, tolérées pour les nobles seuls, il y avait gages de batailles entre roturiers; car, le gage étant admis comme moyen de preuve ou comme appel de jugement, il fallait bien qu'il fût accordé à tous ceux qui comparaissaient en justice. La différence entre les classes n'était que dans les armes des combattants. Les nobles combattaient à cheval, couverts du heaume et de leur armure complète, avec l'épée et la lance; les roturiers, avec l'écu (un petit bouclier) et le bâton. Il y avait même gages de bataille entre nobles et roturiers, mais avec cette distinction : si le noble attaquait un roturier, il devait le combattre avec les armes du roturier; car il se dégradait, en quelque sorte, en provoquant un inférieur. Il devait se mettre à son niveau; et si, dans ce cas, il se présentait avec toutes ses armes au combat, il en était dépouillé, sans avoir même le droit de recevoir en échange celles qu'il avait dédaignées, et se voyait réduit à combattre « en pure chemise ». Si, au contraire, il était défié, il gardait le bénéfice de son rang et combattait avec toutes ses armes, tandis que le roturier n'avait jamais que l'écu et le bâton.

Saint Louis n'accepta pas cette sorte de justice. Au point de vue du droit, elle était absurde. Qu'y a-t-il de commun entre le droit et la force? Au point de vue religieux, elle était impie. N'était-ce pas tenter Dieu que de requérir son intervention en toute querelle et de se décharger sur lui du devoir de juger? « O homme, qui m'a fait juge de vos que-

relles et de vos partages? *Homo, quis me constituit judicem aut divisorem super vos?* » Il supprima donc encore cette fausse justice de ses domaines. Il maintint toute l'ancienne procédure, l'imputation, le démenti, et toutes les formes de preuves à l'usage de l'accusation ou de la défense. Seulement, au moment où, d'ordinaire, le juge adjugeait la bataille, c'était l'enquête qui était ordonnée. Des témoins étaient recherchés, produits, récusés à l'occasion, et le jugement était rendu sur tout l'ensemble des preuves (1260).

Les gages de bataille étaient donc remplacés par l'enquête dans la procédure; mais, le jugement rendu, quel recours restait-il au condamné? Tout juge peut se tromper. La question alors est entre le condamné et le juge, et l'appel du juge lui-même au combat avait jusque-là servi à la résoudre. Le roi permit de *fausser* le jugement, et d'appeler ainsi le juge au tribunal du seigneur suzerain, comme on l'y appelait dans le cas où il y avait déni de justice. Ce second jugement, contrôlant le premier, était définitif; et toutefois, comme l'erreur est encore possible au deuxième degré, on accordait un troisième recours par voie d'*amendement*.

Saint Louis avait donc rétabli dans ses domaines les vraies formes de la justice. L'appel, consacré par la pratique du droit romain, l'appel, qui n'avait pas cessé d'exister dans le droit de l'Église, rentrait dans les tribunaux et dans la cour du roi.

Je dis du roi, mais du roi comme seigneur; car saint Louis n'avait pu imposer ces procédés aux autres. Établir comme suprême recours l'appel à son tribunal, c'eût été y subordonner toutes les autres justices, c'eût été ravir à la féodalité la part de souveraineté qu'elle avait acquise de ce chef; et saint Louis n'aurait pas voulu commettre cette usurpation. Il se contenta donc d'établir ce droit chez lui, respectant l'autorité des autres, et les laissant libres, ou de suivre l'ancien usage, ou d'entrer dans la voie qu'il venait d'ouvrir à une meilleure justice; et il y eut des pays où l'on vit une

sorte de partage. Mais c'était une bien redoutable concurrence que celle de cette justice qui ne voulait plus rien céder au droit du plus fort ; et combien l'autre n'était-elle pas odieuse, quand elle laissait pour toute ressource au roturier, qui en appelait d'un noble, la faculté d'aller attaquer son adversaire, monté à cheval, couvert de son armure et pourvu de l'épée et de la lance, n'ayant, lui, d'autres armes que l'écu et le bâton ? L'opinion publique poussait donc vivement vers les procédés de saint Louis. La vue de sa justice, pratiquée dans son domaine sur tous les points du territoire, tenait l'autre en échec ; et les légistes, ici encore, aidèrent puissamment à son triomphe. On le peut voir sur ce point, comme pour les guerres privées, dans le traité de Beaumanoir.

II

Tribunaux d'appel. — La cour du roi.

En parlant du combat judiciaire comme d'un moyen de preuve en tout débat, nous avons été amené à parler aussi de l'appel, car c'était un moyen d'appel contre un premier jugement.

L'appel, au moyen âge, n'était pas comme à Rome, où l'on ne s'en prenait qu'au jugement, dont on demandait la réforme pour cause d'erreur : c'était le juge lui-même que l'on prenait à partie. Si c'était un prévôt, ou un homme de fief, ou un magistrat municipal, il était appelé devant le bailli ou sénéchal ; si c'était le bailli ou le sénéchal lui-même, il était appelé devant la cour du roi.

La cour du roi se composait de vassaux du domaine royal et des grands vassaux. Les rois y convoquaient, avec les seigneurs laïques, des prélats, et non pas seulement les prélats qui relevaient d'eux pour quelque fief, mais les principaux de l'Église de France. Ils y firent même entrer leurs

XXII

ART DU XIX^e SIÈCLE — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis recevant la bénédiction de l'évêque de Paris avant son départ pour la croisade. » = D'après un carton d'Hippolyte Flandrin († 1864) qui est conservé à la manufacture de Sèvres. = Tous les personnages sont des portraits des amis de Flandrin.

Dessiné par Édouard GARNIER ,
gravé par CHAPON.



AB. GARVIER del.

H. FLANDRIN p.

L. CHAPON sc.

grands officiers (1224) : introduction qui fut combattue par les seigneurs, mais qui devait prévaloir, grâce à l'importance de ces dignitaires. Dans ces conditions, la cour du roi était essentiellement un corps politique ; mais elle resta aussi un corps judiciaire, jugeant généralement en première instance ce qui regardait les grands vassaux et les prélats, et au criminel les crimes qui intéressaient la paix publique ou les seigneurs que les baillis n'auraient pas osé condamner, et recevant appel des jugements qui, après un examen préalable, paraissaient dignes d'une nouvelle instruction.

De même que le roi, les grands vassaux pouvaient avoir leur cour. L'Échiquier de Rouen était la cour des ducs de Normandie avant la réunion de la Normandie à la France ; les Grands Jours de Troyes, la cour des comtes de Champagne ; et le comte de Toulouse avait aussi son parlement. L'Échiquier de Rouen était resté cour d'appel pour les vicomtés et bailliages de Normandie, même après la conquête de Philippe-Auguste ; et il en fut de même du parlement de Toulouse dans les premiers temps qui suivirent la mort d'Alfonse, et des Grands Jours de Troyes pour la Champagne, quand, plus tard, la Champagne fut rattachée à la couronne par l'avènement de Louis le Hutin. Ces cours restaient par l'habitude où étaient les rois de ne rien changer à l'organisation des pays réunis au domaine ; mais la cour du roi demeurait au-dessus.

En vertu de son caractère même, son ressort comprenait le royaume entier. Dès le règne de saint Louis, le parlement eut juridiction en Languedoc ; il était le tribunal suprême des sénéchaux de Beaucaire, de Carcassonne, du Périgord et du Quercy ; il pouvait recevoir les appels du comte de Toulouse ; et le roi d'Angleterre lui-même, par le traité de 1258, fut obligé de permettre à ses sujets d'appeler des sentences de ses sénéchaux en Guyenne au parlement de saint Louis.

La cour avait dû prendre une organisation appropriée à l'accroissement des affaires déferées à sa justice.

On lui donna plus de fixité quant au lieu. Sous saint Louis, elle se retrouve le plus souvent à Paris, et l'on peut prévoir que c'est là qu'elle se fixera. Comme il y a plus d'unité dans le lieu, il y a aussi plus de régularité dans le temps de ses

Arresta. iudicia. et consilia parisi
in pallamento oct. candel. anno
dm̄. m̄. cc. lx. secundo:—

Determinatum est super facto
emendarum quas ep̄s claromont-
en petebat a civibz claromont
q̄ p̄ inq̄stam factam p̄ curiam istam
sibi fuerant adjudicate p̄ iniurias
ab eisdem civibz sibi illatis. q̄d id
ep̄s levabit et habebit emendam suam
ab illis qui forisfecerunt et iniurias
huiusmodi intulerunt ipsi ep̄s. dimp-
tam nichil solvant illi qui nichil
forisfecerunt. Et promisit ep̄s q̄ super
moderatione et taxatione ipsarum emen-
darum libenter credet consilio domini
regis —

Arresta, iudicia et consilia, Parisius, in pallamento octabarum Candelose, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo secundo.

Determinatum est, super facto emendarum quas episcopus Claromontensis petebat a civibus Claromontensibus, que, post inquestam factam per curiam istam, sibi fuerant adjudicate pro iniuriis ab eisdem civibus sibi illatis, quod idem episcopus levabit et habebit emendam suam ab illis qui forisfecerunt et iniurias huiusmodi intulerunt ipsi episcopo, dum tamen nichil solvant illi qui nichil forisfecerunt. Et promisit episcopus quod, super moderatione et taxatione ipsarum emendarum, libenter credet consilio domini Regis.

Fig. 47. — Extrait des *Olim* (les plus anciens Registres du parlement de Paris).
— L'original est aux Archives nationales, X^{1A}, 1-4.)

réunions, en tant que tribunal. Ces réunions se tiennent généralement le jour ou le lendemain des grandes fêtes :

Pentecôte, Toussaint, Saint-Martin d'hiver, Chandeleur; ou, en cas d'empêchement, aux fêtes les plus voisines : Pâques, Ascension, Assomption.

Un point plus important que ces deux circonstances de temps et de lieu, c'est la composition même du parlement.

Depuis que les affaires judiciaires allaient se multipliant devant la cour, son rôle fut surtout de juger; et, depuis que le combat judiciaire fut supprimé, il fallait juger sur des raisons. Cela donnait au droit une importance capitale, et exigeait qu'il fût connu de ceux qui avaient pour devoir de l'appliquer. Il resta fort peu de grands vassaux parmi les juges. On y compte encore quelques prélats; mais ce qui surtout y domine, ce sont les clercs, les frères prêcheurs ou mineurs; et si l'on y mentionne des chevaliers, ce sont, non des hommes d'armes, mais des gens de loi. Ainsi le roi rend encore personnellement la justice, comme on le voit dans les scènes bien connues de Joinville; mais l'administration régulière de la justice appartient à sa cour, à ce qui devient le parlement.

III

La justice de saint Louis.

L'appel avait donc lieu des prévôts ou des justices seigneuriales et municipales aux baillis ou sénéchaux, et des baillis ou sénéchaux à la cour du roi. Il pouvait même remonter plus haut et s'adresser au roi lui-même.

Si la cause avait déjà été jugée en appel au parlement, on n'en pouvait solliciter du roi la révision que par voie de requête, et lorsqu'il y avait présomption d'erreur. Mais quelquefois on s'adressait directement au roi, et saint Louis se plaisait à rendre ainsi la justice. Il envoyait quelques-uns des seigneurs de son conseil ou de son intimité s'enquérir s'il n'y avait pas à la porte du palais quelques parties qui

voulussent débattre devant lui leurs affaires, — d'où les plaids de la porte, dont l'usage se perpétua et donna lieu à la chambre des requêtes ; — et si ces envoyés ne suffisaient pas à les accommoder, le roi appelait devant lui les plaideurs. Joinville, qui fut parfois chargé de cette sorte de mission, nous en a conservé le souvenir ; et c'est à cette occasion qu'il nous retrace cette scène devenue légendaire :

« Maintes fois il advint qu'en été il s'alloit asseoir au bois de Vincennes après sa messe, et s'accotoit à un chêne, et nous faisoit asseoir autour de lui. Et tous ceux qui avoient affaire venoient lui parler sans empêchement d'huissier ni d'autres gens. Et alors il leur demandoit de sa propre bouche : « Y a-t-il ici quelqu'un qui ait sa partie ? » Et ceux qui avoient leur partie se levoient, et alors il disoit : « Taisez-vous tous, et on vous expédiera l'un après l'autre. » Et alors il appeloit M^{sr} Pierre de Fontaines et M^{sr} Geoffroi de Villette¹, et disoit à l'un d'eux : « Expédiez-moi cette partie. » Et quand il voyoit quelque chose à amender dans les paroles de ceux qui parloient pour lui, ou dans les paroles de ceux qui parloient pour autrui, lui-même l'amendoit de sa bouche. Je vis quelquefois, en été, que, pour expédier ses gens, il venoit dans le jardin de Paris, vêtu d'une cotte de camelot, d'un surcot de tiretaine sans manches, un manteau de taffetas noir autour du cou, très-bien peigné et sans coiffe, et un chapeau de paon blanc sur sa tête. Et il faisoit étendre des tapis pour nous asseoir autour de lui ; et tout le peuple qui avoit affaire par-devant lui se tenoit autour de lui debout ; et alors il les faisoit expédier en la manière que je vous ai dite avant du bois de Vincennes. » (Ch. xii.)

Cette scène ne suffirait pas pour donner une idée complète de la justice de saint Louis. Autant il se montrait doux aux petits, autant il était ferme à l'égard des grands, lors-

¹ L'un est célèbre comme jurisconsulte, nous en reparlerons ; l'autre fut bailli de Tours en 1261 et 1262.

qu'il y avait chez eux des torts à redresser ou des crimes à punir, et le plus hautain de ses frères, Charles d'Anjou, en put faire lui-même l'expérience. Charles n'entendait pas la justice comme saint Louis, et il n'était que trop disposé à regarder son droit chez lui comme sans limites. Il avait voulu contraindre un homme à lui vendre son bien. Celui-ci s'en plaignit au roi, qui fit venir son frère, lui enjoignit de rendre le bien, dont il avait déjà pris possession, avec défense d'en inquiéter le maître dorénavant, puisque ce dernier ne le voulait céder ni par vente ni par échange. Le comte d'Anjou ne souffrait pas davantage que l'on n'acceptât pas ses jugements. Un chevalier qui avait perdu un procès engagé devant lui à propos d'un château ayant appelé de la sentence à la cour du roi, Charles le fit mettre en prison; et les amis du chevalier offrirent en vain caution pour qu'il lui rendit la liberté. Le roi en fut instruit. Il manda son frère, le reprit vivement de ce qu'il avait fait, et lui dit qu'il ne devait y avoir qu'un roi en France. « Ne croyez pas, ajouta-t-il, parce que vous êtes mon frère, que je vous épargne en rien contre droit de justice; » et il lui ordonna de relâcher le chevalier, pour qu'il pût librement poursuivre son appel. Lorsque l'appel fut porté devant le roi, Charles se présenta avec ses conseillers et ses avocats d'Anjou, auxquels il avait joint les meilleurs de Paris, et ce grand appareil troubla fort la partie adverse. Le chevalier ne cacha point la crainte que lui inspirait une lutte en apparence si inégale, et il pria le roi de lui donner lui-même conseil et avocats, d'autant plus qu'il n'en pouvait trouver, tant le comte exerçait d'intimidation ou de séduction sur les autres. Le roi lui choisit lui-même d'habiles défenseurs, leur faisant jurer de lui donner loyal conseil en son affaire, et, à la fin, le chevalier gagna sa cause. Charles prétendait user des mêmes façons d'agir jusque dans Paris, empruntant, achetant à crédit, et se croyant dispensé, ou du moins ne se pressant nullement de payer ou de rendre. Des bourgeois,

ainsi lésés, se plaignirent au roi, et, comme le comte cherchait encore des moyens d'échapper, saint Louis le menaça de lui ôter la jouissance des biens qu'il tenait de lui : ce qui le contraignit à donner les satisfactions requises ¹.

Le même chroniqueur raconte comment il fit faire justice d'une femme de grande maison qui avait fait tuer son mari par son amant. La reine, la comtesse de Poitiers et plusieurs nobles dames du royaume intercédèrent pour elle, car elle montrait grande repentance de son crime ; et plusieurs frères prêcheurs et mineurs pressaient le roi de lui faire grâce de la vie. Comme le roi demeurait inébranlable, on le pria du moins que le supplice n'eût pas lieu à Pontoise, où le crime avait été commis et où elle était connue. Sur ce point, le roi prit conseil du sage Simon de Nesle ; et celui-ci lui ayant répondu qu'il était bon que le supplice eût toute publicité, le roi maintint l'arrêt du juge, et la coupable fut brûlée à Pontoise.

On cite encore une autre circonstance où le roi eut à lutter pour maintenir les droits de la justice contre l'opposition de tous les barons : car il s'agissait d'un des premiers d'entre eux, Enguerrand de Coucy.

Trois jeunes nobles du comté de Flandre avaient été surpris, en compagnie de l'abbé de Saint-Nicolas, dans un bois appartenant à Coucy, avec des arcs et des flèches. Quoique sans chiens, sans autres engins de chasse, ils avaient été jugés comme ayant chassé, et pendus. Sur la plainte de l'abbé et de plusieurs femmes leurs parentes, Enguerrand fut arrêté et conduit au Louvre. Le roi se le fit amener : il comparut, ayant avec lui le roi de Navarre, le duc de Bourgogne, les comtes de Bar, de Soissons, de Bretagne, de Blois, l'archevêque de Reims, le sire Jean de Thorote, et presque tous les grands du royaume. L'accusé dit qu'il voulait prendre conseil, et il se retira avec la plupart des sei-

¹ Confesseur de la reine Marguerite, *Histor. de France*, t. XX, p. 115.

gneurs qui lui avaient fait cortège, laissant le roi seul avec sa maison. Quand il revint, Jean de Thorote, en son nom, dit qu'il refusait l'enquête, parce que sa personne, son honneur et son héritage étaient en jeu ; mais qu'il était prêt à se défendre par bataille, niant qu'il eût pendu ou ordonné de pendre les trois jeunes gens. Il n'y avait d'adversaires que l'abbé et les femmes qui étaient là, demandant justice. Le roi répondit que, dans les causes où figuraient les pauvres, les églises, ou des personnes dignes de pitié, on ne devait point procéder par bataille ; car on ne trouverait pas facilement qui voulût combattre pour telles sortes de personnes contre les barons du royaume. Il dit qu'il ne faisait rien de nouveau contre l'accusé, et il alléguait un exemple de Philippe-Auguste, son aïeul. Il admit donc la requête des plaignants, et fit prendre Enguerrand par les sergents, qui l'emmenèrent au Louvre. Toutes les prières furent inutiles ; saint Louis refusa de les entendre, se leva de son siège, et les barons s'en allèrent, étonnés et confus.

Ils ne se tinrent pas néanmoins pour battus. Ils se rassemblèrent de nouveau : le roi de Navarre, le comte de Bretagne, et avec eux la comtesse de Flandre, qui aurait bien plutôt dû intervenir pour les victimes. C'était comme une conspiration contre le pouvoir et l'honneur du roi ; car ils ne se bornaient pas à le prier de relâcher Coucy ; ils prétendaient qu'il ne le pouvait pas tenir en prison. Le comte de Bretagne soutenait que le roi n'avait pas le droit de faire enquête contre les barons de son royaume en chose qui touche leurs personnes, leurs héritages ou leur honneur. Le roi lui répondit : « Vous ne parliez pas ainsi au temps passé, quand les barons qui tenaient directement de vous apportaient devant nous leur plainte contre vous-même, et offraient de la soutenir par bataille. Vous disiez alors que bataille n'était pas voie de droit. » Les barons firent valoir un dernier argument ; c'est que, selon les coutumes du royaume, le roi ne pouvait juger l'accusé et le punir en sa

personne, après une enquête à laquelle il ne s'était point soumis. Le roi tint bon, et déclara que ni la noblesse du coupable, ni la puissance de ses amis, ne l'empêcheraient de faire de lui pleine justice. Coucy eut pourtant la vie sauve. On avait fait valoir en sa faveur qu'il n'avait assisté ni au jugement ni à l'exécution. Le roi, selon l'avis de ses conseillers, le condamna à payer 12,000 livres parisis (303,975 fr.), somme qu'il envoya à Saint-Jean-d'Acre pour la défense de la Palestine. Le bois où les jeunes gens avaient été pendus fut confisqué et donné à l'abbaye de Saint-Nicolas. Une croix expiatoire fut élevée sur le lieu même du crime. Le condamné dut en outre fonder trois *chapellenies* perpétuelles pour les âmes des victimes, et il perdit toute haute justice sur ses bois et sur ses viviers, en telle sorte qu'il lui fut interdit de mettre en prison ou de punir de mort pour aucun fait qui les concernât. Comme Jean de Thorote, le défenseur d'Enguerrand, avait dit, dans son dépit, aux barons que le roi ferait bien de les faire pendre tous, le roi, instruit du propos, le fit venir, et lui dit : « Comment donc, Jean, avez-vous dit que je fisse pendre mes barons ? Certainement je ne les ferai pas pendre ; mais je les châtierai — s'ils font mal. » Jean de Thorote se défendit d'avoir ainsi parlé, et offrit de s'en justifier par serment, et par le serment de vingt ou trente chevaliers. Le roi ne voulut point pousser plus loin l'affaire, et le laissa aller.

IV

Travail de la jurisprudence. — Législation de saint Louis.

La réforme que préparait saint Louis dans l'administration de la justice coïncidait avec une révolution qui commençait à se produire déjà dans le droit au moyen âge : je veux parler des développements que reçut, au ^{xiii}^e siècle, l'étude du droit romain.

Un manuscrit des Pandectes, qui se trouvait à Pise et qu'on tira de l'obscurité, avait donné la plus vive impulsion à cette étude. Les légistes furent d'abord des clercs ou de pauvres chevaliers, puis de simples laïques : ils obtenaient les emplois inférieurs de l'administration ; ils achetaient des prévôtés qui étaient exclusivement réservées à la classe roturière. Les plus capables devenaient les candidats naturels aux charges de baillis, et ils arrivaient à siéger, comme assesseurs d'abord, au parlement.

Les légistes, élevés ainsi auprès de la féodalité, lui firent une guerre incessante. Ils avaient un intérêt commun, un intérêt général, qu'on n'eût pas trouvé dans les bourgeoisies isolées ; et ils firent la guerre aux privilèges des communes comme à ceux de la noblesse : ils étaient tout à la fois les hommes de la loi et du roi. Parmi les monuments de cette jurisprudence, il faut citer le *Traité* de Pierre de Fontaines, les *Coutumes de Beauvoisis*, de Ph. de Beaumanoir, et les *Établissements de saint Louis*, qui sont, non pas un code général fait par saint Louis, mais un recueil de lois et d'usages de son temps, principalement des coutumes de l'Anjou, composé par quelque jurisconsulte. Leur tendance générale est de se rapprocher des principes de toute société fortement constituée, qui sont, avant tout, l'unité de législation ; c'est aussi de rétablir l'unité de pouvoir, et par là de ramener, autant que possible, les cas en litige à la justice du roi.

On le peut voir dans la jurisprudence qui tend à s'établir sur les cas royaux. Le vague où on les laissait, et la définition qu'on en donna plus tard, ouvraient la porte à toutes les usurpations de cette sorte. Les cas royaux, c'étaient, selon la réponse faite sous Louis X aux réclamations des seigneurs de Champagne, tout ce qui, par coutume ou par droit, peut et doit appartenir exclusivement à un prince souverain. Les cas royaux se multiplièrent à l'infini. Indiquons les contraventions aux lois sur les monnaies, et les

causes d'avoueries pour les Églises : si une Église était mécontente de son avoué, elle avait recours au roi ; et par là le patronage du roi se trouva peu à peu étendu à toutes les Églises du royaume.

L'Église servit aussi à l'extension du pouvoir royal ; et, de même que les clercs mettaient leur habileté et leur savoir au service du roi contre la féodalité, le droit canon lui fut un appui contre le droit féodal. Dans l'Église dominaient les principes de l'équité et les formes de la justice. C'était elle qui avait fait pénétrer son esprit dans les codes des empereurs chrétiens, et qui, associée aux juges de l'empire, avait contribué à adoucir les aspérités du droit romain, par la manière dont elle en usait dans ses propres tribunaux. Maintevenue, affermie dans ces attributions au moyen âge, elle avait grandement aidé la royauté à rétablir en France l'ordre et la justice. Mais elle-même pouvait faire échec à l'autorité royale ; car elle était une puissance. De là ces mesures de préservation jointes aux actes de déférence, actes et mesures qui sont en si parfait accord dans la législation de saint Louis à l'égard de l'Église, comme on l'a vu plus haut ¹.

Une des classes de la population sur laquelle s'étendait le plus absolument la justice du roi, ce sont les Juifs.

Les Juifs étaient hors d'état de posséder des fiefs ; ils ne pouvaient avoir que des maisons ; mais le commerce leur était accessible. Ils se livrèrent surtout au commerce de l'argent, c'est-à-dire à l'usure ; et d'autant plus que la loi religieuse, qui en éloignait les chrétiens, les y poussait eux-mêmes. L'usure était défendue par Moïse entre Juifs : et c'est la même loi qui, renouvelée par l'Évangile, l'interdisait aux chrétiens. Mais elle était permise aux Juifs à l'égard des étrangers ; c'était une loi de Moïse et une prophétie : *Fœneraberis gentibus multis et a nulla accipies mutuum* : « Tu

¹ V. le *fac-simile* ci-contre, qui offre le type d'une enquête où les droits du roi se trouvent en opposition avec ceux de l'Église.

XXIII

•

ART DU XIX^e SIÈCLE — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis à genoux, » par Marochetti († 1868).

Dessiné par BOCOURT,
gravé par J. ROBERT.

•



Fig. 48. — Fragment d'une enquête sur les droits du roi à Cahors. — Dans toute cette enquête, les droits du roi sont sans cesse opposés à ceux de l'évêque de Cahors. — L'original est aux Archives nationales, Trésor des chartes, J, 1029, no 8.

C'est lanqueste que mesire Gantiers d'Ambelle a feite de la dreite le roi
 quil doit auoir a Cahors.

Sire je vous faz a sauoir que je fere lanqueste q' vous me man
 dastes & p. soit bien que vous sachiez que h' cinquest de caours
 me vint de fendre ^{et p. soit} q' je ne fesse lanqueste & ~~ne fesse lanqueste~~ & ~~ne fesse lanqueste~~
~~ne fesse lanqueste~~ : & sachiez bien pour sauoir q' je euse en. CC.
 autres testmons de l'acte de caours q' tout ce iurefient
 mes, lme sembla que le en auoir a se receu & au prendesam
 qui furent aucunes moi a cece enqueste fere.

Ci est l'anqueste que mesire Gantiers d'Ambelle a feite de la
 dreiture le roi qu'il doit auoir a Cahors.

Sire, je vous faz a sauoir que je [ai] feite l'anqueste que vous
 me mandastes, et si voil bien que vous sachiez que li evesque
 de Cahors me vint de fendre de par vous que je ne fesse l'anqueste.

Et sachiez bien pour voier que je euse en. CC. autres testmons de
 la cité de Cahors qui tout ce iurefient; mès il me sembla que je en
 avoie assez receu, et au preudesomes qui furent aveiques moi à
 cette enqueste fere.

prêteras à usure à beaucoup de nations, et tu n'emprunteras d'aucune d'elles. »

Ce fut pour eux une source abondante de richesse. A l'époque de Philippe-Auguste, ils avaient beaucoup de biens. Ils possédaient, dit-on, la plus grande partie de la ville de Paris. Philippe-Auguste les chassa en 1182, confisquant leurs immeubles. Il les laissa revenir pourtant, et une ordonnance des dernières années de son règne (février 1218-1219) les traitait d'une manière plus équitable.

Louis VIII régla par une ordonnance de 1223 qu'aucune somme prêtée par eux ne porterait plus intérêt depuis les prochaines octaves de la Toussaint, et que toutes les dettes dont ils étaient créanciers seraient remboursées en neuf paiements, répartis sur trois ans, aux fêtes de la Purification, de l'Ascension et de la Toussaint. Le paiement devait être fait à leurs seigneurs. Ils devaient, à peine de nullité, faire enregistrer leurs créances avant la prochaine fête de la Purification. Tout prêt antérieur aux cinq dernières années était censé périmé. En même temps l'ordonnance renouvelait la défense de retenir le Juif d'un autre, ce qui marquait le prix qu'on y attachait. Les Juifs, en effet, continuèrent, avec la connivence des intéressés, leur métier favori, et une loi de la minorité de saint Louis (Melun, 1230) renouvela les prescriptions de celle de Louis VIII. Ce n'étaient pas les Juifs qui étaient spécialement frappés, mais l'usure : l'usure considérée comme illégale, et interdite aux chrétiens comme à eux. Mais elle se cachait sous l'enveloppe du capital dans la teneur des obligations, le contractant se reconnaissant débiteur d'une somme qui comprenait, sans distinction, et le principal et l'intérêt. C'est probablement pour l'atteindre, saisir et frapper sous cette forme mensongère, que, quatre ans plus tard, dans une deuxième ordonnance de Melun sur les Juifs, on retrancha un tiers de ce qui leur était dû. On y interdisait, en même temps, toute prise de corps ou toute vente forcée de biens pour dette contractée envers eux. Dans

l'ordonnance sur les baillis, de 1254, cette dernière loi est rappelée, et il est tout spécialement recommandé de veiller à ce qu'on l'exécute. L'article 32 indiquait à quoi les Juifs devaient réduire leur vie : le travail des mains et le commerce sans usure.

Cependant cette proscription du prêt à intérêt était une entrave à tous les besoins ; et plusieurs trouvaient que, puisque, si grand péché qu'il fût, il était nécessaire, autant valait le laisser exercer par les Juifs, les Juifs étant déjà damnés ! Mais la piété du roi ne se payait pas de semblables raisons. Il disait que les usures des chrétiens regardaient les prélats, mais que les usures des Juifs le regardaient lui-même ; car les Juifs des terres du roi étaient au roi. Il se faisait donc un scrupule personnel de leur laisser commettre le mal ; et sa conscience ne lui permettait pas de tolérer chez eux une industrie qui, en raison même des gênes qu'on y apportait, était oppressive pour les chrétiens. En 1257 et 1258, des commissaires furent nommés pour rechercher ceux qui étaient victimes de ces usures, et les indemniser sur les biens saisis. Les commissaires étaient autorisés, pour se faire de l'argent, à vendre les rentes, les maisons et les immeubles, à l'exception des anciennes synagogues et des biens nécessaires à leur usage : on les rendit aux Juifs.

Ainsi les mesures de saint Louis sur les Juifs n'étaient point inspirées par une antipathie religieuse : elles ne s'adressaient pas au disciple de Moïse, elles frappaient l'usurier ; et la preuve en est dans les mesures analogues prises contre ceux qui, parmi les chrétiens, faisaient concurrence aux Juifs en cette matière : car il y en avait en France, en Angleterre, surtout en Italie : d'où le nom de Lombards et de Caorsins. Une ordonnance de 1268, rendue contre les usuriers sous ces deux noms, les expulsait du royaume, et fixait un délai de trois mois, pendant lequel ceux qui leur avaient donné des meubles en gage pouvaient les retirer moyennant remboursement du principal.

Il y a cependant dans la législation de saint Louis quelques ordonnances où le sentiment religieux domine seul, et l'entraîne exceptionnellement au delà des bornes de l'équité.

1° *Contre les Juifs*. Ordre de brûler leurs livres. On s'était alarmé, sous Grégoire IX, du Talmud, qui parut être un attentat contre les livres saints.

Ordonnance de 1269, qui prescrit aux Juifs de se distinguer des chrétiens par une roue de drap jaune ou de feutre de quatre doigts de diamètre, cousue sur leurs vêtements.

2° *Contre les blasphémateurs*. Le blasphème était crime capital dans la loi des Juifs. Il passa au même titre dans la législation de Justinien, qui le punit de mort; et, comme le crime d'hérésie, il fut l'objet de peines rigoureuses de la part de plusieurs princes chrétiens au moyen âge. Saint Louis, qui laissa subsister dans toutes leurs rigueurs les lois contre les hérétiques, fit aussi des lois contre les blasphémateurs. Philippe-Auguste les avait condamnés à payer quatre livres ou à être plongés dans l'eau sans péril de mort. Saint Louis usa envers eux de traitements plus sévères.

Joinville raconte qu'un jour, à Césarée, pour un crime de ce genre, « il fit mettre un orfèvre à l'échelle (sorte de pilori), en braye et en chemise, les boyaux et la fressure d'un porc autour du cou, et en si grand foison, qu'ils lui arrivoient jusques au nez. » Le confesseur de Marguerite, en même temps qu'il rapporte cette sorte de traitement ignominieux, ajoute que parfois saint Louis faisait marquer aux lèvres, d'un fer chaud, ceux qui enfrenaient sur ce point ses défenses. Était-ce la sanction légale de ces prohibitions? On n'en trouve aucune trace dans la législation de saint Louis; et en fait, on ne cite que l'exemple de ce bourgeois de Paris, dont parle Joinville par ouï-dire. Les murmures que ce supplice excita, et que les autres historiens ont recueillis également, donnent lieu de croire que ce n'était point une peine ordinaire. Malheureusement on ne peut pas

dire que ces murmures aient fait reculer le roi. Ce supplice, il aurait voulu lui-même l'endurer, si à ce prix il eût pu corriger les blasphémateurs. C'est le mot que Joinville rapporte de lui en cette occasion : « Je voudrais être signé d'un fer chaud , à condition que tous vilains serments fussent ôtés de mon royaume. »

Cependant on aurait pu se laisser entraîner loin dans cette voie. Ce n'est point par des rigueurs impopulaires qu'on peut lutter contre des habitudes invétérées dans un peuple. La papauté voulut tempérer sur ce point l'ardeur trop aveugle de saint Louis. Clément IV, dans une bulle du 12 juillet 1268, félicite le pieux roi de son zèle , mais l'invite à le mieux régler ; et s'il rappelle les peines de l'Ancien Testament , c'est pour l'engager à n'en point prendre exemple, et à punir sans que les membres ou la vie du coupable soient compromis (*citra membri mutilationem et mortem*).

Cet avertissement fut entendu. L'ordonnance de 1269 ne porta pour peine qu'une amende : le pilori et la prison n'étaient que pour ceux qui ne pouvaient pas payer ; le fouet, pour les enfants de dix à quatorze ans. Le roi, toutefois, se réservait de punir plus sévèrement les blasphèmes plus énormes qui lui seraient dénoncés.

Si la piété de saint Louis l'a entraîné ici à des mesures excessives, on voit comme il était prompt à revenir au premier avertissement ; et combien ces excès rares ne sont-ils pas compensés par toutes les lois charitables, par les mesures humaines que cette piété lui inspira ! C'est le sentiment religieux qui lui fit supprimer toutes les violences de la loi commune, tout ce qui, dans la législation du moyen âge, gardait la trace du droit du plus fort ; c'est le sentiment religieux qui lui fit apporter, dans l'administration de la justice, ces principes d'égalité que la société connaissait si peu encore : modération du droit d'aubaine, réduit au cas où l'étranger mourait sur les terres du seigneur ; suppression de la contrainte par corps pour dette privée ; abolition de l'usage qui an-

nulait les dernières volontés des déconfès ou morts sans confession ; c'est le sentiment religieux qui le faisait aller lui-même au-devant des réparations auxquelles pouvaient donner lieu les actes de ses officiers : témoin les enquêteurs qu'il institua avant la croisade, et dont il ne cessa pas d'user à toute époque après la croisade. C'est qu'à l'exemple de la loi divine de Moïse, à l'exemple de l'Évangile, il avait pris pour règle, non pas seulement la justice, mais la charité.



Fig. 49. — Gravure des sceaux. — Sceau « ordonne » de saint Louis, laissé en France pendant sa seconde croisade pour l'expédition des affaires.

— † *Sigillum Ludovici Dei gratia Francorum regis in partibus transmarinis agentis.*

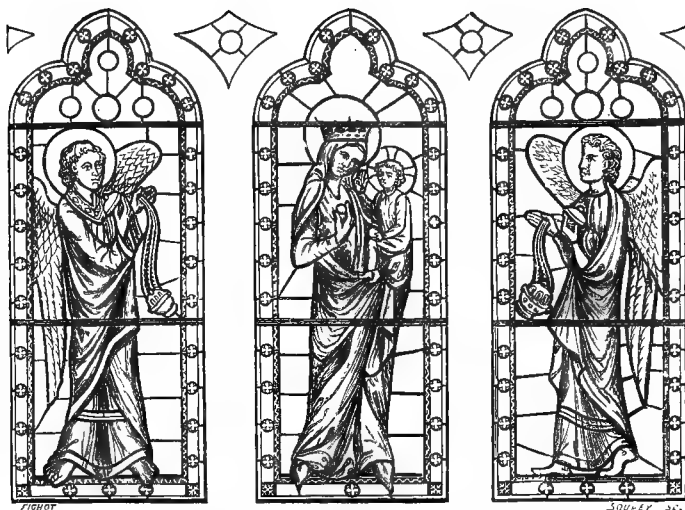


Fig. 50. — Peinture sur verre. — Vitrail de la cathédrale de Tours.
V. plus haut la planche chromolithographique qui reproduit un vitrail de la Sainte-Chapelle.

CHAPITRE XVIII

LES LETTRES ET LES SCIENCES AU TEMPS DE SAINT LOUIS

I

L'université de Paris et l'enseignement public.



N a dû, pour bien connaître la politique de saint Louis, le suivre au milieu des événements de son temps et dans les détails de son administration. Pour mieux connaître sa personne, il faudrait le voir au sein de la société où il a vécu. Il faudrait faire le tableau de cette société, non pas seulement dans les rapports de ses classes et le jeu de ses institutions, comme nous venons de l'essayer, mais dans sa vie intime. Il faudrait reprendre l'histoire de

l'Église, non point tant dans les transactions où elle se mêle à la politique du temps que dans son organisation intérieure, dans ses grandes divisions en séculiers et réguliers, dans le travail de ses ordres anciens, dans le développement de ses ordres nouveaux, et indiquer l'action qu'elle eut par là sur la société tout entière : car c'est elle qui avait enfanté en quelque sorte cette nouvelle société, c'est elle qui la formait par ses enseignements. Il faudrait dire ce qu'elle avait recueilli à cette fin de la civilisation ancienne; ce qu'elle en avait fait, comment elle l'appliquait aux populations dont elle avait la charge, et ce que les peuples, instruits par elle, avaient produit avec elle et même en dehors d'elle. Mais cette matière, même pour une époque déterminée, est tout un monde, et ne peut se traiter comme par appendice à la vie d'un seul homme, si grand qu'il ait été. Je dois donc me borner à indiquer ce vaste sujet, et me contenterai de marquer la part qu'a prise saint Louis au développement des lettres, des sciences et des arts.

L'UNIVERSITÉ DE PARIS. — On sait que les écoles s'étaient élevées à l'ombre du sanctuaire. L'Église avait dirigé même ces écoles du palais, créées par Charlemagne, et les papes, qui tinrent une si grande place dans le monde au ^{xiii}^e siècle, depuis Innocent III jusqu'à Boniface VIII, ne cessèrent pas de porter leur sollicitude sur l'instruction publique en tous pays.

La ville de Paris était de toutes les villes celle qui, à cet égard, tenait le premier rang, et son université, consacrée par une charte de Philippe-Auguste (1200), attirait les étudiants de toutes les nations. L'université de Paris put ainsi s'honorer de compter parmi ses maîtres ou ses étudiants les docteurs ou les lettrés les plus célèbres du ^{xiii}^e siècle : Alexandre de Hales, Roland de Crémone, Hugues de Saint-Cher, Albert le Grand et saint Thomas, Jean de Parme et Guillaume de Saint-Amour, saint Bonaventure et Roger Bacon, Robert Grosse-Tête et Henri de Gand, Lanfranc

de Milan, Jean de Viterbe, Gilles Colonne, Brunetto Latini et Dante.

L'université, c'était l'ensemble des professeurs et des écoliers. Les écoliers étaient ou libres ou distribués en plusieurs collèges. Ces collèges étaient des fondations pieuses, destinées à recueillir quelques étudiants sans ressources (on les appelait quelquefois hôpitaux ou hospices). Saint Louis encouragea ces établissements par ses dons, et plusieurs dans son testament par ses legs, et il eut une grande part à la fondation du collège fameux qui, depuis 1300 environ, porta le nom de Sorbonne : Robert de Sorbon était son clerc ou son chapelain. C'est saint Louis qui, afin de pourvoir à l'entretien des pauvres clercs réunis par ce dernier, leur donna, en 1253, une maison située en face du palais des Thermes, rue Coupe-Gueule (depuis rue des Deux-Portes). Il y joignit, en 1258, quelques maisons de cette même rue et de la rue des Maçons, échangées contre d'autres que Robert possédait rue de la Bretonnerie, et qu'il abandonna aux religieux de Sainte-Croix ; et ce furent ces donations qui, avec d'autres legs portés au testament de saint Louis, permirent à Robert de Sorbon de fonder son collège, destiné uniquement aux études de théologie. Robert le gouverna sous le nom de proviseur, nom consacré par la bulle de Clément IV, qui, en 1268, détermina les fonctions du chef de la maison et la manière de l'élire.

Pour ce qui est de l'enseignement, il se composait, comme dans les écoles carlovingiennes, du *trivium* et du *quadrivium* : le *trivium* comprenait les lettres : grammaire, dialectique, rhétorique ; le *quadrivium*, les sciences : arithmétique, géométrie, astronomie et musique. C'est ce qu'on appelait les sept arts libéraux, ou d'un seul nom *clergie*, comme faisant la science du vrai clerc.

THÉOLOGIE ET PHILOSOPHIE. — La théologie et la philosophie faisaient un degré supérieur de l'enseignement.

La théologie, science de Dieu, tenait le premier rang dans

l'enseignement de l'Église, et la philosophie, par la nature même de son objet, lui était, en quelque sorte, subordonnée ; mais, par un singulier retour des choses au ^{xiii}^e siècle, cette science que l'on disait servante (*quasi ancilla*) était devenue maîtresse. Elle avait fait adopter à la théologie sa méthode, et l'avait entraînée, au péril de l'orthodoxie elle-même, dans les querelles qui la divisaient.

La question de la nature des idées générales, la querelle des *réalistes* et des *nominaux*, avait passionné et troublé les écoles au ^{xi}^e et au ^{xii}^e siècle. A la fin du ^{xii}^e siècle, Amaury de Chartres, sous l'influence des livres d'Aristote, plus ou moins mal traduits, plus ou moins mal commentés et compris, avança sur Dieu et sur la matière des doctrines qui menaient droit au panthéisme ; doctrines qu'il rétracta de son vivant, mais qui trouvèrent des disciples pour les soutenir après lui ; ce qui fit qu'Amaury lui-même, après sa mort, fut condamné avec eux. Aristote fut condamné en même temps (1209), et il devait l'être comme théologien : on le proscrivit à ce titre des écoles. Mais il y pouvait rentrer, si on le prenait pour ce qu'il était, un philosophe, et si l'on ne cherchait point à le faire pénétrer dans un domaine qui n'était pas le sien.

C'est à quoi réussirent des docteurs qui, sur un terrain où la théologie et la philosophie se rencontraient si naturellement, surent faire la part de la raison et de la foi, les soutenir et les fortifier l'une par l'autre ; docteurs tous sortis de l'Église : les uns du clergé séculier, comme Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris sous saint Louis ; les autres, des ordres religieux, et particulièrement de ces deux ordres qui naquirent presque en même temps, au ^{xiii}^e siècle, un peu avant et un peu après la mort d'Innocent III, pour la défense et l'honneur de la religion menacée, les deux ordres de Saint-Dominique et Saint-François, les frères prêcheurs et les frères mineurs. Le premier, plus réglé dans ses études, plus discipliné dans son enseignement, domina toute la

science théologique et philosophique du xiii^e siècle par les noms imposants d'Albert le Grand et de saint Thomas; le

[I]mpossibile est hec duo simul esse
vera, quod videam aliquem sedentem,
et ipse non sedeat. Et similiter non est
possibile quod Deus presciat [al]iquid
esse futurum, et illud non sit. [Nec ta-
men] propter hoc futura ex necessitate
[ev]eniunt. Hec sunt, pater karissime,
que, vestre [jussi]oni obediens, ad er-
rantium reductionem scripsi. Que si eis
non sufficiunt [dic]ta, rescribere vobis
obediens non [desi]nam. Valeat Pa-
ternitas vestra diu. Frater Raynaldus
[com]mendat se vobis.

ipse f. hęc duo sūt cō vag
 unda aliquē sēdēte i. qe nō
 ut. 7 sūt i. c. p. 7 d. p. sūt
 p. d. sūt sūt i. illud nō sūt
 i. p. sūt ex n. c. b. t. e
 i. n. sūt p. p. n. c. p. b. t. e
 i. o. b. d. i. e. s. a. d. e. n. t. i. u. m. r. e. d. u. c. t. o. r.
 i. m. p. i. q. n. e. s. i. s. s. i. c. i. e. n. t.
 a. r. e. s. e. b. e. u. o. b. o. b. d. i. e. s. n.
 n. a. v. a. l. e. a. t. p. a. r. m. i. t. a. l.
 i. d. u. i. f. r. a. y. n. a. b. l. u. s.
 m. e. d. a. t. s. e. u. o. b. 3.

Fig. 51. — Écriture de saint Thomas d'Aquin. — Extrait d'une lettre autographe à Bernard, abbé du Mont-Cassin, sur la prescience de Dieu et la liberté humaine.
(*Bibliotheca Cassinensis*, II, 216.)

second, comme son ardent et extatique fondateur, plus indépendant et plus vagabond dans ses allures, devait enfanter en même temps, et comme en opposition l'un à l'autre, le mystique saint Bonaventure et le savant Roger Bacon.

Saint Louis ne fut pas étranger au grand mouvement qui se produisait dans ces études. Lui-même avait été imbu de bonne heure de ce qui s'enseignait dans les écoles. Il n'est pas nécessaire de dire qu'il savait le latin ; il le savait assez pour le traduire couramment en français, à mesure qu'il lisait un texte, afin d'en faire profiter ceux de ses familiers qui ne l'auraient pas compris. Il cherchait à répandre l'instruction par tout moyen. Il multiplia les livres, et il ne fit pas seulement copier, il fit traduire plusieurs parties des Écritures et des saints Pères. Sans se permettre de faire la leçon à personne, il semblait marquer par son exemple la voie où il eût été bon de s'engager de préférence dans les

études théologiques. « Il ne faisait pas volontiers sa lecture, dit un de ses plus anciens historiens, dans les écrits des maîtres, mais dans les livres des saints Pères, authentiques et approuvés. » Entre les Pères, saint Augustin, au rapport du même historien et de l'anonyme de Saint-Denis, était, après les saintes Écritures, celui qu'il lisait le plus assidûment.

DRIT ET MÉDECINE. — La théologie et la philosophie appartenaient à l'enseignement de l'Église, et, s'il y avait partage et différend à ce sujet, ce n'était qu'entre gens d'Église. Il en devait être autrement du droit et de la médecine ; et cependant l'Église ne laissa pas que d'y prendre une grande part.

Le droit, il est vrai, relevait d'elle pour une moitié : le droit canon, droit fondé sur les textes de l'Écriture, les décisions des papes et des conciles. Ces décisions avaient été réunies, au milieu du ^{xii}^e siècle, en quatre livres, par Gratien ; Grégoire IX y ajouta un cinquième livre, au milieu du ^{xiii}^e siècle, et, plus tard, Boniface VIII un sixième. Le droit civil se présentait sous une double forme, et se partageait à peu près les deux régions de la France : 1^o le droit écrit, d'origine romaine, au sud de la Loire ; 2^o le droit coutumier, qui dominait au nord, droit laïque, mais à l'étude duquel les clercs se portèrent avec tant d'ardeur que les papes durent y mettre des restrictions. Ce n'était point par opposition de doctrine : si, en effet, ils en défendirent l'enseignement à Paris, c'était pour réserver Paris à des études plus hautes ; car cet enseignement, interdit à Paris, était, avec l'approbation et la faveur des papes, établi à Montpellier, à Orléans, à Angers.

La faveur de saint Louis ne lui fut pas moins acquise. Ses réformes dans la législation, sa sollicitude pour la bonne administration de la justice, les règles prescrites à ses baillis et les attributions réservées à sa cour, assuraient de plus en plus l'empire du droit. Aussi vit-on sortir de l'administration, et l'on pourrait dire de l'école de saint Louis, des





hommes qui commencent à marquer une place honorable au nom français dans la jurisprudence : les de Fontaines, les Beaumanoir.

Quant à la médecine, il eût été plus naturel qu'elle fût une science séculière. Il faut remarquer cependant que, comme la philosophie, c'était une science enseignée dans les livres, empruntée aux anciens : Hippocrate, Galien, Paul d'Égine; et transmise par les Arabes : Avicenne et Rhazès, en Orient, Avenzoar et Averroès en Espagne. A ce double titre, elle se trouvait dans le domaine de ceux qui avaient la science des livres, et c'était le clergé. Mais, de plus, avant de se former par la science, elle était née de la pratique; elle était née dans les couvents. L'hospitalité qu'on y donnait aux voyageurs mettait souvent les moines dans la nécessité de soigner les malades. Les bénédictins sont les premiers qui établirent des écoles de médecine: l'une au mont Cassin, au berceau de leur ordre; l'autre à Salerne, et l'école de Salerne était, dit-on, célèbre dès le ^{viii}^e siècle; les moines des divers monastères y venaient étudier.

Ce n'est pas seulement l'étude, c'est la pratique de la médecine qui attira le clergé, et cela se comprend encore. La médecine ne vaut que par la charité et le dévouement de celui qui l'exerce. Il faut braver la vue de ce qui répugne le plus à la nature. Il faut savoir s'exposer à la contagion et à la mort : ce qui est le devoir des religieux. Toutefois l'Église craignit encore, et non sans raison, qu'en passant du soin des malades aux études de l'art de guérir le clergé ne se détournât de sa vocation véritable. Des papes, des conciles le lui interdirent, comme ils lui avaient interdit le droit, et avec une raison de plus : c'est que les devoirs de leur état ne leur permettaient pas de traiter sans péril pour la pudeur toute maladie et tout malade. L'interdiction, du reste, ne fut pas absolue, ou du moins n'y tint-on pas rigoureusement. On compte parmi les médecins français Gilles de Corbeil, chanoine de Paris, et Rigord, moine de Saint-Denis, un

des historiens de Philippe-Auguste. Saint Louis eut pour médecin, et pour chapelain en même temps, Robert, ou Roger de Provins, chanoine de Paris; un autre clerc, Dudes, ou Dudon, le traita dans sa dernière maladie. On trouve, à ce propos, un trait touchant dans la légende. Au retour de Tunis, ce médecin, qui n'avait pu sauver le saint roi, étant tombé malade, fut guéri miraculeusement à son tombeau.

La médecine était donc encore surtout la science des clercs et des docteurs; la chirurgie, qui doit être une annexe de la pratique de la médecine, était, en France, abandonnée aux barbiers. Pitard, premier chirurgien de saint Louis, ayant obtenu du roi des privilèges, les forma en corporation. Nul ne put y exercer qu'après avoir fait preuve de capacité, comme c'était, d'ailleurs, la règle dans tout autre métier; mais Pitard en voulut faire plus qu'un métier vulgaire, et en cela il fut secondé par Lanfranc de Milan. Saint Louis, qui se trouve par là avoir sa part dans cette réforme, y laissa aussi une trace de son esprit de charité. Les privilèges qu'il accorda aux chirurgiens leur furent donnés à la condition de soigner gratuitement les pauvres malades incurables qui venaient se réfugier dans les charniers ou osuaires établis auprès des diverses églises de Paris. Le roi qui pensait de ses propres mains les plaies les plus hideuses, le mal le plus rebutant, la lèpre, avait bien le droit de réclamer des chirurgiens un dévouement dont il leur donnait lui-même l'exemple.

Quant aux sciences naturelles, si intimement liées à l'art de guérir, elles étaient comprises dans la philosophie. Albert le Grand, saint Thomas et Roger Bacon surtout y rattachèrent aussi leur nom.

Saint Louis témoignait le plus grand intérêt à tous ces travaux et à ceux qui s'y consacraient. On en trouve la preuve dans une anecdote racontée du saint roi et de saint Thomas. Un jour que le saint docteur dînait à la table de saint Louis,

il s'arrêta, et, frappant sur la table : « Je tiens, s'écria-t-il, un argument décisif contre les manichéens ; » et le roi, loin de s'en fâcher comme d'un manque de respect, fit apporter aussitôt tout ce qu'il fallait pour l'écrire, de peur qu'il n'eût sortit de sa mémoire. Quoi qu'il en soit, au fond, de l'anecdote, elle peint au naturel saint Thomas et saint Louis. Mais il y a un autre dominicain que le saint roi aida plus spécialement, et dont il encouragea les travaux, c'est Vincent de Beauvais. Saint Louis mit à sa disposition les livres qu'il avait réunis et fait copier, et ce fut grâce à ce concours que le savant religieux composa son grand ouvrage : *Bibliotheca mundi*, ou *Speculum generale*, divisé en trois parties : le *Miroir naturel*, comprenant la description de la nature, vaste traité d'histoire naturelle, où se rencontre tout ce que l'on savait en ce temps-là ; le *Miroir doctrinal*, complément du précédent, où trouvaient place, avec la théologie et la philosophie, la grammaire, la physique, la politique, le droit, la médecine ; et le *Miroir historial*, où il expose l'histoire générale jusqu'au jour où il écrit (vers 1250).

II

Éloquence sacrée. — Histoire et géographie.

J'ai indiqué le rôle de l'Église à tous les degrés de l'enseignement, et jusque dans les sciences qui lui étaient moins naturellement dévolues, comme le droit et la médecine, sciences où, du reste, elle voulut elle-même restreindre sa part en favorisant, par l'interdiction qu'elle en fit aux clercs, celle qu'y prirent les étrangers. Les lettres étaient plus régulièrement de son domaine, comme filles de l'antiquité, dont elle était l'héritière.

ÉLOQUENCE. — L'éloquence n'avait de refuge alors que dans la chaire chrétienne : elle y trouva de dignes adeptes et

dans les disciples de saint Bernard et dans les deux ordres nouveaux fondés par saint François et par saint Dominique.

HISTOIRE. — L'éloquence était donc l'apanage de l'Église seule. Quant à l'histoire, c'est elle encore qui, au ^{xiii}^e siècle, la continuait dans ses chroniques, reprenant en général le cours des événements au commencement du monde, pour le suivre, sans grand souci de la chronologie ni des règles de la critique, jusqu'au jour où écrivait le rédacteur. Pourtant l'histoire avait pris déjà un caractère plus personnel, plus animé chez les historiens des croisades au ^{xii}^e siècle. Le présent livre a pu faire apprécier les historiens de saint Louis. On a vu, en particulier, avec quel amour Guillaume de Chartres, Geoffroi de Beaulieu, le confesseur de la reine Marguerite, Joinville, parlent du saint roi qu'ils ont vu de si près, et quel ton de sincérité en même temps inspire à leur récit le prince qui aimait la vérité par-dessus tout.

Mais nous avons d'autres progrès à signaler dans le travail de l'histoire au ^{xiii}^e siècle. D'abord elle commence à s'écrire en français. Ensuite, et c'est une révolution dont les croisades ont été l'occasion, elle cesse d'être l'œuvre exclusive des clercs : il suffit de nommer Villehardouin et Joinville.

GÉOGRAPHIE. — La géographie, comme l'histoire, devait avoir aussi une crise heureuse au temps de saint Louis. Reléguée dans l'école, enfermée dans les couvents, elle reste, on peut le dire, au-dessous de la science. Mais elle était aussi sortie des monastères. Elle en était sortie par ces pèlerins qui, partis pour visiter les saints lieux, avaient retracé l'itinéraire de leur long et laborieux voyage; elle en était sortie avec ces moines qui, envoyés en mission chez les nations lointaines, dans l'espérance de les convertir, en rapportèrent au moins des connaissances précises sur les pays visités par eux : témoin les relations d'Ascelin et de Plan-carpin, envoyés par Innocent IV auprès du khan des Tartares; les missions nouvelles confiées par saint Louis à

André de Lonjumeau, pendant son séjour en Chypre, et à Rubruquis (Ruysbroëk), pendant son séjour en Palestine. Rubruquis prépare au voyage de Marco Polo.

III

Poésie latine. — Poésie épique.

POÉSIE LATINE. — L'Église avait gardé son empire sur tout ce qui s'écrivait en latin. C'est par elle, c'est en partie pour elle que fleurit la poésie latine au moyen âge. Je parle ici des hymnes, et l'on y pourrait joindre certaines proses, qui, bien qu'affranchies du mètre, n'en sont pas moins animées d'un souffle poétique. Citons la prose *Lauda Sion*, et les hymnes *Sacris solemniis*, *Verbum supernum* et *Pange lingua*, qui sont de saint Thomas d'Aquin.

La poésie latine avait eu une sorte de renaissance au ^{xii}^e siècle, et, dans le genre profane, elle avait produit une œuvre remarquable : le *Ligurinus*, consacré à la vie de Frédéric Barberousse, vainqueur des *Ligures*, ou plus exactement des Milanais. Au ^{xiii}^e siècle, on peut citer, entre plusieurs autres, la *Philippide*, consacrée à la vie de Philippe-Auguste par Guillaume le Breton. Un autre, Nicolas de Braie, a célébré, en dix-huit cents et quelques vers, non pas la vie entière de Louis VIII, mais la prise de la Rochelle et le siège d'Avignon. Quant à saint Louis, aucun de ces poètes ne l'a chanté. Mais Joinville nous en console.

Plusieurs petites pièces latines rappelaient encore, au ^{xiii}^e siècle, les divers genres qui se développaient plus librement alors dans la poésie en langue vulgaire : l'épigramme, la satire, la chanson légère, la pastourelle.

Quoique l'Église ait été la maîtresse de tous ceux qui cultivaient les lettres, à quelque titre que ce fût, les écrits en langue vulgaire s'étaient plus naturellement dégagés de son

influence. C'est ainsi qu'en dehors d'elle se forma toute une littérature d'un caractère original, œuvre des troubadours et des trouvères, où l'on retrouve l'épopée, la poésie lyrique, la satire et tous les genres de la poésie familière, déclamée ou chantée.

CHANSONS DE GESTE. — L'épopée, c'est la légende transportée dans le domaine de la poésie. Elle est née de chants populaires.

Les poèmes qu'elle produisit, et qui se faisaient encore au temps de saint Louis, pouvaient se ranger en trois grandes familles ou cycles épiques : le cycle de Charlemagne, le cycle de la Table ronde et le cycle d'Alexandre, auquel se rattachent divers sujets d'antiquité : le premier, né des traditions françaises ; le deuxième, des traditions bretonnes ; le troisième, des souvenirs classiques sous l'impulsion du mouvement poétique qui avait créé les deux premiers.

De ces trois cycles il en est un qui est nôtre par le sujet comme par l'inspiration, le cycle de Charlemagne : grand nom, grandi encore par la légende, et qui communique son prestige héroïque aux personnages mêlés à ses exploits, amis ou ennemis. Le cycle de Charlemagne, en effet, ne se compose pas seulement de poèmes consacrés à la gloire du grand empereur. Charlemagne le domine plus qu'il ne le remplit. C'est le plus communément quelqu'un de ses barons qui y obtient le rôle principal, comme Roland ; c'est aussi plus d'une fois quelques-uns de ses adversaires, comme Ogier le Danois, Renaud de Montauban, etc. : car la plupart des poèmes portent l'empreinte de l'esprit féodal, qui a triomphé de la race de Charlemagne ; et le cycle s'étend, comprenant ou les pères ou les fils des personnages rendus fameux par les premières chansons, soit au nord, soit au midi de la France, avec cette particularité que les héros mêmes du Midi, à une ou deux exceptions près, ce sont les trouvères du Nord qui les chantent.

M. Léon Gautier, qui a étudié avec une compétence si

parfaite et un si ardent amour la grande question des romans de geste, partage, d'après les trouvères eux-mêmes, le cycle de Charlemagne en trois gestes principales : 1° la *geste du roi*, où la gloire de Roland efface la gloire même de Charlemagne ; 2° la *geste de Garin de Montglane*, où brille Guillaume au Court-Nez, le héros de la bataille d'Aliscamps ; 3° la *geste de Doon de Mayence*, remplie surtout par les exploits de Renaud de Montauban et d'Ogier le Danois. Ajoutez quelques cycles de moindre étendue : le cycle de la *Croisade*, avec la chanson d'Antioche, etc.

Le cycle de la Table ronde se rattache à un autre nom, beaucoup plus grand dans la légende que dans l'histoire : le roi Artus ou Arthur, consacré dans les pieux souvenirs des Bretons, par leur culte pour leur nationalité, qui succomba avec lui. Ces traditions, chantées par les bardes bretons, étaient déjà modifiées par le christianisme quand elles fournirent matière à l'épopée ; elles ne furent vraiment transformées en poèmes qu'en passant en France, pour être traduites dans la langue de nos trouvères du Nord. La chronique bretonne du moine Nennius (ix^e ou x^e siècle), qui résumait les légendes de la Bretagne, mise en latin au xii^e siècle par Geoffroi de Monmouth (1137), suscita le roman du Brut, œuvre du clerc normand Wacé (1155), qui chanta aussi les antiquités normandes dans le roman de Rollon ; et bientôt nombre d'autres romans formèrent le nouveau cycle : les uns d'un caractère profane, où, avec les exploits du roi Arthur et des chevaliers de la Table ronde, sont racontées les amours de Lancelot du Lac et de l'infidèle Genèvre, femme d'Arthur ; de l'enchanteur Merlin et de la fée Viviane ; de Tristan et de la blonde Yseult, fiancée oublieuse et bientôt femme non moins légère du bon roi Marc ; d'Yvain et de la châtelaine dont il a tué le mari ; d'Érec et d'Énide, et maint autre épisode romanesque ou magique ; les autres, d'un caractère religieux, où le roi Arthur règne toujours avec ses chevaliers, mais dont l'objet principal est, à travers mille

aventures qui ne sont pas toutes édifiantes, la recherche du saint Graal, c'est-à-dire du vase sacré qui a servi à la Cène et où Joseph d'Arimathie a recueilli le sang du Sauveur. Chrétien de Troyes fut, après Wace, le principal auteur de ces poèmes dans la seconde moitié du ^{xii}^e siècle. Il a fait, dans le genre profane, *Tristan* (aujourd'hui perdu, mais d'autres l'ont refait), *Yvain ou le Chevalier du Lion*, *Erec et Énide*, *le Chevalier à la charrette* (Lancelot du Lac); dans le genre religieux, *Perceval le Gallois*.

Tous ces romans, malgré leurs sujets étrangers et leurs marques d'origine, ont reçu des trouvères français l'empreinte et comme le costume de la France. La cour du roi Arthur est la cour de Charlemagne, avec une mise en scène chevaleresque, que la cour de Charlemagne assurément ne connaissait pas davantage. On en peut dire autant des poèmes dont les sujets sont tirés de l'antiquité : la *Guerre de Troie*, de Benoît de Sainte-More; l'*Æneas* (imitation de l'*Énéide*), qui est du même auteur peut-être, ou du moins du même temps; la *Guerre de Thèbes*, l'*Alexandre*, de Lambert li Cors (le Court) et d'Alexandre de Paris, ou plutôt de Bernai : cycle tout factice, où l'on voit se mouvoir sous des noms antiques, mais avec leurs allures ordinaires, les héros chantés dans les autres romans.

A quel point en était arrivé ce mouvement poétique au temps de saint Louis ? La grande époque en était terminée, et l'on penchait vers la décadence. Si les poètes empruntaient leurs sujets à des temps dont les héros avaient déjà passé de l'histoire dans la légende, si c'était la condition même du genre épique, leur inspiration ne venait pas de là; elle dérivait d'un fait présent, d'une guerre qui avait pour cause première, et qui à son tour avait porté au plus haut degré d'exaltation, l'esprit religieux et militaire du moyen âge : de la croisade. Quand l'esprit de la croisade décline, la veine n'a point tari, mais l'inspiration manque : et c'est là le caractère le plus général des trouvères du ^{xiii}^e siècle. Ils ne font plus

que tourner autour des précédentes chansons. Ils y ajoutent des commencements ou des fins ; ils y intercalent des épisodes. Quelquefois ils se contentent de moins. Ils se bornent à remanier les anciennes chansons , à en changer non-seulement la rime , mais la mesure.

La fin du ^{xii}^e siècle avait connu des *remanieurs*, mais quelques-uns animés encore d'un souffle puissant, comme Graindor, de Douai, qui refit la *Chanson d'Antioche et Jérusalem*, probablement d'après Richard le Pèlerin. Au ^{xiii}^e siècle, les remanieurs sont surtout des lettrés, énervant sous des formes plus élégantes l'énergie des vieux chants, comme Adenès ou Adam le Roi (ainsi appelé parce qu'il avait été roi des ménestrels, ou parce qu'il avait été couronné dans quelque concours poétique), qui refit sur des chansons antérieures *Berthe aux grands pieds*, etc.

Les romans tirés de l'antiquité, et surtout les romans de la Table ronde, devaient avoir plus de faveur du jour où l'inspiration héroïque était tombée. Au ^{xiii}^e siècle appartient, — outre quelques reproductions, même sous nom étranger, du roman de *Troie* de Benoît de Sainte-More, — la *geste d'Alisandre*, par Thomas Kent, qui ne vaut pas l'*Alexandre* de Lambert li Cors et d'Alexandre de Paris.

Les romans de la Table ronde étaient, sous la forme qu'ils prirent dès le principe en France, des romans d'intrigue amoureuse. Il ne faut donc pas s'étonner qu'ils aient fini par se confondre avec les romans d'aventures, romans chevaleresques encore, mais dont le moindre souci est de célébrer la vertu des chevaliers ou la pudeur des femmes. Ces sortes de romans vont singulièrement se multiplier. Parmi les plus fameux du ^{xiii}^e siècle, il faut citer *Parthénopex de Blois*, histoire des amours d'un jeune chevalier, neveu du roi Clovis, roi des Francs, et de la fée Mélior, héritière du trône de Constantinople, par Denis Pyram, un des poètes le plus en renom à la cour du roi d'Angleterre Henri III ; *Floire et Blanceflor*, roman dont l'auteur est inconnu, mais qui justifie la

célébrité dont il jouit au moyen âge par le tableau touchant de la tendresse, des malheurs et de la fidélité de deux jeunes amants.

Le passage du cycle de Charlemagne au cycle de la Table ronde, du roman héroïque au roman d'aventures, qui, pour le temps, semblait être un progrès, était déjà un signe de décadence. Un pas de plus dans cette voie mènera plus bas encore : d'une part, à ces romans où l'aventure prend un tel caractère, que l'on n'y peut plus voir qu'une parodie de l'ancienne épopée, une sorte de poème héroï-comique, la *Batrachomyomachie* après l'*Iliade*; d'autre part, au roman allégorique. Pour ce dernier genre de composition, ce n'est plus qu'une œuvre toute philosophique et littéraire. Le roman sorti du peuple est tombé dans l'école. Ce sera le caractère du roman fameux qui est plus particulièrement le roman du ^{xiii}^e siècle, mais du ^{xiii}^e siècle touchant au ^{xiv}^e : le *Roman de la Rose*, roman d'amour, sous l'allégorie d'une fleur, commencé par Guillaume de Lorris (vers 1262), et continué par Jean de Meung (vers 1305), sous la même forme, mais dans un tout autre esprit : c'est Ovide continué par Juvénal.

IV

Poésie lyrique et poésie légère. — Troubadours et trouvères.

On ne peut songer à énumérer ici les chansons; mais il est impossible de ne point rappeler la grande place qu'a tenue cette poésie élégante et légère dans l'histoire de notre littérature, et l'influence qu'elle eut sur les pays voisins. La littérature provençale est là pour la plus grande part, et cette littérature, qui florissait en même temps sur les bords du Rhône et de la Garonne, sur la haute Loire et jusque sur la Vienne, avait franchi les Alpes et les Pyrénées. Elle

XXIV

ART CONTEMPORAIN — ÉCOLE FRANÇAISE

« Mort de saint Louis. » = « J'ai oui conter à monseigneur le comte d'Alençon , fils du roi , que , quand il approchait de la mort , il appela les Saints pour l'aider et secourir , et spécialement monseigneur saint Jacques , monseigneur saint Denis de France et madame sainte Geneviève. Après , le saint roi se fit coucher sur un lit couvert de cendre et mit ses mains sur sa poitrine et , jetant un regard vers le ciel , rendit à notre Créateur son esprit , en cette heure même que le Fils de Dieu mourut pour le salut du monde sur la croix. » (Joinville , traduction Natalis de Wailly , 1874 , Didot , p. 407.) — Peinture murale de Leloir à l'église Saint-Séverin de Paris.

Dessiné par GARCIA ,
gravé par GUSMAN.



avait pris dans ces contrées lointaines un tel empire, que les poètes y négligeaient leur propre langue, une langue sœur, mais distincte néanmoins, pour composer leurs chants en provençal.

TROUBADOURS. — Tous les genres de la poésie lyrique et de la poésie familière étaient du domaine des troubadours : la *chanson*, le *sonnet*, le *sirvente*, pièce particulièrement satirique, etc.

Le troubadour avait un auxiliaire dans le jongleur : ou bien il l'emmenait avec lui pour chanter ses vers ; car tel bon poète peut être mauvais chanteur, et le jongleur était alors au troubadour ce que l'écuyer était au chevalier ; ou bien il lui donnait le soin d'aller seul chanter ses poésies, et cela fit une distinction parmi les jongleurs. Mais les troubadours, quand ils n'en étaient pas empêchés, se servaient d'interprètes à eux-mêmes ; et plusieurs, comme Élias Cadenet, commencèrent par être jongleurs. Les nobles ne dédaignaient pas un art dont les plus grands s'étaient honorés, depuis Guillaume IX, comte de Poitiers, duc d'Aquitaine ; et les plus humbles savaient faire oublier leur origine quand ils s'élevaient au niveau des autres par leur inspiration. Tous, en effet, étaient admis à égal titre dans ces concours, sorte de tournoi poétique où leur talent recevait sa récompense : les concours du Puy-en-Vélay datent du ^{xii}^e siècle, et l'on pense que les jeux Floraux de Toulouse n'ont été que la remise en honneur de plus anciens concours.

La poésie des troubadours, avec les habitudes de galanterie qu'elle fomentait ou faisait naître, n'était pas de nature à être encouragée plus que celle de leurs confrères du Nord, trouvères ou ménestrels, à la cour de saint Louis. Mais c'est une cause plus générale qui en amena la décadence. C'est d'abord un événement qui fut toute une révolution dans l'existence politique du midi de la France : la croisade contre les Albigeois. Cette guerre terrible vint brusquement interrompre la vie facile et molle dont les poètes charmaient les

loisirs. Devant cette invasion des hommes du Nord, les troubadours se taisent. La parole est au chantre de la croisade contre les Albigeois. La guerre n'eut qu'un temps; mais les suites en furent plus durables. Ce fut l'établissement de la maison de France dans ces contrées, à Toulouse, avec Alphonse de Poitiers; en Provence, avec Charles d'Anjou. Bien que rien ne fût changé encore dans la condition politique de ces pays; que la langue d'oc fût toujours la langue non-seulement du peuple, mais de la cour, néanmoins ils ne se retrouvaient plus là chez eux; ils se tournaient plus volontiers vers les comtes de Foix et de Rodez, ou même vers les princes du dehors, les seigneurs de la maison d'Este et les rois d'Aragon ou de Castille. Mais les cours italiennes ou espagnoles, malgré l'ascendant que la littérature provençale y gardait comme forme poétique, étaient des centres bien factices pour elle. Elle n'y avait point racine, elle y vécut tant qu'elle fut ravivée par des immigrations venues du dehors. Quand elle languit en France, elle ne pouvait plus envoyer à l'étranger des rejetons de la mère patrie; elle devait donc y dépérir aussi et laisser reprendre aux langues indigènes leurs droits dans ce domaine comme dans le reste. Bientôt même les hommes de langue d'oc subiront à leur tour l'influence des idées qui dominant dans leur propre pays. Ils imiteront les romans d'aventures, les œuvres faites en France : ils finiront par écrire en français.

TROUVÈRES. — La poésie que cultivaient les troubadours dans les provinces du Midi ne comptait pas au Nord de moins nombreux et de moins fervents interprètes. Si la langue y était moins mélodieuse, le vers moins assoupli à toutes les fantaisies d'un rythme capricieux, l'inspiration n'en était pas moins vive; et l'on peut dire qu'avec un instrument moins harmonieux et peut-être moins de dextérité à le manier, les trouvères surent faire entendre des accents plus pénétrants et plus forts. C'étaient d'ailleurs, au fond, les mêmes genres de chansons : ballades, rondeaux, pastou-

relles, tensons, sirventois, jeux partis, avec les diverses espèces d'entrelacements, et même quelquefois la recherche de rimes bizarres et difficiles en usage chez les troubadours. Et si l'austérité de saint Louis, qui regardait au fond des choses, s'accommodait peu de ces chants, dont la frivolité était assurément le moindre défaut, si sa cour ne s'ouvrait aux ménestrels que par complaisance pour les seigneurs, dont ils se faisaient les satellites, bien d'autres cours les attirait par les témoignages de leur sympathie, et les retenant par leurs faveurs. A cet égard, les cours de Champagne, d'Artois, de Flandre et de Hainaut, de Brabant, pouvaient soutenir la comparaison avec celles d'Aix ou de Toulouse, et plusieurs seigneurs ont rang parmi les trouvères : Thibaut IV, comte de Champagne ; Thibaut II, comte de Bar, etc.

Mais ce n'étaient pas seulement les seigneurs, c'étaient les bourgeoisies qui favorisaient ce mouvement poétique. Dans les principales villes du nord de la France, on avait établi des concours où les trouvères et les ménestrels venaient lire ou chanter leurs vers, et se disputer les récompenses accordées aux meilleurs. C'est ce qu'on appelait des *puy*s ; non par un hommage à la ville du Puy-en-Velay, qui eut aussi, nous l'avons vu, de ces concours, car plusieurs de ceux du Nord sont antérieurs, mais par dérivation du mot *podium*, qui désignait une sorte de balcon, élevé dans la *cavea* du théâtre antique.

LAIS ET FABLIAUX. — Il y a d'autres sortes de poèmes que les troubadours ont à peine connus et dans lesquels les trouvères ont excellé : les lais et les fabliaux.

Les lais et les fabliaux sont si bien comme un diminutif des romans d'aventures ou de chevalerie, qu'on les pourrait distribuer en catégories semblables à celles où nous avons rangé ces romans. Il y en a dont les sujets sont tirés de l'antiquité, comme *Narcissus*, et *Pyrame et Thisbé*, imités d'Ovide, l'auteur chéri de nos trouvères. D'autres dérivent

plutôt des romans de la Table ronde, et s'y rattachent, soit par l'indispensable personnage du roi Arthur, soit plus communément par un genre d'aventures analogues à celles qui se passent dans le domaine fantastique de ce roi demi-fabu-



Dieus soit en cheste maison, — Et biens et goie à fuison! — Nos sires Nouens — Nous envoie à ses amis: — Ch'est as amoureux.

Fig. 52. — Rondau d'Adam de la Halle pour plusieurs voix.

leux. Tels sont les contes du *Chevalier à l'épée*, du *Court Mantel*, etc.

Ce genre de contes et de nouvelles où s'était essayé déjà, vers la fin du XII^e siècle, Audefroi le Bastard, fut cultivé avec

éclat, au ^{xiii}^e siècle, par une femme qui, née en France, vécut en Angleterre, mais qui eut soin de joindre elle-même le nom de sa patrie à son nom, Marie de France :

Marie ai nom, si sui de France.

Elle était de France, et elle ne vécut pas toujours en Angleterre. La faveur du comte Guillaume de Dampierre la



Et as courtois bien apsis — Pour avoir des pairesis à nohelison.
(D'après le ms. de la Bibl. nat., fr. 25566.)

Fig. 52 (bis). — Rondeau d'Adam de la Halle pour plusieurs voix.

fit venir en Flandre ; et ce fut lui, dit-on, qui la décida à traduire ses fables en français. La réputation qu'elle eut de son temps a été justifiée de nos jours par la publication de ses poésies. Elle a su mettre une sorte de réserve dans les peintures où ses émules se donnent les plus grandes libertés. Elle a, d'ailleurs, plusieurs morceaux entièrement irréprochables, comme le lai du Frêne, qui contient l'idée mère de la touchante histoire de Grisélidis, conte refait plusieurs

fois, recueilli de nos fabliaux, et rendu célèbre par Boccace. Dans un tout autre genre, Marie de France a fait encore le *Purgatoire de saint Patrice*, d'après les légendes de l'Irlande, une de ces visions de l'autre monde, de l'enfer, du paradis, que l'on peut compter parmi les antécédents de la *Divine Comédie*. Dans un genre plus rapproché de ses lais, elle a fait des fables imitées d'Ésope et d'un recueil latin. On y trouve une grâce, une naïveté, qui font quelquefois penser à la Fontaine; et le trait vif et pénétrant ne lui manque pas non plus; car ses fables ne sont pas tellement imitées des anciens, qu'elle ne songe à son temps et ne lui fasse l'application de sa morale, comme, par exemple, quand elle flétrit les riches voleurs :

Les vicomtes et les jageurs ;

ou qu'elle retrouve, sous les traits de la brebis tondue, les pauvres gens à qui les grands

Prennent la chair avec la peau
Comme le loup fit à l'agneau.

Mais revenons aux lais et aux fabliaux. Dans le nombre, il en est encore qui touchent aux proportions des romans d'aventures, comme le joli conte d'*Aucassin et Nicolette*, conte en prose mêlée de vers, où l'amour est peint avec une chasteté qui n'est pas le mérite de cette littérature. D'autres sont comme des épisodes des romans de chevalerie. Quelques autres, comme les fables, ont une origine orientale : telle est l'histoire de ce fils de roi, sorte d'Hippolyte calomnié par une autre Phèdre, condamné par son père, et sauvé de la mort par l'intervention de sept sages (le poème des *Sept Sages*, ou le *Dolopathos*). Les sept sages venant, chacun son jour, conter une histoire, font ajourner le supplice jusqu'au septième jour, où la fraude est découverte; et l'histoire du jeune prince n'est que le cadre où les autres sont rangées.

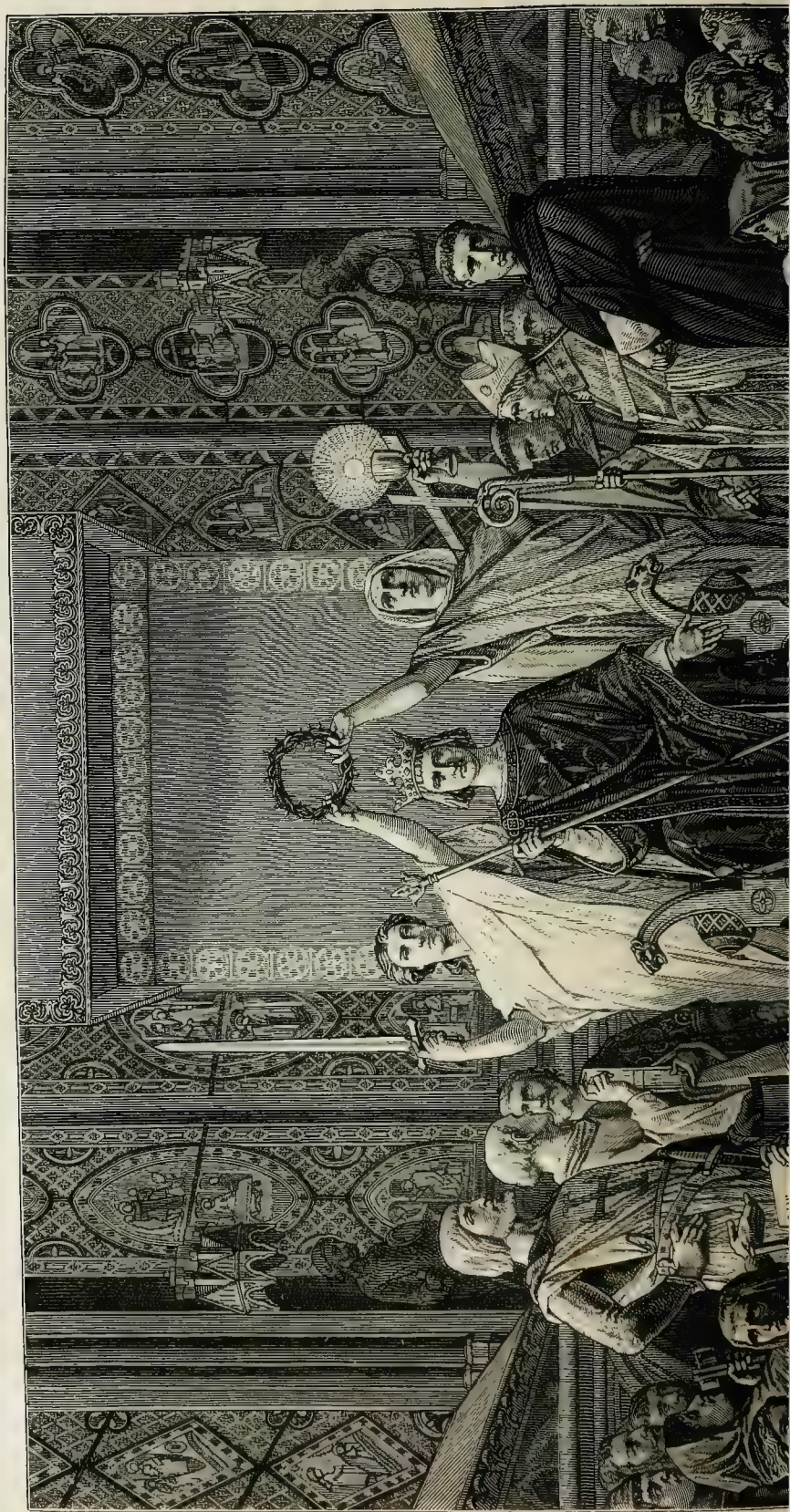
D'autres fabliaux, sans se refuser les emprunts à l'Orient

XXV

ART CONTEMPORAIN — ÉCOLE FRANÇAISE

« Le Siècle de saint Louis, » par Cabanel. — Au musée du Luxembourg, à Paris.

Dessiné par DUVIVIER,
gravé par LAPLANTE.





ou à l'antiquité, ont un caractère plus original. Quelques-uns attaquent les vices, comme le *Castoiment* (enseignement) *d'un père à son fils*, leçons de morale mises en action par des exemples ; le *Chastiment des dames*, traité purement didactique, au contraire : c'est un cours de civilité féminine, et plus honnête dans l'intention que dans les détails. D'autres qui veulent être dévots ne sont pas toujours édifiants : témoin plusieurs des contes du prieur de Vic-sur-Aisne, *Gautier de Coincy*. Mais ce qui tient le premier rang entre tous les fabliaux, c'est le *Roman de Renard*, conte populaire, mis d'abord en latin, puis en langue vulgaire, tant en France qu'en Allemagne, au ^{xiii}^e siècle. Il va se multipliant, se ramifiant pendant le ^{xiii}^e et même le ^{xiv}^e siècle, pour aboutir, comme les chansons de geste, à la prose. On n'y compte pas moins de trente branches, rattachées d'ailleurs par un nœud tout factice au tronc commun : c'est tout un cycle ; la fable y passe des formes brèves de l'apologue aux formes prolixes de l'épopée, et prend aussi l'accent de la satire.

La *satire* avait d'ailleurs ses formes particulières dans les sirventes des troubadours et les sirventois des trouvères. Elle épanche tout à loisir son fiel dans la Bible de Guyot de Provins, moine indocile, qui, ne se trouvant bien nulle part, ne voit que mal partout ; et dans les vers du seigneur de Berze, qui n'est pas plus indulgent, ni pour le siècle, ni pour l'Église. Elle règne aussi dans plusieurs des morceaux du poète Rutebeuf, un *rude* poète, comme il se plaît à le dire en jouant sur son nom. En mainte pièce il s'attaque aux mœurs du temps, et ses traits n'épargnent aucune puissance, notamment le clergé : il flagelle les jacobins, les cordeliers, les nonnains et les béguines, et ne ménage pas plus les princes, comme dans la branche du roman de Renard, qui est de lui : *Renard le Bestourné* (ou le Ressuscité).

Quand on parcourt les œuvres soit de Rutebeuf, soit des autres satiriques, on s'étonne d'y trouver une liberté, disons

plus, une licence de langage en contraste avec le despotisme qui était le fond des gouvernements au moyen âge, et l'on se demande si ces hardiesses étaient connues, et comment elles étaient tolérées. Elles étaient connues : mille jongleurs les répandaient dans la foule. Mais le manuscrit ne provoquait pas l'attention, et les jongleurs savaient devant quel public ils débitaient leurs traits mordants ou leurs injures. C'était la publicité du colportage, affranchie du contrôle de l'autorité, ou, comme on le dirait aujourd'hui, de l'estampille du gouvernement.

V

Art dramatique.

Reste une chose pour compléter l'œuvre des trouvères, c'est le théâtre : il semblait tout naturellement de leur domaine ; il est comme la dernière expression des genres divers qu'ils ont cultivés. Aux nouvelles et aux fabliaux appliquez les formes de la tenson, et vous aurez une scène, une suite de scènes. Introduisez-y la musique, joignez-y la chanson, et vous aurez non plus seulement le drame, la comédie, mais toutes les formes de l'opéra. Nous retrouverons, en effet, parmi nos trouvères les premiers auteurs de pièces ainsi conçues. Et cependant ce n'est pas de là que le théâtre moderne est né. Il est sorti de l'Église.

La chose peut paraître étrange, si l'on se rappelle les anathèmes dont l'Église a justement frappé, dès le commencement, les jeux scéniques de l'Empire, et la sévérité qu'elle garde aujourd'hui encore pour cette sorte de plaisir. On s'étonnera moins si on réfléchit aux origines du théâtre antique, et, on le peut dire, à ce que le drame est partout dans ses origines.

Le théâtre antique est sorti des mystères, c'est-à-dire des

sources les plus profondes du sentiment religieux. Il naît du besoin de mettre en action ce qui fait l'objet de la croyance, de faire entrer plus avant dans les esprits les dogmes de la foi. Le christianisme ne pouvait pas faire exception. Quoi de plus dramatique que ses deux dogmes fondamentaux : la chute de l'homme, la rédemption ? Ses cérémonies sont toutes pleines de cette pensée. Le sacrifice de la messe n'est pas autre chose que le sacrifice de la croix mystiquement renouvelé ; et que sont les fêtes de l'Église, si ce n'est la commémoration des principales circonstances de l'histoire du Sauveur ou de la vie des saints et des martyrs ?

Quand le drame fait ainsi le fond et comme la substance d'un culte, il est difficile qu'il ne se fasse point jour par quelque côté.

Les fêtes où l'Église célébrait les principaux mystères de foi étaient l'occasion où il devait le plus naturellement se produire. En premier lieu, la fête de Pâques, la fête fondamentale du christianisme ; la Noël, réunie d'abord à l'Épiphanie (6 janvier), puis séparée, reportée à sa date (25 décembre), et célébrée avec un grand éclat au v^e siècle, pour répondre aux hérésies qui, après avoir nié la divinité de Jésus-Christ, niaient alors son humanité ; la Pentecôte, l'Ascension, etc. L'Église, en établissant ces fêtes, en leur fixant leur rituel pour tout ce qui était canonique, laissait d'ailleurs à chacun des évêques la liberté d'étendre ou de resserrer l'office selon les convenances, dont ils étaient les meilleurs juges. L'appareil et le détail des cérémonies restaient donc à leur discrétion. Ce qu'ils firent le plus généralement, ce qui répondait le plus aux instincts populaires, ce fut de mettre sous les yeux des fidèles les signes extérieurs des mystères. A la fête de Pâques, le sépulcre ; à Noël, la crèche. Dès la veille de Noël, une tente était dressée près de l'autel, figurant l'étable, avec la Vierge, saint Joseph et l'enfant Jésus ; pour que cette tente parût mieux une étable, quelquefois on y faisait paraître l'âne et le bœuf. A minuit,

des voix d'enfants placés dans les combles de l'église faisaient entendre les paroles des anges. Après la messe de l'aurore, des fidèles en costume de bergers se présentaient à l'église, étaient introduits dans le chœur et saluaient l'enfant nouveau-né, déposant leurs offrandes devant la crèche. L'adoration des mages était réservée pour l'Épiphanie.

Tout était donc préparé pour la mise en action du mystère. Que fallait-il pour que le drame en sortît ? Il suffisait qu'en représentant, ou les saintes femmes, ou les anges, ou les pasteurs, on leur mit les paroles sacrées dans la bouche. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver. Pour m'en tenir au point où en était le théâtre au temps de saint Louis, je dirai que les premières formes du mystère liturgique, bien que dépassées par des essais d'une autre sorte, n'avaient pas cessé d'être représentées, au ^{xiii}^e siècle, ou dans les églises, ou sur les parvis des églises, selon le rituel ; mais que pour les autres, plus convenablement nommés jeux, ils étaient passés de l'Église et des couvents aux confréries, et allaient se séculariser de plus en plus. L'auteur anonyme et sacré a fait place au trouvère et au ménestrel.

Le drame, qui a cessé d'être liturgique, reste d'abord encore religieux. C'est, en première ligne, la représentation des principaux mystères de Pâques et de Noël. On a aussi, de la plus ancienne époque, l'*Annonciation*, qui peut se joindre aux mystères de Noël ; l'*office de l'Étoile*, les *Trois Rois*, qui se rapportaient plus spécialement à l'Épiphanie. Comme les deux fêtes avaient été disjointes, les mystères qui s'y rattachent se séparèrent aussi, et prirent dès lors une direction différente : les premiers, restant graves et sérieux ; les autres, déclinant vers ces réjouissances populaires qui firent que ces fêtes, multipliées d'abord par l'Église à cette époque de l'année, pour détourner le peuple des saturnales, finirent par lui donner, malgré tous les efforts des évêques, une occasion de s'y replonger en plus d'un lieu. Cela commença au ^{xiii}^e siècle, et empira surtout dans les

deux siècles suivants. Des paraboles de l'Écriture avaient aussi été tournées en drames : *les Vierges sages et les Vierges folles*, par exemple ; et non-seulement des paraboles, mais des actes de la vie des saints de l'Ancien ou du Nouveau Testament, comme le *Daniel*, composé par des écoliers de Beauvais, et la *Conversion de saint Paul*. On avait fait le même honneur à des miracles de saints, tirés de la légende. Au nombre des vingt-deux drames liturgiques publiés par Edm. de Coussemaker, il y a quatre miracles de saint Nicolas (*les Filles dotées, les Trois Clercs, le Juif volé, le Fils de Gédron*).

Un sujet si populaire pouvait aussi tenter les ménestrels. Le mystère de saint Nicolas est le premier drame écrit entièrement en français. Il est l'œuvre de Jean Bodel, poète d'Arras, de la fin du XII^e et de la première moitié du XIII^e siècle, connu déjà par une chanson de geste du cycle de Charlemagne, la *chanson des Saisnes*, et par diverses chansons ou pastourelles. Avec la pièce de Jean Bodel, qui, par une scène au moins, prélude dignement à la tragédie en France, le siècle de saint Louis vit paraître la première comédie et ce qu'on pourrait appeler le premier opéra comique, tous deux d'un autre poète d'Arras, Adam de la Halle ou le Bossu d'Arras : *le Jeu du mariage Adam ou de la feuellie*, et *le Jeu de Robin et Marion*. Le premier, représenté en 1262, est une comédie dans le genre de l'ancienne comédie chez les Grecs. L'auteur y met en scène, dans une revue satirique, des personnes de la ville, qui pouvaient assister à la représentation, à commencer par lui-même : il y a parfois dans cette étrange composition, qui se termine par une féerie, une verve qui fait bien augurer de l'avenir de la comédie parmi nous. L'autre pièce fut composée vingt ans plus tard, au delà des limites du règne de saint Louis, et sur une terre étrangère devenue française, à Naples, où le poète avait accompagné le comte d'Artois, envoyé pour venger son oncle des Vêpres siciliennes. C'est une pastourelle mise en action

avec une conclusion fort différente des pastourelles en général, et c'est ce qui fit qu'elle pouvait être représentée, et qu'elle le fut avec succès. Le *jeu du Pèlerin*, rattaché comme prologue à ce jeu, est peut-être d'un auteur postérieur. C'est aussi un peu après le règne de saint Louis qu'il faut placer le *miracle de saint Théophile*, par Rutebeuf : sujet moins religieux au fond que satirique. Un prêtre qui renie Dieu par orgueil et se voue au diable fournissait, même après qu'il a expié sa faute par la pénitence, un trop beau thème à ce champion de l'Université contre les ordres religieux.

Le théâtre, par la musique, nous conduit aux beaux-arts.



Gravure des sceaux. — Sceau de Simon de Montfort, comte de Leicester
— Type équestre de chasse.



Fig. 54. — Peinture murale. — Le Jugement dernier, d'après les peintures de l'église de Tournus.

CHAPITRE XIX

LES BEAUX-ARTS AU TEMPS DE SAINT LOUIS

I

L'architecture ¹.



ous avons fait voir quelle activité le ^{xiii}^e siècle avait déployée, non-seulement dans ce qui faisait l'objet de l'enseignement des universités, mais dans tous les genres de littérature, soit en prose, soit en vers. L'Église règne dans les universités, et elle n'a point laissé que de marquer sa place au dehors dans plusieurs genres, qui se développent d'ailleurs

¹ Toute l'illustration de ce volume (à l'exception des planches hors texte) est destinée à représenter les principaux types de l'art au ^{xiii}^e siècle. Dans les notes du présent chapitre, nous y renvoyons plus spécialement le lecteur.

plus librement à côté d'elle. Un autre domaine, où l'on peut dire qu'elle exerça et garda une action dominante, alors même qu'elle cessa d'y participer moins directement, est celui des beaux-arts.

ARCHITECTURE RELIGIEUSE. — Le premier rang entre les diverses branches des beaux-arts appartenait à l'architecture. Elle le devait surtout à la construction des édifices religieux. Le grand mouvement qui lui donna son essor datait de l'an 1000. Jusque-là on s'était généralement borné à l'imitation des anciennes basiliques : le toit était soutenu par une charpente visible, comme dans les grandes halles. Après l'an 1000, quand le monde, qui s'était cru à la veille de périr, se réveille vivant toujours, et prend confiance dans sa durée, tout se ressent de ces longues vues d'avenir qui lui sont rendues, et sa reconnaissance envers le Ciel se manifeste dans le zèle des populations à reconstruire les maisons de Dieu. Les écoles monastiques, la grande école de Cluny, fournirent les premiers architectes. Mais on ne se contente plus de rebâtir les églises sur les anciens modèles et dans leurs premières dimensions. On les agrandit, on les élève, on les transforme. Leur agrandissement même et leur surélévation devaient entraîner de graves changements dans leur structure. Aux charpentes visibles des anciennes basiliques on substitue partout des voûtes en pierre, qu'on jette hardiment au-dessus des diverses constructions religieuses. La voûte commande le contre-fort et l'arc-boutant; et c'est ainsi que se produisit un nouvel ordre d'architecture, l'architecture dite *gothique*, appelée plus justement *française* au xvi^e siècle, qui fit l'originalité du moyen âge, et qui atteignit, sous le règne de saint Louis, son plus haut degré de perfection.

C'est dans l'Ile-de-France, et comme au berceau de la dynastie capétienne, au lieu qui devint le tombeau de ses rois, c'est à Saint-Denis, dans les parties de l'église abbatiale bâties par Suger (le chœur et le porche), que ce système, véritable révolution dans l'art de construire, reçut sa

première application. Presque en même temps, on le voit se répandre dans les diocèses qui font partie du domaine royal et dans les grands fiefs le plus étroitement en rapport avec la royauté : la Picardie, la Normandie, la Champagne, la Bourgogne, le Berri.

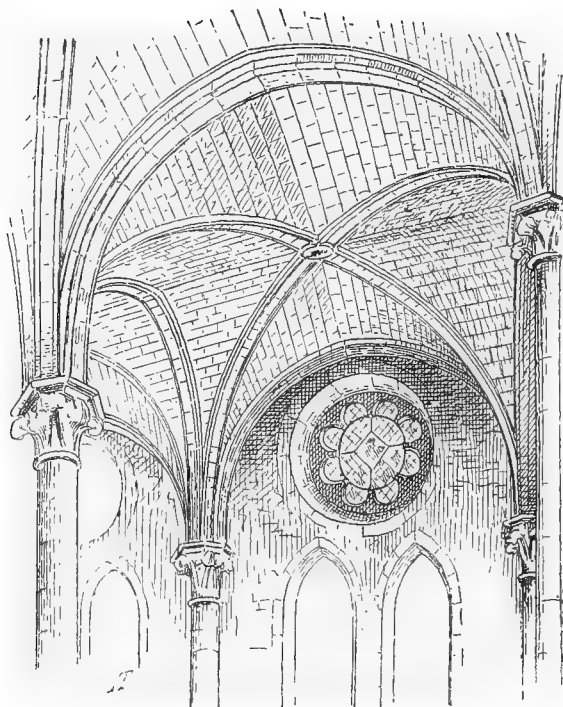


Fig. 55. — Architecture religieuse. — Voûte de Saint-Martin-des-Champs, à Paris.
— Type des voûtes en pierre qui sont le principe essentiel de l'architecture des églises tant romanes que gothiques.

Pour ne nous arrêter qu'aux églises les plus importantes dans l'histoire de l'art, les cathédrales de Noyon, de Laon et le chœur de Soissons étaient achevés dès la fin du ^{xii}^e siècle.

La cathédrale de Paris avait été commencée, en 1160, par l'évêque Maurice de Sully. A la mort de Philippe-Auguste, le portail était élevé jusqu'à la base de la grande galerie à jour qui réunit les deux tours. L'église fut achevée, dans ses

parties principales, sous saint Louis : les tours furent portées à leur hauteur en 1235 ; les chapelles de la nef sont de 1245 ; le portail du sud, de 1257 (Jean de Chelles) ; les chapelles du chœur, postérieures à la mort du saint roi (1296).



Fig. 56. — Architecture religieuse. — Cathédrale d'Amiens (1220-1288). — Vue d'ensemble.
— Type d'une cathédrale construite sous le règne de saint Louis.

La cathédrale d'Amiens avait été détruite par un incendie en 1212. Elle fut commencée en 1220 par Robert de Luzarches, et continuée, en 1223, par Thomas et Renaut de

Cormont, père et fils, sur les plans que Robert de Luzarches avait laissés. La dernière main ne fut mise aux voûtes qu'en 1288. C'est le plus beau vaisseau de toutes nos cathédrales. La partie supérieure des tours est du ^{xiv}^e siècle.

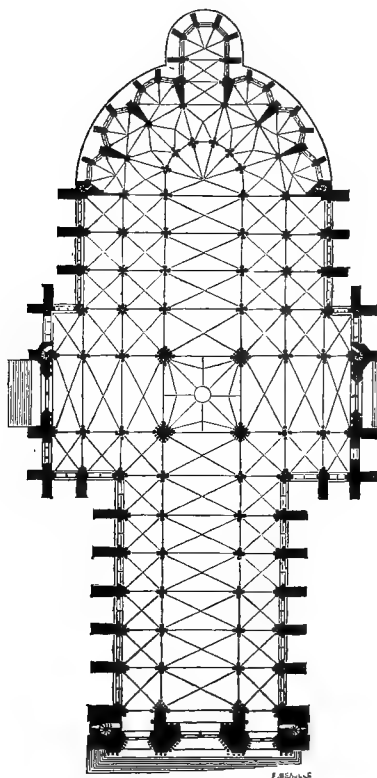


Fig. 57. — Architecture religieuse. — Cathédrale d'Amiens (1220-1288). — Plan général.
— Type d'un plan de cathédrale au ^{xiii}^e siècle.

La cathédrale de Chartres, brûlée en 1194, fut rebâtie avec le concours non-seulement des habitants du diocèse, mais des populations d'alentour, parmi lesquelles Notre-Dame de Chartres était en grande vénération. Elle était achevée, pour la plus grande partie, en 1240.

La cathédrale de Reims fut commencée, en 1212, par

Robert de Coucy; en 1230, les voûtes basses étaient faites; en 1240, les parties supérieures du chœur et les travées de la nef étaient construites. La façade ne fut achevée (moins les deux flèches) qu'au commencement du xiv^e siècle; on y travaillait encore au xv^e.

La cathédrale de Bourges sortait de terre en 1220. La partie antérieure de la nef n'est que du xiv^e siècle; le sommet de la façade et les deux tours, du xvi^e.

La cathédrale de Beauvais fut commencée un peu après celle d'Amiens, en 1225. Le chœur fut élevé sur un plan plus large, avec une hardiesse qui en fait un des morceaux les plus admirables de l'architecture gothique. La conception du chœur de Beauvais est regardée comme supérieure à celle du chœur de la cathédrale de Cologne, commencée un peu après, sous l'inspiration de cette cathédrale même et de celle d'Amiens.

La cathédrale de Rouen, réédifiée dans la seconde moitié du xii^e siècle, couvrait déjà, à la mort de Richard Cœur-de-Lion, tout l'espace qu'elle occupe aujourd'hui. La nef, le transept et le sanctuaire durent être reconstruits après un incendie. On reconnaît, dans le style des parties refaites de 1210 à 1220, les traces de l'influence française; le style gothique normand reprit ensuite le dessus. On continuait d'y travailler sous saint Louis¹.

Les monastères² et même les hôpitaux³, construits, accrus en si grand nombre avec le concours de saint Louis, se ressentirent, comme les églises, de cette renaissance de l'art.

C'est sous le règne de saint Louis, ou très-peu aupara-

¹ Nous avons offert, dans les « en-tête » de nos premiers chapitres, les types les plus exacts de l'architecture religieuse sous le règne de saint Louis. Voy. les fig. 2, 3 et 4 (Notre-Dame de Paris), 8 (la Sainte-Chapelle), 18 (la Salle synodale de Sens), 14 (la Sainte-Chandelle d'Arras), etc.

² Voy., comme type, la fig. 12 (Cloître de Royaumont).

³ Voy., comme type, la fig. 20 (Hôtel-Dieu d'Ourscamps).

vant, que l'architecture gothique prit l'ensemble des dispositions qui sont restées le type du genre. « A dater de 1220 environ, dit M. Viollet-le-Duc, la travée de nef à collatéraux dans les édifices du Nord est déterminée d'une manière plus précise. Les piliers, égaux en épaisseur, portent chacun les nerfs complets des voûtes d'arête haute et basse. Les murs entre ces voûtes s'ouvrent largement, et sont remplacés même par des fenêtres qui prenaient toute la surface comprise entre les piliers et les formerets¹. C'est d'après ce principe qu'est conçue la cathédrale d'Amiens. »

Les évêques eurent donc dans cette œuvre le concours des populations de leurs villes épiscopales ; ils purent, en outre, y employer le talent d'architectes sortis de la vie civile : école laïque, et qui n'en est pas moins profondément religieuse. Quand l'art a-t-il jamais mieux répondu à la destination de l'édifice qu'il avait à construire, aux aspirations de l'âme qui s'élève à Dieu ? M. Viollet-le-Duc a le droit de dire, au point de vue de son art, que les architectes n'élevèrent pas la nef de leurs églises à cette hauteur par une aspiration vers le ciel, mais pour avoir du jour ; il n'en est pas moins vrai que ces arcs brisés à la clef, que ces voûtes portées si haut dans les airs, semblaient répondre aux élévations de la prière ; et ces flèches élancées qui surmontent les églises, où est leur nécessité dans les règles strictes de l'art de bâtir ?

ARCHITECTURE CIVILE ET MILITAIRE. — Comme M. Viollet-le-Duc l'a montré, l'architecture, même dans l'ordre civil, suivit pas à pas, jusqu'au ^{xiii}^e siècle, l'architecture monastique : d'abord, parce que les établissements religieux tenaient le premier rang dans l'ordre social ; ensuite, parce que les moines seuls étaient architectes, peintres et sculpteurs, et qu'ils devaient apporter, même dans les constructions étrangères, quelque chose de leur manière habituelle de concevoir

¹ Le formeret est l'arc qui reçoit la voûte d'arête le long d'un mur.

un plan et de l'exécuter : grande cour, qui, dans les palais, s'appelait le cloître ; grande salle, qui remplaçait le réfec-

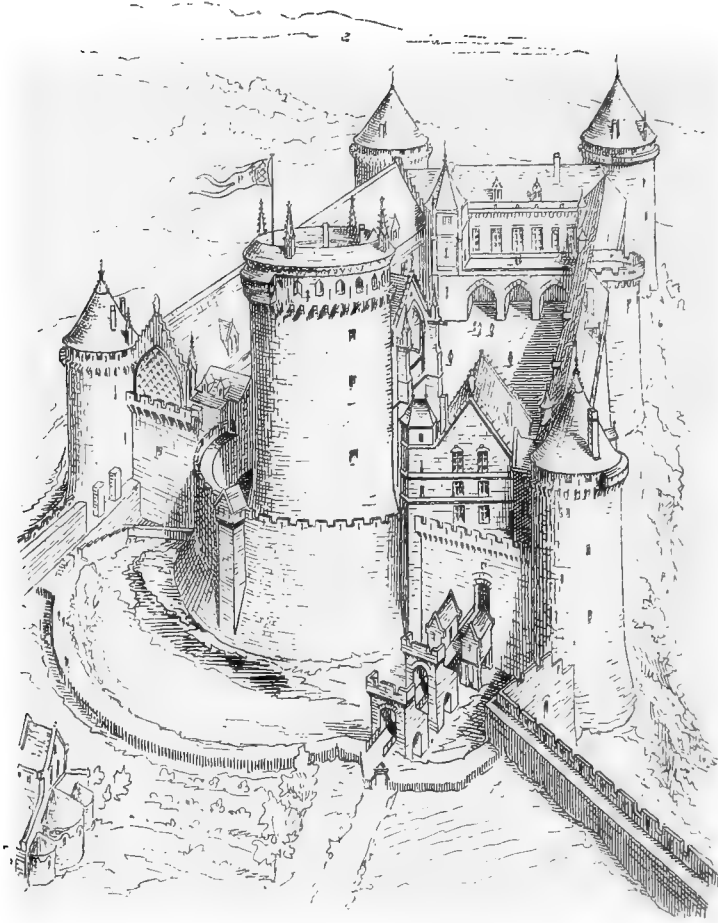


Fig. 58. — Architecture militaire. — Vue générale de Coucy.

— Type d'un château au temps de saint Louis.

(D'après le dessin de M. Viollet-le-Duc, dans son *Dictionnaire d'architecture*.)

toire ; dortoir pour les familiers ; logis séparé pour le seigneur comme pour l'abbé ; hôtelleries pour les étrangers, chapelle, celliers, greniers, jardins, etc.

La résidence du seigneur dans la capitale de sa seigneurie se nommait le palais¹. Le Louvre était un château ; la résidence royale à Paris était, sous le règne de saint Louis, cet ensemble de bâtiments qui, avec une destination nouvelle,

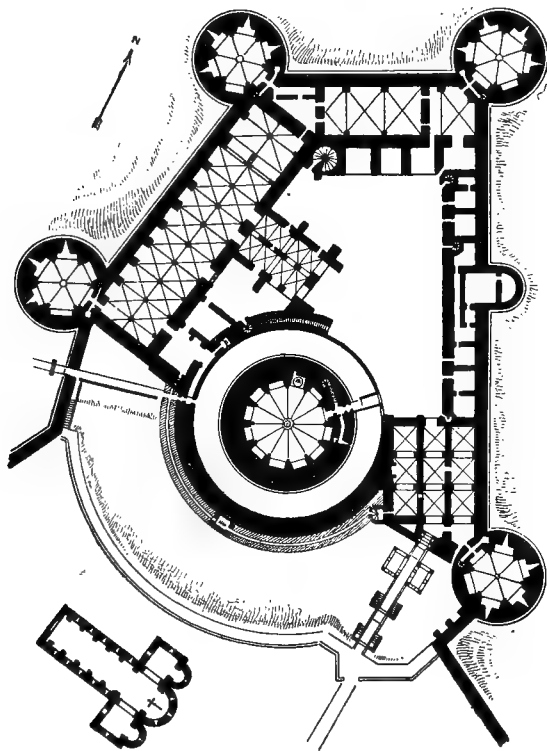


Fig. 59. — Architecture militaire. — Plan du château de Coucy.
(D'après M. Viollet-le-Duc.)

a retenu le nom de Palais dans la cité. La tour carrée (tour de l'Horloge), plus d'une fois remaniée depuis, pouvait remonter à une origine antérieure. Des constructions de son temps, il restait naguère le bâtiment compris entre les deux

¹ Comme types d'architecture militaire, voy. les fig. 22 et 27 (fortifications et porte de Carcassonne), 29 (château de Coucy, côté nord), 31 (château de Villandraut).

tours, sur le quai, bâtiment détruit en 1871, dans l'incendie de la Commune; il reste la Sainte-Chapelle, que les mêmes flammes ont failli dévorer, édifice qui est comme le joyau de l'architecture ogivale, châteauesque des Saintes Reliques, qui le dispute aux plus belles pièces d'orfèvrerie, et qui, en tant que chapelle, peut désarmer les plus implacables adversaires du gothique.

Il y avait aussi des palais épiscopaux; et, au milieu des reconstructions modernes, plusieurs gardent encore des traces de l'art du ^{xiii}^e siècle : à Reims, à Auxerre, à Rouen.

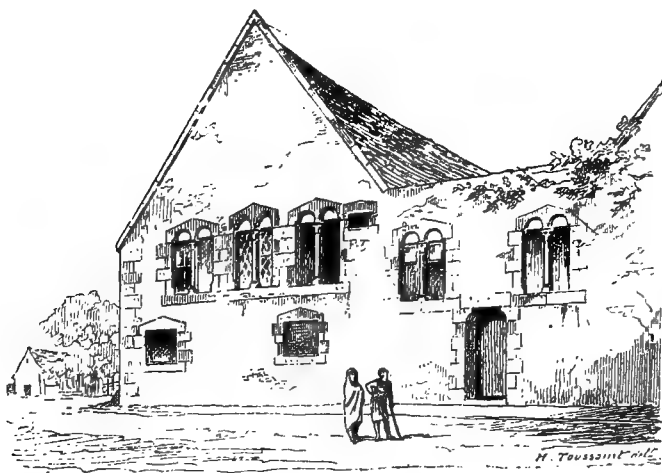


Fig. 60. — Architecture civile. — Une maison à Provins. — Type d'une maison bourgeoise au ^{xiii}^e siècle.

Quant aux maisons particulières, on s'en peut faire une idée par cette description qu'en offre M. Viollet-le-Duc :

« La maison du riche bourgeois possédait d'ordinaire ¹ une cour et un bâtiment sur rue. Au rez-de-chaussée, des boutiques, une porte charretière et une allée conduisant à un escalier droit. Au premier étage, la salle, lieu de réunion de

¹ Voy., comme autres types, les fig. 33 (une maison à Montréal, Yonne), et 36 (une rue couverte à Montpazier, Dordogne).

la famille pour les repas, pour recevoir les hôtes; en aile, sur la cour, la cuisine et ses dépendances, avec son escalier à vis, bâti dans l'angle. Au deuxième étage, les chambres à coucher, auxquelles on n'accédait que par l'escalier de la cour, montant de fond; car l'escalier droit, ouvert sur la rue, ne donnait accès que dans la salle où on admettait les étrangers. Sous les combles, des galetas pour les serviteurs, les commis ou apprentis; des greniers pour les provisions. Ces maisons n'avaient pas leur pignon sur la rue. Ainsi, chez

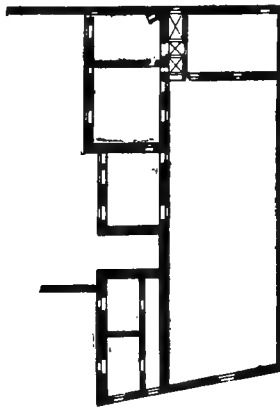


Fig. 61. — Architecture civile. — Plan d'une maison à Provins.
(D'après l'*Architecture civile et domestique*, de MM. Cattois et Verdier).

le bourgeois comme chez le noble, la vie privée était soigneusement séparée de la vie publique. »

La bourgeoisie, prise en masse, éleva aussi, dans plusieurs cités, des maisons capables d'éclipser les palais des évêques et des seigneurs : les hôtels de ville. Il y en eut dans le Midi, il y en eut dans le Nord : ce fut la suite naturelle du mouvement communal. Mais, en général, tout ce que purent faire la plupart des communes (sans parler ici des ponts fortifiés), ce fut d'élever un beffroi et d'ajouter des défenses à leurs murs. Plusieurs tenaient leur enceinte des Romains, et celles-là purent longtemps braver les moyens

d'attaque usités dans les premiers siècles qui suivirent l'invasion des barbares. Mais l'attaque se perfectionna, et il fallut que la défense se mît en mesure d'y résister. Elle y réussit dans la période qui suivit la première croisade, et on peut dire que l'avantage resta de son côté jusqu'au premier emploi de l'artillerie, vers le milieu du ^{xiv}^e siècle. Une enceinte continue, flanquée de tours et garnie de créneaux,



Fig. 62. — Architecture civile et militaire. — Type d'un pont fortifié. — Pont de Cahors.

les mâchicoulis surplombant pour la défense du pied des murailles, ou bien encore des *hourds*, sorte de galeries de bois posées sur des consoles de pierre à la même fin, constituaient la principale ligne de défense, et quelquefois aussi des forts détachés couvraient les fronts trop grands de la courtine. Un modèle de ces villes fortes, au ^{xiii}^e siècle, c'est la cité de Carcassonne (fig. 22 et 27), dont saint Louis, au retour de la croisade, fit sa principale place d'armes dans le voisinage des Espagnols et des Anglais.

II

La sculpture.

En parlant du mode nouveau qui avait présidé à la réédification des églises, aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, je n'ai donné qu'une idée fort incomplète de leur ensemble. L'architecture, en effet, n'y a pas seule sa part. La sculpture, la peinture viennent après, mais viennent nécessairement avec elle. A aucune époque, et dans aucun genre de monuments, ces trois branches de l'art n'ont été plus inséparablement unies. Il n'est donc pas étonnant qu'elles aient subi les mêmes vicissitudes. Pourtant il y a entre elles des différences qui demandent que l'on en traite à part.

La sculpture, qui est restée la forme la plus populaire de l'art grec, n'était devenue qu'une imitation des œuvres de la Grèce, à Rome; et, comme toute chose qui n'a pas en soi la vie, elle était tombée dans l'abâtardissement vers la fin de l'Empire. L'invasion des barbares, en la supprimant, ne fit pas grand dommage. Il en restait pourtant des échantillons dans les monuments encore debout, et ce furent des modèles que l'on imita grossièrement sous les deux premières races. Quand le monde se sentit renaître, après l'an 1000, quand on se mit à rebâtir des églises, la sculpture dut sortir de son engourdissement. Les corps de métiers du Midi firent presque école (Toulouse, par exemple); et l'ordre de Cluny, qui prit au ^{xi}^e siècle des développements si considérables, eut ses compagnies de sculpteurs, comme ses ateliers de serruriers, de menuisiers et de maçons.

Le mouvement artistique s'accrut par l'entraînement des croisades. L'art byzantin, produit abâtardi de l'art grec et des arts de l'Orient, fut étudié par nos artistes et à Constantinople et à Antioche. Fort heureusement, l'art de l'Occi-

dent, au moyen âge, en allant apprendre le dessin de figure et d'ornement à cette école, ne s'en inocula point l'esprit. L'école de Cluny, toute monastique qu'elle était, s'en affranchit la première. En conservant dans les figures les draperies byzantines, elle emprunta les physionomies à la nature vivante; en composant, comme les Byzantins, ses chapiteaux de feuillage, elle en prit le modèle dans la flore des champs ou des bois.



Fig. 63. — Sculpture religieuse. — Type de bas-relief. — La Vierge dans la gloire.
— Bas-relief à Notre-Dame de Paris.

Ce fut une véritable émancipation et le principe d'un progrès indéfini; car, du moment qu'on imite la nature, on n'est plus asservi à un type: on est libre. Aussi ces progrès furent-ils rapides; ils furent hâtés encore par la transformation qui s'opéra dans la construction des cathédrales, et par la révolution qui, sans éclat et sans bruit, introduisit les hommes sortis de la vie civile dans la pratique des arts.

Une tendance nouvelle se manifeste, et dans le choix des

sujets et dans la manière de les traiter. On ne se borne plus à reproduire les légendes de la Madeleine, de saint Antoine, de saint Benoît; on puise largement aux sources vivifiantes de l'Ancien et du Nouveau Testament ou des traditions qui s'y rattachent, comme celles qui regardent la sainte Vierge. Quelquefois aussi, pour la décoration extérieure, on fait emprunt aux moralités populaires des fables. Dans les représentations des vertus et des vices, on

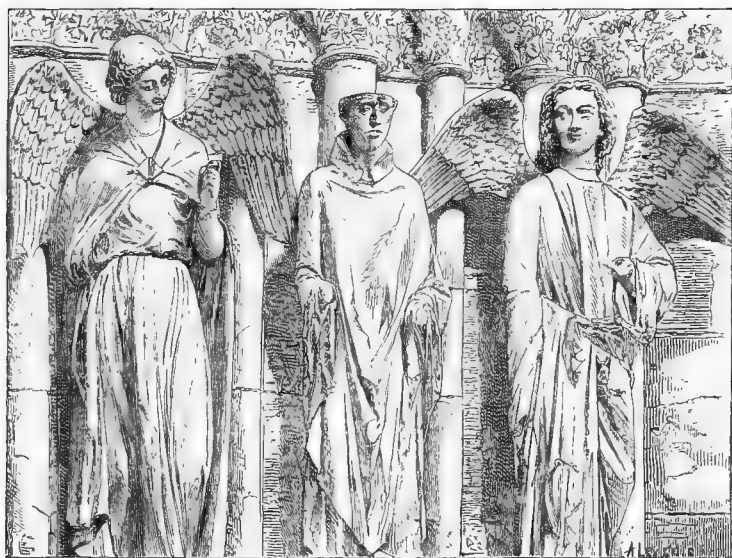


Fig. 64. — Sculpture religieuse. — Type de statues. — Trois personnages du grand portail de la cathédrale de Reims.

ne rend plus seulement le fait brutal, mais l'idée. Borné au jeu des physionomies (le nu n'étant pas plus figuré en général qu'il ne se montrait en public), l'artiste sait en reproduire l'expression sans rien de forcé. Moine ou laïque, il s'élève au plus pur sentiment du caractère religieux. Les figures d'anges ont, sur un grand nombre de monuments, un air vraiment céleste. Si, d'ailleurs, les nus se réduisent le plus souvent aux mains et aux figures, l'artiste nous en

dédommage en représentant le personnage vêtu avec un naturel que l'étude du nu a trop souvent fait oublier ; et la draperie, qui, au commencement, a la rigidité des formes byzantines, ne tarde point à acquérir de la souplesse sans rien perdre de sa dignité¹.

Ce qu'on vient de voir pour la statuaire peut s'appliquer à la sculpture d'ornement : c'étaient les deux parties d'un même art, et souvent l'occupation d'un même artiste. D'abord elle se borne à reproduire les modèles byzantins, volutes ou figures d'animaux : c'est ce qu'on voit dans les diverses écoles du xi^e siècle. Puis cette reproduction, servile à l'origine, prend des allures plus indépendantes dans l'école de Cluny. Enfin on n'imité plus que la nature ; et l'art, avec une plus grande variété dans le choix du feuillage qu'il reproduit, acquiert une liberté d'allure et une élégance jusque-là inconnues². C'est encore l'école de Cluny qui commence, suivie et dépassée bientôt par les artistes laïques. C'est en ce moment que l'ornementation s'identifie pleinement avec l'architecture.

M. Viollet-le-Duc place l'apogée de la sculpture au moyen âge, pour ces deux branches en même temps, vers la fin du xii^e et le commencement du xiii^e siècle. La flore que ces artistes empruntaient à la nature leur offrait dans sa variété l'avantage de donner à l'ornementation l'échelle que la place exigeait. Et ils ne se bornaient pas à cette diversité de feuillage, qui est en si parfait contraste avec l'uniformité des

¹ Voy., comme autres types, les fig. 38 (tympan de la Porte-Rouge à Notre-Dame de Paris), 40 (trois statues du grand portail de la cathédrale de Reims), 7 (tête du Christ, dite « le Bon Dieu », à la cathédrale d'Amiens), 11 (la Vierge, cathédrale d'Amiens), 13 (un Ange, cathédrale de Reims), 17 (saint Siméon, Reims), 19 (un apôtre, Reims), 21 (le jugement dernier, cathédrale d'Amiens), 26 (les élus dans le sein d'Abraham, Amiens), 28 (un des personnages du grand portail, à la même cathédrale), etc.

² Voy., comme types, les fig. 46 (rinseau à Notre-Dame de Paris), 32 (rose de Saint-Martin-des-Champs), 37 (chapiteau de la Sainte-Chapelle), 39 (chapiteau du réfectoire de Saint-Martin-des-Champs), 41 (dais à Saint-Père-de-Vezelay), et 43 (piédouche à la Sainte-Chapelle), etc.

chapiteaux grecs; ils en revenaient à y enlacer capricieusement ces animaux que l'art byzantin leur avait donnés autrefois et qu'ils avaient délaissés; mais ils les reprenaient avec une habileté de main et un naturel, même pour des êtres de fantaisie, que les Byzantins ne leur avaient point enseignés. Si le progrès ne se continue pas au delà du milieu

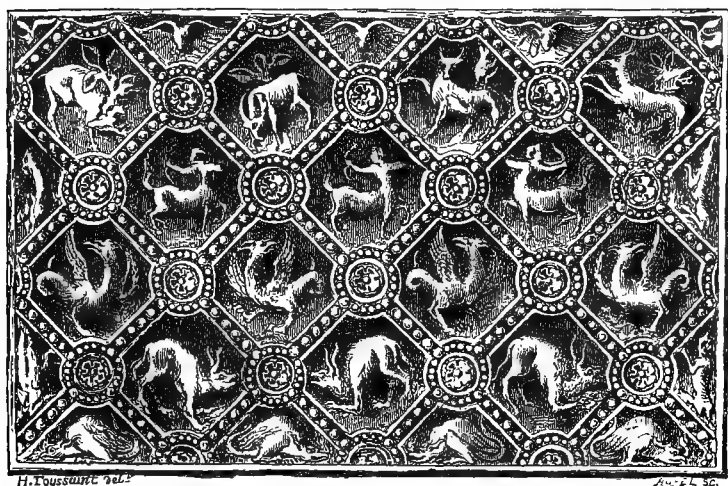


Fig. 65. — Sculpture d'ornement. — Stylobate à Notre-Dame de Paris.

du ^{xiii}^e siècle, on peut dire que l'art se soutient encore quelque temps à la hauteur où il est arrivé, et il ne cesse de montrer cette puissance de production qui fait que la France, après tant de destructions de toute sorte, possède encore aujourd'hui plus de modèles de la statuaire au moyen âge que l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Espagne réunies.

La sculpture ne se bornait pas à travailler avec l'architecture au gros œuvre des églises; elle les décorait encore de diverse sorte par les accessoires dont elle les remplissait: les autels¹, les jubés, les chaires, les stalles², les dais

¹ Voy., comme type, la fig. 30 (autel de la Sainte-Chapelle).

² Voy., comme type, la fig. 35 (stalles de Notre-Dame-de-la-Roche).

qui recouvraient les images des saints, les tombeaux qui renfermaient les restes des morts¹ : sarcophages apparents

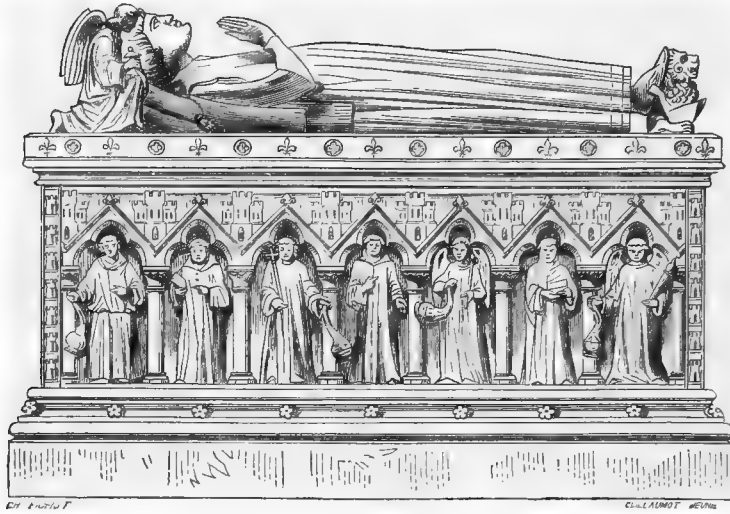


Fig. 66. — Sculpture religieuse. — Type d'un tombeau au temps de saint Louis.
— Tombeau de Philippe, frère de saint Louis.

ou pierres avec figures en demi-relief, qui souvent étaient exécutées en bronze coulé ou en cuivre repoussé.

III

La peinture et les vitraux.

La peinture était au moyen âge en alliance étroite avec l'architecture et la sculpture, alliance si intime qu'elle s'appliquait aux œuvres de l'une et de l'autre : ce en quoi on a signalé une analogie de plus avec l'antiquité grecque. Si inférieurs qu'on les suppose et qu'ils soient aux peintres de la Renaissance, les peintres du moyen âge ont eu cependant

¹ Voy., comme autres types, les fig. 42 et 44 (tombeau de Louis, fils aîné de saint Louis).

le mérite de comprendre qu'on ne peint pas un mur comme une toile. Ils voyaient dans cette sorte de peinture, soit qu'elle figurât des scènes, soit qu'elle ne se composât que d'ornements, une surface qui devait toujours paraître plane, solide, qui était destinée à produire non une illusion, mais une harmonie.

Les Byzantins furent leurs premiers maîtres, tant pour les sujets que pour la façon de les rendre. « Dans la peinture de sujet, dit M. Viollet-le-Duc, chaque figure présente une silhouette se détachant en vigueur sur un fond clair, ou en clair sur un fond sombre, et rehaussée seulement de traits qui indiquent les formes, les plis des draperies, les linéaments intérieurs. » Mais dans ces tableaux, dès le ^x^e siècle, les figures ont une vérité d'expression, de mouvement, qu'on ne retrouve pas au même degré dans les peintures byzantines du même temps.

La fin du ^{xii}^e siècle, qui fut si brillante pour l'architecture et pour la sculpture, fut précisément au même titre, pour la peinture, une époque critique. On recherchait surtout dans les cathédrales l'éclat des vitraux, et puis l'architecture nouvelle ne laissait plus au peintre ces grandes surfaces vides où il pût exercer son art : il fut réduit à la coloration des objets d'ornement et des produits de la sculpture, ou à la composition des cartons reproduits dans les vitraux ; mais c'était encore pour lui matière à s'exercer, et lorsque le travail de reconstruction des cathédrales se fut ralenti, la peinture reparut et l'on put constater ses progrès. Le peintre, qui était resté plus longtemps que le sculpteur fidèle aux anciennes traditions, s'en est enfin affranchi. L'archaïsme est abandonné ; on laisse là aussi le conventionnel pour en venir à l'observation de la nature.

La peinture murale se trouvait dans une situation particulièrement difficile en regard des vitraux à travers lesquels lui venait le jour. Elle accepta la lutte, et la soutint par des procédés de coloration plus hardis. Il est vrai que pour

maintenir l'harmonie on fut amené à tempérer l'éclat des vitraux. A partir du milieu du ^{xiii}e siècle, un grand nombre sont en grisailles.

La peinture décorative, qui dispose de l'étendue entière de l'édifice, a aussi ses difficultés : bien ou mal employée, elle peut en agrandir ou en altérer les proportions. « C'est une fée, dit M. Viollet-le-Duc, qui prodigue le bien ou le mal, mais qui ne demeure jamais indifférente. » Il serait téméraire d'affirmer qu'au moyen âge elle n'a jamais prodigué que le bien ; mais M. Viollet-le-Duc est autorisé à dire que « les peintres décorateurs de cette époque ont poussé aussi loin que possible la connaissance de la valeur des tons, de leur influence, de leur harmonie ». Quant à la peinture extérieure, elle était appliquée même sur les façades des cathédrales : non point de haut en bas, mais dans des parties distinctes que l'artiste voulait par là mettre plus en lumière. On avait décoré ainsi même la grande façade de Notre-Dame. Nous avons peine à croire que cette enluminure égalât en effet l'impression de majesté que notre cathédrale produit aujourd'hui dans son imposante nudité.

Nous avons parlé des vitraux comme d'un art connexe, mais d'un art rival de la peinture. Les églises du ^{viii}e au ^{xi}e siècle n'avaient pas de vitraux, pas même de vitres, dit-on. Au ^{xii}e siècle, les vitraux sont communs, et ils montrent une perfection d'où l'on peut induire que les procédés de la fabrication étaient usités depuis plus longtemps. Ici, l'artiste doit savoir être ouvrier : en composant son carton, il faut qu'il songe à la mise en plomb de ses figures. Il doit connaître (l'expérience suppléant au défaut de la théorie) quels sont les effets de la lumière traversant une surface colorée, comment les couleurs se modifient par son action. Le verrier savait qu'il ne devait pas chercher dans sa peinture à présenter ses personnages sur plusieurs plans ; qu'il ne fallait point les entasser les uns sur les autres, et que le parti le meilleur pour les faire valoir était de les détacher sur le

fond. Quant au dessin et à la composition des sujets, on y peut signaler, au commencement du ^{xiii}^e siècle, une transformation analogue à celle que nous avons vue dans l'art du sculpteur et du peintre, au milieu de cette rénovation de l'architecture à laquelle les artistes sortis de la vie civile eurent une si grande part.



Fig. 67. — Peinture sur verre. — Type d'une verrière sous le règne de saint Louis.
— Vitrail de la cathédrale de Tours 1.

Le sculpteur, le peintre et le verrier concouraient donc à compléter l'œuvre de l'architecte et à lui donner son harmonie.

« L'ornementation et l'iconographie de nos grandes cathédrales du Nord, dit M. Viollet-le-Duc, se soumettent aux idées d'ordre, d'harmonie universelle. Ces myriades de figures de bas-reliefs forment un cycle encyclopédique qui renferme non-seulement toute la nature créée, mais encore les passions, les vertus, les vices et l'histoire de l'humanité. » Et il donne pour exemple les grandes cathédrales qui offrent un ensemble de sculptures à peu près complet, Paris, Reims, Amiens, Chartres : la statuaire occupant tout l'extérieur; à

¹ Voy., comme un autre type, la fig. 50 (autre vitrail de la cathédrale de Tours).

l'intérieur, la peinture et les verrières retraçant à leur tour dans le chœur les scènes de la Passion ; dans la chapelle du chevet, la légende de la sainte Vierge ; dans les bas côtés, celles des saints. Le sol même avait ses figures : au centre, le labyrinthe, qui était, au moyen âge, à peu près l'équivalent de ce qu'est aujourd'hui le chemin de la croix, une manière de faire, sans sortir de l'église, le pèlerinage de la Terre-Sainte. Sur le dallage, les signes du zodiaque, parfois même des scènes de l'Ancien Testament, ou des représentations empruntées aux bestiaires ; autour du sanctuaire, les tapisseries et les voiles, les stalles rangées des deux côtés du chœur, et les tombeaux couchés le long des murs des chapelles.

Pour clore cet aperçu des arts du dessin, je ne saurais mieux faire que de citer encore quelques paroles de l'auteur de qui j'en ai pris les traits principaux :

« Les écoles laïques qui, dès la fin du ^{xii}^e siècle, s'emparèrent de la culture des arts, étaient parties d'un bon principe : solidarité entre les œuvres concourant à un ensemble monumental et étude réfléchie de la nature. Si ces écoles subirent à certains moments les influences de la mode, ces écarts ne les détournaient pas de cette étude constante. C'était dans leur propre fonds qu'elles puisaient, non dans l'imitation d'arts étrangers à leur essence. Elles ne se faisaient ni grecques, ni romaines, ni byzantines, ni allemandes ; elles suivaient leur voie, elles vivaient dans leur temps et leur temps les comprenait. C'était là une force, la force qui avait soutenu l'art grec. Si prévenu que l'on soit contre la sculpture du moyen âge, on ne saurait méconnaître son originalité : cette qualité suffit pour lui donner un rang élevé dans l'histoire des arts. »

IV

Les arts industriels.

L'architecture et ses fidèles alliées, la sculpture et la peinture, n'avaient pu prendre un pareil développement sans entraîner dans leurs progrès les métiers qui sont les auxiliaires nécessaires de l'art de bâtir, la menuiserie, l'ébénisterie, la serrurerie.

Nous avons mentionné les autels, les stalles ¹. Les autels commencent à sortir de la simplicité qu'ils avaient gardée jusqu'au ^{xii}^e siècle. Les retables, qui n'y sont pas encore à demeure, mais qu'on y place pour l'exposition des reliques, prennent une forme plus élégante. Les stalles, le trône épiscopal sont sculptés dans le style des nouvelles églises. Les portes mêmes auront leurs ornements. L'orfèvrerie ² n'avait pas moins à faire pour le service du culte. Saint Éloi comptait sous son patronage au ^{xiii}^e siècle des disciples plus habiles qu'il ne l'était lui-même, sans doute, et assurément que ne le pouvaient être ceux qu'il avait formés. Les sculpteurs qui avaient peuplé de leurs statues les portails et les galeries des cathédrales ne dédaignaient pas de se faire orfèvres, attirés par les mesures libérales qui réglementaient cette corporation, comme par le profit qu'ils y pouvaient trouver.

Plusieurs des ouvrages auxquels les orfèvres donnèrent leurs soins étaient, en effet, de véritables œuvres de sculpture, par exemple, les tombeaux des princes, ou les châsses

¹ Voy. les types que nous avons indiqués plus haut, p. 357.

² Comme types d'orfèvrerie, voy. le cul-de-lampe du chapitre ^{xxi}, les « en-tête » du chapitre ^{xxii} et de l'*Éclaircissement* I (cassette de saint Louis); les « en-tête » des *Éclaircissements* III et IV (reliquaire et châsse niellée), et enfin le cul-de-lampe du chapitre ^{xxii} (agrafe de saint Louis), etc.

des saints. Les châsses du ^{xiii}^e siècle veulent quelquefois imiter les cathédrales. Le tombeau, comme on l'a dit, devient un sanctuaire. La châsse de saint Marcel était une église en miniature avec deux portiques, nef et bas côtés. Pourtant, dès avant le ^{xiii}^e siècle, les châsses avaient pris aussi un autre caractère. L'artiste se proposait de faire du reliquaire comme une représentation de l'objet qu'il renfermait. La châsse de saint Louis à la Sainte-Chapelle, contenant son crâne, était un buste du saint roi en or repoussé ¹. L'omoplate était dans un reliquaire que tenait une statue du prince en argent doré.

C'est l'orfèvre qui avait à fabriquer la plupart des objets à l'usage du culte : les parements d'autel, comme la fameuse *pala d'oro*, commandée à Constantinople et apportée à Venise en 976, et aujourd'hui convertie en retable ; le *tabernacle*, ou du moins la pièce principale qui en tenait lieu ; les *calices*, les *patènes*, les *burettes*, le *bassin à laver* du prêtre, la *paix*, sorte de petit tableau qui, depuis le ^{xiii}^e siècle, servit à recevoir le baiser de paix, les *croix*, les *crosses*.

Tous ces objets n'étaient pas en or ou en argent. Les *croix*, les *crosses* ², étaient souvent en bronze ; de même les *vases à brûler l'encens*, qui primitivement étaient des cassolettes, et qui sont devenus, dès avant le ^{xiii}^e siècle, comme de petits monuments ; les *bénitiers*, qui servaient à l'aspersion ; les *candélabres* et les *lampadaires* ; le *lutrin*, placé au milieu du chœur ; les *fonts baptismaux*, à l'entrée de l'église. La substitution que l'on fit du cuivre à l'or et à l'argent n'est pas à regretter. Plus le métal a de prix, plus il peut porter malheur à l'objet fabriqué. Plusieurs siècles ne passent point sans qu'on ait à traverser des temps de misère ou de vandalisme, et il y a aussi, dans les temps ordinaires, le vandalisme de la mode, qui n'est pas moins

¹ Voy. la restitution de ce buste dans le frontispice du présent volume.

² Voyez un type de crosse dans l'*Éclaircissement* sur le costume.

destructeur. On ne veut pas perdre le prix de la matière, et l'objet qui, passant de mode, aurait fini, s'il eût été d'un métal grossier, par être laissé de côté, qui eût été ainsi conservé, est refondu. Même en bronze, plusieurs de ces objets tenaient de la main-d'œuvre une valeur considérable. L'art du fondeur, dès le ^{xii}^e siècle, était arrivé à un haut degré de perfection. M. Viollet-le-Duc va jusqu'à dire, avec exagération sans doute : « L'habileté des fondeurs du ^{xii}^e siècle surpassait tout ce qui a été fait dans l'antiquité. Le beau fragment du grand candélabre de Saint-Denis de Reims, le chandelier du Mans, quelques encensoirs et candélabres de cette même époque, témoignent de l'adresse avec laquelle ces artistes savaient fondre à cire perdue ; » et l'émaillerie venait ajouter un nouveau prix à ces objets divers en or, en argent ou même en cuivre. L'émaillerie sur cuivre de Limoges avait une grande réputation dès le ^{xii}^e siècle. Des plaques de cuivre émaillé ornaient les tombeaux de deux enfants de saint Louis.

L'orfèvre trouvait encore à exercer son art dans la reliure des missels et autres livres d'église. On peut citer comme un des plus beaux spécimens l'évangélaire donné (on le peut croire) par saint Louis à la Sainte-Chapelle¹. C'est un des rares monuments qui, envoyés à la Monnaie, ont pu revenir à la Bibliothèque.

Mais l'art du sculpteur (car l'orfèvrerie, ici encore, s'élève à la hauteur de la sculpture) n'était pas ce qui contribuait le plus à la décoration de ces livres. Le peintre y avait une part bien plus large, par les miniatures et les ornements dont il les enrichissait. La miniature, au ^{xiii}^e siècle², comme la peinture, se ressent de la révolution qui s'est accomplie

¹ Voy. l'en-tête de l'*Éclaircissement* II.

² Voy., comme autres types, le cul-de-lampe du chapitre présent, et les « en-tête » des chapitres ^{xx} (miniatures du manuscrit La Tremouille, récemment donné à la Bibliothèque nationale), et ^{xxii} (Psautier de saint Louis), etc.; les figures de l'*Éclaircissement* II, qui sont empruntées aux manuscrits du ^{xiii}^e siècle.

dans l'art. Les types romains ou byzantins sont abandonnés : on sent que l'artiste s'inspire de la nature ; les formes sont encore grêles, trop allongées, mais pleines de grâce : il y a de l'expression dans les physionomies, du naturel dans les plis des vêtements.



Fig. 68. — Le jugement dernier (miniature du *Psautier* de saint Louis qui est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal).

L'art du dessin ¹ concourait encore à rehausser l'appareil du culte dans la broderie des tapisseries ou des ornements sacerdotaux. La fameuse tapisserie de Bayeux est une broderie à l'aiguille. On brodait dans les couvents, on brodait dans les châteaux ; l'inventaire du trésor du saint-siège sous Boniface VIII, en 1295, mentionne des broderies qui lui étaient venues en don de différents pays. Au xi^e siècle, Arras,

¹ Voy., comme types, les dessins que nous avons reproduits d'après l'Album de Villard de Honnecourt, architecte du temps de saint Louis. (En-tête de la Table et cul-de-lampe de l'*Éclaircissement* I.)

Saint-Quentin, Beauvais, Troyes, Poitiers, Rennes, sont signalés pour leurs fabriques de tapis de haute lisse, c'est-à-dire dont la chaîne est placée verticalement, de haut en bas, sur le métier; la renommée d'Arras datait du temps de l'Empire. Les tapis de laine courte, appelés *sarrasinois*,



Fig. 69. — Adam labourant et Ève filant (miniature du *Psautier de saint Louis*).

étaient de l'invention des Orientaux, et n'avaient été introduits en France qu'à l'époque des croisades.

Les différents arts industriels qui, en concourant à l'éclat des cérémonies de l'Église, recevaient d'elle de si puissants encouragements, en trouvaient aussi, à un moindre degré peut-être, mais sur une échelle plus étendue, en satisfaisant aux besoins de la vie civile. Dans le peuple, et même parmi les bourgeois aisés, on se contentait de peu, sans doute; mais le luxe avait pénétré dans les châteaux. Le mobilier principal n'était pas très-varié : un lit, isolé du reste de la salle par des courtines suspendues au plafond; des coffres ou

bahuts, où l'on serrait le linge et les effets précieux, et qui servaient de bancs, même quelquefois de table; une chaire pour les seigneurs, siège élevé, placé quelquefois sous un dais (plus tard le dais fut relié à la chaire); des bancs à dossiers et quelques escabeaux; le buffet, qui était mobile, et autour duquel on pouvait tourner pendant le repas; le dressoir, en forme d'étagère, où l'on plaçait la vaisselle de prix : voilà quel était en gros l'ameublement d'un intérieur seigneurial au ^{xiii}^e siècle.

Les progrès accomplis dans les arts du dessin faisaient sentir leur influence dans le mobilier. Dès le milieu du ^{xii}^e siècle, les lits, les sièges, prenaient des formes plus élégantes; le bois était façonné au tour. Au ^{xiii}^e siècle, des ornements sculptés d'un léger relief s'ajoutent au bois tourné; certains meubles qui n'étaient pas recouverts d'étoffe, comme les pliants, étaient peints, quelquefois ornés de figures sur fond d'or. La simplicité qui régnait à la cour de saint Louis retint pendant son règne l'essor que le luxe allait prendre; pourtant on trouvait déjà des meubles plus curieusement travaillés; et, dans le vêtement, des fourrures, des soieries, s'unissaient ou se substituaient quelquefois à la laine. L'orfèvrerie ne réservait pas pour l'Église tous les objets de sa fabrication : il y avait, à l'usage de la vie privée, des vases non-seulement d'or ou d'argent, mais encore d'autre matière précieuse, de cristal de roche, de sardoine, de jaspe, d'agate; c'était comme la parure des dressoirs. De plus, l'art céramique produisait, non pas encore des faïences, mais des poteries assez grossièrement décorées. Venise commençait à rapporter de l'Orient ces verres colorés dont la fabrique se multiplia en Occident dès la fin du ^{xiii}^e siècle. Disons aussi que la miniature n'était pas uniquement occupée à orner des missels ou des évangélistes pour l'Église, ni même des livres d'heures pour les fidèles. L'art aussi s'était fait laïque, et ne distinguait plus beaucoup dans le choix des livres. On a du ^{xiii}^e siècle un certain nombre de

manuscrits très-peu religieux, où les choses sont peintes avec la même liberté qu'elles étaient dites. La miniature s'applique de même à des livres de science, comme le *Trésor*, de Brunetto Latini. Une chose qui a été remarquée, et dont il est facile de se convaincre, c'est qu'il y a beaucoup plus de finesse de coloris et de correction de dessin dans les manuscrits religieux que dans les autres. L'art s'était sécularisé, sans doute, mais il était né dans les couvents; il s'y maintenait toujours, et il y conservait encore sa supériorité.

Un autre art, qui procédait non plus de la peinture, mais de la sculpture, et qui servait également aux usages civils et religieux, c'est la gravure. La gravure appliquée aux coins des monnaies : on vante justement la belle exécution des monnaies de saint Louis¹, et ce n'était pas leur seul mérite, on le sait bien. La gravure appliquée à la fabrication des sceaux² : on sait toute l'importance qu'on y attachait en ce temps-là ; c'était le moyen universellement usité pour donner de l'authenticité à une charte, à tel point que la rupture du sceau pouvait invalider un acte reconnu authentique, comme le prouve une anecdote racontée de saint Louis. Il fallait se défier des faussaires, fort nombreux alors, et l'on devait attacher un grand prix à la perfection d'un art où l'on avait la contrefaçon à redouter.

Sans parler des progrès de la ferronnerie et des belles ferrures des portes de nos cathédrales³, rappelons, pour finir, un art qui ne dérivait plus des arts du dessin, mais des mathématiques : indispensable à tous, également bien accueilli aux beffrois des communes et aux clochers des églises : l'horlogerie. L'horloge à roue, dont l'invention

¹ Voy., comme types, le cul-de-lampe du présent chapitre et les nombreuses figures qui, dans l'*Éclaircissement* I, reproduisent toutes les monnaies de saint Louis.

² Voy., comme types, les fig. 45, 49, 53, et les nombreuses figures de l'*Éclaircissement* II.

³ Voy., comme type, l'en-tête de la seconde *Table* (ferrures de Notre-Dame de Paris).

était rapportée à Gerbert, remontait peut-être plus haut. Dans le ^{xii}^e siècle, au rouage qui faisait mouvoir les aiguilles on en ajouta un qui, par un marteau, faisait sonner l'heure. On en était là au ^{xiii}^e siècle. On y apporta encore par la suite bien d'autres raffinements.

V

La musique.

Nous n'aurions point achevé cette exposition sommaire de l'état des beaux-arts au moyen âge, ni complété ce qui regarde les églises, si nous ne parlions d'un autre art qui, au milieu de ces splendeurs de l'architecture, de la sculpture et de la peinture, donnait au culte son animation et son éclat. Je veux parler de la musique.

L'Église n'avait jamais laissé tomber l'enseignement et la pratique de la musique. Le nom de saint Grégoire le Grand est resté au chant dont il fut le restaurateur à la fin du ^{vi}^e siècle. Ce fut l'Église encore qui, vers le temps où nous sommes, y fit une innovation d'où sortit la musique moderne.

L'harmonie usitée jusque-là, ou diaphonie, n'était autre que la mélodie chantée par deux ou par quatre voix à des intervalles différents; la nouvelle forme d'harmonie se composa de deux chants, dont l'un, sans être tout à fait indépendant, était au moins distinct de l'autre: d'où le nom de déchant (*discantus*, « double chant »); en second lieu, la diaphonie, comme le plain-chant, ne connaissait pas la mesure; le déchant, au contraire, consistant surtout dans l'emploi de deux ou plusieurs notes harmoniques contre une, exigeait la mesure: la notation proportionnelle fut réglée par des principes d'où est né le système de notre musique mesurée.

Le déchant, né dans l'Église, se développa aussi au

dehors. L'Église en retenait la meilleure part. Mais les trouvères et les troubadours, qui étaient en même temps poètes et musiciens, et qui, dans les premiers temps, chantaient eux-mêmes leurs compositions en s'accompagnant de la vielle, ne se contentaient pas de la simple mélodie; ils composaient dans le genre plus compliqué qui était en honneur¹. Les jongleurs mêmes, à qui les trouvères avaient fini par laisser le soin de chanter leurs compositions, composaient eux-mêmes, et ne chantaient pas seulement l'œuvre d'autrui.

La musique moderne était donc née, on le peut dire, dans les églises, précisément à l'époque où un système nouveau d'architecture venait de les transformer, où la sculpture, la peinture et les autres arts qui pouvaient servir à leur décoration, atteignaient au point élevé que l'on a vu. Tout se réunissait pour jeter le plus vif éclat sur le règne de saint Louis; et le pieux roi, juste appréciateur du beau, savait donner des encouragements à tous ces progrès. Dans les solennités religieuses, qu'il aimait tant, il faisait appel à toutes les ressources nouvelles de la musique. Sa chapelle donnait en quelque sorte le ton aux autres, et durant la croisade, au milieu des misères de son séjour en Terre-Sainte, il avait des musiciens pour rehausser le culte qu'il rendait au Seigneur. Même dans son pèlerinage de deux jours à Nazareth, « il fit chanter la messe et solennellement glorieuses vêpres et matines à chant et à déchant, à ogre (orgue) et à trebles (le mot ici indique un instrument à corde), comme en témoignèrent ceux qui y furent, » dit Guillaume de Nangis.

Guillaume de Chartres dit « qu'il détestait les vaines chansons du siècle et les fables futiles des histrions; qu'il se refusait la récréation des instruments de musique, dont la plupart des nobles se faisaient un plaisir, et qu'il détournait

¹ Voy., comme type, le rondeau en parties d'Adam de la Halle, dont nous avons donné plus haut le *fac-simile* (fig. 52 et 52 bis).

ses fils et ses familiers de ces inepties ; qu'il se plaisait , au contraire , et se donnait tout entier aux louanges divines et aux cantiques , et qu'il mettait ses délices dans la douceur des voix dont l'église résonnait. » Que saint Louis ait préféré les chants de l'Église aux chants profanes , cela n'est pas douteux ; qu'il n'ait eu que du mépris pour les chants impudiques de certains trouvères ou pour les farces des histrions , cela n'est pas moins vraisemblable , et il paraît constant qu'il n'avait pas (on en trouverait la trace dans les comptes) de ménestrels attachés à sa maison , comme il y en avait chez maint seigneur. Mais , quand il recevait les barons à sa table , il souffrait que leurs ménestrels entrassent avec leurs vielles après le repas , et Joinville nous dit qu'il attendait pour ouïr ses grâces qu'ils eussent fini leurs chants. Ces chants , on en peut être assuré , n'avaient rien que d'honnête , et dans ces conditions on voit que le roi n'entendait les proscrire ni pour les autres ni pour lui.

Les églises et les monuments des arts au XIII^e siècle sont assurément ce qui nous garde l'image la plus vivante encore du siècle de saint Louis. A Notre-Dame , à la Sainte-Chapelle , on se retrouve comme à son époque. Les monuments littéraires et surtout ceux de langue vulgaire , romans , chansons de geste et fabliaux , ne nous expriment pas seulement les idées du moyen âge dans la langue du temps , ils nous rendent cette société même , par la peinture qu'ils nous donnent de ses mœurs. Tout en faisant , comme il est juste , la part de l'imagination dans des œuvres de cette espèce , on y voit vivre la chevalerie telle que l'avait conçue l'esprit religieux et militaire du moyen âge , mais aussi telle que l'avait faite le plus communément la vie grossière dans laquelle cet idéal était tombé. On y voit surtout le tableau de ces passions et de ces faiblesses qui tiennent à l'humanité même , et par conséquent , sous des formes diverses , sont de tous les temps , mais qui pourtant sont plus ou moins contenues , selon que la religion a plus ou moins d'empire sur les âmes.

XXVI

ART CONTEMPORAIN — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis, considéré comme le type des Capétiens et comme l'auteur de la dernière croisade. » = D'après le projet d'un *Catholicon*, par M. Lameire, à l'Exposition de 1867.

Dessiné par PAQUIER,
gravé par PANNEMAKER fils.



Chose étrange ! le siècle qui est l'apogée du moyen âge, et qui, à ce titre, pourrait passer pour le plus religieux, disputerait difficilement aux autres le prix de bonnes mœurs ; et ceux qui avaient pour mission de prêcher la société avaient eux-mêmes grand besoin d'être rappelés à la règle. On peut le voir, pour la seconde moitié du règne de saint Louis, dans le Registre des visites de l'archevêque de Rouen, Eudes Rigaut. Les désordres qu'il a reconnus y sont scrupuleusement consignés, jour par jour, pour les paroisses et pour les monastères qu'il inspecte, avec les noms des coupables et même de leurs complices. Ce document, où il serait si facile de trouver des chefs d'accusation contre l'Église, est pourtant, en somme, un livre qui l'honore en témoignant de la vigilance et du zèle de ses prélats. Il justifie, en même temps, le besoin de réformation qui était si vivement senti dans la vie religieuse, et qui produisit les deux grands ordres de Saint-François et de Saint-Dominique. Il explique les préférences de saint Louis pour quelques maisons où régnait la ferveur qui lui était chère, et, en général, pour les couvents des cordeliers et des frères prêcheurs.

Mais ce qui surtout ressort de cette lecture par le contraste, c'est l'image de la sainteté qu'on retrouve dans la personne du pieux roi. Nous l'avons dépeint dans la première partie de sa carrière. Nous verrons, quand nous aurons achevé de retracer le cours des événements de son règne, à quel degré de perfection depuis son retour de la croisade en étaient arrivées ses vertus.

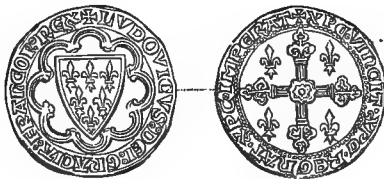


Fig. 70. — Art monétaire. — Monnaies de saint Louis. Denier tournois d'or à l'écu.

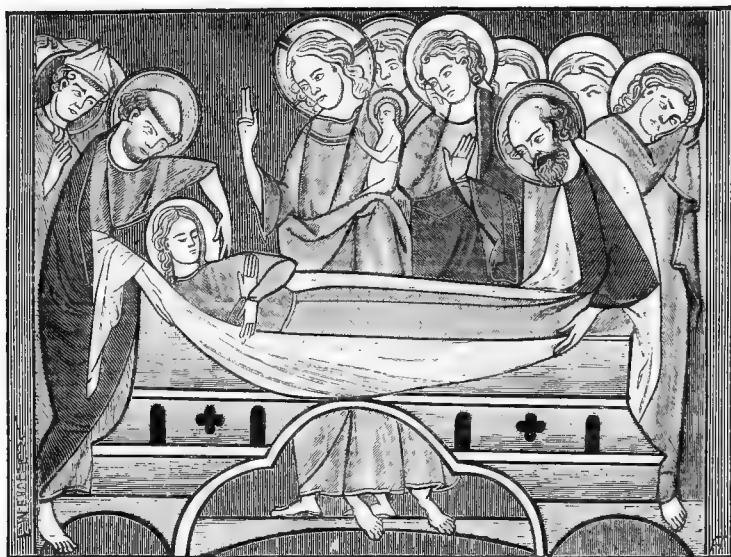


Fig. 71. — Ornementation des manuscrits. — Miniature extraite de la *Vie de saint Denis*.
(Manuscrit de 1250, donné par M. le duc de la Trémouille à la Bibliothèque nationale.)

CHAPITRE XX

HISTOIRE EXTÉRIEURE DU RÈGNE DE SAINT LOUIS DE SA PREMIÈRE A SA DERNIÈRE CROISADE

I

Affaires de Flandre et de Hainaut. — Interventions pacifiques.



ous avons fait abstraction du temps pour réunir dans un même tableau les divers traits de l'administration de saint Louis et les progrès des lettres, des sciences et des arts sous son règne. Il nous faut maintenant nous reporter à son retour pour signaler les principaux événements qui ont marqué l'intervalle de ses deux croisades. Le but qu'il se proposait au retour de la guerre sainte, c'était l'affermissement de la paix dans son royaume et dans la chrétienté.

C'est la pensée, la sainte passion qui continue de le guider au milieu des troubles auxquels les autres pays sont en proie. Il veut la paix, non-seulement chez lui et pour lui, mais pour tout le monde, et afin d'obtenir ce résultat il ne ménage ni son action, ni, au besoin, ses sacrifices : « Quand le roi, dit le confesseur de la reine Marguerite, entendoit dire qu'il y avoit guerre entre aucuns nobles hommes hors de son royaume, il envoyoit à eux messages solennels pour les apaiser, mais non pas sans grands despens. » — « Quand le bon roi savoit, dit encore Geoffroi de Beaulieu, et Guillaume de Nangis après lui, qu'il avoit aucun ennemi ou envieux en secret, il les attiroit à soi charitablement par debonnaireté, par bénéfice et par aide, quand ils avoient besoin de lui ; et pour ce que ses voies et ses faits plaisoient à Notre-Seigneur, s'il lui arrivoit d'avoir aucuns ennemis, il les convertissoit et attiroit à paix et à concorde. Il savoit si sagement agir, si loyalement, si debonnairement, si miséricordieusement envers tout le monde, tant sujets qu'étrangers, qu'il méritoit d'être honoré et aimé de tous. Et, selon ce que dit l'Écriture : « Miséricorde et vérité gardent le « roi, debonnaireté affermit son royaume ; » ainsi le trône du royaume de France fut gardé et affermi au temps de saint Louis, et il resplendissoit au regard de tous les autres royaumes, comme le soleil qui répand partout ses rayons. »

Cette bienfaisante influence de saint Louis, tant sur ses sujets que sur les étrangers, se manifeste plus encore dans cette dernière partie de son règne.

Il devait surtout faire observer la paix à l'intérieur, et cela ne dépendait pas seulement de lui. Les seigneurs féodaux avaient leurs querelles, et le droit de guerre pour les trancher. C'est à les accommoder que saint Louis, indépendamment des obstacles qu'il avait mis aux guerres privées, employait surtout son ascendant. Il le montra dans ce grand différend qu'il avait cru terminer avant de partir pour la

croisade, mais qui s'était renouvelé en son absence. Je veux parler des affaires de Flandre et de Hainaut.

On a vu les prétentions rivales des d'Avesnes et des Dampierre au sujet de la succession de leur mère Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, vivante encore. Saint Louis, pris pour arbitre, avait tranché le différend par un partage, assignant pour lot, dans la succession future, aux Dampierre la Flandre et aux d'Avesnes le Hainaut (juillet 1246). Cette décision, ratifiée par eux (1246 et 1248), les maintint en paix jusqu'en 1252, malgré quelques chicanes. Mais alors Guillaume de Hollande, élu roi des Romains par une partie de l'Allemagne, se mêla de la querelle. Marguerite avait, par avance, investi de la Flandre Guillaume de Dampierre, l'aîné de cette branche. Guillaume, au retour de la croisade, avait péri dans un tournoi, foulé aux pieds des chevaux (1251). On crut que ce n'était pas seulement par accident. On en accusa les d'Avesnes : ils étaient jaloux de voir la branche rivale déjà pourvue de sa part. Ils éclatèrent quand Marguerite fit passer à son second fils Gui la succession de Guillaume. Guillaume de Hollande, prenant parti pour Jean d'Avesnes, son beau-frère, déclara Marguerite déchue du Hainaut et de la partie de la Flandre qui relevait de l'Empire et les donna à Jean et à Baudoin d'Avesnes (juillet 1252). Ainsi le partage qui, selon l'arbitrage de saint Louis, devait se faire après la mort de Marguerite, s'accomplissait bon gré mal gré de son vivant ; et les populations du Hainaut, qui aimaient Jean d'Avesnes et détestaient les Flamands, y donnèrent la main : ils se fondaient sur la déclaration de Guillaume pour chasser les gens de Marguerite. Marguerite, en l'absence de saint Louis, sollicita l'appui de la reine Blanche, qui la renvoya à ses deux fils les comtes de Poitiers et d'Anjou. Mais comme sans doute elle ne leur offrait rien, elle n'en reçut pas davantage. Elle voulut agir par elle-même ; elle prit même l'offensive, et envoya des troupes sous la conduite de ses deux fils, Gui

et Jean de Dampierre, dans l'île de Walcheren, dont elle voulait s'emparer : ils y furent vaincus et pris (4 juillet 1253).

Marguerite n'en fut pas abattue. Rebutée du comte de Hollande, rejetant fièrement les soumissions de Jean d'Avesnes, elle s'adressa de nouveau à la France, et cette fois, pour obtenir le secours du comte d'Anjou, elle lui donna le Hainaut : dépouillant sans hésiter son fils rebelle pour arriver à la délivrance de ses deux autres fils prisonniers. Charles d'Anjou ramena Marguerite en Hainaut, et elle le fit reconnaître pour comte à Valenciennes, à Mons et en quelques autres places. Jean d'Avesnes s'adressa à l'évêque de Liège : mais les Liégeois refusèrent de seconder le prélat ; puis à Guillaume de Hollande, invoquant tout à la fois sa parenté et les droits de l'Empire méconnu : car le comte d'Anjou n'avait pas songé à lui faire hommage. Guillaume, avec une armée qu'on porte à cent mille hommes (nombre fort exagéré sans doute), s'avança vers Valenciennes, où Charles avait laissé garnison ; Charles y envoya des renforts et vint avec une armée de cinquante mille hommes, dit-on, jusqu'à Douai. Il n'y eut point de combat. Guillaume, manquant de vivres, offrait la bataille ; les comtes de Blois, de Saint-Pol et autres, parents ou amis des d'Avesnes, ne permirent point à Charles de l'accepter. De part et d'autre on se retira, et le pays demeurait ainsi, en grande partie, tenu au nom du comte d'Anjou, quand saint Louis revint de Terre-Sainte.

Ce fut vers lui que tout le monde tourna les yeux. Il semblait que le saint roi ramenât avec lui la paix et la justice ; et la mort du comte de Hollande, tué par des paysans dans une guerre chez les Frisons, rendit l'arrangement plus facile. Marguerite redemandait ses fils prisonniers ; Jean d'Avesnes, le fils rebelle, était prêt à se soumettre pour ravoir le Hainaut : ce ne pouvait être qu'aux dépens du frère de saint Louis ; mais le pieux roi préférait la paix à l'agrandissement de sa famille. Charles d'Anjou dut renoncer au Hainaut, moyennant une somme de cent soixante mille livres

tournois (3,242,211 fr.) : quarante mille livres à compter dans l'année, et le reste payable dix mille livres par année. Les d'Avesnes lui en faisaient hommage, pour témoigner qu'ils le recevaient de lui par cession volontaire. Une convention particulière avec le frère de Guillaume de Hollande rendait à Marguerite ses deux fils prisonniers (24 septembre 1256).

Jean d'Avesnes ne jouit jamais de cette terre, qu'il avait disputée par les armes à sa mère. Il mourut le 24 décembre 1257; et le Hainaut n'échut à son fils qu'après la mort de Marguerite, en 1275.

Saint Louis intervint de la même sorte pour accorder le duc de Bretagne, gendre de Thibaut le Trouvère, comte de Champagne et roi de Navarre, avec le jeune Thibaut, fils de ce dernier (1254) : il s'agissait de la succession de la Navarre, que ce jeune prince venait de recueillir, et qui avait été promise à sa sœur, quand elle s'était mariée. Il sut réconcilier aussi le comte de Châlon avec le comte de Bourgogne, son fils; le comte de Luxembourg avec le comte de Bar; le comte de Bar avec le duc de Lorraine; car les étrangers, comme les sujets du roi, acceptaient volontiers et recherchaient son arbitrage. « Au sujet de ces étrangers que le roi avoit réconciliés, dit Joinville, aucuns de son conseil lui disoient qu'il ne faisoit pas bien de ne pas les laisser guerroyer; car, s'il les laissoit bien s'appauvrir, ils ne lui courroient pas sus aussitôt que s'ils étoient bien riches. Et à cela le roi répondoit et disoit qu'ils ne parloient pas bien : « Car si les princes voient qu'ils se voyoient que je les laissasse guerroyer, ils se pourroient aviser entre eux, et dire : C'est par méchanceté que le roi nous laisse guerroyer. Alors il en adviendrait qu'à cause de la haine qu'ils auroient contre moi, ils me viendroient courir sus, et j'y pourrois bien perdre, sans compter que j'y gagnerois la haine de Dieu, qui dit : « Bénis soient tous les pacifiques. » D'où il advint ainsi, continue l'historien, que les Bourguignons et les Lorrains, qu'il

avoit pacifiés, l'aimoient et lui obéissoient tant, que je les vis venir plaider par-devant le roi, pour des procès qu'ils avoient entre eux, à la cour du roi à Reims, à Paris et à Orléans. » (Ch. cxxxvii.)

Cet esprit de concorde et de paix le dirigeait de même dans ses rapports avec les plus grands États, et c'est ici qu'il put donner la preuve du rare désintéressement dont toute sa politique était inspirée.

II

Relations avec l'Angleterre. — Traité de Paris (1258).

On a vu la grande position que cette politique avait faite à la France avant son départ pour la croisade. Dès ce moment, saint Louis avait pu, en toute sécurité, quitter son royaume pour cette lointaine campagne. Rien dans la chrétienté ne lui pouvait faire ombrage. Les États du Nord formaient toujours un monde à part. L'Espagne, quoique par la Castille et par l'Aragon elle eût encore des intérêts dans le sud de la France, était principalement occupée de sa lutte contre les Maures. La France se trouvait donc surtout en rapport avec l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. Mais l'Angleterre était dans la situation équivoque dont nous avons parlé : le roi ne voulait pas faire la paix, et il ne pouvait pas faire la guerre, empêché qu'il était, non pas seulement par la sauvegarde qu'assurait la qualité de croisés aux pays de ceux qui avaient pris la croix, mais encore par la difficulté d'avoir de l'argent de ses barons. L'Allemagne et l'Italie étaient comme suspendues à la querelle de la papauté et de l'Empire. Frédéric II étant mort à la fin de 1250, la question de son remplacement agitait tous les pays germaniques, et le pape ne songeait qu'à une chose : faire qu'il ne survécût pas dans la personne de l'un de ses fils.

Quand saint Louis revint en France, c'est du côté de l'Angleterre qu'on pouvait le plus s'attendre à des hostilités. Son retour faisait cesser le privilège de la croisade, et la trêve conclue entre les deux pays était expirée depuis longtemps. Mais les embarras intérieurs de Henri III n'avaient fait que s'accroître. Loin de pouvoir reprendre ce qu'il avait perdu de ses provinces de France, il était menacé d'y perdre celles qu'il y conservait encore. La Gascogne s'était révoltée dès 1247, et ce ne fut que par une guerre de dévastation, ruinant les pays, coupant les vignes au pied, qu'il contraignit les rebelles à se soumettre (1254).

Dans cette situation, il ne pouvait en aucune sorte rompre avec saint Louis. Quand il voulut revenir en Angleterre, il lui demanda la faveur de passer par la France, et le roi l'accueillit avec le plus grand empressement. Il vint à sa rencontre jusqu'à Chartres, l'amena à Paris, le logea à Vincennes (décembre 1254), et le reconduisit, toute une journée de chemin, sur la route de Boulogne. Cette visite, et le commerce du saint roi, ne pouvaient inspirer à Henri III que des sentiments pacifiques. L'année suivante (1255), Simon de Montfort vint à Paris jurer une nouvelle trêve de trois ans.

Saint Louis prenait en même temps ses mesures pour faire que la lutte, si elle recommençait, fût limitée aux deux pays, ou du moins pour neutraliser par des alliances, sur toute la ligne des Pyrénées, celles que le roi d'Angleterre avait pu chercher en Espagne. Henri III avait fait épouser à son fils Édouard la sœur d'Alfonse X, roi de Castille (1254); saint Louis conclut le mariage de son fils aîné Louis (âgé de douze ans) avec la fille aînée du même prince (24 août 1255), convention qui échoua par la mort du jeune Louis (janvier 1260). Il avait donné, quelques mois auparavant (avril 1255), sa fille Isabelle au jeune Thibaut V, qui, en 1253, avait succédé à Thibaut le Trouvère, son père, en Champagne et en Navarre; et cette maison, déjà toute dévouée à la France,

sa première patrie, se trouva ainsi rattachée à elle par un lien de plus. Enfin, il maria son second fils Philippe, qui devint son héritier, avec Isabelle d'Aragon (11 mai 1258), et ce fut comme la sanction de l'accord qu'il venait de conclure lui-même avec le père de la jeune princesse encore enfant, sur les différends qui divisaient les deux maisons d'Aragon et de France. Le roi de France renonçait à la souveraineté de la Catalogne ; le roi d'Aragon à ses prétentions sur divers pays au nord des Pyrénées, comme à tous les droits échus ou à échoir sur tout ce qui avait appartenu à l'ancien comté de Toulouse. La transaction fut négociée en même temps que le mariage du fils de saint Louis avec la fille de Jacques I^{er}, et conclue à Corbeil le même jour (11 mai 1258).

Saint Louis avait, à l'endroit de l'Angleterre, une autre garantie (mais on verra si elle était de celles qu'il recherchait), c'est la situation embarrassée que l'humeur inquiète de Henri III lui avait faite dans son propre royaume.

Henri III avait trouvé sans doute plus d'une difficulté dans l'héritage de Jean, son père, et dans la façon dont il l'avait recueilli ; mais il y avait ajouté beaucoup par sa manière d'agir. Il n'avait su qu'irriter par sa conduite les dispositions des lords, naturellement jaloux du pouvoir qu'ils lui avaient assuré. Ce fut pendant tout son règne une perpétuelle invasion d'étrangers dans les honneurs de la cour : d'abord les Poitevins, puis les Provençaux, à la suite de son mariage avec Éléonore de Provence. Les princes de Savoie, oncles de la jeune reine, eurent tout à discrétion en Angleterre. Le peuple n'était pas plus satisfait : les campagnes malheureuses de Henri III en France l'avaient accablé d'impôts, sans donner rien que des déboires à l'amour-propre national. Et quand la trêve, renouvelée avec saint Louis en 1255, eut tari cette source de mécontentements, il y en eut d'autres. A défaut de la France, l'esprit mobile de Henri III se portait volontiers sur l'Italie et sur l'Allemagne même.

XXVII

ART CONTEMPORAIN — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis enterre à Sayette les cadavres des chrétiens. » « Et il meïsmes ses cors portoit les cors pourris et tous puans pour mettre en terre es fosses, que ja ne se estoupast, et li autre se estoupoient ». (Joinville, p. 319 de l'éd. Natalis de Wailly, Didot, 1874.) Peinture murale de M. Matout, à l'église Saint-Sulpice de Paris.

Dessiné par DUVIVIER,
gravé par BALAIRE.



Innocent IV, tout à la pensée de ruiner la maison des Hohenstaufen, tant en Italie que dans l'Empire, avait offert le royaume des Deux-Siciles à Edmond, deuxième fils de Henri, et la couronne impériale à Richard, frère du même roi. L'offre fut acceptée; mais, pour en profiter, il fallait de l'argent: car le pape réclamait de fortes sommes qui lui étaient dues pour la Sicile, et ce qu'il offrait ne se pouvait prendre d'ailleurs et se garder que les armes à la main. Or les barons n'étaient pas disposés à se prêter aux coûteuses fantaisies du roi. Richard alla bien en Allemagne, où on l'avait élu roi des Romains (1257); mais son absence ne fit que rendre plus facile le triomphe des mécontents, à la tête desquels s'était placé Simon de Montfort. Ils imposèrent au roi les *provisions* d'Oxford (1258). Une commission de vingt-quatre membres, nommés moitié par le roi, moitié par les barons, fut chargée de réformer le royaume. Cette commission, qui était tout entière sous l'influence de Leicester, arrêta, entre autres choses, qu'un parlement serait assemblé trois fois par an; mais il était dit qu'il pourrait être représenté par douze de ses membres, dont les décisions, prises en commun, seraient tenues pour la volonté du parlement. C'était confisquer les pouvoirs du roi et de la nation elle-même au profit d'un parti. Il est vrai que ce parti se croyait la nation, et se faisait prêter serment. La famille royale dut, comme les autres, jurer de respecter son œuvre. Henri, fils de Richard, le fit, mais par contrainte. Richard, à son retour (janvier 1259), dut faire de même.

On peut voir si un roi, ainsi tenu en bride à l'intérieur, était en mesure de se montrer exigeant au dehors. Et pourtant c'est en ces circonstances que, la trêve avec la France expirant, Henri III trouva moyen de la remplacer par une paix où il obtenait beaucoup plus qu'il n'eût pu acquérir de la guerre la plus heureuse.

Il n'avait pas compté en vain sur les scrupules manifestés plus d'une fois par saint Louis à l'égard de la confiscation

qui avait réuni à la couronne les domaines du roi Jean. Saint Louis ne contestait pas que le roi Jean n'en eût été légitimement dépouillé; mais son fils était innocent, et il y avait, à son avis, quelque rigueur à ne pas lui rendre son héritage.

Cest la forme de la pais qui est devisée entre les
 Rois de France et de Angleterre
 Li Rois de France donra au Roi de Angleterre toute la
 droiture q li Rois de France a reueu en ces .iiij. escheviers:
 e qstoz cest a dire de Limoges de Caors. et de pierregort...
 E ausi de ceste pais tenir li Rois de France obligera soi et ses hoirs p ses letres pen
 dant. E iurera il et ses filz ainsz. ou si .ii. fil
 ainsz ne la pais a reueu en bone foi tant en la
 Chateu Apartend.

C'est la forme de la pais qui est devisée entre les rois de France e de Angleterre.

Li Rois de France donra au Roi de Angleterre toute la droiture que li Rois de France a e tient en ces .iiij. escheviers e es citez, c'est à dire, de Limoges, de Caors e de Pierregort... E ausi, de ceste pais tenir, li Rois de France obligera soi e ses hoirs par ses letres pendanz. E jurerà - il e ses filz ainnez ou si .ii. fil ainzné, la pais à tenir en bone foi tant cum à chacun apartendra.

Fig. 72. — Minute du Traité de Paris, Archives nationales, Trésor des chartes, J, 629.

Heureusement Louis n'était pas seulement un saint, il était roi; ou plutôt l'accomplissement de ses devoirs de roi faisait partie de sa sainteté. Or il n'était pas roi absolu: il était roi féodal. Il ne devait pas réformer seul une sentence rendue par les pairs, ni prononcer sur l'état du royaume sans le

conseil de ses barons. Il pouvait bien renoncer à la couronne, — et il en eut envie dans ce temps même; — il l'eût fait si la reine, sans l'aveu de laquelle il ne le pouvait pas faire, y eût consenti; il aurait donc pu, d'accord avec elle,

Atoz ceus qui ces lestres varront ou orront
 Nos boneface archevesque de Cantorbir primaz de tote
 Angleterre. Wale Guesq de Wirecestre. Simon de monfort
 conte de leicestre. Rich de Clare conte de Glocestre. 7 de
 herefote. Rois le bigot conte de Norfolch. 7 mareschal de
 Angleterre. Nos faisons assavoir q nos avons ueue e entendue
 la forme de la pais qui est faite e iuree entre le noble roy
 de france loïs e lo noble roy henr de anglec nre seignoz

A toz ceus qui ces lestres varront ou orront. Nos, Boneface, archevesque de Cantorbire, primaz de tote Angleterre; Walter, evesque de Wirecestre; Simon de Monfort, conte de Leicestre, Richarz de Clare, conte de Glocestre e de Herefort, Roger le Bigot, conte de Norfolche e mareschal de Angleterre... Nos faisons assavoir que nos avons veüe et entendue la forme de la pais qui est faite e jurée entre le noble roi de France, Loïs, e lo noble roi, Henri, de Angleterre, nostre seignor.

Fig. 73. — Ratification anglaise du Traité de Paris, d'après l'original conservé aux Archives nationales, Trésor des chartes, J, 629.

abdiquer la couronne, mais il ne pouvait pas l'amoinrir sans juste raison. Retenu à la royauté, il en accepta tous les devoirs. Seulement, pour le rétablissement et le maintien plus durable de la paix, il était disposé à se relâcher d'une

partie de ses droits. Il consentit dont à rendre au roi d'Angleterre plusieurs des provinces confisquées, à la condition que ce prince renoncât absolument à tout le reste. Il rendait le Périgord, le Limousin, le peu qu'il avait du Quercy, une partie de la Saintonge et l'Agénois. De son côté, le roi d'Angleterre abandonnait tous les droits que lui et ses prédécesseurs avaient jamais eus sur la Normandie, le Maine, l'Anjou, la Touraine, sur le comté et toute la terre de Poitiers, « ou ailleurs en aucune part du royaume de France : » ce qui impliquait l'abandon de l'hommage de la Bretagne, de l'Auvergne, de la Marche et de l'Angoumois. En outre, il faisait lui-même hommage au roi de France pour toutes les terres qu'il recouvrait ainsi, et non pas seulement pour celles qu'il recouvrait, mais aussi — cela est capital — pour celles qu'il possédait dans tout le royaume. Il devait les tenir comme pair de France et duc d'Aquitaine, et faire à ce titre tel service qu'il appartiendrait. La paix devait être jurée de part et d'autre par les rois et leurs héritiers. Les villes de la dépendance du roi d'Angleterre étaient en outre tenues de garantir sa fidélité à l'observer, en s'engageant, s'il manquait au traité, à se tourner contre lui à la requête du roi de France (Paris, 28 mai 1258).

Ces conventions, ainsi arrêtées en France entre saint Louis et les envoyés anglais, furent soumises à la ratification du roi d'Angleterre, qui les confirma et y fit joindre la ratification tant de son frère que de ses fils; et une ambassade solennelle vint apporter en France la renonciation du roi et des princes aux provinces qui n'étaient pas rendues (avril 1259¹.)

Il manquait une chose à l'exécution de ce grand pacte : c'est que Henri passât lui-même en France pour reconnaître

¹ Cette paix, conclue à Paris, le 28 mai 1258, fut appelée à tort traité d'Abbeville, avec la date du 28 mars 1259, par les auteurs de l'*Art de vérifier les dates*, d'après un texte mal interprété du faux Matthieu de Westminster, cité par Tillemont, t. IV, p. 174.

la suzeraineté du roi sur les provinces françaises. Il s'y rendit, en effet, fut reçu avec grand honneur et à Paris et à Saint-Denis, où il passa un mois, et, le 4 décembre, il fit hommage à saint Louis, dans le jardin du palais, en présence d'une cour nombreuse d'évêques et de barons des deux royaumes.

Ce traité a été blâmé, et il doit l'être au point de vue moderne, sans aucun doute. Les peuples ne sont pas des troupeaux dont on puisse trafiquer, et si le conquérant, aujourd'hui encore, ne les consulte pas pour les prendre, c'est bien le moins que le roi dont ils relèvent tienne compte de leurs dispositions avant de les céder volontairement. Or les populations des provinces rendues aux Anglais réguaient à cet abandon, et elles ne pardonnèrent pas facilement au prince qui les sacrifia. Quand saint Louis fut canonisé, la Rochelle refusa de célébrer sa fête. Ajoutons que cette cession aurait pu paraître gratuite, car le roi d'Angleterre était dans l'impuissance de rien reprendre en France, même d'y rien garder, s'il eût été attaqué. Matthieu Paris l'avoue, même pour la Guyenne. « Des pays d'outre-mer dont l'Angleterre s'enorgueillissait, disait-il en 1252, il ne reste plus que la Gascogne vacillante, laquelle ne demeure sous les lois des Anglais que parce que le roi de France dédaigne de s'en emparer, *quam rex Francorum contemnit*. » Mais il faut prendre en considération les idées du temps, et ne pas se tromper sur le caractère de ce sacrifice. C'était plutôt une cession de domaine qu'un abandon de nationalité. Les provinces cédées au roi d'Angleterre ne laissaient pas que d'être de la France. Le roi d'Angleterre faisait hommage à saint Louis, non pas seulement pour ce qu'il recouvrait en France, mais encore, nous l'avons vu, pour ce qu'il n'y avait jamais perdu, pour la Guyenne comme pour le Périgord et la Saintonge. Rien donc n'était virtuellement retranché du royaume dans le présent, et pour l'avenir on établissait le fondement d'une meilleure entente; on prévenait les hasards d'une réaction qui, à un moment donné, aurait pu

remettre en péril ce que l'on gardait des provinces réunies. Pour saint Louis, au-dessus de toutes ces questions d'intérêt discutables, il y avait un principe d'équité : ne pas frapper le fils pour le crime de son père. Cet esprit de justice est ce qui faisait sa force. En regard du sacrifice qu'il lui imposa en ces circonstances, il faut mettre l'ascendant qu'il lui assura dans le monde : ce sont effets de la même cause. Qui peut hésiter à dire que la puissance de la France a été fortifiée, agrandie par saint Louis ?

La France ne fut donc pas plus faible après cette concession, et l'Angleterre n'en devint pas plus forte ; elle en arriva même au point d'appeler saint Louis à intervenir dans ses querelles : hommage bien éclatant rendu, non plus seulement par un roi, mais par un peuple entier à sa vertu.

III

Mort du fils aîné de saint Louis. — Son fils Philippe
et la reine Marguerite.

Peu de temps après la conclusion définitive du traité, saint Louis fut frappé d'un grand malheur. Il perdit son fils aîné, Louis, âgé de seize ans, jeune prince de grande espérance, « plein de grâce devant Dieu et devant les hommes. » On l'estimait pour son courage, on l'aimait pour sa bonté (janvier 1260). Henri III, qui était en route pour retourner en Angleterre, revint sur ses pas à cette nouvelle ; il voulut assister aux funérailles du prince français. Le corps, porté d'abord à Saint-Denis, devait être inhumé dans l'abbaye de Royaumont, fondée par saint Louis. Les principaux barons de France se firent un devoir de le porter l'espace d'une demi-lieue sur leurs épaules, et Henri voulut se joindre à eux pour lui rendre ces derniers honneurs¹.

¹ Voyez les fig. 42 et 44.

L'héritier du trône fut dès lors Philippe, âgé de près de quinze ans, qui succéda plus tard à son père. Saint Louis, au milieu de cette affliction, eut-il de nouveau la pensée d'abdiquer la couronne ? S'il l'eut, en effet, elle dut être combattue encore par Marguerite, et la reine, du reste, paraît avoir pris dès ce temps-là ses précautions pour s'assurer la possession du pouvoir dans le cas où, par une cause quelconque, il échapperait à saint Louis. Par un acte dont l'existence n'a été mise que tout récemment en lumière, elle obtint du jeune Philippe la promesse solennelle de rester sous sa tutelle jusqu'à l'âge de trente ans ; de ne prendre aucun conseiller qui lui fût hostile ; de ne faire aucune alliance avec Charles d'Anjou (nous dirons pourquoi un peu plus tard) ; de lui révéler tout ce qu'on pourrait tramer contre elle ; de ne point faire de largesses au delà d'une certaine limite, et enfin de ne faire connaître à personne cet engagement. Il fut pourtant connu du pape Urbain IV, qui, par une bulle pleine de toutes sortes de ménagements, délie le jeune prince de son serment téméraire ; et c'est par là que la chose nous est connue. Le sage pontife n'y veut voir qu'un entraînement de jeunesse, et il rend au fils de saint Louis sa liberté, « assuré, dit-il, qu'il n'en usera pas contre sa mère. » Il souhaite que ses actes, dégagés ainsi de toute apparence de contrainte, ne puissent se rapporter qu'à sa vertu, et que, procédant de sa pure volonté, ils soient d'autant plus méritoires devant Dieu (6 juillet 1263).

Marguerite, si étroitement tenue en bride, même dans ses droits d'épouse, et si complètement écartée de toute influence politique par la reine Blanche, tant que celle-ci vécut, paraît donc avoir voulu s'en dédommager avec son fils, et se réserver auprès de lui un rôle pareil à celui qu'elle avait vu remplir à Blanche auprès de saint Louis. Sans attendre le terme qui était prévu dans cet engagement sitôt annulé, elle ne laissa point, après la mort de Blanche, de faire sentir son action dans les affaires politiques. Sa con-

duite durant la croisade d'où elle revenait lui avait bien donné, il le faut dire, quelques droits à cette influence. C'est cette princesse, jusque-là si fort effacée, qui, après le désastre de Mansourah, quand on ne se croyait plus en sûreté même dans Damiette, avait, en retenant ceux qui en voulaient fuir, sauvé le roi et l'armée tout entière : car sans ce gage ils étaient perdus.

Ses rapports de famille, et des considérations d'intérêt ou d'affection qui en naissaient pour elle, expliquent la part qu'elle prit à des événements graves où la politique de la France fut engagée en ce temps-là.

Les familles royales de France et d'Angleterre se trouvaient liées entre elles par des mariages, et c'est la maison de Provence qui leur avait, en quelque sorte, servi de lien par ses princesses. Des quatre filles de Raymond Bérenger, l'aînée, Marguerite, avait épousé le roi de France ; la seconde, Éléonore, le roi d'Angleterre ; de plus, la troisième, Sancie, avait épousé Richard, frère de Henri III ; et la quatrième, Béatrix, Charles d'Anjou, frère de saint Louis.

Ces unions contenaient bien en soi des causes de division aussi. L'héritage tout entier du père ayant été assuré à la plus jeune, sans que les dots promises aux autres leur eussent même été intégralement payées, les trois aînées se trouvaient unies entre elles contre leur sœur cadette ; et, par exemple, la reine de France, Marguerite, témoignait autant d'attachement pour ses sœurs d'Angleterre qu'elle en avait peu pour Béatrix. Elle regardait le litige comme toujours pendant de ce côté. En 1258, lorsque saint Louis traita avec le roi d'Aragon, elle se fit rétrocéder par ce prince les droits auxquels il était substitué dans le testament du comte de Provence, son père, au défaut de Béatrix et de Sancie, ses deux plus jeunes sœurs. Dans la même année, elle obtenait du pape qu'aucune bulle accordée par la cour de Rome à Charles d'Anjou ne pût lui porter préjudice à elle-même ;

et on comprend aussi pourquoi, dans l'acte que l'on a vu, elle faisait prendre à son fils, le jeune Philippe, l'engagement de ne faire aucune alliance avec ce prince. Nous en verrons les suites dans l'histoire de Charles d'Anjou. Pour le moment, nous avons à noter l'influence de ces relations de famille dans les rapports de la France et de l'Angleterre.

Est-ce l'affection de Marguerite pour sa sœur Éléonore et pour son beau-frère Henri III qui a contribué à faire conclure, en 1258, la paix entre les deux pays, au prix de tant de sacrifices du côté de la France? Non, assurément. Saint Louis ne dut recevoir d'inspiration que de son amour pour la paix et pour ce qu'il croyait la justice : ce n'est pas la considération de sa femme qui l'eût poussé à des cessions que sa conscience ne lui eût pas commandées ; mais l'influence de Marguerite se fit sentir au milieu des troubles qui, dans les années suivantes, agitèrent l'Angleterre.

IV

Troubles intérieurs de l'Angleterre. — Médiation de saint Louis.

Le traité de Paris (1258), si mal vu, et non sans quelque raison, en France, n'avait pas été mieux accueilli en Angleterre : signe bien marqué des dispositions du pays envers le roi. Un prince mal supporté ne fait rien qui ne soit pris en mal. On se montrait en Angleterre moins sensible au recouvrement du Quercy, du Périgord, de l'Agénois et de la Saintonge, qu'à l'abandon définitif de la Normandie. Tant de provinces restituées contre tout espoir ne semblaient rien au prix de cette chimérique espérance à laquelle il avait fallu renoncer. La paix avec la France avait pourtant reçu sa confirmation au Parlement de février 1260 ; et lorsque le roi

revint de France (25 avril), il fut reçu avec honneur. Mais ces marques extérieures de respect étaient une compensation bien faible à tout ce que le prince avait perdu d'autorité dans son pays.

Les provisions d'Oxford n'avaient pu fonder la paix en Angleterre : ce n'était pas un accord, c'était le triomphe d'un parti sur un autre, et, par conséquent, chose peu durable. Les barons, qui avaient triomphé, grâce au mécontentement du pays contre le roi, finirent par perdre eux-mêmes toute popularité. La réforme qu'ils avaient promise n'avancait pas ; les satisfactions qu'ils avaient fait espérer à tant de griefs étaient insuffisantes ; et avec cela ils s'entendaient mal. Les deux principaux chefs, Leicester (Simon de Montfort) et Gloucester, unis pour conquérir le pouvoir, s'étaient divisés quand il fut question de l'exercer. Henri, ayant gagné à lui la commission du gouvernement (cinq exceptés, parmi lesquels Leicester et Gloucester), abolit les statuts d'Oxford ; mais les barons se rallièrent autour des cinq (Leicester et Gloucester s'étaient rapprochés dans le péril), et le roi dut finir encore par transiger (novembre 1261).

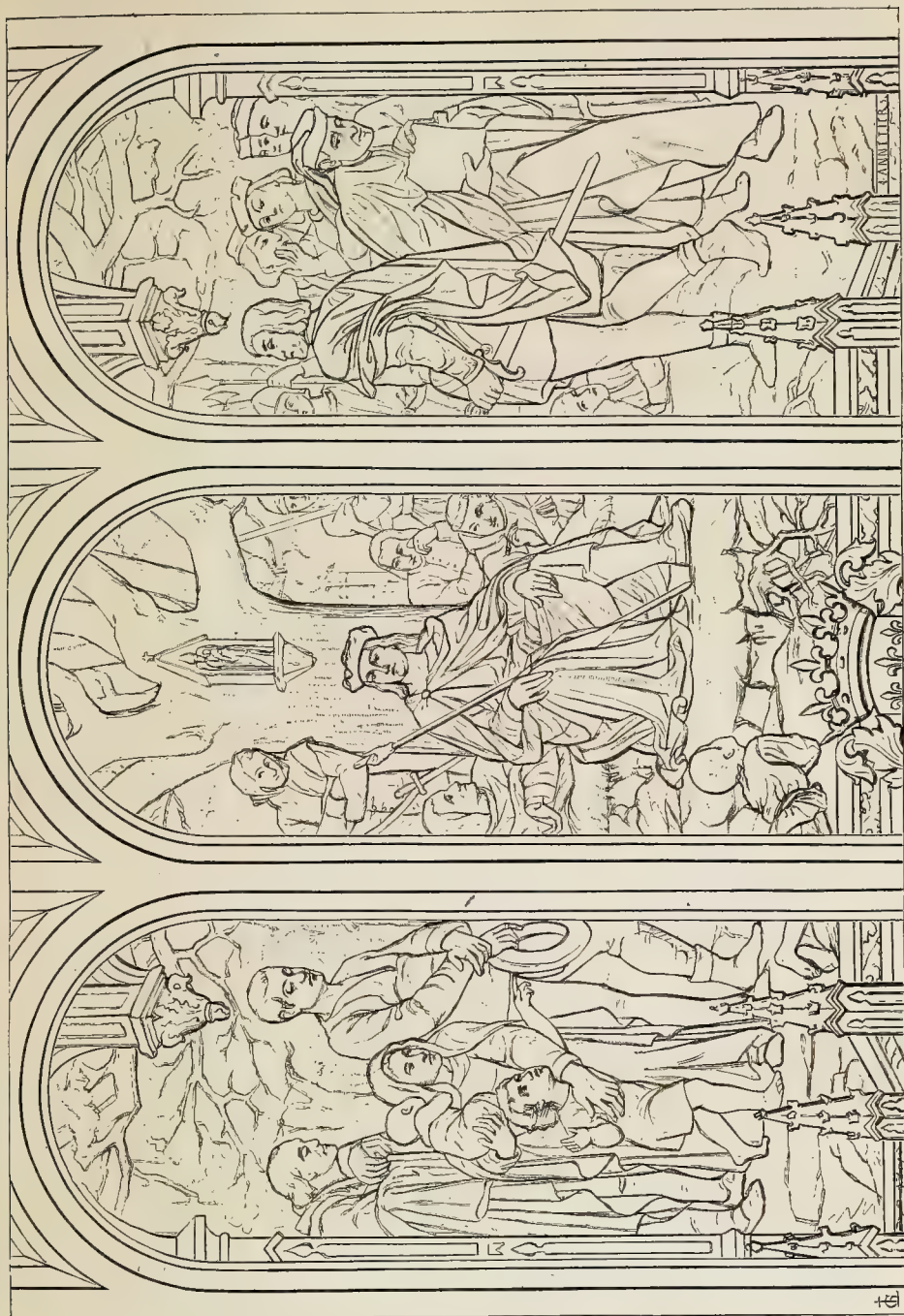
C'est à la France, c'est à Marguerite qu'il avait, dès le commencement de la lutte (mai 1261), confié les joyaux de la couronne ; c'est en France, auprès de saint Louis, qu'on le retrouve en l'été de 1262, quand l'agitation de l'Angleterre parut un peu apaisée. Il y demeura longtemps, retenu par une maladie, et son rétablissement fut pour Marguerite l'occasion de lui témoigner toute la sollicitude qu'elle avait prise à sa santé. Il en revint, plus porté sans doute à la modération par les bons conseils de saint Louis ; car, au retour, il céda aux instances de ses barons, confirma les statuts d'Oxford, et son frère Richard les approuva lui-même de son sceau (fin de 1262). Néanmoins une longue entente était difficile sur ces bases. Dès le mois de janvier 1263, Henri fit passer en France son trésor. Ceux qui l'apportèrent étaient chargés de voir en même temps saint Louis.

XXVIII

ART CONTEMPORAIN — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis rendant la justice, » d'après un vitrail de M. Claudius Lavergne.
« Maintes fois il advint qu'en été le Roi allait s'asseoir au bois de Vincennes après sa messe, et s'accotait à un chêne, et nous faisait asseoir autour de lui. Et tous ceux qui avaient affaire venaient lui parler, sans empêchement d'huissier ni d'autres gens. » (Joinville, traduction Natalis de Wailly, 1874, Didot, p. 35).

Dessiné par CLAUDIUS LAVERGNE fils,
gravé par PANNETIER.



qui avait promis de s'entremettre entre le roi et le comte de Leicester. Ils visitèrent d'abord la reine Marguerite (5 février), qui se chargea de leur préparer les voies auprès du roi. Le roi les reçut le premier dimanche de carême, leur promit de conférer avec Simon de Montfort, qui se trouvait alors à Paris, et le jour même, ou le lendemain, il tint parole. Mais le comte, tout en rendant hommage aux intentions du roi Henri, dit qu'on ne pouvait se fier à ses conseillers, et pria saint Louis de ne plus donner ses soins à une paix que ces derniers rendaient impossible. C'est le rapport que les envoyés de Henri III lui firent de cette conférence, d'après ce qu'ils en surent à l'audience suivante de saint Louis.

Tout se préparait donc pour la lutte. Henri voyait auprès de lui, pour soutenir sa cause, son frère Richard, son fils Édouard et l'oncle de sa femme, Pierre de Savoie ; et il s'enhardissait, ayant vu disparaître quelques-uns de ses adversaires, notamment le comte de Gloucester : il ne voyait pas que la mort du comte, en ôtant à Leicester un rival, lui donnait plus d'action sur les autres. Leicester revint de France et trouva les barons tout prêts à rejeter un roi qu'ils disaient vassal du pape et de la France. C'était de la France que Henri III attendait surtout des renforts. A Paris, on voyait l'archevêque de Canterbury, Boniface de Savoie, oncle de la reine Éléonore, prêcher aux Jacobins et aux Cordeliers pour exciter les esprits en sa faveur, et il y a des lettres qui montrent avec quelle activité la reine Marguerite travaillait à lui procurer des auxiliaires.

Ils ne vinrent pas à temps. Le roi et la reine d'Angleterre, pressés par les barons, s'étaient renfermés dans la Tour ; Édouard avait mis une garnison à Windsor, et il était allé à Bristol pour recruter des partisans : avant qu'il pût rien faire, Henri était forcé de capituler. Lui-même, mal reçu à Bristol, étant venu à Kingston pour tenter un arrangement, fut arrêté, et les barons, maîtres du roi et du prince, n'eurent

rent pas de peine à faire confirmer leurs fameux statuts dans une nombreuse assemblée tenue à Londres (8 septembre 1263).

Si les conseils de saint Louis avaient été si mal observés avant la lutte, il était difficile qu'ils fussent mieux accueillis lorsque le résultat avait rompu l'équilibre entre les deux partis ; mais Leicester n'osait pas encore traiter son roi en vaincu. Saint Louis avait invité Henri III et ses barons à une conférence à Boulogne-sur-Mer, pour la quinzaine de la Nativité (22 septembre). Henri, la reine Éléonore, Leicester et plusieurs autres, y vinrent à la Saint-Michel ; mais le roi de France était peut-être le seul qui voulût sincèrement la paix. Ils retournèrent donc en Angleterre, à peu près comme ils étaient venus, avec les chances directement contraires que leur laissaient presque toujours les résultats de la lutte : le roi ne pouvait pas triompher sans rallier les barons contre lui, ni les barons sans se diviser bientôt et rendre au roi l'occasion de ressaisir ses prérogatives. Henri III, assuré du concours de plusieurs d'entre eux, fuit secrètement de Westminster à Windsor, un de ses meilleurs châteaux. Le pape Urbain IV s'était déclaré contre les attentats des barons. Le 22 août, il avait envoyé, comme légat, en Angleterre le Français Gui Fulcodi (Folquet), évêque de Sabine, renommé par sa science du droit ; et, comme le roi avait besoin d'être appuyé, il s'adressait en même temps à saint Louis : il sollicitait son intervention tant par lui-même que par la reine Marguerite, dont il réclamait le concours auprès du prince.

Marguerite n'avait pas attendu cette invitation pour agir. Dès le temps que saint Louis préparait la conférence de Boulogne, elle avait écrit à son beau-frère Alfonse de Poitiers, pour qu'il mît au service du roi d'Angleterre les vaisseaux qu'il avait à la Rochelle, et elle se joignait à la reine Éléonore, après l'entrevue, pour vaincre l'indifférence ou la mauvaise volonté du prince, qui protestait qu'il n'avait pas

de vaisseaux. On n'eut pas besoin de recourir pour le moment à ces moyens. L'intervention des évêques d'Angleterre et de France suspendit la lutte à son début, et amena les seigneurs à s'en remettre, ainsi que le roi, à l'arbitrage de saint Louis.

Cette démarche témoignait d'une bien haute confiance en sa droiture. On savait qu'il ne se mêlerait pas des affaires d'Angleterre, comme son père et son aïeul, pour y chercher son intérêt particulier dans l'antagonisme des partis; on savait qu'il n'aurait en vue que la justice et le bien du pays dont la confiance faisait appel à son jugement; et malgré les liens qui l'unissaient à Henri III, malgré les secours qu'il lui avait déjà donnés dans ses querelles précédentes, il se sentait capable d'être impartial. Il invita le roi et les barons à se rencontrer avec lui dans la ville d'Amiens. Il y était lui-même le 13 janvier 1264. Henri III, la reine Éléonore, et plusieurs des seigneurs anglais s'y rendirent. Leicester n'y vint pas : sans révoquer en doute l'impartialité de saint Louis, il pouvait bien présager ce que serait sa sentence.

Entre le roi et les barons, sur le terrain des provisions d'Oxford, le jugement de saint Louis ne pouvait pas être douteux. Il fut pour le roi, non parce qu'il était roi lui-même, mais parce que les articles d'Oxford lui semblaient destructifs de toute autorité royale. Il rendait au roi la garde des châteaux royaux, la nomination des officiers, des membres du conseil : c'était dans le régime féodal le droit du roi. Le pieux arbitre eut peut-être le tort de croire que le prince à qui il restituait ses droits saurait aussi comprendre ses devoirs et se comporter dans les deux cas ainsi qu'il l'eût fait lui-même. En révoquant les statuts d'Oxford, saint Louis avait confirmé toutes les constitutions antérieures : mais la charte du roi Jean comptait parmi ces libertés, et les barons prétendirent que les articles d'Oxford n'étaient que les conséquences de cette charte. La sentence de saint

Louis, confirmée par le pape, ne fut donc pas ratifiée par les barons, et la guerre qu'il avait voulu éviter allait reprendre beaucoup plus vive.

V

Nouveaux troubles d'Angleterre. — Batailles de Lewes et d'Evesham.

Pour le moment, le gouvernement du roi triomphait. En France tout le monde y applaudit, et la reine Marguerite surtout partagea le bonheur de sa sœur Éléonore. Mais les barons ralliaient leurs partisans par toute l'Angleterre. Leicester avait été rejoint par le jeune comte de Gloucester, qui lui apportait le nom et l'influence du dernier comte, sans lui faire craindre une rivalité nouvelle. Henri III faisait venir des auxiliaires de France. Les succès se balançaient. Le roi même semblait reprendre l'avantage, quand les deux armées se rencontrèrent non loin de Lewes. Les barons se montraient assez disposés à traiter : mais ils prenaient pour base les statuts d'Oxford. Henri refusa. On se battit donc, et le prince Édouard culbuta les habitants de Londres, qu'il poursuivit dans leur déroute. Cet excès d'ardeur laissait le roi et Richard exposés à tous les efforts des principales troupes de l'ennemi : ils tombèrent aux mains de Leicester (14 mai 1264). Quand le prince Édouard revint de sa poursuite, il ne put éviter un sort pareil qu'en traitant avec le vainqueur.

Après que la victoire eut tranché la question, ce fut encore à saint Louis que l'on résolut de s'en référer de part et d'autre pour obtenir une décision plus durable. Des rois comme Henri et Richard ne pouvaient décemment être retenus prisonniers par des barons ; mais d'autre part il était périlleux de les remettre en possession de leurs droits avant

qu'on eût réglé le nouvel état du royaume : il fut décidé que jusque-là Édouard et Henri d'Allemagne leurs fils leur serviraient d'otages. Les deux princes se mirent donc entre les mains des barons, qui les envoyèrent à Douvres : mais les deux rois n'en furent guère plus libres. Richard fut logé dans la Tour, dont il n'eut pas la garde ; quant à Henri, il demeura auprès du comte de Leicester, qui le menait partout avec lui, le traitant en roi, mais ne le faisant agir que pour commander la soumission des châteaux dont les capitaines lui restaient fidèles.

Le parlement tenu à Londres donna tout pouvoir, sous le nom du roi, aux comtes de Leicester et de Gloucester et à l'évêque de Chichester. Le roi Henri dut accepter, sous peine de déposition, les résolutions de l'assemblée de Londres ; on fit savoir au roi de France que les deux parties étaient d'accord pour ne pas donner d'autres suites à la médiation qu'on lui avait d'abord déferée, et on invita le légat Gui Fulcodi à confirmer ce qui s'était fait.

Ce légat, envoyé depuis novembre 1263 en Angleterre, se trouvait toujours en France, n'ayant pas obtenu l'autorisation de passer le détroit : c'est à Boulogne, où il l'attendait toujours, qu'il reçut l'invitation de confirmer les actes du parlement de Londres. Il reprit vivement les évêques qui s'étaient faits les patrons de ce message, et lança l'interdit contre les comtes de Leicester, de Gloucester et leurs adhérents ; mais les bulles ne furent pas publiées. On prétextait qu'elles avaient été saisies à leur arrivée et déchirées en mille pièces. Sur ces entrefaites, Urbain IV mourut (10 octobre 1264), et le légat fut rappelé à Rome. Les Anglais n'y devaient rien gagner. Gui Fulcodi retournait à Rome pour occuper la place d'Urbain IV, et il allait continuer comme pape, sous le nom de Clément IV, ce qu'il avait commencé comme légat.

Toutefois, ce n'était pas de ce côté qu'était le péril pour les barons. Ils avaient beaucoup plus à craindre de l'inter-

vention armée. De grands efforts se faisaient en France pour tirer le roi des mains de Leicester. La reine Éléonore s'y trouvait, et elle était vivement secondée par sa sœur, la reine Marguerite. Les principaux barons de France répondaient à leur appel : il semblait que les seigneurs, désintéressés par la conduite de saint Louis à leur égard, n'eussent plus à cœur qu'une seule cause : celle d'un roi contre ses barons révoltés. Une armée considérable se réunit au port de Dam, en Flandre. Éléonore était à Bruges, qui veillait à ces armements ; et le comte de Leicester rassemblait avec inquiétude tout ce qu'il avait de troupes sur le rivage opposé. Mais l'expédition ne se fit pas : trop de rassemblement nuisait à ces campagnes féodales ; avant qu'on fût prêt à partir, le temps obligé du service était passé. L'armée se dissipa sans autre cause apparente, et les princes mêmes de Savoie, les plus ardents fauteurs de cette croisade seigneuriale, s'en retournèrent chez eux.

Les tentatives du dehors avaient donc échoué ; mais le péril, cette fois encore, fut pour les barons dans leur rivalité et leur jalousie. Leicester, fier de la victoire et appuyé de ses cinq fils, tous en âge de le seconder, ne ménageait pas assez les autres, notamment le jeune comte de Gloucester, très-jeune encore, mais qui déjà, compagnon de sa victoire, voulait avoir sa part aux dépouilles, et se voyait systématiquement éloigné de toute action dans le gouvernement. Il y avait d'autres mécontents qui tenaient encore pour la cause du roi, entre autres Roger de Mortemer. Gloucester vint se joindre à eux. Cela rendait plus d'importance à leur parti. Leicester sentit la nécessité de les combattre sans retard ; il emmenait avec lui le roi Henri, dont il s'autorisait contre les défenseurs de la cause royale ; il emmenait aussi Édouard, et pour ôter l'idée qu'il le traitât en prisonnier, il voulut le faire paraître dans un tournoi. Édouard se prêta volontiers à la comédie : il demanda seulement à essayer des chevaux pour la joute, et quand il en eut fait courir plusieurs et lassé

ceux de ses gardes, il en monta un dernier très-ardent que Mortemer lui avait secrètement ménagé ; puis s'adressant à ses gardes : « Seigneurs, dit-il, il y a assez longtemps que vous me gardez, je vous délivre de votre service ; » et, piquant son cheval, il vint rejoindre Mortemer à Hereford.

L'arrivée d'Édouard parmi les fidèles du roi fut un signal pour tous ceux qui étaient las de Simon de Montfort. Un auteur va jusqu'à dire que le prince réunit deux cent mille hommes. Leicester rassembla ses partisans ; mais Édouard défit les troupes que Simon, fils du comte, lui amenait, et il rejoignit le comte lui-même près d'Evesham, quand ce dernier marchait vers lui, le prenant pour Simon son fils. Leicester vit bien qu'il était perdu. Il n'en combattit pas moins vaillamment, et succomba sous le nombre de ses ennemis avec Henri, son fils aîné. Le roi Henri, mené bon gré malgré à la bataille, fut blessé lui-même, et ne se sauva qu'en se faisant connaître d'un seigneur qui l'allait tuer pour la cause du roi (4 août 1265).

Après la bataille de Lewes, Leicester avait compris que, pour assurer l'avenir de ses réformes, il y fallait intéresser la nation, et c'est pourquoi il avait appelé au parlement les représentants des bourgs, origine de la Chambre des communes. Cela ne lui conserva pas la victoire : la bataille d'Evesham venait d'en décider ; mais le principe qu'il avait introduit dans la composition du parlement lui survécut, et fut, avec la grande Charte, la base de la constitution et le secret de la force de l'Angleterre.

VI

Affaires d'Allemagne et d'Italie.

Saint Louis ne montra pas moins de désintéressement et de modération dans les affaires d'Italie et d'Allemagne.

Nous avons dit que le pape ne pouvait avoir dans Rome

aucune sécurité, s'il voyait le sud de l'Italie aux mains du prince qui, par l'Empire, avait tant d'influence dans le nord de la péninsule. La maison des Hohenstaufen s'était par là rendue si redoutable que, même après Frédéric II, il la voulait ruiner des deux côtés à la fois. Elle était représentée par Conrad, et défendue : en Allemagne, par Conrad lui-même, qui tenait tête à Guillaume de Hollande; en Italie, par Manfred, fils légitimé de Frédéric II, qui occupait le royaume de Naples avec le titre de vice-roi, et par divers seigneurs, comme Eccelino di Romano et autres, élevés par Frédéric et conséquemment liés à sa cause. Malgré cela, l'avantage était assuré au pape, s'il savait répondre à tous les vœux qui le rappelaient en Italie. Innocent IV en avait pu juger par les acclamations qui l'accueillirent à son retour. Malheureusement, il ne se contenta pas de réclamer l'indépendance pour le saint-siège et pour l'Italie elle-même : il crut que cette indépendance ne serait pas assurée s'il n'y joignait un surcroît de domination. Il voulait reprendre Naples, fief du saint-siège, pour en faire une possession directe de la papauté, et à Milan même, lors de son passage, il nomma le capitaine de la ville sans consulter les habitants.

Cela produisit à son égard un refroidissement dont l'ennemi devait profiter.

Conrad avait compris que la question capitale était celle qui se débattait avec le pape, et que, par conséquent, elle était à résoudre, non en Allemagne, mais en Italie. Il s'y rendit sans plus d'hésitation, et, avec l'aide des flottes de Gênes et de Pise, il débarqua au pied du Gargano et rentra dans Naples par force. Cette restauration fut un signal pour tous les Gibelins que le triomphe des Guelfes avait consternés. Déjà le contre-coup s'en était fait sentir au nord, et Milan même prenait pour capitaine un seigneur allié de sa famille, quand il mourut, laissant un enfant de deux ans, le petit Conradin (1253).

Cette mort semblait porter un coup fatal à sa maison. En Allemagne, on ne pouvait tenir compte de cet enfant. Après Guillaume de Hollande, qui périt, en 1256, dans une guerre contre les Frisons révoltés, on vit les princes allemands chercher un empereur au dehors et se partager entre Richard de Cornouailles, frère de Henri III, et Alfonse X, roi de Castille (1257). En Italie, l'héritage était divisé entre Manfred, qui se portait comme tuteur du jeune Conradin en Sicile, et les seigneurs du Nord qui, ne reconnaissant plus de chef, se faisaient maîtres dans leurs cités : Eccelino di Romano, Albéric son frère, les marquis d'Este, de Saint-Boniface, etc. Innocent IV consentait bien à user de quelque ménagement dans le nord; mais au midi il voulait toujours Naples, et Manfred, qui l'y avait accueilli comme suzerain, vit qu'un tel maître ne le garderait pas comme lieutenant. Il s'enfuit secrètement, gagna Lucera, et, à la tête des Sarrasins de Frédéric, put prendre quelques places, grossir le nombre de ses partisans, et bientôt revenir contre Naples, où le pape Innocent IV se vit assiégé et mourut en 1254.

Alexandre IV, qui n'avait ni le prestige ni l'habileté de son prédécesseur, accepta la lutte engagée et l'étendit même. Il déclara la guerre et à Manfred, et à Eccelino en même temps. Eccelino, après quelques succès, finit par succomber sous l'effort des petits princes du voisinage, effrayés de ses cruautés et désireux de se partager ses dépouilles : le pape n'y gagna pas autre chose que de voir son excommunication suivie d'effet. Quant à Manfred, il repoussa les attaques des légats pontificaux, et il aspirait à rétablir à son profit la puissance de Frédéric II. Déjà, sur un faux bruit que le petit Conradin était mort, il s'était fait couronner à Palerme roi de Sicile (1258); et, maître de Naples, il établit sa domination jusque dans Florence, ce boulevard des Guelfes. Ainsi Rome se trouvait encore bloquée, pour ainsi dire, au nord et au sud. L'œuvre d'Innocent IV, si fatalement mise en aventure par lui-même, était presque anéantie par

la faiblesse de son successeur, quand la tiare échut à un Français, Urbain IV (29 août 1261).

Urbain IV était élevé au saint-siège dans des circonstances vraiment critiques. En Italie, la puissance de Frédéric II se relevait sous un fils digne de lui et qui n'avait pas plus de scrupules à l'égard de Rome. En Orient, l'empire latin avait succombé, et les Grecs, rétablis à Constantinople, rendaient au schisme sa vieille capitale (1261). Urbain IV, réfugié à Cività-Vecchia, sentit qu'il avait besoin de l'appui de l'étranger. Innocent IV et Alexandre IV avaient, l'un après l'autre, offert la couronne de Sicile au roi d'Angleterre pour son fils Edmond, et nous avons vu comment cette offre, acceptée par avidité, le prince l'avait laissée tomber par impuissance ; Urbain IV s'adressa à la France. Il offrit la couronne à saint Louis, qui la refusa pour lui-même, et, sur son refus, à son frère Charles d'Anjou, qui l'accepta. Charles devait recevoir le royaume de Naples comme fief du saint-siège, lui payer, à ce titre, un tribut annuel de huit mille onces d'or, mettre huit cents cavaliers au service de l'Église. Le pape gardait en toute souveraineté Bénévent, et Charles s'engageait à ne jamais réunir ni l'Empire, ni la Lombardie ou la Toscane à ses nouveaux États : stipulation où se manifestait la politique séculaire de la papauté ; elle sentait son indépendance compromise, si le nord et le sud de l'Italie se trouvaient réunis sous la même main.

Mais cette précaution manquait de garanties, et le pape ne tarda pas à prendre ombrage du protecteur qu'il venait de se donner. Charles semblait vouloir s'assurer des positions partout. A Milan, Philippe della Torre établissait comme podestat Barral de Baux, un Provençal, un des sujets de Charles ; à Rome, Charles lui-même était pris pour sénateur (c'était pour Rome tout le sénat) ! Quand il serait à Naples, n'allait-on pas voir, sous une autre forme, le renouvellement de la puissance des Hohenstaufen ? Mais le pape était trop engagé pour reculer, et l'Italie avait confiance dans l'inter-

XXIX

ART CONTEMPORAIN — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis faisant manger des pauvres à sa table et les servant. » Tableau de M. Laugée. = « Dès le temps de son enfance, le roi eut pitié des pauvres et des souffreteux, et la coutume était que, partout où le Roi allait, cent vingt pauvres fussent toujours repus, en sa maison, de pain, de vin, de viande ou de poisson, chaque jour. En carême et en avent, le nombre des pauvres croissait; et plusieurs fois il advint que le Roi les servait et leur mettait la nourriture devant eux et leur tranchait la viande et leur donnait, au départ, des deniers de sa propre main. Il avait chaque jour à dîner et à souper près de lui des hommes vieux et estropiés, et il leur faisait donner la nourriture dont il mangeait. Et quand ils avaient mangé, ils emportaient une certaine somme d'argent. » (Joinville, traduction Natalis de Wailly, 1874, Didot, p. 391, 393.)

Dessiné par DUVIVIER,
gravé par M^{me} DUVIVIER.



vention française. L'armée de Charles, conduite par Béatrix, sa femme, trouva partout bon accueil, et le nouveau pontife qui succéda à Urbain IV, le pape Clément IV, Français comme lui, continua sa politique, sans partager d'abord ses appréhensions (janvier 1265).

D'un seul côté son entreprise eût pu être un moment contrariée, c'est du côté de la France.

On a vu les dispositions de la reine Marguerite à l'égard de Charles d'Anjou, son beau-frère. Si elle ne réclamait plus la Provence, elle pouvait au moins exiger de lui, comme détenteur de la succession de son père, le complément de sa dot; et quand il recevait une couronne, il pouvait bien commencer par acquitter les dettes de ses anciens États. Urbain IV, en l'appelant à Naples, avait même stipulé qu'il se réconcilierait avec Marguerite : il sentait bien que, pour le succès de l'expédition, il ne fallait pas qu'il fût entravé dans son propre pays. Mais ce n'était pas au moment où Charles entrait en campagne qu'il pouvait avoir de l'argent à donner; et saint Louis, qui avait toujours appuyé les justes réclamations de sa femme, finit par ne plus insister davantage, ne voulant pas que des intérêts particuliers fissent obstacle à une entreprise où le nom de la France était engagé.

VII

Conquête du royaume de Naples par Charles d'Anjou.

— Batailles de Bénévent et de Tagliacozzo.

Charles s'embarqua à Marseille avec mille cavaliers, échappa aux croisières ennemies comme à la tempête, et gagna Rome, où il fut solennellement couronné roi de Naples. Clément IV mettait toutes les ressources de Rome à sa disposition; il faisait de la guerre une croisade contre Manfred,

ordonnait, pour les frais de la campagne, la levée d'un décime sur le clergé, et engageait même, pour avoir plus vite de l'argent, les basiliques romaines aux banquiers de Pise, de Gênes et de Florence.

Charles entra dans le royaume de Naples avec ses troupes à lui, celles que la croisade lui donnait, et aussi celles que mettaient à son service l'esprit de parti et les ressentiments de l'exil : aux Provençaux et aux Français se joignaient quatre mille croisés de Bologne et quatre cents émigrés florentins. La trahison avait pénétré dans le camp de son adversaire. Le passage du Garigliano lui fut livré, et Manfred, retiré sous Bénévent, périt dans la bataille (26 février 1266).

Le vainqueur ne tarda point à donner à Clément IV lui-même les craintes qu'Urbain IV avait déjà commencé à ressentir. Il avait tout d'abord laissé piller Bénévent, qu'il devait ménager comme ville pontificale ; et à Naples même il s'établit en conquérant plus qu'en roi, ne se bornant pas à frapper les partisans de Manfred et à rétablir les exilés, mais faisant la part principale à ses Provençaux. Hors de Naples, le triomphe des Guelfes propageait partout son influence. Guido Novello, qui représentait presque seul le parti gibelin, incapable de retenir Florence, essaya vainement d'un compromis. Il dut se retirer à l'approche de Gui de Montfort, envoyé avec huit cents cavaliers par Charles d'Anjou, et Charles fut proclamé pour dix ans seigneur de la ville. Roi de Naples, seigneur de Florence, sénateur de Rome (titre dont il se démit, d'ailleurs), que lui restait-il à faire pour justifier toutes les inquiétudes de la papauté ?

Le pape oublia pourtant ce péril devant un autre qu'il croyait plus grand.

Les Gibelins, proscrits partout en Italie, à Naples, en Toscane, en Lombardie, avaient tourné les yeux vers celui qui leur restait comme dernière espérance : le dernier rejeton

de la maison des Hohenstaufen, Conradin, alors âgé de seize ans. Ils le pressèrent de venir réclamer la succession de son père et de son aïeul, et le jeune prince répondit à cette invitation : son ami, le jeune Frédéric d'Autriche, dépouillé comme lui, voulut s'associer à sa fortune. Conradin descendit avec dix mille hommes en Italie, et ne trouva pas de résistance : il y avait en Italie toute une série de villes foncièrement gibelines ; il ne s'agissait que d'aller de l'une à l'autre pour être partout bien accueilli. Il fut acclamé à Pavie, à Pise, à Sienne (1268). A Rome même le nouveau sénateur don Enrique, le frère d'Alfonse de Castille, ayant forcé le pape à se réfugier dans Viterbe, entraîna le peuple à se prononcer en sa faveur ; et le jeune Conradin était mené déjà comme un triomphateur, par la troupe des jeunes filles, au Capitole. Quant à la Sicile, elle frémissait sous le joug de son nouveau maître ; et la ville de Lucera, soulevée, attendait le petit-fils de Frédéric.

Clément IV, effrayé, n'épargna plus rien pour conjurer ce danger. Il lança l'excommunication contre le jeune prince, et nomma Charles d'Anjou vicaire de l'Empire en Toscane (avril 1268).

Le danger, au fond, était moins grand qu'il ne l'avait cru. Les succès de Conradin avaient plus d'apparence que de réalité : on lui avait fait tourner tous les obstacles. C'était peu que de triompher au Capitole, il fallait vaincre l'ennemi : on l'allait rencontrer. Conradin s'avancait vers le royaume de Naples. Il voulait éviter la position du Gargliano, et, se jetant par la voie Valeria dans les Abruzzes, atteindre Lucera, où Charles tenait assiégés ses plus sûrs auxiliaires, les Sarrasins. Mais Charles sut le prévenir par sa rapidité ; les deux armées se rencontrèrent auprès du village de Tagliocozzo. Il y avait, dit-on, cinquante mille hommes d'un côté et vingt-cinq mille de l'autre ; un stratagème d'Érard de Saint-Valéry racheta l'infériorité que le nombre donnait à Charles. Au moment où le jeune Conradin

battait les troupes qui lui étaient opposées, une forte réserve, cachée derrière une colline, vint lui enlever la victoire (23 août 1268). Don Enrique fut pris dans le combat. Conradin et Frédéric, qui avaient pu échapper, furent arrêtés à Astura, quand ils allaient gagner la Sicile. On sait par quelle sorte de jugement et par quelle impitoyable exécution le vainqueur sanctionna son triomphe : sanction fatale, et qui en pouvait présager la fin dernière. Le supplice de Conradin et du jeune Frédéric inaugurerait un règne de terreur qui, pour le moment, parut réussir : tout s'inclinait, tout se taisait devant le conquérant. Mais ce silence, qui le trompait sur les véritables dispositions des esprits, devait rendre d'autant plus terrible et plus sûre l'heure des représailles.

Saint Louis ne devait pas voir cette heure-là ; mais il pouvait dès lors gémir sur une manière de vaincre et de gouverner qui était si complètement opposée à son esprit.

Ce coup d'œil, jeté sur les affaires extérieures, montre que saint Louis n'avait rien perdu de son influence après l'échec de la croisade. Il est plus que jamais l'arbitre de l'Europe. C'est à lui que l'Angleterre s'adresse pour tenter de prévenir, par un équitable jugement, la guerre civile prête à la déchirer ; c'est à lui que le pape demande secours contre les descendants des Hohenstaufen. S'il a rendu quelques provinces à l'Angleterre, c'est par pur esprit de justice ; s'il s'est refusé à des acquisitions au dehors, ce n'est pas que l'occasion lui ait manqué de s'agrandir ; mais il y a un bien qu'il recherchait par-dessus tout, et pour lui et pour les autres : la paix. Par là il assurait à la France une position plus forte qu'il ne l'eût fait par la guerre. Il gagnait en influence infiniment plus que ne lui eût donné la conquête : c'est parce qu'on le savait pacifique, respectant les droits des autres, que tout le monde se montrait prêt à accepter sa loi.

La vie privée de saint Louis et sa manière d'agir à l'égard

de son peuple ne servaient pas moins à accroître ces sentiments de vénération qui faisaient sa force au dehors. Nous avons tracé un premier portrait de saint Louis au début de son règne. Il nous faut y revenir au moment où nous touchons au terme, pour marquer à quel degré de perfection en toute chose il était arrivé.

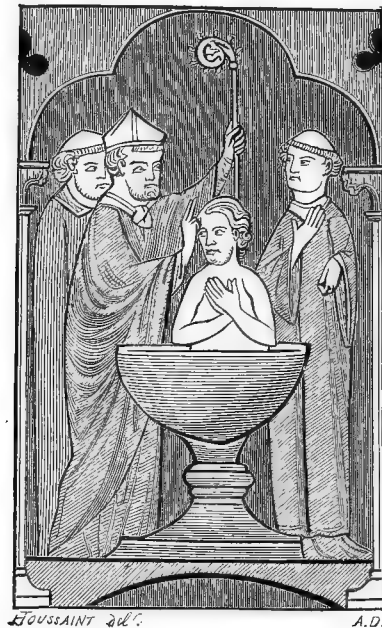


Fig. 74. — Un baptême. — D'après la *Vie de saint Denis*, manuscrit daté de 1250 et récemment donné à la Bibliothèque nationale par M. le duc de la Trémoille.

P. HOOIDE: SANCITE: ET: MOIV
grā Franc Rex Nouit vniūsi p̄sentes p̄r et su
necūon et ob remediū animarū inclite recordatōn
ūre ac aliorum antecessorum nr̄orum abbati et mon
capite q̄ in membris de p̄p̄is rebus suis in usus eor
p̄ terram q̄m p̄ aquam duxerit uel duci fecerit aut de
loneo pedagio pontonagio et alia q̄cumq; costuma
dictis Immunitatem autem seu quitatōnem hūmū
tum modo in quibus eam hacten̄ habuerunt. Qu
nam sigilli nr̄i auctoritate ac Regij nominis karact
geledun. Anno dn̄ice incarnatōnis. m̄. cc. x. iiii. q̄
tricesimo tercio. Astantib; in palacio nr̄o quorū nomi
Johannis buticularij. S. Alfonsi camerarij. S. Egidi

:OITA: VACANTE:

P. U. L.

QUE TRINITATIS: AD ED: Lud dei
ni gnos diuinu amoris intuitu et p salute anime nre
Regis Lud genitoris nri et Regine Blanch genitricis
chis beati Dyonisi in Francia concessimus ut tam in
m ppios conuicendis quas p propria pedagia nra tam
eri quiti sint penit impetuum et imunes ab omi the
atamen q nullas exortandias exerceant de rebus p
uolumus ad homines eorum extendi nisi in locis tan
od ut ppetue stabilitatis robur obtineat p sentem pagi
inferi annotato fecimus comunit. Datum apud
esmo octauo. mense Ianuario. Regni uero nri anno
ia supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Signum
constabularij. xxxv. x. x. x. x. xxxv. x. x. x. x.

S : CIPOLLARIA : ~



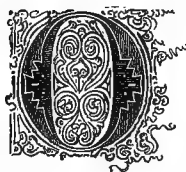
Fig. 75. — Le Christ, juge des vivants et des morts. — Miniature du Psautier de saint Louis, qui est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal.

CHAPITRE XXI

SAINT LOUIS AVANT SA DERNIÈRE CROISADE

I

Foi et dévotion de saint Louis. — Sa sollicitude pour ses enfants et pour toute sa maison.



On trouve, dans un auteur qui écrivait peu de temps après la mort de saint Louis, ce portrait de la personne du saint roi :

« Sa taille, qui lui faisait dépasser tous les autres de la hauteur des épaules ; la beauté du corps répandue en lui dans de justes proportions ; sa tête ronde, qui semblait être le siège de la sagesse ; son visage calme et serein, qui respirait quelque chose d'angélique ; ses yeux de colombe, au rayonnement plein de grâce ; la blan-

cheur et l'éclat de son teint; une calvitie prématurée, qui révélait la maturité de son esprit et même la sagesse qu'on vénère chez le vieillard : ce sont des qualités qu'il serait superflu peut-être de beaucoup louer, puisqu'elles ne sont que l'ornement de l'homme au dehors; mais, comme elles procèdent aussi de la sainteté intérieure, elles ne laissent pas de commander l'attention et le respect. »

Ce portrait aurait besoin d'être contrôlé sur les images de saint Louis, si l'on était sûr d'en trouver de fidèles dans les manuscrits, les sceaux ou les miniatures du temps; mais pour ce qui est de l'impression morale que l'on retrouve dans ces lignes, elle est bien telle que l'éprouvaient les contemporains du saint roi.

Saint Louis, au retour de sa croisade, était déjà vénéré comme un saint : et c'est alors aussi que ce titre lui allait être de plus en plus mérité par toute sa conduite. « Depuis son heureux retour en France, dit Geoffroi de Beaulieu, son confesseur, quelle dévotion il montra envers Dieu, quelle justice envers ses sujets, quelle miséricorde pour les affligés, quelle humilité pour soi-même, quel zèle à avancer, selon son pouvoir, dans tout genre de vertus ! c'est ce dont peuvent témoigner ceux qui ont le plus diligemment conversé avec lui, qui ont connu le fond de sa conscience : en telle sorte qu'au jugement des hommes les plus éclairés autant l'or est plus précieux que l'argent, autant sa nouvelle manière de vivre au retour de la Terre-Sainte l'emporta en sainteté sur sa vie antérieure; bien que, durant sa jeunesse, on l'ait toujours vu plein de bonté, d'innocence et de mérite. »

Son humilité, sa simplicité, se manifestaient en toute chose. Il s'appelait volontiers et signait Louis de Poissy; il disait que Poissy était le lieu où il avait obtenu le plus grand honneur, et comme on lui demandait si ce n'était pas plutôt Reims, où il avait été sacré, il répondit qu'à Reims il avait bien reçu l'onction royale, mais qu'à Poissy il avait reçu

la grâce du baptême, qu'il estimait incomparablement au-dessus de tous les honneurs du monde; et qu'était-ce, en effet, qu'une couronne périssable auprès de celle qui était réservée aux élus dans le royaume de Dieu? « Je suis, disait-il familièrement, comme le roi de la fève, qui le soir fête sa royauté et le lendemain matin n'est plus roi. » Autant il prisait peu ses honneurs, autant il semblait faire cas de ses humiliations. Il aimait à rappeler sa captivité et les outrages qu'il avait reçus des Sarrasins; et à ceux qui lui disaient d'écarter ces souvenirs il répondait que tout chrétien doit tenir à honneur ce qu'il endure pour la gloire et l'amour de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

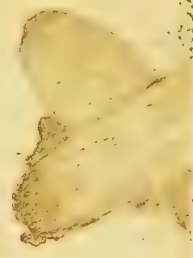
Depuis son retour, dit un de nos chroniqueurs, il s'était fait une règle de coucher sur un lit de bois avec un seul matelas de coton; il ne dédaignait pas moins le luxe dans sa vaisselle. A partir du même temps, il évita de porter des vêtements de prix, excepté dans les circonstances où il devait soutenir le rang de la royauté. Mais il ne voulait pas que les pauvres, dont ces vêtements étaient le profit quand il ne les portait plus, y perdissent rien; et il leur faisait donner soixante livres de plus par an, pour les indemniser de son humilité.

Comme le titre de chrétien était le premier à ses yeux, il mettait aussi au premier rang de ses obligations ses devoirs de chrétien. Il est superflu de rappeler que sa piété n'avait fait que croître, comme son assiduité à toutes les pratiques religieuses. Alors encore, malgré l'affaiblissement de sa santé, il consacrait une partie de ses nuits à la prière. Aux grandes fêtes, il faisait célébrer l'office avec tant de solennité et de lenteur, que par là, dit naïvement le confesseur de la reine Marguerite, « il ennuyait tous les autres. » On comprend quelle peine ce lui eût été d'être privé pour quelque raison de l'office divin. Aussi Alexandre IV, dès le commencement de son pontificat, renouvela-t-il plusieurs faveurs que saint Louis s'était déjà fait accorder par les précédents

pontifes : privilège de ne pouvoir être excommunié, lui, sa femme ou ses enfants, sans un ordre spécial du saint-siège ; de n'être pas atteint d'excommunication par le commerce des excommuniés ; défense de frapper d'interdit les chapelles royales, et même les terres du roi ; permission d'entendre la messe même dans les lieux soumis à l'interdit.

Lorsqu'il touchait les écrouelles, ce mal, dit Geoffroi de Beaulieu, « que les rois de France ont reçu la grâce singulière de guérir, » aux paroles que ses prédécesseurs prononçaient selon le rit établi, il ajouta l'usage de faire sur le malade le signe de la croix, afin que la guérison qui suivait fût attribuée à la vertu de la croix et non à la majesté royale. Il avait rapporté de la croisade une plus grande vénération de la croix. Quand il entra dans un cloître, et qu'il voyait des croix gravées sur les tombes des religieux, il avait grand'peur de marcher dessus : à tel point que, dans les monastères où il venait plus habituellement, il avait fait ôter les croix des tombeaux. Il goûta fort la coutume qu'il avait observée chez certains religieux, de s'incliner profondément, dans le chant du *Credo*, aux paroles : *et homo factus est* ; et il l'introduisit dans sa chapelle et dans mainte autre église, en y joignant la gémulation. Il adopta de même, et répandit l'usage suivi par d'autres religieux, à la lecture de la Passion, durant la semaine sainte, de se prosterner aux mots : *emisit spiritum* ou *expiravit*. On ne peut douter du zèle avec lequel il dut accueillir la fête du Saint-Sacrement, consacrée et introduite dans le rituel de l'Église par une bulle du pape Urbain IV (1264).

On sait quelle vénération il avait pour les reliques : c'est pour recevoir la couronne d'épines et le fragment de la vraie croix qu'il avait fait bâtir la Sainte-Chapelle auprès de son palais. Il avait établi des chanoines pour y officier régulièrement, et il institua trois fêtes qui y étaient célébrées : la première, par les frères prêcheurs ; la deuxième, par les frères mineurs ; la troisième, par ces deux ordres réunis,

Lud ex gra Franc^{is} Rex. Vniuersis presentes litteras inspecturis. Salutem. Notum facimus. quod nos
dueto et fidei nro Petro de fontanis aulici pro fidei seruitio quod nobis impendit damus et concedim^{us}
Quinquaginta libras parisiensium annui redditus ab ipso et heredibus suis de virore sua legitime despon-
sata singulis annis in perpetuum percipiendas in comportis nostris omnium sanctorum parisiensium
apud Templum tenendas a nobis et heredibus nostris in feodum et homagium ligum. Si vero con-
tingat dictum petrum sine herede de virore sibi desponsata decedere uel heredes suos qui pro tempo-
re fuerint de herede in heredem successive sine herede de corpore suo dicte quinquaginta libere
annui redditus ad nos et heredes nostros libere reuertentur. Quod ut ratum et stabile per-
maneat in futurum presentem paginam sigilli nri fecimus impressione muniri. Actum
parisiis anno domini. Millesimo. Ducentesimo. Quinquagesimo nono. Mense
Decembri. 

d'autres religieux et les clercs de sa maison. Il avait aussi en grand honneur les reliques des saints ; mais sa dévotion n'allait pas jusqu'à souffrir qu'on dépeçât leurs corps pour lui en donner quelques morceaux. Les moines de Pontigny lui ayant offert de détacher en sa faveur un bras du corps de saint Edmond de Canterbury, récemment mort en France (1240), transféré dans leur monastère, où il avait passé les dernières années de sa vie, et rangé parmi les saints en 1247, il s'y refusa comme à une profanation.

Malgré le délabrement de ses forces, il se montrait toujours aussi impitoyable à l'égard de sa pauvre chair. Ces pratiques de l'ascète, notées par le confesseur du saint roi pour l'édification des fidèles, ne sont pas, je l'ai dit déjà, ce qui le fera le plus admirer aujourd'hui : mais il ne faut pas oublier que c'était la naïve et forte expression de sa piété, et cette piété, je ne crains pas de le redire, était la racine de toutes ces vertus dont la France a recueilli les fruits.

On a vu comme il était chaste et tendre à la fois auprès de sa femme. Il n'était pas moins affectueux envers ses enfants ; et il savait en cela aussi élever ses affections naturelles à la hauteur de ses sentiments de chrétien, se préoccupant avant toutes choses de leurs progrès dans la vertu et dans les voies de Dieu. Lui-même veillait à leur éducation, et leur traçait avec une religieuse sollicitude la règle à suivre. Il les formait à la piété, les associant à ses prières, ne les quittant pas le soir sans leur dire quelques paroles d'édification, et les suivant de ses bénédictions jusque dans le repos de leur lit. Convaincu, selon l'Évangile, qu'une seule chose est nécessaire, et que celui qui se donne à Dieu a pris pour soi la meilleure part, il eût vu volontiers plusieurs de ses filles, de ses fils mêmes, entrer dans la vie religieuse. Il l'eût souhaité particulièrement pour les deux fils qui lui naquirent pendant la croisade. Dans le testament qu'il fit à l'époque de son premier voyage, et même encore après son retour en

France, il exprima la volonté que ces deux jeunes princes (Jean-Tristan et Pierre), arrivés à l'âge de discrétion, fussent élevés au couvent, dans l'étude des lettres sacrées et l'amour de la religion, l'un chez les frères prêcheurs de Paris, l'autre chez les frères mineurs, souhaitant de tout son cœur qu'ils entrassent plus tard dans ces ordres, si Dieu leur en donnait la vocation. Ses vœux ne se réalisèrent pas. Jean-Tristan, né à Damiette, devait mourir devant Tunis. Pierre, marié à Jeanne de Châtillon, héritière du comté de Blois, reçut pour apanage (1269) les comtés d'Alençon et du Perche, et mourut sans laisser de postérité, en 1284. Quant à Blanche, sa fille, qu'il avait nommée ainsi en mémoire de sa mère, et qu'il avait offerte à Dieu dans le couvent de Pontoise (Maubuisson), où le corps de sa mère reposait, elle fut elle-même destinée à un trône, et ne s'en trouva pas plus heureuse : elle épousa Ferdinand, le fils aîné du roi de Castille Alphonse X, avec réserve expresse de la couronne pour ses enfants, si son époux mourait avant de l'avoir recueillie : ce qui n'empêcha pas le fils puîné, Sanche IV, de la ravir aux malheureux « infants de Lacerda ».

Le zèle que saint Louis avait pour la bonne vie et le salut de ses enfants se montre tout entier dans les instructions qu'il adressa à une autre de ses filles, Isabelle, reine de Navarre, lettre où il se peint si bien lui-même, qu'il faut la citer textuellement.

« A sa chère et bien-aimée fille Isabelle, reine de Navarre, salut et amour de père.

« Chère fille, parce que je crois que vous retiendrez plus volontiers de moi, pour l'amour que vous avez de moi, que vous ne feriez d'aucun autre, j'ai la pensée de vous faire aucuns enseignements écrits de ma propre main.

« Chère fille, je vous enseigne d'aimer Notre-Seigneur Dieu de tout votre cœur et de tout votre pouvoir : car sans cela nul ne peut valoir nulle chose, ni autre chose ne peut bien être aimée ni si justement ni si profitablement. C'est

XXX

ART CONTEMPORAIN — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis rendant la justice. » Statue de M. Guillaume, au Palais de justice de Paris (salle de la Cour de cassation).

Dessiné par BOCOURT,
gravé par ROUSSEAU.



le Seigneur, à qui toute créature peut dire : Seigneur, vous êtes mon Dieu, qui n'avez besoin de nul de mes biens ; c'est le Seigneur, qui envoya son Fils béni en terre, et l'offrit à la mort pour nous délivrer de la mort d'enfer. Chère fille, si vous l'aimez, le profit en sera vôtre. La créature est bien dévoyée ; qui met ailleurs l'amour de son cœur excepté en lui ou sous lui. Chère fille, la manière dont nous devons aimer Dieu, c'est de l'aimer sans mesure : il a bien mérité que nous l'aimions, car il nous a aimés le premier. Je voudrois que vous sussiez bien penser aux œuvres que le béni Fils de Dieu a faites pour notre rédemption. Chère fille, ayez grand désir comment vous lui puissiez plaire, et mettez grand cure et grand diligence à éviter les choses que vous penserez qui lui doivent déplaire. Spécialement vous devez avoir cette volonté de ne faire péché mortel pour chose qui pût advenir, et de souffrir plutôt que l'on vous tranchât tous les membres, et que l'on vous ôtât la vie par cruel martyre, que de faire péché mortel à bon escient.

« Chère fille, accoutumez-vous à vous confesser souvent, et élisez toujours confesseurs qui soient de sainte vie et de suffisante lettrure (*littérature*), par qui vous soyez enseignée des choses que vous devez éviter et des choses que vous devez faire. Et soyez de telle manière que votre confesseur et vos autres amis vous osent enseigner et reprendre hardiment.

« Chère fille, entendez volontiers le service (*les offices*) de sainte Église, et quand vous serez en l'église, gardez-vous de muser et de dire vaines paroles. Dites vos oraisons en paix, de bouche et de pensée ; et spécialement quand le corps de Jésus-Christ sera présent à la messe, soyez plus en paix et plus attentive à l'oraison, et un peu de temps avant.

« Chère fille, entendez volontiers parler de Dieu dans les sermons et les entretiens privés ; mais évitez toujours les entretiens privés, excepté de gens moult élus (*vraiment d'élite*) en bonté et en sainteté. Procurez-vous volontiers indulgences et pardons.

« Chère fille, si vous avez aucune persécution (*affliction*) de maladie ou autre chose, en laquelle vous ne puissiez mettre conseil (*pourvoir*) en bonne manière, souffrez-la donc de bonne volonté, et rendez-en grâces à Notre-Seigneur et lui en sachez bon gré : car vous devez croire qu'il le fait pour votre bien, et vous devez croire que vous avez mérité cela et plus s'il le vouloit, parce que vous l'avez peu aimé et peu servi, et fait bien des choses contraires à sa volonté ; et si vous avez aucune prospérité de santé de corps ou autre, remerciez Notre-Seigneur humblement, et lui en sachez bon gré ; et gardez d'empirer de cela par orgueil ni par autre vice : car c'est bien grand péché de guerroyer Notre-Seigneur à l'occasion de ses dons. Si vous avez aucun malaise de cœur ou d'autre chose, dites-le à votre confesseur ou à aucune autre personne que vous pensiez qui soit loyale et qui vous doive bien céler (garder le secret), pour que vous le portiez plus en paix, si c'est chose que vous puissiez dire.

« Chère fille, ayez le cœur débonnaire envers les gens que vous entendrez qui sont affligés de cœur ou de corps, et les secourez volontiers ou de confort (*consolation*) ou d'aumônes, selon ce que vous pourrez en bonne manière. Chère fille, aimez toutes bonnes gens et de religion et du siècle, ceux dont vous entendrez dire qu'ils honorent et servent Dieu. Aimez les pauvres et les secourez, et spécialement ceux qui, pour l'amour de Notre-Seigneur, se sont réduits à pauvreté.

« Chère fille, ayez soin, selon votre pouvoir, que les femmes et les autres domestiques qui conversent plus familièrement et secrètement avec vous soient de bonne et sainte vie, et évitez, selon votre pouvoir, toutes gens de mauvaise renommée. Chère fille, obéissez humblement à votre mari et à votre père et à votre mère dans les choses qui sont selon Dieu. Vous devez faire volontiers à chacun ce qui lui appartient pour l'amour que vous devez avoir à eux ; et encore leur devez-vous mieux faire pour l'amour de Notre-Seigneur,

qui l'a ainsi ordonné. Mais contre Dieu, vous ne devez à nul obéir.

« Chère fille, mettez si grande entente à être parfaite en tout bien, que ceux qui vous verront, ou entendront parler de vous, y puissent prendre bon exemple. Il me semble qu'il est bon que vous n'ayez pas trop grand surcroît de robes et de bijoux, selon l'état où vous êtes. Au contraire, m'est avis que meilleure chose est d'en faire vos aumônes, au moins de ce qui seroit trop; et m'est avis qu'il est bon que vous ne mettiez pas trop grand temps ni trop grand étude à vous parer et atourner; et gardez bien de ne faire excès en votre ornement : au contraire, soyez plus encline au moins qu'au plus.

« Chère fille, ayez en vous un désir qui ne vous quitte jamais, c'est-à-dire comment vous puissiez plus plaire à Notre-Seigneur, et disposez votre cœur à ce que, si vous étiez certaine de n'avoir jamais récompense de nul bien que vous fissiez, ni d'être punie de nul mal que vous fissiez, nonobstant vous vouliez vous garder de faire chose qui à Dieu déplût, et vous appliquiez à faire les choses qui lui plairoient, selon votre pouvoir, purement pour l'amour de lui.

« Chère fille, ménagez-vous volontiers les prières des bonnes gens, et m'associez à vous en ces prières, et s'il advient qu'il plaise à Dieu que je parte de ce monde avant vous, je vous prie que vous procuriez messes et oraisons, et autres bienfaits, pour mon âme.

« Je vous recommande que nul ne voie cet écrit sans mon congé, excepté votre frère.

« Notre-Seigneur vous fasse aussi bonne en toute chose que je le désire, et plus encore que je ne sache désirer. *Amen*¹. »

La pieuse sollicitude dont il environnait sa famille, il la

¹ Confesseur de la reine Marguerite, dans les *Histor. de France*, t. XX, p. 82, 83.

montrait aussi envers ses amis. Joinville nous a raconté quelle leçon le saint roi se plaisait à leur donner. Il s'efforçait avant tout à bien affermir la foi dans les cœurs.

« Il disoit, rapporte notre historien, que nous devons croire si fermement les articles de la foi, que, pour mort ni pour malheur qui advînt à notre corps, nous n'eussions nulle volonté d'aller à l'encontre par paroles ni par actions. Et il disoit que l'ennemi est si subtil, que, quand les gens se meurent, il se travaille tant qu'il peut, afin qu'il les puisse faire mourir dans quelque doute des points de la foi; car il voit que les bonnes œuvres que les hommes ont faites, il ne peut les leur ôter, et il voit qu'ils sont perdus pour lui s'ils meurent dans la vraie foi. C'est pourquoi on se doit garder et défendre de ce piège, en telle manière qu'on dise à l'ennemi, quand il envoie pareille tentation : « Va-t'en ! tu « ne me tenteras pas, doit-on dire à l'ennemi, jusqu'à faire « que je ne croie fermement tous les articles de la foi ; mais, « quand même tu me ferois trancher tous les membres, je « veux vivre et mourir en ce point. » Et qui fait ainsi, bat l'ennemi avec les armes et les épées dont l'ennemi le vouloit occire. » (Ch. VIII.)

Joinville ajoute à ce récit le trait suivant, que le saint roi lui rapporta :

« Un grand maître en théologie étoit venu trouver Guillaume, évêque de Paris, et lui avoit dit qu'il lui vouloit parler, et il lui dit : « Maître, dites votre volonté ; » et comme le maître pensoit parler à l'évêque, il commença à pleurer très-fort. Et l'évêque lui dit : « Maître, dites, ne vous « découragez pas, car nul ne peut tant pécher que Dieu ne « puisse plus pardonner. — Je vous le dis, sire, dit le « maître, je n'en puis mais si je pleure ; car je pense être « mécréant, parce que je ne puis forcer mon cœur à croire « au sacrement de l'autel comme sainte Église l'enseigne ; et « pourtant je sais bien que c'est des tentations de l'ennemi. « — Maître, fit l'évêque, or me dites quand l'ennemi vous

Lud dei gra Franc' Rex ...
lapidibz preciosis que ab inclite re
Reginis franc olim fce in thesauris
bz preciosis qua consuevit rex die con
Conuictui bi dyon in francia custodi
glosissimi martir xpi ut de ipo thesa
nand regibz et reginis franc assumat
coronis regu franc predecessoz nroz
aliis qfuevit fieri collocent. Promi
parentes lictas qcesserut qd coronas
franc tradent sine difficultate ut qd
nris pro coronaco regu ut reginar
memoriam presentes lictas sigilli r
nouam en heiz. Anno dmi .m. .cc.

Facim⁹ qđ nos duas coronas aureas cum
 Rege p̄ho auo nro pro coronand⁹ regibz ⁊
 seruabant ⁊ unā coronulam auream cū lapidi
 nis sue in p̄dio deportare dīctas nris Abbi ⁊
 qm̄sm⁹ ⁊ deposuim⁹ in thesauro ecclē memorati
 aliis indumentis ⁊ ornamentis regalibz p̄ coro
 sollempnitatibz precipuis circa altare una cū aliis
 tū ⁊ decore altaris eiusdem scdm qđ de coronis
 tūc nob⁹ Abbas ⁊ quent⁹ p̄dci ⁊ nob⁹ de hoc sua
 coronulam antedcās nob⁹ ⁊ nris successoribz regibz
 ne quacūqz quociens a nob⁹ ut nris successoribz
 palia cū quacūqz fūint requisiti. In cuius rei
 m̄ impressione muniti. Actum apud iusta
 pmo. mense. mayo.

« envoie cette tentation si elle vous plaît. » Et le maître dit :
« Sire, au contraire, elle m'ennuie autant que chose peut
« m'ennuyer. — Or je vous demande, fit l'évêque, si vous
« prendriez or ou argent à condition que vous feriez sortir
« de votre bouche nulle chose qui fût contre le sacrement de
« l'autel ou contre les autres saints sacrements de l'Église.
« — Moi ! sire, fit le maître, sachez qu'il n'est nulle chose
« au monde que je prisse à cette condition ; mais j'aimerois
« mieux qu'on m'arrachât tous les membres du corps que
« de rien dire de pareil. — Maintenant je vous dirai autre
« chose, fit l'évêque ; vous savez que le roi de France guer-
« roie avec le roi d'Angleterre, et vous savez que le château
« qui est le plus en la marche (frontière) d'entre eux deux
« c'est la Rochelle en Poitou. Or je veux vous faire une
« demande : si le roi vous avoit donné à garder la Rochelle,
« qui est en la marche, et qu'il m'eût donné à garder le châ-
« teau de Montlhéri, qui est au cœur de la France et en terre
« de paix, auquel le roi devroit-il savoir meilleur gré à la fin
« de sa guerre, ou à vous qui auriez gardé la Rochelle sans
« perdre, ou à moi qui lui aurois gardé le château de Mont-
« lhéri sans perdre ? — Au nom de Dieu, sire, fit le maître,
« ce seroit à moi, qui aurois gardé la Rochelle sans perdre.
« — Maître, dit l'évêque, je vous dis que mon cœur est
« semblable au château de Montlhéri ; car je n'ai nulle ten-
« tation ni nul doute sur le sacrement de l'autel. A cause de
« quoi je vous dis que pour une fois que Dieu me sait gré de
« ce que j'y crois fermement et en paix, Dieu vous en sait
« gré quatre fois, parce que vous lui gardez votre cœur dans
« la guerre de tribulation, et vous avez si bonne volonté
« envers lui, que vous, pour aucun bien de la terre, ni pour
« mal qu'on fit à votre corps, vous ne l'abandonneriez.
« Donc je vous dis que vous soyez tout aise ; que votre état
« plaît mieux à Notre-Seigneur en ce cas que ne fait le
« mien. » Quand le maître ouït cela, il s'agenouilla devant
l'évêque, et se tint bien pour satisfait. » (Ch. ix.)

Le bon roi ne trouvait pas toujours ses amis, même les meilleurs, aussi disposés que lui-même à tout sacrifier pour leur foi. Mais c'était pour lui une raison de redoubler de zèle à leur égard.

« Il m'appela une fois, dit Joinville, et me dit : « Vous
« êtes de sens si subtil, que je n'ose vous parler de chose
« qui touche à Dieu ; et j'ai appelé ces frères qui sont ici,
« parce que je vous veux faire une demande. » La demande
fut telle : « Sénéchal, fit-il, qu'est-ce que Dieu ? » Et je lui
dis : « Sire, c'est si bonne chose que meilleure ne peut être.
« — Vraiment, fit-il, c'est bien répondu ; car la réponse que
« vous avez faite est écrite en ce livre que je tiens à ma
« main. Or je vous demande, fit-il, ce que vous aimeriez
« mieux, ou d'être lépreux, ou d'avoir fait un péché mortel ? »
Et moi, qui jamais ne lui mentis, je lui répondis que j'aimerois mieux en avoir fait trente que d'être lépreux. Quand les frères furent partis, il m'appela tout seul, me fit asseoir à ses pieds, et me dit : « Comment me dites-vous hier cela ? » Et je lui dis que je le disois encore. Et il me dit : « Vous par-
« lâtes en étourdi et en fou ; car il n'y a pas de lèpre aussi
« laide que d'être en péché mortel, parce que l'âme qui est
« en péché mortel est semblable au diable ; c'est pourquoi il
« ne peut y avoir de lèpre si laide. Et il est bien vrai que
« quand l'homme meurt il est guéri de la lèpre du corps ;
« mais quand l'homme qui a fait le péché mortel meurt, il ne
« sait pas ni n'est certain qu'il ait eu tel repentir que Dieu
« lui ait pardonné. C'est pourquoi il doit avoir grand peur
« que cette lèpre ne lui dure tant que Dieu sera en paradis.
« Aussi je vous prie, fit-il, autant que je puis, d'habituer
« votre cœur, pour l'amour de Dieu et de moi, à mieux aimer
« que tout mal advînt à votre corps par la lèpre et par toute
« maladie, que si le péché mortel venoit dans votre âme. »
(Ch. iv.)

Il prêchait à ses fidèles serviteurs l'observation de la morale. « Savez-vous, leur disait-il, comment il faut faire

pour être honoré du monde et plaire à Dieu ? Ne faites et ne dites choses que vous ne laissiez de faire et de dire, si tout le monde le savoit. » Joinville, qui rapporte cette parole, y joint quelques autres préceptes du saint roi, et il ajoute :

« Quand le roi étoit en gaieté, il me disoit : « Sénéchal, « dites-moi les raisons pourquoi prud'homme vaut mieux « que béguin (dévot). » Alors donc commençoit la discussion entre moi et maître Robert. Quand nous avions longtemps disputé, alors le roi rendoit sa sentence, et disoit ainsi : « Maître Robert, je voudrois avoir le nom de prud'homme, « pourvu que je le fusse, et tout le reste je vous le laisse- « rois ; car ce nom de prud'homme est si grand chose et si « bonne chose, que, même à le prononcer, il emplit la « bouche. »

« Au contraire, il disoit que mauvaise chose étoit de prendre le bien d'autrui, « car rendre étoit si dur, que, « même à le prononcer, *rendre* écorchoit la gorge par les *r* « qui y sont, lesquels signifient les rateaux du diable, qui « toujours tire en arrière ceux qui veulent rendre le bien « d'autrui. Et le diable le fait bien subtilement ; car, avec « les grands usuriers et les grands voleurs, il les excite « de telle sorte qu'il leur fait donner pour Dieu ce qu'ils « devraient rendre. » Il me dit que je disse au roi Thibaut¹, de sa part, de prendre garde à la maison des frères prêcheurs de Provins, qu'il faisoit, de peur qu'il n'embarrassât son âme pour les grandes sommes qu'il y mettoit. « Car les « hommes sages, tandis qu'ils vivent, doivent faire de « leurs biens tout comme des exécuteurs testamentaires en « devraient faire : c'est à savoir que les bons exécuteurs « réparent d'abord les torts du mort, et rendent le bien « d'autrui ; et du reste des biens du mort, ils font des « aumônes. » (Ch. v.)

¹ Thibaut II, roi de Navarre, cinquième du nom comme comte de Champagne, fils de Thibaut le Trouvère et gendre de saint Louis.

Il leur enseignait le respect du pauvre.

« Il me demanda, dit Joinville, si je lavois les pieds aux pauvres le jour du grand jeudi (jeudi saint). « Sire, dis-je, « quel malheur ! les pieds de ces vilains, je ne les laverai « jamais. — Vraiment, fit-il, c'est mal dit ; car vous ne « devez mie avoir en dédain ce que Dieu fit pour notre en- « seignement. Je vous prie donc, pour l'amour de Dieu « premièrement et pour l'amour de moi, que vous vous « accoutumiez à les laver. » (Ch. iv.)

Il prêchait aussi la pratique de la religion, et, par des comparaisons familières, il tâchait d'en faire sentir l'importance à ses chevaliers. Pour les amener à fréquenter les églises et à prier les saints, il leur disait « qu'il en est des saints en paradis comme des conseillers des rois sur la terre ; car, qui a affaire auprès d'un roi de la terre demande qui est bien avec le prince et le peut prier se faire ouïr de lui ; et quand il le sait, le va trouver et le prie d'intercéder auprès de lui pour sa cause. Ainsi en est-il des saints du paradis, qui sont les familiers de Notre-Seigneur et le peuvent sûrement prier : car il les écoute ; c'est pourquoi, ajoutait-il, vous devez venir à l'église aux jours de leur fête, les honorer et les prier qu'ils prient pour vous auprès du Seigneur. » Il les voulait fortifier contre le respect humain, qui était déjà plus fort qu'on ne le pourrait croire, sur ce sujet, en ce temps-là. « Il y a, leur disait saint Louis, de nobles hommes qui craignent de bien faire, c'est à savoir d'aller à l'église ouïr le service de Dieu, et faire autre œuvre de piété, et redoutent non pas vaine gloire, mais vaine honte, et aussi qu'on ne dise qu'ils sont papelars : c'est pire chose, ajoutait-il, qu'une maison tombe pour un petit vent ou sans nul vent, que si elle était renversée par un vent fort. »

Ces enseignements, qu'il donnait dans l'intimité à ses chevaliers, il voulait qu'ils fussent mis à la portée de tout le monde ; c'est pour leur donner plus de force et d'appui qu'au retour de la croisade il fit copier les livres de l'Écriture

sainte et des Pères, et il en réunit des exemplaires dans le trésor de sa chapelle à Paris.

Son zèle pour la religion le poussa jusqu'à l'intolérance, et il ne faut pas s'en étonner. Les dogmes de la foi étaient pour lui des vérités absolues. Il se fût regardé comme complice de l'erreur, s'il l'eût tolérée comme souverain. Saint Louis était d'avis que les clercs seuls doivent discuter les articles de foi : à tel point qu'il en refusait le droit aux chevaliers, fût-ce pour les défendre.

« Le saint roi me conta, dit Joinville, que plusieurs gens d'entre les Albigeois vinrent au comte de Montfort, qui alors gardoit la terre des Albigeois pour le roi, et lui dirent qu'il vînt voir le corps de Notre-Seigneur, qui étoit devenu en sang et en chair entre les mains du prêtre. Et il leur dit : « Allez
« le voir, vous qui ne le croyez pas ; car je le crois fermement
« tout comme sainte Église nous raconte le sacrement de
« l'autel. Et savez-vous ce que j'y gagnerai, fit le comte, de
« ce que je le crois en cette mortelle vie, tout comme sainte
« Église nous l'enseigne ? J'en aurai une couronne dans les
« cieux plus que les anges qui le voient face à face, à cause
« de quoi il faut qu'ils le croient. »

« Il me conta qu'il y eut une grande conférence de clercs et de Juifs au monastère de Cluny. Il y eut là un chevalier à qui l'abbé avoit donné le pain en ce lieu pour l'amour de Dieu ; et il demanda à l'abbé qu'il lui laissât dire la première parole, et on le lui octroya avec peine. Et alors il se leva et s'appuya sur sa béquille, et dit qu'on lui fit venir le plus grand clerc et le plus grand maître des Juifs ; et ainsi firent-ils. Et il lui fit une demande qui fut telle : « Maître, fit le chevalier, je vous demande si vous croyez que la vierge Marie,
« qui porta Dieu en ses flancs et en ses bras, ait enfanté
« vierge et qu'elle soit mère de Dieu. » Et le Juif répondit que de tout cela il ne croyoit rien. Et le chevalier lui répondit qu'il avoit vraiment agi en fou quand, ne croyant en elle ni ne l'aimant, il étoit entré en son église et en sa maison.

« Et vraiment, fit le chevalier, vous le payerez. » Et alors il leva sa béquille et frappa le Juif près de l'oreille, et le jeta par terre. Et les Juifs se mirent en fuite, et emportèrent leur maître tout blessé : et ainsi finit la conférence. Alors l'abbé vint au chevalier, et lui dit qu'il avoit fait une grande folie. Et le chevalier répondit que l'abbé avoit fait une plus grande folie encore d'assembler une telle conférence ; car, avant que la conférence fût menée à fin, il y avoit céans grande foison de bons chrétiens qui fussent partis tous mécréants, parce qu'ils n'eussent pas bien entendu les Juifs. « Aussi vous
« dis-je, fit le roi, que nul, s'il n'est très-bon clerc, ne doit
« disputer avec eux ; mais un laïque, quand il entend médire
« de la loi chrétienne, ne doit pas défendre la loi chrétienne,
« sinon avec l'épée, dont il doit donner dans le ventre autant
« qu'elle y peut entrer. » (Ch. x.)

Personne n'était tenté de prendre ce mot à la lettre, et saint Louis l'eût souffert moins que personne. Ce n'était pas sa manière d'enseigner et de faire aimer la loi de Dieu. Que s'il y eut à cet égard quelque chose à reprendre dans ses paroles, sinon dans ses actes, il faut l'attribuer à l'excès de son zèle, et cela est racheté avec usure par les manifestations beaucoup plus louables de sa charité.

II

Bonnes œuvres de saint Louis.

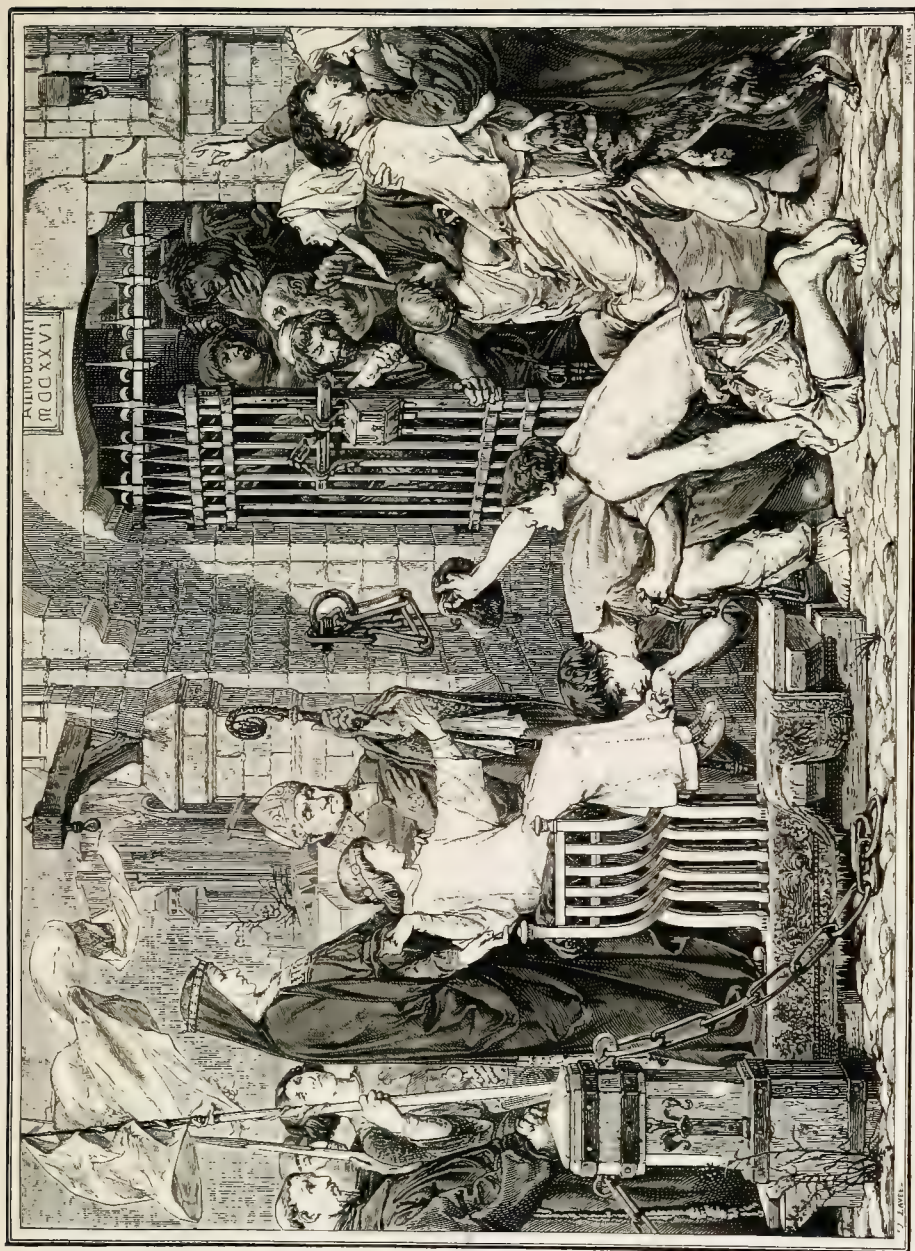
A la croisade, il s'était exposé pour tout le monde ; au retour, il continua d'être tout à tous. Et d'abord il prit soin des veuves et des enfants de ceux qui avaient péri dans l'expédition : c'était une dette dont il s'acquittait comme roi, et une manière pour le chrétien d'honorer les martyrs. Il accueillait de la même sorte les pauvres gentilshommes ; il plaçait leurs filles dans les abbayes, ou leur donnait de quoi

XXXI

ART CONTEMPORAIN — ÉCOLE FRANÇAISE

« Saint Louis, à son avènement au trône, fait, suivant une vieille tradition, ouvrir les portes des prisons de Paris et mettre les prisonniers en liberté. » =
Le tableau original, œuvre de M. Merson, orne, avec le buste de Guillaume, la grande salle de la Cour de cassation.

Dessiné par LAVÉE,
gravé par SMEETON-TILLY.



les doter. Mais la charité est un devoir dont il ne se libérait pas seulement à prix d'argent. En ce qui touche le service des pauvres et le soin des malades, on ne pourrait que reprendre, pour les confirmer et les étendre, les pages où il en a été parlé ci-dessus. Il voulait que sa bienfaisance à leur égard durât plus que lui, et se fit sentir à eux toujours présente. C'est l'objet de tant de fondations pieuses, qui se continuent durant la seconde partie de son règne : témoin les Hôtels-Dieu de Paris, de Compiègne, de Vernon, qu'il agrandit et enrichit ; celui de Pontoise, qu'il fonda ; l'abbaye de Royaumont, œuvre des commencements de son règne, dont Blanche de Castille partage l'honneur avec lui¹ ; celle de Maubuisson, à la fondation de laquelle il avait concouru avec sa mère. Dès le retour de la croisade (1254), il fonda les Quinze-Vingts², hospice destiné à trois cents aveugles, et qui en contient davantage. Vers le même temps, il accueillit et établit à Paris des religieux de divers ordres : les barrés ou carmes, qu'il plaça sur les bords de la Seine, au lieu où furent plus tard les célestins ; les sachets, ou frères aux sacs, appelés ainsi de la forme de leurs vêtements, et, de leur profession, frères de la pénitence ; les mathurins, qu'il établit aussi à Fontainebleau, etc. Les jacobins et les cordeliers eurent surtout part à ses munificences. Il donna aux jacobins (1263) deux maisons pour agrandir le monastère fondé par eux rue Saint-Jacques, dans la maison qu'ils avaient obtenue de l'Université, en 1221 ; il bâtit leurs écoles et leur dortoir du produit de l'amende qu'il avait imposée à Enguerrand de Coucy. De plus, il les établit, dit-on, à Mâcon, sur l'emplacement du palais des anciens comtes, devenu son domaine, et dans un grand nombre d'autres lieux du royaume, notamment à Carcassonne. Il bâtit l'église des cordeliers, à Paris, en 1262, du même argent

¹ V. la figure 12.

² V. le sceau des Quinze-Vingts dans l'*Éclaircissement sur le costume*.

d'Enguerrand de Coucy ; il est regardé par eux comme le fondateur de leurs maisons à Caen , à Rouen , à Vernon , à Compiègne , etc. Il n'oublia pas les femmes dans ce genre de libéralités. Il avait fondé , avec sa sœur Isabelle , la maison de Longchamps. Il réunit à Paris , dans la maison des Filles-Dieu , grand nombre de femmes qui , par pauvreté , s'étaient abandonnées au vice , et , pour leur donner le moyen d'y vivre honnêtement , leur assura quatre cents livres de rente à toujours. Il aida par ses largesses d'autres maisons semblables en diverses villes de France. Il établit de même et dota des maisons de béguines en plusieurs lieux du royaume , notamment à Paris , où il recueillit environ quatre cents femmes , la plupart nobles , réduites à la misère : congrégations moitié religieuses , moitié laïques , originaires du pays de Liège ou du Brabant , qui eurent grande faveur dans leur nouveauté , mais dont la dévotion mal réglée ne tarda point à devenir suspecte.

Il regardait comme le mieux employé l'argent qu'il pouvait consacrer aux œuvres de piété ou à l'usage des pauvres : les deux choses se confondaient souvent ; et quand on lui reprochait quelque excès à cet égard : « S'il m'arrive , disait-il , de faire trop grandes dépenses , j'aime mieux que l'excès soit en aumônes faites pour l'amour de Dieu qu'en choses de luxe et en frivolités. » Il voyait , d'ailleurs , dans ces aumônes un moyen de racheter ce qu'il devait au monde ; car , dans les fêtes , dans le train journalier de son hôtel , dans les parlements et assemblées des chevaliers et des barons , il savait , par ses largesses , soutenir la majesté royale , et il lui arrivait même , son pieux historien le constate , de surpasser la magnificence de ses prédécesseurs.

Avant d'être généreux , il croyait qu'il fallait être juste : sa première règle de charité , c'était de rendre à autrui ce qui lui appartient. Aussi poussait-il ce sentiment jusqu'au dernier scrupule , et plutôt que de se trouver , même à son

insu, dans le cas de rien avoir des autres, il n'hésitait pas à donner du sien : on l'a vu dans la mission qu'il confia, avant la croisade et depuis, aux enquêteurs. Ses aumônes, ses pieuses libéralités étaient une manière de s'acquitter pour les torts qu'on avait pu commettre en son nom, sans qu'il en sût rien ni qu'il en pût, malgré tous ses efforts, connaître les victimes ; et encore s'était-il fait donner par un grand nombre de prélats l'autorisation de s'acquitter ainsi. On a vu ses scrupules à cet égard en un cas plus solennel, dans son traité de 1258 avec l'Angleterre : circonstance grave, où il ne craignit point d'aller à l'encontre de l'avis de son conseil, et nous pourrions ajouter de ses peuples. On le vit aussi pour une cession de moindre importance, où il eut encore l'avis de ses barons contre lui. Le seigneur de Trie réclamait de lui le comté de Dammartin, dont il prétendait que le roi avait fait donation aux héritiers de la dernière comtesse de Boulogne, et il en produisait la charte.

« Le sceau de la lettre, dit Joinville, étoit brisé, de sorte qu'il n'y avoit de reste que la moitié des jambes de l'image du sceau du roi et de l'escabeau sur quoi le roi tenoit ses pieds. Et il nous le montra à tous qui étions de son conseil, et dit que nous l'aidassions à prendre un parti. Nous dîmes tous, sans nul désaccord, qu'il n'étoit tenu en rien de mettre la charte à exécution. Et alors il dit à Jean Sarrasin, son chambellan, qu'il lui baillât la charte qu'il lui avoit demandée. Quand il tint la lettre, il nous dit : « Seigneurs, voici
« le sceau dont j'usois avant que j'allasse outre-mer, et on
« voit clairement par ce sceau que l'empreinte du sceau brisé
« est semblable au sceau entier : c'est pourquoi je n'oserois,
« en bonne conscience, retenir ladite comté. » Et alors il appela monseigneur Renaud de Trie, et lui dit : « Je vous
« rends la comté. » (Ch. xiv.)

Dans ce cas, on le peut dire, malgré l'avis contraire de Joinville et des barons, c'était affaire de bonne foi. Mais le

désintéressement de saint Louis a fourni assez d'autres exemples dans le cours de son histoire. Le trait dominant de son caractère, c'est l'oubli de soi-même et l'esprit de sacrifice. Joinville l'a bien senti quand, en tête de son livre, il place les quatre circonstances dans lesquelles saint Louis « met son corps en aventure » pour le salut des siens. Cette abnégation, ce dévouement, ont été, à vrai dire, l'inspiration de sa vie tout entière, et c'est aussi ce qui l'a entraîné à cette dernière croisade où il trouva la mort.

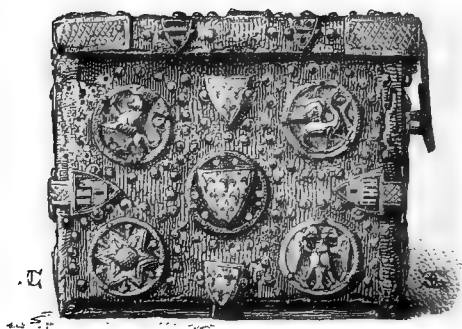


Fig. 76. — Orfèvrerie. — Cassette de saint Louis, aujourd'hui conservée au musée du Louvre.

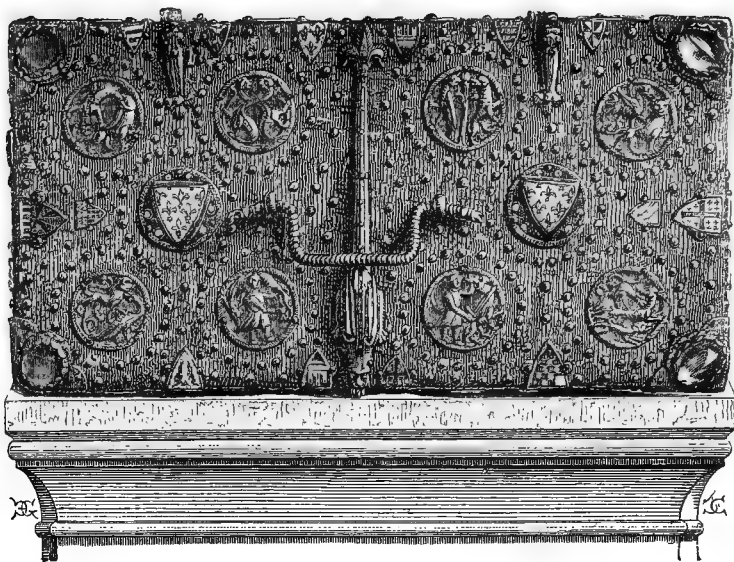


Fig. 77. — Orfèvrerie. — Cassette de saint Louis.

CHAPITRE XXII

DERNIÈRE CROISADE

I

État des chrétiens d'Orient. — Prise d'Antioche.



SAINT Louis, depuis qu'il avait pris la croix, ne pouvait plus détacher son âme de la croisade. Depuis qu'il avait vu la Terre-Sainte, il avait conçu l'ardent désir de la relever de ses ruines ; et en la quittant, rappelé en France par la mort de sa mère, il ne l'avait pas abandonnée. Il songeait à elle au milieu des soins qu'il dut consacrer aux affaires intérieures du royaume ; il y songeait encore lorsqu'il travaillait avec tant de zèle à terminer les querelles, à rétablir la paix

entre toutes les parties de la chrétienté. Il veillait à lui faire envoyer des secours. Il encourageait ceux qui se montraient disposés à refaire ce pieux pèlerinage. Il aurait voulu, on n'en peut douter, que son frère, le comte de Poitiers, après son retour, reprît le projet d'expédition qu'il avait formé avant que lui-même fût rappelé de Palestine par la mort de sa mère.

Mais une circonstance pressa le roi de s'y tourner plus directement lui-même.

On se rappelle l'état des chrétiens d'outre-mer, lorsque saint Louis les avait quittés. Ils retenaient, avec la principauté d'Antioche, un très-petit nombre de places en Palestine, que le roi s'était appliqué à mettre en défense, et la discorde affaiblissait encore ceux qui devaient s'y consacrer.

Les musulmans, il est vrai, n'étaient guère moins divisés. On a vu la rivalité qui existait entre la Syrie et l'Égypte; mais les Tartares, après avoir pris Bagdad et supprimé le califat (10 février 1258), s'emparèrent d'Alep; et, après leur retraite, les chrétiens restèrent exposés, sans diversion, à la puissance des Égyptiens.

L'Égypte n'appartenait plus à ceux qui y dominaient au temps de saint Louis. Aïbec avait fait tuer son ancien compagnon Actaï, le chef des mamlouks bahrites, et l'un des principaux meurtriers de Tourân-Chah; et, débarrassé de ce rival, il s'était fait nommer sultan, dépouillant de ce titre Achref-Moussa, qui n'avait jamais eu qu'une autorité nominale en face de ses deux puissants subordonnés, l'atabek et le djemdar. Il avait voulu relever son pouvoir en épousant Chedjer-Eddor (1255). Chedjer-Eddor le tua, mais elle périt elle-même en châtement de son crime, et le fils d'Aïbek, Nour-eddin-ali, qui n'avait que quinze ans, fut proclamé sultan, sous le nom d'El-Malec el-Mansour (*le prince aidé de Dieu*). Il n'y avait là qu'un compromis entre les deux principaux corps de mamlouks. Ce n'était pas ce jeune homme

qui pouvait donner sécurité à l'Égypte, dans le péril où tous les États musulmans se trouvaient à l'approche des Tartares, vainqueurs du califat. En 1259, un des chefs des mamlouks de son père Aïbek, nommé Kotoz, le déposa et prit sa place, sous le nom d'El-Malec el-Modaffer (*le prince victorieux*); mais, l'année suivante, un autre chef des mamlouks, bien plus considérable, le vainqueur de saint Louis, Bibars Bondocdar, le renversa.

C'est lui qui allait détruire les établissements chrétiens de Palestine.

Les chrétiens, dès son avènement, pouvaient le pressentir. C'est sous le prétexte que Kotoz ne voulait pas rompre avec les Francs d'Acre, ses alliés contre les Tartares, que Bibars l'avait fait périr. Le nouveau sultan prétendit que les chrétiens avaient manqué à la trêve en retenant leurs prisonniers (les templiers et les hospitaliers avaient, en effet, des esclaves qu'ils refusaient de rendre); et, avec une armée de trente mille hommes, il envahit la Palestine (1263), rasant l'église de Nazareth, le monastère de Bethléhem, tous les sanctuaires les plus vénérés des chrétiens, et se vengeant sur les campagnes des résistances qu'il trouvait dans les châteaux et dans les villes (Acre, Montréal et Crak). L'année précédente, Antioche n'avait dû son salut qu'aux Tartares, qui, appelés par le roi d'Arménie, en firent lever le siège (1262).

Bibars n'avait plus rien à craindre des Tartares. Houlagou, leur khan, était mort (1265) comme il s'apprêtait à se joindre aux princes chrétiens pour rejeter les Égyptiens hors de la Syrie; et son fils, qui lui succéda, avait assez de peine à se défendre contre les peuples du voisinage. Le sultan d'Égypte résolut donc de pousser plus loin ses succès en Palestine. Il surprit Césarée (27 février 1265), et il en rasa les murs, prit et ruina de même Arsour ou Arsouf (30 avril). La ville d'Acre était le dernier boulevard des chrétiens. Son salut ou sa perte devait décider de l'avenir de la Pales-

tine. Bibars se mit en mesure de l'assiéger par terre et par mer.

Les habitants d'Acre, justement effrayés, firent appel à l'Occident, et Eudes, comte de Nevers, fils du duc de Bourgogne, vint en Palestine, amenant cinquante chevaliers. Mais que pouvait-il faire avec une pareille troupe ? et il mourut l'année suivante. Le secours le plus assuré était encore celui des chrétiens d'Orient : l'Arménie, Antioche. Mais Bibars, tout en menaçant la ville d'Acre, songeait à lui ôter ces appuis. Un de ses lieutenants, établi à Émèse, battit Bohémond, prince de Tripoli et d'Antioche (18 ou 19 novembre 1265) ; un autre envahit la Petite Arménie, défit les Arméniens dans une sanglante rencontre, et prit le fils du roi (22 août 1266).

Après cette défaite, l'Arménie fut, en quelque sorte, hors de cause. Antioche, attaquée cette fois par Bibars lui-même, fut prise d'assaut et saccagée ; dix-sept mille hommes y périrent, cent mille habitants furent emmenés en captivité (27 mai 1268).

II

Prédication et préparatifs de la croisade.

Les papes n'avaient pas attendu cette catastrophe pour faire appel à l'Occident, ni saint Louis pour répondre à cet appel. Dès 1260, à l'annonce de la nouvelle invasion des Tartares, Alexandre IV en avait écrit au roi de France, et le pieux roi avait envoyé de l'argent en Palestine. L'Occident même était menacé par les Tartares. En 1261, le dimanche de la Passion (10 avril), il se tint une assemblée des évêques, des princes et des chevaliers du royaume à Paris. On résolut de fléchir la colère du ciel par le jeûne et par la prière, de supprimer toute superfluité dans la table et dans les habits,

de s'abstenir, pendant deux ans, de tournois et de jeux, à l'exception de l'arc et de l'arbalète, qui rentraient dans les exercices militaires. Le pape qui succéda à Alexandre IV était encore plus zélé pour la Terre-Sainte : c'était le patriarche de Jérusalem, le Français Jacques Pantaléon, élu pape sous le nom d'Urbain IV, comme il venait en Occident solliciter pour elle les secours de la chrétienté. Il ordonna la levée d'un centième, pendant cinq ans, sur tous les revenus ecclésiastiques de l'Occident, ordre qui fut mal accueilli en France, mais qu'il renouvela et qui finit par être exécuté. Saint Louis, qui devait diriger l'emploi de ces fonds, put ainsi fournir à son lieutenant Geoffroi de Sargines le moyen de rester dans le pays qui avait tant besoin de sa vaillance.

Mais les Tartares, on l'a vu, n'étaient pas le plus grand danger pour les chrétiens de Palestine. Ils leur avaient nui beaucoup moins par eux-mêmes que par le contre-coup de la ruine du sultan d'Alep, et par la prépondérance que leur retraite laissait, après cette ruine, aux Égyptiens. Ce fut aussi contre les Égyptiens que la croisade fut prêchée, après que Bibars eut rompu la trêve. Urbain IV écrivit à saint Louis une lettre dans laquelle il lui dépeignait avec éloquence l'état de la Terre-Sainte (20 août 1263), et le légat reçut ordre de tenir un concile à Paris (25 août 1264).

Saint Louis se prêtait de grand cœur à toutes les mesures réclamées à cette fin par le saint-siège. Il ne voulait pas seulement y faire servir tout ce qu'il pouvait donner ; il s'y voulait consacrer lui-même : grave résolution qui n'intéressait pas seulement sa personne, et qui par là obligeait sa conscience. Aussi voulut-il prendre l'avis du pape, et il députa un messenger sûr au nouveau pontife, Clément IV. La chose était de si grande conséquence, en effet, que le pape n'osa d'abord lui en donner le conseil : il prit du temps pour en délibérer. On dit même que par une première lettre il l'en détourna, considérant le bien que saint Louis avait à

faire dans son propre royaume. Mais l'intérêt de la chrétienté ne parlait-il pas plus haut ? Le pape se demandait donc s'il ne reviendrait pas sur sa réponse, quand un nouveau message de saint Louis mit un terme à ses hésitations. Saint Louis lui faisait savoir que de lui-même il inclinait pour le voyage : et le pape regarda cette détermination comme un signe de la volonté de Dieu.

Le roi, fort de l'assentiment que Clément IV lui envoya par plusieurs lettres, manda près de lui les barons et les prélats du royaume. Ils se rendirent à Paris, le jeudi de la mi-carême, 24 mars 1267, sans savoir de quoi il s'agissait. Le lendemain, jour de l'Annonciation, tous étant réunis en présence du légat, saint Louis apporta de la Sainte-Chapelle la couronne d'épines, et devant cette relique insigne de la Passion, il pressa l'assemblée de prendre la croix. Le légat parla ensuite, et, quand il eut fini, le roi, le premier, reçut la croix de sa main, et après lui ses trois fils aînés, Philippe, Jean et Pierre ; puis le comte d'Eu, le comte de Bretagne, Marguerite, comtesse de Flandre, et la plupart des seigneurs présents. Alfonse, comte de Poitiers, s'était croisé avant son frère. Plusieurs autres, qui n'étaient pas à l'assemblée, cédant à l'exemple ou aux exhortations de saint Louis, firent de même : Thibaut, roi de Navarre, son gendre ; Robert, comte d'Artois, son neveu ; Gui, comte de Flandre ; Jean, fils du comte de Bretagne ; les comtes de Saint-Pol, de la Marche, etc. On n'y compta point, quoi qu'en disent certaines listes, le sénéchal de Champagne, Joinville, le fidèle compagnon de saint Louis. En vain le saint roi et le roi de Navarre, qui avait autorité sur lui par la Champagne, essayèrent-ils de l'y déterminer. Il s'y refusa, alléguant les souvenirs de la première croisade ; et plutôt à-Dieu que saint Louis eût, de son côté, mieux goûté ses raisons !

« Je pensai, dit Joinville, que tous ceux-là firent un péché mortel qui lui conseillèrent le voyage, parce que, au point où il étoit en France, tout le royaume étoit en bonne paix à

l'intérieur et avec tous ses voisins ; et depuis qu'il partit, l'état du royaume ne fit jamais qu'empirer. Ils firent un grand péché, ceux qui lui conseillèrent le voyage, dans la grande foiblesse là où son corps étoit ; car il ne pouvoit supporter d'aller en char ni de chevaucher. Sa foiblesse étoit si grande, qu'il souffrit que je le portasse dans mes bras depuis l'hôtel du comte d'Auxerre, là où je pris congé de lui, jusques aux Cordeliers. Et pourtant, foible comme il étoit, s'il fût demeuré en France, il eût pu encore vivre assez et faire beaucoup de bien et de bonnes œuvres. » (Ch. cXLIV.)

Le pape, qui s'appuya de l'exemple de saint Louis pour entraîner les princes, fut ému lui-même, et comme effrayé de cet entier abandon avec lequel le roi se consacrait, lui et tous les siens, même l'aîné de ses fils, à la guerre sainte. Que deviendrait le royaume en cas de revers ? Le pontife déclinait toute part de responsabilité dans cette résolution. Mais saint Louis avait foi en Dieu. Dès ce moment, et en attendant qu'il pût accomplir son vœu en personne, il s'occupa de faire passer des secours aux chrétiens d'Orient ; il donna par deux fois pouvoir d'engager son nom pour un emprunt qui permit de retenir quelques chevaliers en Terre-Sainte. On avait surtout besoin du concours des villes maritimes d'Italie, et la croisade avait divisé, loin de les unir, les deux plus puissantes, Gênes et Venise. Saint Louis fit les plus grands efforts pour les réconcilier ; mais l'obstination de Gênes les fit échouer. Le roi voulut au moins traiter avec Venise pour avoir des vaisseaux ; et les Vénitiens s'y refusèrent d'abord, convaincus qu'il s'agissait d'une nouvelle campagne en Égypte, et ne voulant pas ruiner leur commerce avec Alexandrie. Ils rougirent pourtant de pareils sentiments, et rédigèrent un projet de convention ; mais ce fut avec Gênes que saint Louis traita.

Il ne fallait pas seulement des hommes et des vaisseaux : il fallait de l'argent. Le clergé étoit communément invité à y contribuer en pareille circonstance. Le pape accordait

décimes et douzièmes. Clément IV ordonna que tout le clergé payât au roi un dixième de ses revenus pendant trois ans, n'exceptant que les ordres engagés eux-mêmes dans la défense de la Terre-Sainte, les templiers, les hospitaliers et les chevaliers teutoniques. Le clergé murmura, députa à Rome; mais le pape reçut fort mal les délégués, et écrivit à ceux qui les envoyaient plus durement encore.

Saint Louis ne voulait pas seulement combattre avec le bien de l'Église : il y voulait d'abord employer le sien; et, pour que personne n'en souffrît plus que lui-même, il commença par diminuer les dépenses de sa maison. Comme la coutume féodale l'y autorisait dans les circonstances graves, il mit une taille sur ses vassaux et les sujets de ses domaines; et, du reste, il en avait une autre raison encore : il armait chevalier son fils aîné, Philippe. Il arma chevaliers avec lui beaucoup d'autres seigneurs, et il voulut faire, pour tous, les frais de la cérémonie.

Saint Louis travaillait encore d'une autre manière au succès de la guerre sainte. Il déployait plus de zèle que jamais à régler et apaiser les différends entre ses vassaux et ses voisins, à terminer par les voies pacifiques ce qu'on était trop habitué à trancher par les armes; et c'est dans la même pensée qu'il faisait renouveler, en 1269, la trêve entre l'Angleterre et la Navarre. Il se préparait personnellement à la pieuse entreprise en faisant droit à tous ceux qui pouvaient avoir des réclamations contre lui : il aimait, on l'a vu, à charger de ces enquêtes, non des agents de son administration, trop portés peut-être à prendre ses intérêts, mais des religieux qui jugeassent en conscience ce qui pour saint Louis était affaire de conscience. Cette sorte de démarche était une garantie que dans les besoins d'argent nécessités par son entreprise le roi n'excéderait jamais ses droits : et ce fut sans doute pour préserver ses sujets d'exactions plus dommageables en son absence qu'il crut devoir, vers cette époque (janvier 1269), expulser les Caorsins et les usuriers.

Dans un parlement tenu à Paris, le 9 février 1268, saint Louis fixa son départ au mois de mai de la seconde année qui allait suivre (1270). Les seigneurs qui avaient déjà pris la croix s'engagèrent à passer la mer avec lui en ce temps-là, et l'annonce qui en fut faite partout réveilla dans quelques âmes encore le zèle de la croisade. Saint Louis désirait beaucoup avoir dans sa compagnie Édouard, fils du roi d'Angleterre; mais le pape y répugnait, dans la crainte que le roi d'Angleterre ne sût pas tenir contre une nouvelle révolte de ses barons en l'absence de son fils. Édouard pourtant prit la croix, ainsi que son frère Edmond et plusieurs seigneurs du pays, et il vint trouver saint Louis, en 1269, pour concerter avec lui son départ. Il ne devait partir qu'après le roi de France.

Saint Louis, comme s'il avait le pressentiment qu'il ne reverrait pas son royaume, voulut, avant de le quitter, pourvoir à l'établissement de tous ses enfants. Il avait déjà réglé l'apanage de son fils aîné, Philippe, en l'armant chevalier. Il lui avait donné Orléans, Montargis, Château-Landon, etc. Il donna à Jean le comté de Valois, à Pierre les comtés du Perche et d'Alençon. Il maria sa fille Blanche à Fernand, fils aîné d'Alfonse, roi de Castille, renonçant à l'idée qu'il avait eue de la consacrer à Dieu. Il avait accordé sa fille Marguerite à Henri de Brabant (1256); mais, ce jeune prince, faible de corps et d'esprit, ayant abandonné son duché à son frère pour se retirer dans un couvent, ce fut aussi à ce frère que la jeune princesse fut mariée, en février 1270. Il prit enfin des dispositions plus générales sur la distribution des biens du monde qu'il laisserait après lui en rédigeant son testament. Il recommandait, en premier lieu, d'acquitter ses dettes, de réparer ses torts, de restituer ce qu'il pourrait avoir sans droit. Il léguait 4,000 livres à sa femme Marguerite; il léguait aux frères prêcheurs et aux frères mineurs de Paris, à l'abbaye de Royaumont et aux frères prêcheurs de Compiègne, par portion égale, les livres qu'il avait réunis

et qu'il laisserait à son décès. L'abbaye de Royaumont, et un grand nombre d'autres couvents d'hommes et de femmes de divers ordres, une foule d'hospices ou d'institutions charitables, les pauvres écoliers de Saint-Thomas du Louvre et de Saint-Honoré, les Bons-Enfants de Paris, etc., étaient l'objet de ses libéralités. Il n'oubliait ni ses serviteurs, ni les clercs de sa chapelle, ni ses pauvres ordinaires, ni les pauvres filles à marier, ni les baptisés, musulmans convertis qu'il avait ramenés jadis de la Terre-Sainte; et, ne croyant pas pouvoir faire assez par lui-même, il recommandait à son héritier de leur continuer ses bienfaits. Ses fils, Jean-Tristan, Pierre et Robert, sa fille Agnès, ne venaient qu'après les autres; et c'est avec le soin d'accomplir ces legs qu'il attribuait tout le reste à Philippe, son fils aîné (février 1270).

Pendant on approchait du terme fixé pour la croisade. Dès le mois de juin 1269, le légat avait pris des mesures pour que les croisés fussent avertis de ne point manquer au rendez-vous donné par le saint roi; et le prince avait fait réunir à Aigues-Mortes des vaisseaux et des vivres. Avant de partir, quoique sa femme, la reine Marguerite, dût cette fois demeurer en France, le roi, écoutant plus le bien de l'État que sa tendresse, donna la régence, non point à elle, mais à deux hommes renommés pour leur habileté dans l'administration et pour leurs vertus : Matthieu de Vendôme, abbé de Saint-Denis, et Simon, seigneur de Nesle. Il leur remit le pouvoir, leur fit prêter serment par ceux de son conseil, et, par surcroît de précaution, désigna ceux qui les devaient remplacer en cas de mort : l'évêque d'Évreux pour l'abbé de Saint-Denis, et le comte de Ponthieu pour Simon de Nesle.

Le 14 mars 1270, il se rendit à Saint-Denis, y reçut de la main du légat le bourdon de pèlerin et prit l'oriflamme des mains de l'abbé : c'était le commencement de sa croisade. Il revint à Paris, et le jour suivant, 15 mars, il se

rendit nu-pieds de son palais à Notre-Dame, accompagné de son fils aîné, Philippe, de Pierre, son troisième fils, du comte d'Artois, son neveu, et de plusieurs autres. Le soir, il vint coucher à Vincennes, et le lendemain il prenait congé de Marguerite. La pauvre reine le quitta tout en pleurs : elle le voyait pour la dernière fois.

Saint Louis prit sa route par la Champagne et la Bourgogne : différents actes marquent son itinéraire par Ville-neuve-Saint-Georges, Melun, Sens, Auxerre, Vezelay, jusqu'à Cluny, où il passa peut-être la fête de Pâques. De là, il gagna Mâcon, Lyon, Vienne, Beaucaire, et arriva enfin à Aigues-Mortes, où était encore le rendez-vous. Mais les vaisseaux n'étaient pas tous réunis ; et pendant ce retard la bonne intelligence pouvait bien ne pas se maintenir entre les hommes de toute origine qui se trouvaient là rassemblés. Il y eut entre les Provençaux et les Catalans une querelle sanglante dans laquelle plus de cent périrent. Le roi, qui était allé célébrer la fête de la Pentecôte à Saint-Gilles, revint en toute hâte et punit les coupables.

III

Expédition de Tunis.

Ce fut le mardi après la Saint-Pierre (1^{er} juillet 1270) qu'il monta sur son vaisseau. Où allait-on ? Le but de la croisade était toujours la délivrance des saints lieux ; mais, depuis le commencement de ce siècle, ce n'était pas toujours là qu'on se portait immédiatement. Dans sa première expédition, saint Louis était allé en Égypte. Cette fois il se dirigea vers Tunis.

Il espérait convertir le roi de Tunis. On lui avait dit que le prince musulman avait envie de se faire chrétien ; qu'on l'y amènerait facilement, s'il en trouvait une occasion favo-

nable, s'il le pouvait faire l'honneur sauf et sans avoir rien à redouter de ses peuples : et cette pensée avait entièrement subjugué saint Louis. « Oh ! si je pouvais devenir parrain d'un tel filleul ! » s'écriait-il. Dans cet espoir, il avait même eu le projet de se rapprocher de lui en allant comme pour visiter ses provinces de Carcassonne et de Narbonne. Il y avait eu dans ces derniers temps des messages échangés entre les deux États. Tout récemment, à la fête de saint Denis, comme le roi tenait sur les fonts de baptême, avec plusieurs des grands, un juif fameux qui se faisait baptiser dans l'église du saint, il invita à la solennité des députés du roi de Tunis, qui se trouvaient alors à Paris, et, les appelant après la cérémonie, il leur dit avec chaleur : « Dites de ma part à votre maître que je désire tant le salut de son âme, que je voudrais être dans les prisons des Sarrasins jusqu'à la fin de ma vie, sans plus jamais voir la clarté du jour, pourvu que votre roi et tout son peuple se fissent chrétiens du fond du cœur. » — « O parole vraiment catholique ! s'écrie son confesseur, Geoffroi de Beaulieu ; parole pleine de foi et de charité ! Il souhaitait dévotement, ce roi catholique, que la foi chrétienne, qui, au temps de saint Augustin et des autres docteurs orthodoxes, florissait avec tant d'éclat dès l'antiquité en Afrique et surtout à Carthage, y refleurît et s'y répandît pour l'honneur et la gloire de Jésus-Christ. »

Saint Louis se figurait que, s'il abordait tout à coup avec une grande armée à Tunis, le roi ne pourrait trouver une meilleure occasion de recevoir le baptême, sans risquer sa vie ni sa couronne. On faisait, d'ailleurs, entendre au pieux roi que, si le prince refusait absolument de se faire chrétien, la ville de Tunis était facile à prendre, et, par suite, tout le pays. On lui insinuait, en outre, que cette ville était pleine d'or et d'argent et d'une infinité de richesses, attendu que depuis fort longtemps elle n'avait été conquise par personne ; que, si on la prenait, ses trésors seraient une

grande ressource pour reconquérir et restaurer la Terre-Sainte. Enfin on prétendait que le sultan de Baylone (le Caire) en recevait de grands renforts en cavalerie, en armes et en soldats, au grand dommage des chrétiens d'Orient. On croyait donc que si cette fatale racine était extirpée, la Terre-Sainte et la chrétienté tout entière y trouveraient le plus grand bien.

Toutes ces raisons étaient de pures chimères : la seule véritable, c'est que Tunis, rendu tributaire de la Sicile depuis le temps du roi Roger II, avait cessé, depuis la conquête française, de payer le tribut à Charles d'Anjou. Bien plus, le sultan de Tunis avait favorisé l'expédition de Conradin. Tandis que le duc d'Autriche et Frédéric Lanza faisaient appel aux Gibelins de Lombardie et de Toscane, Henri et Frédéric de Castille, qui s'étaient mis au service du sultan, avaient organisé, évidemment de son aveu, un corps de troupes pour débarquer en Sicile ; et quand la bataille de Tagliacozzo eut arrêté leurs projets, c'est à Tunis que les partisans de Conradin avaient cherché un refuge : c'est de Tunis que pouvait donc venir quelque tentative de revanche de la part des vaincus. Charles d'Anjou devait être de la croisade. On peut voir sûrement sa secrète influence dans la direction qui fut imprimée à l'expédition, comme on retrouvera sa main dans le traité qui la termina. Mais ces motifs ne se produisirent pas dans le conseil. On ne fit valoir que les raisons d'intérêt général, et, pour en cacher la faiblesse, celles qui pouvaient avoir le plus de prise sur l'âme, trop crédule ici, du saint roi.

A peine fut-on en mer, qu'une tempête dispersa la flotte. Le roi recourut à la prière. Il fit célébrer quatre messes devant lui en l'honneur de Notre-Dame, des Saints-Anges, du Saint-Esprit, et, pour terminer, des morts ; messes plus faciles à entendre qu'à dire : c'est à grand'peine si l'on pouvait se tenir de pied ferme sur le vaisseau. La tempête s'apaisa, et le lendemain on était en vue de la Sardaigne, non

loin de Cagliari. On y aborda le mardi (8 juillet); mais on y eut un fort mauvais accueil. C'est à peine si on y put prendre de l'eau douce, et obtenir un peu de pain et d'herbe verte pour de l'argent. Les habitants redoutaient ces étrangers, et emportaient leurs biens dans les lieux les moins accessibles. Le roi envoya le lendemain un de ses chevaliers au commandant du château. Il demandait qu'on y hébergeât ses malades, et qu'on lui vendît des vivres au prix où ils étaient avant l'arrivée de sa flotte. On lui répondit que ses malades seraient bien reçus dans la ville; mais que le château appartenait aux gens de Pise, et que défense était faite d'y admettre personne. Quant aux vivres, on promettait de les vendre à prix raisonnable. Le roi ordonna que les malades fussent conduits au château; car les maisons de la ville étaient de pauvres cabanes en terre, presque inhabitables: ils furent reçus, non au château, mais dans un couvent de frères mineurs, situé assez loin de la place, et pour les vivres, on en trouva fort peu qui étaient vendus très-cher. Le roi fit faire des remontrances aux habitants, qui, par crainte plus que par amour, s'engagèrent à lui donner satisfaction, et offrirent de le recevoir avec quelques-uns des siens au château, pourvu qu'il les garantît contre les Génois qui étaient ses mariniers; car les Génois étaient ennemis des Pisans, leurs seigneurs. Saint Louis répondit qu'il n'avait cure de leur château ni de leur forteresse; qu'il voulait seulement que ses malades fussent courtoisement traités, et qu'on lui donnât à juste prix ce qui était à vendre. Ils promirent, mais tinrent peu; et les Français, irrités, ne demandaient qu'une parole du roi pour exterminer « cette ville et cette gent, la plus mauvaise qu'ils eussent jamais rencontrée ». Mais le bon roi, « doux et paisible, » aima mieux fermer les yeux sur ces griefs que de combattre des chrétiens, disant qu'il n'était pas venu pour les détruire, quoiqu'ils l'eussent bien mérité.

Le vendredi suivant (11 juillet), le roi vit arriver à Cagliari

les autres vaisseaux partis de Marseille ou d'Aigues-Mortes. Il réunit ainsi autour de lui le roi de Navarre, son gendre, le comte de Poitiers, son frère, le comte de Flandre, Jean de Bretagne, et beaucoup d'autres. Il tint conseil sur son vaisseau, et on s'y affermit dans la résolution d'aller à Tunis avant de passer en Égypte et en Terre-Sainte. Au moment où l'on allait mettre à la voile, les gens du château et de la ville vinrent offrir au roi vingt tonneaux de très-bon vin grec, comme ils disaient. Mais saint Louis ne voulut pas de leur présent, et leur fit dire d'avoir soin des malades qu'il laissait en leur ville; que ce lui serait le don le plus précieux.

On partit le mardi 15 juillet, et le surlendemain on était devant le port de Tunis. L'amiral, envoyé pour explorer le lieu, y trouva quelques vaisseaux marchands, et deux autres vides qui étaient aux Sarrasins. Il s'empara de ces deux vaisseaux, occupa le port et descendit à terre; puis le manda au roi, pour qu'il lui fit passer des renforts. Le roi ne s'attendait pas à cette prise de possession. Il fit appeler sur son vaisseau ceux des barons qui étaient les plus proches. Le conseil fut partagé d'opinions. L'abandon sans défense d'un tel port, qui ouvrait le pays tout entier, pouvait cacher un piège. Plusieurs pourtant étaient d'avis de s'y établir, puisqu'on y avait abordé sans dommage. On finit par se résoudre à y envoyer frère Philippe d'Egles (*de Eglis*) et le maître des arbalétriers, avec pouvoir de faire ce qu'ils jugeraient le plus profitable: ou ramener l'amiral, ou débarquer des troupes pendant la nuit.

Ils revinrent avec l'amiral; ce qui souleva bien des murmures. On demeura toute la nuit dans les vaisseaux. Le matin, on vit les Sarrasins accourir à pied et à cheval autour du port. Le roi tint conseil, et à la vue de l'ennemi toute hésitation se dissipa: on résolut de débarquer sans plus attendre. Le vaisseau du roi marchait en tête des autres. On prit terre au lieu où était descendu l'amiral, et on n'y

trouva pas plus d'opposition (vendredi 18 juillet). Au lieu de se jeter sur les envahisseurs, les Sarrasins, épouvantés, s'étaient retirés à l'angle d'une petite île. On s'établit donc à terre, et on dressa les tentes dans une sorte d'île, longue d'une lieue, sur une largeur de trois portées d'arbalète. Elle offrait une issue à ses deux extrémités; pas d'eau douce, si ce n'est au point le plus éloigné, et les valets de l'armée qui s'y étaient portés pour en puiser tombèrent en partie sous les coups des Sarrasins placés en embuscade.

On quitta cette île, où l'eau douce était, d'ailleurs, insuffisante, et l'on alla camper dans une vallée sous Carthage, où l'on trouvait, avec le libre accès du port et des vaisseaux, l'avantage d'avoir de l'eau en abondance; car chacun de ceux qui y possédaient un champ avait un puits pour l'arroser.

Quand les tentes y furent dressées, ceux de la flotte vinrent trouver le roi, et lui dirent que s'il voulait leur donner des arbalétriers, ils prendaient le château de Carthage. Le roi leur dit de faire les préparatifs de l'attaque; et quand ils furent prêts, il leur fit donner cinq cents arbalétriers à pied et à cheval et quatre corps de chevaliers étrangers; puis, avec ses barons, se mit en bataille et maintint si bien les Sarrasins, qu'ils ne purent secourir le château. Pendant ce temps, les gens de la flotte avaient dressé leurs échelles, et, sans perdre plus d'un seul homme, escaladé les murs, où ils firent flotter leur bannière. A cette vue, le roi et les barons se jetèrent sur les Sarrasins, qu'ils mirent en déroute. Plusieurs se réfugièrent dans les cavernes: le feu les y fit périr, au nombre de deux cents environ, ou les en délogea. Plusieurs, en effet, s'échappèrent, chassant leurs troupeaux devant eux, et ne furent pas poursuivis: défense avait été faite de combattre hors des rangs, sous peine d'être laissé sans appui. Le château étant pris, le roi y envoya pour le garder des chevaliers et des arbalétriers et nombre de fantassins: il en fit enlever tous les cadavres, afin qu'on y pût

recevoir les femmes, les malades et ceux qui seraient blessés dans la bataille. Dans le château et autour des murs on trouva beaucoup d'orge en cavernes et en fossés (silos), mais rien des autres objets que le nom de Carthage pouvait faire rêver aux imaginations enflammées des conquérants.

Les Sarrasins étaient loin d'être vaincus. Le vendredi qui suivit la bataille, ils s'étaient retirés vers le soir, « par aventure pour ce qu'ils vouloient garder leur sabbat, » dit Guillaume de Nangis ; mais le lendemain ils revinrent à l'attaque si brusquement, que les croisés durent quitter leur repas pour crier aux armes. Ce même jour, deux chevaliers de Catalogne vinrent du camp des Sarrasins faire leur soumission à saint Louis, et ils lui dirent que le roi de Tunis avait fait prendre tous les mercenaires chrétiens qui étaient dans son armée, menaçant de leur faire couper la tête si les Français venaient jusqu'à Tunis.

Peu de temps après une soumission d'une autre sorte, que saint Louis, dans la disposition d'esprit où il était, devait prendre au sérieux, mit le camp en émoi.

Un jour que le comte d'Eu et son frère Jean d'Acre, bouteiller de France, faisaient le guet, trois guerriers sarrasins se présentèrent au second, et lui dirent qu'ils voulaient se faire chrétiens. Ils portèrent leurs mains à leur tête en signe d'hommage, et baisèrent les mains des nôtres comme pour se placer dans leur dépendance. Le bouteiller, à qui ils s'étaient rendus, les mena dans son pavillon et vint en avertir le roi, qui ordonna de les bien garder. Comme il était retourné à son poste, cent autres Sarrasins vinrent à lui, déposèrent leurs armes, et, avec les mêmes signes que les premiers, demandèrent le baptême. Mais, tandis que le bouteiller et ses hommes étaient occupés avec eux, une multitude d'autres Sarrasins accoururent, lance en arrêt, se jetèrent sur les nôtres, en tuèrent soixante environ, et prirent la fuite : trahison qui n'eut d'égale que la crédulité de ces

chrétiens ; et l'on s'en prit au bouteiller, qui n'avait pas été plus vigilant dans sa garde. Jean d'Acre, revenu dans sa tente, reprocha vivement à ses trois Sarrasins la perfidie dont il les supposait complices. Celui des trois qui paraissait le plus considérable s'en excusa avec larmes ; et le bouteiller, touché de ses paroles, le rassura en lui disant que, puisqu'il s'était placé sous la bonne foi des chrétiens, il trouverait fidélité en eux. L'autre, abusant de sa simplicité, lui fit alors toute une histoire. Ils étaient deux grands seigneurs à la cour du roi de Tunis. C'est son rival qui, le voyant se soumettre aux chrétiens, avait imaginé cette attaque pour le perdre ; mais aucun de ses soldats n'avait pris part à la trahison, et si l'on voulait renvoyer un de ses compagnons vers eux, il se faisait fort d'en faire venir plus de deux mille, qui apporteraient des provisions et se mettraient au service des chrétiens. Jean d'Acre le vint dire encore au roi, qui ne fut pas dupe de ces paroles. Néanmoins il ordonna qu'on laissât ce prétendu chef rejoindre, avec ses deux compagnons, les autres Sarrasins ; et ce furent le bouteiller et le connétable qui reçurent la mission de les conduire, sains et saufs, hors du camp, au grand murmure des soldats, qui voyaient en eux les premiers auteurs du guet-apens ; et ils ne se trompaient point. Le Sarrasin qui avait promis d'accomplir le lendemain tout ce qu'il avait annoncé ne reparut pas. Il fut reçu avec grande joie par les autres, qui le croyaient tué.

Ce ne fut pas la seule fois que les chrétiens furent surpris dans leur camp. Saint Louis, pour attaquer Tunis, attendait l'arrivée de son frère le roi de Sicile. Charles lui-même l'avait prié de ne pas combattre avant son arrivée. On l'attendait de jour en jour ; mais cette inaction enhardissait les Sarrasins, qui ne cessaient pas de harceler leurs adversaires. Pour se couvrir contre leurs assauts, saint Louis fit faire des fossés autour de son armée ; et à peine l'ouvrage était-il commencé, qu'ils tentèrent une grande attaque. On

disait que le roi de Tunis les commandait. Leurs escadrons, parfaitement ordonnés, s'étendaient jusqu'à la mer, jusque près des vaisseaux, comme s'ils eussent voulu envelopper nos gens. Mais on rompit leur dessein, on les mit en fuite ; seulement on s'abstint de les poursuivre, le roi voulant attendre l'arrivée de son frère avant de rien engager.

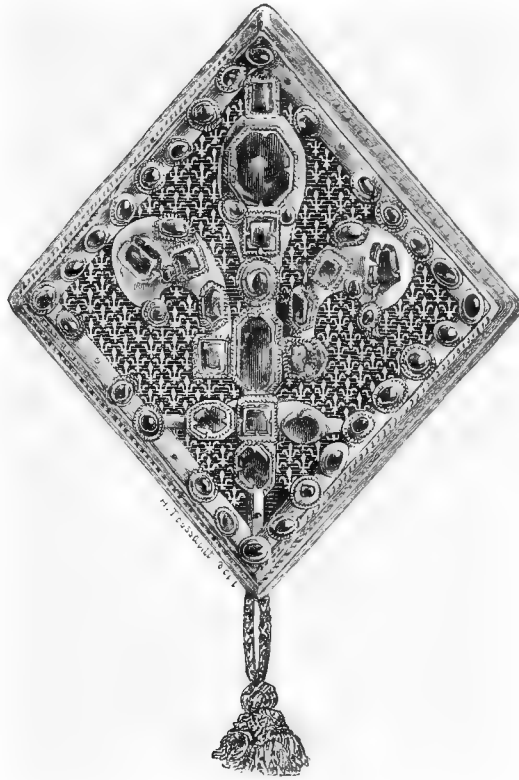


Fig. 78. — Orfèvrerie. — Agrafe de saint Louis, conservée au Musée du Louvre.

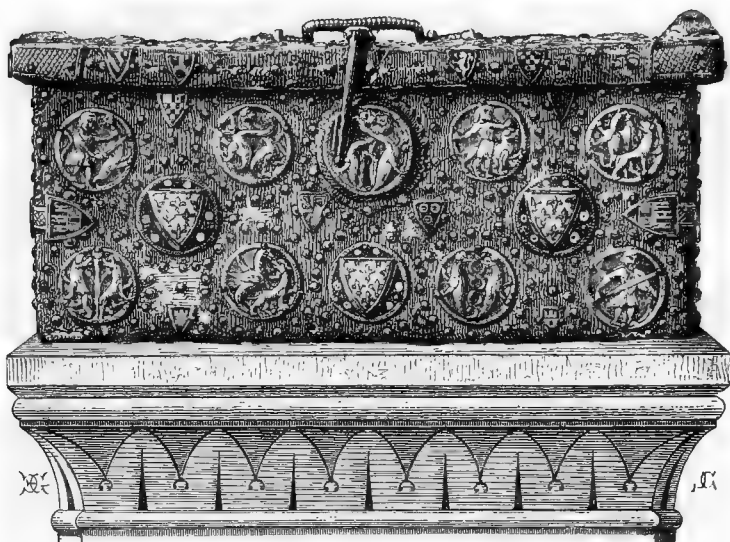


Fig. 79. — Orfèvrerie. — Cassette de saint Louis.

CHAPITRE XXIII

MORT DE SAINT LOUIS

I

Maladies dans l'armée. — Mort du roi.

ANT de délais devaient être funestes aux chrétiens pour d'autres raisons encore. On était au plus fort de l'été, sous le soleil d'Afrique. La dyssenterie se mit dans l'armée. Une des premières victimes fut le comte de Nevers, fils de saint Louis, Jean Tristan, nom qu'il reçut en naissant, à Damiette, après le désastre de Mansourah, et qu'il devait justifier trop bien en mourant sur cette autre terre d'Afrique (3 août). Sa vie s'était écoulée tout entière,

d'une croisade à l'autre, entre la captivité et la mort du saint roi. Le légat du pape mourut quelques jours après (7 août) : saint Louis et son fils aîné, Philippe, étaient eux-mêmes atteints de la maladie.

On cacha pendant quelques jours au roi la mort du jeune comte de Nevers ; mais le roi en était inquiet, et il requit un frère, qui était de l'hôtel de son fils, de lui dire la vérité. « Et adonques, dit Primat, commença frère Geoffroy à pleurer moult tendrement et à soupirer très-fort ; et après il lui dit toute la vérité de la mort du comte de Nevers, son fils. Et adonques le roy eut moult grand pitié de la mort de son fils, comme père, et fut parfaitement triste dedans le cœur ; et, comme ceux qui étoient là présents le témoignèrent, il dit un peu après une parole de patience comme Job ; laquelle parole fut telle : « Nostre Seigneur me l'a donné, qui « me l'a aussi osté ; et ainsi l'a fait comme il lui plaît : le « nom de Nostre Seigneur soit béni. »

Au milieu de ces difficultés et de ces épreuves, et quand peut-être il sentait déjà lui-même ses forces défaillir, saint Louis voulut assurer de nouvelles ressources à ceux qu'il avait engagés dans cette entreprise, et les mettre en mesure de la continuer heureusement. Il décréta un emprunt de 100,000 livres tournois (2,026,382 fr.), remboursable sur le produit de la décime ecclésiastique et sur les revenus du royaume ; et comme il pouvait bien n'avoir pas le temps de le réaliser lui-même, il chargeait son successeur de parfaire la somme par des emprunts successifs, et de la consacrer tout entière à la croisade : c'était comme un dernier gage de son dévouement à la guerre sainte à laquelle il était près de donner sa vie.

Avant même d'avoir éprouvé les premières atteintes du mal qui l'enleva, saint Louis avait voulu laisser à son fils ses dernières instructions, et c'est déjà comme en présence du tribunal de Dieu qu'il lui trace la règle de ses devoirs comme chrétien et comme roi.

Dès qu'il se vit frappé, il se donna tout à Dieu. Sa tente était devenue une maison de prière. On y célébrait la messe et les offices ordinaires de l'Église. La croix était dressée au pied de son lit, devant ses yeux ; et ce n'était pas assez pour lui de la voir, souvent il la baisait, et, bénissant Dieu en toutes choses, il le remerciait de sa maladie. Il avait alors près de lui comme confesseur Geoffroi de Beaulieu, témoin intime de sa vie pieuse et de ses vertus, et, à ce titre, un de ses principaux historiens. Il usa plusieurs fois de son ministère dans le cours de cette maladie et reçut la communion. Un jour qu'on lui apportait la sainte hostie, il se jeta hors de son lit, tout faible qu'il était, se prosterna, et voulut la recevoir à genoux. On dut le reporter sur sa couche. Quand il reçut l'extrême-onction, il pouvait à peine se faire entendre ; mais au mouvement de ses lèvres, dit le confesseur de la reine Marguerite, on voyait qu'il s'unissait aux prières de la cérémonie. Geoffroi de Beaulieu dit qu'il répondait aux psaumes, et que, dans la litanie, il prononçait lui-même le nom des saints, invoquant leurs suffrages. A la fin, il fut quatre jours sans parler ; mais il avait toujours l'esprit présent. Son regard se tournait souvent vers le ciel ; il se reportait aussi sur ceux qui l'entouraient, et semblait leur sourire. Dans cette faiblesse extrême, la veille de sa mort, quand Geoffroi de Beaulieu lui apporta le viatique, il voulut encore se lever pour le recevoir : et ce fut au pied de son lit, à genoux et les mains jointes, qu'il se confessa et communia. La parole ne lui avait donc pas fait encore absolument défaut. La nuit de sa mort on l'entendit dire : « Nous irons en Jérusalem. » C'est vers la Jérusalem céleste que sa pensée se portait désormais ; néanmoins il n'oubliait pas ce pour quoi il était venu en Afrique, et, s'attachant jusqu'à la fin à ce rêve qui avait séduit son âme pieuse, il disait : « Pour Dieu ! tâchons que la foi puisse être prêchée dans Tunis : qui pourroit bien remplir une telle mission ? » et il nommait un frère prêcheur qui avait déjà été dans cette





ville. Quand ses forces achevaient de s'épuiser, et qu'on recueillait à peine un léger murmure sur ses lèvres, il invoquait encore les suffrages des saints. Geoffroi de Beaulieu devinait à quelques mots qu'il récitait cette fin de l'oraison de saint Denis : « Seigneur, accordez-nous de mépriser pour votre amour les biens du monde, et de ne point redouter ses maux, » ou le commencement de l'oraison de saint Jacques : « Soyez, Seigneur, le sanctificateur et le gardien de votre peuple. » Entre neuf heures et midi, comme il avait paru dormir environ une demi-heure, il ouvrit les yeux, et, les levant au ciel d'un air serein, il prononça les paroles du Psalmiste : « J'entrerais dans votre maison, j'adorerais dans votre saint temple, et je confesserai votre nom. *Introibo in domum tuam, adorabo ad templum sanctum tuum et confitebor nomini tuo.* » Au dernier moment il se fit coucher sur la cendre, les bras en croix, et rendit l'âme : c'était l'heure où Notre-Seigneur Jésus-Christ était mort sur la croix (25 août 1270).

II

Arrivée de Charles d'Anjou. — Traité de Tunis.

A l'heure où il expirait, le roi de Sicile, qui l'avait jeté dans cette entreprise et s'était fait si longtemps attendre, débarquait en Afrique. Ce fut, au milieu du deuil général, une consolation pour l'armée. Elle retrouvait au moins un chef qui avait fait ses preuves et qui saurait la tirer du péril. Ce sentiment du salut espéré domina tout. Dès la première nouvelle de son approche, le peuple avait couru à sa rencontre vers le rivage, criant : *Vive le roi ! Vive !* et de toutes parts on le saluait de ces acclamations : « Bien venu est notre roi, notre conditeur et meneur, notre espérance, notre joie et notre force ! » C'est au milieu de cette réception enthous-

siaste qu'il reçut la nouvelle de la mort de son frère. Si c'est lui qui l'avait poussé vers cette terre meurtrière, quel retour dut-il faire sur lui-même ! Au moins fut-il vivement ému. Il contint son émotion devant la foule, alla voir son frère le comte de Poitiers, puis son neveu le nouveau roi Philippe, qu'il tâcha de consoler. Mais, quand il entra sous la tente où saint Louis venait de mourir : « Aussitôt, dit Primat, il s'étendit à terre auprès du corps, et fit son oraison avec larmes et sanglots ; et il s'en alla jusques aux pieds du mort, qui là gisoit, et baisa ses pieds à grands sanglots et à grandes larmes, et dont il n'en fut levé que par la force de ceux qui là étoient. Et on lui donna une toile et de l'eau, et il lava ses mains et son visage, et essuya ses yeux, qui étoient armoitis de larmes : si l'on peut croire que tant noble cœur et tant noble et puissant corps, qui avoit vertu de géant, prît un peu en pleurant la manière de femme ; mais il est à croire que oui, par mouvement de pitié et nature de sang. Et donc il sortit de la chambre sans qu'il apparût sur son visage nul signe de tristesse, ou, s'il y apparut, ce fut très-peu. »

Il fallait, en effet, faire bon visage à l'armée, et soutenir la confiance qui succédait à l'abattement. Il ne fallait pas laisser aux Sarrasins le temps de s'exalter par cette mort funeste ; et Charles trouvait parmi eux des adversaires personnels : Frédéric de Castille, Frédéric Lanza, qui étaient venus, après la défaite du jeune Conradin, se mettre, avec une troupe nombreuse de chrétiens indignes, à la solde du roi de Tunis, et qui l'avaient aidé à défendre la ville contre saint Louis. Il aurait donc voulu se mesurer avec l'ennemi sans retard. Il n'était retenu que par les instances du jeune roi, trop faible encore pour s'armer, et qui eût voulu prendre part à la bataille. Toutefois, comme ces délais rendaient l'ennemi plus téméraire, et qu'il venait insulter les chrétiens jusque dans leurs retranchements, le roi de Sicile, le lion de Sicile, comme dit Primat, ne se contint plus ; il ordonna

à ses barons de sortir du camp et de se mettre en bataille. Lui-même s'était placé comme en réserve. Mais quand l'ennemi, fort de son nombre, eut engagé le combat, il se précipita avec ses gens, la lance en arrêt, et « ils en tuèrent tant, dit l'historien, que la terre en estoit toute couverte jusques à deux lieues tout autour, et estoit toute poudrée de charoignes (cadavres) de ces Sarrasins. »

Les Sarrasins ne furent sauvés d'une entière défaite, ajoute-t-il, que par « une forte rage de vent » et des tourbillons de poussière, qui aveuglèrent les vainqueurs dans leur poursuite. Quelques jours après, un nouvel échec acheva de les décourager. Le jeune roi, se sentant assez fort pour monter à cheval, vint leur présenter la bataille. Quand ils virent les chrétiens en si belle ordonnance, ils n'osèrent l'accepter et se replièrent au delà de leur propre camp, où les nôtres entrèrent, mettant tout au pillage. Les murs mêmes de Tunis ne leur parurent plus dès lors un abri assuré. Le mal qui décimait l'armée chrétienne se faisait, d'ailleurs, sentir également dans Tunis. Les musulmans l'attribuaient à la corruption de l'air, et, si l'on en croit nos historiens, le roi de Tunis n'osait plus respirer à ciel ouvert : il ne vivait plus que dans des cavernes. C'est dans ces circonstances qu'il s'adressa au roi de Sicile pour lui faire des ouvertures de paix.

La chose étant portée au conseil, les avis se trouvèrent partagés ; mais pourtant on se dit que l'armée était fort diminuée par la maladie ; que les Sarrasins ne paraissaient pas vouloir tenter le sort des batailles, et que, les forçât-on dans Tunis, il faudrait occuper la ville : or l'armée, par là fort réduite, serait d'autant plus empêchée d'aller en Syrie (c'était assez reconnaître qu'on aurait beaucoup mieux fait de ne point songer à Tunis). Tel fut l'avis qui prévalut.

Le traité, d'après le texte arabe que l'on a encore, contenait des dispositions de deux sortes : les unes générales et durables, les autres particulières et transitoires. Chacune des parties contractantes accordait chez soi toutes garanties

aux sujets de l'autre. Tous les musulmans des États de l'émir des croyants, voyageant dans les États des princes chrétiens, étaient placés sous la sauvegarde de Dieu et sous la protection des princes; ils ne devaient être maltraités ni sur terre ni sur mer, et, s'ils souffraient quelque dommage, la réparation devait suivre (art. 1^{er}); s'ils faisaient naufrage dans les eaux des chrétiens, ils devaient être respectés dans leurs personnes et leurs propriétés (art. 3). Réciproquement, les marchands chrétiens venant sur les terres de l'émir devaient trouver protection pour leur personne et sécurité pour leur commerce : ils étaient autorisés à vendre et acheter librement aux conditions du pays (art. 4 et 5), c'est-à-dire en se soumettant aux taxes locales. Mais on ne stipulait pas seulement pour les marchands, et ici la pensée de saint Louis survivait à lui-même. Un article portait :

« Les moines et les prêtres chrétiens pourront demeurer dans les États de l'émir des croyants, qui leur donnera un lieu où ils pourront bâtir des monastères et des églises, et enterrer leurs morts; lesdits moines et prêtres prêcheront et prieront publiquement dans leurs églises, et serviront Dieu selon les rites de leur religion, et ainsi qu'ils ont coutume de le faire dans leur pays. »

Une autre clause générale était de ne point secourir les ennemis des uns ou des autres, de ne leur point donner asile (art. 2, 8 et 17), et cette clause, dans le texte français, avait peut-être une application plus précise. Primat dit que « Frédéric d'Espagne (de Castille), Frédéric Lance (Lanza), et les autres ennemis et traîtres du roi de Sicile et de ses hoirs présents et à venir, seroient boutés hors du royaume et de toute la terre sujette du roi de Tunis, et que s'ils revenoient, ils seroient tenus en prison. »

Cette disposition, ainsi conçue, touche déjà aux clauses spéciales. Dans cet ordre de stipulations, on se rendait réciproquement les prisonniers, et on se restituait les marchandises confisquées (art. 7 et 9). De plus, les chrétiens s'obli-

geaient à évacuer le royaume de Tunis dans un délai qui, d'ailleurs, n'était pas déterminé ; ils s'obligeaient, et pour eux et pour ceux qui, ayant aussi pris la croix, n'étaient pas encore arrivés, comme le prince Édouard d'Angleterre. Ceux qui seraient empêchés par une cause particulière devaient demeurer dans un lieu qui leur serait désigné, jusqu'au retour de leurs vaisseaux (art. 10).

Pour prix de cette retraite, l'émir s'engageait à payer aux chrétiens 210,000 onces d'or : l'once équivalant à 50 pièces d'argent de leur monnaie pour le poids et pour le titre¹. La moitié devait être payée comptant ; l'autre, en deux termes égaux, à la fin de chacune des deux années suivantes. L'émir donnait des cautions, prises parmi les négociants chrétiens, pour le paiement de sa dette. Nous avons signalé l'esprit de saint Louis dans la clause relative au culte chrétien ; nous retrouvons la main de Charles dans cette stipulation sur le tribut dont l'émir était tenu envers la Sicile. Le sultan s'engageait à payer à Charles l'arriéré de cinq ans qui était dû, et à lui donner désormais chaque année le double de ce qui était payé à l'Empereur (art. 20).

Le traité, fait au nom de tous les barons présents, comprenait spécialement dans ses stipulations l'empereur de Constantinople Baudouin (chassé alors de son empire et pour toujours), les comtes de Poitiers, de Flandre et de Luxembourg (art. 14). Les moines, prêtres et évêques étaient pris, comme les seigneurs, à témoin de la paix jurée (art. 18).

Le but de l'expédition se trouvait-il atteint ? Nul, sans doute, n'était en droit de se le dire ; mais on ne pouvait raisonnablement pousser plus loin une entreprise qui, dans cette voie, était vraiment si contraire à la raison : la maladie décimait l'armée des chrétiens, et l'on pouvait douter qu'en cet état, et malgré les renforts de Charles d'Anjou, elle fût

¹ Si, comme il est probable, cette pièce d'argent est le gros tournois ou sou tournois (1 fr. 01,319), les 210,000 onces d'or équivaudraient à 10,638,495 francs.

capable d'emporter la ville. Charles d'Anjou fut pourtant blâmé par quelques contemporains d'avoir ainsi fini la guerre. On l'accuse de n'avoir fait la paix que par l'appât du tribut. Ce tribut ne fut pas sans doute étranger aux causes secrètes de l'entreprise; mais si on peut reprocher au roi de Sicile d'avoir, dans un intérêt tout particulier, poussé à cette guerre, on ne peut lui imputer à crime de l'avoir terminée. Dans la situation présente, il n'y avait pas autre chose à faire. Pour ne point paraître abandonner, dès les premiers pas, la croisade, on se lia par un nouveau serment : on jura d'aller plus tard, dans la Terre-Sainte, combattre les Sarrasins, et on se prépara à retourner en France par la Sicile et l'Italie. Quand les croisés auraient refait leurs forces, le roi de France étant couronné, ils devaient reprendre valeureusement les armes pour exterminer les ennemis de la foi.

III

Retour en France. — Canonisation de saint Louis.

On n'avait pas attendu jusque-là pour rendre à saint Louis les derniers devoirs : ses soldats avaient été admis à le contempler sur son lit de mort. Son âme, en sortant de son corps, avait laissé sur son visage comme l'empreinte d'une beauté céleste. Ce fut, en quelque sorte, une profanation que de traiter ses restes selon l'usage pratiqué à l'égard des grands personnages : pour séparer les os des chairs et préserver celles-ci d'une trop prompt corruption, on faisait bouillir le corps; le corps était *cuit*, selon l'expression brutale du temps. Les os furent déposés dans le cercueil et devaient être transportés à Saint-Denis; mais l'armée ne voulut pas s'en séparer; elle les retint comme un gage de la protection divine tant qu'elle aurait à combattre l'ennemi. C'étaient pour elle de saintes reliques; et elle devait, au

retour, leur faire escorte jusqu'à leur dernière demeure. Les intestins et le cœur furent donnés à Charles d'Anjou, qui les déposa à Montreal, près de Palerme. C'est là que, jusque aujourd'hui, on n'a pas cessé de les vénérer.

On quittait Tunis avec tous les honneurs de la guerre; mais le retour fut désastreux. Une tempête dispersa la flotte, et beaucoup allèrent périr au port de Trapani, en Sicile. Plusieurs, après avoir regagné la terre, moururent des fatigues et de la fatale influence de l'expédition : tels furent le roi de Navarre et sa femme Isabelle, fille de saint Louis; la reine Isabelle, femme du jeune roi Philippe III; le comte de Poitiers et sa femme, qui, mourant sans enfants, laissaient ainsi à la couronne le grand héritage du midi de la France, Toulouse avec Poitiers.....

Les historiens du temps, qui nous ont raconté à divers points de vue la vie de saint Louis, ajoutent au récit de ses actes privés ou publics l'histoire de ses miracles, qui continuaient son action bienfaisante parmi les peuples et amenèrent bientôt sa canonisation. L'enquête, ordonnée déjà par Grégoire X peu après sa mort, préparée dans les années suivantes, et décidément ouverte, en 1282, par Martin IV, aboutit au décret de canonisation rendu par Boniface VIII, le 11 août 1297. L'historien moderne peut s'arrêter à sa mort et se borner à raconter ses vertus. Son éloge est dans le tableau que nous avons essayé d'en tracer. Une chose le caractérise comme roi. L'impression qu'il avait faite demeura si vive parmi les générations qui suivirent, que, dans toutes les crises du royaume, quand un roi voulait ramener la confiance du peuple, quand le peuple souhaitait quelque remède à ses maux, les regards ne se portaient pas vers l'avenir : ils se retournaient vers le passé. On ne promettait, on ne demandait qu'une chose : c'était le rétablissement de ce qui existait sous saint Louis. Il avait mérité que son règne demeurât comme un idéal au-dessus duquel on ne voyait plus rien : exemple plus admiré des peuples que suivi par

ses successeurs. Et pourtant, que pouvaient-ils ambitionner de plus ? Saint Louis avait montré que, pour être fort à l'intérieur, le pouvoir royal n'avait pas besoin d'absorber en soi tous les droits, de supprimer toutes les franchises : il les avait consacrés jusqu'à reconnaître le droit de prendre les armes contre lui, droit dont on cessa d'user, tant il mettait de scrupule dans l'administration de la justice. Il avait montré que, pour faire de la France la première puissance de la terre, il n'était pas besoin de l'esprit de conquête : c'était assez du désintéressement et de l'équité. Saint Louis n'avait qu'à choisir entre les dépouilles de la maison des Hohenstaufen, soit en Allemagne, soit en Italie : il n'en prit rien, et sa voix fut l'arbitre du monde.



Fig. 81. — Portrait-image de saint Louis, d'après un manuscrit du ^{xiv}^e siècle, aujourd'hui conservé à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

ÉCLAIRCISSEMENTS

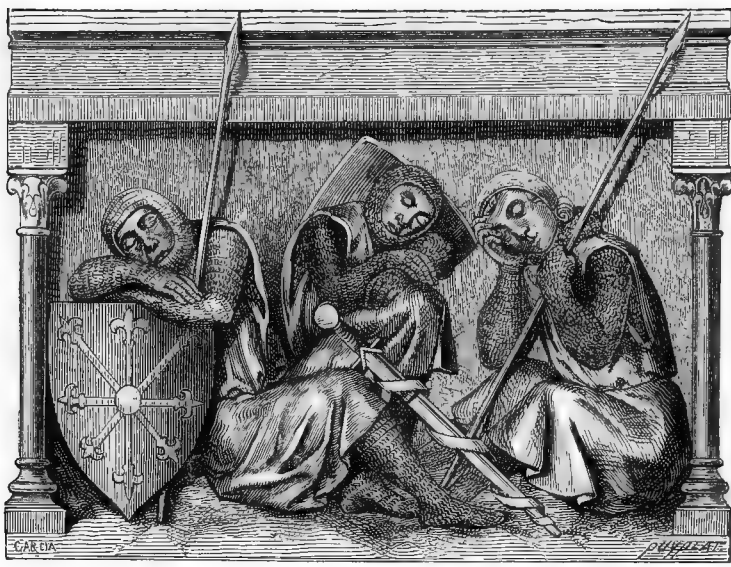


Fig. 82. — Orfèvrerie. — Reliure de l'Évangélaire de la Sainte-Chapelle, conservé à la Bibliothèque nationale. (Lat. 8892.)

ÉCLAIRCISSEMENT I

LE COSTUME AU TEMPS DE SAINT LOUIS

D'APRÈS LES SCEAUX ET LES MINIATURES



LOUIS IX reçut de ses prédécesseurs un royaume des plus prospères, une nation fière de sa richesse et se plaisant à la traduire à l'extérieur par la somptuosité de l'habillement. Les auteurs contemporains sont d'accord pour nous parler de satins, de draps écarlates, d'habits de soie ou de velours, de broderies d'or, de bijoux portés par les gens de toute condition.

L'exemple ne venait pourtant pas d'en haut. L'austère simplicité du roi se manifestait jusque dans ses vêtements ; mais il tolérait et encourageait même chez les seigneurs de son entourage un luxe proportionné à l'état de leur maison.

Nobles et roturiers, les derniers surtout, n'avaient pas grand besoin d'encouragement. Dans toutes les classes, chacun cherchait à se parer

des étoffes les plus précieuses et les plus éclatantes. Les fourrures rares doubleraient ou bordaient des vêtements que l'on portait chaque jour et en toute saison.

Au milieu de ce déploiement fastueux, saint Louis rendait la justice en costume de laine et de droguet. A son retour de la Terre-Sainte, la sévérité de sa mise ne fit qu'augmenter encore. Après que le roi fut revenu d'outre-mer, dit Joinville, il se maintint si dévotement que jamais il ne porta ni vair, ni petit-gris, ni écarlate, ni étriers et éperons dorés. Ses vêtements étaient d'étoffe de laine et de drap bleu foncé; ses fourrures, de daim, de jambes de lièvre ou d'agneau.

Le sénéchal de Champagne ne cite qu'une seule occasion où le roi parut revêtu de riches habits, et encore trouve-t-il que le chapeau de son jeune souverain n'était pas en harmonie avec le reste de l'habillement. C'était à la cour plénière tenue à Saumur en 1241. Le roi portait, selon le chroniqueur, une cotte de satin bleu avec un surcot et un manteau de satin vermeil fourré d'hermines; il avait sur la tête un chapeau de coton qui lui seyait mal, parce qu'il était alors jeune homme.

L'imagerie des sceaux nous donne une toute différente, mais bien plus haute idée de la majesté du saint roi. Elle le représente dans son costume d'apparat, le costume des grandes solennités. Louis IX, assis sur le pliant



Fig. 83. — D'après le sceau de saint Louis; 1240.

traditionnel à têtes et à pieds de dragon, le front ceint de la couronne royale, tient à la main un sceptre fleuronné. Une première tunique à

jupe très-ample, plissée et dont les manches ajustées sont fixées au poignet, tombe sur les pieds. Une dalmatique recouvre la tunique; ses manches larges ne dépassent pas le milieu de l'avant-bras; la jupe s'arrête à mi-jambes. Par-dessus la dalmatique, un manteau taillé à la façon de la chlamyde antique, bordé d'un large galon fleurdelisé, s'attache sur l'épaule droite par une fibule ornée d'une pierre fine. La barbe est rasée; les cheveux, courts sur le front, descendent sur les côtés et par derrière au niveau de la naissance du cou. La couronne est ouverte et rehaussée de quatre fleurons relevés, comme le cercle, de perles et de pierres précieuses. Le sceau de régence, institué avant le départ du roi pour sa seconde croisade, nous permet, mieux que le grand sceau, d'entrevoir, dans leurs détails et leur disposition, les trésors qui décoraient cet insigne du rang suprême. Nous le donnons ici.



Fig. 84. — D'après le sceau de la régence, 1270.

Sur tous les sceaux retraçant des scènes où figure le pieux monarque, les graveurs n'ont pas manqué de le représenter avec les attributs de la puissance souveraine. Dans le type employé par les Quinze-Vingts, saint Louis, introduisant des aveugles dans l'hospice, porte la couronne et le sceptre; il est drapé dans le manteau royal. Le couvent des Dominicaines



Fig. 85. — Sceau des Quinze-Vingts, 1305.

de Poissy, dont il était le fondateur, avait pris pour emblème saint Louis couronné, revêtu d'une dalmatique fleurdelisée, abritant les religieuses

dans les plis de son manteau, ou, pour parler plus exactement, sous les pans de sa chape.



Fig. 86. — Sceau des Dominicaines de Poissy, 1397.

COSTUME ECCLÉSIASTIQUE

Il faut entendre par costume ecclésiastique l'habillement du célébrant, l'habillement des assistants et des acolytes, l'habit de ville du prêtre.

1^o L'habillement sacerdotal comporte, depuis le ^{xii}^e siècle, les mêmes pièces dont il se compose aujourd'hui. Durant ce long intervalle, ces pièces n'ont pas été sans éprouver certaines modifications; à diverses époques, elles ont dû payer leur tribut à la mode et céder à ses exigences. Voici comment l'imagerie représente les différentes parties de l'habillement liturgique sous le règne de saint Louis.



Fig. 87. — D'après le sceau de Guillaume de Brosse, archevêque de Sens, 1262.

L'amict, ce rectangle de toile fine, marqué d'une croix à son centre,

que le prêtre passe sur son costume de ville pour l'isoler du costume sacerdotal, ne s'attache pas encore avec des cordons. Une fibule le fixe sur la poitrine. On a ajouté à son chef une bande de broderie, et cette bande, lorsque l'amict est posé sur les épaules, forme autour du cou un collet tantôt bordé d'orfroi, tantôt brodé de croisettes, d'étoiles, ou relevé de pierres fines.

La tunique que l'officiant revêt par-dessus l'amict, l'aube, est redevenue blanche comme le réclamait son nom. Ses manches, étroites et bouillonnées en travers, aboutissent au poignet, où elles sont fendues pour le pas-



Fig. 88. — D'après le sceau de Thomas, archidiacre de Pincerais, 1231.

sage de la main. Sa jupe, d'abord unie, puis ornée d'une pièce de riche étoffe de couleur, le *parement*, cousue au bas et sur le devant, descend sur les



Fig. 89. — D'après le sceau de Robert, archevêque de Rouen, 1209.

pieds en trois groupes de plis en long, l'un au milieu, et les deux autres sur les côtés. Une ceinture de cuir ou de passementerie la serre à la taille.

Depuis longtemps déjà, l'étole consiste en une longue bande d'étoffe qui passe derrière le cou, est posée sur les épaules, et dont les deux extrémités descendent par devant jusqu'au bas des jambes. Les évêques la laissent tomber directement à partir du cou. Le prêtre la croise sur la poitrine. Les canons prescrivaient au diacre de porter l'étole en sautoir. Les extrémités de l'étole présentent certaines différences : elles sont pattées, en palette, potencées ou simplement, droites c'est-à-dire de même largeur que le corps du vêtement. Quelquefois représentés sans aucun ornement apparent, les deux bouts sont le plus souvent garnis d'une frange destinée par son poids à les faire tomber droit; ou bien de petits pendants de métal, pendeloques en forme de boule, ou des poids ou des sonnettes, remplacent les franges dans leur destination. On remarque aussi vers l'extrémité de certaines étoles une décoration, un parement particulier d'orfroi, d'orfèvrerie ou de broderie.



Fig. 90. — D'après le sceau de Richard, abbé du Bec, 1221.

Le manipule, cette bande d'étoffe brodée que le prêtre fixe par le milieu sur son poignet gauche et par-dessus l'aube, les deux extrémités



Fig. 91. — D'après le sceau de Hugues, abbé de Saint-Bénigne de Dijon, 1269.

retombant librement de chaque côté du bras, suit la forme ou la décoration de l'étole. C'est une petite étole avec des bouts pattés, potencés, en

palette, droits, avec ou sans franges. De même que l'étole, le manipule porte souvent près de ses extrémités un riche parement d'orfroi, de broderie ou d'orfèvrerie. Nos dessins feront aisément saisir la différence qui existe entre ces manipules et les manipules modernes. Autant ceux de nos jours sont courts, roides et lourds, autant ceux du ^{xiii}^e siècle étaient longs, souples et élégants.



Fig. 92. — D'après le sceau de Guillaume, archevêque de Reims, 1224.

Par-dessus l'étole, le célébrant revêt la dalmatique s'il est diacre, la



Fig. 93. — Bibl. nat. latin, 1749.

chasuble s'il a reçu la prêtrise, la dalmatique et la chasuble s'il a été

consacré évêque; car les évêques, étant investis du pouvoir de conférer tous les ordres, portent tous les vêtements de l'officiant.

La dalmatique, la robe des Dalmates, est une tunique fermée, sans ceinture, percée d'une ouverture assez large pour y passer la tête et laisser voir le collet de l'amict. Ses manches amples ne dépassent pas la moitié de l'avant-bras; la jupe, fendue par le bas et de chaque côté jusqu'à la hauteur du genou et quelquefois des hanches, laisse voir le bord de l'aube. Certaines dalmatiques semblent tout à fait unies. D'autres fois l'étoffe paraît entièrement couverte d'un dessin. La plupart sont enrichies d'un large galon bordant la jupe, les manches et le tour du cou. Quelques types présentent de plus, au bas de la jupe et sur le devant, un parement analogue au parement de l'aube. Les fentes de la dalmatique



Fig. 94. — D'après le sceau d'Érard, évêque d'Auxerre, 1271.

comportent aussi quelquefois une décoration particulière; on les garnit d'une torsade ou de franges, on les orne de perles ou de fourrures cousues tout au bord.

La chasuble, manteau d'apparat de l'officiant, que l'Église emprunta par humilité au vêtement des esclaves, était d'abord un vêtement de laine, fermé, très-ample, qui, développé, représentait une surface circulaire percée au centre d'un orifice pour passer la tête. Elle emprisonnait complètement le corps; et les bras, pour paraître et pour agir, étaient obligés de soulever un amas de plis. Cette forme primitive, pleine de majesté, mais gênante, reçut des modifications tendant à faciliter les mouvements. On commença par rogner l'étoffe sur le devant; puis on préféra l'échancrure sur les côtés, vis-à-vis de chaque épaule. C'est principalement la chasuble ainsi allégée que nous offrent les figures ecclésiastiques du ^{xiii}^e siècle. L'échancrure latérale, légère d'abord, puis agrandie successivement, surtout à partir du ^{xv}^e siècle, finit par aboutir à la coupe exagérée en usage dans l'Église moderne.

Tout en conservant la même forme générale, les chasubles présentent des aspects des plus variés. On en rencontre d'unies, et il semble, pour



Fig. 95. — D'après le sceau de Robert, évêque de Beauvais, 1240.

celles-ci, que la beauté du vêtement doive se traduire par les plis d'une étoffe fine et souple, plis dont la roideur des broderies viendrait contrarier l'effet. Cette simplicité se relevait par un fermail posé sur la poitrine. Certaines chasubles présentent autour du cou une large bordure d'orfroi; chez d'autres, le galon circulaire se trouve placé plus bas que l'encolure.



Fig. 96. — D'après le sceau de Hugues de Montréal, évêque de Langres, 1226.

Mais l'ornement le plus habituel consistait en un *clave*, longue bande de riche étoffe appliquée verticalement sur le devant de la chasuble

depuis le bas jusqu'en haut, où elle était arrêtée par un fermail, un joyau ou une pierre enchâssée. Dans quelques types, le parement vertical se termine à son extrémité supérieure par une traverse de même étoffe, ce qui lui donne la figure d'un *tau*. On rencontre aussi des chasubles chez



Fig. 97. — D'après le sceau de Gui de Mello, évêque d'Auxerre, 1248.

lesquelles le parement vertical vient s'ajouter à une bordure de tour du cou, ou se combine avec un parement de tour d'épaules, qu'il coupe en forme de croix. Souvent le parement vertical, partant du bas du vêtement,



Fig. 98. — D'après le sceau d'Adam, évêque de Senlis, 1258.

s'arrête à la poitrine où il se bifurque en forme d'un V, enveloppant les épaules à la manière du pallium des archevêques. Il existe enfin des chasubles qui réunissent dans leur décoration tous les parements précédents.



Fig. 99. — D'après le sceau de Pierre, évêque de Saintes, 1245.

Le luxe dont j'ai parlé en commençant avait atteint l'habillement ecclésiastique aussi bien que les vêtements laïques. L'Orient n'est plus seul à fournir les étoffes d'apparat. Des fabriques nationales sont installées et commencent à apporter sur le marché des tissus de soie. La chasuble primitive, faite d'abord de laine, emploie à présent dans sa confection les plus belles soieries, tantôt unies, tantôt couvertes de figures empruntées au système décoratif du Levant, ou portant en broderie les armoiries du personnage.



Fig. 100. — Bibl. nat. Latin, 1077.

Les documents figurés du ^{xiii}^e siècle nous offrent encore la chape, vêtement que l'évêque porte lorsqu'il se montre processionnellement, et que le prêtre officiant revêt dans les cérémonies où il n'y a pas de con-

sécration. C'était un manteau rond, assez ample, descendant jusqu'aux pieds, ouvert sur le devant et muni d'un capuchon. Réservé pour les solennités du rite, l'ancien pluvial se fabrique désormais avec les tissus les plus rares, les étoffes les plus fastueuses. On emploie la soie, le brocart, les broderies et les franges d'or. Le fermail, qui maintient les deux bords de la chape rapprochés sur la poitrine, se couvre de pierres, de perles et d'émaux. Telle fut la chape du temps de saint Louis.



Fig. 101. — Bibl. nat. français, 350.

C'est au ^{xv}e siècle que la chape devint le vêtement que nous voyons employer aujourd'hui.

Les pièces d'habillement qui viennent d'être décrites se rapportent au costume des prêtres comme à celui des évêques. A ces derniers seuls appartenaient la mitre, la crosse, les gants, l'anneau et les sandales. Le pallium caractérisait la dignité archiépiscopale.



Fig. 102. — D'après le sceau de Henri, archevêque de Reims, 1233.



Fig. 103. — D'après le sceau de l'officialité de Paris, 1250.

Au ^{xiii}e siècle, la coiffure des évêques a changé d'aspect. La mitre cornue délaissée a fait place à une coiffure dont les cornes ou les pans ont pris une position toute différente. Les pans étaient latéraux; ils se

placent maintenant l'un sur le front, l'autre sur l'occiput. Dans la nouvelle mitre, les deux pans se réunissent d'abord au point où ils aboutissent sur la bandelette; mais bientôt après ils se joignent à une certaine distance au-dessus d'elle, et cette disposition paraît donner au bonnet épiscopal plus d'ampleur et plus d'élégance. Un galon qui part de leur sommet partage les pans en deux surfaces égales, plus richement décorées que par le passé. Les fanons participent à ce luxe; on les brode d'orfèvrerie, on les sertit de perles.

Dans la cérémonie de la consécration, l'évêque reçoit la crosse et l'anneau.

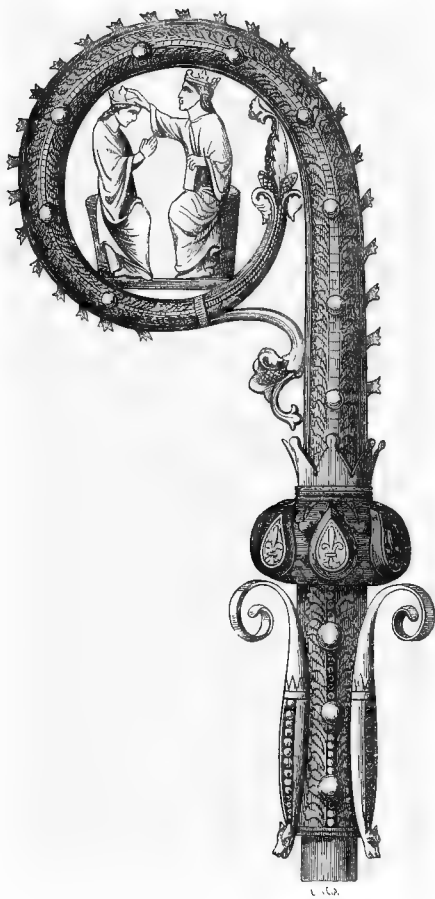


Fig. 104. — D'après une crosse conservée au Musée au Louvre.

La crosse, bâton pastoral représentant la puissance spirituelle, ne resta pas étrangère à l'évolution générale. L'ivoire, l'argent, l'or sont

appelés à concourir à sa fabrication. Les orfèvres la décorent d'émaux précieux. Les sculpteurs taillent au centre de la volute des sujets chrétiens : saint Michel terrassant le dragon, le Couronnement de la Vierge, la Salutation angélique.

L'anneau, symbole du mariage des prélats avec l'Église, porte enchâssée une gemme, une améthyste, sans entaille ni figure symboliques.

Les gants, marque d'investiture, de puissance féodale, étaient de soie ou de peau. Ils présentent au dos une broderie représentant une croix dans un nimbe. Ceux qui sont figurés sur les sceaux semblent tous faits de peau, avec un poignet, sorte de garde coupée de biais.



Fig. 105. — D'après le sceau de Robert, évêque de Beauvais, 1240.

Sous Louis IX, les étoffes de soie commencent à entrer dans la fabrication des sandales liturgiques. Antérieurement on n'employait que le cuir. C'est à ce nouveau genre de confection que l'on doit sans doute de rencontrer parfois des chaussures épiscopales à couleurs éclatantes, en opposition avec le noir ou le brun prescrit par les conciles. Le soulier est resté couvert. L'empeigne, montante et finissant en languette, porte dans toute sa longueur une bande décorée de perles et même de pierreries. De chaque côté de la bande courent des arabesques ou des rinceaux se détachant en clair sur le ton foncé de l'empeigne. Le quartier, très-élevé, est également orné de broderie; il porte deux oreillettes qui s'attachent sur le cou-de-pied.

L'insigne caractéristique des plus hautes fonctions archiépiscopales, le pallium, que l'archevêque passe sur la chasuble dans les grandes solennités de l'Église, a conservé sa forme et sa décoration. C'est toujours la même bande de laine blanche, marquée de croix noires, formant un cercle posé sur les épaules et dont les extrémités retombent l'une devant la poitrine, l'autre le long du dos jusqu'au-dessous du bord de la chasuble. Trois épingles d'or à têtes ornées de jacinthes maintiennent le

pallium en place. Ses extrémités pattées, en palette, ou de la même lar-



Fig. 106. — D'après le sceau de Guillaume de Brosse, archevêque de Sens, 1262.

geur que le corps de la bande, sont d'ordinaire garnies d'une lourde et riche frange.



Fig. 107. — D'après le sceau d'Eudes Rigaud, archevêque de Rouen, 1269.

2° Parmi les vêtements du prêtre assistant aux offices, les auteurs nomment le rochet, le surplis, l'aumusse, et la chape déjà décrite.

On appelait rochet une aube courte, sans ceinture, s'arrêtant aux genoux.

Le surplis ou cotte, assez semblable au rochet, mais plus ample, portait de grandes manches trainant jusqu'à terre. Ces manches sont devenues les ailes plissées et attachées aux épaules du surplis moderne. Celui que nous étudions était muni d'un capuchon finissant en cornette.

Les chanoines se coiffaient d'une aumusse, pièce d'étoffe coupée en rectangle allongé et doublée de fourrure. Les deux angles d'un petit côté ramenés l'un contre l'autre et réunis par une couture formaient une sorte

de coiffe qu'on disposait de telle façon que, le fond restant aplati, elle présentait deux saillies, deux cornes, au-dessus de chaque oreille.

3^e Des prescriptions spéciales n'avaient pas encore réglé d'une façon définitive l'habit de ville du prêtre. Son costume ne différait du costume civil que par sa couleur plus modeste, c'est-à-dire plus sombre, et sa coupe moins ample. Une large tonsure, bordée d'une grande couronne circulaire qui devait laisser l'oreille entièrement à découvert, indiquait seule les fonctions ecclésiastiques.

Divers conciles, dans les années qui précédèrent ou suivirent la fin du règne de saint Louis, se sont préoccupés de la tenue de ville des hommes d'Eglise. Le huitième canon du concile de Cognac, en 1260, établit que les prêtres et les ecclésiastiques revêtus de quelque dignité ou chargés de quelque administration porteront des chapes fermées. Le concile de Salzbourg, de 1274, ordonne aux clercs et surtout aux prêtres de porter des habits fermés; il leur défend les ceintures argentées ou ornées de métal. Dans les canons II et III, le concile de Bade, 1279, prescrit aux prélats de ne jamais paraître en public, à cheval ou à pied, sans avoir une tunique blanche ou de couleur rose, sous une chape ou un manteau; les prélats et autres prêtres ne porteront ni manchettes, ni habits extérieurs ouverts, ni boutons, ni agrafes d'or ou d'argent, ni aucun ornement où il entre des métaux précieux.

En ce qui concerne le rouge des cardinaux, nous dirons qu'il fut institué par Innocent IV à la date de 1252.

COSTUME DE GUERRE

La principale pièce de l'armure consistait en une tunique de mailles descendant au genou. Une courroie la serrait à la taille. La jupe était fendue devant et derrière jusqu'au haut des cuisses. Les manches se terminaient en une poche enveloppant les doigts; le pouce seul restait isolé. A la partie supérieure du vêtement, un capuchon de mailles enveloppe le cou et la tête, ne laissant à découvert que la partie antérieure du visage; il est garni d'une plaque de fer, la *cervelière*, servant à protéger plus efficacement le crâne. Sous le capuchon, une *gorgerette*, cravate en mailles ou en plaques de fer cousues sur du cuir ou de l'étoffe, défend le cou de l'homme d'armes. Des chausses auxquelles étaient ajoutées des chaussures également de mailles, venaient se fixer sous la jupe de la tunique au niveau de la ceinture. Ce réseau de mailles enveloppant le guerrier de la tête aux pieds constitua le *grand haubert*. Il se passait sur un justaucorps à manches rembourré ou matelassé, nommé le *gamboison*. La partie du grand haubert qui défendait les cuisses et les jambes recouvrait des chausses faites d'étoffe résistante



Fig. 108. — David et Goliath. (Bibl. nat. latin, 1023.)

ou de cuir. Une pièce toute nouvelle, posée par-dessus la maille, entou-

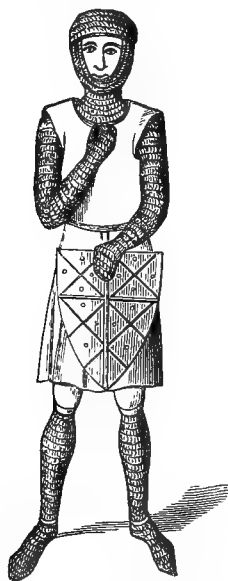


Fig. 109. — Bibl. nat. latin 1077.

rait l'articulation du genou. C'était une boîte de métal fermée par des

courroies, prélude de l'armure entière de *plates*, de la carapace de fer battu qu'on adoptera plus tard.

Par-dessus le grand haubert, on mettait la *cotte d'armes*, tunique de toile ou de soie, sans manches, à jupe fendue comme la jupe de mailles, mais descendant plus bas, serrée d'ordinaire à la taille par un cordon ou une ceinture, tantôt faite d'étoffe unie, tantôt décorée des armoiries du personnage.

Pour habillement de tête, on coiffait un casque cylindrique, à fond plat, dont la partie postérieure s'abaissant sur le cou venait se joindre directement au bord inférieur d'une visière fixe. Le profil en était cambré pour mieux se conformer au profil du visage. Des bandes de métal placées les unes dans le sens de la hauteur, les autres en travers et reliées solidement entre elles, renforçaient l'ensemble, surtout par devant, tout en concourant à son ornementation. La face présentait en haut deux fentes transversales pour la vue; en bas, deux rangées parallèles de trous servaient à la respiration; vis-à-vis de chaque oreille existait une petite ouverture destinée à l'ouïe. Telle était la coiffure de guerre nom-



Fig. 110. — D'après le sceau de Jean d'Axel, 1226.

mée *casque de saint Louis*, *grand heaume*, *casque des croisades*.

Vers 1267, un changement se produit dans le grand heaume. Son large timbre plat, trop facile à entamer, commence à se rétrécir. Sa calotte s'arrondit et fait pressentir le heaume ovoïde en usage sous Philippe le Bel.

De même, l'on rencontre dans les premières années du règne de saint Louis le casque de ses prédécesseurs, alors que, le visage étant entièrement couvert, la nuque restait imparfaitement garantie.

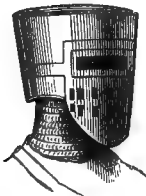


Fig. 111. — D'après le sceau de Robert d'Artois, frère de saint Louis, 1237.

Dans la tenue d'apparat, un léger cimier surmontait quelquefois la

plate-forme du heaume. On remarque aussi des casques portant des armoiries peintes sur leur pourtour et sur le timbre.

Le grand heaume était surtout une arme de bataille. Singulièrement alourdi par les perfectionnements qu'il avait subis, il était intolérable dans un combat à pied. Le chevalier restait alors coiffé du *petit bassinot*, petit casque de forme ovoïde, sans visièrre et bien ajusté à la forme



Fig. 112. — D'après le sceau de l'abbaye de Saint-Victor, XIII^e siècle.

de la tête. Il ne laçait le grand heaume que pour monter à cheval, au moment de l'action ; encore le laissait-il quelquefois accroché à l'arçon de la selle, préférant combattre à visage découvert.

Une autre coiffure de guerre secondaire, mais d'un usage fort répandu, consistait en une calotte de fer arrondie et munie d'un large bord plat ou rabattu. On l'appelait *chapeau de fer*, *chapeau de Montauban*. Aux



Fig. 113. — D'après le sceau des jurés de Fimes, XIII^e siècle.

croisades, où les chevaliers étouffaient sous le grand heaume, il rendit de grands services. C'était aussi une coiffure de soudoyers, de sergents.

Après tous les progrès qui s'étaient accomplis dans l'habillement de guerre, l'écu de grande dimension et d'une manœuvre si difficile en selle, n'avait plus sa raison d'être. On le rogne d'en haut, on le raccourcit de la pointe. Il devient un triangle à deux côtés égaux légèrement convexes, couvrant seulement les organes essentiels, la poitrine et le

ventre. L'umbo supprimé diminue la lourdeur de l'écu et laisse le champ libre aux armoiries héréditaires.



Fig. 114. — D'après le sceau de Henri, comte de Grand-Pré, 1217.

L'éperon, un des insignes de la chevalerie, quitte la pointe en pyramide des siècles précédents pour prendre une tige à trois branches disposées souvent en fleuron. Vers 1265, apparaît l'éperon à pointe simple



Fig. 115. — Éperons d'après des sceaux de chevaliers, 1230, 1237, 1265.

et courte. De temps en temps on aperçoit quelques molettes, mais par exception, leur usage n'étant devenu général qu'au ^{xiv}^e siècle.

Les armes offensives propres à la chevalerie sont la lance et l'épée.

On distingue dans la lance, alors appelée *glaive*, le fût, le fer et une pièce d'étoffe rectangulaire ou carrée, la *bannière*, reproduisant le blason du chevalier. Pour le fût, long de quatorze pieds environ, uni et sans contre-poids, on choisissait le bois de frêne. Le fer, plus estimé lorsqu'il provenait de Bordeaux ou du Poitou, affectait la forme losangée,

d'autres fois celle d'un triangle ou d'une feuille; une forte arête médiane le renforçait dans toute sa longueur.

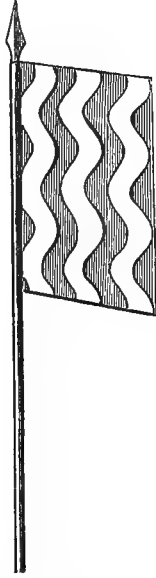


Fig. 116. — D'après le sceau des consuls d'Agde, XIII^e siècle.

Du moment où le grand haubert vint opposer à l'attaque son tissu de mailles entrelacées, on s'attacha à fabriquer une épée capable de l'enta-

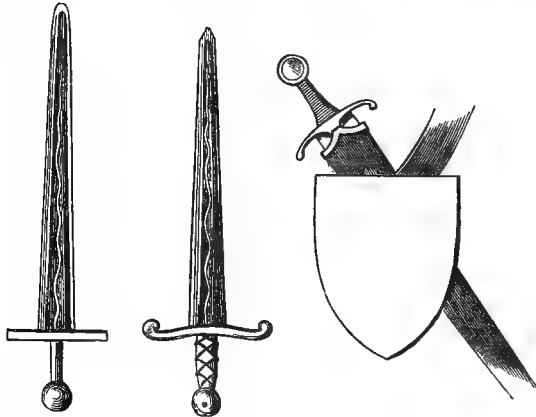


Fig. 117. — Bibl. nat. latin 770 et français 350.

mer. La nouvelle lame fut plus grande, plus droite et surtout plus lourde que les précédentes; à deux tranchants comme elles, avec une gorge

d'évidement moins prononcée. La poignée prit en même temps des formes plus variées. On rencontre des quillons droits, enroulés du bout, recroisetés, recourbés vers la pointe, pattés, potencés; des pommeaux sphériques, tronconiques, en palmette, coniques, en pomme de pin, en olive, ronds et surmontés d'un bouton; quelques-uns sont incrustés de pierreries ou recouverts d'émaux armoriés. On profite du champ de la lame pour y graver des damasquinures : tantôt une branche de feuillage serpente le long de la gorge d'évidement; tantôt des ondes courent sur toute la surface; d'autres fois elle est couverte d'un fretté, l'ornement si employé au moyen âge.

Un large baudrier, entourant la taille de l'homme de guerre, suspendait l'épée du côté gauche; sur le même flanc était attachée la dague, qui portait alors le nom de *couteau*.

C'est au commencement du règne objet de notre étude que nous voyons apparaître l'habillement du cheval de guerre. Il y eut la housse de mailles et la housse d'étoffe. Celle-ci, nommée *couverture pourpointe*, par opposition à l'habillement de mailles qu'on appelait *couverture de fer*, portait dès son origine les armoiries du chevalier répétées à droite et à



Fig. 118. — D'après le sceau d'Alfonse, frère de saint Louis, 1254.

gauche sur l'épaule et sur la cuisse. Parfois, un cimier pareil à celui du heaume ornait la tête du destrier.

La selle d'armes se fait remarquer par des arçonnières très-élevées. Un large trousséquin fortement cintré en dossier de fauteuil emboîte le

cavalier et augmente son assiette ; sa surface extérieure devient un champ où figurent les pièces héraldiques propres à l'homme de guerre. La mode



Fig. 119. — D'après le sceau de Philippe, fils aîné de saint Louis, 1267.

était, du reste, tout à fait aux armoiries; on en plaçait sur le poitrail, on les reproduisait sur les quartiers de la selle. L'étrier, de forme triangulaire, était suspendu par une étrivière en cuir ou en chaînette. Ajoutons qu'un poitrail et deux sangles distantes l'une de l'autre ou croisées assujettissaient la selle sur le dos du cheval. La bride, des plus simples, portait un mors à deux longues branches réunies par une traverse; les rênes entièrement en cuir, ou garnies d'une chaînette, finissaient du côté de la main par un large anneau.

Les combattants qui n'appartenaient pas à la noblesse, les mercenaires, les gens des communes, s'habillaient selon leurs ressources ou



Fig. 120. — Bibl. nat. français, 776.

aux frais de leur seigneur. Certains portaient le haubert ou même la cotte d'armes, mais unie, ou bien chargée du blason de leur maître.

D'autres n'avaient que le gamboison, quelquefois revêtu de plaques, avec lanières pendant au bas de la jupe. Un chapeau de fer, un petit bas-sinet ou la simple cervelière, composaient leur coiffure. Un petit bouclier rond, la *rouelle*, complétait leur armure défensive (fig. 120). Ils maniaient la hallebarde, le fauchard, la hache, la masse d'armes, le couteau et l'épée. Les gens de trait se servaient de l'arbalète, de l'arc, de la fronde.

Il est à peine besoin de décrire ces armes. La hallebarde, hache à deux tranchants surmontés d'un fer de lance, ne possédait encore qu'un manche court. Le grand coutelas que l'on nommait fauchard était, au contraire, emmanché au bout d'un long fût. La hache portait quelquefois une pointe à l'opposé du tranchant. Certains sergents passent dans leur ceinture une épée toute nue. On employait deux sortes d'arbalètes : l'une munie à son sommet d'un étrier où l'on mettait le pied pour bander l'arme ; l'autre, plus puissante, comportait dans le même but un tour adapté à l'arbre. L'arc était de bois, d'une seule pièce ou de deux cornes reliées par un ressort d'acier ; on en voit même quelques-uns entièrement fabriqués de ce métal. L'arbalète lançait le *carreau*, flèche garnie d'un fer en pyramide quadrangulaire ; l'arc décochait la *sagette*, flèche à fer barbelé.

COSTUME CIVIL

1^o L'HABILLEMENT FÉMININ.

La grande innovation de l'époque fut la chemise de toile, portée seulement à son origine par les personnes de riche condition. On la quittait au moment du coucher pour la reprendre le matin. L'usage de se mettre au lit dans une nudité complète existait encore. Il est toutefois à remarquer que, par une sorte de respect exceptionnel, la Vierge est toujours représentée habillée.

Les femmes passaient ensuite une légère tunique courte, sans manches, appelée *futaine* ou *blanchet* selon qu'elle était faite de coton ou de drap blanc. Durant la mauvaise saison, une chaude pelisse fourrée remplaçait ce vêtement. Puis venait la *cotte*, robe de laine très-ample, fort longue, à manches étroites aboutissant au poignet.

Sur la cotte, on posait un par-dessus de différents modèles compris sous le nom général de *surcot*. Tantôt c'est une tunique sans manches, fermée et déceinte, descendant à mi-jambes, boutonnée sur les épaules, et fendue de chaque côté pour laisser passer les bras ; tantôt c'est le surcot d'apparat, spécial à la femme noble, couvert dans toute sa hauteur des armoiries héréditaires, vêtement déceint, sans manches, à jupe très-ample et tombant sur les pieds. Il y eut encore un surcot à manches très-étroites, fendues dans toute la longueur de l'avant-bras, sur lequel elles étaient serrées par un lacet ou des boutons ; la jupe, traînante, comportait une ceinture dont l'extrémité retombait par devant. A cette ceinture, qui servait de prétexte à l'étalage du plus grand luxe, on suspend

une élégante aumônière accompagnée de riches patenostres. D'autres brillants accessoires, des bijoux, sont ensuite appelés à rehausser la toi-



Fig. 121. — D'après le sceau de Marie de Crécy, 1284.

lette féminine : une broche incrustée de pierreries, nommée au moyen âge *fermail* ou *afiche*, ferme la fente de l'encolure du surcot, le cou reçoit



Fig. 122. — D'après le sceau de Mathilde, comtesse de Boulogne, 1239.

un collier, les doigts se couvrent de bagues, des bracelets entourent les poignets.

Pour compléter leur habillement de corps, les femmes revêtent une sorte de *chape* qui ne rappelle que de loin le vêtement ecclésiastique dont elle tire pourtant son nom et son origine. Dans la chape féminine, les bords, au lieu d'être réunis par devant au moyen d'un fermail, restent distants l'un de l'autre. Ils sont retenus par un cordon assez lâche que



Fig. 123. — D'après le sceau de Marguerite, comtesse de Flandre, 1244.

la dame tend d'une main, et dont les extrémités se trouvent arrêtées dans l'étoffe par une pièce d'orfèvrerie. Cette chape est doublée de fourrure.

A la place du manteau, on mettait parfois un second surcot avec des ailes pendant derrière le bras, ou bien avec des manches larges et courtes. C'est la *cotardie*.

Si maintenant nous considérons la coiffure, nous remarquons que les



Fig. 124. — D'après le sceau de Jeanne de Châtillon, 1271.

dames relèvent leurs cheveux tantôt réunis en un gros chignon derrière la

tête; tantôt séparés en deux chignons, un de chaque côté. Les cheveux, ainsi rassemblés, sont pris dans une coiffe couverte d'une résille



Fig. 125. — D'après le sceau de Jeanne de Châteaувillain, 1261.

appelée *crépine*. La *crépine* se fixait autour de la coiffe au moyen d'un *tressoir*, enrichi, pour les privilégiées de la fortune, de perles, de rubis, d'émeraudes. Ici je dois faire observer que cette disposition ne concerne pas la toilette des jeunes filles; avant le mariage, les cheveux flottent librement sur les épaules.

Par-dessus l'arrangement de la chevelure se posait une petite toque ou mortier, garnie d'une bride qui passe sous le menton. C'est le *chapeau*, tantôt très-bas et très-plat, tantôt élargi du fond, quelquefois élevé et à cannelures, ou à godrons comme un bonnet de juge.

Les femmes se coiffaient aussi de *chapeaux de fleurs*, simples couronnes composées de fleurs ou de feuillages naturels. Ou bien elles mettaient un chapeau d'orfèvrerie, diadème formé de plaques d'or articulées et richement décorées.

Il y avait encore la coiffure en voile, formée d'une étoffe légère placée sur la tête et retombant en plis sur les épaules, et qu'on nommait *couvre-chef*. Certaines dames usaient du couvre-chef combiné avec le chapeau.



Fig. 126. — D'après le sceau d'Alix de Bretagne, 1257.

Pour marque du veuvage, la mode avait conservé la *guimpe*, pièce de linge qui couvre les épaules, entoure le cou et encadre le visage.

Enfin, dans les mauvais temps, le *chaperon* était appelé à protéger

les différentes coiffures qui viennent d'être énumérées. A cet effet, on munissait certains surcots d'un chaperon. Le surcot ainsi additionné s'appelait une *huque*.

L'imagerie représentant les femmes avec des vêtements qui tombent sur les pieds, il nous serait difficile de nous rendre un compte exact de la chaussure, si nous ne savions par des témoignages contemporains qu'elle était semblable à celle des hommes, mais cependant plus légère. Elles chaussèrent donc, comme ces derniers, un soulier découvert d'empeigne et dont le quartier élevé présentait deux appendices qui venaient s'attacher sur le cou-de-pied.

2° L'HABILLEMENT DES HOMMES.

Les détails dans lesquels je suis entré au sujet du costume féminin ne me laissent presque rien à dire sur l'habillement des hommes. Leur vêtement était le même. Chemise, blanchet ou futaine, cotte, surcot, chape, cotardie, cheveux rassemblés en chignon, crépine, tressoirs d'orfèvrerie, chapeau de soie, chapeau de fleurs, chapeau d'or, chaperon : tout est pareil. Et, comme les hommes sont rasés, la ressemblance entre les deux sexes s'est trouvée quelquefois assez complète pour embarrasser les archéologues.



Fig. 127. — Bibl. nat. français, 403.

Hâtons-nous toutefois d'ajouter que l'habillement des hommes, et surtout l'habillement des cavaliers, est plus court que celui des femmes.

C'est pourquoi certains monuments figurés nous permettent d'étudier, dans le costume masculin : les *braies*, large caleçon flottant et très-court, attaché à la taille par un cordon nommé *brayer* ; les *chausses*,



Fig. 128. — Ms. français no 403, Bibl. nat.

nos bas d'à présent, collantes et de couleur éclatante, quelquefois garnies de semelles, ou bien prises dans la chaussure.



Fig. 129. — Bibl. nat., français, 776.

Celle-ci consistait en un soulier découvert d'empeigne, pointu sans exagération, avec un quartier élevé et garni de chaque côté d'oreillettes

qui s'attachaient sur le cou-de-pied. Les cavaliers chaussaient des *estivaux*, sortes de légers brodequins. On trouve encore dans Joinville la mention de *heuses*, qui ne sont autre chose que des bottes. Le concile de Saumur, 1276, mentionne, en les interdisant aux moines, des souliers ouverts, des bottes et des bottines plissées à la façon des laïques.

Indépendamment des coiffures, qui leur étaient communes avec les femmes, les hommes en eurent de spéciales. Signalons d'abord la *coiffe*, béguin avec des pattes s'attachant sous le menton, tout à fait semblable au bonnet de nos petits enfants (fig. 129). La coiffe se portait seule ou recouverte d'un chapeau à bords plats et à calotte ronde surmontée d'une



Fig. 130. — Bibl. nat. français, 403.

pointe. D'autres fois, les hommes mettaient sur la coiffe un *bonnet* à bords retroussés, dont le fond se terminait en virgule, bonnet de feutre, de



Fig. 131. — Bibl. nat. français, 403.

coton ou de poil, selon la saison. C'était également sur la coiffe que reposait le capuchon de mailles de l'homme d'armes. On voit aussi des hommes portant le chapeau sur le chaperon.

Dans les grandes solennités, des seigneurs pa aissent revêtus de l'ancienne chlamyde, manteau demi-rond, attaché sur l'épaule par une



Fig. 132. — D'après le sceau de la ville de Corbie, 1228.

agrafe, par une double bride ou par un nœud de l'étoffe. D'autres fois,



Fig. 133. — D'après le sceau de la ville d'Athies, 1228.

le manteau se pose librement sur les épaules, drapant le bas du corps

à la façon romaine. Enfin un type de chasse, emprunté aux riches sei-



Fig. 134. — D'après le sceau de Gui de Lusignan, 1258.

gneurs de Lusignan, nous permettra de montrer, en terminant, combien était simple et court en certaines occasions le costume civil des cavaliers.



Fig. 135. — Dessin. — Tête de feuillages, d'après l'album de Villard d'Honnecourt, architecte du XIII^e siècle.

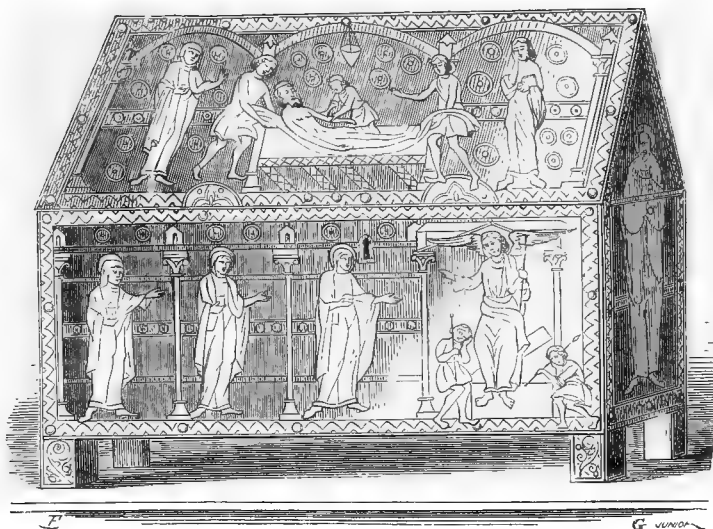


Fig. 136. — Orfèvrerie. — Châsse émaillée de la collection Debruge-Duménil.

ÉCLAIRCISSEMENT II

LES MONNAIES DE FRANCE

SOUS SAINT LOUIS

LORSQUE saint Louis monta sur le trône, la monnaie royale, depuis Philippe-Auguste, était frappée suivant deux systèmes. Il y avait des deniers et des oboles *parisis*, des deniers et des oboles *tournois*.

La monnaie parisis avait été établie vers 1183 ou 1185; on en forgeait à Paris, à Montreuil-sur-Mer, à Arras, à Péronne, à Saint-Omer, dans l'ancien domaine royal. Ce fut la première tentative faite par la couronne pour établir une monnaie de type uniforme, ayant cours dans les fiefs relevant du roi; les seigneurs, qui avaient eux-mêmes le droit de battre monnaie, étaient forcés de recevoir celle du roi, tandis que leurs propres deniers n'avaient un cours obligatoire que dans leurs domaines respectifs.

La monnaie tournois, valant un quart moins que la monnaie parisis, était de création un peu moins ancienne; elle datait de la conquête de la Touraine, en 1203. A ce moment, Philippe-Auguste trouva à Tours une

monnaie qui était reçue avec faveur dans tout le nord-ouest de la France¹; c'étaient les deniers et les oboles frappés par l'abbaye de Saint-Martin. Le roi ne confisqua pas le privilège abbatial à son profit, puisque longtemps après nous voyons ses successeurs le reconnaître officiellement; mais il l'annihila peu à peu en empruntant le type de Saint-Martin. Les pièces abbatiales portent, d'un côté le nom du patron, SCS MARTINVS, de l'autre celui de la cité, TVRONVS CIVI; le roi substitua d'abord son nom à celui de la ville, PHILIPVS REX; peu après il remplaça le nom de Tours sur ses deniers, et mit le sien au lieu de celui du patron. Cette modification dut avoir lieu vers 1206. En effet, à cette date, pendant qu'il tenait le duché de Bretagne, Philippe-Auguste tenta de supprimer les anciens types monétaires de la province, et de frapper, à Rennes, des deniers identiques à ceux de Tours, sauf que le nom de la capitale bretonne remplaçait celui du patron de l'abbaye tourangelle.

Aussi longtemps que la monnaie de Tours fut abbatiale, elle ne paraît pas avoir été imitée²; dès qu'elle devint royale, on commença à la prendre pour modèle et à copier le *châtel*, son signe spécial, souvenir de l'ancien type carolingien. Dans le premier quart du XIII^e siècle, Jean III, comte de Vendôme, faisait une tentative très-timide d'imitation.

Aucun document ne laisse deviner par quel moyen Philippe-Auguste réussit à dépouiller, sans récriminations, l'abbaye de Saint-Martin des profits d'un privilège auquel on tenait tant à cette époque. Le droit restait intact, il est vrai; mais, en réalité, l'exercice en était indéfiniment suspendu. Nous en sommes réduits à constater le fait, sans pouvoir faire connaître les circonstances qui l'amènèrent et l'accompagnèrent. Les textes contemporains, et ce qui nous reste des archives de Saint-Martin, sont muets sur cet épisode.

Louis VIII ne paraît avoir apporté aucune modification à ce qui avait été établi par Philippe-Auguste.

Saint Louis continua le monnayage de son père et de son aïeul, et fit, pendant toute une partie de son règne, des deniers et des oboles tournois et parisis qui ne différaient pas beaucoup des monnaies de Louis VIII; cette différence consista à graver d'abord TVRONIS CIVI, puis TVRONIS CIVIS, et enfin TVRONVS CIVI; cette dernière forme persista tant que l'on frappa des deniers et des oboles tournois. Nous verrons à quel moment et dans quelles circonstances Louis IX introduisit en France l'usage de la monnaie d'or, oubliée depuis la fin de la première race, et donna une existence réelle au *sou* d'argent, qui jusque-là n'avait été qu'une monnaie de compte³.

¹ L. Delisle, *Des Revenus publics en Normandie*, Bibl. de l'École des chartes, t. V, 2^e série, p. 13 et suiv.

² Je ne connais que Foulques V, comte d'Anjou (1109-1129), qui ait imité le type abbatial au commencement du XII^e siècle.

³ Nous ne pouvons donner ici les variétés de points secrets et de forme de lettres, qui, à notre connaissance, dépassent le nombre de cinquante.

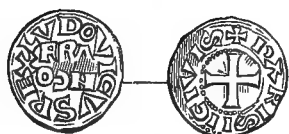


Fig. 137. — Obole parisien.

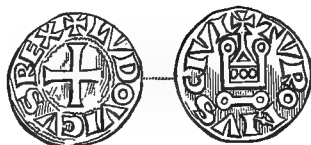


Fig. 138. — Denier tournois.

Obol parisien. (Le denier est au même type.) LVDOVICVS REX, dans le champ FRANCO, en deux lignes, la seconde rétrograde. † PARISI CIVIS. Croix.

Denier tournois. † LVDOVICVS REX. Croix. ð. TVRONVS CIVI. Châtel tournois surmonté d'une croix.

L'absence complète de documents relatifs à l'administration monétaire sous saint Louis, pendant une période qui va jusqu'à son retour de Terre-Sainte, autorise à croire que l'on ne changea rien aux monnaies royales pendant ce temps; ce dénuement de textes ne permet de saisir quelques indications que dans le monnayage d'Alphonse de Poitou, qui, en réunissant plusieurs provinces sous son autorité féodale, implanta dans celles-ci les idées et les usages établis dans le domaine royal.

En 1241, Alphonse avait reçu les comtés de Poitou et d'Auvergne. En Poitou, il continua quelque temps le type en usage sous Richard d'Angleterre, et adopta le système tournois pour le poids et l'aloi ¹.

Fig. 139. — Denier poitevin, 1^{er} système.

A son retour de Terre-Sainte, en 1250, Alphonse entra en possession des fiefs qu'il tenait de l'héritage de son beau-père, Raymond VII de Toulouse; il renonça complètement au système monétaire de ses prédécesseurs, et copia exactement les deniers royaux ²:



Fig. 140. — Denier toulousain.



Fig. 141. — Denier toulousain.

il en fit autant en Poitou et en Auvergne, arrivant ainsi à l'adoption d'un

¹ † ALFVNVS COMES. Croix cantonnée d'une fleur de lis. ð. PICTAVIENSIS en trois lignes.

² † A. CO. FILIVS REG'. Croix. ð. THOLOSIA CIVI. Châtel surmonté d'une croix entourée d'un grenetis. — † A. CO. FILIVS REX. Croix. ð. THOLOSIA CIVI. Châtel tournois surmonté d'une croix.

seul et même type et à une véritable uniformité monétaire dans tous ses domaines, quelque épars qu'ils fussent ¹ ;



Fig. 142. — Denier poitevin, 2^e système.



Fig. 143. — Denier riomois (Auvergne).



il le fit même hors du royaume, dans son marquisat de Provence, où il avait un atelier à Pont-de-Sorgue, tandis que son frère ²,



Fig. 144. — Denier provençal.

Charles, faisait aussi des deniers tournois comme comte de Provence ; on peut distinguer, pour ces derniers, ceux qui sont antérieurs à 1265, et ceux qui ont été frappés après cette date. Ceux-ci portent le titre de roi de Sicile, que Charles ne put prendre qu'en 1265 ³.



Fig. 145. — Denier provençal.



Fig. 146. — Denier provençal.



Fig. 147. — Denier provençal.



L'étude du monnayage d'Alphonse permet de fixer exactement aujourd'hui la taille des deniers de saint Louis ; des baux de 1251 et de 1253 de

¹ † ALFVNS COMES. Croix. † PICTAVIENSIS. Châtel tournois. — † ANFOVRS COMES. Châtel surmonté de trois créneaux. † RIOMENSIS. Croix.

² A. COMES TOLOSE. Châtel tournois. † MARCH' PVINCIE. Croix.

³ † K. CO. P. FL. RE. F. Croix. † PVINCIALIS. Châtel avec fleur de lis au centre. — † KAROLVS SCE. REX. Croix. † COMES PVINCIE. Châtel surmonté d'une fleur de lis. — K. IHR SICIL. REX. Châtel surmonté d'une fleur de lis. † COMES PVINCIE. Croix.

la monnaie de Toulouse prouvent que, dans un marc d'argent fin, il faisait 217 deniers, et qu'en agissant ainsi il entendait avoir une monnaie de mêmes poids et aloi que celle de son frère. Or, jusqu'à ce jour, on a dit et répété que saint Louis taillait 220 deniers au marc; cette opinion est fondée d'abord sur ce que Louis X, selon Leblant, faisant droit aux plaintes motivées par l'altération des monnaies sous son prédécesseur, avait promis, en revenant à la taille de 220 deniers, de fabriquer des pièces toutes semblables à celles de saint Louis; ensuite sur le texte d'une minute de lettre circulaire, retrouvée par M. de Wailly, et attribuée très-judicieusement par lui à saint Louis ¹.

Ces deux chiffres ont soulevé de longues discussions; il me semble cependant qu'ils sont faciles à expliquer, ainsi que j'essaierai de le faire plus loin; dès à présent je crois ne pas être trop hardi en affirmant que la circulaire dont je viens de parler dut justement être adressée au moment où la taille de 220 deniers fut substituée à celle de 217.

Saint Louis, après sa première campagne en Orient, était rentré à Paris le 7 septembre 1254, après avoir parcouru une grande partie du royaume. A partir de cette date, il s'appliqua à réformer et à améliorer l'administration, à faire cesser des abus qui s'étaient établis. Parmi ces réformes, on le voit s'occuper de la monnaie. On le voit intervenir pour forcer les comtes de la Marche, d'Anjou et de Nevers à remettre leurs monnaies sur un meilleur pied; on le voit aussi se préoccuper de l'imitation des types royaux qui se pratiquait dans les ateliers féodaux du quart de la France. On n'était plus au temps où il autorisait, en 1249, Guillaume de Villehardouin à frapper des deniers tournois dans sa principauté d'Achaïe ²; cette autorisation avait répandu le type royal dans la plupart des fiefs d'Orient, où les seigneurs croisés usaient du droit de battre monnaie.

En 1262, étant à Chartres ³, le roi rend une ordonnance portant que « nuls ne puisse faire monnoie semblant à la monnoie le Roy, que il n'y ait dissemblance aperte et devers croix et devers pilles, et que elles cessent dès ores en avant ». L'année suivante, il envoyait vers Alphonse le doyen de Saint-Aignan d'Orléans pour lui signifier la défense de continuer la fabrication des deniers poitevins au type tournois. Le comte de Poitou s'excusa, en alléguant qu'il ignorait parfaitement que sa monnaie poitvine fût frappée autrement qu'elle ne l'avait été de tout temps. Ses agents

¹ E. Boutaric, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*. — N. de Wailly, *Recherches sur le système monétaire de saint Louis*.

² Marino Sanudo Torsello, *Istoria del regno di Romania* (dans K. Hopf. *Chroniques gréco-romanes inédites ou peu connues*, page 102): « Intendendo il principe Guglielmo che il rè (Louis IX) passava in persona (en Chypre), volse andar egli a passarvi con circa 24 trà gallere navili e con 400 boni cavalli passò al rè. E dicendo egli al rè: « Signor Sir, tu sei maggior signor di me, e poi condur gente dove vuoi e quanta vuoi senza denari: io non posso far così »; il rè li fece gratia, che 'l potesse battere torneselli della lega del rè, mettendo in una libra tre onze e mezza d'argento. »

³ A ce parlement furent consultés des bourgeois de Paris, de Reims, d'Orléans, de Sens et de Laon.

continuèrent, malgré ce premier avertissement, que saint Louis dut renouveler plus expressément. Cette fois, Alphonse comprit qu'il devait céder, et il notifia au roi l'assurance de son obéissance, tout en constatant que cette mesure était préjudiciable à ses intérêts : *Quamquam mandatum hujusmodi non modice sit dampnosum*. Par suite de l'exécution des ordres du roi, on vit paraître des *poitevins nouveaux*, sur lesquels le comte adopta pour type les armes parties de France et de Castille ¹.



Fig. 148. — Denier poitevin, 3^e système.

A Toulouse, nous voyons paraître le même type sur une obole; nous voyons aussi Alphonse imiter en Languedoc le monogramme des monnaies des Erbert, comtes du Mans, qui pendant longtemps avaient eu, en France et en Normandie, la même faveur que les tournois de Saint-Martin ².



Fig. 149. — Obole toulousaine.

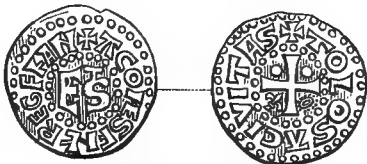


Fig. 150. — Denier toulousain.

En la même année 1263, le roi fit une ordonnance par laquelle il prescrivait que l'on ne devait plus se servir, dans sa terre et dans les fiefs dont les seigneurs n'avaient pas le droit de battre monnaie, que de *tournois*, de *parisis* et de *lovesiens*. Ces derniers paraissent avoir été la monnaie épiscopale de Laon; nous lisons, en effet, dans le règlement de 1315, sur les monnaies des barons : « La monnoie de l'évesque de Laon, que l'on appelle mailes lovisiennes »; d'après l'ordonnance dont nous nous occupons en ce moment, il fallait 2 lovesiens pour un parisis, ce qui est l'équivalent de la maille parisis, qui peut-être n'existait pas encore avec le nom de Paris. — De plus, ayant égard à l'absence de menue monnaie, très-préjudiciable au commerce, saint Louis permettait de se servir de deniers bretons, dits *nantois à l'escu*, et de deniers

¹ † ALFONSVS COMES. Croix. Æ. † PICTAVIE ET THOL : demi-fleur de lis et demi-châtel.

² ALFOSCOM. Croix cantonnée de quatre annelets, coupant la légende. Æ. TOLOSA CIVI. Demi-châtel et demi-fleur de lis. — † A. COMES FIL. REG. FRAN. Monogramme imité de ceux d'Erbert du Mans et de Charles d'Anjou. Æ. † TOLOSA CIVITAS. Croix cantonnée de deux points, d'une fleur de lis et d'une rosace.

angevins, courant sur le pied de 5 pour 4 deniers tournois; de deniers *mançois*, courant sur le pied de 1 pour 2 angevins; d'*esterlings*, valant chacun 4 tournois. Il en résultait que

Le sterling courait pour 4 deniers tournois;	
Le mançois,	1 denier tournois $\frac{6}{10}$;
Le nantois et	} $\frac{8}{10}$ de denier tournois.
L'angevin,	

Enfin le roi décriait les monnaies baronnelles dont les types étaient copiés sur les siens; c'étaient les *poitevins*, les *toulousains* et les *provençaux*, évidemment ceux d'Alphonse comme ceux de Charles. Ces pièces décriées devaient être percées, et définitivement retirées de la circulation à la mi-août.

Généralement on donne à ce règlement la date de 1265; mais il semble plus probable de le faire remonter à 1263; nous en avons la preuve par ce passage de la chronique de Saint-Maixent, signalé par M. de Wailly :

L'an M.CC.LXIII
Furent abatuz li Mansois;
Li Escuciau ¹, li Angevin,
Ausi furent li Poitevin. (V. 94-97).

La monnaie esterling avait été maintenue; c'est au parlement de la Toussaint 1265 que nous en voyons supprimer le cours: il devait finir à la mi-août suivante, « et veut le Roy et commande que estellins ne querrent à nul pris en son royaume dès la mi-août en avant, fors à pois et à la valeur de l'argent. » Cette même année, saint Louis prit une mesure qui indiquait sa volonté d'avoir toute liberté de s'occuper de la réglementation des monnaies. En 1225, Louis VIII avait concédé à un nommé Henri Plastrart le privilège héréditaire de graver dans tout le domaine de la couronne les coins de la monnaie parisis, moyennant une redevance de 3 sols par pile et paire de trousseaux, à acquitter par les monnayeurs ²; quarante ans plus tard, saint Louis rachetait, au prix de 40 livres parisis, ce privilège aux héritiers de H. Plastrart. Nous croyons utile de donner ici ce document encore inédit :

Universis presentes litteras inspecturis, officialis curie Parisiensis salutem in Domino. Notum facio quod, in nostra presentia constituti, Philippus dictus Viretarius et Agnes ejus uxor, filia quondam et heres defuncti Henrici Plastrart, recognoverunt se vendidisse et imperpetuum quittavisse excellentissimo domino nostro Ludovico, Dei gratia illustrissimo regi Francorum, et successoribus ejus regibus Francorum, pro quadraginta libras Parisiensium, de quibus tenuerunt se coram nobis propagatos, omne jus quod ipsi vel heredes, seu successores sui,

¹ Deniers bretons à l'écu.

² Voy. notre *Essai sur l'histoire de la monnaie parisis*, 1875.

habebant, aut habere poterant quoquomodo in cuneis monete Parisiensis quos inclite recordationis Ludovicus rex, genitor ipsius domini regis qui modo est, prenominate Henrico Plastrart, patris quondam ipsius Agnetis, et heredi suo scienti facere cuneos hujus monete, olim concesserat faciendos et habendos citra Ligerim, exceptis acquisitionibus pie recordationis regis Philippi, genitoris sui, et suis, Atrebatensis videlicet, Viromandensis, Normannia, Pictavia, Turonia et Cenomania, et aliis acquisitionibus in quibus moneta fabricatur; ita quod idem Henricus, vel heres ejus sciens facere cuneos monete Parisiensis, debebat habere tres solidos de singulis duobus trossellis et una pila; et monetarii debebant pagare custum fabrice de cuneis monete quamdiu fabricaretur moneta; et si heres Henrici nesciret facere cuneos monete, idem heres debebat eos fieri facere per assensum ipsius regis et per consilium eorum quos ad hoc duceret statuendos, prout hec omnia in carta ipsius regis super hoc confecta dicebantur plenius contineri. Et promiserunt prefati Philippus et Agnes, uxor sua, filia et heres dicti Henrici, coram nobis, pro se et heredibus seu successoribus suis, fide in manu nostra prestita corporali, quod contra venditionem predictam, per se vel per alium, non venient infuturum, et quod in predictis cuneis nihil de cetero reclamabunt, ratione seu occasione quacumque; et quod predictam venditionem domino regi garantizabunt contra omnes, renunciantes specialiter et expresse omni exceptioni non numerate pecunie, non tradite, non solute, et omnibus aliis exceptionibus que de jure vel de facto possent objici seu proponi contra hoc instrumentum. In cujus rei testimonium sigillum Parisiensis curie presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini M^o cc^o lx^o quinto, die Veneris ante nativitatem Beate Marie ¹.

La suppression de l'esterling, alors la plus grosse monnaie d'argent ayant cours dans le royaume, le rachat du droit de graver les coins, font pressentir l'intention de réaliser une réforme monétaire; cette réforme eut pour résultat d'établir le gros tournois, de modifier la taille des deniers, de frapper de la monnaie d'or.

Il semble que pendant l'absence de saint Louis, de 1248 à 1256, la monnaie royale de France, c'est-à-dire les deniers et les oboles, avaient subi une véritable dépréciation, soit par suite de l'usure provenant d'un long usage, soit par suite d'altération. On trouve, dans plusieurs textes postérieurs, le souvenir légendaire de pièces en cuir bouilli, auxquelles un clou d'or ou d'argent aurait donné une valeur de convention. A cette légende se rattachait une autre tradition, d'après laquelle on croyait voir dans le type du gros tournois un souvenir de la captivité du roi, qui, à son retour d'Orient, aurait rétabli la monnaie sur un bon pied. « Item, lit-on dans le Registre de Lautier et dans un manuscrit légué par Vallet de Viriville à la bibliothèque de l'Ecole des chartes, fit fere le bon Roy sains Loys monnoye d'argent fin de coppelles, à xii deniers de loy, et pourtaient treze rondeaux et dedans chacun avoyt une fleur de lix et estoient à l'entour du sercle, et furent faiz pour l'amour des xii pers de France; et lisoyent *Ludovicus rex*, et les appeloient *grox*, et aucuns les

¹ Arch. nat., 7731, fo 103.

appeloyent *espînes*; et fut la plus belle monnoye qui courut oncques puyz et la meillor et n'en fut guère fet. » Poulain dit à peu près la même chose : suivant lui, saint Louis fit faire en or treize pièces au type du gros tournois ; il en donna une à chacun des pairs en étrenne, à un jour des Rois, « et la treiziesme detint pour ly ; et sachez que c'est la plus belle monnoye que l'on puisse trouver, et la plus fine et la mieux gravée ». Il est évident que l'on ne trouvera jamais ces prétendues monnaies de cuir ; que le type du gros tournois, de même que celui du denier, n'est autre chose que le châtel des monnaies de l'abbaye de Saint-Martin ; mais il n'en reste pas moins très-probable que les tournois, comme les parisis, étaient devenus tellement *pelés*, que saint Louis songea sérieusement à faire une réforme monétaire. Les ordres qu'il donna à Alphonse, le rachat des coins des parisis, indiquent clairement l'époque à laquelle le roi réalisa son projet.

Les plus anciennes mentions du gros tournois que je connaisse se trouvent dans deux actes d'Alphonse. Charles d'Anjou, qui possédait Avignon, hors du royaume, par indivis avec son frère Alphonse, avait ordonné dans cette ville la fabrication d'une nouvelle monnaie, en prohibant celle de ses voisins. Alphonse, qui vit là une atteinte à ses droits, ordonna, en novembre 1267, de frapper pour lui, à Avignon, 10 milliers de billon et 10 milliers de gros tournois, du poids et de la loi de la monnaie royale. Cet ordre ne fut pas exécuté ; le mardi avant la Saint-Thomas suivant, Alphonse mandait au sénéchal de Venaissin de ne pas y donner suite, en ce qui concernait les gros. Il résulte néanmoins de ces faits qu'Alphonse avait voulu imiter l'exemple de son frère, dont nous connaissons le gros ¹.

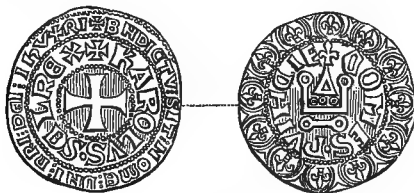


Fig. 151.

Le second texte est emprunté à un tarif de change, également daté de 1267, adressé aux sénéchaux de Saintonge et de Toulouse par le comte Alphonse ; nous y lisons « et pour 1 denier gros d'argent du gros tournois du Roy de France, doignez xii petits tournois ² ».

Je crois que l'exposé de tous ces faits combinés ne laisse aucun doute sur la date de l'apparition du gros tournois ; je la fixe au 15 août 1266, époque

¹ † KAROLVS SCL. REX. Croix ; seconde légende : † BNDICTV : SIT : NOME : DNI : NRI : DEI : IHV : XRI. R. COMES PVINCIE. Châtel tournois surmonté d'une fleur de lis ; cercle de 12 fleurs de lis.

² Boutaric, *op. laud.*, p. 207 et 220.

indiquée pour la cessation du cours des esterlings, qui n'en représentaient que le quart ¹.

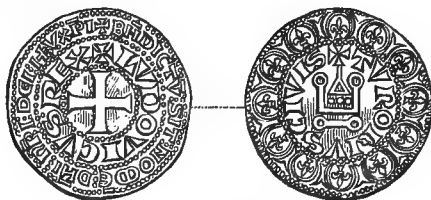


Fig. 152.

En établissant le gros tournois, saint Louis dut modifier la taille des deniers, que l'on avait continuée jusqu'à cette date; avec la taille de 217 deniers au marc, que nous avons vue prouvée par des textes positifs en 1251 et 1253, et qui remontait certainement à l'origine du système tournois, il arrivait que 12 deniers valaient un peu plus que le gros tournois; saint Louis réforma cette différence en portant la taille à 220 deniers, ce qui ne causait aucun préjudice au public. Suivant moi, par conséquent, la taille de 220 deniers était un corollaire de l'établissement du gros tournois, à qui elle donnait des pièces divisionnaires exactes; le bail signalé plus haut, d'après M. de Wailly, aurait été rédigé à cette occasion.

Il était bien naturel que saint Louis voulût avoir des monnaies d'argent et d'or; en Orient il avait vu circuler un numéraire qui laissait dans l'ombre les affreux deniers tournois apportés par les croisés. Le gros tournois pesait 4 gr. 219 : les gros des comtes de Tripoli, justement lorsque saint Louis était encore en Terre-Sainte, pesaient 4 gr. 20 et 4 gr. 30. On ne peut s'empêcher de voir une coïncidence singulière entre ces deux pesées ².

Le gros tournois de saint Louis, de 58 au marc, était à 11 den. 12 gr., c'est-à-dire à 23/24 d'argent fin (c'est ce qu'on appelait argent-le-roy); 20 gros, ou sous, faisaient une livre; chaque gros avait une valeur intrinsèque de 0,89 centimes de notre monnaie actuelle. — Le denier tournois, de 220 au marc, à 3 d. 18 gr., le denier parisis, de 221 au marc, à 4 d. 12 gr., avaient 1/24 d'alliage. Le marc d'argent valait 54 gros.

Nous trouvons deux monnaies en or frappées par ordre de saint Louis. L'une est connue des collectionneurs sous le nom d'écu d'or; son style, la perfection de la gravure, qui laisse bien en arrière l'école de Henri

¹ † LYDOVICVS REX. Croix; seconde légende : † BNDICTV SIT NOME DNI NRI IHV XPI. ‡. TVRONVS CIVIS. Châtel tournois surmonté d'une croix; cercle de 12 fleurs de lis.

² Dans un travail récemment publié, M. Lavoix fait remarquer que parmi les dinars et les dirhems, frappés avec des légendes chrétiennes, pour servir aux croisés dans leurs transactions commerciales avec les musulmans, un certain nombre concordent, par leurs dates, avec le séjour de saint Louis en Palestine; il n'est pas éloigné d'attribuer à ce roi l'initiative de cette mesure monétaire.

Plastrart, tout justifie l'attribution de cette pièce, excessivement rare, à saint Louis; mais aucun texte n'y fait allusion; aucun de ses successeurs n'a cherché à en continuer le type. Cette magnifique monnaie pèse 4 gr. 08, et si on ne craignait pas de se laisser aller à l'imagination, on aimerait à croire qu'il s'agit là de l'une des pièces d'or que le roi, d'après la tradition, donnait en étrennes à ses grands officiers ¹.

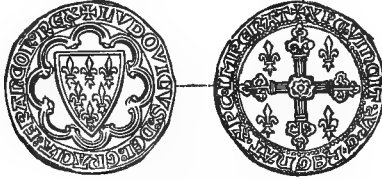


Fig. 153.

La véritable monnaie d'or qui commença à paraître sous saint Louis, en même temps que le gros tournois, est l'*agnel*: aucun document contemporain de ce roi n'en fait mention; mais le témoignage de ses successeurs est aussi concluant que possible. « Agnels que nous faisons forger comme au temps de saint Louis, » disait Philippe le Bel en 1320. Louis X s'exprimait ainsi: « Item, pource que c'est nostre entente et volonté de garder en toutes manières les ordonnances de M. saint Louis, nous avons fait regarder en nos registres sur le fait des monnoyes de l'or, et avons trouvé qu'il fit faire le denier d'or qu'on appelle à l'aignel. Et le fit faire et ajuster le plus lealment qu'il pot, et qu'il eust cours pour 10 s. p. tant seulement, et plus ne vaut-il en regardant à la valeur qu'argent vaut. »

L'agnel pèse 4 gr. 15 ².



Fig. 154.

On a cherché par tous les moyens à traduire exactement en francs la valeur de la livre tournois déduite de l'or et de l'argent. Nous ne pouvons mieux faire que d'adopter quant à présent les conclusions de M. Vuitry ³:

¹ † LVDOVICVS : DEI : GRA : FRANCOR : REX. Écu semé de fleurs de lis dans un cercle formé de huit arcatures. † XPC : VINCIT : XPC. REGNAT : XPC. IMPERAT. Croix fleuronée cantonnée de quatre fleurs de lis.

² † AGN' D' QVI TOLL' PCCA' MVDI MISERERE NOB. Agneau pascal, dessous LVD. REX. †. Même légende que ci-dessus; croix fleuronée entre quatre arcatures accompagnée d'une fleur de lis dans chacun des angles extérieurs. Ces légendes rappellent à la fois la croix et les invocations des monnaies byzantines.

³ Ad. Vuitry, *les Monnaies et le régime monétaire de la monarchie féodale de Hugues Capet à Philippe le Bel*, 1876.

la livre tournois représentait à la fois 80 gr. 881 d'argent fin et 6 gr. 628 d'or fin. De plus, l'agnel, sous saint Louis, qui valait 70 f. au moins de notre monnaie (il pesait un peu plus de 14 f.), ne pouvant être d'un emploi usuel ¹, c'est sur le gros tournois et les deniers parisis et tournois qu'il est rationnel de fixer l'évaluation de la monnaie de compte. On arrive donc à ce résultat approximatif :

La livre tournois, représentant une valeur intrinsèque de	$\frac{f}{17,9735} = \frac{f}{89,8675}$
Le sou tournois ou gros.	0,8986 = 4,4930
Le denier tournois.	0,0748 = 0,3740
Le denier parisis	0,0935 = 0,4685

Nous avons résumé de notre mieux l'histoire de la monnaie qui, au moyen âge, eut la réputation d'être la meilleure qui ait jamais été faite : elle est rappelée dans plusieurs actes postérieurs à la mort de saint Louis ; je citerai un titre de Jacques, roi d'Aragon, de 1309, où il est question d'un paiement de 60,000 gros tournois : « Sancti Ludovici bonæ memoriæ regis Franciæ ; » et aussi les lettres de 1304, de Philippe le Bel, adressées au chapitre de Bourges, qui lui avait abandonné la dîme de ses revenus pour subvenir aux dépenses de la guerre de Flandre ; il promet de faire « frapper et fabriquer pour la Toussaint prochaine des monnaies de la valeur, poids et loi de celles de saint Louis ». Des lettres semblables furent adressées aux archevêques de Reims, de Bordeaux, à l'évêque de Paris, etc.

Nous devons maintenant jeter un coup d'œil sur les monnaies frappées par les prélats et les barons dans le royaume de France proprement dit.

Nous devons faire une distinction entre les provinces où la suzeraineté du roi s'exerçait directement, et celles où de grands vassaux avaient une véritable souveraineté.

Dans la première division, sous saint Louis, étaient compris la Normandie, la Picardie, l'Ile-de-France, l'Orléanais, la Touraine, le Berri, le Mâconnais, la partie du Languedoc où se trouvaient les diocèses de Nîmes, Uzès, Béziers et Carcassonne. Là, en règle générale, la monnaie royale était exclusivement frappée. Des textes positifs établissent qu'il y avait des ateliers royaux au Bois-Sainte-Marie pour le comté de Mâcon, à Nîmes, à Carcassonne, à Albi, à Saint-Antonin.

Cependant nous devons noter quelques rares exceptions dans la province de Berri. Les comtes de Bourges avaient fini en 928 ; les vicomtes de Bourges, leurs successeurs, n'eurent qu'une partie de leur autorité jusque vers 1100, date à laquelle le dernier d'entre eux céda sa vicomté au

¹ J'ai proposé de voir dans les gros de Tripoli le modèle que saint Louis prit pour établir dans son royaume une monnaie d'argent. En ce qui touche la monnaie d'or, l'agnel, je crois que c'est encore en Orient qu'il faut chercher la pièce que le pieux roi eut en vue. Des dinars frappés par les chrétiens, également à Tripoli, imités des pièces arabes, pesant plus de quatre grammes, ont un rapport incontestable avec le poids de l'agnel.

roi Philippe I^{er} pour une somme considérable. Pendant la période des vicomtes, le Berri formait, par le fait, deux circonscriptions : le nord leur obéissait ; le midi, où les seigneurs de Déols, qui se qualifiaient princes, dominaient, avait peu de rapports avec la France. Il s'était formé là une confédération féodale composée de petits seigneurs qui ne reconnaissaient pas de suzerain. Du temps de saint Louis, ils étaient devenus vassaux du roi ; mais ils avaient conservé le souvenir honorifique de leur ancienne indépendance, et l'une de leurs prétentions était de faire de la monnaie assez mauvaise, sur laquelle ils cherchaient à imiter de leur mieux les types de leurs voisins ; on ne voulut pas leur disputer cette prérogative. Parmi ces petites souverainetés était Boibelle, s'étendant sur trois paroisses, et qui resta franc-alieu jusqu'au xvin^e siècle ; c'est à cause de Boibelle que Sully se qualifia prince et souverain, et battit monnaie.

On dit qu'il y eut des monnaies des seigneurs de Graçay et de Linières ; jusqu'ici on ne les a pas retrouvées ; mais il n'y a rien d'impossible à ce qu'elles se révèlent un jour. L'an 1315, Marguerite de Bomiers, femme de Henri III de Sully, frappait monnaie comme dame de *Châteaumeillant*, ainsi que le seigneur d'*Huriel*, de la maison de Brosse ; je ne connais pas de monnaies de ces fiefs contemporaines de saint Louis.

Déols-Châteauroux. Guillaume I^{er}, de Chauvigny (1203-1233), fils d'André et de Denise, héritière de Déols, frappa d'abord au type traditionnel des anciens sires de Déols, l'étoile à six pointes¹, puis à ses armes.



Fig. 155.

Guillaume II (1233 - 1270) usa tantôt du type héraldique, tantôt de l'abréviation du mot *Dominus*, DNS, placé dans le champ de la pièce².



Fig. 156.

Charenton, ramage de Déols, fait partie du Bourbonnais ; mais historiquement il appartient au Berri. Jusqu'ici on n'en connaît de monnaies

¹ † GVILERMVS. Croix. ñ. DEDOLI. Étoile à six pointes, au centre un croissant.

² † GVILLMVS DOM. Croix cantonnée de deux fleurs de lis. ñ. † CASTRI RADVLFI. Dans le champ, DNS entre un signe d'abréviation et un croissant.

qu'à partir de la fin du ^{xii}^e siècle, imitées des types nivernais. Guillaume de Courtenay, vers 1255, grava son blason personnel, et fut imité par Louis I^{er} de Sancerre et Jean I^{er}, fils de celui-ci ¹.



Fig. 157.

Sainte-Sevère. Hugues I^{er}, vicomte de Brosse, seigneur d'Huriel, Boussac et Sainte-Sevère, était fils de Bernard IV, que l'on disait issu des vicomtes de Limoges : au milieu du ^{xiii}^e siècle il imitait dans ce fief les monnaies bretonnes de Pierre Mauclerc du premier type ².

Sully. La monnaie suivante a été émise par Henri de Sully, qui épousa en 1252 Peronnelle de Joigny, veuve de Pierre de Courtenay, seigneur de Mehun-sur-Yèvre; on pense généralement qu'il la fit frapper comme tuteur de sa belle-fille, Amicie de Courtenay, à Mehun. J'avoue que le titre de sire de Mehun date cette pièce; mais son type, imité des espèces nivernaises, me fait penser que Henri de Sully la fit frapper dans un de ses fiefs personnels ³.



Fig. 158.

En dehors du Berri et des pays situés au delà de la Loire, nous ne voyons, dans les fiefs dépendant directement du roi, que l'abbaye de Saint-Martin de Tours et le Perche faire exception à l'interdiction du droit de frapper monnaie.

Abbaye Saint-Martin de Tours. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit au sujet de ses monnaies, et de leur suppression, de fait, par Philippe-Auguste, malgré les confirmations de Charles le Simple, en 919, de Raoul, en 924, de Louis d'Outre-Mer, en 940, et de Hugues Capet. Nous avons dit que le droit était maintenu. En effet, d'après un acte mentionné par Duby, mais dont l'original a disparu, saint Louis, en 1233, permettait à l'église et au chapitre de faire monnayer par Pierre de Chablis, à la condition que la moitié des bénéfices appartiendrait au roi, ladite permission volontaire et subordonnée à la

¹ † G. DE CORTENA. Écu aux armes de Courtenay brisées d'un lambel. † S. DE CHARANTO. Croix.

² Plus loin, p. 518, est le type de Pierre Mauclerc que copiait Hugues de Brosse.

³ † ENRI S. DE SOLI. Pal accompagné d'une fleur de lis. † SIRE DE MAVII. Croix.

discrétion du roi ; comme nous sommes avant 1265, il ne s'agit ici que de deniers, et nous pouvons même croire que cette fabrication fut très-peu importante, et encore si elle eut lieu ; neuf ans plus tard, le baron de Preuilly se plaignait au roi que la suppression du monnayage abbatial diminuait ses revenus.

L'abbaye de Saint-Martin n'est pas comprise dans l'ordonnance de 1315, qui énumère les barons et prélats ayant le droit de monnaie ; c'est sans doute pour cela que l'année suivante elle demandait à Louis X d'être maintenue dans son antique privilège, et le 12 mai 1316, le roi, s'adressant aux gens de ses comptes, leur prescrit de « ne point troubler les doyen, trésorier et chapitre de Saint-Martin dans l'exercice de frapper une certaine monnaie, droit qui leur avait été concédé par ses prédécesseurs et confirmé par son père, malgré qu'ils n'en eussent pas usé depuis longtemps ». Pour maintenir son privilège, l'abbaye fit frapper quelques *gros tournois*, excessivement rares, aux légendes TVRONVS CIVIS — SANCTV MARTIN, mais postérieurement au règne de saint Louis.

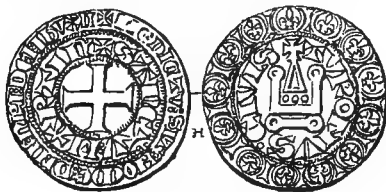


Fig. 159.

Perche. En ce qui concerne le Perche, il se présente un problème assez difficile à résoudre. Quatre personnages peuvent revendiquer l'unique denier dont voici le dessin, suivant qu'on lit l'P ou P, comme initiale de celui qui l'a émis. Il y a d'abord Jacques de Châteaugontier, qui prenait le titre de comte du Perche, alors que ce fief était aux mains du roi de France ; ensuite Enguerrand III de Coucy, comme tuteur de son beau-fils Thomas, dernier héritier mâle du comté ; puis Pierre, cinquième fils de saint Louis, qui reçut le Perche en apanage ; enfin Pierre de Bretagne, fils du duc Jean, qui échangea, le 13 juin 1265, des terres avec Anne, fille aînée de Jacques de Châteaugontier, contre la seigneurie de Nogent-le-Rotrou, avec le droit de battre monnaie. Notons que Jacques avait abandonné en 1257, à saint Louis, toutes ses prétentions sur le comté du Perche, en ne se réservant que la seigneurie de Nogent¹.



Fig. 160.

¹ Type chartrain. ß. † l' COM... RTICI. Croix cantonnée d'un croissant.

FLANDRE. Au temps de saint Louis, la partie de la Flandre qui relevait de la couronne n'avait que de petites pièces en argent, ou *mailles*, frappées suivant le système artésien dans plusieurs villes. On en connaît de Lille au type de la fleur de lis; de Douai, au type du rameau à trois, cinq ou sept branches; de Cassel, au type du temple; de Bourbourg, au type du triangle ou fronton; de Bergues-Saint-Winoc. Ces mailles, bien que frappées en Flandre, s'appelaient souvent *artésiens*.

ARTOIS. A partir du ^x^e siècle, on fabriqua dans cette province, sous les comtes de Flandre, des artésiens en argent fin, qui furent interrompus sous Philippe-Auguste; ce roi y substitua le système parisis. Robert, frère de saint Louis (1236-1249) revint aux mailles artésiennes, sur lesquelles il mit son blason ¹.



Fig. 161.

Saint-Pol. Duby a donné le dessin d'une pièce, non retrouvée encore en original, qui appartient à Hugues V (1232-1248) ou à Hugues VI (1289-1292), comtes de Saint-Pol. HVGO COMES. Croix cantonnée de quatre tiges de trèfles; R. † MONETA S PAVLI, gerbe d'avoine.

Fauquembergues. Je ne connais pas de monnaies du ^{xiii}^e siècle frappées par les seigneurs de ce fief, dont le droit était cependant reconnu par le règlement de 1315, et qui monnayaient à cette dernière époque.

Ponthieu. On n'a pas encore déterminé les monnaies de Marie de Ponthieu, qui épousa Simon de Dammartin, puis Matthieu de Montmorency (1221-1251); mais on en a de Jeanne de Ponthieu et de Jean de Nesle, son mari. Celui-ci plaça d'abord dans le champ les initiales de la ville d'Abbeville, puis il fit graver le nom même, en entier, en deux lignes, souvenir du type parisis adopté par ses prédécesseurs et suivi par ses successeurs, les rois d'Angleterre ².



Fig. 162.



Fig. 163.



LAON. Le comté de Laon avait été donné aux évêques par les premiers Capétiens; mais à l'époque que nous étudions ce n'était plus qu'un titre

¹ Écu semé de fleurs de lis, surmontées de trois tours posées en chef. R. ARAS. Croix fleurdelisée.

² † IOHANNES COMES. Croix cantonnée de deux annelets. R. † MONETA PONTIVI. Dans le champ A B. — † IOH' COMES PONTI. Croix cantonnée de quatre annelets. R. MONET ABIS VI en deux lignes; au-dessus et au-dessous une croisette entre deux annelets.

honorifique, par suite des divers démembrements qui avaient eu lieu. Plus haut, nous avons constaté que les monnaies de Laon avaient servi, pendant quelque temps, d'oboles dans les domaines directs de la couronne. Entre l'épiscopat de Roger de Rozoy (1180-1207) et celui de Gozon II (1310-1315), on ne connaît pas de pièces laonnaises portant les noms des six prélats contemporains de saint Louis; d'où il faut conclure que les petits deniers de Roger de Rozoy, très-communs, du reste, furent continués longtemps après sa mort.

Coucy. Les seigneurs de Coucy arrondirent tellement leurs domaines au préjudice de l'évêché de Laon, que je crois devoir placer ici les deux deniers attribués à Raoul II de Coucy (1242-1250), en supposant que ces pièces ont été frappées en France plutôt que dans quelque fief conquis en Orient ¹.



Fig. 164.



Fig. 165.



Soissons. De 1227 à 1237, quatre comtes de Soissons portaient le nom de Jean; ils eurent le même type monétaire avec de légères modifications dans la disposition des lettres ².



Fig. 166.



REIMS. Depuis le milieu du x^e siècle, les archevêques de Reims tenaient le comté qu'ils avaient reçu de Louis d'Outre-Mer; des quatre prélats qui se succédèrent sous le règne de saint Louis, Henri II de Dreux, Juhel de Mathefelon, Thomas de Beaumet, et Jean de Courtenay, on ne connaît que le denier suivant, qui appartient au premier ³.



Fig. 167.



¹ † COCIACVS. Château, à la porte un quadrupède. ñ. † RADVLFS. Croix cantonnée de deux V et de deux croissants.— † COCIACVS. Château, au-dessus un croissant. ñ. Même type que ci-dessus.

² † IOHANN. COMES. Croix cantonnée d'un point. ñ. SVESSIONIS. Temple surmonté d'une croix.

³ † ARCHIEPISCOPVS. Dans le champ HENRICVS en deux lignes. ñ. † REMIS CIVITAS. Croix cantonnée de deux croissants et de deux fleurs de lis.

RÉTHEL. Le comte de Réthel est mentionné, dans le règlement de 1315, parmi les seigneurs ayant le droit de frapper monnaie; mais aucun texte, aucune pièce, ne permet de croire que ce droit fut exercé avant Louis de Flandre, qui devint comte de Réthel par son mariage avec l'héritière de ce fief.

MEAUX. Les évêques de Meaux sont également mentionnés dans le règlement de 1315; néanmoins on ne connaît pas leur numéraire à partir de la fin du ^{xiii}^e siècle. Il semble que, comme Saint-Martin de Tours, ils se contentèrent de faire constater et maintenir leur droit sans l'exercer. On peut supposer qu'entre les monnaies royales et les émissions nombreuses de l'atelier provinois des comtes de Champagne, ils auraient eu peu d'intérêt à continuer leur monnayage.

CHALONS-SUR-MARNE. Le droit de monnayage des évêques de Châlons est fondé sur un diplôme de Charles le Chauve; ils avaient le comté depuis le commencement de la troisième race, au moins. Des cinq prélats qui se succédèrent à Châlons du temps de saint Louis, on ne connaît de deniers que de Geoffroy de Grandpré (1237-1247) ¹.



Fig. 168.

CHAMPAGNE. Thibaut IV (1201-1253) et Thibaut V (1253-1270) frappèrent monnaie à Troyes et à Provins ².



Fig. 169.

Fig. 170.

La monnaie provinoise, grâce aux foires de Champagne et à la notoriété européenne de celles-ci, avait un cours aussi répandu, au ^{xiii}^e siècle, que la monnaie tournois. On fit même, à Rome, des deniers et des oboles provinois; voici un spécimen très-rare, qui porte le nom de Charles d'Anjou, sénateur de Rome en 1265 ³.

¹ † GAVFRID' EPISCOP'. Dans le champ PAX. † CATALANI CIVI. Croix cantonnée de deux points.

² † TEBAT COMES. Croix cantonnée de deux annelets. † TRECAS CIVITAS. Monogramme du nom TEBAV. — † TEBAT COMES. Croix cantonnée d'un a, d'un ω et de deux croissants. † PRVINS CASTRI, type dit *peigne champenois* surmonté de trois tours.

³ † SENA (tus p. q.) †. Peigne champenois accompagné d'un S. † CAROLVS RE. S. Croix cantonnée d'un point, d'une étoile et d'un V.



Fig. 171.

TONNERRE, AUXERRE. Ces deux comtés, sous le règne de saint Louis, étaient en la possession des comtes de Nevers; la monnaie qui se frappait dans chacun d'eux cessa pour laisser courir les nivernais. En 1273, Charles d'Anjou, roi de Sicile, étant devenu comte de Tonnerre par son mariage avec Marguerite de Bourgogne, frappa des deniers et des oboles qui, par leurs types, rappelaient les anciennes espèces auxerroises. En voici la description : † K. REX SICILIE. Croix à pointes, cantonnée d'un lis au 2^e. R. † COMESTORNODOR. Croix à pointes, fleurdéli-sée aux deux branches horizontales. — † MON. REG. SICILIE. Même type que ci-dessus. R. COM. TORNODOR. Même type qu'au droit.

LANGRES. L'église de Langres avait la monnaie par concession de Charles le Chauve; le comté fut donné aux évêques à la fin du xii^e siècle par le duc de Bourgogne. La pièce suivante peut appartenir soit à Gui de Rochefort (1250-1266), soit à Gui de Genève (1269-1292) ¹.



Fig. 172.

NEVERS. De 1226 à 1270, le comté de Nevers vit quatre titulaires se succéder; nous avons déjà fait remarquer que les monnaies nivernaises, à un certain moment, remplacèrent celles de Tonnerre et d'Auxerre. D'abord paraît Gui de Forez (1226-1241), qui modifia l'ancien type local en remplaçant par un dauphin, son blason personnel, l'étoile et les fleurs de lis de son prédécesseur Hervé de Donzy ².



Fig. 173.

¹ † GVIDO EPISCOP. Écu aux armes du chapitre de Langres. R. † VRBS LINGONIS. Croix cantonnée d'une étoile et d'un croissant.

² † GVIDO COMES, type nivernais dit *faucille*, accompagné d'un dauphin. R. † NIVERNIS CIVIT. Croix cantonnée de deux points et de deux pointes de flèches.

Puis Mahaut de Bourbon, héritière de Gui, dont le type fut imité dans le voisinage; nous donnons sa monnaie ainsi que celle de son mari, Eudes de Bourgogne ¹.



Fig. 174.



Fig. 175.

Enfin Jean-Tristan de France, par suite de son mariage avec Yolande, fille aînée des précédents. Leblant cite, sans donner la date ni la source, un bail de la monnaie de Nevers; comme on peut y voir que, d'après cet acte, la monnaie nivernaise devait, comme celle du roi, être de 220 deniers au marc, il ne peut se rattacher qu'à Jean-Tristan (1265-1270), contemporain de la réforme faite par saint Louis sur la taille des deniers ².



Fig. 176.

SANCERRE. Les monnaies de ce comté sont un exemple de l'érudition du ^{xiii}^e siècle, qui voulait traduire le nom de Sancerre par *Sacrum Cesaris*. Les plus anciennes portent, avec la légende IVLIVS CESAR, une tête de profil couronnée; à la fin du ^{xiii}^e siècle, on arriva à prendre modèle sur l'esterling et à donner à César la figure d'un roi anglais ³.



Fig. 177.

¹ † M. COMITISSA. Fasce accompagnée d'une fleur de lis et de deux étoiles. ñ. † NIVERNENSIS CIVIT. Croix. — † ODO COMES, écu de Bourgogne. ñ. † NIVERNENSIS. Croix cantonnée d'un croissant.

² † I. F' REGIS FRANCIE. Croix auxerroise, cantonnée d'un anneau. ñ. † CO : NIVERNENSIS. Deux étoiles et deux fleurs de lis posées en croix.

³ † DOMINVS CESAR. Buste couronné de face. ñ. SACRVM CESARI. Croix coupant la légende, cantonnée de douze points.

BOURGOGNE. Voici le denier que Hugues IV, duc de Bourgogne (1218-1278), faisait frapper à Dijon, au type de son père Eudes III. Nous devons noter qu'à partir de 1287, date de l'acquisition du comté de Chalon-sur-Saône, il fit forger dans cette ville quelques rares deniers, qui portent MONETA HVGONIS autour d'une croix, et au revers † CABVLO CIVITAS autour d'un grand B accompagné de trois annelets et d'une croisettes 1.



Fig. 178.



Fig. 179.

BOURBONNAIS. Avec les sires de Bourbon, placés au nord de la vicomté de Bourges, à l'ouest de la seigneurie de Déols, nous revenons à ces fiefs berrichons qui s'attribuaient des droits souverains. Les sires de Bourbon copièrent les monnaies les plus répandues, suivant les époques auxquelles ils les émettaient : les deniers anciens de Nevers, surtout ceux des archevêques de Besançon et de Vienne, ceux de Mahaut de Nevers. On a signalé un denier de Jean de Bourbon (1262-1268), qui n'a pas été retrouvé et dont voici la description : I. DNS. BORBONIE. Croix cantonnée d'un croissant. R. LODOICVS REX. Fleur de lis, étoile et faucille. Les sires de Bourbon frappèrent à Montluçon des deniers à leurs noms imités des monnaies angevines (Gui de Dampierre, 1202-1213) et des espèces nivernaises (Eudes de Bourgogne, 1249-1269) 2.



Fig. 180.



Souigny. Le prieuré de Souigny frappa longtemps monnaie, d'abord seul, sans doute à l'exemple de son chef d'ordre, Cluny; le diplôme par lequel Hugues Capet lui aurait conféré ce droit est un document apocryphe. Au XIII^e siècle, le prieuré s'associa avec les sires de Bourbon pour ouvrir en commun en 1242, 1263 et 1271. Nous donnons ici un

1 † ODO DVX BVRG : DIE. Annelle formée de deux doubles crosses, accompagnée en chef et en pointe d'un point. R. † DIVIONENSIS. Croix cantonnée de deux pointes de flèches. — † VGO DVX BVRG : DIE. Annelle cantonnée d'un point et d'une étoile. R. † DIVIONENSIS. Croix cantonnée de deux points.

2 † HODO DOMINVS. Croix. R. † NVNTE LVCIQ, pour MVNTE LVCIQ. Pal accompagné de trois coquilles.

denier de Souvigny qui paraît dater de l'époque à laquelle Jean de Bourbon monnayait seul ¹.



Fig. 181.

Huriel. Voy. plus haut, page 508, Sainte-Sévère.

Charenton. Id., page 507.

AUVERGNE. Nous avons déjà parlé des monnaies frappées par Alphonse de Poitiers à Riom, dans l'apanage que Louis VIII lui avait légué; il ne nous reste donc à nous occuper que des pièces émises par le chapitre de Clermont en vertu de la cession à lui faite par Guillaume III, comte d'Auvergne, par un acte de 1030. En 1269, saint Louis était obligé d'intervenir, sur les plaintes du comte Alphonse, pour faire cesser le cours d'une monnaie nouvelle, émise par l'évêque de Clermont, et plus faible d'un cinquième que l'ancienne ².



Fig. 182.

LYONNAIS. C'est avec hésitation que je fais figurer ici le Lyonnais, au moins pour la partie orientale, relativement au Rhône. L'église de Lyon avait succédé aux anciens comtes, et pour le comté et pour la monnaie; il est à remarquer que les comtes de Forez, qui représentaient les anciens comtes laïques de Lyon, ne tentèrent jamais de faire des monnaies. Les deniers lyonnais, qui étaient forgés d'après une concession impériale, avaient certainement cours dans la partie du diocèse qui était située en France: l'ordonnance de 1315 n'en parle pas, ce qui permet de penser que le monnayage archiépiscopal n'était pas reconnu par le roi ³.



Fig. 183.

¹ SCS MAIOLVS. Tête mitrée à gauche: devant, une crosse. ñ. DE SILVINIACO. Croix cantonnée de trois fleurs de lis et d'une coquille.

² SC: MARIA. Buste couronné de la sainte Vierge, de face. ñ. † VRBS ARVERNA. Croix fleuronée.

³ † PRIMA SEDES. La lettre L, terminée par une croix, entre le soleil et la lune. ñ. GALLIARVM. Croix cantonnée du soleil et de la lune.

VÉLAY. Les évêques du Puy avaient obtenu du roi Raoul, en 924, le droit de frapper monnaie; depuis 1134 ils étaient seigneurs du Puy, et dès 1167 ils s'intitulaient comtes du Velay. En 1269 et en 1318, ils frappaient encore monnaie, ainsi qu'il résulte de baux que j'ai sous les yeux; cependant ils ne figurent pas dans le règlement de 1315. Les monnaies du Puy les plus récentes portent au droit : † POIES. Croix aux branches arrondies; au revers : † DEL PVEI. Rosace à six branches.

GÉVAUDAN. L'évêque de Mende eut le comté de Gévaudan jusqu'au commencement du ^{xiv}^e siècle; il avait le droit de battre monnaie, et celle-ci était au nom du patron de la cathédrale. En 1265, l'évêque se plaignait que le cours forcé de la monnaie royale dans son diocèse nuisit à son droit, et, en 1272, le sénéchal de Beaucaire recevait l'ordre de ne pas s'opposer au cours des pièces épiscopales ¹.



Fig. 184.

MAUGUIO. Ce comté, qui appartient d'abord aux comtes de Toulouse, fut saisi par le pape sur Raymond VI, et donné en 1215 à l'église de Maguelonne. L'évêque y frappa des deniers dits *melgoriens*, qui eurent un cours très-répandu dans le midi de la France; ils portent invariablement, avec une croix d'une forme particulière, des légendes dans lesquelles on peut lire : RAIMVNDS-NARBONA; c'est évidemment un type immobilisé. L'évêque de Maguelonne faisait aussi, comme le comte de Toulouse, des imitations de pièces arabes, qui lui attirèrent des admonestations de la part de saint Louis en 1268, et de graves reproches de la part du pape Clément IV en 1266. Ce n'était pas l'imitation elle-même, mais la reproduction exacte des légendes musulmanes qui avaient scandalisé le roi et le pontife. On pouvait frapper des dinars et des dirhems suivant le système des Arabes, mais on devait substituer des légendes chrétiennes aux formules gravées en l'honneur de Mahomet.

NARBONNE. La numismatique de Narbonne forme une série qui commence au règne de Charlemagne. Sous saint Louis, trois vicomtes du nom d'Amauri se succédèrent; depuis 1215, la monnaie était partagée

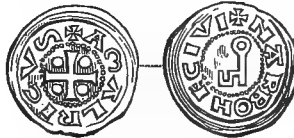


Fig. 185.

¹ S. PRIVATVS. Buste mitré de saint Privat, de face. R. † MIMA CIVITAS. Croix cantonnée de quatre fleurs.

entre le vicomte et l'archevêque, et, en 1242, le prélat se plaignait de ce qu' Amauri IV s'était emparé de la moitié qui lui appartenait¹.

Nous passons maintenant à la partie occidentale du royaume de France, sous saint Louis.

BRETAGNE. Pierre Mauclerc (1223-1237) ne signa pas ses monnaies; il commença par émettre des deniers à l'ancien type breton, sur lesquels on lit le nom du comte Étienne de Penthièvre, en souvenir des pièces que celui-ci fabriqua en grande quantité à Guingamp, et qui couraient en Bretagne et en Normandie; Pierre Mauclerc adopta ensuite un type qui portait son blason personnel et devint ensuite celui de la province².



Fig. 186.



Fig. 187.



Jean I^{er}, son fils (1237-1286), continua le dernier type de Pierre, mais il inscrivit son nom autour des armoiries de sa famille³.



Fig. 188.

ANJOU et MAINE. Ces deux provinces, depuis 1246, formaient l'apanage du plus jeune des frères de saint Louis; avant 1265, il continua le type, au monogramme des anciens comtes, du nom de Foulques; après cette date, il adopta un nouveau type, composé d'une ou de deux clefs⁴.



Fig. 189.



Fig. 190.



¹ † AMALRICVS. Croix cantonnée de quatre points. ñ. † NARBONE CIVI. Clef.

² † DVX BRITANIE. Croix ancrée. ñ. † STEPHAN COM. Croix.— † DVX. BRITANNIE. Armes de Dreux brisées d'un canton d'hermines. ñ. † CASTRIGIGANPI. Croix cantonnée d'un petit châtel.

³ † IOHANNES DVX. Même type héraldique. ñ. † : BRITANNIE. Croix cantonnée de la lettre R (Rennes) (obole).

⁴ † CAROLVS COMES. Croix cantonnée d'un *alpha* et d'un *omega*. ñ. † ANDEGAVENSIS. Monogramme angevin de Foulques.— † K. REX SICILIE. Deux clefs. ñ. † : C : ANDEGAVIE. Croix cantonnée d'une couronne et d'une fleur de lis.

Dans le Maine, Charles de France continua aussi l'ancien type des comtes du Maine, puis, toujours avec le monogramme d'Erbert, frappa des *doubles angevins* destinés sans doute à avoir cours dans les deux provinces qui formaient ses domaines ¹.



Fig. 191.



Fig. 192.



Après 1285, le monogramme mançois fut modifié et orné d'une fleur de lis : cette nouvelle forme fit si bien oublier le type primitif, que, sous Charles de Valois (1291-1307), on le changea en une couronne ².



Fig. 193.



Vendôme. Du comté d'Anjou relevait le comté de Vendôme, qui en était un démembrement, et dont les propriétaires, dès la séparation, exercèrent le droit de frapper monnaie ; pendant le règne de saint Louis, les comtes Jean IV (12181-239), Pierre de Montoire (1239-1249), Bouchard V (1249-1271), firent des deniers sur lesquels ils cherchaient à imiter le type tournois ³.



Fig. 194.



Fig. 195.



¹ † K COMES PROVINCE. Monogramme mançois d'Herbert. ñ. FIL P REGIS FRANCIE. Croix cantonnée de deux points, d'un *alpha* et d'un *oméga*. — † K FIL REGIS FRANCIE. Même monogramme. ñ. AN... GVNS DOBLES (*angevins doubles*). Croix cantonnée de deux points et de deux croisettes.

² † CAROLV REX SICILIE. Type dégénéré du monogramme mançois, avec adjonction d'une fleur de lis. ñ. † SIGNVM DEI VIVI. Croix cantonnée de deux points, d'un *alpha* et d'un *oméga*.

³ Molette d'éperon : IOHANS COMES. Étoile dans un édifice formé d'une base et de deux colonnes. ñ. † VIDE CINENSIS. Croix cantonnée d'un point. — PETRVS COMES. Même type. ñ. † VIDOCINENSIS. Croix (*obole*). — BOCARD COMES. Édifice à fronton surmonté d'une étoile à cinq points. ñ. † VIDOCINENSIS. Croix.

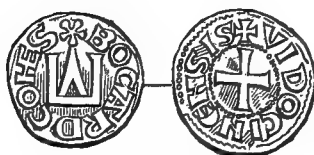


Fig. 196.

BLOIS. Le type des monnaies de Blois, à une seule exception, procédait de celui des comtes de Tours à Chinon; c'était une tête qui peu à peu fut modifiée de manière à devenir une figure de convention. Jean de Châtillon (1241-1279) fit faire des deniers tournois; on peut croire que l'ordonnance de 1262 arrêta cette fabrication, et que, pendant son long règne, Jean revint aux anciens deniers, dont le type fut continué par ses successeurs ¹.



Fig. 197.

Châteaudun. Les vicomtes de Châteaudun relevaient du comte de Blois; le type primitif était un croissant; on le voit sur les deniers de Geoffroy IV (1215-1235); mais son successeur, Geoffroy V (1235-1259), adopta une figure qui n'était pas sans rapport avec les tournois; ainsi firent Robert de Dreux, après son mariage avec Clémence de Châteaudun, Simon de Dreux, comme tuteur d'Alix de Dreux, et Raoul de Clermont, époux de celle-ci ².

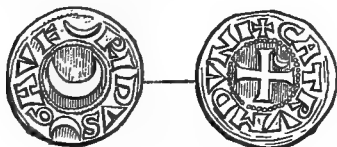


Fig. 198.



Fig. 199.

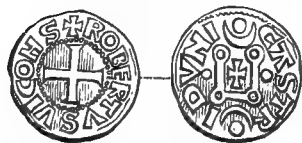


Fig. 200.



Fig. 201.

† IOHANNES COMES. Type tournois. ñ. †. BLESIS CASTRO. Croix.

* Croissant. GAVF croissant IDVS. Croissant. ñ. † CATRVN DVNI. Croix cantonnée d'un croissant. — Croissant. GAVF croissant IDVS. Annelet dans un édifice composé d'une base et de deux colonnes. ñ. † CATRVN DVNI. Croix cantonnée d'un anneau. — † ROBERTVS VICONS. Croix. ñ. CASTRI DVNI. Croix dans un édifice imité du châtelet tournois, au-dessus et au-dessous un point dans un croissant. — † SIMONIS VICOMES. Croix cantonnée d'un anneau. ñ. CASTRIDVN. Type tournois comme ci-dessus.

Vierzon. Les seigneurs de Vierzon et de Celles, en Berry, relevaient également du comte de Blois, par suite des conquêtes faites par Thibaud le Tricheur; primitivement les deux fiefs furent réunis dans la même main. Nous n'insisterons pas sur l'empressement avec lequel les seigneurs berrichons s'empressaient de battre monnaie. On connaît des pièces de Guillaume II, seigneur de Vierzon; le denier d'Henri III, son fils, vient d'être retrouvé; malheureusement le seul exemplaire connu est très-fruste; voici la gravure d'un denier assez rare qui appartient à Blanche de Joigny, mère de celui-ci, comme baillistre ¹.



Fig. 202.

Celles. Les seigneurs de Celles étaient des cadets de Vierzon; sous saint Louis, ce fief était à Robert de Courtenay, du chef de sa femme, Mahaut de Celles ².



Fig. 203.

Saint-Aignan. Nous mentionnons simplement ici le fief dont les monnaies, toujours anonymes, ne paraissent pas avoir été continuées après les premières années du ^{xiii}^e siècle.

Porrou. Il est inutile de revenir ici sur les monnaies d'Alphonse, dont nous avons longuement parlé à propos de celles de saint Louis; mais nous devons nous occuper du comté de *la Marche*, qui relevait du Poitou.

Les comtes de la Marche ne commencèrent à monnayer que dans les premières années du ^{xiii}^e siècle, sous Hugues X, fils de Hugues IX de Lusignan, comte d'Angoulême par son mariage avec la fille unique de Vulgrin Taillefer III, qui s'empara de la Marche au préjudice de la duchesse Éléonore. « Hugo Brunus, dit Aubri de Trois-Fontaines, en l'an 1199, tendens insidias, eam (Alianordem) cepit et ad hoc eam compulit quod ipsa quittavit ei comitatum de Marchia Pictavie. » Il semble que Hugues

¹ † VIRSIONIS. Écu portant des armoiries d'un dessin vague. R. † DOMINA AIBA (pour ALBA). Croix.

² † ROBERT-DE-MAV. Croix formée de quatre fleurs de lis. R. † SIRE-DE-CELLES. Croix.

ait étendu dans la Marche le privilège qu'il avait comme comte d'Angoulême; il établit son atelier à Bellac, ainsi que l'établit la chronique de Bernard Itier, bibliothécaire de Saint-Martial de Limoges : « an. 1211, Comes Hugo de Marchie novam monetam instituit apud Belac faciendam Marques ». Nous donnons ici des deniers de Hugues X (1208-1249), Hugues XI (1249-1260), Hugues XII (1261-1282). En 1265, saint Louis faisait ordonner à Hugues XII de cesser la fabrication de pièces de mauvais aloi; il semble que les ordres du roi furent promptement oubliés, car en 1280 et en 1282, nous constatons ce passage dans une chronique anonyme : « eodem anno, comes Marchie monetam suam renovat in deteriore¹. »



Fig. 204.



Fig. 205.



Fig. 206.



Fig. 207.



ANGOUMOIS. Jusqu'à l'avènement de la maison de Lusignan, la monnaie d'Angoulême fut frappée au nom de Louis d'Outre-Mer et à un type procédant de l'ancien monogramme du roi Eudes, usité en Aquitaine. Hugues XI et Hugues XII, comtes de la Marche et d'Angoulême, frappèrent les deniers suivants².



Fig. 208.



Fig. 209.



¹ † VGO COMES. Croix. † MARCHIEO. Croisette entre deux annelets et deux croisants. — † HVGO BRVNNI. Croix cantonnée de quatre annelets. † COMES MARCHIE. Trois annelets posés en fasce entre deux croisants. — † VGO COMES MAR. Dans le champ CHE entre deux croisants. † DNS LEZINIACI. Croix. — † HVGO BRVNNI. Croix. † COMES MARCHIE. Trois croisettes en fasce entre deux croisants.

² † VGO DE LEINIACO. Croix cantonnée d'une croisette. † COMES ENGOLISME. Trois croisettes en fasce entre un croisant et un annelet. — † HVGO FRVNNI. Trois annelets en fasce entre un croisant et une rose. † COMES ENGVOL. Croix.

TOULOUSE. Nous n'avons pas à revenir sur la numismatique de Toulouse, que nous avons vue se rattacher à celle d'Alphonse de Poitou ; mais nous ne pouvons pas passer sous silence un fief qui relevait de Toulouse.

Rodez. Le comté de Rodez, créé à la fin du ^x^e siècle par un comte de Toulouse, était tenu sous le règne de saint Louis par Hugues IV (1227-1274) et Henri II (1274-1302) ; nous donnons le dessin d'un denier de celui-ci ¹.

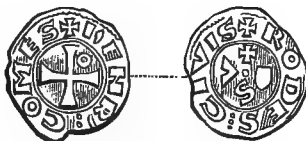


Fig. 210.

ALBI. La monnaie d'Albi appartenait à l'évêque d'Albi et au comte de Toulouse, comme représentant les anciens vicomtes d'Albi depuis le mariage de Pons avec Majore de Carcassonne. En 1248, le comte Raymond VII faisait un accord avec l'évêque Durand pour frapper en commun à Bonafos ; en 1278, l'évêque d'Albi vendait sa part au roi ².



Fig. 211.

CAHORS. Les évêques de Cahors frappaient monnaie dès la fin du ^x^e siècle, et furent maintenus par le règlement de 1315 ; pendant le ^{xiii}^e siècle, ils affermèrent leur droit à plusieurs reprises aux consuls de cette ville, moyennant une redevance assez considérable ³.



Fig. 212.



Fig. 213.

GUYENNE. Nous devons comprendre dans ce résumé de l'histoire numismatique féodale du règne de saint Louis le duché de Guyenne et ses arrière-fiefs, qui, depuis le traité d'Abbeville, en 1258, étaient sous la suze-

¹ † HENRI COMES. Croix cantonnée d'un anneau. ñ. † RODES : CIVIS. Dans le champ une croisettes et les lettres DVS.

² † R. BONAPOS. Dans le champ un V, une croisettes et une crose. ñ. † ALBIENSIS. Croix faite de rayons en forme de balustres et cantonnée d'une crose.

³ † : EPISCOPVS. Crose accompagnée de trois croisettes. ñ. † CATVRCENSIS. Croix cantonnée d'un V. — Obols aux mêmes types, excepté que la croix est cantonnée d'un R.

raineté de la couronne de France. Selon Duby, dès 1228, le roi Henri III ordonnait à son sénéchal de Gascogne de frapper sa monnaie à Langon et à la Réole, au même poids et à la même loi que la monnaie tournois¹.



Fig. 214.

Béarn. Dans cette province, la monnaie était à un type immobilisé, qui se continua jusqu'au xv^e siècle; une croix, cantonnée de deux besants, d'un côté; de l'autre le mot PAX, avec les légendes : CENTVILLO COMEONOR FORCAS.

Il ne faut pas oublier qu'ici le mot *honor* est synonyme de *castellum*, et que, d'après M. Basclé de la Grèze, le château où résidaient les comtes de Béarn s'appelait la *Hourquie*, nom porté encore aujourd'hui par la grande place où se tiennent les foires à Morlas. Au xv^e et au xvi^e siècle, on conservait le souvenir de l'ancien type en inscrivant sur les monnaies de François Phébus, de Catherine et de Henri d'Albret : PAX ET HONOR FORQUIE MORL; seulement le mot *honor* avait alors une autre acception.

Périgord. A Périgueux, la monnaie appartenait aux comtes et aux consuls; le type était le même que celui des deniers d'Angoulême, avant l'avènement de la maison de Lusignan; seulement, au lieu de quatre annelets et une croisette, dans le champ, on voyait à Périgueux cinq annelets; *et quod sint denarii petragorienses cum quinque oculis*, dit un texte de 1266.

Turenne. La monnaie des vicomtes de Turenne, qui commence au xi^e siècle, fut confirmée par la reine Blanche en 1251. Duby donne le dessin d'un denier, qui n'a pas été retrouvé, avec un écu aux armes de Turenne et les légendes RAIMVNDVS-MON VICECOM, qui pourrait appartenir à Raimond V, VI ou VII.

Limoges. Le droit de frapper monnaie appartient d'abord à l'abbaye de Saint-Martial, qui fit graver au droit de ses deniers la tête de son patron. Jusques à ce jour on n'a recueilli que des renseignements très-vagues sur ce monnayage, qui fut cependant assez répandu pour être imité dans le voisinage; les deniers limousins portaient le nom de *barbarini*, probablement à cause de la tête barbue du saint qui était gravée au droit.

Dès le commencement du xiii^e siècle, le vicomte Gui V essaya de faire, à Aix, une nouvelle monnaie qui ne fut pas acceptée par ses vassaux : « Guido vicecomes apud Axiam monetam facit, quam Lemovicenses non receperunt. » (*Chron. B. Iterii, ad. ann. 1211.*) Dès cette époque il pos-

¹ † ERICUS REX AN; les mots séparés par des étoiles. † DVX AQUITANIE. Léopard.

sédait donc le droit de frapper monnaie, acquis de l'abbaye au prix de quelque transaction plus ou moins imposée. Nous voyons, en effet, en 1307, le vicomte Jean de Bretagne faire hommage à l'abbé de Saint-Martial : « Pro castro et castellania et *moneta* Lemovicensi, quod et quas tenet a dicto domino abbate. » (*Anonym. S. Martialis Chron.*) En 1263, Marguerite de Bourgogne, veuve du vicomte Gui VI, baillistre pour sa fille Marie, accordait aux bourgeois de Limoges la démonétisation des derniers portant le nom du vicomte : « Burgenses castri Lemovicensis fecerunt pactum cum Margereta, filia ducis Burgundiæ, relicta vicecomitis Lemovicensis, ut moneta quæ vocatur *Lemona*? ubi erat nomen vicecomitis, omnino cassaretur. » (*Chron. S. Steph.*) Cette monnaie n'a pas encore été retrouvée; on ne connaît que des deniers assez rares, évidemment antérieurs, portant S. M. dans le champ, avec la légende † LEMOVICENSIS; au revers : † VICECOMES, autour d'une croix.

Ce fut seulement à l'avènement de la maison de Bretagne, en 1263, que la monnaie de Limoges reçut un type véritablement féodal; on vit alors les armoiries du seigneur, combinées, suivant ses alliances, avec les cotices de Limoges, le châtel de Castille, les bandes de Bourgogne et la croix de Savoie.

ANATOLE DE BARTHÉLEMY.



Fig. 215. — Dessin. — Étude d'après l'album de Villard d'Honnecourt.

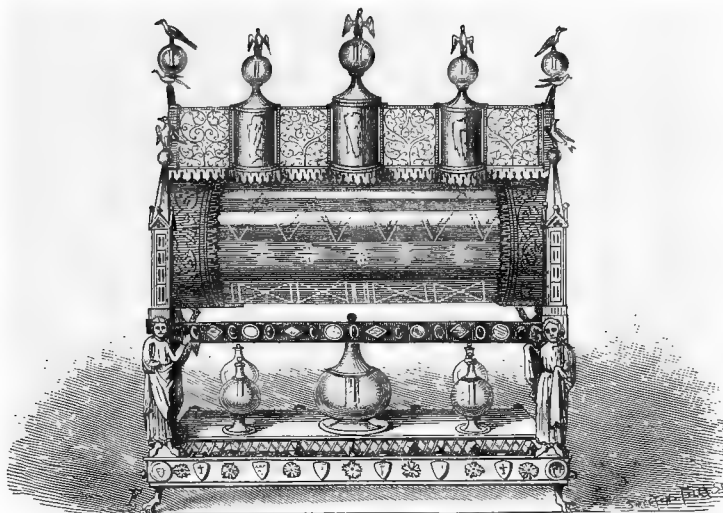


Fig. 216. — Orfèvrerie. — Reliquaire en cuivre doré, de la collection de M. Seillière.

ÉCLAIRCISSEMENT III

SUR LA GÉOGRAPHIE DE LA FRANCE

AU XIII^e SIÈCLE

I

LA première des cartes que nous offrons au public représente le royaume de France durant le règne de Louis VIII (1223-1226), c'est-à-dire le royaume de France tel que l'avait fait la politique de Philippe-Auguste. Le court règne de Louis VIII a été choisi pour date de cette carte, préférablement à l'avènement de saint Louis, parce qu'il permettait d'indiquer comme appartenant au domaine royal les importantes terres d'Artois, d'Anjou, du Maine, de Poitiers et d'Auvergne, réunies à la couronne par Philippe-Auguste et qui, conformément au testament du père de saint Louis, devaient former sous les noms de comtés d'Artois, d'Anjou et de Poitiers, les apanages des trois frères du nouveau roi.

On s'est fait une règle d'inscrire sur cette carte tous les duchés et tous les comtés compris dans les limites du royaume de France¹, et on y a joint celles des vicomtés d'outre-Loire jouissant alors d'une certaine importance territoriale ; plusieurs autres fiefs, remarquables aussi par la puissance de leurs titulaires ou par l'étendue de leur circonscription (seigneuries de Beaujeu, de Bourbon, de Coucy et de Montpellier), ont été également délimités sur cette carte.

Comme nous l'avons déjà dit ailleurs, il n'est pas possible de donner une carte de la France féodale en distinguant soigneusement les fiefs des arrière-fiefs. En effet, plus d'un des puissants vassaux de la couronne relevait en même temps d'autres grands barons, laïques ou ecclésiastiques, pour certaines parties de leurs États. Le comte de Champagne, par exemple, ne paraît avoir été vassal direct du roi de France que pour une faible partie des siens ; car il rendait hommage à l'archevêque de Reims pour la plupart de ses possessions du diocèse de Reims et de Châlons, à l'évêque de Langres pour les riches domaines qu'il tenait dans le diocèse langrois, à l'archevêque de Sens pour les châteaux de Montereau et de Bray, au duc de Bourgogne pour quelques fiefs parmi lesquels se trouvait Troyes, la tête même du comté de Champagne, et à d'autres encore. Si l'on traçait les limites des groupes féodaux en tenant compte seulement des vassaux immédiats de la couronne, on arriverait ainsi à donner aux États des prélats de Reims et de Langres une importance qu'ils ne possédaient pas réellement, et l'on réduirait à un rang très-inférieur le puissant comté de Champagne ; mais il est d'ailleurs impossible de songer sérieusement à une telle combinaison, car les actes d'hommage du ^{xii}^e et du ^{xiii}^e siècle désignent assez rarement les fiefs pour lesquels l'hommage est dû. Aussi a-t-il paru que, dans les cas analogues, il importait surtout de rappeler les individualités géographiques dont l'histoire constate l'existence. Ce principe nous a décidé à isoler complètement de leur suzerain principal certains fiefs relevant en même temps de plusieurs seigneurs : tel, par exemple, le comté de Roucy, dont le titulaire, vassal du comte de Champagne pour le chef-lieu de son comté, rendait hommage au roi pour Nizy-le-Comte, et à l'évêque de Laon pour les châteaux de Pierrepont, Montaigu et Sissonne. Quand, au contraire, un fief relevait presque entièrement d'un autre fief, on l'a indiqué comme une dépendance de celui-ci, en ne l'en séparant que par une ligne de points rouges.

Deux teintes plates ont été employées pour distinguer d'une part le domaine royal, de l'autre les pays possédés par le roi d'Angleterre, qui,

¹ A l'exception cependant du petit comté d'Auvergne dont Vic-le-Comte était alors le chef-lieu ; nous avons cependant placé auprès du nom de Vic la lettre c, indicatrice du comté. Le comte de Porhoet, en Bretagne, n'a pu être non plus, en raison de son exigüité par suite d'un partage conclu en 1241 entre les trois gendres du comte Eudes, être mentionné sur la carte du royaume de France en 1270.

depuis l'an 1204, avait cessé de faire hommage au roi de France pour les terres qu'il occupait encore sur le continent. Il doit être bien entendu que, par domaine royal, nous entendons non-seulement les domaines possédés directement par le roi, mais aussi les contrées où, le roi de France n'ayant aucun comte sous lui, les simples seigneurs (*domini*) étaient ses vassaux directs¹.

L'espace dont nous disposons ne nous permettant pas de justifier ici les limites que nous avons assignées à chacun des fiefs marqués sur les cartes de la France féodale au temps de Louis VIII, comme sur celle de 1270, nous renverrons le lecteur de ce volume à la Notice sur la carte de la France féodale qui accompagne l'édition de Joinville publiée en 1874 par la maison Didot².

II

Une autre carte, conçue exactement dans le même esprit que la première, représente le royaume de France à la mort de saint Louis, ou plutôt au moment de son départ pour la croisade, parce qu'on a tenu à y faire figurer hors du domaine les terres dont il pourvut ses fils puînés, — comté de Valois, donné à Jean-Tristan; comtés du Perche et d'Alençon, assignés à Pierre; comté de Clermont en Beauvaisis, attribué à Robert, — et dont l'une, la terre de Valois, devait légalement faire retour à la couronne au mois d'août 1270, puisque Jean-Tristan fut enlevé par la mort quelques semaines avant le saint roi.

On a employé pour cette carte les mêmes teintes plates que pour les précédentes; mais ici les possessions du roi d'Angleterre, teintées en jaune, ne sont plus étrangères au royaume de France; car saint Louis, par le traité de 1258-1259, est parvenu moyennant quelques concessions à consolider les conquêtes de Philippe-Auguste et à faire rentrer sous sa suzeraineté le duché de Guyenne, pour lequel le roi d'Angleterre n'avait pas rendu hommage depuis l'an 1204.

En dehors de ce fait capital, en dehors aussi de la formation d'apanages pour les fils de Louis VIII et de saint Louis, les changements les plus importants effectués de 1226 à 1270 se résument dans le démembrement de l'ancien comté de Toulouse, ensuite du traité conclu à Paris en 1229 avec le comte Raymond VII, et dans la réunion des comtés de Mâcon (1237) et de Mortain (1259) à la couronne.

¹ Nous n'avons pas cru devoir teinter en rose certaines seigneuries qui, indépendantes des grands fiefs dont elles étaient limitrophes, ne confinaient cependant à aucun groupe du domaine royal.

² Pages 559 à 593.

III

Une troisième carte offre la division de la France en diocèses et en provinces ecclésiastiques. Nous aurions voulu indiquer sur cette carte la plupart des abbayes du moyen âge; mais les dimensions qui nous étaient imposées nous ont contraint de renoncer à cette idée. En effet, les plus célèbres des abbayes françaises étant, en majorité, établies sous les murs de nos principales cités, ne pouvaient être figurées; quant à la plupart des abbayes rurales, elles jouissent généralement d'une notoriété si faible, que leur présence sur la carte diocésaine au détriment de toute autre localité ne permettrait pas au lecteur de se rendre un compte exact de la circonscription de chaque évêché. Il nous a donc paru préférable, au point de vue pratique, d'indiquer dans chaque diocèse un certain nombre de localités choisies parmi les plus importantes, et surtout parmi les chefs-lieux d'archiprêtres ou de doyennés.

Mais on n'a agi ainsi que pour les provinces de Lyon, Rouen, Tours, Sens, Reims, Bourges, Bordeaux, Auch et Narbonne, presque entièrement comprises alors dans les limites du royaume de France. On a jugé à propos d'indiquer encore les limites des diocèses pour les provinces de Cologne, Trèves, Mayence, Besançon, Vienne, Arles, Aix et Embrun, provinces d'origine gallo-romaine, sans s'arrêter à cette considération que, dès l'époque carolingienne, la suprématie du métropolitain de Mayence avait été étendue à la plus grande partie de la Germanie; on a aussi employé, comme pour les provinces alors françaises, les teintes plates pour indiquer d'une manière plus sensible à l'œil les limites de ces huit provinces. En dehors de ces diverses circonscriptions métropolitaines, on s'est borné à marquer par une ligne rouge, bordée d'un liseré, les limites des provinces ecclésiastiques.

IV

Enfin, une dernière carte montre la répartition de la France et des pays voisins selon les quatre « nations » entre lesquelles se partageaient alors les écoliers de l'Université de Paris; on y a aussi indiqué les « provinces » ou subdivisions des diverses nations. Cette répartition, qui remonte au ^{xiii}e siècle, et dont certains détails furent réglés d'une manière défini-

tive en 1358 (voir, à ce sujet, les pièces publiées par Du Boulay, dans l'*Historia universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 340-349), avait respecté, sauf de très-rares exceptions, l'unité de chaque diocèse. Elle ne parait avoir été jusqu'ici l'objet d'aucune carte, et c'est ce qui nous a décidé à offrir celle-ci aux lecteurs du livre de M. Wallon.

AUGUSTE LONGNON.



Fig. 217. — Dessin. — Étude d'après l'album de Villard d'Honnecourt.



Fig. 218. — Dessin. — Étude d'après l'album de Villard d'Honnecourt.

ÉCLAIRCISSEMENT IV

SUR L'ILLUSTRATION

DU PRÉSENT VOLUME



BIEN que l'illustration du *Saint Louis* ait été l'objet d'une très-longue et très-minutieuse préparation, nous n'en voulons point parler ici d'une façon trop détaillée. Il semble, en effet, qu'il soit inutile de faire assister le lecteur à toutes les phases d'un labeur aussi complexe, et nous préférons lui montrer la maison achevée et dégagée enfin de tout l'appareil de ses échafaudages.

Une véritable unité de direction a dominé tous ces travaux, et tout y concourt à la réalisation d'une seule et même pensée qu'il importe de bien mettre en lumière. Les détails semblent variés ; le plan est rigoureusement *un*.

L'ornementation du livre de M. Wallon est formée de deux éléments :

- 1^o Illustration « dans le texte » ;
- 2^o Illustration « hors texte ».

Or, chacune de ces deux illustrations a son but et son caractère spécial.

L'illustration dans le texte (bordures, culs-de-lampe, vignettes et lettrines) est destinée à faire connaître le seul ^{xiii}^e siècle, et l'on n'y a donné droit d'entrée qu'à des œuvres véritablement contemporaines de saint Louis. Mais encore restait-il à déterminer ces œuvres, et bien des systèmes s'offraient à notre choix. On s'est décidé, après mûre réflexion, à faire passer sous les yeux du lecteur « les principaux types de l'art au temps de Louis IX ». Donc, nos en-tête, nos culs-de-lampe et nos vignettes reproduisent, pour toute cette époque, les types de l'architecture religieuse, civile et militaire; de la statuaire et de la sculpture d'ornement; de la peinture murale, de la peinture sur verre et de la miniature; de la gravure des sceaux et de l'art monétaire; de l'orfèvrerie, de la ferronnerie et du dessin. Nous nous sommes efforcé de ne jamais franchir les bornes du règne dont ce livre a raconté l'histoire. Il est rare que nous ayons été forcé de remonter plus haut que 1226; il est plus rare encore que nous soyons descendu plus bas que 1270 ¹.

Dans cette illustration, qui est d'essence archéologique, on a pu, sans nuire à l'unité du dessein général, réserver une place notable à ce qui rappelle de plus près la personne même de saint Louis, et donner en quelque manière un *fac-simile* de ses reliques. L'agrafe et le coffret du saint roi ont été choisis avec intention comme types de l'orfèvrerie émaillée. La serviette de soie dans laquelle il enveloppait son Psautier ² a été reproduite sur les gardes du présent volume. A ce même Psautier ³ et à sa Bible ⁴, nous avons demandé la plus grande partie de nos lettrines ⁵. Nous avons reproduit les sceaux dont il a revêtu tant d'actes publics, lesquels étaient à la fois si justes et si pieux ⁶. Les tombeaux d'un

¹ Nous avons dû, par exemple, reproduire le sanctuaire de Notre-Dame de Paris avec ses gros piliers, qui sont antérieurs au règne de Louis IX, avec son autel, ses stalles et sa clôture qui lui sont postérieurs (fig. 2), et deux portraits-images du saint roi qui sont certainement du ^{xiv}^e siècle. Quelquefois aussi nous n'avons pu dégager les monuments gothiques de certains édifices plus récents qui les enveloppent. Nos lecteurs le comprendront sans peine, et leur imagination fera ce dégagement.

² Bibl. de l'Arsenal, Théol. lat., 329.

³ Et à celui qui est conservé à la Bibliothèque nationale, lat. 10425.

⁴ Bibl. nat., lat. 10426.

⁵ Les autres ont été empruntées aux manuscrits suivants : Paris, Bibl. nat., lat. 15; franc. 95, 472, 344. Metz, Bibl. de la ville, 336.

⁶ Les actes émanés de la chancellerie de saint Louis peuvent se partager en deux familles : diplômes et lettres patentes. Les diplômes commencent par une invocation : *In nomine sancte et individue Trinitatis, amen*. La suscription du roi y est partout la même : *Ludovicus, Dei gratia, rex Francorum*. Et ils se terminent uniformément par ces clauses finales, ces souscriptions et cette date dont nous allons donner un exemple : *Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato fecimus communiri. Actum Parisius, anno domini incarnationis millesimo ducentesimo quadragesimo, regni vero nostri quintodecimo. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. S[ignum] Stephani buticularii. S[ignum] Johannis camerarii. S[ignum] Almarici constabularii. Data (locus monogrammati) vacante cancellaria*. Les lettres patentes diffèrent des diplômes en ce qu'elles n'ont ni invocation ni souscription d'aucune sorte.



Fig. 219. — Le sacre de saint Louis d'après une verrière du ^{xv}^e siècle, à Saint-Louis-de-Poissey.
(Montfaucon, *Monuments de la monarchie française*, II, p. 154.)

Leurs clauses finales et leur date se réduisent à la formule suivante : *Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum Parisius, anno Domini millesimo quinquagesimo, mense novembri.* Les diplômes, qui deviennent de moins en moins nombreux, sont toujours rédigés en latin; mais il y a quelques exemples de lettres patentes en français. (Voy. notamment, au Trésor des chartes, la pièce J, 198, n° 67.)

de ses frères et d'un de ses fils nous ont servi à donner une idée exacte des monuments funéraires de son temps. La Sainte-Chapelle, qu'il a fondée et qu'il aimait tant, nous a fourni la matière de plusieurs vignettes où l'on trouvera certains types fort importants de l'architecture, de la peinture sur verre et de la sculpture d'ornement. Ceux donc qui parcourront le texte illustré de notre livre pourront sans trop d'effort se croire au ^{xiii}^e siècle, et leurs regards seront à tout instant frappés par la vue des objets mêmes qu'a contemplés l'œil de saint Louis et que ses mains ont touchés.

Tel n'est pas le caractère de notre illustration « hors texte ». Celle-ci est *artistique*; l'autre était *archéologique*. On sent aisément la différence, qui est profonde.

« Faire connaître toutes les formes que, depuis 1250 jusqu'en 1878, l'art du peintre et du sculpteur a successivement données à la reproduction de la physionomie et des principales actions de saint Louis, » tel a été notre but dans ces trente gravures et chromolithographies qui sont le plus riche ornement de l'œuvre de M. Wallon. Nous commençons avec un vitrail de la Sainte-Chapelle, qui a été certainement exécuté du vivant de saint Louis, pour ne nous arrêter que devant le « *Siècle de saint Louis* » de M. Cabanel et devant la statue de M. Guillaume, laquelle n'est pas encore tout à fait achevée.

Il nous semble que rien n'est plus intéressant que ce voyage artistique à travers sept siècles. Voici tout d'abord les monuments de l'art qui nous peuvent offrir, non pas un portrait, mais à tout le moins quelque idée du visage de notre saint. C'est ce vitrail de la Sainte-Chapelle, dont nous venons de parler; c'est la statue de la Porte-Rouge de Notre-Dame de Paris, qui nous montre Louis IX et sa femme pieusement agenouillés aux pieds du Christ et de la Vierge; c'est enfin ce buste-reliquaire qui date des premières années du ^{xiv}^e siècle, et que la Révolution a jeté au feu. Nous nous permettons d'attirer l'attention du public sur la reproduction de ce buste. Il ne nous en restait qu'une gravure du ^{xvii}^e siècle; mais, par bonheur, les *Inventaires* de la Sainte-Chapelle en 1573 renferment une description très-détaillée de ce reliquaire. C'est d'après ces pages, trop négligées jusqu'ici, que nous avons laborieusement reconstitué, une à une, toutes les pierres, tous les rubis, toutes les émeraudes, toutes les perles qui ornaient la couronne et le collier. Peut-être nous saura-t-on gré de ce travail de restitution, qui permet enfin de se faire une idée exacte d'un des plus curieux monuments de notre orfèvrerie gothique.

Au ^{xiv}^e siècle, l'art déjà prend son élan et connaît la beauté. Elles ne sont point sans charme, ces images naïves du manuscrit du « Confesseur de la reine Marguerite » et de Joinville. Elles ne sont point sans valeur, ces miniatures que l'on connaît sous le nom de « portrait de saint Louis » et de « saint Louis et Bonne de Luxembourg ». Le type de la

tête royale reste toujours à peu près le même, et saint Louis nous apparaîtrait toujours sous les traits d'un homme imberbe. Même type encore au

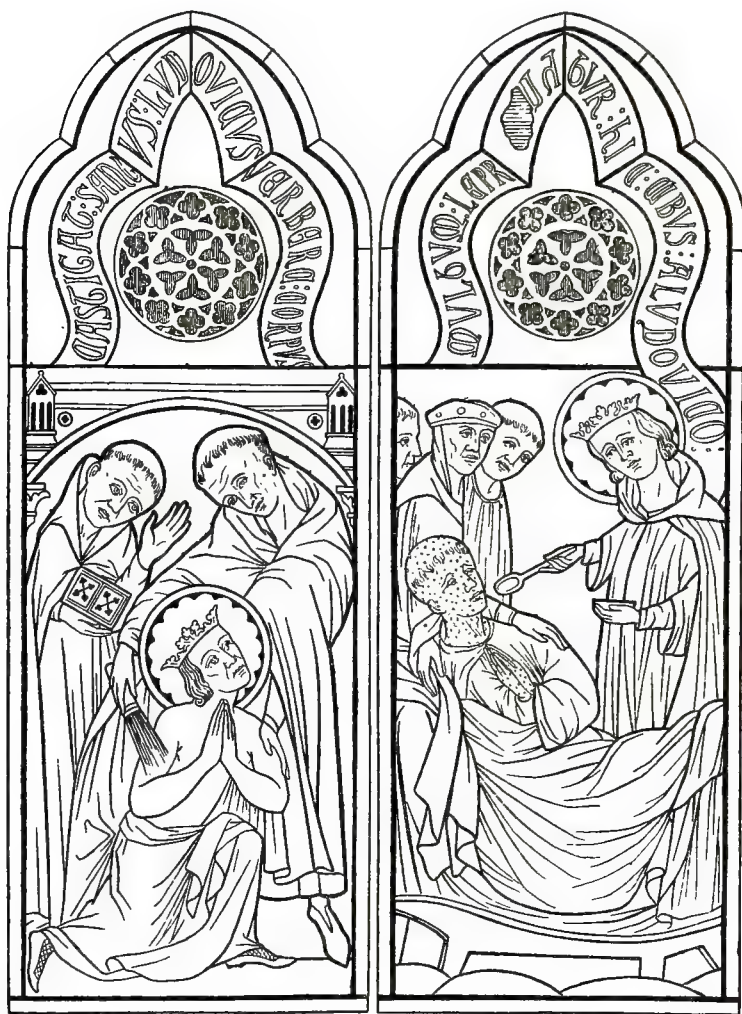


Fig. 220. — « Saint Louis se fait donner la discipline. — Le saint roi donne à manger à un lépreux. »
D'après des verrières du XIV^e siècle, à l'abbaye de Saint-Denis.
(Montfaucon, *Monuments de la monarchie française*, II, p. 158.)

XV^e siècle, dans le « saint Louis en franciscain » du manuscrit français de la Bibliothèque nationale 22297, dans une très-intéressante miniature des Chroniques de Saint-Denis et dans ce curieux tableau de notre

Palais de justice, qui a été si faussement attribué à Van Eyck. Cependant voici que le grand art fait son apparition. Rien n'est plus élevé, rien n'est plus grand que le « saint Louis » de Fra Angelico, où plu-



Fig. 221. — Le roi saint Louis d'après une vieille image populaire (XVII^e siècle)

sieurs siècles s'étaient obstinés à voir un Charlemagne. Vittore Carpaccio, de l'école vénitienne, ne se tient pas sur de telles hauteurs ; mais il lui faut savoir gré d'avoir été l'un des très-rares artistes italiens qui aient pensé

à notre saint Louis et qui lui aient consacré la pureté de leur dessin ou la richesse de leurs pinceaux. Avec le « saint Louis et la sainte Catherine » du manuscrit français 907 de la Bibliothèque nationale, nous allons dire adieu à la miniature, qui est arrivée à son plus haut degré de perfection ; mais nous nous arracherons à grand'peine au spectacle de ces beaux vitraux de Champigny, qui sont dignes de Robert Pinaigrier, et que personne en France ne connaissait encore. Le ^{xvii}e siècle français n'est,



Fig. 222. — *Grafito* du ^{xiii}e siècle, à l'abbaye de Saint-Gilles.

comme on l'a dit, qu'une Renaissance plus alignée, plus précise et quelquefois plus froide. Avec Charles Le Brun, nous atteignons à l'apogée de l'art classique et pur ; Simon Vouet est plus fougueux, mais moins beau, et l'on peut déjà se prendre à redouter un commencement de décadence. Cette décadence, hélas ! ne se précipite que trop rapidement. L'art du ^{xviii}e siècle n'est que gracieux ; mais surtout il a brisé avec la tradition religieuse des grands âges, et, lorsque l'habile Gravelot veut nous dessiner un « saint Louis enlevé au ciel », il ne peut rien trouver de mieux qu'un char, semblable à celui d'Élie, mais étrange et inattendu. Quoi qu'on en ait dit, c'est notre siècle qui a relevé l'art religieux. Cet art qui était descendu jusqu'à Gravelot, il va se hausser jusqu'à Ingres,

jusqu'à Eugène Delacroix, jusqu'à Flandrin. Nous reproduisons les œuvres de ces illustres, et, parmi elles, quelques-unes qui peuvent passer pour véritablement inédites, comme le carton d'Hippolyte Flandrin qui représente le « départ de saint Louis ». A ces maîtres succèdent des peintres et des sculpteurs plus récents, ou tout à fait contemporains : tels sont Marochetti, Leloir, Matout, Claudius Lavergne, Olivier Merson, Laugée, Lameire, Cabanel et Guillaume. Aucune de ces œuvres n'avait encore été reproduite par la gravure, et les lecteurs du *Saint Louis* en auront la primeur.

La série est complète, et l'on pourra se faire une idée vraie des rapports de l'art avec la figure de saint Louis.

Ce n'est pas à dire toutefois que nous n'ayons dû écarter de notre illustration certaines œuvres dont nous aurions voulu ne pas priver le public chrétien. Nous avons éprouvé un véritable regret à ne pas reproduire ici les chefs-d'œuvre d'un Mignard ¹, d'un Philippe Magnier ², d'un Charles Delafosse ³, d'un Jouvenet ⁴, d'un Girardon ⁵, d'un Natoire ⁶ et d'un Gros ⁷. Mais, ne pouvant tout donner, nous pensons du moins avoir donné ce qu'il y avait à la fois de plus caractéristique et de plus beau. Le reste viendra plus tard.

Telle est la double illustration d'un livre qui est consacré à une gloire si française et si chrétienne; tel est son caractère. Je m'en voudrais de n'y point mentionner certains éléments qui sont plus particulièrement scientifiques : ces nombreux dessins de sceaux et de monnaies qui accompagnent les *Éclaircissements* de MM. Demay et de Barthélemy; ces quatorze *fac-simile*, qui donnent un modèle si précis des différentes écritures en usage du temps de saint Louis et des différentes formules de sa

¹ Coupole du Val-de-Grâce.

² Bas-reliefs des Invalides et dessin à la sanguine, au département des estampes à la Bibliothèque nationale.

³ Coupole des Invalides.

⁴ Chapelle du château de Versailles.

⁵ Statue au portail des Invalides.

⁶ A Saint-Louis-des-Français à Rome.

⁷ Coupole de Sainte-Geneviève. — Parmi les œuvres du second ordre que nous n'avons pu reproduire, nous devons signaler la belle miniature du manuscrit de la Bibliothèque nationale, lat. 18014 (xv^e siècle : Derniers Enseignements de saint Louis à son fils), qui a déjà été reproduite plusieurs fois; un tableau de Doyen à Saint-Eustache (saint Louis recevant le Viatique); deux toiles de Hesse à la Sorbonne et de Scheffer à Saint-Jean-Saint-François; une statue de Montagny et une grisaille de Blanc à Saint-Paul-Saint-Louis; des fresques de Bouguereau et des vitraux de Gsell à Sainte-Clotilde; deux tableaux de Signol et de Glaise à Saint-Louis d'Antin; une statue de Calmette à Sainte-Élisabeth, etc. Nous nous sommes, du moins, fait un devoir d'offrir à nos lecteurs, dans cet *Éclaircissement*, la représentation d'après Montfaucon des vieux vitraux de Poissy et de Saint-Denis (fig. 219 et 220), ainsi qu'une vieille image populaire du saint roi qui était jadis colportée et vendue pour quelques deniers dans les villes et les campagnes (fig. 221), et un dessin, un *graffito* grossier que la main de quelque gamin du xiii^e siècle a crayonné sur les murs de la belle église de Saint-Gilles (fig. 222). — Il nous reste à remercier publiquement M. Ed. Didron et le très-obligé éditeur du *Dictionnaire d'architecture* de M. Viollet-le-Duc, qui, pour notre illustration « dans le texte », nous ont permis de nous servir de trois ou quatre de leurs excellentes gravures.

chancellerie; et surtout ces quatre cartes si originales et si complètes où M. Auguste Longnon a voulu condenser sa connaissance si étendue de la géographie du moyen âge...

Et maintenant c'est à nos lecteurs de décider si cet ensemble est véritablement complet, et s'il leur fait suffisamment connaître saint Louis et son siècle.

Nous ne leur cacherons pas, d'ailleurs, que nous avons une ambition plus haute. Faire connaître un tel roi et un tel siècle, ce n'était pas assez : nous nous étions proposé de les faire aimer.

★ ★
★

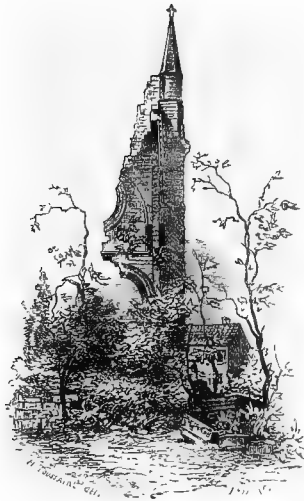


Fig. 223. — Ruines de Royaumont, en 1878.

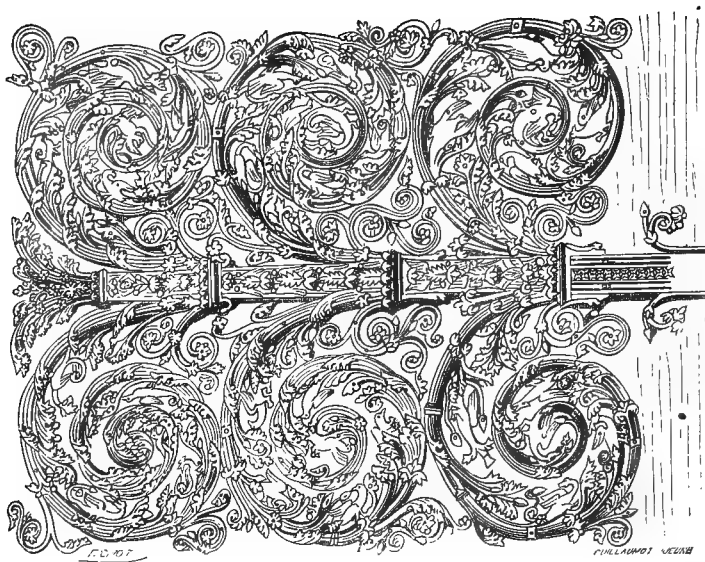


Fig. 224. — Ferronnerie. — Ferrures des grandes portes de Notre-Dame-de-Paris.

TABLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	VII
INTRODUCTION	IX

CHAPITRE I

RÉGENCE DE BLANCHE DE CASTILLE

I. — Première éducation de saint Louis. — Sacre.	1
II. — Révoltes des barons. — Traité de Vendôme (1227). — Traité de Paris ou de Meaux (1229).	6

CHAPITRE II

MARIAGE DE SAINT LOUIS

- I. — Nouveaux troubles : le comte de Champagne secouru. — Le comte de Bretagne soumis. — Trêve avec l'Angleterre. — Mariage de saint Louis. 15
- II. — Fin des guerres de barons. — Affaires intérieures : l'Université. . . 25

CHAPITRE III

VERTUS CHRÉTIENNES DE SAINT LOUIS

- I. — Piété de saint Louis. 29
- II. — Simplicité. — Pureté. — Bonté. — Humilité. — Charité. 35

CHAPITRE IV

GOVERNEMENT PERSONNEL DE SAINT LOUIS. — LA QUERELLE
DU SACERDOCE ET DE L'EMPIRE. — LES CROISADES

- I. — Soumission des comtes de Champagne et de Bretagne. — Mariages féodaux. — Affaires ecclésiastiques (Beauvais et Reims). 47
- II. — La querelle du sacerdoce et de l'Empire : Innocent III, Othon IV et Frédéric II. — Les croisades de 1217 et de 1228. — Honorius III, Grégoire IX et Frédéric II. 56
- III. — Les Tartares. — Constantinople et la Terre-Sainte. — Nouvelle excommunication de Frédéric II (1239). 58

CHAPITRE V

LIGUE DE PLUSIEURS SEIGNEURS ET DU ROI D'ANGLETERRE
CONTRE SAINT LOUIS

- I. — Complot du comte et de la comtesse de la Marche. 69
- II. — La guerre de Poitou. — Journées de Taillebourg et de Saintes. — Soumission du comte de la Marche. 74
- III. — Trêve avec l'Angleterre. — Soumission des seigneurs du Midi. — Paix de Lorris. 84

CHAPITRE VI

PÉRILS DE LA CHRÉTIENTÉ A L'INTÉRIEUR ET AU DEHORS. —
INNOCENT IV ET FRÉDÉRIC II. — CONCILE DE LYON

- I. — Les Tartares et les Karismiens. — Prise de Jérusalem. — Saint Louis prend la croix. 91
- II. — Innocent IV et Frédéric II. 97
- III. — Concile de Lyon. — Déposition de Frédéric II. 99

CHAPITRE VII

SUITES DU CONCILE DE LYON

I. — Situation de l'Europe après le concile de Lyon.	103
II. — Continuation de la lutte d'Innocent IV et de Frédéric II. — Entrevue de Cluny. — Mariage de Charles d'Anjou. — Nouvelle démarche de Frédéric II	105
III. — Nouvelle intensité de la lutte en Allemagne et en Italie : Henri Raspon. — Guillaume de Hollande.	111
IV. — Préparatifs de la croisade.	113

CHAPITRE VIII

PREMIÈRE CROISADE DE SAINT LOUIS

I. — Saint Louis en Chypre.	129
II. — Prise de Damiette.	136
III. — Séjour de saint Louis à Damiette.	143

CHAPITRE IX

BATAILLE DE MANSOURAH

I. — Départ de Damiette. — Le Nil. — Le canal d'Achmoun.	151
II. — Bataille de Mansourah. — Première journée (mardi avant les Cendres)	160
III. — Le roi campe sur le champ de bataille. — Deuxième journée (vendredi 11 février).	168
IV. — Souffrances de l'armée. — Arrivée du jeune sultan. — Premières négociations. — Progrès de l'épidémie et de la disette.	173
V. — Retraite par terre et par eau. — Le roi fait prisonnier.	178

CHAPITRE X

LA CAPTIVITÉ DE SAINT LOUIS

I. — La reine sauve Damiette. — Le roi ramené à Mansourah. — Joinville pris avec ceux qui faisaient retraite par eau. — Sort des prisonniers. . .	183
II. — Traité de saint Louis avec le sultan. — Meurtre du sultan. — Le roi devant les conjurés maîtres du pouvoir. — Renouveau du traité. .	193
III. — Exécution du traité.	201

CHAPITRE XI

SAINT LOUIS EN PALESTINE (1250-1251)

I. — Arrivée à Saint-Jean-d'Acre. — Question du retour. — Départ des frères du roi. — Message de Frédéric II.	209
II. — Saint Louis en présence des musulmans d'Égypte et de Syrie. — Il fortifie Saint-Jean-d'Acre. — Message du Vieux de la Montagne. — Délivrance des prisonniers d'Égypte. — Lutte des Égyptiens et des Syriens.	219
III. — Saint Louis à Césarée. — Sa conduite en Palestine.	226

CHAPITRE XII

SAINT LOUIS EN PALESTINE (1251-1254)

I. — Dispositions de l'Occident à l'égard de la croisade. — Fin de la lutte d'Innocent IV et de Frédéric II. — Les pastoureaux.	229
II. — Conventions avec l'Égypte faites et rompues. — Saint Louis à Jaffa. — Mort de Blanche de Castille. — Mission de Rubruquis chez les Tartares	236
III. — Saint Louis à Sour et à Sidon.	243

CHAPITRE XIII

RETOUR DE SAINT LOUIS

I. — Derniers temps du séjour en Palestine. — Départ.	249
II. — Périls et incidents du voyage.	253
III. — Débarquement de saint Louis. — Le roi à Saint-Denis; à Paris. — Résultats de la croisade.	260

CHAPITRE XIV

GOUVERNEMENT DE SAINT LOUIS. — LA SOCIÉTÉ FÉODALE

I. — La royauté et le clergé.	263
II. — La noblesse.	268
III. — Les villes et les campagnes.	271

CHAPITRE XV

ADMINISTRATION DE SAINT LOUIS. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE
— FINANCES

I. — Agents de l'administration : grands officiers, baillis, sénéchaux et prévôts.	279
II. — Finances. — Droits féodaux et droits royaux.	281

CHAPITRE XVI

ORGANISATION MILITAIRE

Milice : service féodal; armée du roi.	285
--	-----

CHAPITRE XVII

ADMINISTRATION DE SAINT LOUIS. — JUSTICE

I. — Juridiction de première instance.	291
II. — Tribunaux d'appel. — La cour du roi.	296
III. — La justice de saint Louis.	299
IV. — Travail de la jurisprudence. — Législation de saint Louis.	304

CHAPITRE XVIII

LES LETTRES ET LES SCIENCES AU TEMPS DE SAINT LOUIS

I. — L'Université de Paris et l'enseignement public.	313
II. — Éloquence sacrée. — Histoire et géographie.	321
III. — Poésie latine. — Poésie épique.	323
IV. — Poésie lyrique et poésie légère. — Troubadours et trouvères. . .	328
V. — Art dramatique.	336

CHAPITRE XIX

LES BEAUX-ARTS AU TEMPS DE SAINT LOUIS

I. — L'architecture.	341
II. — La sculpture.	353
III. — La peinture et les vitraux.	358
IV. — Les arts industriels.	363
V. — La musique.	370

CHAPITRE XX

HISTOIRE EXTÉRIEURE DU RÈGNE DE SAINT LOUIS DE SA PREMIÈRE
A SA DERNIÈRE CROISADE

I. — Affaires de Flandre et de Hainaut. — Interventions pacifiques. . . .	375
II. — Relations avec l'Angleterre. — Traité de Paris (1258).	380
III. — Mort du fils aîné de saint Louis. — Son fils Philippe et la reine Marguerite.	388
IV. — Troubles intérieurs de l'Angleterre. — Médiation de saint Louis. .	391
V. — Nouveaux troubles d'Angleterre. — Batailles de Lewes et d'Evesham.	396
VI. — Affaires d'Allemagne et d'Italie.	399
VII. — Conquête du royaume de Naples par Charles d'Anjou. — Batailles de Bénévent et de Tagliacozzo.	403

CHAPITRE XXI

SAINT LOUIS AVANT SA DERNIÈRE CROISADE

I. — Foi et dévotion de saint Louis. — Sa sollicitude pour ses enfants et pour toute sa maison.	409
II. — Bonnes œuvres de saint Louis.	424

CHAPITRE XXII

DERNIÈRE CROISADE

I. — État des chrétiens d'Orient. — Prise d'Antioche.	429
II. — Prédication et préparatifs de la croisade.	432
III. — Expédition de Tunis.	439

CHAPITRE XXIII

MORT DE SAINT LOUIS

I. — Maladies dans l'armée. — Mort du roi.	449
II. — Arrivée de Charles d'Anjou. — Traité de Tunis.	453
III. — Retour en France. — Canonisation de saint Louis.	458

ÉCLAIRCISSEMENTS

ÉCLAIRCISSEMENT I

Le costume au temps de saint Louis, d'après les sceaux et les miniatures.	463
Costume ecclésiastique.	466
Costume de guerre.	478
Costume civil.	486

ÉCLAIRCISSEMENT II

Les monnaies de France sous saint Louis.	495
--	-----

ÉCLAIRCISSEMENT III

La géographie de la France au XIII ^e siècle.	527
---	-----

ÉCLAIRCISSEMENT IV

Sur l'illustration du présent volume.	533
---	-----

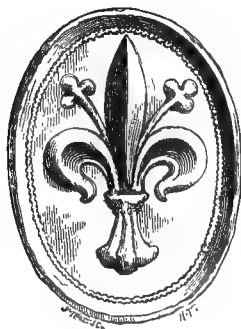


TABLE DES FIGURES

A. ILLUSTRATION HORS TEXTE (GRANDES PLANCHES)

REPRODUCTION DE LA PHYSIONOMIE DE SAINT LOUIS PAR LA PEINTURE
ET LA SCULPTURE, DEPUIS LE XIII^e SIÈCLE JUSQU'À NOS JOURS *

* I. — ART GOTHIQUE (commencement du xiv ^e siècle). — Buste-reliquaire de saint Louis à la Sainte-Chapelle.	FRONTISPICE.
* II. — ART GOTHIQUE (xiii ^e siècle). — « Translation des reliques de la Passion; » vitrail de la Sainte-Chapelle.	14
III. — ART GOTHIQUE (xiii ^e siècle). — « Saint Louis à genoux devant le Christ; » tympan de la Porte-Rouge à Notre-Dame de Paris.	24
* IV. — ART GOTHIQUE (commencement du xiv ^e siècle). — « Portrait de saint Louis, » d'après un registre des Archives nationales.	40
V. — ART GOTHIQUE (commencement du xiv ^e siècle). — « Saint Louis assistant aux Heures. — Malades venant prier devant la statue du saint. » Deux miniatures d'après le manuscrit fr. 5716 de la Bibliothèque nationale.	56
* VI. — ART GOTHIQUE (xiv ^e siècle). — « Prise de Damiette, » d'après le manuscrit fr. 13568 de la Bibliothèque nationale.	72
* VII. — ART GOTHIQUE (xiv ^e siècle). — « Bonne de Luxembourg à genoux devant saint Louis, » d'après un manuscrit appartenant à M. le baron Pichon.	88
VIII. — ART ITALIEN : ÉCOLE FLORENTINE (xv ^e siècle). — « Saint Thomas d'Aquin et saint Louis, » par Fra Angelico.	98
* IX. — ART GOTHIQUE (xv ^e siècle). — « Saint Louis justicier et miséricordieux, » d'après le manuscrit fr. 2609 de la Bibliothèque nationale.	114
X. — ART GOTHIQUE (xv ^e siècle). — « Saint Louis roi et franciscain, » d'après le manuscrit fr. 22297 de la Bibliothèque nationale.	136
XI. — ART GOTHIQUE (xv ^e siècle). — « Charlemagne et saint Louis, » d'après le tableau conservé au palais de justice à Paris.	146
XII. — RENAISSANCE : ÉCOLE VENITIENNE (commencement du xvi ^e siècle). — « Saint Louis, sainte Anne, saint Joachim, sainte Ursule, » d'après le tableau de Vittore Carpaccio.	158
* XIII. — RENAISSANCE : ÉCOLE FRANÇAISE (xvi ^e siècle). — « Saint Louis, sainte Catherine, un donateur, » d'après le manuscrit lat. 907 de la Bibliothèque nationale.	168

* Les chromolithographies sont indiquées par un astérisque.

* XIV. — RENAISSANCE : ÉCOLE FRANÇAISE (xvi ^e siècle). — « Sacre de saint Louis; » vitrail de la chapelle du château de Champigny.	178
* XV. — RENAISSANCE : ÉCOLE FRANÇAISE (xvi ^e siècle). — « Départ de saint Louis pour la croisade; » vitrail de la chapelle du château de Champigny.	190
XVI. — xvii ^e SIÈCLE : ÉCOLE FRANÇAISE. — « Saint Louis en prière; » par Charles Le Brun.	200
XVII. — xvii ^e SIÈCLE : ÉCOLE FRANÇAISE. — « Saint Louis enlevé au ciel, » par Simon Vouet.	216
XVIII. — xviii ^e SIÈCLE : ÉCOLE FRANÇAISE. — « Saint Louis montant au ciel, » par Gravelot.	232
XIX. — xix ^e SIÈCLE : ÉCOLE FRANÇAISE (les classiques). — « Saint Louis, » carton de vitrail, par Ingres.	242
XX. — xix ^e SIÈCLE : ÉCOLE FRANÇAISE (les romantiques). — « Bataille de Taillebourg en 1242, » par Eugène Delacroix.	254
XXI. — xix ^e SIÈCLE : ÉCOLE FRANÇAISE (les classiques). — « Saint Louis au ciel dans le groupe des confesseurs, » par Hippolyte Flandrin.	274
XXII. — xix ^e SIÈCLE : ÉCOLE FRANÇAISE (les classiques). — « Saint Louis recevant la bénédiction de l'évêque de Paris avant son départ pour la croisade, » par Hippolyte Flandrin.	296
XXIII. — xix ^e SIÈCLE : ÉCOLE FRANÇAISE. — « Saint Louis à genoux, » par Marochetti.	306
XXIV. — ART CONTEMPORAIN. — « Mort de saint Louis, » par Leloir.	328
XXV. — ART CONTEMPORAIN. — « Le siècle de saint Louis, » par Cabanel (planche double).	334
XXVI. — ART CONTEMPORAIN. — « Saint Louis et les Capétiens, » par Lameire.	372
XXVII. — ART CONTEMPORAIN. — « Saint Louis enterrant à Sayette les cadavres des chrétiens, » par Matout.	382
XXVIII. — ART CONTEMPORAIN. — « Saint Louis rendant la justice, » vitrail de Claudius Lavergne.	392
XXIX. — ART CONTEMPORAIN. — « Les pauvres nourris par saint Louis, » par Laugée.	402
XXX. — ART CONTEMPORAIN. — « Saint Louis, » statue de Guillaume.	414
XXXI. — ART CONTEMPORAIN. — « Délivrance des prisonniers à Paris, à l'occasion de l'avènement de saint Louis, » par Olivier Merson.	424
<hr/>	
XXXII-XXXV. — Quatre cartes (planches doubles). — 1 ^o France en 1223-1226.	8
2 ^o France en 1270.	452
3 ^o France ecclésiastique.	264
4 ^o France universitaire.	318
XXXVI-XXXVIII. — Trois <i>fac-simile</i> de diplômes et de lettres patentes émanées de la chancellerie de saint Louis (deux planches doubles; une planche simple).	408, 412, 418

B. ILLUSTRATION DANS LE TEXTE

REPRODUCTION DE TOUS LES TYPES DE L'ART AU XIII^e SIÈCLE

I. — ARCHITECTURE RELIGIEUSE

Une voûte de Saint-Martin-des-Champs à Paris, type des voûtes en pierre qui sont le principe essentiel de l'architecture des églises romanes et gothiques (fig. 55).	343
La cathédrale d'Amiens, type d'une cathédrale construite sous saint Louis (fig. 56).	344
Plan d'Amiens (fig. 57).	345
Portail de Notre-Dame de Paris (fig. 4).	1
Chevet de Notre-Dame (fig. 3).	vii
Sanctuaire de la même cathédrale (fig. 2).	v
La Sainte-Chapelle (fig. 8).	15
La Sainte-Chandelle d'Arras (fig. 14).	47
Salle synodale de Sens (fig. 18).	69
Cloître de l'abbaye de Royaumont (fig. 12).	29
Ruines de la même église (fig. 223).	541
Hôpital d'Ourscamps (fig. 20).	91

II. — ARCHITECTURE MILITAIRE

Les fortifications de Carcassonne (fig. 22).	103
La porte Narbonnaise, même ville (fig. 27).	129
Vue générale et plan du château de Coucy (fig. 58 et 59).	348, 349
Château de Coucy, vue partielle, côté nord (fig. 29).	151
Château de Villandraut, près Bazas (fig. 31).	183
Un pont fortifié, à Cahors (fig. 62).	352

III. — ARCHITECTURE CIVILE

Une maison, à Provins, dessin et plan (fig. 60 et 61)	350, 351
Maison de Montréal, Yonne (fig. 33).	209
Rue couverte, à Montpazier (fig. 36).	229
Un pont (fig. 62).	352

IV. — SCULPTURE

1^o BAS-RELIEFS

Jésus-Christ, cathédrale d'Amiens (fig. 7).	13
La Vierge et les anges, à la même cathédrale (fig. 11).	28
Même sujet, à la cathédrale de Paris (fig. 63).	354
Un ange du portail de Reims (fig. 13).	45
Saint Siméon, à la cathédrale de Reims (fig. 17).	67
Tête d'apôtre, à la même cathédrale (fig. 19).	90

Le Jugement dernier, à la cathédrale d'Amiens (fig. 21).	102
Les Élus dans le sein d'Abraham, à la même cathédrale (fig. 26).	127
Tympan de la Porte-Rouge, à Notre-Dame de Paris (fig. 38).	249
Trois saints, au grand portail de Reims (fig. 40).	263
Trois autres saints, à la même cathédrale (fig. 64).	355
Un personnage debout, cathédrale d'Amiens (fig. 28).	150
Tombeau de Louis, fils aîné de saint Louis, mort en 1260 (fig. 42 et 44).	279, 285
Tombeau de Philippe, frère de saint Louis (fig. 66).	358

2° ORNEMENT

L'autel de la Sainte-Chapelle (fig. 30).	182
Une rose de Saint-Martin-des-Champs (fig. 32).	207
Stalles de Notre-Dame-de-la-Roche (fig. 35).	228
Un rinceau à Notre-Dame de Paris (fig. 46).	291
Chapiteau de la Sainte-Chapelle (fig. 37).	247
Autre chapiteau ; réfectoire de Saint-Martin-des-Champs (fig. 39).	262
Dais au porche de Saint-Père-sous-Vezelay (fig. 41).	278
Piédouche, à la Sainte-Chapelle de Paris (fig. 43).	283
Stylobate, à Notre-Dame de Paris (fig. 65).	357

V. — PEINTURE

1° PEINTURE SUR VERRE

Vitrail de la cathédrale de Tours : la Vierge et deux anges (fig. 50).	313
Autre vitrail de la même église (fig. 67).	361
Vitraux de Poissy et de Saint-Denis, xiv ^e et xv ^e siècles (fig. 219, 220). — (Cf. les trois grandes planches II, XIV et XV.).	535, 537

2° PEINTURE MURALE

Le Jugement dernier, d'après les peintures de l'église de Tournus (fig. 54).	341
--	-----

3° MINIATURE

« Adam labourant et Ève filant, » d'après le Psautier de saint Louis, conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal (fig. 69).	367
« Le Christ dans la gloire, » d'après le même manuscrit (fig. 75).	409
« Le Jugement dernier, » d'après le même manuscrit (fig. 68).	366
« La Mort de la Vierge, » d'après un manuscrit récemment donné à la Bibliothèque nationale, et daté de 1250 (fig. 71).	375
« Un baptême, » d'après le même manuscrit (fig. 74).	407
Portrait-image de saint Louis, d'après un manuscrit du xiv ^e siècle, conservé à la Bibliothèque de Sainte-Geneviève (fig. 81).	460
Même image sur un vitrail de la cathédrale de Chartres (fig. 225).	554
Miniatures diverses, pour servir à l'histoire du costume sous le règne de saint Louis.	463 et ss.
Trente lettrines (en tête de tous les chapitres), extraites des <i>Psautiers</i> de saint Louis, de sa <i>Bible</i> , etc.	1, etc.

TABLE DES FIGURES

553

4^e DESSIN

Quatre études de dessin, figure et ornement, tirés de l'album de Villard d'Honnecourt, architecte du XIII ^e siècle.	494, 525, 531, 533
Un <i>graffito</i> , à Saint-Gilles (fig. 222).	539

VI. — MUSIQUE

Un rondeau, à plusieurs parties, d'Adam de la Halle (fig. 52 et 52 bis).	332, 333
--	----------

VII. — GRAVURE DES SCEAUX

Sceau de saint Louis (fig. 15, 83 et 84).	48, 464, 465
Contre-sceau du même.	548
Sceau <i>ordonné</i> de saint Louis, laissé en France pendant sa seconde croisade (fig. 49).	312
Sceau de Robert, comte de Dreux (fig. 45).	290
Type équestre de chasse : sceau de Simon de Montfort, comte de Leicester (fig. 53).	340
Sceaux de Blanche de Castille et de Marguerite de Provence (fig. 9 et 10).	22, 23
Sceaux divers, reproduits en tout ou en partie, pour servir à l'histoire du costume sous le règne de saint Louis.	463-494

VIII. — ART MONÉTAIRE

Types de toutes les monnaies de saint Louis.	495-525
--	---------

IX. — ORFÈVRE

La cassette de saint Louis, conservée au musée du Louvre, trois planches (fig. 76, 77, 79).	428, 429, 449
L'agrafe de saint Louis, même musée (fig. 78).	447
Reliure de l'évangélaire de la Sainte-Chapelle (fig. 82).	463
Châsse émaillée, de la collection Debruge-Duménil (fig. 136).	495
Reliquaire en forme de tube (fig. 216).	527
Reliquaire de la vraie croix, donné à saint Louis par l'empereur Baudouin II et appelé « Reliquaire de Baudouin » (fig. 25).	123

X. — FERRONNERIE

Les ferrures du portail de Notre-Dame de Paris (fig. 224).	543
--	-----

XI. — ÉCRITURE

Lettre de l'archevêque de Sens et des évêques de Chartres et de Beauvais attestant que Louis VIII a laissé à sa femme Blanche la tutelle de ses enfants (fig. 5).	4
---	---

Traité entre Raymond de Toulouse et le roi de France, en 1229 (fig. 6).	12
Lettre de saint Louis, en date de 1240, ayant pour objet d'augmenter le douaire de sa mère Blanche (fig. 16).	49
Lettre de saint Louis, à son frère Alphonse, en 1251 (fig. 34).	227
Un arrêt des <i>Olim</i> (fig. 47).	298
Une enquête sous saint Louis (fig. 48).	307
Fac-simile de l'écriture de saint Thomas d'Aquin (fig. 51).	317
Un rondeau, paroles et musique (fig. 52 et 52 bis).	332, 333
Traité de Paris, en 1258-59. Minute française (fig. 72) et ratification anglaise (fig. 73).	384, 385
Dernier codicille de saint Louis (fig. 80).— (Cf. les quatre grandes planches XXXII-XXXV.).	451

XII. — DIVERS

La sainte Couronne d'épines, jadis conservée à la Sainte-Chapelle (fig. 23 et 24).	122
Imagerie populaire : « Saint Louis, roi de France » (fig. 221), etc.	538



Fig. 225. — Saint Louis en costume de guerre, d'après un vitrail de Chartres.

